
JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
VOL. XXXVII

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DU 26 FÉVRIER AU 25 AVRIL 1903
—CES DEUX JOURS INCLUS—

Dans la troisième année du règne de Notre Souverain

LE ROI EDOUARD VII

ETANT LA TROISIÈME SESSION DU DIXIÈME PARLEMENT DE LA
LÉGISLATURE DE QUÉBEC

SESSION 1903

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

QUÉBEC:

IMPRIMÉS PAR LA CIE D'IMPRIMERIE DE QUÉBEC

1903



PROCLAMATIONS

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de DIEU, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DEUXIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et à chacun de vous—

SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le DEUXIÈME jour du mois de MAI, mil neuf cent deux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le ONZIÈME jour du mois de JUIN prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce DIX-HUITIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de DIEU, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le ONZIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent deux, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de *Québec* se trouve convoquée pour le ONZIÈME jour du mois de JUIN, mil neuf cent deux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre

Législature de Notre dite Province, en Notre cité de *Québec*, le VINGT-UNIÈME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE
A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*; TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce TROISIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de DIEU, ROI du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-UNIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et à chacun de vous—

SALUT:

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de *Québec* se trouve convoquée pour le VINGT-UNIÈME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent deux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, le TRENTIÈME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce DIXIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de DIEU, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à nos membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le TRENTIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

A TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de *Québec* se trouve convoquée pour le TRENTIÈME jour du mois d'AOUT, mil neuf cent deux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, le NEUVIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce VINGT-CINQUIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de DIEU, ROI du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la

Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le NEUVIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le NEUVIÈME jour du mois d'OCTOBRE, mil neuf cent deux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, le DIX-HUITIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA.
Province de Québec. }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de DIEU, ROI du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIX-HUITIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et à chacun de vous—

SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le DIX-HUITIÈME jour du mois de NOVEMBRE, mil neuf cent deux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce QUATRIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de DIEU, ROI du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve convoquée pour le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, mil neuf cent deux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le CINQUIÈME jour du mois de FÉVRIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce SEIZIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de DIEU, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le CINQUIÈME jour du mois de FÉVRIER prochain —

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve prorogée au CINQUIÈME jour du mois de FÉVRIER prochain.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de la proroger de nouveau au VINGT-SIXIÈME jour du mois de FÉVRIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre Cité de Québec, le dit CINQUIÈME jour de FÉVRIER prochain, et Nous voulons, en conséquence, que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, JEUDI, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de FÉVRIER prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-UNIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et de Notre Règne la deuxième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC
SESSION 1903

Jeudi, 26 février 1903

La Législature étant, ce jour, convoquée par proclamation (ci-annexée); pour la dépêche des affaires, et les membres de la Chambre étant assemblés;

Le message suivant est apporté par Frank Pennée, écuyer, gentil homme-huissier de la Verge Noire :—

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, à la salle des séances du Conseil législatif;

Et de retour dans la salle des délibérations de l'Assemblée législative,

M. l'Orateur informe la Chambre que, depuis la dernière session, il a été notifié que des vacances étaient survenues dans la représentation des districts électoraux de L'Islet, Québec-Centre et Soulanges, et il donne connaissance de ces notifications, comme suit :

J'ai l'honneur d'informer la Chambre que durant la vacance, j'ai reçu les notifications suivantes des vacances survenues dans la représentation des districts électoraux de L'Islet, Québec-Centre et Soulanges, et que j'ai adressé mon mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer de nouveaux brefs d'élection pour les dits districts électoraux, respectivement.

Québec, 30 juin 1902.

L'honorable H. B. RAINVILLE, M. P. P.,

Orateur de l'Assemblée Législative,

Québec.

Monsieur,

Nous soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de l'Islet, par le décès de l'honorable F. G. M. Dechêne, député du dit district électoral.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

(Signé) S. N. PARENT,

Député du district électoral de St-Sauveur.

(Signé) ADÉLARD TURGEON,

Député du district électoral de Bellechasse.

Québec, 30 juin 1902.

L'Honorable H. B. RAINVILLE, M. P. P.,

Orateur de l'Assemblée Législative,

Québec.

Monsieur,

Nous soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de Québec-Centre, par l'acceptation par l'honorable Amédée Robitaille, député du dit district électoral, d'une charge salariée de la Couronne.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

(Signé) S. N. PARENT,

Député du district électoral de St-Sauveur.

(Signé) ADÉLARD TURGEON,

Député du district électoral de Bellechasse.

Québec, 30 juin 1902.

L'honorable H. B. RAINVILLE, M. P. P.,

Orateur de l'Assemblée Législative,

Québec.

Monsieur,

Nous soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de Soulanges, par le décès de monsieur A. G. Bourbonnais, député du dit district électoral.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

(Signé) S. N. PARENT,

Député du district électoral de St. Sauveur.

(Signé) ADÉLARD TURGEON,

Député du district électoral de Bellechasse.

J'ai aussi l'honneur d'informer la Chambre que, durant la vacance, j'ai reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie, les certificats suivants pour les districts électoraux de Québec-Centre, L'Islet, Soulanges et Stanstead.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 15 juillet 1902.

Le présent fait foi, qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du trentième jour de juin mil neuf cent deux, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à l'honorable Charles Langelier, officier-rapporteur pour le district électoral de Québec-Centre, dans la Province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de l'honorable Amédée Robitaille, nommé à une charge salariée de la Couronne, l'honorable Amédée Robitaille, avocat, de la cité de Québec, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau,

(Signé)

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable

Orateur de l'Assemblée Législative

de la Province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 29 septembre 1902.

Le présent fait foi, qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du douzième jour de septembre mil neuf cent deux, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à monsieur A. Gustave Verreault, officier-rapporteur pour le district électoral de l'Islet, dans la Province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de l'honorable F. G. M. Déchène,

décédé, monsieur Joseph Edouard Caron, cultivateur, de Ste-Louise, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé)

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable

Orateur de l'Assemblée Législative,
de la Province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 20 octobre 1902.

Le présent fait foi, qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du douzième jour de septembre, mil neuf cent deux, émis par Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, et adressé à Monsieur Joseph Stevens, officier-rapporteur pour le district électoral de Soulanges, dans la Province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de monsieur Avila G. Bourbonnais, décédé, monsieur Arcade Bissonnette, cultivateur, de la paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé)

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable Orateur de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 20 octobre 1902.

Le présent fait foi, qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du douzième jour de septembre, mil neuf cent deux, émis par Son Honneur le

Lieutenant Gouverneur, et adressé à Monsieur Otis Shurtleff, officier-rapporteur pour le district électoral de Stanstead, dans la Province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de Monsieur Moddie Brock Lovell, décédé, Monsieur George Henri St. Pierre, avocat, de la ville de Coaticooke, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé)

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable Orateur de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec.

M. J. E. Caron, député élu pour le district électoral de l'Islet, M. A. Bissonnette, député élu pour le district électoral de Soulanges, et M. G. H. St. Pierre, député élu pour le district électoral de Stanstead, ayant préalablement prêté le serment d'office et signé, devant les commissaires, le rôle qui le contient, prennent leur siège après le cérémonial d'usage.

Ordonné,—Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un Bill (No 1) intitulé: "Acte relatif à la prestation des serments d'office."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque la Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil Législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre, comme suit:

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative.

J'éprouve un vif plaisir à vous souhaiter la bienvenue, au moment de la reprise de vos travaux législatifs.

Il s'est produit, durant l'année qui vient de s'écouler, un événement dont le retentissement a été considérable dans l'Empire et même dans le monde entier; le couronnement à Londres, le 9 août dernier, de Leurs Majestés le roi Edouard VII et la reine Alexandra. Mon gouvernement, se faisant l'interprète des sentiments du peuple de cette province, avait chargé un de ses membres de le représenter en cette occasion.

Personne n'a oublié que cette grandiose cérémonie, fixée d'abord pour une date antérieure, avait dû être remise à raison d'une grave maladie du roi. La profonde anxiété qui, à la réception de cette nouvelle, s'est manifestée parmi toutes les populations de l'Empire, a été le plus éloquent témoignage de l'affection sincère du peuple britannique pour son Souverain. Je suis heureux de me joindre à toute la nation pour prier la divine Providence de donner maintenant à Sa Majesté un règne long, heureux et prospère.

L'Université Laval a célébré, en juin dernier, le cinquantième anniversaire de sa fondation. Les citoyens de cette province ont voulu lui donner, à cette occasion, une preuve non équivoque de leur appréciation de ce qu'elle a fait pour les hautes études, en lui offrant le produit d'une souscription publique. Mon gouvernement a été heureux de prendre part à cette manifestation et une somme sera inscrite au budget à cette fin.

Depuis la dernière session, l'un des membres distingués de l'administration a été enlevé à l'affection de ses concitoyens. L'honorable M. Déchêne possédait les qualités qui font les hommes publics et jouissait de l'estime de tous ceux qui l'ont connu. Durant les quelques années qu'il a géré le ministère si important qui lui était confié, il a donné à l'agriculture une impulsion considérable et lui a fait faire des progrès marquants.

Mon gouvernement a continué à favoriser l'avancement de la colonisation dans cette province et vous constaterez avec satisfaction que les efforts qui ont été faits ne l'ont pas été en vain. C'est ainsi que, pour faciliter les communications et donner accès aux régions isolées, des ponts de colonisation ont été construits en assez grand nombre dans diverses parties de la province.

Une loi, passée à la dernière session, a permis la nomination d'une commission pour s'enquérir de tout ce qui se rapporte à cette question vitale de la colonisation. Malheureusement, l'un des membres marquants de cette commission, Mgr J. C. K. Laflamme, s'est vu bientôt forcé par ses nombreuses occupations, de renoncer à la tâche qu'il avait acceptée. Plus tard, la mort fit disparaître un autre de ses membres, l'honorable juge Bourgeois, et le troisième commissaire, l'honorable G. W. Stephens, se trouve maintenant dans l'impossibilité de continuer à s'occuper de ce travail. Une nouvelle commission a, en conséquence, été nommée, et mon gouvernement est en droit d'attendre les meilleurs résultats de ses études et de ses délibérations.

Je constate avec satisfaction que l'année qui vient de s'écouler a été très prospère pour la classe agricole. Les méthodes nouvelles vulgarisées par le département de l'agriculture font de plus en plus sentir leurs heureux effets.

Je suis heureux de vous annoncer que la construction du pont de Québec a progressé au point que les travaux de maçonnerie sont maintenant terminés, et que cette entreprise qui devra grandement contribuer au développement de cette province, sera complétée avant longtemps.

Mon gouvernement a profité du dernier recensement pour renouveler la demande faite par les provinces au gouvernement fédéral, en 1887, d'améliorer leur position financière et de fixer le subside fédéral d'une manière plus équitable, en se basant sur le chiffre de la population constaté par chaque recensement décennal. L'augmentation de la population entraîne en effet avec elle une augmentation de dépenses pour les provinces, en même temps qu'elle est une source de nouveaux revenus pour le trésor fédéral. Il est donc juste que le subside qui est payé aux provinces comme compensation de l'abandon qu'elles ont fait au pouvoir central de leur part des revenus de douane et d'accise, soit basé sur la population actuelle et non sur le chiffre stationnaire et immuable de 1861, comme le veut l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord.

Mon gouvernement, qui avait mis cette question à l'étude depuis un certain temps, a cru le moment opportun pour le faire régler, et il a convoqué les premiers ministres des autres provinces à une conférence, qui s'est réunie à Québec, le 18 décembre dernier. Cette conférence a passé, à l'unanimité, des résolutions qui ont été ensuite présentées au gouvernement du Canada, et il y a lieu d'espérer que ce dernier se rendra à la demande des provinces. Les résolutions adoptées par la conférence inter-provinciale vous seront soumises.

La vente de certains pouvoirs d'eau et de certaines limites forestières a contribué puissamment au développement de cette province, en favorisant particulièrement la création de centres nouveaux.

La législation sur les mines, en réglementant cette partie du domaine public, a été le signal d'un progrès marqué qui ne manquera pas, j'en ai l'espoir, de continuer et de s'accroître de plus en plus.

Mon gouvernement n'a pas négligé la question des pêcheries. D'accord avec les provinces maritimes, il a soumis ses prétentions aux autorités fédérales, et tout fait espérer une solution satisfaisante.

Messieurs de l'Assemblée Législative :

Les comptes publics pour la dernière année fiscale vous seront incessamment soumis, ainsi que le budget des dépenses pour l'année fiscale prochaine.

Je suis heureux de vous annoncer que mon gouvernement a de nouveau réussi à maintenir l'équilibre dans les finances, et qu'il existe un excédent de recettes sur les dépenses de l'année expirée le 30 juin dernier.

Au cours des études qu'il a faites de notre condition financière, mon gouvernement s'est occupé tout spécialement d'aviser aux moyens de réduire le service des intérêts sur la dette consolidée. Malheureusement, l'état du marché monétaire n'a pas permis d'y donner suite pour le moment. Il espère, cependant, que les conditions économiques seront bientôt plus favorables, et qu'il pourra en arriver à un arrangement avantageux pour cette province.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative.

Plusieurs questions d'un intérêt public général vous seront soumises au cours de la présente session.

Le contrat intervenu entre la province et les Frères de la Charité St-Vincent de Paul pour le maintien de l'école de Réforme, à Montréal, a pris fin le 31 août dernier, et celui avec la communauté des Sœurs de la Charité pour la garde et le soin des aliénés aux asiles de Beauport et de St-Ferdinand d'Halifax, se terminera le 8 avril prochain. Mon gouvernement vous soumettra, pour obtenir votre ratification, les deux contrats qu'il a fait avec ces communautés, pour les fins susdites. J'ai confiance que vous trouverez dans ces contrats des garanties suffisantes pour vous permettre de conclure que les intérêts de cette province y ont été sauvegardés.

Le gouvernement a pensé que l'industrie de la province pouvait trouver de nouveaux éléments dans un régime qui comporterait plus de facilité pour l'exploitation des pouvoirs hydrauliques dont notre pays est si abondamment pourvu. Il s'est appliqué, dans un projet de loi qui sera soumis à votre considération, à faire disparaître les obstacles qui s'opposent à leur développement sans se dérober à la tâche de protéger les intérêts de ceux que la nouvelle législation pourrait affecter.

Les différences qui existent entre la loi électorale du Canada et celle de la province ont fait naître, dans l'application, des difficultés qu'il importe de faire disparaître. Une refonte de la loi électorale vous sera soumise à cette fin.

La loi générale régissant les corporations de ville, ne répond plus aux exigences actuelles. Un projet de loi vous sera soumis pour accorder aux cités et aux villes, les pouvoirs nécessités par des conditions nouvelles, et assurer en même temps l'uniformité de réglementation que réclame l'intérêt public.

Quelques autres projets de loi également d'intérêt général vous seront aussi soumis.

Vous serez également appelés à délibérer sur l'adoption d'un grand nombre de projets de loi d'intérêt privé. Cette législation est plus considérable qu'elle ne l'a été encore jusqu'à présent et j'y vois un indice évident de la prospérité qui règne dans cette province. Je vous invite à étudier avec le plus grand soin tous ces projets de loi.

En vous laissant maintenant à vos travaux, je prie Dieu qu'il éclaire vos délibérations et continue de faire régner parmi vous cette bonne entente si puissante pour le succès de toutes les entreprises, afin que l'œuvre de cette session soit comptée, plus tard, comme une des plus favorables au progrès de cette province et au bien-être de sa population

L'honorable M. Parent propose, secondé par l'honorable M. Turgeon, et il est,

Ordonné,—Que le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province, prononcé devant les deux branches de la Législature, soit pris en considération demain.

Résolu.—Que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soit nommés pour les objets suivants, savoir :

1. Privilèges et élections ;
2. Ordres permanents ;
3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières ;
4. Bills privés ;
5. Législation et lois pirantes ;
6. Comptes publics ;
7. Agriculture, immigration et colonisation ;
8. Différentes branches d'industrie en cette province.

Lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'honorable M. Robitaille, Secrétaire de la Province, transmet à M. l'Orateur, quatre messages de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, signés par Son Honneur.

Et les dits messages sont lus par M. l'Orateur, comme suit :

(Tous les députés se tenant debout, la tête découverte.)

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province, le rapport de l'imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts.

(Document de la session No 12.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, ce 26 février 1903.

L.-A. JETTÉ

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif concernant la distribution de la *Gazette Officielle*.

(Document de la session No 13.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, ce 26 février 1903.

L.-A. JETTÉ.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative, copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif, concernant certaines nominations dans le service civil.

(Document de la session No 14.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, ce 26 février 1903.

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative, copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 16 octobre 1901, et approuvé par lui le 17 octobre 1901, concernant la Commission de l'Economie interne de l'Assemblée législative.

(Document de la session No 16.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Ce 26 février 1903.

L'honorable M. Robitaille présente:—Un état tabulaire, conformément à l'article 4619 des Statuts refondus de la Province, des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des corporations municipales au Secrétaire de la province, en vertu de l'article 4618, S. R. P. Q.

(Document de la session No 15.)

L'honorable M. Parent dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le rapport du Ministre des Terres, Forêts et Pêcheries de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1902.

(Document de la session No 5.)

L'honorable M. Turgeon dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le rapport du Ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1902.
(*Document de la session No 3.*)

L'honorable M. Robitaille dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le rapport du Secrétaire et Régistrare de la province de Québec, pour l'exercice du 1er juillet 1901 au 30 juin 1902.
(*Document de la session No 6.*)

Et, statistiques municipales ou rapports municipaux, pour l'année expirée le 31 décembre 1901.
(*Document de la session No 8.*)

Et, aussi, le trente-deuxième rapport des inspecteurs des prisons et asiles de la province de Québec pour l'année 1901.
(*Document de la session No 4.*)

L'honorable M. Duffy, trésorier de la province, dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, l'état des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1902.
(*Document de la session No. 2.*)

L'honorable M. Gouin dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le rapport général du Ministère des Travaux Publics et de la Colonisation de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1902.
(*Document de la session No. 7.*)

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Pelletier, et il est—

Résolu :—Que cette Chambre s'ajourne maintenant, jusqu'à demain, à trois heures de l'après-midi, comme marque de respect à la mémoire de l'honorable M. Déchéne.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 27 février 1903.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Allard,—la pétition de " The Atlantic, Quebec and Western Railway Company ".

Par M. Bergevin,—la pétition de J. Alfred Dauth, de la ville de Montréal.

Par M. Blouin,—la pétition de Monseigneur Chs. Guay, de Chicoutimi.

Par M. Cooke,—les pétitions des Révds Pères Oblats, de Trois-Rivières, et de Joseph Adélarde Provencher, de Trois-Rivières.

Par M. Dion,—la pétition de la ville de Fraserville.

Par M. Décarie,—les pétitions de la cité de St-Henri, de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal, de Pascal Lemieux et autres, de Notre-Dame de Grâces Ouest, Montréal, et de Victor Jarry et autres, de Montréal.

Par M. Duhamel,—la pétition de M. J. N. R. Faribault, de Montréal.

Par M. Fiset,—la pétition de la ville de Shawinigan Falls.

Par l'honorable M. Flynn,—la pétition des Frères Mineurs Capucins de Québec.

Par M. Girard,—la pétition de Geo. Turcotte et autres, de la Beauce et d'ailleurs.

Par M. Lacombe,—la pétition de " The Châteauguay & Northern Railway Company ".

Par l'honorable M. LeBlanc,—la pétition de Louis D. Masson, de St-François de Sales, Montréal.

Par M. Mackenzie,—les pétitions de la Société Historique du comté de Brome, et de E. W. Tobin et autres, de Brompton Falls.

Par M. Major,—les pétitions de Dom André Mouttet et autres, de la paroisse de l'Annonciation, Ottawa, de la rév. Sœur L. E. Potvin et autres, de la cité de Hull, et de A. W. Stackhouse, de Lachute.

Par M. Morin (Charlevoix),—la pétition de J. Frenette et autres, de Murray Bay, etc.

Par l'honorable M. Pelletier,—la pétition de F. W. Gray et autres, de Québec.

Par M. Saint-Pierre,—la pétition de Olivier Roy et autres, de Saint-Herménégilde.

Par M. Tanguay,—la pétition de B. A. Scott et autres, de Roberval.

Par M. Taschereau,—la pétition de C. A. Chênevert et autres, de Montréal.

L'ordre du jour appelle la considération du discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature provinciale.

M. Délage propose, secondé par M. Smith, et la proposition étant faite : Qu'il soit

Résolu, —Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, dans les termes suivants :

A Son Honneur

L'honorable Sir LOUIS-AMABLE JETTÉ, K. C. M. G.,

Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il a plu à Votre Honneur de nous adresser à l'ouverture de la présente session.

Un débat s'élevant et l'honorable M. Parent ayant la parole, l'honorable M. LeBlanc soulève la question d'ordre : Que l'honorable Premier Ministre n'a pas le droit de lire son discours.

M l'Orateur déclare la question d'ordre non fondée, attendu que l'honorable Premier Ministre lisait, avec l'assentiment de la Chambre, certaines notes, seulement, se rapportant à son discours.

Et le débat se continuant.

L'honorable M. Pelletier propose, appuyé par l'honorable M. Flynn, et il est

Ordonné, — Que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Robitaille, Secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 21 mars 1902, demandant copie de tous arrêtés-du-conseil, règlements, documents et la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, ou aucun de ses officiers ou employés, et les colons ou habitants du canton de Montigny, dans le comté d'Ottawa, ou toutes autres personnes, concernant les difficultés intervenues entre les dits colons et les détenteurs ou propriétaires de limites à bois, dans le dit canton, à propos des droits de propriétés respectifs de ces colons et de ces propriétaires de limites à bois, dans le dit canton de Montigny.

(Document de la session No 17).

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 24 février 1902, demandant copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents quelconques, se rapportant à la nomination d'un bibliothécaire conjoint pour la bibliothèque de cette Législature.

(Document de la session No 18)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1902, pour copie de toutes requêtes et de toute correspondance au sujet d'un octroi ou concession de terre en faveur des volontaires qui ont servi en 1866 ou en 1870, à l'occasion des incursions sur la frontière canadienne.

(Document de la session No 19.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 26 mars 1902, pour copie de tous documents concernant un pont actuellement en construction sur la rivière du Nord, reliant les deux rives, en la ville de Saint-Jérôme.

(Document de la session No 20)

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 26 mars 1902, demandant copie de tous arrêtés-du-conseil, contrats et correspondance, depuis le 29 décembre 1897, au sujet de la conversion de la dette autorisée par le statut 60 Vict., chap. 2.

(Document de la session No 21.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 2 mars 1903.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Cochrane,—la pétition de James Crathern et autres, de Montréal.

Par M. de Grosbois,—la pétition de J. B. R. Page, de Madawaska, N. B.

Par M. Delâge,—la pétition de Monseigneur Bégin et autres, de Québec.

Par M. Dorris,—la pétition de la compagnie du chemin de fer de la Jonction de Napierville.

Par M. Hutchinson,—les pétitions de M. Muir et autres, de Westmount ; du chemin de fer de St-Chrysostôme ; du Révd. J. L. Gilmour et autres, de Montréal ; de E. McMullen et autres, de Boston ; de K. W. Blackwell et autres, de Montréal ; de S. Cross et autres, de Montréal ; de J. Lawder et autres, de Montréal.

Par M. Pelletier (Sherbrooke),—les pétitions de " The Sherbrooke Gas and Water Coy " ; du conseil protestant des commissaire d'écoles de la cité de Sherbrooke et de la corporation de la cité de Sherbrooke.

Par M. Roy (Kamouraska),—la pétition de la corporation de la cité de Québec.

Par M. Smith,—la pétition de la compagnie du chemin de fer Lotbinière et Mégantic.

Par M. Taschereau,—les pétitions de J. Quinn et autres ; de H. M. Price ; de N. G. Kirouac et autres ; de J. P. Dobbin ; de J. G. LaRue, de J. F. Belleau ; de " The New Richmond Lumber Coy, limited," de l'honorable A. Turgeon et autres, de Québec et d'ailleurs.

Par M. Tourigny,—la pétition de Geo. Côté, de St-Paul de Chester.

Par l'hon. M. Tessier,—la pétition de Joachim de Galindez et autres, de Londres, Angleterre.

Par M. Weir,—les pétitions de L. H. Boyd et autres, de Montréal, et de l'Association des amateurs athlétiques de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De " The Atlantic Quebec & Western Railway Co ", demandant des amendements à sa charte ;

De J. Alfred Dauth, de la cité de Montréal, demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres ;

De Mgr Chs. Guay, demandant une loi constituant en corporation l'hôpital Guay, de St-Joseph de Lévis ;

Des Rév. Pères Oblats, demandant une loi à l'effet de ratifier un acte de cession pour la fabrique de Ste-Marie Madeleine, du Cap de la Madeleine ;

De J. A. Provencher, demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres ;

De la ville de Fraserville, demandant à refondre sa charte ;

La cité de Saint-Henri, demandant des amendements à sa charte ;

De la cité de Sainte-Cunégonde, Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De Pascal Lemieux et autres, demandant une loi érigeant civilement la municipalité du village de la côte Saint-Luc ;

De Victor Jarry, Frs Jarry, et autres, de la municipalité du village du Boulevard Saint-Paul de la cité de Montréal, demandant une loi érigeant une partie du village du Boulevard Saint-Paul en municipalité, sous le nom de municipalité de la paroisse de la côte St-Paul ;

De J. N. Faribault, demandant une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

Des Révds Pères Alexis, Albert, Vital de Lambersan, pour obtenir la personnalité civile ;

De Geo. Turcotte, Eusèbe Roberge et autres, demandant une loi d'incorporation pour la compagnie électrique " Red Falls " ;

De la " Châteauguay & Northern Railway Co ", demandant des amendements à sa charte ;

De L. D. Masson, demandant une loi déclarant valide un acte de résiliation ;

De " The Brome County Historical Society ", demandant une loi ratifiant l'achat de certaine propriété ;

De E. W. Tobin et autres, demandant une loi constituant en corporation la ville de Bromptonville.

De Dom André Mouttet et autres, demandant une loi érigeant civilement la paroisse de l'Annonciation et pour autres fins ;

De la Congrégation des Servantes de Jésus-Marie, demandant l'incorporation de la Congrégation des Servantes de Jésus-Marie ,

D'Arthur W. Stackhouse, demandant une loi l'autorisant à exercer la profession de chirurgien dentiste ;

De Jos. Frenette, Maria Tremblay et autres, demandant une loi pour déclarer définitif le partage des biens de la succession de feu Dame A. A. D. Cimon ;

De F. Wood Gray et Maria Chapman, demandant une loi autorisant le partage de la succession de feu Dame Maria Morrin ;

D'Olivier Roy, Cyrille Morin et autres, demandant l'érection de la municipalité de Saint-Herménégilde ;

De B. A. Scott, L. E. Otis et autres, du village de Roberval, demandant une loi d'incorporation, sous le nom de Compagnie électrique de Roberval ;

De A. Cuthbert, Alphonse Chênevert et autres, de la ville de Berthier, demandant une loi d'incorporation ;

Et de la ville de Shawinigan Falls, demandant l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit.

M. l'Orateur communique à la Chambre le rapport des bibliothécaires-conjoints de l'Assemblée législative, pour l'année 1902-1903, qui se lit comme suit :

A l'honorable Orateur

et aux honorable Membres

de l'Assemblée Législative,

Les bibliothécaires ont l'honneur de vous soumettre le rapport de leur administration pour la vacance de 1902-1903.

Conformément à la décision prise par la Législature, lors de la dernière session, de faire imprimer un catalogue des livres de la bibliothèque, les bibliothécaires se sont mis à l'œuvre et ont préparé avec le plus de soin possible ce catalogue, le premier depuis plus de vingt ans. Durant cette période, l'on a eu recours au système de cartes. Tout judicieux qu'il est, puisqu'on le trouve à la bibliothèque du Musée britannique, à Londres, il est peu utile au public, qui aime à se renseigner d'une manière plus particulière sur les livres dont il a besoin. Aussi est-il à propos, aujourd'hui, que le noyau de volumes a notablement grossi, de faire imprimer la liste de ces ouvrages, avec une description propre à chacun d'eux. L'on pourra ainsi mieux apprécier les efforts des fonctionnaires préposés à la conservation de la bibliothèque de la Législature.

L'auteur de ce catalogue a mis tout en œuvre, pour le rendre complet et utile au chercheur aussi bien qu'au lecteur, tout en le simplifiant dans une bonne mesure. La somme de cinq cents piastres que la Législature a allouée pour parfaire ce travail, étant insuffisante à défrayer les dépenses d'un catalogue qui eut renfermé les titres détaillés de chaque ouvrage, le format, l'année et le lieu de l'impression, il a dû se borner bien souvent à une description sommaire, sans nuire toutefois au service journalier des bibliothécaires et de leurs aides.

L'auteur n'a pas songé non plus à dresser un catalogue par ordre de matières : c'eût été doubler le format de l'ouvrage en même temps que les dépenses de l'impression. Cependant, il a cru bien faire en suivant cet ordre pour les livres de droit et d'économie politique, afin de permettre aux législateurs, aux juges et aux membres du barreau, de s'assurer d'un coup d'œil du contenu de la bibliothèque sous ce rapport.

Le compilateur a, en outre, mis de côté les titres d'un certain nombre de brochures, parmi les moins importantes, dont le nom de l'auteur est inconnu ou ne figure nulle part. Il s'est contenté, dans ces cas, d'indiquer, sous une rubrique générale, le numéro du volume où ces brochures peuvent être retracées.

Les bibliothécaires se proposent de conserver le catalogue par cartes, à raison des acquisitions futures, en attendant l'apparition des inévitables suppléments. Ce sera alors la perfection du système. Plus une bibliothèque est considérable, plus il faut de jalons pour ne pas s'y égarer. Le voyageur peut facilement se passer de guide dans un bocage, tandis qu'il est exposé à se perdre dans une forêt.

Depuis la dernière session de la Législature, la bibliothèque s'est accrue de 1,250 volumes par achats, échanges et dons. Elle renferme actuellement environ 65,500 volumes reliés et 17,600 brochures.

Le tout humblement soumis,

N. E. DIONNE,

ARTHUR G. DOUGHTY.

Bibliothécaires-conjoints de la Législature
de la province de Québec.

Québec, le 26 février 1903.

L'honorable M. Duffy, Trésorier de la Province, dépose, sur le bureau de la Chambre, l'état suivant des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis durant la vacance, entre la session close le 26 mars 1902 et l'ouverture de la session suivante, le 26 février 1903, en vertu des Statuts refondus de la province de Québec, article 785, savoir :

ÉTAT des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis en vertu de l'article 785 des Statuts réformés de la Province de Québec, préparés par l'auditeur de la Province, tel que requis, pendant la vacance, entre la session terminée le 26 mars 1902 et l'ouverture de la session suivante, le 26 février 1903.

Nos.	SERVICE.	RAPPORTS DU CONSEIL.			MANDATS SPÉCIAUX.		
		Nos.	Dates.	Montants.	Montants.	Dépenses.	Balances.
4	<i>Colonisation et travaux publics :</i> Colonisation : Chemin de colonisation : Montant requis pour permettre au trésorier de faire face aux dépenses encourues par le département de la colonisation et des travaux publics, résultant de diverses entreprises qu'il est nécessaire de régler, les crédits législatifs de ce service, pour l'année courante, ayant été insuffisants.....	265	14 mai 1902.....	\$ 22,000 00	\$ 22,000 00	\$ 22,000 00	\$ cts.
5	<i>Administration de la justice :</i> Montant requis d'urgence pour permettre au trésorier de faire face à des dépenses imprévues pour le service de l'administration de la justice pour le reste de l'année fiscale courante, les crédits votés par la législature pour ce service s'étant trouvés insuffisants.....	270	20 mai 1902	30,000 00	30,000 00	30,000 00	.....
		A reporter.....					

ÉTAT des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis en vertu de l'article 785 des Statuts refundus de la Province de Québec, préparés par l'auditeur de la Province tel que requis, pendant la vacance, entre la session terminée le 26 mars 1902 et l'ouverture de la session suivante, le 26 février 1903.—*Suite.*

Nos.	SERVICE.	RAPPORTS DU CONSEIL.			MANDATS SPÉCIAUX.		
		Nos.	Dates.	Montants.	Montants.	Dépenses.	Balances.
6	Reports.....			\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
	<i>Services divers :</i> Bureau provincial d'hygiène : Montant requis d'urgence pour permettre au trésorier de faire face aux dépenses supplémentaires du bureau provincial d'hygiène pour le reste de l'année fiscale courante, les crédits votés pour ce service s'étant trouvés insuffisants.....	296	5 juin 1902.....	2,500 00	2,500 00	2,500 00	.....
1	<i>Agriculture :</i> Expositions : Montant requis d'urgence pour mettre le trésor en état de faire face à des engagements auxquels il n'a pas été pourvu dans le budget de l'année fiscale courante, mais qui ont été autorisés par le statut 2 Edouard VII, chap. 4 en tant qu'appuyés par un arrêté du conseil, le dit montant étant imputable comme suit, savoir :						

Remboursement d'intérêts déjà payés à l'association agricole des Trois-Rivières, \$879.20. Octroi à l'association agricole des Cantons de l'Est, \$3,000.00.	584 18 octobre 1902....	3,879 20	3,879 20	3,879 20	.....
<p align="center">TRAVAUX PUBLICS. (Extraordinaire).</p> <p align="center"><i>Ecole Normale, Laval :</i></p> <p>Montant requis d'urgence afin de mettre le trésor en mesure de solder les comptes de certaines dépenses nécessaires qui ont été encourues en vue du parachèvement de l'annexe nord-est de l'Ecole Normale Laval, Chemin Sainte-Foye, et du département des institutrices chez les Ursulines de Québec, le budget de l'exercice en cours ne comportant pas de disposition à cette fin, le dit montant imputable comme suit :</p> <p>Département des instituteurs, chemin Sainte-Foye, \$13,252.49. Département des institutrices, Ursulines Québec, \$2,193.59.....</p>					
	630 26 novembre 1902..	15,446 08	15,446 08	15,443 77	2 31
		73,825 28	73,825 28	73,824 97	2 31

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,—Bureau de l'Auditeur.

Québec, 28 février 1903.

H. A. VERRET, Auditeur de la Province.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 151) relatif au privilège des ouvriers.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, reprend le débat ajourné, vendredi, le 27 février dernier, sur la motion proposée :

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, comme suit :

A Son Honneur

L'honorable Sir Louis-Amable Jetté, K. C. M. G.,

Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il a plu à Votre Honneur de nous adresser à l'ouverture de la présente session.

Et la question étant posée, elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné,—Que la dite adresse soit grossoyée.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par l'honorable M. Duffy, secondé par l'honorable M. Parent, et

Résolu—Que mardi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu,—Que mardi prochain, cette Chambre se formera en comité pour considérer les voies et moyens à prendre pour prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

Proposé par l'honorable M. Parent, secondé par l'honorable M. Turgeon et

Résolu,—Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents spéciaux ordonnés par cette Chambre.

Ordonné,—Que les honorables MM. Parent, Duffy, Guerin, Robitaille, Flynn, Pelletier, et MM. Tessier (Rimouski), de Grosbois, Chênevert, Mackenzie et Roy (Montmagny), composent ce comité.

L'honorable M. Robitaille, Secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 13 mars 1902, pour la production d'un état des limites à bois vendues ou sous licence, dans la province de Québec; des noms des acheteurs primitifs, des propriétaires actuels, ainsi que des dates et prix d'achats. (*Document de la session No 22.*)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 3 mars 1903.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Bergévin.—les pétitions de la société " La Sauvegarde ", de la ville de Salaberry de Valleyfield et de S. A. Brodeur et autres.

Par M. Blouin.—les pétitions de " The Canadian Electric Light Co " et de " The Levis County Railway Co ".

Par M. Cherrier,—la pétition de J. A. Huberdeau et autres, de St-Rémi et d'ailleurs.

Par M. Cochrane,—les pétitions de " The Montreal Stock Yards Co.," de Mary M. Clark, de Hartford, Conn., de la corporation de la cité de Montréal, et de J. P. Brannen, de Montréal.

Par M. Décarie,—les pétitions de la corporation du village du Boulevard St-Paul et de la ville de St-Louis, Montréal.

Par M. Godbout,—la pétition de Jos. Gagnon et autres, de Beauce.

Par M. Hutchison,—la pétition de Wm McNally et autres, de Montréal.

Par M. Lacombe,—la pétition de " The Mutual Fire Insurance Co " de Montréal.

Par M. Mackenzie,—les pétitions de Wm Farwell et autres, de Sherbrooke, et de " The Shawinigan Falls Terminal Railway Co. "

Par M. Morin (St-Hyacinthe),—les pétitions de la ville de St-Hyacinthe et de la corporation épiscopale catholique romaine de St-Hyacinthe.

Par M. Neault,—la pétition de Geo. Bigué, de St-Adolphe.

Par M. Pelletier (Sherbrooke),—la pétition de l'hôpital protestant de Sherbrooke.

Par M. Perreault,—la pétition de A. R. McDonald et autres, de Québec et d'ailleurs.

Par M. Roy (Montmagny),—la pétition de V. Painchaud, de l'Ile aux Grues.

Par M. Tanguay,—les pétitions de Paul Daigneaux, de Québec, et de la corporation du village de Roberval.

Par M. Taschereau,—la pétition de J. E. Douville et autres, de St-Casimir, Portneuf.

Par M. Tourigny,—la pétition du village d'Arthabaskaville.

Par M. Weir,—la pétition de J. Stern, de Montréal.

L'honorable M. Robitaille, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter la liste des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, présente le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu l'honorable M. Robitaille, son président.

Votre comité a aussi l'honneur de faire rapport qu'il a préparé la liste suivante des membres des comités permanents de cette Chambre, comme suit :

Ordres permanents :—Les honorables MM. LeBlanc, Robitaille, MM. Allard, Caron (l'Islet), Champagne, Chauret, Chicoyne, Duhamel, Dupuis, Godbout, Mackenzie, Perrault, Pilon, Smith, Tellier et Weir.

Bill privés :—Les honorables MM. Duffy, Flynn, LeBlanc, Parent, Pelletier (Dorchester), Robitaille, Tessier (Portneuf), Turgeon. MM. Allard, Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Blouin, Cooke, Cardin, Caron (Maskinongé), Champagne, Chauret, Chenevert, Chicoyne, Cochrane,

Daignault, Delaney, DeGrosbois, Duhamel, Dupuis, Fiset, Giard, Gosselin (Missisquoi), Hutchinson, Kennedy, Lacombe, Lemay, Lane, Mackenzie, Major, Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Prévost, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Roy (Saint-Jean), Smith, St. Pierre, Tessier (Rimouski), Tanguay, Taschereau, Tellier, Tourigny, Walker et Weir.

Comptes publics :—Les honorables MM. Duffy, Flynn, Guerin, Gouin, LeBlanc, Parent, Pelletier (Dorchester), Tessier (Portneuf), Turgeon. MM. Allard, Bergevin, Cardin, Chauret, Chicoyne, Clapperton, Cochrane, Cooke, Delâge, Delaney, Dion, Dupuis, Fiset, Gillies, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Hearn, Hutchinson, Lafferté, Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Perrault, Prévost, Roy (Saint-Jean), Roy (Kamouraska), St. Pierre, Taschereau, Tourigny, Walker et Weir.

Agriculture et Immigration.—L'honorable M. Turgeon, MM. Allard, Bergevin, Bissonnette (Soulanges), Blanchard, Caron (Maskinongé), Champagne, Chauret, Cherrier, Caron (l'Islet), Chicoyne, Clapperton, Cooke, Daignault, Décarie, Dion, Dorris, Delâge, Delaney, Duhamel, Dupuis, Fiset, Giard, Gillies, Godbout, Gosselin (Iberville), Kennedy, Lemay, Major, Mackenzie, Morin (Charlevoix), Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Pelletier (Sherbrooke), Prévost, Pilon, Roy (Montmagny), Petit, Smith, Tanguay, Tessier (Rimouski), Tourigny et Walker.

Industries —Les honorables MM. Duffy, Turgeon, MM. Blouin, Bissonnette (Soulanges), Caron (l'Islet), Caron (Matane), Cochrane, Dion, Dorris, Fiset, Giard, Girard, Gosselin (Missisquoi), Hearn, Hutchinson, Lafferté, Lemay, Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Pelletier (Sherbrooke), Petit, Smith et Tourigny.

Privilèges et élections.—Les honorables MM. Turgeon, Duffy, Flynn, Gouin, Pelletier (Dorchester), Robitaille, MM. Champagne, Mackenzie, Tellier, Tessier (Rimouski), et Weir.

Chemins de fer et canaux.—Les honorables MM. Duffy, Flynn, Gouin, LeBlanc, Parent, Pelletier (Dorchester), Turgeon, Tessier (Portneuf), MM. Blouin, Bergevin, Bissonnette (Soulanges), Bissonnette (Montcalm), Blanchard, Caron (Matane), Champagne, Chénévert, Cherrier, Clapperton, Cochrane, Cooke, Daignault, Décarie, DeGrosbois, Delâge, Duhamel, Gillies, Giard, Girard, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Hearn, Kennedy, Lacombe, Lane, Lafferté, Mackenzie, Major, Morin (Charlevoix), Neault, Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Petit, Prévost, Pilon, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Smith, Tanguay, Taschereau, Walker et Weir.

Législation et lois expirantes.—Les honorables MM. Duffy, Flynn, Gouin, Leblanc, Pelletier (Dorchester), Robitaille, Turgeon, MM. Champagne, Chénévert, Chicoyne, Cooke, Dupuis, Godbout, Hutchinson, Lacombe, Lane,

Mackenzie, Morin (Saint-Hyacinthe), Prévost, Roy (Kamouraska), Roy (St-Jean), St-Pierre, Taschereau, Thériault, Tessier (Rimouski), et Weir.

Résolu.—Que la Chambre adopte le dit rapport.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Perrault.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'exiger le paiement de la balance, capital et intérêts, dûs par la compagnie du chemin de fer du Nord ou ses successeurs, depuis l'expiration du contrat de vente de la section Est du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et ce, sans avis ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—Le gouvernement a l'intention de faire payer toutes sommes légalement dues ; tous les avis nécessaires seront dûment donnés.

Par M. Perrault.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'exiger le paiement de la balance, capital et intérêts, dûs par la compagnie du Pacifique Canadien, depuis l'expiration du contrat de vente de la section Ouest du chemin de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et a-t-il donné l'avis requis de telle intention ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—Le gouvernement a l'intention d'exiger le paiement de toutes sommes qui lui sont légalement dues. Aucun avis n'a encore été donné.

Par M. Perrault.—L'honorable Premier Ministre, en réponse à une députation au sujet du Trans-Canada, a-t-il déclaré le 5 décembre dernier, qu'il avait refusé une offre de \$1.50 l'acre, pour 25,000,000 d'acres de terre dans le nord de la Province, et qu'il aurait pu avec ce montant payer toute notre dette qui s'élève à \$35,000,000 ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—Oui ; et il était de l'intérêt de cette province que cette offre ne fut pas acceptée.

Par M. Perrault.—Le gouvernement a-t-il l'intention de se conformer à la résolution de l'Assemblée législative, adoptée le 12 décembre 1895, en autant qu'elle s'applique à la distribution des comptes publics, etc., avant la réunion de la Législature ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—Oui, autant que possible.

Par M. Perrault.—Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter, pendant la présente session, un projet d'arrangement avec la cité de Montréal, à propos de réclamations en rapport avec les amendes payées à la cour des recorders ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—A l'étude.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Est-ce avec l'autorisation du gouvernement que la police provinciale est descendue arrêter une vingtaine de colons de Nemtayé et les a amenés à Rimouski pour y subir un procès ? 2. Qu'est-il advenu de ce procès ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :

Pendant le mois de janvier 1903, des plaintes ont été faites contre un certain nombre de personnes demeurant dans le canton de Nemtayé, devant un magistrat de district. Des mandats ont été émis et les personnes accusées ont été conduites devant le magistrat de district par des constables de la police provinciale qui avaient été envoyés au magistrat, pour exécuter les mandats qui devaient être émis.

Le gouvernement n'a pas encore reçu de rapport du greffier de la paix l'informant du résultat de ces procédures.

Par M. Tellier.—1. Le gouvernement est-il informé que le chemin de fer de la Rive Sud est pratiquement arrêté ? 2. Le gouvernement a-t-il pris quelques mesures à ce sujet ? 3. Quelle est la politique que le gouvernement entend adopter sous ce rapport ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—Non.

Par M. Bissonnette (Soulanges)—La " St-Maurice Lumber Coy " a-t-elle payé tout ce qu'elle doit au gouvernement ? Si non, quel est le montant qu'elle doit ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—La " St-Maurice Lumber Company " ne doit rien au gouvernement.

Par M. Bissonnette (Soulanges)—Le gouvernement a-t-il l'intention d'amender la loi de l'instruction publique de manière à ce que les appels soient faits au Surintendant au lieu de l'être à la cour de circuit ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—Non.

Par M. Tellier.—1. Le gouvernement est-il informé que le chemin de fer des Comtés Unis est pratiquement arrêté ? 2. Le gouvernement a-t-il pris quelques mesures à ce sujet ? 3. Quelle est la politique que le gouvernement entend adopter sous ce rapport ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—1. Oui. 2. Oui. 3. A l'étude.

Par M. St-Pierre.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'adopter la politique suivie par la province d'Ontario, qui exige, lors de chaque vente de limites à bois, que ce bois soit manufacturé dans la province ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—La politique d'Ontario n'exige pas, lors de la vente des limites à bois, que ce bois soit manufacturé dans la province.

Par l'honorable M. Pelletier.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'établir des écoles techniques où nos jeunes gens et nos ouvriers pourront s'outiller pour se créer un avenir ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—Nous avons actuellement l'Ecole polytechnique de Montréal et les écoles des Arts et manufactures à Québec, Montréal, Lévis, Sherbrooke, St-Hyacinthe, Trois-Rivières, Hull, Valleyfield et Fraserville. Le gouvernement est disposé à aider davantage l'enseignement technique suivant les circonstances.

Par M. Bissonnette (Soulanges)—Le gouvernement a-t-il l'intention d'augmenter les octrois aux municipalités scolaires afin de leur permettre de mieux rétribuer les instituteurs et les institutrices, sans qu'elles aient à imposer une charge additionnelle sur leurs contribuables ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—Le gouvernement est disposé à accorder aux municipalités scolaires tous les octrois possibles dans les limites des ressources financières de la province.

Par l'honorable M. Pelletier.—Le gouvernement a-t-il l'intention de donner suite à sa politique au sujet de la distribution des livres gratuits et doit-il y avoir des livres imprimés pour faire suite au volume intitulé "Mon Premier Livre" ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—Le gouvernement a distribué l'année dernière 116,918, et cette année 66,653 exemplaires de "Mon Premier Livre" à toutes les écoles élémentaires qui en ont fait la demande, et jugera, d'après les résultats, si le système doit être continué.

Par M. Tellier.—Le gouvernement se propose-t-il de faire cette année, comme les années précédentes, une vente de limites à bois ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—Le gouvernement est à considérer les demandes qui lui sont actuellement soumises à ce sujet.

Par M. Bissonnette (Soulanges).—1. La compagnie connue sous le nom de "The International Paper Co. of New York", qui possède des limites sur la rivière Batiscan, a-t-elle toujours payé les droits de coupe exigés par la loi du département des Terres, Forêts et Pêcheries ? 2. Si

non, quel montant doit-elle ? 3. Lui a-t-il été fait une remise et, dans l'affirmative, laquelle ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—Le département des Terres, Mines et Pêcheries n'a jamais eu rien à faire avec cette compagnie.

Par l'honorable M. Pelletier.—Est-ce avec l'autorisation ou à la connaissance du gouvernement que la police provinciale a donné son concours à John F. Gaynor et à Benjamin D. Greene, fugitifs de la justice criminelle des Etats-Unis ?

Réponse par l'honorable M. Duffy.—La police provinciale n'a jamais donné son concours aux dits Gaynor et Greene.

Par l'honorable M. Pelletier.—Qui représentait le gouvernement et plus spécialement le département du Procureur-Général lors des procédures en extradition de John F. Gaynor et Benjamin D. Greene ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—Les procédures en extradition concernant les dits Gaynor et Greene furent instituées par Marion Erwin, écr., assistant spécial du procureur-général des Etats-Unis et le Procureur-Général n'en a reçu aucun avis.—Le gouvernement n'a pris aucune part dans ces procédures, ni le Procureur-Général.

Par M. St-Pierre.—1. Pourquoi est-il devenu nécessaire de faire descendre de Montréal, M. A. F. Carrier, magistrat de district, pour juger les colons de Nemtayé ? 2. Y avait-il un autre magistrat résidant dans le district de Rimouski ? 3. M. Carrier a-t-il fait un voyage inutile à ce sujet et, dans l'affirmative, pourquoi ? 4. Les colons n'ont-ils pas été admis à caution par le magistrat résidant, en l'absence de M. Carrier, du palais de justice ? 5. Les avocats de la compagnie qui étaient en lutte avec les colons de Nemtayé, étaient-ils des ministres de la Couronne ou leurs associés professionnels ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :

1 M. A. Carrier, magistrat de district, n'est pas descendu de Montréal pour juger les colons de Nemtayé. 2. Il y a un magistrat dans le district de Rimouski, résidant à Rimouski. 3. M. Carrier n'a pas fait un voyage inutile. 4. Les accusés n'ont pas été admis à caution par le magistrat résidant. 5. Le gouvernement n'a pas encore reçu un rapport du greffier de la paix concernant ces plaintes, et n'est pas en position de répondre à cette question.

Par M. Bissonnette (Soulanges).—Quel est le ministre qui a été chargé d'administrer le département du Procureur-Général, à Québec, pendant les absences de ce dernier, depuis la dernière session ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—Le Procureur-Général a personnellement administré son département depuis la dernière session.

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Cardin, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie du jugement du comité judiciaire du Conseil Privé en Angleterre, sur l'appel touchant l'arbitrage entre la Puissance du Canada, la province d'Ontario et la province de Québec, en vertu de l'acte 54 Vict., chap. 4.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Un état sommaire de toutes les dépenses encourues par la province de Québec depuis 1890 pour l'arbitrage entre la Puissance du Canada, la province d'Ontario et la province de Québec, en vertu de l'acte 54 Vict., chap. 4.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de tous arrêtés en conseil, correspondance et documents relatifs à tout arrangement avec la cité de Montreal pour ce qui concerne les amendes payées à la Cour des Recorders.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de tous arrêtés en conseil, correspondance et documents, depuis 1888, relatifs à toute remise d'amendes aux greffiers ou secrétaires-trésoriers, pour n'avoir pas fait de rapport annuel suivant article 1152. S. R. Q.

Proposé par M. St-Pierre, secondé par M. Tellier, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents quelconques en rapport avec la première et la seconde commission de colonisation ; ainsi qu'un état des dépenses encourues par la première commission et la seconde, jusqu'à date.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par M. St. Pierre, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de tous ordres en conseil, documents et correspondance au sujet de la nomination du député-shérif, à Montréal, et pour la production d'un état, faisant voir pourquoi et au bénéfice de qui le salaire du député shérif a été réduit à \$1,400.00.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par M. Tellier, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents quelconques, en rapport avec le contrat pour l'entretien des aliénés à l'Asile de Beauport, dont il est question dans le discours du Trône.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Tanguay, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie d'une liste des corporations commerciales sujettes à la taxe directe, en vertu de la loi 59 Vict., chap. 15 et de la loi 63 Vict., chap. 18, indiquant :

1. Le montant de la taxe que chaque corporation commerciale est tenue de payer annuellement, avec la base du calcul de cette taxe ;

2. Les corporations commerciales qui ont payé jusqu'au 30 juin 1902 et le montant des arrérages ;

3. Les corporations commerciales arriérées au 30 juin 1902 et le montant de ces arrérages.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—1. Une liste des greffiers ou secrétaires-trésoriers qui n'ont pas fait leur rapport annuel depuis 1888, suivant l'article 1152 des statuts refondus de la province de Québec.

2. Une liste des amendes recouvrées de ce chef par le département du revenu.

Proposé par M. Cardin, secondé par M. Perrault, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de l'enquête tenue par M. Jodoin, en 1895, sur les employés de la prison de Montréal.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de tous rapports faits sur la conduite de Alexandre Vallée, autrefois garde à la prison de Montréal en 1895 et 1902, ainsi que de toute correspondance s'y rapportant.

Proposé par M. Prévost, secondé par M. Cardin, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents concernant la location des lacs dans les comtés de Terrebonne et Ottawa.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie d'un état détaillé des recettes et des dépenses de toutes sources depuis le 1er juillet dernier jusqu'au 1er mars 1903.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents et correspondance se rapportant au contrat pour l'Ecole de Réforme dont il est question dans le discours du Trône.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous les comptes d'impressions produits par la Compagnie d'Imprimerie du *Soleil*, par M. Ernest Pacaud, et par l'établissement du *Herald*, de Montréal, depuis la dernière session.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents et correspondance en rapport avec les travaux de peinture qui ont été faits à Montréal, au palais de justice, par un nommé Pauzé ; aussi, copie de toutes les soumissions qui ont été demandées à ce sujet, et copie du contrat qui a été fait avec M. Pauzé.

Proposé par l'honorable M. Parent, secondé par l'honorable M. Flynn, et

Résolu,—Que les députés de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en session, désirent présenter à Sa Sainteté Léon XIII, Pape glorieusement régnant, à l'occasion du 25^e anniversaire de son Pontificat, l'expression de leur vénération la plus profonde et les vœux les plus sincères qu'ils forment pour son bonheur, et pour que la Providence prolonge ses jours déjà si remplis d'œuvres bienfaisantes, non seulement pour le monde chrétien, mais pour l'humanité entière.

Résolu,—Que M. l'Orateur soit prié de transmettre cette résolution.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 4 mars 1903.

M. l'Orateur met devant la Chambre, l'état des affaires des institutions suivantes, pour 1902, savoir :

L'Asile de Ste-Brigitte, de la cité de Québec; l'Hôpital Notre-Dame de Montréal; l'Hospice des Sœurs de la charité de Rimouski; l'Association de Dames charitables de Québec; l'Hospice des Sœurs de la Charité de Québec; l'Orphelinat des Sœurs de la Charité de Québec; Monastère de Charité du Bon-Pasteur de Montréal; l'Asile du Bon-Pasteur de Québec; "Montreal Protestant Orphan Asylum"; l'Hospice de la Maternité et de la Crèche, Montréal, sous la direction des Sœurs de la Miséricorde; l'Hospice St-Jérôme; l'Hospice du Sacré-Cœur de Sherbrooke; l'Hôtel-Dieu de Nicolet; l'Hôtel-Dieu de St-Joseph d'Arthabaskaville; Salle d'Asile St-Joseph, Montréal; l'Hôpital-Général de Sorel; l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, de Québec; "Ladies' Hebrew Benevolent Society"; "Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society"; l'Hospice Ste-Anne de la Baie St-Paul; l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe; l'Hospice des Sœurs de Charité de St-Thomas de Montmagny; "The Distributing Home," Knowlton, P. Q.; L'Œuvre du Patronage de Québec; Sœurs de la Providence, Montréal; "Sherbrooke Protestant Hospital"; Sœurs de Charité de l'Hospice St-Joseph de la Délivrance, Lévis; l'Hospice St-André Avellan; l'hôpital des sœurs de la Charité de la Providence, Trois-Rivières; "Montreal Maternity"; "Western (general) Hospital of Montreal"; "Church of England"; "Female Orphan Asylum" Québec; l'Orphelinat et l'Hôpital de Valleyfield; l'Hôpital St-Patrice de Montréal; "Hervey Institute and School of Industry", Montréal.

(Document de la session No. 11.)

Aussi, l'état des affaires de la Compagnie des chemins à barrières de l'Île Jésus.

(Document de la session No 10.)

Aussi, l'état des affaires de "The Montreal Trust and Deposit Company", pour l'année 1902.

(Document de la session No 23.)

Et aussi, l'état des affaires de "The Royal Trust Company", de Montréal, pour 1902.

(Document de la session, No 24.)

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Champagne, — la pétition de Cajetan Dufort et autres, de Montréal.

Par M. Cochrane, — les pétitions de James Cochrane et autres, de Montréal, de la Maison protestante d'Industrie et de Refuge, de la société des Artisans canadiens-français, de Moses Coviensky et autres, et de J. A. C. Madore et autres, de Montréal.

Par M. Cherrier,—les pétitions des administrateurs de la commune de Laprairie, et de E. Boivin, de Montréal.

Par M. Girard,—les pétitions de A. J. N. Lacaillade, Montréal, et de H. C. Demers, Farnham.

Par M. Hutchinson,—La pétition de Arthur Hamilton et autres, de Montréal.

Par l'hon. M. LeBlanc,—la pétition de "The Forsyth Granite & Marble Company," de Montréal.

Par M. Pelletier (Sherbrooke),—la pétition de James Cooper et autres, de Montréal.

Par M. Roy (Kamouraska),—les pétitions de E. A. Déry et autres, de Québec, et de A. C. Girard, de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De James Crathern et autres, demandant l'incorporation de l'Hôpital Alexandra ;

De J.-B. Rosario Page, demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ;

De Mgr. L. N. Bégin, archevêque de Québec et autres, demandant une loi pour constituer en corporation L'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province civile de Québec ;

De la compagnie du chemin fer de jonction de Napierville demandant des amendements à sa charte ;

De E. Muir et autres demandant l'incorporation de "The Westmount Baptist Church" ;

De la Cie du chemin de fer de St-Chrysostôme demandant une prolongation de délai ;

Du Révérend J. L. Gilmore et autres demandant l'incorporation de "The Olivet Baptist Church" ;

D'Edgar McMullen et autres demandant l'incorporation de "The Royal Agricultural Schools" ;

De K. W. Blackwell et autres demandant l'incorporation de "The Montreal Steel Works, Limited" ;

De Selkirk Cross et autres demandant une loi définissant plus clairement les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu l'honorable A Cross ;

De John Lawder et autres, demandant l'incorporation de "The Murray Bay convalescent Home";

De "The Sherbrooke Gas & Water Co", demandant des amendements à sa charte;

Du Conseil des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Sherbrooke demandant l'autorisation d'emprunter;

De la corporation de la ville de Sherbrooke demandant d'amender sa charte;

De la cité de Québec demandant des amendements à sa charte;

De la compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, demandant des amendements à sa charte;

De J. et J. E. Quinn, demandant une loi concernant la succession de feue Dame Susannah Lynch;

De H. M. Price, demandant de prolonger en sa faveur tous les droits et privilèges accordés à George B. Hall;

De N. G. & W. C. Kirouac, demandant de légaliser la vente de certaines propriétés par les héritiers L. T. Macpherson à N. G. & W. C. Kirouac;

De Jos. P. Dobbin, demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;

De Geo. Larue, demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;

De Jos. Fortunat Belleau, demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;

De "The New Richmond Lumber Co.", demandant certains pouvoirs;

Des honorables MM. Turgeon, Rainville et autres, demandant une loi pour l'incorporation du Crédit Municipal Canadien;

De Geo. Côté, demandant une loi autorisant les médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la médecine;

De Joaquim de Galendez et autres, demandant une loi constituant en corporation La compagnie du chemin de fer Québec Oriental;

De L. H. Boyd et autres demandant l'incorporation de "The Montreal North Western Railway";

De "The Montreal Amateur Athletic Association", demandant des amendements à sa charte;

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu comme suit par M. l'Orateur.

(Tous les membres de la Chambre étant debout, tête découverte.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 4 mars 1903.

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un nouveau rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 2 mars 1903, et approuvé par lui, le 3 mars 1903, concernant la Commission de l'économie interne de l'Assemblée Législative.

L'honorable Premier Ministre, dans un mémoire daté du 2 mars 1903, recommande que l'honorable S. N. Parent, Premier Ministre et ministre des Terres, Mines et Pêcheries, l'honorable Adélard Turgeon, ministre de l'Agriculture et l'honorable H. T. Duffy, Trésorier de la Province, tous trois députés de l'Assemblée législative, soient nommés membres de la Commission de l'Economie intérieure de l'Assemblée législative de cette Province, en vertu de l'article 114 des S. R. P. Q. et que l'ordre en conseil No 499 de 1900 soit annulé.

Certifié.

(Signé)

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil Exécutif.

(Document de la session No 16a.)

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

"Votre comité a choisi M. Jules Allard pour son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres."

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

L'honorable M. Duffy, du comité de législation, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu l'honorable M. Duffy pour son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.”

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

L'honorable M. Duffy, président *pro temp.* du comité d'agriculture et de colonisation, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a choisi l'honorable M. Turgeon comme son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.”

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport

M. Hutchinson, du comité des comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Hutchinson son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.”

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. Champagne, du comité des privilèges et élections, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Champagne pour son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.”

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. Auguste Tessier, du comité des bills privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Tessier (Rimouski) pour son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.”

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 152), amendant l'article 314 du Code de procédure civile ;

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 153), amendant l'article 322^e des statuts refondus de Québec, relativement à l'entretien des aliénés.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 154), amendant l'article 549 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Cardin.—Le gouvernement pourrait-il donner les noms de ceux qui ont rédigé la brochure intitulée: " Législation relative aux établissements industriels et règlements. " Acte 57 Victoria, chapitre 30, tel qu'amendé par l'Acte 63 Victoria, chapitre 23,," imprimée en 1902?

Réponse par l'honorable M. Gouin:—Cette brochure contient la refonte de la loi des établissements industriels déjà publiée dans le rapport général du Commissaire des Travaux Publics, pour l'année 1900, ainsi que les règlements édictés sous l'autorité de cette loi et publiée dans la *Gazette Officielle* de Québec. La refonte de la loi a été faite par le Secrétaire du département des travaux publics ; la publication de la brochure de 1902 a été faite sous la direction de l'inspecteur en chef des établissements industriels.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:—Copie de tous ordres en conseil et documents quelconques au sujet des difficultés survenues entre les colons de Nemtayé et la compagnie qui a acheté les limites à bois de MM. King Brothers, et aussi, copie de toutes lettres écrites et reçues par les membres de la Commission de la Colonisation, à ce sujet.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous arrêtés du conseil, de tous rapports et de toute correspondance depuis le 10 février 1902, entre le gouvernement de cette province et celui du Canada, ou entre aucun des départements du gouvernement de Québec et aucun des départements à Ottawa, ou entre le gouvernement de Québec et ceux des provinces maritimes, au sujet des droits de pêche dans les eaux maritimes et fluviales et au sujet de toutes réclamations par le gouvernement de cette province contre le gouvernement du Canada et ayant trait aux pêcheries.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous arrêtés du conseil, de tous rapports et de toute correspondance depuis le 10 mars 1902, ayant trait à des demandes de subventions pour chemin de fer.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie d'un état détaillé de la somme de \$46,001.23, mentionnée dans les comptes publics, pour 1902, comme ayant été dépensée en vertu de l'article 60 Victoria, chapitre 3, (écoles élémentaires); 2. Copie de tous arrêtés du conseil au sujet de ces dépenses.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 5 mars 1903

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre.

Par M. Cochrane,—les pétitions de G. Desaulniers et autres, de Montréal.

Par M. Chauret,—la pétition de la corporation du village de Dorval.

Par M. Delâge,—la pétition de Félix Leclerc, de Québec.

Par M. Pilon,—la pétition de la corporation du village de Vaudreuil

Par M. Roy (Kamouraska),—la pétition de Dame Irma LeVasseur, de Québec.

Par M. Roy (St-Jean),—la pétition de la Société St-Jean-Baptiste, de Montréal.

Par M. Weir,—la pétition de M. R. Bickerdike et autres, de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la compagnie d'assurance La Sauvegarde, demandant une loi d'incorporation ;

De la ville de Salaberry de Valleyfield, demandant une loi autorisant et ratifiant de nouveau l'exécution de la loi 1 Edouard VII, ch. 48 ;

De S. A. Brodeur et autres, demandant une loi d'incorporation pour la compagnie de tramway de Valleyfield ;

De la compagnie canadienne d'éclairage électrique demandant des amendements à sa charte ;

De la compagnie du chemin de fer du comté de Lévis demandant des amendements à sa charte ;

De J. A. Huberdeau et autres, demandant l'incorporation de l'Assurance mutuelle contre le feu des beurreries et fromageries ;

De " The Montreal Stock Yards Coy ", demandant des amendements à sa charte ;

De Marie M. Clark, épouse de Henry A. Huntington demandant que la loi 52 Victoria, ch. 101, soit amendée ;

De la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De John Pierce Brannen demandant d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens à l'admettre au nombre de ses membres ;

De la corporation du village du Boulevard Saint-Paul demandant certains pouvoirs ;

De la corporation de la ville de St-Louis demandant des amendements à sa charte ;

De Joseph Gagnon et autres, demandant une loi constituant en corporation la compagnie électrique " St George " ;

De Wm. McNally et autres, demandant une loi concernant la succession de feu Owen McGarvey ;

De la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de la cité de Montréal, demandant une loi pour l'autoriser à se procurer un capital-actions et pour d'autres fins ;

De Wm. Farwell et autres, demandant l'incorporation de " The Empire Trust Coy " ;

De " The Shawinigan Falls Terminal Railway Coy., " demandant des amendements à sa charte ;

Du maire et du conseil de la ville de St-Hyacinthe, demandant des amendements à la charte de la dite cité de St-Hyacinthe ;

De la corporation épiscopale catholique romaine de St-Hyacinthe, demandant une loi concernant la reconstruction de la cathédrale de St-Hyacinthe ;

De George Bigué, demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ;

De l'hôpital protestant de Sherbrooke, demandant une loi d'incorporation ;

De A. Macdonald et autres, demandant une loi pour constituer en corporation la Cie de chemin de fer " Montréal et Baie James " ;

De Victor Painchaud, demandant d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens à l'admettre au nombre de ses membres ;

De Paul d'Aignaux, demandant à être admis à la profession d'arpenteur, après examen ;

De la ville de Roberval demandant une loi d'incorporation ;

De J. E. Douville et autres demandant l'incorporation de la ville de Grandboisville ;

De la ville d'Arthabaskaville demandant une loi d'incorporation ;

De Jos. Stern demandant à être admis à la pratique de la chirurgie dentaire.

M l'Orateur communique à la Chambre la réponse du Cardinal Rampolla aux félicitations offertes par les députés de l'Assemblée législative à Sa Sainteté Léon XIII, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de son pontificat.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Flynn, que ce câblegramme soit inséré dans les journaux de cette Chambre, ainsi qu'il suit :

H.-B. RAINVILLE,

Président de la Chambre des députés,
Québec, Canada.

"Saint-Père a vivement agréé hommage de l'Assemblée législative de Québec, et il la remercie par l'entremise de son digne président.

(Signé) " M. CARD. RAMPOLLA."

M. de Grosbois, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a choisi M. de Grosbois comme son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres."

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité, après avoir examiné les pétitions suivantes, a trouvé que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir :

De "The Quebec Atlantic & Western Railway" ;

De la cité de St-Henri ;

De la cité de Ste-Cunégonde ;

De la "Sherbrooke Gas and Water Company" ;

De la cité de Sherbrooke ;

De la compagnie du chemin de fer Lotbinière et Mégantic, demandant respectivement des amendements à leur charte ;

De la ville de Shawinigan Falls, demandant l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit ;

Des Rév. Pères Oblats, demandant une loi ratifiant un acte de cession par la Fabrique de Sainte-Marie-Magdeleine ;

De J. A. Provencher, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De J. N.-R. Faribault, demandant une loi autorisant la Chambre des Notaires à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De "The Brome County Historical Society", demandant une loi ratifiant l'achat de la propriété de "The Knowlton High School" ;

De J. Alfred Dauth, de J.-B. Rosario Page et de G. Côté, demandant, respectivement, une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à les admettre au nombre de ses membres ;

De Selkirk Cross et autres, demandant une loi définissant plus clairement les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu l'honorable A. Cross ;

Du bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Sherbrooke, demandant l'autorisation d'emprunter ;

Des Frères Mineurs Capucins de Québec ;

De la Compagnie électrique "Red Falls" ;

De la Corporation de Bromptonville ;

De la Congrégation des Servantes de Jésus-Marie ;

De la municipalité de la paroisse de Saint-Herménégilde ;

De l'Hôpital "Alexandra" ;

De "The Montreal Steel Works, Limited" ;

De "The Rural Light, Heat & Power Company" ;

De "The Murray Bay Convalescent Home" ;

Et de la compagnie du chemin de fer Québec Oriental, demandant respectivement une loi les constituant en corporation."

Ordonné,—Que M. Tessier (Rimouski) ait la permission de présenter un Bill (No 77), constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec Oriental.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tourigny ait la permission de présenter un Bill (No 61), autorisant le collège des médecins et chirurgiens à admettre George Côté au nombre de ses membres.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tourigny ait la permission de présenter un Bill (No 49), constituant en corporation la compagnie électrique "Red Falls."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill (No 47), constituant en corporation les Frères Mineurs Capucins de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cochrane ait la permission de présenter un Bill (No 76), constituant en corporation l'hôpital Alexandra.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné, —Que M. MacKenzie ait la permission de présenter un Bill (No 51), constituant en corporation la ville de Bromptonville.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Pelletier (Sherbrooke) ait la permission de présenter un Bill (No 57), amendant la charte de la Compagnie "The Sherbrooke Gas and Water Company" et changeant son nom.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Pelletier (Sherbrooke) ait la permission de présenter un Bill (No 38), autorisant le Bureau des commissaires des écoles protestantes de Sherbrooke à emprunter de l'argent et à émettre des obligations.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Pelletier (Sherbrooke) ait la permission de présenter un Bill (No 35), amendant la charte de la cité de Sherbrooke.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Fiset ait la permission de présenter un Bill (No 108), pourvoyant à l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit dans la ville de Shawinigan Falls.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. St-Pierre ait la permission de présenter un Bill (No 110), érigeant la municipalité de Saint-Herménégilde.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Duhamel ait la permission de présenter un Bill (No 39), autorisant la chambre des notaires de la province de Québec à admettre Marie-Joseph-Norbert-René Faribault à la pratique de la profession de notaire, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cooke ait la permission de présenter un Bill (No 80), ratifiant et validant un certain acte de cession par l'œuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Marie-Magdeleine du Cap-de-la-Magdeleine, aux révérends Pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cooke ait la permission de présenter un Bill (No 81), autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Adélarde Provencher au nombre de ses membres, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un Bill (No 128), autorisant le collège de médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste Page, médecin et chirurgien, comme l'un de ses membres.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill (No 58), concernant la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 50), amendant la charte de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 72), amendant la charte de la cité de St-Henri.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 83), définissant plus clairement les pouvoirs des exécuteurs des testaments et codicile de feu l'honorable Alexandre Cross.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 40), constituant en corporation la compagnie "The Montreal Steel Works Company, (Limited)."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bergevin ait la permission de présenter un Bill (No 34), autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J. Alfred Dauth à exercer la médecine et la chirurgie.

En conséquence, il présente ce bill, qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 155), amendant l'article 599 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (No 156), amendant l'article 314 du Code de procédure civile, relatif aux témoins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Tessier (Rimouski).—1. Le gouvernement a-t-il eu des demandes relativement à l'établissement d'une école normale à Rimouski ?

Dans l'affirmative, d'où et de qui viennent ces demandes ?

2. Le comité catholique de l'instruction publique a-t-il recommandé l'établissement d'une telle école et quand ?

3. Le surintendant de l'instruction publique a-t-il fait une semblable recommandation ?

4. Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre à effet ces recommandations et de faire droit à ces demandes en établissant une école normale à Rimouski ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—1. Oui. Mgr Blais, évêque de Rimouski, l'honorable sénateur Fiset, M. Auguste Tessier, député de Rimouski, M. Donat Caron, député de Matane, M. W. H. Clapperton, député de Bonaventure, M. J. A. Ross, député aux Communes du Canada, M. R. A. Drapeau, maire de Rimouski.

2. Oui, le 14 mai 1902.

3. M. le surintendant a transmis cette recommandation.

4. Oui.

Par M. Cardin.—Quel est le montant qui a été retiré par l'agent des biens des Jésuites, à Trois-Rivières, pour arrérages dûs par les censitaires de la seigneurie du Cap-de-la-Madeleine, depuis le 1er mai 1900 jusqu'au 1er mars 1903 ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—\$2,736.16.

Proposé par M. Tellier, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents quelconques en rapport avec la diminution des droits de coupe sur le bois exporté aux Etats-Unis ou ailleurs.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par M. Tellier, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents quelconques en rapport avec John F. Gaynor et Benjamin D. Greene et au sujet des procédures en extradition qui ont été prises contre eux.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Proposé par M. Prévost, secondé par M. Taschereau, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance relative à une réclamation de Rémi Collin, colon de Sainte-Julie, comté de Terrebonne.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par M. Tellier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance échangée entre toutes personnes quelconques et la Commission de Colonisation au sujet de subsides aux compagnies de chemin de fer, et notamment au sujet de la construction d'un chemin de fer dans le comté de Dorchester.

Proposé par M. Taschereau, secondé par M. Prévost, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie des comptes d'impressions payés par le gouvernement aux diverses personnes ou compagnies propriétaires de journaux, de 1892 à 1897.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 mars 1903, pour la production de tous documents et correspondance se rapportant au contrat pour l'Ecole de Réforme dont il est question dans le discours du Trône.

(Document de la Session No 25.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 6 mars 1903.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Cajétan Dufort et autres, demandant une loi concernant les successions de Denis Dufort et de Dame Julie Duchesneau, son épouse ;

De James Cochrane et autres, demandant l'incorporation de " l'Association de l'Exposition industrielle de Montréal " ;

De " The Montreal Protestant House of Industry and Refuge " demandant des amendement à sa charte ;

De la Société des Artisans Français demandant une refonte de leur charte ;

De Moses Coviensky et autres, demandant l'incorporation de la Congrégation " Beth Israël " ;

De J. A. C. Madore et autres, demandant l'incorporation de la Compagnie du chemin de fer Saint-Maurice ;

Du président et des syndics de la commune de Laprairie demandant à être autorisés à louer 200 arpents de la dite commune ;

De Emile Boivin, demandant à être autorisé à pratiquer la chirurgie dentaire dans la province de Québec ;

De A.-J.-N. Lacaillade, demandant une loi autorisant l'association dentaire à l'admettre à la profession de dentiste ;

De H.-C. Demers, demandant une loi pour l'admettre à la pratique de la pharmacie en cette province ;

De Arthur Hamilton et autres, demandant l'incorporation de " The Real Estate Title, Guarantee and Trust Co. " ;

De " The Forsyth Granite and Marble Coy, " demandant de ratifier la vente de certains immeubles ;

De Jos. Cooper et autres, demandant l'incorporation de " The Ætna Boiler Inspection & Insurance Coy " ;

De E.-A. Déry et autres, demandant une loi pour aliéner certains immeubles provenant des successions de Jacques Blanchard et de Dame Sarah Blanchard ;

Et de A. Girard, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

M. Allard, du comité des Ordres Permanents, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité, après avoir examiné les pétitions suivantes, a trouvé que les avis requis ont été publiés, dans chaque cas, savoir :

De L.-D. Masson, demandant une loi déclarant valide un acte de résiliation ;

De F. Wood Gray et Maria Chapman, demandant une loi autorisant le partage de la succession de feu Dame Maria Morrin ;

De H. M. Price, demandant de prolonger en sa faveur les droits et privilèges accordés à Geo. B. Hall ;

De J. et J. E. Quinn, demandant une loi concernant la succession de feu Dame Susannah Lynch ;

De W. G. et N. C. Kirouac, demandant de légaliser la vente de certaines propriétés par les héritiers de L. T. Macpherson ;

De la ville de Salaberry de Valleyfield, concernant la loi 1 Edouard VII, ch. 48 ;

De Mary M. Clark, épouse de Henry A. Huntingdon, demandant d'amender la loi 52 Victoria, ch. 101 ;

De Wm McNally et autres, demandant une loi concernant la succession de feu Owen McGarvey ;

De “ The Royal Agricultural Schools ; ”

De la Compagnie de tramway de Valleyfield ;

De l'Assurance mutuelle contre le feu des beurreries et fromageries ;

De “ The Empire Trust Company ” et de la ville d'Arthabaska, demandant respectivement une loi les constituant en corporation ;

De la compagnie du chemin de fer de Saint-Jean Chrysostôme ;

De la “ New-Richmond Lumber Company ” ;

De la “ Montreal Stock Yards Company ” ;

De la ville de Saint-Louis et de la “ Shawinigan Falls Terminal Railway Company,” demandant respectivement des amendements à leur charte.

De la corporation épiscopale de St-Hyacinthe, demandant une loi concernant la reconstruction de la cathédrale de St-Hyacinthe ;

De Paul D'Aigneaux, demandant à être admis à la profession d'arpenteur, après examen ;

De Geo. Larue,

De Joseph Fortunat Belleau et de Geo. Bigué, demandant, respectivement, une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à les admettre au nombre de ses membres.”

Ordonné,—Que M. Morin (St-Hyacinthe) ait la permission de présenter un bill (No 60) concernant la construction de la cathédrale de St-Hyacinthe.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tourigny ait la permission de présenter un bill (No 42) constituant en corporation la ville d'Arthabaska.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Smith ait la permission de présenter un bill (No 52), amendant la charte de la compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tanguay ait la permission de présenter un bill (No 70), autorisant l'admission de l'aul d'Aigneaux à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 99), accordant certains pouvoirs à la "New Richmond Lumber Company, (limited)".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 100), validant la vente faite par les héritiers de L. T. Macpherson, à MM. N.-G. Kirouac et W.-C. Kirouac.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 103), concernant la succession de Dame Susannah Lynch, veuve de Edward Quinn.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 101) prolongeant, en faveur de Herbert Molesworth Price, tous les droits et privilèges accordés à Georges Benson Hall, par la loi 38 Victoria, chapitre 98.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Neault ait la permission de présenter un bill (No 82), autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre George Bigué à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bergevin, ait la permission de présenter un bill (No. 44), constituant en corporation la compagnie de tramway électrique de Valleyfield.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cochrane ait la permission de présenter un bill (No 41), amendant la charte de la " Montreal Stock Yards Company ".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cochrane ait la permission de présenter un bill (No 48), édictant des dispositions additionnelles concernant la succession de Horace Dryden Clark.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Caron, (l'Islet) ait la permission de présenter un bill (No. 157), amendant la loi concernant les asiles d'aliénés.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. LeBlanc ait la permission de présenter un Bill (No 73), donnant effet à un acte d'Antoine Masson et autres résiliant un acte de donation.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel montant a été dépensé dans le comté de Portneuf pour les fins de colonisation, cette année ?

Réponse par l'honorable M Gouin :—\$717.84.

Par l'honorable M. Pelletier.—Le gouvernement ou aucun de ses membres ont-ils été en pourparlers ou ont-ils été en communication, directement ou indirectement, avec quelque communauté religieuse ou

avec quelqu'un pour elle, afin de leur confier le soin des aliénés, s'il n'y avait pas eu entente entre le gouvernement et les Sœurs de la Charité pour la garde des aliénés à l'Asile de Beauport ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille.—Le gouvernement confiant d'arriver à une entente avec les Sœurs de la Charité pour la garde des aliénés à l'Asile de Beauport, n'a, ni aucun de ses membres, eu telle communication.

Par M. Saint-Pierre.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'adopter la politique suivie par la province d'Ontario qui exige, lors de chaque vente de limites à bois, que ce bois soit manufacturé dans le pays et converti au Canada, en pulpe marchande ou en papier ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—Comme la province d'Ontario et la province de Québec diffèrent par leur position géographique, vis-à-vis des Etats-Unis, et vu la nature spéciale et l'étendue de nos ressources forestières et l'importance de nos pouvoirs hydrauliques, il serait contraire aux intérêts de cette province de discontinuer la politique actuelle et d'adopter celle d'Ontario.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous arrêtés en conseil, passés depuis la dernière session, en rapport avec la distribution et la dépense des deniers de colonisation et, aussi, pour un état démontrant la distribution, comté par comté, des octrois votés pour la colonisation, pour l'année courante.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par M. Tellier, et

Ordonné—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie de tous papiers, correspondance et documents, au sujet d'un prêt d'argent fait par le rév. M. Thivierge, membre de la commission de colonisation, à M. Alarie, ex-employé du secrétariat de la province et maintenant employé au greffe de la cour supérieure.

Ordonné—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie d'un état des dépenses encourues par la police provinciale en rapport avec J.-F. Gaynor et B.-D. Greene et copie des documents faisant voir par qui ces dépenses ont été payées.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Copie d'un état faisant voir: 1. Combien de poursuites pour ventes de boissons sans licence ont été intentées dans la province, depuis l'année 1900 inclusive-ment. 2. Quel est le nombre de causes qui ont été suspendues, et pourquoi elles l'ont été. 3. Quelles sont celles dans lesquelles jugement n'a pas été exécuté, et pour quelles raisons tels jugements n'ont pas été exécutés.

Proposé par M. Taschereau, secondé par M. Tanguay, et

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—1. Copie d'un état de tous les comptes d'impressions payés par le gouvernement depuis 1897 jusqu'à ce jour, aux diverses personnes ou compagnies propriétaires de journaux. 2. D'un état de tous comptes payés aux mêmes personnes ou compagnies pour reliure.

Les bills ci-après mentionnés sont, conformément à l'ordre du jour lus séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (No 47), constituant en corporation les Frères Mineurs Capucins de Québec.

Bill (No 57), amendant la charte de la compagnie "The Sherbrooke Gas and Water Company" et changeant son nom.

Bill (No 38), autorisant le Bureau des commissaires des écoles protestantes de Sherbrooke à emprunter de l'argent et à émettre des obligations.

Bill (No 35), amendant la charte de la cité de Sherbrooke.

Bill (No 110), érigeant la municipalité de St-Herménégilde.

Bill (No 39), autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Marie-Joseph-Norbert-Réné Faribault à la pratique de la profession de notaire, après examen.

Bill (No 50), amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal.

Bill (No 83), définissant plus clairement les pouvoirs des exécuteurs des testament et codicile de feu l'honorable Alexander Cross.

Bill (No 40), constituant en corporation la compagnie "The Montreal Steel Works, Limited".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 58), concernant la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, etc.

— — —

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre en date du 3 mars 1903, pour la production de tous rapports faits sur la conduite de Alexandre Vallée, autrefois garde à la prison de Montréal, en 1895 et 1902, ainsi que de toute correspondance s'y rapportant. (*Document de la session No 26.*) *

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

— — —

Lundi, 9 mars 1903.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Décarie,—la pétition du curé et des marguilliers de la paroisse de St-Michel Archange de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Compagnie de la Comédie Française, de Montréal, demandant une loi d'incorporation ;

De John Crawford et autres, demandant l'incorporation du " Montreal Hunt " ;

Du village de Dorval demandant des amendements à sa charte corporative ;

De Joseph-Félix Leclerc, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De la corporation du village de Vaudreuil demandant des amendements à sa charte ;

De Dame Irma LeVasseur, demandant une loi autorisant le collège des médecins à l'admettre au nombre de ses membres ;

De l'Association St-Jean-Baptiste de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

Et de R. Bickerdike et autres, demandant l'incorporation de " The Union Stock Yards Co., Limited ".

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 106), autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Georges Larue au nombre de ses membres.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 105), autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Fortunat Belleau à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (No 63), concernant la Société Historique du comté de Brome et confirmant l'acquisition de certaines propriétés.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (No 95), constituant en corporation "The Empire Trust Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (No 64), amendant la charte de "The Shawinigan Falls Terminal Railway Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Caron (Maskinongé), ait la permission de présenter un Bill (No 118), constituant en corporation "The Rural Light, Heat and Power Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un Bill (No 7), constituant en corporation des associations de pêcheurs pour l'exploitation de la boîte.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un Bill (No 2), relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 5), concernant l'Ecole polytechnique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (No 8), amendant la loi des différends ouvriers de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (No 9), amendant la loi relative aux établissements industriels.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Delâge ait la permission de présenter un Bill (No 158), amendant la loi concernant les médecins vétérinaires.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill (No 160), amendant l'article 2098 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 159), pourvoyant à la liquidation des compagnies et corporations non commerciales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois, et référés au comité des bills privés :

Bill (No 76), constituant en corporation l'Hôpital Alexandra ;

Bill (No 42), constituant en corporation la ville d'Arthabaska ;

Bill (No 99), accordant certains pouvoirs à la "New Richmond Lumber Company."

Bill (No 100), validant la vente faite par les héritiers de L. T. Macpherson à MM. N. G. et W. C. Kirouac.

Bill (No 101), prolongeant en faveur de Herbert Molesworth Price tous les droits et privilèges accordés à Georges Benson Hall par la loi 38 Victoria, chapitre 98.

Bill (No 41), amendant la charte de la "Montreal Stock Yards Company."

Bill (No 48), édictant des dispositions additionnelles concernant la succession de Horace Dryden-Clark.

Le bill suivant est, conformément à l'ordre du jour, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, canaux, etc.

Bill (No 52), amendant la charte de la compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Pelletier.—Le gouvernement en est-il venu à une décision au sujet de la demande d'un octroi qui lui a été faite en faveur du Trans-Canada, sinon, quand le gouvernement pourra-t-il donner une réponse à ce sujet ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—Le gouvernement n'a pris aucune décision à ce sujet ; il donnera sa décision après qu'il aura reçu le rapport de la commission de colonisation.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Monsieur A.-F. Carrier, magistrat district, est-il descendu à Rimouski en rapport avec l'affaire des colons Nemtayé ? 2. S'il y a un magistrat dans le district de Rimouski, résidant dans le district de Rimouski, comme le gouvernement l'a déclaré le 3 mars courant, pourquoi a-t-on fait descendre M. Carrier à Rimouski en rapport avec cette affaire ? 3. Si le gouvernement n'a pas encore reçu du greffier de la paix, à ce sujet, l'information que c'est le premier ministre ou quelques uns de ses associés professionnels qui a occupé contre les colons de Nemtayé, comment se fait-il qu'il sache par qui les accusés ont été admis à caution et comment sait-il que M. Carrier n'a pas fait un voyage inutile ?

L'honorable M. Duffy soulève la question d'ordre que cette interpellation étant hypothétique et demandant l'expression de certaines opinions, est irrégulière.

M. l'Orateur réserve sa décision.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le nom des personnes ou compagnies qui ont offert au gouvernement \$1.50 par acre pour vingt-cinq millions d'acres de terre dans le nord de la province ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—La proposition m'a été faite verbalement par un monsieur Roberts. Convaincu qu'il n'était pas dans l'intérêt public d'accepter une semblable proposition, j'ai refusé sur le champ de la prendre en considération, et il n'y a pas de correspondance à ce sujet.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant payé, jusqu'à ce jour, par la province, à la compagnie du pont de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—\$90,000.00.

Proposé par l'honorable M. Flynn, appuyé par l'honorable M. Pelletier, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous arrêtés du conseil depuis 1878, inclusivement, touchant le droit de couper, par les porteurs de licences, le bois de cèdre et touchant la fabrication de bardeaux de cèdre en cette province.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—1. Copie de tous arrêtés du conseil depuis le 1er juin 1901, inclusivement, au sujet du tarif pour la rente foncière, les droits de coupe et la prime sur les transferts de limites. 2. Copie de tous rapports et de toute correspondance à ce sujet, depuis la même date.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous arrêtés du conseil depuis 1878, inclusivement, fixant le diamètre minimum du bois que les porteurs de licences ont le droit de couper sur les limites sous licences.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, appuyé par l'honorable M. Flynn, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie du contrat passé entre la Compagnie du Pont de Québec et M. P. Davis.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, appuyé par l'honorable M. Flynn, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous papiers, correspondance, comptes et documents au sujet des sommes d'argent payées soit à Joseph E. Vincent, ou soit à Vincent & Cie et des reçus donnés se rapportant aux impressions de cette Chambre ou par aucun des départements depuis 1897 jusqu'à ce jour, et indiquant les dates et le montant de chaque paiement.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de tous comptes, rapports d'ingénieurs, reçus, papiers, correspondance et documents quelconques se rapportant aux divers montants que la compagnie du Pont de Québec a reçus de la province, jusqu'à ce jour.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de tous comptes, transports et documents produits au département des Terres, Mines et Pêcheries par le révérend M. Thivierge pour des dettes qui lui auraient été dues par des employés de ce département.

L'honorable M. Flynn propose, appuyé par l'honorable M. Pelletier:—et la motion étant soumise: Qu'il soit mis devant cette Chambre: Copie de toute correspondance touchant le fait mentionné dans une interpellation faite à la séance du 3 mars courant, (page 33 des procès-verbaux), à l'effet qu'une offre de \$1.50 par acre, pour 25,000,000 d'acres de terre, aurait été faite à l'honorable Premier Ministre, et par lui refusée,—

L'honorable M. Flynn propose ensuite, et avec le consentement unanime de la Chambre, il est

Ordonné.—Que la dite motion soit retirée.

Il est proposé par l'honorable M. Robitaille, appuyé par l'honorable M. Gouin, et

Résolu.—Que la Chambre se forme en comité général, demain, pour considérer une certaine résolution relative au contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal,

Résolu.—Que cette Chambre se formera, demain, en comité général pour considérer une certaine résolution concernant l'Ecole polytechnique.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 3 mars 1903, demandant la production de tous ordres en conseil, documents et correspondance au sujet de la nomination du député-shérif, à Montréal, et la production d'un état faisant voir pourquoi et au bénéfice de qui le salaire du député shérif a été réduit à \$1,400.00.

(Document de la session No 27.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 10 mars 1903.

M. Lacombe, président *pro temp.* du comité des bills privés, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill (No 47), constituant en corporation les Frères Mineurs Capucins de Québec ;

Bill (No 38), autorisant le bureau des Commissaires des écoles protestantes de Sherbrooke à emprunter de l'argent et à émettre des obligations.

Bill (No 35) amendant la charte de la cité de Sherbrooke.

Votre comité a aussi examiné le bill (No 39) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre M. J. N. R. Faribault à la pratique de la profession de notaire, après examen, et a l'honneur de le rapporter sans amendement."

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité, après avoir examiné les pétitions suivantes, trouve que les avis sont suffisants, dans chaque cas, savoir :

De la compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord ;

De la cité de Québec ;

De la Cie Canadienne d'éclairage électrique ;

De la Cie du chemin de fer du comté de Lévis ;

De "The Montreal Protestant House of Industry and Refuge", demandant respectivement des amendements à leur charte ;

De "The Montreal North Western Railway Company" ;

De la compagnie électrique St-Georges ;

De "The Real Estate Title Guarantee & Trust Company" ;

De "The Ætna Boiler Inspection & Insurance Company" ;

De la Cie de la Comédie Française de Montréal ;

Du village de Dorval ;

De l'"Union Stock Yards Company, Limited," demandant, respectivement, une loi les constituant en corporation ;

De C. Dufort et autres, demandant une loi concernant les successions de Denis Dufort et dame Julie Duchesneau, son épouse ;

Du président et des syndics de la commune de Laprairie demandant à être autorisés à louer 200 arpents de la dite commune ;

De "The Forsyth Granite and Marble Company" demandant une loi ratifiant la vente de certains immeubles ;

De Jos. P. Dobbin, demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ;

D'Emile Boivin, demandant une loi l'autorisant à pratiquer la chirurgie dentaire dans cette province ;

Et d'Alexandre-Charles Girard et de Félix Leclerc, demandant respectivement une loi autorisant le barreau de la province de Québec à les admettre au nombre de ses membres.

M. Smith, du comité des industries, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a élu M. Smith comme son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres. "

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 134), amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Château-guay et Nord.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill (No 92), constituant en corporation la " Montreal North Western Railway Company. "

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cherrier ait la permission de présenter un Bill (No 136), autorisant le président et les syndics de la commune de Laprairie à louer 200 arpents de la dite commune

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cherrier ait la permission de présenter un Bill (No 69), constituant en corporation la compagnie d'assurance contre le feu de beurreries et fromageries de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cherrier ait la permission de présenter un Bill (No 137), autorisant Emile Boivin à exercer la profession de chirurgien dentiste, dans la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Pelletier (Sherbrooke), ait la permission de présenter un Bill (No 111), constituant en corporation " The Ætna Boiler Inspection and Insurance Company. "

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill (No 133) constituant en corporation "The Union Stock Yards Company, Limited."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cochrane ait la permission de présenter un Bill (No 93), constituant en corporation la Compagnie de la Comédie française de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cochrane ait la permission de présenter un Bill (No 75), amendant la charte de la Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Blouin ait la permission de présenter un Bill (No 91), amendant la charte de la compagnie du chemin de fer du comté de Lévis.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Blouin ait la permission de présenter un Bill (No 90), amendant la charte de la compagnie canadienne d'éclairage électrique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 120), constituant en corporation "The Real Estate, Title Guarantee and Trust Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 98), interprétant le testament de feu Owen McGarvey, étendant les pouvoirs des exécuteurs, pourvoyant au paiement des legs et édictant des dispositions pour l'administration et la liquidation de la succession.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 112), constituant en corporation "The Murray Bay Convalescent Home."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Godbout ait la permission de présenter un Bill (No 43), constituant en corporation la Compagnie électrique Saint-Georges.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la deuxième lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny), ait la permission de présenter un Bill (No 88), concernant l'admission de J.-F. Leclerc à la pratique du droit.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 104), autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Patrick Dobbin à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (No 87), concernant les successions de Denis Dufort et Dame Julie Duchesneau, son épouse.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. LeBlanc ait la permission de présenter un Bill (No 131), confirmant et ratifiant la vente de certains immeubles appartenant à la succession insolvable de Robert Forsyth.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill (No 161) amendant les articles 314 et 332 du code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill (No 162), amendant le titre IV du livre II du code municipal relativement aux ponts municipaux.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill (No 163), concernant les compagnies de téléphone électrique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Bissonnette (Montcalm) ait la permission de présenter un Bill (No 164), amendant l'article 1317—du code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Major ait la permission de présenter un Bill (No 109), constituant en corporation la Congrégation des Servantes de Jésus-Marie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la deuxième lecture.

Ordonné.—Que M. Roy (Kamouraska), ait la permission de présenter un Bill (No 68), amendant la charte de la cité de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Roy (Kamouraska), ait la permission de présenter un Bill (No 116), autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Alexandre-Charles Girard au nombre de ses membres.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur présente à la Chambre l'état des affaires pour l'année 1902, des institutions suivantes :

De l'Hôpital St-Jean, St-Jean d'Iberville, P. Q. ; du "Ladies Protestant Home of Quebec" ; de la "Woman's Christian Association of Quebec" ; du "Church Home," Montréal, et de la Salle d'Asile, St-Jean d'Iberville, P. Q.
(Document de la session No 11).

L'honorable M. Duffy, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, l'état des cautionnements des officiers publics du gouvernement de la province de Québec, du 21 février 1902 au 9 mars 1903, inclusivement, tel que requis par l'article 653, S. R. P. Q.

(Document de la session, No 28.)

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer une certaine résolution relative au contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, de Montréal.

L'honorable M. Robitaille propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon :

Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général, —et la motion étant soumise—elle est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Robitaille informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

La Chambre se forme, alors, en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu.—Que le contrat ré cité dans la cédule A de la présente loi, relatif au soin, à la surveillance et au payement des frais de garde et d'entretien des jeunes délinquants internés dans l'école de réforme de Montréal, ainsi qu'à la direction et à la régie de cette école, passé le quinze octobre mil neuf cent deux, entre le gouvernement et les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, de Montréal, soit approuvé et ratifié.

CÉDULE A.

L'an mil neuf cent deux, le quinzisième jour du mois d'octobre devant CHARLES-EDMOND TASCHEREAU, notaire public pour la province de Québec, pratiquant à Québec.

ONT COMPARU :—

SA MAJESTÉ, NOTRE SOUVERAIN ROI EDOUARD VII, représenté au présent acte par l'honorable AMÉDÉE ROBITAILLE, de la cité de Québec, avocat, conseil du roi, secrétaire et registraire de la province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des présentes, en vertu d'un ordre en conseil en date du sept octobre courant, approuvé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, le neuf du même mois, et dont copie, signée par les parties, est demeurée annexée à la minute des présentes.

Partie de la première part ;

ET " LES FRÈRES DE LA CHARITÉ ST-VINCENT DE PAUL DE MONTRÉAL, " corps politique et incorporé, ayant son siège d'affaires en la cité de Montréal, représentés au présent acte par le révérend frère HILDUARD-DOMINIQUE VAN LANGENDONCK, supérieur provincial et directeur de la dite communauté et spécialement autorisé aux fins des présentes

par résolution des membres de la dite corporation, adoptée à leur séance du neuf août mil neuf cent deux, copie de laquelle autorisation est ci-annexée après avoir été reconnue véritable par le dit révérend frère Hilduard en présence du dit notaire,

Partie de la seconde part ;

LESQUELS, vu le certificat d'école de réforme accordé par le gouvernement de la province aux dits Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal, et publié le vingt et un décembre mil huit cent soixante et douze, dans la *Gazette Officielle* de la dite province de Québec, par lequel certificat les dits Frères sont autorisés, à partir du vingt et un décembre mil huit cent soixante et douze, à recevoir les jeunes délinquants catholiques, condamnés à la détention dans une prison de réforme, en cette province, ont fait ensemble le contrat qui suit, savoir :

1. Les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal, s'engagent, pour le terme et espace de dix années, à compter du premier de septembre dernier (1902), de prendre sous leurs soins, de loger, nourrir et vêtir les jeunes délinquants qui, d'après la loi, leur seront envoyés ; de faire toutes les dépenses exigées pour l'entretien de cet établissement, de fournir les ateliers, les effets et matériaux et tout ce qui est nécessaire au travail, à l'enseignement primaire et à l'enseignement mécanique des jeunes délinquants : de payer tout le personnel de cet établissement et de faire tous les frais de direction et d'administration y compris le médecin, le chapelain et toutes les dépenses quelconques requises pour l'institution, réparations, changements et ameublements, le tout sur un aussi bon pied que la dite école de réforme est maintenant tenue sous tous les rapports.

2. Le gouvernement de cette province, aussi longtemps que l'école de réforme des frères ci-dessus nommée sera installée dans la maison qui est actuellement occupée par eux dans la dite cité de Montréal, payera aux dits Frères, pour chaque délinquant actuellement détenu dans l'école de réforme ou qui y sera interné par la suite, avec l'autorisation voulue par la loi, la somme de cent vingt piastres par an, mais si le nombre total des délinquants venait à être moins que deux cent cinquante (250), alors, il sera payé cent trente piastres pour chaque enfant, mais quand le nombre des enfants sera en aucun temps de deux cent cinquante ou plus, le prix sera toujours de cent vingt piastres.

Ce nombre de deux cent cinquante signifie deux cent cinquante enfants condamnés. Quant à ceux qui ne sont qu'arrêtés préventivement et placés pour quelques jours, leur présence ne modifiera en rien les prix, et ils seront eux-mêmes comptés à raison de cent trente piastres.

3. La partie de la première part s'oblige, dans tous les cas à payer à la partie de la seconde part, pour un minimum de deux cent trente (230) la somme de cent trente piastres (\$130) par enfant interné dans la dite école de réforme.

4. Le produit du travail des jeunes délinquants appartiendra aux dits Frères, mais une proportion de pas moins d'un quart de ce produit sera employée par eux, en primes d'encouragement, chaque année, aux délinquants dont la conduite et l'application au travail seront satisfaisants au jugement des dits Frères, étant entendu que, quant aux délinquants dont la conduite et l'application ne donneraient pas satisfaction, ce pécule ne leur sera pas payé, mais appartiendra pour moitié aux dits Frères et pour moitié au gouvernement, les dits Frères devant rendre compte de tout au Lieutenant Gouverneur, chaque année.

5. Il sera loisible, en tout temps, pour chacune des parties au présent contrat, durant le dit terme de dix années, de résilier et mettre fin au présent contrat, en donnant un avis de douze mois.

6. Dans le cas où nul arrangement ne serait fait à l'expiration des dites années, le dit contrat se continuera d'année en année, mais pourra être terminé à la fin de chaque année, en par l'une ou l'autre des parties, donnant six mois d'avis.

7. Toute somme payable aux dits Frères en vertu du présent arrangement, leur sera payée mensuellement comme cela se fait maintenant.

8. Les dits Frères devront se conformer aux lois concernant les écoles de réforme et aux instructions qui peuvent leur être données de temps à autre par le secrétaire provincial.

9. Le directeur de la dite école de réforme devra transmettre, tous les trois mois, au secrétaire provincial, une liste des délinquants qui se sont distingués par leur bonne conduite.

10. Dans le cas de désertion des délinquants confiés à leur garde, les dits frères seront obligés de faire et payer tous les frais nécessaires pour appréhender et incarcérer tous déserteurs.

11. Dans le cas où un pardon ou une remise de peine serait accordé à quelque délinquant, par l'autorité compétente, le gouvernement cessera de payer pour tel délinquant au moment de tel pardon ou remise de peine.

12. Les dits frères de la charité pourront admettre dans leur maison et y garder des enfants pensionnaires d'un caractère difficile et vicieux pour lesquels les parents consentiront à payer la pension, mais à la condition que ces admissions ne soient pas au détriment de l'espace dont il y aura besoin pour les autres jeunes délinquants.

13. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges, shérifs, greffiers de la couronne, magistrats de police, juges de sessions, membres du Conseil Législatif et de la Chambre d'Assemblée de la province de Québec, membres du conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain, ses grands vicaires, et autres personnes autorisées par le dit évêque, de visiter en tout temps, à des heures convenables, la dite école de réforme ainsi tenue par les dits frères.

14. Les dits frères devront se conformer, de plus, aux instructions et aux règlements qui seront, de temps à autre, adoptés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour la régie et la bonne administration de la dite école de réforme, et suivront les avis et instructions que les inspecteurs de prisons leur donneront dans l'accomplissement de leurs devoirs.

15. Et, à défaut par les dits frères d'exécuter les clauses et conditions du présent contrat, il deviendra nul et de nul effet, à toutes fins que de droit.

16. Le coût des présentes sera à la charge de la partie de la seconde part qui devra en fournir une copie certifiée au gouvernement.

17. Le présent contrat sera soumis pour approbation à la Législature, à sa prochaine session, et devra être ratifié par elle.

FAIT ET PASSÉ à Québec, les jour et an susdits, sous le numéro deux mille vingt-six des minutes du dit C.-E. Taschereau.

EN FOI DE QUOI, les dites parties ont signé avec le dit notaire, après lecture faite.

(Signé) AM. ROBITAILLE,
" FRE HILDUARD, Dir.
" C. E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C. E. TASCHEREAU, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 7 octobre 1902, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil le 9 octobre 1902.

No 574.

CONCERNANT L'ÉCOLE DE RÉFORME DE MONTRÉAL.

L'honorable Secrétaire de la province, dans un mémoire en date du sept octobre 1902, soumet au conseil, pour approbation, le projet du contrat entre le gouvernement de la province et les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal, au sujet de l'école de réforme de Montréal.

Vu l'approbation du procureur général au bas du dit projet, l'honorable Secrétaire recommande que ce projet de contrat soit approuvé et qu'il soit autorisé à signer, au nom du gouvernement, un tel contrat avec les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal représentés par le révérend frère Hilduard, supérieur provincial et directeur de la dite communauté.

Certifié,

Signé) GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

Ceci est la copie d'un ordre en conseil à laquelle il est référé dans l'acte d'accord ou contrat ci-annexé exécuté devant C.-E. Taschereau, le notaire soussigné, le quinzième jour du mois d'octobre mil neuf cent deux.

(Signé) AM. ROBITAILLE,
" FRE HILDUARD, Dir.
" C. E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C. E. TASCHEREAU, N. P.

EXTRAIT DU RÉGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS.

A une assemblée du conseil de la communauté des Frères de la Charité de Montréal, tenue à Montréal, le 9 août 1902, et à laquelle étaient présents :

Le frère Hilduard, supérieur provincial, et les frères Xavier, Jérôme, Wenceslas et Hyacinthe, tous les quatre conseillers, il a été décidé à l'unanimité, ce qui suit :

1. Le frère Hilduard est autorisé à s'entendre avec les membres du gouvernement pour les conditions du nouveau contrat à intervenir entre le gouvernement et la communauté pour le maintien de l'école de réforme des jeunes délinquants catholiques de la province de Québec.

2. Les membres du conseil donnent au frère Hilduard pleins pouvoirs de signer tous actes et papiers requis en pareil cas et pour telle cause.

3. La présente résolution sera inscrite dans le registre des délibérations du conseil et une copie dûment signée par les membres du conseil en sera transmise à l'honorable Secrétaire de la province pour être annexée à la clause du contrat.

(Signé) Fre HILDUARD, Sup. Prov.
" Fr. XAVIER, C. Proc.
" Fr. JÉRÔME, C. Prov.
" Fr. WENCESLAS.
" Fr. HYACINTHE.

Montréal, le 20 août 1902.

Ceci est la copie de la résolution à laquelle il est référé dans l'acte d'accord ci-annexé et exécuté devant C.-E. Taschereau, le notaire soussigné, le quinzième jour du mois d'octobre mil neuf cent deux.

(Signé)

Fre. HILDUARD, Dir.

"

AM: ROBITAILLE.

"

C. E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C. E. TASCHEREAU, N. P.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a adopté une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit maintenant reçu.

En conséquence, M. Dupuis fait rapport de la dite résolution comme suit :

Résolu,—Que le contrat récéité dans la cédule A de la présente loi, relatif au soin, à la surveillance et au payment des frais de garde et d'entretien des jeunes délinquants internés dans l'école de réforme de Montréal, ainsi qu'à la direction et à la régie de cette école, passé le quinze octobre mil neuf cent deux, entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal, soit approuvé et ratifié.

CÉDULE A.

L'an mil neuf cent deux, le quinzième jour du mois d'octobre, devant CHARLES-EDMOND TASCHEREAU, notaire public, pour la province de Québec, pratiquant à Québec.

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ NOTRE SOUVERAIN ROI EDOUARD VII, représenté au présent acte par l'honorable AMÉDÉE ROBITAILLE, de la cité de Québec, avocat, conseil du roi, secrétaire et registraire de la province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des présentes en vertu d'un ordre en conseil en date du sept octobre courant, approuvé par Son

Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, le neuf du même mois, et dont copie, signée par les parties, est demeurée annexée à la minute des présentes.

Partie de la première part ;

ET " LES FRÈRES DE LA CHARITÉ DE ST-VINCENT DE PAUL DE MONT-RÉAL " corps politique et incorporé, ayant son siège d'affaires en la cité de Montréal, représentés au présent acte par le révérend frère HILDUARD-DOMINIQUE VAN LANGENDONCK, supérieur provincial et directeur de la dite communauté et spécialement autorisé aux fins des présentes par résolution des membres de la dite corporation, adoptée à leur séance du neuf août mil neuf cent deux, copie de laquelle autorisation est ci-annexée après avoir été reconnue véritable par le dit révérend frère Hilduard en présence du dit notaire.

Partie de la seconde part.

LESQUELS, vu le certificat d'école de réforme accordé par le gouvernement de la dite province, aux dits Frères de la charité de St-Vincent de Paul de Montréal, et publié le vingt et un décembre mil huit cent soixante et douze, dans la *Gazette Officielle* de la dite province de Québec, par lequel certificat les dits frères sont autorisés, à partir du vingt et un décembre mil huit cent soixante et douze, à recevoir les jeunes délinquants catholiques condamnés à la détention dans une prison de réforme, en cette province, ont fait ensemble le contrat qui suit, savoir :

1. Les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal s'engagent, pour le terme et espace de dix années, à compter du premier de septembre dernier (1902), de prendre sous leurs soins, de loger, nourrir et vêtir les jeunes délinquants qui, d'après la loi, leur seront envoyés ; de faire toutes les dépenses exigées pour l'entretien de cet établissement, de fournir les ateliers, les effets et matériaux, et tout ce qui est nécessaire au travail, à l'enseignement primaire, et à l'enseignement mécanique des jeunes délinquants ; de payer tout le personnel de cet établissement et de faire tous les frais de direction et d'administration y compris le médecin, le chapelain et toutes les dépenses quelconques requises pour l'institution, réparations, changements et ameublements, le tout sur un aussi bon pied que la dite école de réforme est maintenant tenue sous tous les rapports.

2. Le gouvernement de cette Province, aussi longtemps que l'école de réforme des frères ci-dessus nommée sera installée dans la maison qui est actuellement occupée par eux dans la dite cité de Montréal, payera aux dits frères, pour chaque délinquant actuellement détenu dans l'école de réforme ou qui y sera interné par la suite, avec l'autorisation voulue par la loi, la somme de cent vingt piastres par an, mais si le nombre total

des délinquants venait à être moins que deux cent cinquante (250), alors il sera payé cent trente piastres pour chaque enfant, mais quand le nombre des enfants sera en aucun temps de deux cent cinquante ou plus, le prix sera toujours de cent vingt piastres.

Ce nombre de deux cent cinquante, signifie deux cent cinquante enfants condamnés. Quant à ceux qui ne sont qu'arrêtés préventivement et placés pour quelques jours, leur présence ne modifiera en rien les prix, et ils seront eux-mêmes comptés à raison de cent trente piastres.

3 La partie de la première part s'oblige, dans tous les cas, à payer à la partie de la seconde part, pour un minimum de deux cent trente (230) la somme de cent trente piastres (\$130) par enfant interné dans la dite école de réforme.

4. Le produit du travail des jeunes délinquants appartiendra aux dits frères, mais une proportion de pas moins d'un quart de ce produit sera employée par eux, en prime d'encouragement, chaque année, aux délinquants dont la conduite et l'application au travail seront satisfaisants, au jugement des dits frères, étant entendu que, quant aux délinquants dont la conduite et l'application ne donneraient pas satisfaction, ce pécule ne leur sera pas payé, mais appartiendra, pour moitié, aux dits frères et pour moitié au gouvernement, les dits frères devant rendre compte de tout au Lieutenant-Gouverneur, chaque année.

5. Il sera loisible, en tout temps, pour chacune des parties au présent contrat, durant le dit terme de dix années, de résilier et mettre fin au présent contrat, en donnant un avis de douze mois.

6. Dans le cas où nul arrangement ne serait fait à l'expiration des dites années, le dit contrat se continuera d'année en année, mais pourra être terminé à la fin de chaque année, en, par l'une ou l'autre des parties, donnant six mois d'avis.

7. Toute somme payable aux dits frères en vertu du présent arrangement, leur sera payée mensuellement comme cela se fait maintenant.

8. Les dits frères devront se conformer aux lois concernant les écoles de réforme et aux instructions qui peuvent leur être données de temps à autre par le secrétaire de la province.

9. Le directeur de la dite école de réforme devra transmettre, tous les trois mois, au secrétaire provincial, une liste des délinquants qui se sont distingués par leur bonne conduite.

10. Dans le cas de désertion des délinquants confiés à leur garde, les dits frères seront obligés de faire et payer tous les frais nécessaires pour appréhender et incarcérer tous déserteurs.

11. Dans le cas où un pardon ou une remise de peine serait accordé à quelque délinquant, par l'autorité compétente, le gouvernement cessera de payer pour tel délinquant au moment de tel pardon ou remise de peine.

12. Les dits frères de la charité pourront admettre dans leur maison et y garder des enfants pensionnaires d'un caractère difficile et vicieux pour lesquels les parents consentiront à payer la pension, mais à la condition que ces admissions ne soient pas au détriment de l'espace dont il y aura besoin pour les autres jeunes délinquants.

13. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges, shérifs, greffiers de la couronne, magistrats de police, juges de sessions, membres du Conseil Législatif et de la Chambre d'Assemblée de la province de Québec, membres du conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain, ses grands vicaires, et autres personnes autorisées par le dit évêque, de visiter en tout temps, à des heures convenables, la dite école de réforme, ainsi tenue par les dits frères.

14. Les dits frères devront se conformer de plus aux instructions et aux règlements qui seront, de temps à autre, adoptés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour la régie et la bonne administration de la dite école de réforme et suivront les avis et instructions que les inspecteurs de prisons leur donneront dans l'accomplissement de leurs devoirs.

15. Et, à défaut par les dits frères d'exécuter les clauses et conditions du présent contrat, il deviendra nul et de nul effet, à toutes fins que de droit.

16. Le coût des présentes sera à la charge de la partie de la seconde part, qui devra en fournir une copie certifiée au gouvernement.

17. Le présent contrat sera soumis pour approbation à la Législature, à sa prochaine session, et devra être ratifié par elle.

FAIT ET PASSÉ à Québec, les jour et an susdits, sous le numéro deux mille vingt-six des minutes du dit C.-E. Taschereau.

EN FOI DE QUOI, les dites parties ont signé avec le dit notaire, après lecture faite.

(Signé)

AM. ROBITAILLE,

"

Fre. Hilduard, Dir.

"

C. E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C. E. TASCHEREAU, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 7 octobre 1902, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil le 9 octobre 1902.

No 574.

CONCERNANT L'ÉCOLE DE RÉFORME DE MONTRÉAL.

L'honorable Secrétaire de la province, dans un mémoire en date du sept octobre 1902, soumet au conseil, pour approbation, le projet du contrat entre le gouvernement de la province et les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal, au sujet de l'école de réforme de Montréal.

Vu l'approbation du procureur général au bas du dit projet, l'honorable secrétaire recommande que ce projet de contrat soit approuvé et qu'il soit autorisé à signer, au nom du gouvernement, un tel contrat avec les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal, représentés par le révérend frère Hilduard, supérieur provincial et directeur de la dite communauté.

Certifié,

(Signé)

GUSTAVE GRENIER.

Greffier du Conseil Exécutif.

Ceci est la copie de l'ordre en conseil à laquelle il est référé dans l'acte d'accord ou contrat ci-annexé exécuté devant C.-E. Taschereau, le notaire soussigné, le quinzième jour du mois d'octobre mil neuf cent deux.

(Signé)

AM. ROBITAILLE,

"

FRE. HILDUARD, Dir.

"

C. E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C. E. TASCHEREAU, N. P.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS.

A une assemblée du conseil de la communauté des Frères de la Charité de Montréal, tenue à Montréal, le 9 août 1902, et à laquelle étaient présents :

Le frère Hilduard, supérieur provincial, et les frères Xavier, Jérôme, Wenceslas et Hyacinthe, tous les quatre conseillers, il a été décidé à l'unanimité ce qui suit :

1. Le frère Hilduard est autorisé à s'entendre avec les membres du gouvernement pour les conditions du nouveau contrat à intervenir entre le gouvernement et la communauté pour le maintien de l'école de réforme des jeunes délinquants catholiques de la province de Québec.

2. Les membres du conseil donne au frère Hilduard pleins pouvoirs de signer tous actes et papiers requis en pareil cas et pour telle cause.

3. La présente résolution sera inscrite dans le registre des délibérations du conseil et une copie dûment signée par les membres du conseil en sera transmise à l'honorable Secrétaire de la province pour être annexée à la clause du contrat.

(Signé)	Fre. HILDUARD, Sup. Prov.
"	Fr. XAVIER, C. Proc.
"	Fr. JÉRÔME, C. Prov.
"	Fr. WENCESLAS.
"	Fr. HYACINTHE.

Montréal, le 20 août 1902.

Ceci est la copie de la résolution à laquelle il est retéré dans l'acte d'accord ci-annexé et exécuté devant C.-E. Taschereau, le notaire soussigné, le quinzième jour du mois d'octobre mil neuf cent deux.

(Signé)	Fre. HILDUARD, Dir.
"	AM. ROBITAILLE.
"	C. E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C. E. TASCHEREAU, N. P.

Ordonné,—Que cette résolution soit lue une deuxième fois demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 7), constituant en corporation des associations de pêcheurs pour l'exploitation de la boîte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 8), amendant la loi des différends ouvriers de Québec.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain, pour être considéré en comité général.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Tellier.—1. A quelle date le gouvernement a-t-il approuvé, par arrêté en conseil, le règlement du Conseil de l'Instruction publique

de cette province, défendant aux commissions scolaires de charger les instituteurs et les institutrices du chauffage de leurs écoles? 2. Ce règlement a-t-il été communiqué aux différentes commissions scolaires et, dans l'affirmative, à quelle date?

Réponse par l'honorable M. Robitaille:—1. La résolution adoptée par le Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique le 14 mai 1902, a été sanctionnée par l'arrêté en conseil du 5 juin de la même année.

2. Le 12 juin 1902, le Surintendant de l'Instruction publique a informé les inspecteurs d'écoles de cet amendement à la loi. Plus tard, le 15 octobre, le surintendant a adressé en outre, une circulaire au même effet, à tous les commissaires et syndics d'écoles catholiques.

Par M. Tellier.—1. Quel montant a été dépensé et payé par le gouvernement pour chemins de colonisation, dans toute la province, depuis le 30 juin dernier jusqu'à ce jour? 2. Quelle a été la part du comté de Joliette dans le montant ainsi dépensé et payé? 3. A qui cette part a-t-elle été payée et quel montant à chacun?

Réponse par l'honorable M. Gouin:—1. \$81,305.34; 2. \$654.44. Répartie comme suit:

Moïse Dumais	\$146 08
Mizaël Mireault.....	100 00
Alexis Arbour.....	73 87
Anthime Bélanger.....	100 00
Michel Bazinet.....	185 25
Jos. Mousseau.....	49 24

\$ 654 44

M. l'Orateur rend sa décision sur la question d'ordre soulevée par l'honorable M. Duffy, au sujet de l'interpellation suivante faite par l'honorable M. Pelletier:

" 1. Monsieur A. F. Carrier, magistrat de district, est-il descendu à Rimouski en rapport avec l'affaire des colons de Nemtayé?

" 2. S'il y a un magistrat dans le district de Rimouski, résidant dans le district de Rimouski, comme le gouvernement l'a déclaré le 3 mars courant, pourquoi a-t-on fait descendre M. Carrier à Rimouski en rapport avec cette affaire?

" 3. Si le gouvernement n'a pas encore reçu du greffier de la paix, à ce sujet, l'information que c'est le premier ministre ou quelques-uns de ses associés professionnels qui a occupé contre les colons de Nemtayé, comment se fait-il qu'il sache par qui les accusés ont été admis à caution et comment sait-il que M. Carrier n'a pas fait un voyage inutile?"

M. l'Orateur décide comme suit:

" Objection est faite à la 2ième et à la 3ième questions comme étant contraire aux règles de la Chambre et à l'usage parlementaire.

“ La 29ième règle est suffisamment claire. La définition la plus précise de l'usage d'interpeller les ministres de la Couronne et les députés, est donnée par May, dans la dixième édition de son traité de la pratique parlementaire, aux pages 238 et 239.

“ Je la résume comme suit :—Une interpellation doit être essentiellement interrogative. Elle ne doit pas affirmer des faits, prendre la forme de l'argumentation, tirer des conclusions, être basée sur des hypothèses, ni contenir des insinuations ou des expressions ironiques. Elle ne peut pas référer aux débats de la Chambre, ni aux réponses données à des interpellations au cours de la session. Elle ne doit demander aucune expression d'opinion au sujet du renseignement qu'elle a pour but d'obtenir.

“ Examinée d'après cette définition, je considère que l'interpellation de l'honorable député de Dorchester est en partie irrégulière. La deuxième question est hypothétique en ce qu'elle contient une supposition exprimée par les mots : “ *S'il y a un magistrat dans le district de Rimouski.* ” Elle réfère à la réponse à une autre interpellation donnée à la séance du 3 mars courant. Elle demande les motifs ou les raisons de l'envoi de M. Carrier à Rimouski. Cet envoi est un acte administratif que la Chambre a le droit de discuter et d'apprécier. On peut, par une interpellation, demander si tel acte d'administration a eu lieu, mais on n'a pas le droit d'exiger les raisons qui l'ont déterminé.

“ La troisième question contient une supposition sur laquelle s'appuie la demande du dernier membre de la phrase. Je considère cette dernière demande irrégulière, parce que si l'on peut, par une interpellation, s'enquérir du gouvernement si M. Carrier a été envoyé à Rimouski, on ne doit pas lui demander les raisons qu'il a de croire que le voyage de M. Carrier n'a pas été inutile. Ceci est matière à discussion, et ne peut pas faire le sujet d'une interpellation.”

Alors, à la première question de cette interpellation, savoir :—1. Monsieur A. F. Carrier, magistrat de district, est-il descendu à Rimouski en rapport avec l'affaire des colons de Nemtaye?

L'honorable M. Duffy répond : Oui.

Par M. Tellier—1. Le gouvernement se charge-t-il parfois des frais d'enquêtes préliminaires devant le magistrat dans les poursuites pour offenses criminelles poursuivables par voie d'acte d'accusation ?

2. Dans quel cas ?

3. Quelle règle suit-il à ce sujet ?

4. Le gouvernement est-il disposé à faire adopter une législation permettant généralement aux justiciables de porter plainte et de poursuivre aux frais de la province, dans tous les cas où il s'agit d'une offense criminelle poursuivable par voie d'acte d'accusation ?

Réponse par l'honorable M. Duffy.

1. Oui, quelquefois.

2. Dans les cas où une personne est arrêtée pour meurtre ou homicide involontaire, sur mandat de coroner, ainsi que dans les cas où le mandat d'arrestation est émis sur plainte faite par un des officiers sous le contrôle du département du Procureur-Général. Le gouvernement se charge aussi quelques fois des frais de l'enquête préliminaire du plaignant, à la sténographie quand le magistrat de district présidant l'enquête fait rapport au préalable que la bonne administration de la justice requiert qu'il en soit ainsi et que cela diminuera les frais de cette enquête.

3. A part les exceptions mentionnées au numéro 2, les frais d'enquête préliminaire sont à la charge de la partie plaignante, moins, toutefois, les frais d'arrestation qui sont payés par la Couronne dans les cas mentionnés à l'article 2593, S. R. P. Q., tel qu'édicte par la loi 61 Victoria, chapitre 23.

Après le renvoi du prévenu pour subir son procès, la Couronne se charge du procès jusqu'à jugement final.

4. Non.

Par M. Tellier :—1. La société d'agriculture No 2 du comté de Joliette a-t-elle reçu des octrois du gouvernement durant les exercices financiers expirant le 30 juin des années 1898, 1899, 1900, 1901, 1902 ?

2. Si elle n'en a pas reçu, pour quelles raisons ?

3. Si elle en a reçu, à quelle date les a-t-elle touchés ?

4. Cette société a-t-elle touché quelque octroi depuis le 30 juin dernier, et, dans l'affirmative, quelle est la date du paiement, et quel montant a-t-elle reçu ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Non.

2. Parce qu'elle ne s'est pas conformée à la loi et aux règlements du conseil d'agriculture

3. Non.

Par l'honorable M. LeBlanc :—1. Le gouvernement a-t-il reçu quelque requête ou correspondance demandant de l'argent pour aider au prolongement du chemin de la Côte Sainte-Marianne, dans la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, jusque dans la paroisse de Saint-Janvier, dans le comté de Terrebonne ?

2. Dans l'affirmative, qui a fait telle demande et à quelle date a-t-elle été reçue ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—1. Oui, des requêtes verbales.

2. M. Prévost, député de Terrebonne, à diverses dates, depuis 1901.

L'honorable M. LeBlanc.—1. Quels ont été jusqu'ici les contremaîtres et directeurs des travaux sur le chemin Gouin mentionné au dernier rapport du Ministre de la Colonisation et des Travaux publics ?

2. Quelle est l'étendue des travaux contrôlés par chacun d'eux ?

3. Quels sont les montants d'argent dépensés par chacun d'eux pour les travaux sous leur direction ?

4. Quel est le montant du salaire gagné par chacun d'eux ?

5. Pendant combien de jours chacun d'eux a-t-il été ainsi employé ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.

1° Quels ont été jusqu'ici les contre-maîtres et directeurs des travaux sur le chemin Gouin, mentionné au dernier rapport du Ministre de la Colonisation et des Travaux Publics ?	2° Quelle est l'étendue des travaux contrôlés par chacun d'eux ?	3° Quels sont les montants d'argent dépensés par chacun d'eux pour les travaux sous leur direction ?	4° Quel est le montant du salaire gagné par chacun d'eux ?	5° Pendant combien de jours chacun d'eux a-t-il été ainsi employé ?		
Cyrille Lafontaine	4 milles	\$979.86	\$ 69.75	46½ jours		
F. Charbonneau..	2.7 "	498.50	.....	.....	\$ 185 00	par mille, à l'entreprise.
M. A. Campeau..	5 "	2280.76	300.00	200 "		
Pierre Lortie....	6 "	1231.24	120.37	80¼ "		
J. E. Lacoste....	5¼ "	236.25	.....	.....	45 00	par mille, à l'entreprise, chemin d'hiver, 9 pds de large.
Roch Jetté.....	4½ "	1951.62	79.87	53¼ "		

BRANCHE DE LA COLONISATION,
Département de la Colonisation et des Travaux Publics.

Québec, 9 mars 1903.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par M. St. Pierre, et Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Un état détaillé des recettes et des dépenses de la commission des chemins à barrières de Montréal, depuis le 30 décembre 1896.

Les bills suivants sont, conformément à l'ordre du jour, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des chemins de fer, canaux, etc. :

Bill (No 77), constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec Oriental.

Et bill (No 64) amendant la charte de "The Shawinigan Falls Terminal Railway Company."

Les bills suivants sont aussi lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (No 72), amendant la charte de la cité de Saint-Henri.

Bill (No 63), concernant la Société Historique du comté de Brome et confirmant l'acquisition de certaines propriétés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 108), pourvoyant à l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit dans la ville de Shawinigan Falls.

M. Fiset, appuyé par M. Pelletier (Sherbrooke), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Cooke soulève la question d'ordre que ce bill devant avoir pour effet l'imposition de charges publiques, requiert, par message, la recommandation de la Couronne.

M. l'Orateur maintient l'objection et déclare ce bill hors d'ordre.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 mars courant, pour la production d'un état détaillé des recettes et des dépenses de toutes sources depuis le 1er juillet dernier jusqu'au 1er mars 1903.
(Document de la session No 28).

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 11 Mars 1903.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition des curé et marguilliers de Saint-Michel-Archange, demandant l'autorisation d'emprunter, est lue et reçue.

Proposé par l'honorable M. Parent, appuyé par l'honorable M. Turgeon et

Ordonné.— Qu'un comité spécial composé des honorables MM. Turgeon, Flynn, Guerin et Pelletier (Dorchester), et de MM. Blanchard, Champagne, Cherrier, Chauret, Chicoyne, Delâge, Morin (St-Hyacinthe), Décarie, Gosselin (Iberville), Lacombe, Tellier, Pelletier (Sherbrooke), Lemay, Roy (St-Jean), Walker, DeGrosbois, Roy (Kamouraska), MacKenzie, Perrault, Bissonnette (Soulanges), Duhamel, Dupuis, Caron (L'Islet) et Taschereau, soit nommé pour prendre en considération certains amendements au code municipal.

L'honorable M. Pelletier propose, appuyé par l'honorable M. Flynn, —et la motion étant soumise.— Qu'il soit déposé devant cette Chambre:—

1. Copie de la liste des actionnaires de la compagnie du Pont de Québec et du montant souscrit par chacun d'eux, et d'un état faisant voir ce que chaque actionnaire a payé jusqu'à ce jour, sur le montant de sa souscription;

2. D'un état détaillé de tout ce que cette entreprise a coûté jusqu'à présent et faisant voir la provenance de l'argent avec lequel chaque item des dépenses a été payé;

3. D'un état faisant voir ce que le contracteur, M. P. Davis a payé depuis qu'il a signé son contrat, soit au bureau de direction de la compagnie ou à quelqu'un de ses membres, soit à quelqu'un des officiers ou employés de la compagnie, soit à la société légale Fitzpatrick, Parent, Taschereau, Roy & Cannon, ou à l'un quelconque de ses membres, ou sur leur ou leurs ordres, ou à leur ou leurs demandes;

4. De tous rapports d'ingénieurs ou autres informations faisant voir si les piliers du pont ont été placés à la profondeur originairement prévue ou à quelle profondeur plus considérable et, si telle profondeur plus considérable existe, ce qu'elle est et combien elle a occasionné de dépenses additionnelles;

5. D'un état détaillé faisant voir les dépenses faites jusqu'à ce jour par la compagnie en dehors des travaux de construction proprement dits auxquels M. P. Davis est tenu par son contrat —,

L'honorable M. Gouin propose, comme amendement, appuyé par l'honorable M. Robitaille, d'ajouter après le mot "contrat," dans le paragraphe 5 de cette motion, les mots suivants: "en autant que le gouvernement est en possession de ces documents ou d'aucun d'eux."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Daignault,</i>	<i>Gosselin (Iberv.)</i>	<i>Pelletier, (Sherb.)</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Gosselin (Missis.),</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delège,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Roy (Kamour.)</i>
<i>Caron (l'Islet),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Dion,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Morin (Charl.)</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Walker,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Weir.—48.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bissonnette (Soul.),</i>	<i>Giard,</i>	<i>Pelletier (Dorch.),</i>	<i>Tellier.—6.</i>
<i>Flynn,</i>	<i>Leblanc,</i>		

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

Ensuite, la motion principale, ainsi amendée, étant soumise, elle est résolue dans l'affirmative, sur la même division.

Proposé par M. Bissonnette (Soulanges), appuyé par M. Tellier, et

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé démontrant le coût des réparations, agrandissements, ameublements et toutes dépenses quelconques faites en rapport avec les appartements de l'Orateur du Conseil Législatif et ceux occupés jusqu'à sa mort par feu S. S. Hatt, le dit état faisant voir combien il y a maintenant de chambres à la disposition du dit Orateur et combien de dépenses ont été faites en rapport avec chacune de ces chambres, depuis trois ans.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 7) constituant en corporation des associations de pêcheurs pour l'exploitation de la boîte ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu : Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 8), amendant la loi des différends ouvriers de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy (Kamouraska), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu : Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de la résolution rapportée du comité général, mardi, le 10 mars, relative au contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal.

La dite résolution est, en conséquence, lue une deuxième fois et agréée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 4), concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 5), concernant l'Ecole polytechnique.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dupuis fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer une résolution concernant l'Ecole polytechnique.

L'honorable M. Robitaille propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, et la motion étant soumise à la Chambre :

Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Robitaille informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

(EN COMITÉ)

Attendu que le développement qu'a pris, depuis quelques années, l'Ecole polytechnique de Montréal, rend nécessaire la construction d'un édifice pour l'y installer ;

Attendu que, vu les services que cette institution rend à la cause de l'éducation supérieure dans la province, il est à propos de lui venir en aide ;—qu'il soit, en conséquence,

Résolu,—Qu'en sus de l'allocation annuelle qui lui est maintenant payée en vertu de la loi 57 Victoria, chapitre 23, section 17, il soit alloué chaque année à la corporation de l'Ecole polytechnique, à même le fonds de l'éducation supérieure, une somme de trois mille piastres ; pourvu que de l'allocation accordée par la loi susdite et par la loi qui sera basée sur cette résolution, quatre mille piastres soient affectées au payement de la dette de la dite corporation et la balance à l'administration et au fonctionnement de l'école.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a adopté une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

En conséquence, M. Dupuis rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

Attendu que le développement qu'a pris, depuis quelques années, l'Ecole polytechnique de Montréal, rend nécessaire la construction d'un édifice pour l'y installer ;

Attendu que, vu les services que cette institution rend à la cause de l'éducation supérieure dans la province, il est à propos de lui venir en aide ;—qu'il soit, en conséquence,

Résolu,—Qu'en sus de l'allocation annuelle qui lui est maintenant payée en vertu de la loi 57 Victoria, chapitre 23, section 17, il soit alloué chaque année à la corporation de l'Ecole polytechnique, à même le fonds de l'éducation supérieure, une somme de trois mille piastres ; pourvu que de l'allocation accordée par la loi susdite et par la loi qui sera basée sur cette résolution, quatre mille piastres soient affectées au payement de la dette de la dite corporation, et la balance à l'administration et au fonctionnement de l'école.

La résolution est lue une deuxième fois et agréée.

Ordonné,—Que la dite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'examiner le bill (No 5) concernant l'Ecole polytechnique, et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 9) relatif aux établissements industriels.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui en enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (No 47) constituant en corporation les Frères Mineurs Capucins de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Giard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le bill (No 35) amendant la charte de la cité de Sherbrooke ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (No 38), autorisant le Conseil des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Sherbrooke, à emprunter de l'argent et à émettre des dében- tures ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fau- teuil, et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe,

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (No 39) autorisant la Chambre des Notaires de la province de Québec à admettre Marie-Joseph-Norbert-René Faribault à la pratique de la pro- fession de notaire, après examen ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bissonnette (Soulanges) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amen- dement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (No 103) concernant la succession de Dame Susannah Lynch, veuve de Edward Quinn ;

Bill (No 98) constituant en corporation la compagnie de la Comédie Française de Montréal ;

Bill (No 75) amendant la charte de la Maison protestante d'Industrie et de Refuge de Montréal ;

Bill (No 190) constituant en corporation la Congrégation des Ser- vantes de Jésus-Marie.

L'honorable M. Robitaille dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 mars 1903, pour production d'un état des dépenses encourues par la police provinciale en rapport avec J.-F. Gaynor et B.-D. Greene et pour la production des documents faisant voir par qui ces dépenses ont été payées

(Document de la session No 30).

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, en date du 6 mars 1903, demandant copie de tous arrêtés en conseil passés depuis la dernière session, en rapport avec la distribution et la dépense des deniers de colonisation et, aussi, pour un état démontrant la distribution, comté par comté, des octrois votés pour la colonisation, pour l'année courante.

(Document de la session No 31).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 mars 1903, pour production de tous papiers, correspondance et documents au sujet d'un prêt d'argent fait par le révérend M. Thivierge, membre de la commission de colonisation, à M. Alarie, ex-employé du secrétariat de la province et maintenant employé au greffe de la cour supérieure

(Document de la session No 32).

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 9 mars 1903, demandant copie du contrat passé entre la compagnie du pont de Québec et M. P. Davis.

(Document de la session No 33).

Et, réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en date du 5 mars 1903, demandant copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents quelconques en rapport avec John-F. Gaynor et Benjamin-D. Greene, et au sujet des procédures en extradition qui ont été prises contre eux.

(Document de la session No 34).

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 12 mars 1903

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table de la Chambre :

Par M. Mackenzie,—la pétition de F.-G. Alger et autres, de Brompton Falls.

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir :

De la ville de Fraserville demandant une refonte de sa charte ;

De la municipalité de la Côte St-Luc ;

De la municipalité de la Côte St-Paul ;

Et de la paroisse de l'Annonciation demandant, respectivement, une loi les érigeant civilement.

D'Arthur W. Stackhouse demandant une loi l'autorisant à exercer la profession de chirurgien-dentiste ;

De Jos. Frenette *et al* demandant une loi déclarant définitif le partage des biens de la succession de feu dame Angèle-Apolline-Delphine Cimon ;

De la Cie du chemin de jonction de Napierville ;

De “ The Montreal Amateur Athletic Association ” ;

Et de la ville de Saint-Hyacinthe demandant, respectivement, des amendements à leur charte ;

Du Crédit Municipal Canadien et de la ville de Grandboisville, demandant, respectivement, d'être constitués en corporation ;

De H. C. Demers, demandant une loi l'autorisant à pratiquer la pharmacie dans cette province.”

M. Lacombe, président *pro tempore* du comité des bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (No 40) constituant en corporation “ The Montreal Steel Works Company, Limited ”, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le bill (No. 83), définissant plus clairement les pouvoirs des exécuteurs des testament et codicile de feu l'honorable Alexander Cross, et a l'honneur de le rapporter sans aucun amendement ”.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 45), détachant une partie de la municipalité de Saint-Casimir pour la constituer en corporation de ville, sous le nom de “ Grandboisville ”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Dion ait la permission de présenter un Bill (No 46), amendant et refondant la loi constituant en corporation la ville de la Rivière-du-Loup.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Girard ait la permission de présenter un Bill (No 54), autorisant Herménégilde-O. Demers à exercer la profession de pharmacien dans la province de Québec

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Morin (St-Hyacinthe) ait la permission de présenter un Bill (No 71), amendant la charte de la cité de St-Hyacinthe.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Morin (Charlevoix) ait la permission de présenter un Bill (No 89), déclarant définitif le partage des biens de la succession de feu Dame Angèle-Apolline-Delphine Cimon et pour d'autres fins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 56), érigeant une nouvelle municipalité de village dans la municipalité du village de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 55), constituant en corporation la municipalité de la paroisse de la Côte St-Paul.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 115), amendant la charte de la ville de St-Louis.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No. 81), amendant la loi constituant en corporation l'Association des gymnastes amateurs de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 59), constituant en corporation le Crédit municipal Canadien.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bergevin ait la permission de présenter un Bill (No 78), autorisant et ratifiant de nouveau l'exécution de la loi 1 Edouard VII, chapitre 48, concernant le règlement No 162 des règlements de la ville de Salaberry de Valleyfield.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Major ait la permission de présenter un Bill (No 96), érigeant civilement la paroisse de l'Annonciation et pour d'autres fins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Major ait la permission de présenter un Bill (No 97), autorisant Arthur-W. Stackhouse à exercer la profession de chirurgien dentiste.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (No 83), érigeant en ville le village de Dorval.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Delaney ait la permission de présenter un Bill (No 169), amendant la loi concernant les tribunaux civils relativement aux Iles-de-la-Magdeleine.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Walker ait la permission de présenter un Bill (No 170), amendant l'article 291 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné.—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill (No 172), amendant les articles 59a et 130 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill (No 171), amendant la loi 62 Victoria, chap. 28, section 47.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Roy (Kamouraska) ait la permission de présenter un Bill (No 165), amendant la loi des licences de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (No 173), amendant les articles 291 et 1081 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Depuis l'avènement au pouvoir du gouvernement actuel, des instructions spéciales ou générales ont-elles été données par le département des terres de la Couronne à ses agents ou à quelques-uns d'entre eux, dans la région du Lac-Saint-Jean, leur enjoignant de refuser de vendre certaines terres aux colons ou à certains colons.

2. De semblables instructions ont-elles été données aux agents ou à certains agents des terres, dans les comtés de Gaspé et de Bonaventure?

Réponse par l'honorable M. Parent : A la première et à la seconde question : Oui ; dans certains cas, pour cause d'intérêt public.

M. Perrault propose, appuyé par M. Roy (Saint-Jean), et la motion est soumise à la Chambre :—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—1. Copie de tous arrêtés en Conseil, correspondance, etc., depuis le 11 mai 1897, relatif à la réduction des obligations de la province, soit pour la dette consolidée, soit pour la dette flottante.

2. Copie de tous arrêtés en conseil, correspondance, etc., relatifs à tout contrat, convention ou arrangement passé avec la banque de Montréal, depuis 1896, pour ce qui concerne le placement, le rachat ou l'amortissement des obligations de la province, tant pour la dette consolidée que pour la dette flottante.

3. Copie de tous arrêtés en conseil, correspondance, etc., depuis le 21 décembre 1895, relatifs à toute réduction accordée à aucune corporation commerciale, sur le montant de la taxe directe due par elle, en vertu de la loi 59 Vict., chap. 15, et de la loi 63 Vict., chap. 13, ainsi qu'à toute remise d'amende pour infraction à l'article 1148 des statuts refondus.

4. Copie de tous arrêtés en conseil, correspondance, etc., depuis le 21 décembre 1895, jusqu'au 30 juin 1902, relatifs à la collection des arrérages dus par aucune corporation commerciale, en vertu des lois 59 Vict., chap. 15 et 63 Vict., chap. 13.

5. Copie de tous arrêtés en conseil, correspondance, etc., depuis la réponse No. 37 à l'adresse de l'Assemblée Législative en date du 11 novembre 1895, et relatifs à la prolongation du délai et au changement dans le taux de l'intérêt sur le montant de \$7,000,000 du par la compagnie du Pacifique Canadien.

6. Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou l'un de ses ministres et Sir J. G. Bourinot, au sujet d'une opinion sur la délimitation des pouvoirs de l'Exécutif, en dehors de l'autorisation de la Législature.

Et un débat s'élève.

M. Cherrier propose, appuyé par M. Delaney, et il est
Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

M. Cooke propose, appuyé par M. Neault,—et la motion est soumise,—Que le paragraphe 5 de la règle 57 de cette Chambre soit suspendu en autant qu'il s'applique au Bill (No 81) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Adélard Provencher au nombre de ses membres, après examen,—et qu'instruction soit en conséquence donnée au comité des bills privés.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Bergevin propose, appuyé par M. Prévost—et la motion est soumise;—Que le paragraphe 5 de la règle 57 de cette Chambre soit suspendu en autant qu'il s'applique au Bill (No 84) autorisant le Collège des médecins à admettre J.-Alfred Dauth, médecin, au nombre de ses membres, après examen,—et qu'instruction soit en conséquence donnée au comité des bills privés.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Tourigny propose, appuyé par M. Bergevin—et la motion est soumise;—Que le paragraphe 5 de la règle 57 de cette Chambre soit suspendu en autant qu'il s'applique au Bill (No 61), autorisant le Collège des médecins à admettre Georges Côté, médecin et chirurgien, au nombre de ses membres,—et qu'instruction soit en conséquence donnée au comité des bills privés.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. de Grosbois propose, appuyé par M. Tourigny—et la motion est soumise;—Que le paragraphe 5 de la règle 57 de cette Chambre soit suspendu en autant qu'il s'applique au Bill (No 128), autorisant le Collège des médecins à admettre Jean-Baptiste Rosario Pagé, médecin et chirurgien, au nombre de ses membres,—et qu'instruction soit en conséquence donnée au comité des bills privés.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Tanguay propose, appuyé par M. Taschereau—et la motion est soumise;—Que le paragraphe 5 de la règle 57 de cette Chambre soit suspendu en autant qu'il s'applique au Bill (No. 70), autorisant l'admission de Paul d'Aigneaux à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen,—et qu'instruction soit, en conséquence, donnée au comité des bills privés.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Neault propose, appuyé par M. Tanguay—et la motion est soumise;—Que le paragraphe 5 de la règle 57 de cette Chambre soit suspendu en autant qu'il s'applique au Bill (No 82), autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Georges Bigué à la pratique de la médecine,—et qu'instruction soit, en conséquence, donnée au comité des bills privés.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Taschereau propose, appuyé par M. Tanguay—et la motion est soumise;—Que le paragraphe 5 de la règle 57 de cette Chambre soit suspendu en autant qu'il s'applique au Bill (No 105), autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-F. Belleau à la pratique de la médecine,—et qu'instruction soit, en conséquence, donnée au comité des bills privés.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Taschereau propose, appuyé par M. Tanguay—et la motion est soumise;—Que le paragraphe 5 de la règle 57 de cette Chambre soit suspendu en autant qu'il s'applique au Bill (No 106), autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J.-G. LaRue au nombre de ses membres,—et qu'instruction soit, en conséquence, donnée au comité des bills privés.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Cherrier propose, appuyé par M. Prévost—et la motion est soumise;—Que le paragraphe 5 de la règle 57 de cette Chambre soit suspendu en autant qu'il s'applique au Bill (No 137), autorisant Emile Boivin à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, et qu'instruction soit, en conséquence, donnée au comité des bills privés.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Taschereau propose, appuyé par M. Tanguay—et la motion est soumise;—Que le paragraphe 5 de la règle 57 de cette Chambre soit suspendu en autant qu'il s'applique au Bill (No 104), autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Patrick Dobbin à la pratique de la médecine,—et qu'instruction soit en conséquence donnée au comité des bills privés.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Roy (Montmagny) propose, appuyé par M. Cherrier—et la motion est soumise;—Que le paragraphe 5 de la règle 57 de cette Chambre soit suspendu en autant qu'il s'applique au Bill (No 88), concernant l'admission de J.-F. Leclerc à la pratique du droit,—et qu'instruction soit, en conséquence donnée au comité des bills privés.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Major propose, appuyé par M. Roy (Montmagny)—et la motion est soumise;—Que le paragraphe 5 de l'article 57 de cette Chambre soit suspendu en autant qu'il s'applique au Bill (No 97), autorisant Arthur W. Stackhouse à exercer la profession de chirurgien-dentiste,—et qu'instruction soit en conséquence donnée au comité des bills privés.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 152) amendant l'article 314 du Code de procédure civile.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 153), amendant l'article 322*e* des statuts refondus de Québec, relativement à l'entretien des aliénés.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 156) amendant l'article 314 du Code de procédure civile, relativement aux témoins.

M. Mackenzie, appuyé par M. Roy (Montmagny) propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 159), pourvoyant à la liquidation des compagnies et corporations non commerciales.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 162), amendant le titre IV du livre II du Code municipal relativement aux ponts municipaux.

Ordonné,—Que cet ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit renvoyé au comité du Code municipal.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 163), concernant les compagnies de téléphone électrique.

M. Tellier appuyé, par l'honorable M. Pelletier, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 164), amendant l'article 1317 du Code de procédure civile.

M. Bissonnette (Montcalm) appuyé par M. Caron (Maskinongé), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (No 5), concernant l'Ecole polytechnique.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu : Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 4), relatif au contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu : Que le bill passe.

Ordonné,—Que la greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (No 70), autorisant l'admission de Paul d'Aigneaux à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen ;

Bill (No 88), concernant l'admission de J.-F. Leclerc à la pratique du droit ;

Bill (No 87), concernant les successions de Denis Dufort et de dame Julie Duchesneau, son épouse ;

Bill (No 181), confirmant et ratifiant la vente de certains immeubles appartenant à la succession insolvable de Robert Forsyth ;

Bill (No 68), amendant la charte de la cité de Québec ;

Bill (No 111), constituant en corporation "The Aetna Boiler Inspection and Insurance Company" ;

Bill (No 69), constituant en corporation la compagnie d'assurance contre le feu de beurreries et de fromageries de la province de Québec ;

Bill (No 105), autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Fortunat Belleau à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill (No 73), donnant effet à un acte d'Antoine Masson et autres, résiliant un acte de donation ;

Bill (No 49), constituant en corporation la compagnie électrique "Red Falls" ;

Bill (No 51), constituant en corporation la ville de Bromptonville ;

Bill (No 120), constituant en corporation "The Real Estate Title Guarantee and Trust Company" ;

Bill (No 95), constituant en corporation "The Empire Trust Company" ;

Bill (No 98), interprétant le testament de feu Owen McGarvey, étendant les pouvoirs des exécuteurs, pourvoyant au paiement des legs et édictant des dispositions pour l'administration et la liquidation de la succession.

Bill (No 112), constituant en corporation "The Murray Bay Convalescent Home" ;

Bill (No 43), constituant en corporation la compagnie électrique St-Georges.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des chemins de fer, canaux, etc.

Bill (No 92), constituant en corporation la " Montreal North Western Railway Company " ;

Bill (No 44), constituant en corporation la compagnie de tramway de Valleyfield.

Proposé par M. Chicoyne, secondé par M. Tellier, et
Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie de tous rapports transmis au gouvernement par l'inspecteur des sociétés de secours mutuels, nommé en vertu de l'acte 62 Victoria, chapitre 32, depuis que le dit acte a été mis en opération.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre : Réponse supplémentaire à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 5 mars 1903, pour copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents quelconques en rapport avec John-F. Gaynor et Benjamin-D. Greene, et au sujet des procédures en extradition qui ont été prises contre eux.

(Document de la session No 35.)

Et aussi : le rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1901-1902.

(Document de la session No 9.)

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de M. Perrault proposée ce jour, et qui se lit comme suit :

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :
1. Copie de tous arrêtés en Conseil, correspondance, etc., depuis le 11 mai 1897, relatifs à la réduction des obligations de la province, soit pour la dette consolidée, soit pour la dette flottante.

2. Copie de tous arrêtés en conseil, correspondance, etc., relatifs à tout contrat, convention ou arrangement passé avec la banque de Montréal, depuis 1896 pour ce qui concerne le placement, le rachat ou l'amortissement des obligations de la province, tant pour la dette consolidée que pour la dette flottante.

3. Copie de tous arrêtés en conseil, correspondance, etc., depuis le 21 décembre 1895, relatifs à toute réduction accordée à aucune corporation commerciale, sur le montant de la taxe directe due par elle, en vertu de la loi 59 Vict., chap. 15, et de la loi 63 Vict., chap. 13, ainsi qu'à toute remise d'amende pour infraction à l'article 1148 des statuts refondus.

4. Copie de tous arrêtés en conseil, correspondance, etc., depuis le 21 décembre 1895, jusqu'au 30 juin 1902, relatifs à la collection des arrérages dus par aucune corporation commerciale, en vertu des lois 59 Vict., chap. 15 et 63 Vict., chap. 13.

5. Copie de tous arrêtés en Conseil, correspondance, etc., depuis la réponse No 37, à l'adresse de l'Assemblée législative en date du 11 novembre 1895, et relatifs à la prolongation du délai et au changement dans le taux de l'intérêt sur le montant de \$7,000,000 dû par la compagnie du Pacifique Canadien.

6 Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou l'un de ses ministres et J.-G. Bourinot, au sujet d'une opinion sur la délimitation des pouvoirs de l'Exécutif, en dehors de l'autorisation de la Législature.

Et la motion étant soumise, elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 13 mars 1903.

M. Lacombe, du comité des bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le bill No 50.—Loi amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

"Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans aucun amendement, savoir :

Bill No 100.—Loi validant la vente faite par les héritiers de L.-T. Macpherson à MM. A.-N.-G. Kirouac et W.-C. Kirouac.

Et bill No 101. —Loi prolongeant en faveur de Herbert Molesworth Price, tous les droits et privilèges accordés à George Benson Hall par la loi 38 Victoria, chapitre 98."

M. DeGrosbois, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre, le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le bill No 52.—Loi amendant la charte de la compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, et l'a adopté avec un amendement."

M Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir :

De Joseph Stern demandant une loi l'autorisant à pratiquer la chirurgie dentaire ;

De la Société des Artisans Canadiens-français demandant une refonte de sa charte ;

De la Congrégation "Beth Israel" ;

Et de la "Montreal Hunt" demandant respectivement une loi les constituant en corporation ;

De l'honorable E. A. Dery et autres, demandant une loi concernant les successions de Jacques Blanchard et Sarah Blanchard ;

Du village de Vaudreuil, demandant des amendements à sa charte ;

Et Dame Irma LeVasseur demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examen."

Ordonné,—Que M. Roy (Kamouraska) ait la permission de présenter un Bill (No 119) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Dame Irma LeVasseur au nombre de ses membres, après examen ;

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Kamouraska) ait la permission de présenter un Bill (No 114) concernant les successions de Jacques Blanchard et de Sarah Déry.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill (No 121) autorisant Joseph Stern à pratiquer la chirurgie dentaire dans cette province.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cochrane ait la permission de présenter un Bill (No 125) refondant la charte de la Société des Artisans Canadiens-français.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cochrane ait la permission de présenter un Bill (No 122) constituant en corporation la Congrégation "Beth Israël" (Maison d'Israël).

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Pilon ait la permission de présenter un Bill (No 53) accordant à la corporation du village de Vaudreuil des pouvoirs spéciaux d'emprunt pour réparation et amélioration à son système d'aqueduc.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill (No 174) détachant du comté de Drummond le territoire compris dans la paroisse de St-Joachim de Courval et l'annexant au comté d'Yamaska, pour toutes fins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité spécial pour assister l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour faire partie au nom du Conseil législatif, du comité conjoint des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque, et que ce comité a été

composé des honorables MM. Chapais, de Boucherville, Girouard, Lanctôt, Mathieu, Ouimet, Rolland, McCorkill et Ward.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill (No 7), autorisant la constitution en corporation des associations de pêcheurs pour l'exploitation de la boëtte.

Bill (No 9), amendant la loi relative aux établissements industriels.

Proposé par l'honorable M. Parent, appuyé par l'honorable M. Turgeon et

Résolu.—Qu'un comité spécial composé des honorables MM. Parent, Turgeon, Flynn, Gouin, Pelletier, Guerin, LeBlanc, et MM. Tessier (Rimouski), Chauret, Chicoyne, Roy (Kamouraska), Cardin, Weir, Allard et Caron (Maskinongé), soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Résolu.—Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné.—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Résolu.—Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif priant Leurs Honneurs de bien vouloir se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature, en informant Leurs Honneurs que les honorables MM. Parent, Flynn, Robitaille, Duffy, Pelletier et LeBlanc, et MM. Champagne, Chênevert, Delâge, Lacombe et Walker, agiront comme membres du dit comité des impressions.

Ordonné.—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon et il est

Ordonné.—Que les noms de MM. Roy (St-Jean), Chicoyne, Morin (St-Hyacinthe), Dupuis et St-Pierre, soient ajoutés à la liste des noms des membres du comité des chemins de fer, canaux, etc.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 155), amendant l'article 599 du Code de procédure civile.

M. Lacombe, appuyé par M. Kennedy, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

M. Taschereau propose, appuyé par M. Roy (Kamouraska),—et la motion est soumise—Que ce bill soit renvoyé au comité de législation.

La Chambre se divise, et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit :

POUR

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Roy, (Kamour.)</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Delâge,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Roy, (Montmag.)</i>
<i>(Soulanges)</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Roy, (St-Jean)</i>
<i>Caron, (Matane)</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Pelletier, (Dorch.)</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Taschereau.—22.</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robitaille,</i>	

CONTRE

Messieurs

<i>Bergevin,</i>	<i>Dion</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>(Montcalm)</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Turgeon.—14.</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Parent,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Dupuis.—Quelles ont été les dépenses du Conseil législatif :

1. Du 1er juillet 1892 au 30 juin 1897 ?
2. Du 1er juillet 1897 au 30 juin 1902 ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :

1. Du 1er juillet 1892 au 30 juin 1897.—\$183,092.37.
2. Du 1er juillet 1897 au 30 juin 1902.—\$165,588.25.

Proposé par M. Roy (Montmagny), appuyé par M. Cochrane, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous les documents en rapport avec la demande d'augmentation d'octroi faite par l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur.

Proposé par l'honorable M. Flynn, appuyé par l'honorable M. Pelletier, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous arrêtés du conseil, rapports, proclamation et toute correspondance au sujet de la mise en vigueur de l'Acte I Edouard VII, chapitre 63, intitulé : Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, appuyé par l'honorable M. Pelletier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Ecoles élémentaires (60 Vict., ch. 3), \$39,308.57, que l'on trouve à la page 5 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. Pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Ecoles du soir, \$10,621.74, à la page 5 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des municipalités ou des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Ecoles dans les municipalités pauvres, \$13,000, à la page 5 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Mérite Agricole Provincial, \$3,500, à la page 7 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Dépenses contingentes des shérifs, \$197,529.19, à la page 3 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date des divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : "Quebec Bridge Co.," subsides à la Cie du Pont de Québec, \$30,000, page 11 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été payés ces montants ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ont été faits ces paiements.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Réparations des palais de justice et des prisons, \$14,492.77, à la page 9 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ces paiements ont été faits ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Contingents, \$40,050, à la page 3 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, et depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces divers paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ont été faits ces paiements.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Loyers, assurances, réparations des bâtisses publiques, généralement, \$52,693.72, à la page 9 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ces divers paiements ont été faits ; 3. La date de ces paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Protection des forêts, \$17,000, à la page 7 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ces paiements ont été faits ; 3. La date de ces paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

M. Bissonnette (Soulanges) propose, appuyé par M. Giard, et il est

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Divers en général, \$11,380.76, à la page 11 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Arbitrage (54 Victoria, ch IV), \$2,800.49, à la page 11 de l'état des recettes et des dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le premier juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Amélioration des chemins ruraux, \$6,000, à la page 7 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des municipalités ou des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. Pour quelles raisons ont été faits ces paiements, et à la demande de qui.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item: Cercles agricoles et améliorations des chemins, \$35,000, à la page 7 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant: 1. Les divers montants payés; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements; 3. La date de ces divers paiements; 4. Pour quelles raisons ont été faits ces paiements, et à la demande de qui.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item: Sociétés d'agriculture, \$50,000, à la page 7 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant: 1. Les divers montants payés; 2. Les noms des municipalités ou des personnes à qui ont été faits ces paiements; 3. La date de ces divers paiements; 4. Pour quelles raisons ces paiements ont été faits et à la demande de qui.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item: Dépenses générales, département des Terres, Mines et Pêcheries, \$70,000, à la page 7 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant: 1. Les divers montants payés; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements; 3. La date de ces divers paiements; 4. Pour quelles raisons ont été faits ces paiements.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item: Taxes sur les bâtisses publiques dans la cité de Québec, \$7,594.00, à la page 9 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant: 1. Les divers montants payés; 2. Le nom des personnes à qui ont été faits ces paiements; 3. La date de ces divers paiements; 4. Pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item: Ecole Normale Laval, chemin Ste-Foye, annexe, \$28,250.68, à la page 9 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant: 1. Les divers montants payés; 2. Les noms des personnes à qui ont été fait ces paiements; 3. La date de ces divers paiements; 4. À la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Acte des Etablissements Industriels de Québec, \$7,785.06, à la page 11 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 mars 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Bureau Provincial d'Hygiène, \$10,500, à la page 11 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 de février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Salaire des magistrats de district, \$10,938.33, à la page 3 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 de février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ont été faits ces paiements.

Proposé par M. Giard, appuyé par M. St-Pierre, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Comptes en suspens, \$11,000, à la page 7 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. Pour quelles raisons ont été faits ces paiements, et à la demande de qui.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Subsidés au pont du Portage du Fort, \$5,000, à la page 11 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 jusqu'au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ont été faits ces paiements.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Dépenses de voyage des magistrats de district, \$6,599.11, page 3 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, et depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour qui ont été faits ces paiements.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Pensions, service civil, \$29,651.05, à la page 11 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

Proposé par M. St-Pierre, appuyé par M. Giard, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Ecole Normale Laval des Ursulines de Québec, département des Institutrices, \$2,193.09, à la page 9 de l'état des recettes et dépenses générales de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 40), constituant en corporation la compagnie "The Montreal Steel Work, Limited" et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dion fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 83), définissant plus clairement les pouvoirs des exécuteurs des testament et codicile de feu l'honorable Alexander Cross ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 134), amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Chateauguay et Nord.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, canaux, etc.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (No 133), constituant eu corporation "The Union Stocks Yards Company, limited."

Bill (No 45), détachant une partie de la municipalité de Saint-Casimir pour la constituer en corporation de ville sous le nom de Grandboisville.

Bill (No 46), amendant et refondant la loi constituant en corporation la ville de la Rivière-du-Loup.

Bill (No 71), amendant la charte de la cité de St-Hyacinthe.

Bill (No 89), déclarant définitif le partage des biens de la succession de feue Dame Angèle-Apolline-Delphine Cimon, et pour d'autres fins.

Bill (No 56), érigeant une nouvelle municipalité de village dans la municipalité du village de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest.

Bill (No 55), constituant en corporation la municipalité de la paroisse de la Côte-St-Paul.

Bill (No 31), amendant la loi constituant en corporation l'Association des gymnastes amateurs de Montréal.

Bill (No 78), autorisant et ratifiant de nouveau l'exécution de la loi 1 Edouard VII, chapitre 48, concernant le règlement No 162 des règlements de la ville de Salaberry de Valleyfield.

Bill (No 96), érigeant civilement la paroisse de l'Annonciation et pour autres fins.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants :

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 3 mars 1903, demandant la copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents quelconques, en rapport avec le contrat pour l'entretien des aliénés à l'Asile de Beauport, dont il est question dans le discours du Trône.
(Document de la session No 36.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 mars 1903, pour la production de tous comptes, rapports d'ingénieurs, reçus, papiers, correspondance et documents quelconques se rapportant aux divers montants que la compagnie du Pont de Québec a reçus de la province jusqu'à ce jour.
(Document de la session No 37.)

Et réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 4 mars 1903, demandant copie de tous arrêtés du conseil, de tous rapports et de toute correspondance depuis le 10 mars 1902, ayant trait à des demandes de subventions pour chemins de fer.
(Document de la session No 38.)

Alors, la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

Lundi, 16 mars 1903.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue :

De Fred.-J. Alger et autres, de Brompton Falls, demandant que certaine clause du bill (No 51) constituant en corporation la ville de Bromptonville, ne devienne pas loi.

M. l'Orateur décide que cette pétition ne peut être reçue, attendu qu'elle n'est pas rédigée conformément aux règles de la Chambre.

Ordonné, — Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (No 166) amendant l'article 698 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné, — Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (No 168) amendant la loi de l'Instruction publique relativement aux appels.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné, — Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (No 167) amendant le Code de procédure civile, relativement à l'assignation, à l'entrée de l'action et à l'exécution des jugements.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné, — Que M. Blanchard ait la permission de présenter un Bill (No 180) amendant le Code de procédure civile, relativement à la juridiction de la cour des commissaires.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné, — Que M. Roy (Kamouraska) ait la permission de présenter un Bill (No 179) amendant la loi des licences de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné, — Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill (No 178) amendant la loi des licences de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 177) abolissant la mort civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Kamouraska), ait la permission de présenter un Bill (No 176) ayant pour effet d'étendre la juridiction territoriale de la cour supérieure et de la cour de circuit du district de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 50) amendant la charte de la cité de Ste-Cunégonde; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dion fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 100) validant la vente faite par les héritiers de L.-T. Macpherson à MM. N. G. Kirouac et W. O. Kirouac; et après avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Blanchard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 101) amendant en faveur de Herbert Molesworth Price tous les droits et privilèges accordés à George Benson Hall, par la loi 33 Victoria, chapitre 98; et, après avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills ci-après mentionnés sont respectivement lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés:

Bill (No 80) ratifiant et validant un certain acte de cession par l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Ste-Marie Madeleine, du Cap-de-la-Madeleine, aux révérends Pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie;

Bill (No 128) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste Page comme l'un de ses membres;

Bill (No 60) concernant la construction de la cathédrale de Saint-Hyacinthe;

Bill (No 113) constituant en corporation "The Rural Light, Heat and Power Company;"

Bill (No 136) autorisant le président et les syndics de la commune de Laprairie à louer 200 arpents de la dite commune;

Bill (No 33) érigeant en ville le village de Dorval;

Bill (No 97) autorisant Arthur-W. Stackhouse à exercer la profession de chirurgien-dentiste;

Bill (No 53) accordant à la corporation du village de Vaudreuil des pouvoirs spéciaux d'emprunt pour réparation et amélioration à son système d'aqueduc;

Bill (No 119) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Dame Irma LeVasseur au nombre de ses membres, après examen;

Bill (No 114) concernant les successions de Jacques Blanchard et de Sarah Déry;

Bill (No 125) refondant la charte de la Société des Artisans Canadiens-français;

Bill (No 122) constituant en corporation la Congrégation "Beth Israël" (Maison d'Israël);

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 91) amendant la charte du chemin de fer de Lévis.

En conséquence, ce bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Taschereau.—1. La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de Montmagny a-t-elle transmis, depuis 1895, au trésorier de la province, un état attesté sous serment et contenant les renseignements requis par l'article 5347 des statuts refondus de Québec ? 2. Dans l'affirmative, pour les années 1901 et 1902, quel est le montant des pertes dues et non payées ; le montant des réclamations pour pertes contestées ; le montant de toutes réclamations existant contre la compagnie ; le montant des commissions payées par la compagnie à ses agents ou autres personnes, durant l'année ?

Réponse par l'honorable M. Duffy : 1. La compagnie d'assurance mutuelle de Montmagny a, tous les ans, depuis 1895, envoyé des états assermentés de ses affaires

2. Dans l'état de son actif et de son passif au 31 août 1902.

DANS SON ACTIF.

(a) Il n'y a aucun état de la valeur des immeubles possédés par la compagnie, si elle en possède ;

(b) Les noms de la banque ou des banques où les fonds de la compagnie sont déposés ne sont pas donnés.

DANS SON PASSIF.

(a) Dans la colonne des piastres et centins vis-à-vis l'item de "Montant total des pertes dues et non encore payées", aucun montant n'a été mis ;

(b) Il n'y a pas d'état du montant des réclamations contestées, s'il y en a eu, mais, à la place, la compagnie a inscrit "Réclamations non liquidées, \$3,000.00."

Par M. Giard.—1. Quels sont les divers montants qui ont été mis à la disposition des intéressés pour la construction du nouveau palais de justice de Sherbrooke ? 2. A-t-il été dépensé quelque argent sur et à même les divers montants susdits ? 3. Dans l'affirmative, quels sont les montants d'argent dépensés jusqu'ici ? 4. A qui ces montants ont-ils été payés ? 5. A quelle date ces paiements ont-ils été faits.

Réponse par l'honorable M. Gouin : 1. La somme de \$15,000.00 a été votée par la Législature et mise à la disposition du gouvernement pour cet objet ; 2. Aucune partie de cette somme n'a été dépensée.

Par M. Bissonnette (Soulanges),—M. R.-M. Gendron, agent des terres de la Couronne pour l'agence de Coulonges, est-il le frère ou le parent de M. F.-A. Gendron, agent de Gatineau-Nord et Ottawa-Supérieur ?

Réponse par l'honorable M. Parent : M. R.-M. Gendron est le frère de M. F.-A. Gendron.

Par M. Bissonnette (Soulanges).—M. L.-A. Gendron, dont le nom est mentionné à la page 203 des comptes publics de cette province, pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1902, est-il le frère ou le parent de M. F.-A. Gendron, agent des terres de la Couronne pour Gatineau-Nord et Ottawa-Supérieur ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—M. L.-A. Gendron est le fils de M. F.-A. Gendron.

Par M. Giard.—Pourquoi l'agence des terres de la Couronne à Gatineau-Nord et Ottawa-Supérieur, à laquelle préside M. F.-A. Gendron, coûte-t-elle à la province une somme de \$4,465.31, tel qu'il appert à la page 203 des comptes publics de cette province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1902, tandis que toutes les autres agences coûtent moins de \$2,000 chacune, et que la plupart coûtent moins de \$1000 ?

M. l'Orateur déclare que cette interpellation est irrégulière, parce qu'elle demande les raisons de la différence dans les frais de certains services publics, ce qui serait de nature à provoquer un débat.

L'honorable M Parent demande la permission de répondre à cette interpellation,—ce qui est accordé du consentement unanime de la Chambre.

Voici la réponse :

Parce que cette agence est beaucoup plus importante que toutes les autres et que le travail y est aussi plus considérable, surtout depuis l'annexion du territoire de la Lièvre à la division de l'Ottawa Supérieur, le 23 février 1901. Ainsi, pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1902, le revenu total des bois et forêts est de \$1,055,037.48 dont \$427,873.59 appartiennent à cette agence seul. Durant les années fiscales 1894-95 et 1895-96, sous l'administration précédente, les dépenses de la même agence ont été respectivement de \$4,475.00 et \$4,339.00 et, durant les années fiscales 1900-01 et 1901-02, de \$4,326.60 et \$4,465.71 respectivement.

Par M. Giard —Quel est le montant des salaires reçus respectivement par T.-P. Sabourin et L.-A. Gendron, qui sont portés à la page 203 des comptes publics, pour le dernier exercice financier, et s'élevant pour les deux à \$2,415.69 ?

Réponse par l'honorable M. Parent :

M. Sabourin, \$618.00 pour 309 jours d'ouvrage, à \$2.00 par jour ;
M. Gendron \$547.50 pour 365 jours d'ouvrage, à \$1.50 par jour.
La différence \$1,250.19 est pour dépenses générales de bureau.

Proposé par M. St-Pierre, appuyé par M. Giard, et —

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Commission pour assister à l'avancement de la colonisation et du développement de l'industrie forestière, \$4,150.00, page 11 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous papiers, correspondance et documents, contrats, soumissions, et comptes en détail en rapport avec l'item : Palais de Justice et prison d'Ottawa, \$17,116.83, apparaissant à la page 269 des comptes publics de cette province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1902.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous papiers, correspondance, documents, contrats et soumissions et comptes en détail, en rapport avec l'item : Palais de Justice et prison de Valleyfield, \$17,788.15, mentionné à la page 270 des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1902.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous papiers, correspondance, documents, contrats, soumissions et comptes en détail, en rapport avec l'item de \$10,000 pour l'école normale Laval, mentionné à la page 157 des comptes publics de la province pour l'exercice finissant le 30 juin 1902.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie du jugement du 15 février 1902, et de tous papiers, correspondance et documents en rapport avec le paiement de \$18,004.29, fait à la "Montreal Exposition Company," mentionné à la page 268 des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1902.

Proposé par M. Tellier, secondé par M. St-Pierre, et—

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Arpentages \$50,000, mentionné à la page 7 de l'état des recettes et des dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ces divers paiements ont été faits ; 3. La date de ces paiements.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Chemins de colonisation, \$90,000, mentionné à la page 7 de l'état des recettes et des dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des municipalités ou des personnes à qui ces divers paiements ont été faits ; 3. La date de ces paiements.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous ordres en conseil, comptes en détail, papiers correspondance et documents, en rapport avec le paiement fait à Guilbault et Chauret, d'une somme de \$1000, pour le pont de Ste-Geneviève et l'Île Bizard, mentionné à la page 259 des comptes publics de cette province, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous ordres en conseil, papiers, correspondance, comptes en détail, documents en rapport avec le paiement fait à la "Belmont Retreat" de la somme de \$1000, mentionné à la page 256 des comptes publics de cette province, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, appuyé par l'honorable M. Flynn, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous ordres en conseil, papiers, comptes en détail, correspondance et documents, en rapport avec le paiement fait à M. L. A. Cannon, de \$486.32, mentionné à la page 215 des comptes publics de la province, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous ordres en conseil, comptes en détail, papiers, correspondance et documents, en rapport avec le paiement de \$184, mentionné à la page 246 des comptes publics de cette province, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902, et aussi en rapport avec paiement de \$304.60, mentionné à la page 245 des dits comptes publics, comme ayant été payés à messieurs Philéas Corriveau et Arthur Lachance.

Proposé par M. Bissonnette (Soulanges), secondé par M. Giard, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous ordres en conseil, papiers, correspondance et documents ou comptes en détail, en rapport avec le paiement fait à madame Loupret, \$1,200, mentionné à la page 258 des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous ordres en conseil, contrats, papiers, correspondance, documents et comptes en détail, ayant rapport à l'item : Jos. Gingras, charbon, \$1,400.17, mentionné à la page 144 des comptes publics de cette province, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous ordres en conseil, contrats, papiers, corres-

pondance et documents quelconques en rapport avec l'item : A.-R. Pruneau & Cie charbon, \$447.00, mentionné à la page 144 des comptes publics de cette province, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous ordres en conseil, contrats, papiers, correspondance, documents et comptes en détail se rapportant à l'item : Archer & Cie, charbon \$1148.08, mentionné à la page 144 des comptes publics de cette province, pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1902.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous ordres en conseil, papiers, correspondance et documents concernant l'agence des terres de la Couronne de Gatineau-Nord et Ottawa-Supérieur, et faisant voir pourquoi il paraît y avoir quatre employés payés par la province, au chiffre de \$4,465.71, tel qu'il appert à la page 208 des comptes publics, pour le dernier exercice financier.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous ordres en conseil, papiers, correspondance, documents et lettres patentes au sujet de l'incorporation d'une compagnie de mines dans le comté de Matane, dans la paroisse de Matane.

Proposé par M. Giard, secondé par M. Tellier, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous ordres en conseil, contrats, papiers, correspondance, documents et comptes en détail, relativement aux items :—François Parent, poser une chaîne, etc., \$1,123.05, et pavage, etc., \$1,837.41, mentionné à la page 146 des comptes publics de cette province, pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1902.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous papiers, correspondance, documents, comptes en détail et ordres en conseil relativement à l'item de \$650, mentionné à la page 218 des comptes publics de cette province, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902, comme ayant été payés à l'honorable S.-N. Parent, premier ministre, pour dépenses de voyage.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous ordres en conseil, contrat, papiers, correspondance, documents et comptes en détail relativement à l'item : Louis Larose, réparer avenues, etc., \$406.98, mentionné à la page 146 des comptes publics de la province, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous papiers, correspondance, documents, soumissions et comptes en détail par rapport à l'item : Jos. Thibeault, travaux divers de menuiserie et de peinture, \$1,076.83, mentionné à la page 152 des comptes publics de la province, pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1902.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie des instructions données aux agents des terres de la Couronne, dans les régions du Lac St-Jean, Gaspé, Bonaventure, Dorchester et ailleurs, leur enjoignant de refuser de vendre certaines terres aux colons ou à certains colons, tel qu'expliqué par l'honorable Premier Ministre, dans sa réponse à l'interpellation qui se trouve à la page 101 des procès-verbaux de cette session.

Proposé par M. Giard, secondé par M. Tellier, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous papiers, correspondance, documents et comptes en détail par rapport à l'item : Honorable Procureur-Général, frais de voyage \$350.00, mentionné à la page 92 des comptes publics de cette province, pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1902.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous papiers, correspondance, documents, contrats, soumissions et comptes, en rapport avec l'item de \$950.00 : Palais de Justice de Kamouraska, mentionné à la page 157 des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous papiers, correspondance, documents, contrats, soumissions, comptes en détail, en rapport avec l'item : Palais de Justice de Hull, \$3,151.09, mentionné à la page 157 des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de comptes en détail, papiers, correspondance et documents en rapport avec le paiement de \$500 00 pour câblegrammes à Londres, mentionné à la page 252 des comptes publics de la province de Québec, pendant l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous papiers, correspondance, documents, contrats, soumissions et comptes en détail, en rapport avec l'item : Palais de justice et prison de la Malbaie, \$2,424 08, mentionné à la page 156 des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous papiers, correspondance et documents, contrats, soumissions et comptes en détail, en rapport avec l'item : Prison de Trois-Rivières, \$3,820, à la page 156 des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous papiers, correspondance, documents, contrats, soumissions et comptes en

détail, faisant voir la somme totale payée pendant l'exercice financier se terminant le 30 juin 1902, à Monsieur Ernest Pacaud ou au journal "Le Soleil", à Monsieur Frank Carrell ou au journal "Daily Telegraph," et à l'établissement du "Herald" de Montréal.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous papiers, correspondance, documents, contrats, soumissions et comptes en détail, en rapport avec l'item: Paiement fait à McGoun et England, \$1,299.00, mentionné à la page 273 des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Copie de tous contrats, demandes de soumissions, de tous papiers, correspondance, documents et comptes en détail, en rapport avec le paiement de \$3,267.76 fait à P. de Courcy, mentionné à la page 267 des comptes publics, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

M. Roy (Kamouraska) propose, secondé par M. Champagne—et la motion est soumise à la Chambre.—Que le paragraphe 5, de la règle 57 de cette Chambre, ne soit pas appliqué au bill (No 116) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Alexandre-Charles Girard au nombre de ses membres et qu'instruction soit en conséquence donnée au comité spécial permanent des bills privés.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Weir propose, appuyé par M. Hutchinson,—et la motion est soumise à la Chambre:—Que le paragraphe 5, de la règle 57 de cette Chambre ne soit pas appliqué au bill (No 121) autorisant Joseph Stern à pratiquer la chirurgie-dentaire, et qu'instruction soit en conséquence donnée au comité spécial permanent des bills privés.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 160) amendant l'article 2098 du Code civil.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 2) relatif à l'élection des députés de l'Assemblée législative.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Guerin,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Flynn propose, appuyé par l'honorable M. Pelletier, et il est,—

Ordonné.—Que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu comme suit par M. l'Orateur (*tous les membres de la Chambre étant debout, tête découverte.*)

L.-A JETTÉ,

Messieurs de l'Assemblée législative,

J'ai reçu avec grand plaisir l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du Trône et vous en remercie bien sincèrement.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 16 mars 1903.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre en date du 3 mars 1903, pour la production de tous documents et correspondance en rapport avec les travaux de peinture qui ont été faits à Montréal, au palais de justice, par un nommé Pauzé; aussi, copie de toutes les soumissions qui ont été demandées à ce sujet, et copie du contrat qui a été fait avec M. Pauzé

(*Document de la session No 39.*)

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 5 mars 1903, demandant la production de tous ordres en conseil, correspondance et documents quelconques en rapport avec la diminution de droits de coupe sur le bois exporté aux États-Unis ou ailleurs.

(*Document de la session No 40*)

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 9 mars 1903, demandant copie de tous arrêtés du conseil depuis 1878, inclusivement, touchant le droit de couper, par les porteurs de licences, le bois de cèdre et de faire du bardeau de cèdre en cette province.

(*Document de la session No 41.*)

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 9 mars 1903, demandant copie de tous arrêtés du conseil depuis 1878, inclusivement, fixant le diamètre minimum du bois que les porteurs de licences ont le droit de couper sur les limites sous licences.

(*Document de la session No 42.*)

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 9 mars 1903, demandant : 1. Copie de tous arrêtés du conseil depuis le 1er juin 1901, inclusivement, au sujet du tarif pour la rente foncière, les droits de coupe et la prime sur les transferts de limites ; 2. Copie de tous rapports et de toute correspondance à ce sujet, depuis la même date.

(*Document de la session No 43.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1903, pour la production d'un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Ecole Normale Laval des Ursulines de Québec, département des Institutrices, \$2,193.09, à la page 9 de l'état des recettes et dépenses générales de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er

juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements.
(Document de la session No 44.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1903, pour la production d'un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Ecole Normale Laval, chemin Ste-Foye, annexe, \$28,250.68, à la page 9 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.
(Document de la session No 45.)

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1903, pour la production d'un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Taxes sur les bâtisses publiques dans la cité de Québec, \$7,594.00, à la page 9, de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. Pour quelles raisons ces paiements ont été faits.
(Document de la session No 46.)

Alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 17 mars 1903.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Allard,—la pétition de J.-B. Martel et autres, de la paroisse de St-Joachim de Courval.

Par M. Roy (St-Jean),—la pétition du conseil du village du Boulevard St-Paul.

M. de Grosbois, président du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le deuxième et le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement, savoir :

Bill (No 64) amendant la charte de la “ Shawinigan Falls Terminal Railway Company ”.

Bill (No 92) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer “ The Montreal North Western Railway Company ”.

Votre comité a examiné le bill (No 134) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Chateauguay et Nord, et l'a adopté avec plusieurs amendements.

Votre comité a aussi examiné le bill (No 58) concernant la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental, et l'a adopté avec plusieurs amendements.”

L'honorable M. Duffy, président du comité de législation, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

Bill (No 163) concernant les compagnies de téléphone électrique.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec amendement :

Bill (No 153) amendant l'article 3228e des statuts refondus, relativement à l'entretien des aliénés.

Votre comité a enfin examiné les bills suivants et les a rejetés :

Bill (No 156) amendant l'article 314 du Code de procédure civile, relativement aux témoins ;

Et bill (No 164) amendant l'article 1317 du Code de procédure civile."

M. Cardin, président *pro temp.* du comité des bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (No 69) constituant en corporation la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des beurreries et fromageries de la province de Québec ;

Bill (No 95) constituant en corporation "The Empire Trust Company" ;

Bill (No 68) amendant la charte de la cité de Québec ;

Bill (No 57) amendant la charte de la compagnie "The Sherbrooke Gas & Water Company" et changeant son nom ;

Bill (No 49) constituant en corporation la compagnie électrique "Red Falls."

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans aucun amendement :

Bill (No 63) concernant la Société historique du comté de Brome et confirmant l'acquisition de certaines propriétés ;

Bill (No 70) autorisant l'admission de M. Paul d'Aigneaux à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen ;

Bill (No 75) amendant la charte de la Maison protestante d'Industrie et de refuge de Montréal ;

Bill (No 112) constituant en corporation "The Murray Bay Convalescent Home" ;

Et bill (No 99) accordant certains pouvoirs à la "New-Richmond Lumber Company, Limited."

M. Chauret, du comité spécial du Code municipal, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a élu M. Chauret comme son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres."

Résolu,— Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—L'état de l'actif et du passif du Club de la Garnison, de Québec, pour l'année finissant le 30 septembre 1902.
(*Document de la session, No 11.*)

Ordonné,—Que M. Dorris ait la permission de présenter un bill (No 86) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de jonction de Napierville.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un bill (No 182) amendant les articles 549 et 677 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture

Ordonné,—Que M. Laferté ait la permission de présenter un Bill (No 183) amendant la loi concernant la cour de circuit du comte de Drummond

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Pelletier, membre de cette Chambre, se lève de son siège, soulève une question de privilèges et lit une déclaration.

M. Chicoyne propose, secondé par M. St-Pierre, et il est—

Ordonné,— Que la déclaration lue par l'honorable M. Pelletier, député de la division électorale de Dorchester, soit consignée dans les procès-verbaux et les journaux de cette Chambre et qu'elle soit renvoyée au comité permanent des privilèges et élections, avec instruction de s'enquérir et de faire rapport.

La dite déclaration se lit comme suit :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Québec, 17 mars 1903.

Je, Louis-Philippe Pelletier, de la cité de Québec, avocat, conseil du Roi et député du district électoral de Dorchester, à l'Assemblée Législative de Québec, crois devoir faire connaître à cette Chambre les faits suivants : Hier soir, le seize de mars courant, dans la salle du comité des bills privés, dans l'enceinte du Palais Législatif de cette province, pendant que j'étais dans l'exercice de mes devoirs de député, et lorsque je venais de proposer en rapport avec le bill de la cité de Québec, que le maire de cette cité fut éligible directement par les contribuables, au lieu de l'être, comme maintenant, par le conseil de ville, l'honorable Siméon-Napoléon Parent, premier ministre de cette province, et député à l'Assemblée Législative pour la division électoral de Saint-Sauveur, s'élança sur moi, me poussa rudement et me menaça, avec colère, de plus grande violence, en me disant qu'il allait en finir avec moi.

Je me suis alors croisé les bras en déclarant à M. Parent que je n'étais pas un pugiliste, que j'étais un législateur et qu'un législateur devait avoir d'autres arguments que des coups de poing, et j'ai alors cherché à faire comprendre au l'remier Ministre que des actes de violence ne conviendraient ni à lui ni à moi.

M. Parent, sans se calmer, continua de me menacer et m'injurier, en disant que je n'étais pas capable de faire face à un homme, et d'autres injures de même nature. Je crois sincèrement, qu'à un moment donné, sans l'intervention de Monsieur Ernest Roy, député à cette Chambre, pour la division électoral de Montmagny, que le dit Monsieur Parent se serait porté sur moi à des voies de fait plus considérables encore.

Je revendique pour les députés de cette Chambre et pour moi en particulier, la liberté de discussion devant les comités de cette Chambre, ainsi que le privilège d'exercer mes devoirs de député sans être exposé aux menaces et aux violences du Premier Ministre de cette province.

La conduite ci-haut relatée de monsieur Parent à mon égard porte atteinte à mes privilèges comme député de cette Chambre.

(Signé) LOUIS-P. PELLETIER.

Député de Dorchester.

L'honorable M. Robitaille propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, et il est

Résolu.—Que cette Chambre, jeudi prochain, se formera en comité général pour considérer une certaine résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Sœurs de la Charité de Québec, relativement au maintien des aliénés dans les asiles de Beauport et de Saint-Ferdinand d'Halifax.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (M).—Loi amendant la loi concernant les jurés ;

Et Bill (N).—Loi amendant la loi concernant les halles au beurre et au fromage.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Guerin, et il est

Ordonné,—Que le Bill (M du Conseil législatif) amendant la loi concernant les jurés soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à demain pour sa deuxième lecture.

M. Hutchinson propose, appuyé par M. Weir et il est

Ordonné,—Que le bill (N du Conseil législatif) amendant la loi concernant les halles au beurre et au fromage soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à demain pour sa deuxième lecture.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur la motion proposée le 16 mars courant, à l'effet : Que le bill (No 2) concernant l'élection des députés à l'Assemblée législative soit lu une deuxième fois.

Et le débat se continue.

M. Prévost propose, appuyé par M. Girard et il est

Ordonné,—Que le débat soit de nouveau ajourné.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement :

Bill (No 8) amendant la loi des différends ouvriers de Québec.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Flynn, et il est

Résolu,—Que cette Chambre s'ajourne, maintenant, en l'honneur de la fête nationale des Irlandais.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain

Mercredi, 18 mars 1903.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Cochrane,—la pétition de A.-F. Gault et autres, de Montréal.

Par M. Roy (Kamouraska),—la pétition de N.-E. Lacoursière et autres, de la paroisse de St-Casimir, Portneuf.

Par M. Taschereau,—la pétition de Thos Davidson et autres, de Québec.

M. Cardin, président *pro tem.* du comité des bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement, savoir :

Bill (No 110), érigeant la municipalité de St-Herménégilde ;

Bill (No 109), constituant en corporation la Congrégation des Servantes de Jésus-Marie ;

Bill (No 56), érigeant une nouvelle municipalité de village dans la municipalité de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest ;

Et bill (No 31), amendant la loi constituant en corporation l'association des Gymnastes Amateurs de Montréal.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait différents amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (No 42), constituant en corporation la ville d'Arthabaska ;

Bill (No 111), constituant en corporation la compagnie “Ætna Boiler Inspection and Insurance Company” ;

Et bill (No 96), érigeant civilement la paroisse de l'Annonciation, permettant de renouveler un acte de répartition et pourvoyant à sa régie future.

Votre comité croit devoir recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au 25 mars courant.”

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité, après avoir examiné les pétitions suivantes, a trouvé que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir :

De l'Hôpital Guay de Saint-Joseph de Lévis ;
De la compagnie électrique de Roberval ;
De l'Association d'Assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité de la province civile de Québec ;
De " The Westmount Baptist Church " ;
De " The Olivet Baptist Church of Montréal " ;
De la compagnie d'assurance " La Sauvegarde " ;
De la ville de Roberval ;
De l'Association d'Exposition industrielle de Montréal ;
De la compagnie du chemin de fer du Saint-Maurice, demandant, respectivement, une loi les constituant en corporation ;
De la cité de Montréal et de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, demandant respectivement des amendements à leur charte ;
Et de la corporation du village de Dorval demandant certains pouvoirs.

Votre comité croit devoir recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au 25 mars courant."

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

L'honorable M. Duffy, président du comité de législation, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill (No 152), amendant l'article 314 du Code de procédure civile, et l'a adopté avec un amendement."

Ordonné,—Que M. Tanguay ait la permission de présenter un Bill (No 74), constituant en corporation la compagnie d'Electricité de Roberval.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tanguay ait la permission de présenter un Bill (No 32), constituant en corporation la ville de Roberval.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cochrane ait la permission de présenter un Bill (No 107), amendant la charte de la cité de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cochrane ait la permission de présenter un Bill (No 62), constituant en corporation la "Montreal Hunt."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cochrane ait la permission de présenter un Bill (No 126), constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du Saint-Maurice.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cochrane ait la permission de présenter un Bill (No 117), constituant en corporation l'Association de l'exposition industrielle de Montréal

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Blouin ait la permission de présenter un Bill (No 129), constituant en corporation l'hôpital Guay de Saint-Joseph de Lévis.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bergevin ait la permission de présenter un Bill (No 65), constituant en corporation la compagnie d'assurance sur la vie "La Sauvegarde."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 36), constituant en corporation la "Olivet Baptist Church of Montreal."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 37), constituant en corporation la "Westmount Baptist Church."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 84), concernant le village du Boulevard Saint-Paul.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy, (St-Jean) ait la permission de présenter un Bill (No 127), amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Clapperton ait la permission de présenter un Bill (No 175), amendant le Code de procédure civile relativement à la cour des magistrats de district.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Fiset ait la permission de présenter un Bill (No 185), amendant l'article 2342 des statuts refondus.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Prévost.—1. Quels sont les comtés qui doivent des arrérages au gouvernement pour l'entretien des aliénés ?

2. Combien le comté de Nicolet doit-il pour cet entretien ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—1. Les comtés de Québec, Lévis, Portneuf, Laval, Chambly, Laprairie, Beauce, Huntingdon, Missisquoi, Bonaventure, Charlevoix, Gaspé, Iberville, St-Jean, Napierville, Montmagny, Bellechasse, l'Islet, Labelle, Wright, Pontiac, Rimouski, Stanstead, Témiscouata, Champlain, Maskinongé et Nicolet.

2. Le comté de Nicolet doit en arrérages : \$5,475.92.

Par M. Tellier.—1. Le gouvernement sait-il que des chemins de fer, subventionnés à même les deniers publics de cette province, et qui sont de cette province, n'ont pas la quantité de chars requise pour répondre aux besoins des commerçants et opérer, en temps convenable, le transport des produits des cultivateurs ?

2. Le gouvernement a-t-il appris que les commerçants, en général, et principalement les commerçants de foin, ne peuvent réussir, en plusieurs endroits, à se procurer tous les chars dont ils ont besoin pour transporter, sur les chemins de fer exploités dans cette province, les produits du pays destinés au commerce ?

3. Le gouvernement a-t-il reçu quelque communication à ce sujet ?

4. Le gouvernement est-il disposé à s'occuper de cette question, dans l'intérêt du commerce et de la classe agricole ?

5. Le gouvernement a-t-il l'intention d'adopter quelque mesure pour assurer aux commerçants et aux cultivateurs de cette province des moyens de transport faciles sur les chemins de fer existants qui sont sous son contrôle. Dans l'affirmative, qu'elle mesure entend-il adopter ?

Réponse par l'honorable M. Gouin : 1. Non.

2. Non.

3. Non.

4. Oui

5. La chose sera prise en considération si des plaintes sont formulées officiellement.

Par M. Tellier.—1. Le gouvernement actuel a-t-il été prié de contribuer de quelque façon dans le coût de construction d'un chemin de fer qui partirait de la ville de Joliette pour se prolonger vers le nord, dans la direction de la paroisse de Sainte-Emilie de l'Energie et de Saint-Michel-des-Saints ?

2. Le gouvernement a-t-il refusé de contribuer à cette entreprise avant qu'elle ne lui soit recommandée par la commission de colonisation ?

3. Le gouvernement a-t-il décidé de ne subventionner aucune entreprise de chemin de fer à moins que telle entreprise ne lui soit recommandée par la commission de colonisation ?

Réponse par l'honorable M. Gouin : 1. Une délégation de citoyens du comté de Joliette a demandé, l'an dernier, de l'aide au gouvernement pour la construction d'un chemin de fer dans cette région.

2. Non.

3. Le gouvernement attendra le rapport de la commission de colonisation avant de prendre une décision à ce sujet.

Proposé par M. Prévost, appuyé par M. Duhamel, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie des documents en rapport avec la contestation faite par le gouvernement de la réclamation de Madame Demers contre la succession de L.-J. Demers, insolvable, et *L'Evénement*.

M. Giard propose, appuyé par l'honorable M. Pelletier,—et la proposition est soumise à la Chambre,—

Qu'il soit résolu que, dans l'opinion de cette Chambre, aucune liqueur enivrante ne devrait être vendue dans l'enceinte du Palais législatif de cette province.

La Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Chauret,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>St-Pierre,</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Gosselin, (Iberville)</i>	<i>Morin (St-Hyac.),</i>	<i>Tellier et</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Pelletier (Dorch.),</i>	<i>Weir.—19</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Petit,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bissonnette (Mont.),</i>	<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin, (Missis.),</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Daignault,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Roy (Kamouraska),</i>
<i>Blouin,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy (Montmagny),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delage,</i>	<i>Laferlé,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Caron (l'Islet),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Dion,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dorris,</i>	<i>Major,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tourigny et</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Pelletier (Sherbr.),</i>	<i>Turgeon.—43.</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Perrault,</i>	

Ainsi, la motion est résolue dans la négative.

M. Prévost propose, appuyé par M. Duhamel, et il est

Résolu,—Que le bill (No 2) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative, soit inscrit pour sa seconde lecture, sur l'ordre du jour de mardi, le 24 mars courant, comme ordre spécial.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 16 mars, 1903, demandant copie de tous ordres en conseil, papiers, correspondance, documents et lettres patentes, au sujet de l'incorporation d'une compagnie de mines dans le comté de Matane, dans la paroisse de Matane.
(Document de la session No 47.)

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 18 mars 1903, demandant la production de copie de tous arrêtés en conseil, rapports, proclamation et toute correspondance au sujet de la mise en vigueur de l'Acte 1 Edouard VII, chapitre 66, intitulé : "Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental."
(Document de la session No 48.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 11 mars 1903, pour la copie : 1. De la liste des actionnaires de la compagnie du Pont de Québec, et du montant souscrit par chacun d'eux, et d'un état faisant voir ce que chaque actionnaire a payé jusqu'à ce jour, sur le montant de sa souscription ;

2. D'un état détaillé de tout ce que cette entreprise a coûté jusqu'à présent, et faisant voir la provenance de l'argent avec lequel chaque item des dépenses a été payé :

3. D'un état faisant voir ce que l'entrepreneur, M. P. Davis a payé depuis qu'il a signé son contrat, soit au bureau de direction de la compagnie ou à quelqu'un de ses membres, soit à quelqu'un des officiers ou employés de la compagnie, soit à la société légale Fitzpatrick, Parent, Taschereau, Roy & Cannon, ou à l'un de ses membres ou sur leur ou leurs ordres, ou à leur ou leurs demandes ;

4. De tous rapports d'ingénieurs ou autres informations faisant voir si les piliers du pont ont été placés à la profondeur originairement prévue ou à quelle profondeur plus considérable et, si telle profondeur plus considérable existe, ce qu'elle est et combien elle a occasionné de dépenses additionnelles

5. D'un état détaillé faisant voir les dépenses faites jusqu'à ce jour par la compagnie en dehors des travaux de construction proprement dits auxquels M. P. Davis est tenu par son contrat, en autant que le gouvernement est en possession de ces documents ou aucun d'eux.

(Document de la session No 49.)

Et, réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1903, demandant un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Protection des forêts, \$17,000, à la page 7 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ces paiements ont été faits ; 3. La date de ces paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

(Document de la session No 50.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 19 mars 1903.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De J.-B. Martel et autres demandant l'adoption du bill No 174 ;

De la municipalité du village du Boulevard St-Paul et autres s'opposant au projet de loi demandant l'incorporation de la municipalité de la paroisse de la Côte St-Paul.

L'honorable M. Duffy, président du comité de législation, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill No 159 --Loi concernant la liquidation des compagnies et corporations non commerciales, et l'a adopté avec certains amendements.

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité, après avoir examiné les pétitions suivantes, a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De l'Hôpital protestant de Sherbrooke demandant des amendements à sa charte ;

De Victor Painchaud demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens à l'admettre au nombre de ses membres ;

Et de la paroisse de Saint-Michel Archange demandant une loi l'autorisant à emprunter de l'argent."

M. DeGrosbois, président du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill (No 77)—Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec Oriental, et l'a adopté avec un amendement."

M. Tessier, président du comité des bills privés, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu’il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

• Bill (No 55), constituant en corporation la municipalité de la paroisse de la Côte St-Paul ;

Bill (No 43), constituant en corporation la compagnie électrique Saint-Georges ;

Bill (No 46), amendant et refondant la loi constituant en corporation la ville de Fraserville ;

Bill (No 48), édictant les dispositions additionnelles concernant la succession de Horace Dryden-Clark ;

Votre comité, après avoir examiné le bill (No 41), amendant la charte de la “ Montreal Stock Yards Company,” trouve que le préambule, tel que formulé, n’a pas été prouvé.”

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 130), concernant la paroisse de St-Michel-Archange de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Pelletier (Sherbrooke) ait la permission de présenter un Bill (No 85), amendant la loi constituant en corporation l’hôpital protestant de Sherbrooke.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (No 118), autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Victor Painchaud au nombre de ses membres.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Dorris ait la permission de présenter un Bill (No 187) amendant l’article 287 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Dorris ait la permission de présenter un bill (No 186), amendant l'article 804 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Perrault ait la permission de présenter un Bill (No 181), amendant les articles 292 et 847 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Roy (Kamouraska) ait la permission de présenter un Bill (No 188), déclarant insaisissable une partie du salaire des membres de la corporation des pilotes pour le havre de Québec et en aval.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

“ Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé les honorables Messieurs Audet, Berthiaume, Bryson, N. Garneau, Gilman, Lanctôt, McCorkill, Pérodeau et Sylvestre, pour agir au nom de cette Chambre, durant la présente session, comme membres du comité conjoint des deux Chambres concernant les impressions, tel que demandé par l'Assemblée législative, dans son message à ce sujet.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. LeBlanc,—1. Le gouvernement a-t-il rappelé l'ordre en conseil du 17 mai 1899, approuvant le règlement numéro 1 du conseil municipal de la paroisse de Saint-Sauveur, dans le comté de Terrebonne, fixant les droits de péage sur le pont Shaw ?

2. Dans l'affirmative, à la demande de qui ; dans la négative, le gouvernement a-t-il intention de rappeler tel ordre en conseil ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille : 1. Non.

2. Aucune telle demande n'ayant été faite, le gouvernement n'a pas eu à se prononcer sur ce point.

Par M. Perrault,—Quelle somme a été payée, du 1er juillet 1896 au 26 mai 1897, à l'honorable E. J. Flynn, à cette époque premier ministre de cette province, pour frais de voyage ?

Réponse par l'honorable M. Duffy : \$620.00.

Par M. Weir,—1. Les réunions du Conseil de l'Instruction publique et des comités catholique et protestant du dit conseil sont-elles ouvertes au public, aux membres de la Législature et aux représentants de la presse?

Réponse par l'honorable M. Robitaille: Les séances des comités catholique et protestant du Conseil de l'instruction publique ne sont pas publiques.

Proposé par M. Giard, appuyé par M. St-Pierre, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Un état démontrant: 1. S'il y a une partie du terrain de l'exposition de Montréal qui a été vendue depuis le 30 juin 1897?

2. Le prix de cette vente, si elle a été faite.

3. Le nom de l'acheteur et les conditions de la dite vente.

4. L'emploi fait par le gouvernement du prix de cette vente.

M. Fiset propose, appuyé par M. Neault, et il est

Ordonné,—Que le bill (No 108) pourvoyant à l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit dans la ville de Shawinigan Falls, soit de nouveau inscrit sur les ordres du jour, pour la deuxième lecture, les promoteurs ayant décidé d'en retrancher la partie qui a trait à l'établissement d'un bureau d'enregistrement.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre: Copie de tous ordres en conseil, documents, papiers et correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personne, à propos du pont Shaw, dans la paroisse de Saint-Sauveur, comté de Terrebonne, depuis 1880.

Proposé par M. Bissonnette (Soulanges), appuyé par M. Giard, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:—Copie de tous ordres en conseil, papiers, correspondance, documents en rapport avec les 447 milles carrés de limites à bois possédés par M. Théodore Lamontagne, sur la Côte du Nord, et faisant voir ce qui est devenu de ces limites depuis que M. Lamontagne en est le propriétaire.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par M. Weir, appuyé par M. Hutchinson, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—1. Un état des dépenses contingentes du comité protestant du conseil de l'instruction publique et de quelle source de revenus elles proviennent. 2. Etat des dépenses faites depuis les cinq dernières années sur le fonds du règlement des biens des Jésuite.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—1. Une copie donnant les noms du président et des membres du sous comité du comité protestant du conseil de l'instruction publique qui ont recommandé les nominations d'assistants-examineurs pour les examens scolaires du mois de juin, pendant les quatre dernières années. 2. Les noms de ces assistants-examineurs. 3. Copie des règlements concernant ces examens

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—1. Une copie de la liste des livres approuvés par le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique. 2. Copie des cours d'études avec les noms des auteurs ou compilateurs et des éditeurs des livres qui en font partie

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes communications adressées par l'association des instituteurs protestants au département de l'instruction publique ou au comité protestant, depuis les cinq dernières années.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—1. Une copie du règlement affectant les écoles modèles et les académies, par l'addition d'une année supplémentaire au cours d'études suivi auparavant :

2. Copie du rapport présenté à la dernière assemblée du comité protestant recommandant de placer les écoles modèles sous le contrôle des inspecteurs des écoles élémentaires ;

3. Copie de toutes les demandes reçues, depuis le 1er juillet 1901, des écoles modèles protestantes, pour obtenir la permission d'enseigner le cours d'écoles d'académie, et de toutes les décisions ou résolutions du dit comité à ce sujet.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—1. Un état du nombre de professeurs et instituteurs associés de l'Ecole normale McGill, de leurs noms et de leurs traitements ainsi que des extras payés à chacun d'eux, pendant les cinq dernières années, sur les revenus d'éducation de la province ;

2. Le nombre des élèves-maitres de l'Ecole normale McGill, pendant les années 1901-2, 1902-3, énumérés suivant le rang du diplôme pour lequel ils étudiaient, et le nombre de ceux qui ont obtenu leur diplôme en 1901-2 ;

3. Le montant détaillé dépensé à l'Ecole normale McGill en 1901-2, y compris les traitements des professeurs et des instituteurs, montant des *boni* des étudiants, des dépenses courantes, réparations, etc.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Une copie de la lettre du Rév. D. S. Howard, adressée au département de l'Instruction publique ou à un comité quelconque, des rapports du secrétaire et du sous-comité, le tout tel que rapporté à une assemblée du comité protestant de l'Instruction publique, tenue le 29 novembre 1901, ou à une assemblée subséquente quelconque.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Une copie de la lettre du département de l'Instruction publique adressée au Dr Peterson, le 27 septembre 1900, et copie de la réponse du Dr Peterson ;

2. Copie des documents relatifs au fonds des licences de mariages, que le secrétaire du comité a reçu l'ordre, à l'assemblée du comité du 4 octobre 1901, de remettre au comité, à son assemblée suivante, et qui ont été remis, en conséquence, à l'assemblée du comité du 29 novembre 1901.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Un état démontrant: 1. Les dates des nominations des membres du comité protestant du conseil de l'Instruction publique, de leur profession et résidence.

2. Le nombre des instituteurs et institutrices sans diplôme employés dans les écoles publiques protestantes, en 1901-1902 et 1902-1903.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—1. Copie d'une lettre de M. W. J. Messenger, lue à une réunion du comité protestant du conseil de l'Instruction publique, tenue le vingt-huit février mil neuf cent deux, demandant, au nom de certains supérieurs, une modification au cours d'études dans les académies et écoles modèles, ainsi que copie de toutes résolutions, correspondance ou rapports reçus à ce sujet par le dit comité ou par tout sous-comité.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—1. Un état indiquant (a) le nombre total des écoles élémentaires protestantes dans la province pour l'année 1901 et 1902; (b) le nombre de ces écoles qui sont restées ouvertes dans chaque comté, en la dite année, pendant dix mois, pendant neuf mois ou pendant une période moins longue durant la dite année; (c) le nombre de ces écoles, dans chaque comté, qui n'ont pas été ouvertes durant la dite année.

2. Un état indiquant pour l'année 1901 et 1902; (a) le montant du fonds des écoles publiques payé aux écoles publiques protestantes; (b) le montant payé à l'éducation supérieure protestante, indiquant séparément les sommes reçues par les "high schools," les académies, les écoles modèles et les universités ainsi que toutes sommes payées pour d'autres fins; (c) le montant payé aux écoles protestantes dans les municipalités pauvres; (d) le montant payé aux écoles élémentaires protestantes en vertu de la loi 60 Victoria, chapitre 3, et pour quelles fins; (e) le montant payé aux écoles du soir protestantes; (f) le montant payé aux inspecteurs des écoles protestantes; (g) le coût de l'"Educational Record", de la province de Québec; (h) le montant payé aux employés protestants du département de l'Instruction publique; (i) le montant payé de toutes sources, à l'Ecole normale McGill.

Ordonné—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie d'une lettre de J. A. Dresser, se plaignant de l'inspecteur des écoles supérieures, mentionnée dans les minutes du comité protestant du conseil de l'Instruction publique, en date du 28 février 1902, ainsi que copie de toutes résolutions, correspondances, procédures, rapports, enquêtes ou preuves adoptés ou reçus par le dit comité, ou par tout sous-comité ou membre de ce comité, relativement aux dites plaintes?

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (No 163), concernant les compagnies de téléphone électrique; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. St-Pierre fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (No 153), amendant l'article 3228^e des statuts refondus de Québec, relativement à l'entretien des aliénés ; et, après avoir siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tanguay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (No 152), amendant l'article 114 du Code de procédure civile ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

La motion étant soumise : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois,—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 161), amendant les articles 314 et 332 du code de procédure civile.

M. Weir, appuyé par M. Hutchinson propose que ce bill soit maintenant lu, la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 165) amendant la loi des licences de Québec.

M. Roy, (Kamouraska), appuyé par M. Champagne, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 158) amendant la loi concernant les médecins vétérinaires.

M. Delâge propose et, du consentement unanime de la Chambre, il est

Ordonné,—Que ce bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 167) amendant le Code de procédure civile relativement à l'assignation, à l'entrée de l'action et à l'exécution des jugements.

M. Prévost, appuyé par M. Duhamel, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 168) amendant la loi de l'instruction publique relativement aux appels.

M. Prévost, appuyé par M. Duhamel, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Un débat s'élève.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Flynn, et il est—

Ordonné,—Que ce débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 174), détachant du comté de Drummond le territoire compris dans la paroisse de St-Joachim de Courval et l'annexant au comté d'Yamaska pour toutes fins.

M. Allard, appuyé par M. Major, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 169) amendant la loi concernant les tribunaux civils, relativement aux Iles de la Madeleine.

M. Delaney, appuyé par M. Cherrier, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 52), amendant la charte de la compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 63), concernant la Société Historique du comté de Brome, et confirmant l'acquisition de certaines propriétés ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 70), autorisant l'admission de Paul d'Aigneaux à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen.

M. Cherrier propose, appuyé par M. Delaney—et la motion étant soumise:—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la motion étant proposée,—

Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 75) amendant la charte de la Maison protestante d'Industrie et de Refuge de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 112) constituant en corporation "The Murray Bay Convalescent Home", et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Walker fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 69) constituant en corporation la compagnie d'assurance contre le feu de beurreries et fromageries de la province de Québec; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Taschereau fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 95) constituant en corporation "The Empire Trust Company"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 57) amendant la charte de la compagnie "The Sherbrooke Gas and Water Company" et changeant son nom; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cooke fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 64) amendant la charte de la "Shawinigan Falls Terminal Railway Company"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Blanchard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 109) constituant en corporation la Congrégation des Servantes de Jésus-Marie; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (No 56) érigeant une nouvelle municipalité de village dans la municipalité du village de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 31) amendant la loi constituant en corporation l'Association des gymnastes amateurs de Montréal; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 42) constituant en corporation la ville d'Arthabaska; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 96) érigeant civilement la paroisse de l'Annonciation et pour autres fins ; et, après avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy (Kamouraska) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 61) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à admettre Georges Côté au nombre de ses membres.

M. Tourigny, appuyé par M. Allard, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 81) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Adélar Provencher au nombre de ses membres, après examen.

M. Cooke, appuyé par M. Neault, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise.—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 34) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J. Alfred Dauth à exercer la médecine et la chirurgie.

M. Bergevin, appuyé par M. Duhamel, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 82) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Georges Bigué à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

M. Neault, appuyé par M. Bergevin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 106) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Georges LaRue au nombre de ses membres.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 137) autorisant Emile Boivin à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

M. Cherrier, appuyé par M. Taschereau, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 116) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Alexandre-Charles Girard au nombre de ses membres.

M. Roy (Kamouraska), appuyé par M. Taschereau, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 54) autorisant Herménégilde C. Demers à exercer la profession de pharmacien dans la province de Québec.

M. Girard, appuyé par M. Prévost, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés.

Bill (No 115) amendant la charte de la ville de St-Louis;

Bill (No 62) constituant en corporation le " Montreal Hunt " ;

Bill (No 129) constituant en corporation l'Hôpital Guay de St-Joseph de Lévis ;

Bill (No 65) constituant en corporation la compagnie d'assurance sur la vie " La Sauvegarde " ;

Bill (No 36) constituant en corporation " The Olivet Baptist Church of Montreal " ;

Bill (No 37) constituant en corporation " The Westmount Baptist Church " ;

Bill (No 84) concernant le village du Boulevard St-Paul.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois, et renvoyés au comité des chemins de fer, canaux, etc.

Bill (No 90) amendant la charte de la Compagnie canadienne d'éclairage électrique ;

Bill (No 86) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Jonction de Napierville ;

Bill (No 74) constituant en corporation la Compagnie d'Electricité de Roberval ;

Bill (No 126) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer du St-Maurice.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants :

Réponse à une adresse, en date du 4 mars 1903, demandant la copie d'un état détaillé de la somme de \$46,001.25, mentionnée dans les comptes publics, pour 1902, comme ayant été dépensée en vertu de l'article 60 Victoria, chapitre 3, (écoles élémentaires) ; 2. Copie de tous arrêtés du conseil au sujet de ces dépenses. (*Document de la session No 51*).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 mars 1903, pour la production de copie de tous rapports transmis au gouvernement par l'inspecteur des sociétés de secours mutuels, nommé en vertu de l'acte 62 Victoria, chapitre 32, depuis que le dit acte a été mis en opération.

(*Document de la session No 52*).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1903, pour la production d'un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : " Quebec Bridge Co.," subsides à la Cie du Pont de Québec, \$30,000, page 11 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903,

donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été payés ces montants ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ont été faits ces paiements.
(Document de la session No 53).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1903, pour un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Réparation des palais de justice et des prisons, \$14,492 77, à la page 9, des états des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 18 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ces paiements ont été faits ; 3. La date de ces paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

(Document de la session No 54).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1903, pour la production d'un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Acte des Etablissements Industriels de Québec, \$7,785.06, à la page 11 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelle raisons ces paiements ont été faits.

(Document de la session No 55).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1903, pour la production d'un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Ecoles du soir, \$10,621.74, à la page 5, de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des municipalités ou des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

(Document de la session No 56).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1903, pour la production de tous papiers, correspondance, documents, contrats et soumissions et comptes en détails, en rapport avec l'item : l'alais de Justice et prison de Valleyfield, de \$17,788.15, mentionné à la page 270 des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

(Document de la session No 57.)

Réponse à une adresse en date du 16 mars 1903, demandant copie de tous ordres en conseil, contrats, papiers, correspondance et documents quelconques en rapport avec l'item : A. R. Pruneau & Cie, charbon, \$447.05, mentionné à la page 144 des comptes publics de cette province, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

(Document de la session No 58.)

Réponse à une adresse, en date du 16 mars 1903, demandant copie de tous ordres en conseil, contrats, papiers, correspondance, documents et comptes en détail relativement à l'item : Louis Larose, réparer avenues, etc., \$406.98, mentionné à la page 146 des comptes publics de la province, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

(Document de la session No 59)

Réponse à une adresse, en date du 16 mars 1903, demandant copie de tous ordres en conseil, contrats, papiers, correspondance, documents et comptes en détail se rapportant à l'item : Archer & Cie, charbon, \$1143.03, mentionné à la page 141 des comptes publics de cette province, pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1902.

(Document de la session No 60.)

Réponse à un ordre de la Chambre en date du 16 mars 1903, pour la production de tous papiers, correspondance et documents, contrats, soumissions et comptes en détail, en rapport avec l'item : Prison des Trois-Rivières, \$3,820, à la page 156 des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

(Document de la session No 61.)

Et réponse à une adresse, en date du 16 mars 1903, demandant copie de tous ordres en conseil, contrats, papiers, correspondance, documents et comptes en détail en rapport avec l'item : Jos. Gingras, charbon, \$1,400.17 mentionné à la page 144 des comptes publics de cette province, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

(Document de la session No 62.)

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer, en comité général, pour considérer une certaine résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Sœurs de la Charité de Québec, relativement au maintien des aliénés dans les asiles de Beauport et de St-Ferdinand d'Halifax.

L'honorable M. Robitaille propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, —et la motion est soumise à la Chambre :—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité général.)

Un débat s'élève.

L'honorable M. Pelletier propose, appuyé par l'honorable M. Flynn, et il est,—

Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 20 mars 1903.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De A.-F. Gault et autres demandant l'incorporation de la "Montreal Technical Institute";

De N.-E. Lacourcière et autres s'opposant à l'érection de Grandboisville en corporation de ville;

Et de Thos. Davidson et autres demandant l'incorporation de "The Citizens Law and Order League."

M. Cardin, président *pro tem.* du comité des bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill (No 105) autorisant le collège des médecins et chirurgiens à admettre Joseph-Fortunat Belleau à la pratique de la médecine et de la chirurgie;

Et bill (No 53), accordant à la corporation du village de Vaudreuil des pouvoirs spéciaux d'emprunt pour réparations et améliorations à son système d'aqueduc.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (No 76) constituant en corporation l'hôpital Alexandra ;

Bill (No 51) constituant en corporation la ville de Bromptonville ;

Et Bill (No 60) concernant la construction de la cathédrale de Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Duffy, président du comité de législation, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le Bill (No 155) amendant l'article 599 du Code de procédure civile et l'a adopté avec plusieurs amendements."

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité, après avoir examiné les pétitions suivantes, a trouvé que les avis sont suffisants, dans chaque cas, savoir :

De la compagnie du chemin de fer Montréal et Baie James demandant une loi la constituant en corporation ;

Et d'Albert-J.-N. Lacaillade demandant une loi l'autorisant à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec. ”

M. DeGrosbois, président du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (No 44) constituant en corporation la compagnie de tramway électrique de Valleyfield et l'a adopté avec plusieurs amendements. ”

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 132) concernant la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de la cité de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Girard ait la permission de présenter un Bill (No 138) autorisant Albert-J.-N. Lacaillade à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Perrault ait la permission de présenter un Bill (No 139) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer “ Montreal and Bay James ”

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 184) amendant les lois relatives aux compagnies d'assurance mutuelle.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (No 190) amendant l'article 680 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du code municipal.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (No 191) amendant l'article 599 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill (No 4) relatif au contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal ;

Bill (No 5) concernant l'Ecole polytechnique.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (M. du Conseil législatif) amendant la loi concernant les jurés.

L'honorable M. Duffy, appuyé par l'honorable M. Guerin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à lundi prochain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (159) pourvoyant à la liquidation des compagnies et corporations non commerciales; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tanguay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 151) relatif aux privilèges des ouvriers.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion était soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 172) amendant les articles 59a et 130 du Code civil.

M. Weir, appuyé par M. Hutchinson, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 175) amendant le Code de procédure civile relativement à la cour des magistrats de district.

M. Clapperton, appuyé par M. Dorris, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Weir.—Est-ce l'intention du gouvernement d'offrir, gratuitement, des lots de terre publique aux volontaires qui ont pris part à la défense du pays, lors de l'invasion fénienne?

Réponse par l'honorable M. Parent : La question est à l'étude.

M. Caron (Maskinongé) propose, appuyé par M. Blanchard, et il est—
Ordonné,—Que l'ordre de la Chambre du 16 courant, soumettant au comité des bills privés le bill (No 113), constituant en corporation "The Rural Light Heat and Power Company", soit rescindé.

Ordonné,—Que le dit bill soit renvoyé au comité des chemins de fer etc.

Proposé par M. Gosselin (Iberville), appuyé par M. Tourigny, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous ordres en conseil, correspondance, et de tous documents se rapportant à la destitution de Charles Arpin, comme shérif du district d'Iberville.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer le Bill (No 99) accordant certains pouvoirs à la "New Richmond Lumber Co."

M. Taschereau propose, appuyé par M. Tanguay,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil

L'honorable M. Leblanc propose, en amendement, appuyé par l'honorable M. Flynn,—Que les mots suivants soient ajoutés à la motion, "avec instruction de l'amender en retranchant la clause 1 du dit bill."

M. l'Orateur décide que l'amendement proposé n'est pas dans l'ordre pour les raisons suivantes :

"Cet amendement ne peut être proposé. L'avis donné est que proposition sera faite pour retrancher la première clause du bill, lorsqu'il sera considéré en comité général. Il faut, en premier lieu, que la Chambre se prononce sur la motion : "*Que je laisse maintenant le fauteuil.*" Elle a le droit de décider dans l'un ou l'autre sens.

"On ne peut pas proposer de donner instruction à un comité général d'amender un bill privé, conformément à un avis donné suivant la 67^{ème} règle. Le droit du comité général d'amender un bill privé est limité, par la 67^{ème} règle, aux amendements dont avis a été régulièrement donné. Tel est le cas pour l'amendement que l'honorable député de Laval aura le droit de proposer, en comité, au bill 99. Il est irrégulier de donner instruction à un comité de faire ce qui est déjà dans son pouvoir."

Et la motion principale étant proposée, il est—

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau lundi prochain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 92) constituant en corporation la "Montreal Western Company"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pilon fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 46) loi amendant et refondant la loi constituant en corporation la ville de Fraserville; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Godbout fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 48), édictant des dispositions additionnelles concernant la succession de Horace Dryden Clark; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Blouin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (No 107) amendant la charte de la cité de Montréal;

Bill (No 130) concernant la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal;

Bill (No 85) amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital protestant de Sherbrooke;

Bill (No 108) pourvoyant à l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit dans la ville de Shawinigan Falls.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 118) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Victor Painchand au nombre de ses membres.

M. Roy (Montmagny), appuyé par M. Blouin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1903, pour la production d'un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Ecoles dans les municipalités pauvres, \$13,000 à la page 5 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des municipalités ou des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

(Document de la session No 63.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1903, pour la production d'un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Sociétés d'agriculture, \$50,000, à la page 7 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des municipalités ou des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. Pour quelles raisons et à la demande de qui ces paiements ont été faits.

(Document de la session No 64.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1903, pour la production d'un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Ecoles élémentaires (60 Vict., chap. 3), \$39,308.57, que l'on trouve à la page 5 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. Pour quelles raisons et à la demande de qui ces paiements ont été faits.

(Document de la session No 65.)

Et réponse à une adresse, en date du 4 mars 1903, demandant copie de tous ordres en conseil et documents quelconques au sujet des difficultés survenues entre les colons de Nemtayé et la compagnie qui a acheté les limites à bois de MM. King Brothers, et aussi copie de toutes lettres écrites et reçues par les membres de la Commission de Colonisation, à ce sujet.

(Document de la session No 66.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 23 mars 1903.

Ordonné,—Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un Bill (No 15) amendant la loi concernant la protection des bois contre le feu.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Godbout ait la permission de présenter un Bill (No 195) amendant l'article 762a du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un bill (No 189) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Caron, (L'Islet) ait la permission de présenter un Bill (No 198) amendant l'article 582 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un Bill (No 13) amendant la loi de la pharmacie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un Bill (No 6) relatif à l'indépendance de la Législature.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (No 83) définissant clairement les pouvoirs des exécuteurs des testament et codicile de feu l'honorable Alexandre Cross.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 39) autorisant la chambre des notaires de la province de Québec à admettre Marie-Joseph-Norbert-Réné Faribault à la pratique de la profession de notaire, après examen ;

Bill (No 40) constituant en corporation la compagnie " The Montreal Steel Works, limited " ;

Bill (No 47) constituant en corporation les Frères Mineurs Capucins de Québec.

Et aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (K) constituant en corporation les Ecoles Royales d'Agriculture pour lequel il demande son concours.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 39) autorisant la chambre des notaires de la province de Québec, à admettre Marie-Joseph-Norbert-Réné Faribault à la pratique de la profession de notaire, après examen ; et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, demain.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 40) constituant en corporation la compagnie " The Montreal Steel Works, limited " ; et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, demain.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 47) constituant en corporation les Frères Mineurs Capucins de Québec ; et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, demain.

Proposé par M. Hutchinson, appuyé par M. Weir, et—

Ordonné,—Que le bill (K du Conseil législatif) incorporant les Ecoles Royales d'Agriculture soit maintenant lu la première fois.

Le bill est en conséquence, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se constitue en comité général pour étudier le bill (No 68) amendant la charte de la ville de Québec.

A six heures, M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à 7.30 heures, ce soir.

Sept heures et demie, p. m.

La Chambre continue l'examen, en comité général, du bill (No 68) amendant la charte de la cité de Québec.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement,—

Et, la question étant faite : Quand ce bill sera-t-il lu, la troisième fois?—

M. l'Orateur constatant une divergence d'opinion, déclare que c'est à la Chambre de décider la question.

Alors, M. Roy (Kamouraska) propose, appuyé par M. Tanguay—et la proposition est soumise à la Chambre,—Que la motion pour la troisième lecture de ce bill soit maintenant faite.

Un débat s'élevant, M. Prévost soulève la question d'ordre que l'honorable M. Pelletier, député de Dorchester, qui a la parole, n'a pas le droit, à cette phase, de parler sur la motion, pour la troisième lecture du bill, ni sur un amendement qu'il dit avoir l'intention de proposer en terminant ses remarques

M. l'Orateur décide que, par la question posée, la Chambre n'est appelée qu'à décider si la motion, pour la troisième lecture du bill, sera proposée à la présente séance, demain ou un jour ultérieur. Conséquemment, la discussion doit être limitée à la question soumise à la Chambre.

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par M. St-Pierre,—Que la Chambre s'ajourne maintenant.

L'honorable M. LeBlanc demande, ensuite, la permission de retirer la motion d'ajournement de la Chambre,—

Ce qui est agréé.

Et la question étant soumise :—Que la motion pour la troisième lecture de ce bill soit maintenant faite, la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Alors, M. Roy (Kamouraska) propose, appuyé par M. Tanguay—et la proposition étant soumise à la Chambre—Que ce bill soit lu, la troisième fois, maintenant.—

L'honorable M. Pelletier propose, en amendement, secondé par l'honorable M. LeBlanc :—Que ce bill ne soit pas lu, la troisième fois, maintenant, mais qu'il soit de nouveau soumis au comité général, avec instruction de l'amender de manière à rendre le maire éligible par le peuple et de manière à ce que les électeurs ne soient pas privés de leur droit de voter parce qu'ils n'ont pas payé toutes leurs taxes.

M. Prévost soulève la question d'ordre que les avis requis par la 51^e règle de cette Chambre, n'ont pas été publiés pour les fins de cet amendement.

M. l'Orateur décide que les avis n'ayant pas été donnés, l'amendement est hors d'ordre.

Et la motion principale étant soumise de nouveau,—

L'honorable M. Leblanc soulève la question que le bill (No 68) est hors d'ordre parce qu'il contient plusieurs clauses qui ne sont pas couvertes par les avis publiés, en vertu de la 51^{ème} règle de cette Chambre.

M. l'Orateur réserve sa décision.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 58) concernant la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit lu, la troisième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 111) constituant en corporation "The Ætna Boiler Company" ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Morin (St-Hyacinthe) fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois

Résolu,—Que le bill passe

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 77) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec Oriental ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 110), érigeant la municipalité de St-Herménégilde ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 55) constituant en corporation la municipalité de la paroisse de la Côte St-Paul ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 105) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Fortunat Belleau à la pratique de la médecine et de la chirurgie ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois maintenant ?—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 58) accordant à la corporation du village de Vaudreuil des pouvoirs spéciaux d'emprunt pour réparations et améliorations à son système d'aqueduc ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Godbout fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 51) constituant en corporation la ville de Bromptonville ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M.

Walker fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 132) concernant la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de la cité de Montréal.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 139) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Montréal et Baie James.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, etc.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 138) autorisant Albert-J.-N. Lacaillade à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

M. Girard appuyé par M. Prévost, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 117) constituant en corporation l'Association de l'Exposition industrielle de Montréal.

M. Cochrane appuyé par M. Weir, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 127) amendant la charte de l'Association St-Jean-Baptiste de Montréal.

M. Roy (St-Jean) appuyé par M. de Grosbois, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois, et renvoyé au comité des bills privés.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Weir.—1. M. J.-M. Harper, inspecteur des écoles supérieures protestantes, est-il membre du service civil de la province ?

2. Peut-il être destitué par le comité protestant du conseil de l'Instruction publique ?

3. Le dit comité peut-il abolir la charge actuellement remplie par le dit J.-M. Harper ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille.—M. J.-M. Harper n'est ni membre du service civil, ni nommé inspecteur par le gouvernement. Il tient sa nomination du comité protestant au contrôle duquel il est assujetti. 2. Oui. 3. Oui.

Par M. Weir.—1. Le gouvernement a-t-il eu connaissance de la résolution passée par le comité protestant du conseil de l'Instruction publique, à une assemblée tenue le trente mai 1902, par laquelle, à la suite de certaines plaintes contre l'inspecteur des écoles supérieures, il a été résolu : " Que le sous-comité soit continué avec instruction de tenir une enquête spéciale et générale, en vertu des articles 596, 597 et 598 des statuts refondus de Québec, et de faire rapport à l'assemblée suivante. M. W.-L. Shurtleff est spécialement autorisé à entendre la preuve en vertu des articles précités ", le tout tel qu'énoncé dans le rapport du surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1901 et 1902, à la page 420 de l'édition française.

2. Le dit W.-L. Shurtleff, ou les membres du dit sous-comité, ont-ils prêté le serment d'office devant un juge de la cour supérieure, tel que requis par la loi 59 Victoria, chapitre 11, et, dans l'affirmative, quand et devant qui ?

3. La dite enquête a-t-elle été faite par le dit W.-L. Shurtleff ou par le dit sous-comité ? Dans l'affirmative, quel en a été le coût ?

4. Quand et où cette enquête a-t-elle eu lieu ?

5. Des copies de cette plainte ou de ces plaintes ont-elles été fournies au dit inspecteur des écoles supérieures ?

6. A-t-il reçu avis d'y assister ? Dans l'affirmative, de quelle manière ?

7. Lui a-t-il été permis de produire une preuve pour sa défense ?

8. L'enquête a-t-elle été ajournée en aucun temps, à plus d'une semaine, et, dans l'affirmative, a-t-on obtenu, pour cela, la permission du Procureur Général ?

9. Les avis de la tenue de l'enquête ont-ils été donnés dans deux journaux français et dans deux journaux anglais ? Dans l'affirmative, quels sont les noms des journaux et les dates de la publication des avis ?

10. Le dit W.-D. Shurtleff ou le dit sous-comité a-t-il fait rapport du résultat de leur enquête au Lieutenant-Gouverneur en conseil ? Dans l'affirmative, a-t-on pris quelque mesure à ce sujet ?

11. Le dit comité protestant a-t-il fait quelque chose d'après le rapport du dit W.-L. Shurtleff ou du dit sous-comité ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille.—1. Le gouvernement ne connaît rien de la dite résolution du comité protestant au-delà de ce qui

apparaît dans les minutes du comité protestant tel que mentionné dans la question de l'honorable député.

2. Les archives n'indiquent pas si le dit W.-L. Shurtleff, ou les membres du sous-comité ont prêté ou non le serment d'office devant un juge de la cour supérieure.

3. La dite enquête a été tenue par le dit W.-L. Shurtleff. Elle a coûté \$109.70.

4. Une enquête a été tenue à Richmond le 19 septembre 1902, relativement aux accusations définies. On a aussi fait une enquête à d'autres endroits, durant les mois d'août et septembre, comme suit : Hatley, 6 août 1902 ; Rock Island, 25 août 1902 ; Knowlton, 28 et 29 août 1902 ; Granby, 29 août 1902 ; Waterloo, 30 août 1902 ; Coaticook, 3 sept. 1902 ; Sherbrooke, 5 sept. 1902 ; Richmond, 12 sept. 1902 ; Montréal, 13 sept. 1902 ; Odelltown, 15 sept. 1902 ; Richmond, 19 sept. 1902.

5. Copies des plaintes de J. A. Dresser, de Richmond, sur lesquelles, les enquêtes ont eu lieu, ont été données à l'inspecteur des écoles supérieures.

6. L'inspecteur des écoles supérieures était présent à l'enquête, à Richmond, le 19 septembre 1902. Les archives n'indiquent pas s'il a été notifié, ni de quelle manière il l'a été.

7. Plusieurs témoins ont été entendus, mais les archives ne disent pas si ces témoins ont comparu à la demande de l'inspecteur ou non. Il a lui-même donné son témoignage.

8. Le gouvernement n'a pas d'autres renseignements que ceux contenus dans la réponse No 4.

9. Le gouvernement n'en connaît rien.

10. Non.

11. Non.

Par M. Giard.—Monsieur F.-A. Gendron, agent des terres, est-il le beau-frère ou le parent du premier ministre de cette province ?

Réponse par l'honorable M. Parent : M. Gendron est le beau-frère du premier ministre de cette province.

M. Giard.—M. E. Lafleur, avocat, de Montréal, qui paraît avoir donné une opinion au sujet du contrat de l'asile de Beauport, a-t-il produit un compte ? 2. Quel est le montant de ce compte ?

3. Quel montant lui a été payé ?

Réponse par l'honorable M. Parent : Aucun compte n'a été produit.

Par M. Giard.—M. L.-P. Sirois, N. P., de Québec, qui paraît avoir reçu le contrat pour la garde et l'entretien des aliénés à l'asile de Beauport, a-t-il produit un compte ? 2. Quel est le montant de ce compte ? 3. Quel montant lui a été payé ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille : Non.

Par M. Giard.—M. F.-L. Béique, qui parait avoir donné une opinion au sujet du contrat de l'asile de Beauport a-t-il produit un compte ? 2. Quel est le montant de ce compte ? 3. Quel montant lui a été payé ?

Réponse par l'honorable M. Parent : Aucun compte n'a été produit.

Par l'honorable M. Pelletier.—Combien le comté de Laval doit-il pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille : \$455.22 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Combien le comté de Portneuf doit-il pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille : \$971.66 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Combien le comté de Lévis doit-il pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille : \$969.04 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Combien le comté de Québec doit-il pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille : \$1,181.30 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier :—Quel est le montant dû par le comté de Chambly pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille : \$107.28 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant dû par le comté de Laprairie pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille : \$798.88 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant dû par le comté de Beauce pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille : \$2,090.83 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant dû par le comté de Huntington pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille : \$180.43 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montont dû par le comté de Missisquoi pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille : \$187.81 pour arrérages ?

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant dû par le comté de Bonaventure pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille : \$208.60 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant dû par le comté de Charlevoix pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille : \$549.07 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant dû par le comté de Gaspé pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille : \$825.75 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant dû par le comté d'Iberville pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille : \$1,080.03 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant dû par le comté de Saint-Jean pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille : \$731.29 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant dû par le comté de Napierville pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille : \$1,553.22 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant dû par le comté de Montmagny pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille : \$3,422.04 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant dû par le comté de Bellechasse pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—\$945.01 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant dû par le comté de l'Islet pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—\$556.80 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant dû par le comté de Labelle pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—\$598.20 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant dû par le comté de Wright pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—\$1180.44 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant dû par le comté de Pontiac pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—\$882.43 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant dû par le comté de Rimouski pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—\$864.81 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant dû par le comté de Stanstead pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—\$116.00 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant dû par le comté de Témiscouata pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—\$90.28 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant dû par le comté de Champlain pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—\$1259.34 pour arrérages.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant dû par le comté de Maskinongé pour l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—\$50.00 pour arrérages.

Par M. Allard.—Le département de l'Instruction publique a-t-il reçu aucune plainte au sujet de l'appel qui se fait en vertu de la loi actuelle, à la cour de circuit ?

Dans l'affirmative, de qui, et quelle est la nature de ces plaintes ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—Le département de l'Instruction publique n'a reçu aucune plainte au sujet de l'appel qui se fait en vertu de l'article 482 de la loi de l'Instruction publique.

Par M. Roy (Montmagny).—Le gouvernement de la province de Québec a-t-il, en aucun temps, depuis 1877, demandé l'opinion de juriconsultes en outre de celle des greffiers en loi sur des questions de contrats ou autres ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :

1. L'honorable juge Badgley, "services relatifs au rapport du Dominion sur les actes de la législature de la province de Québec, session de 1875", comptes publics pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1877, page 71, \$500.00.

2. L'honorable M. Lacoste, pour avoir examiné le contrat de vente du chemin de fer Q. M. O. et O.—\$5,000.00. (Voir Journaux de l'Assemblée législative de 1889. Volume XXIII, version française, page 104 ;)

"Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant payé à l'honorable M. Lacoste, avocat, pour examen du contrat de vente du chemin de fer Q. M. O. et O ?

"Réponse par l'honorable M. Turcotte,—\$5,000."

3. C. A. Geoffrion, consultation *re* question du désaveu et organisation de la cour de magistrat. Comptes publics de l'année fiscale finissant le 30 juin 1889, page 20.—\$75.00.

4. Christopher Robinson, C. R., 17 mars 1892, compte pour consultation spéciale à Ottawa avec le Procureur-Général au sujet des procédures criminelles à être prises contre M. Mercier et autres ; consultations à Toronto avec M. Osler, C. R., opinion écrite, dépenses de voyages etc.—\$250.00 ; 26 mars, payé à M. P. B. Osler, écr., C. R., pour son opinion sur la même affaire \$150.00, en tout \$400.00. (Voir comptes publics pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1892, page III.)

5. J. G. Bourinot, opinion sur question constitutionnelle, \$100.00. (Voir comptes publics de l'année finissant le 30 juin 1896, page 209.)

Par M. Roy (Montmagny).—1. Quel est le notaire qui a reçu le contrat fait entre le gouvernement et les Sœurs de la Charité, le 7 avril 1893, pour l'entretien des aliénés à l'asile de Beauport ? 2. A-t-il produit un compte ? 3. Quel montant lui a été payé ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—1. M. le notaire J.-A. Charlebois ; 2. Oui ; 3. \$400.00.

L'honorable M. Pelletier propose, appuyé par M. St. Pierre, et il est—
Ordonné.—Qu'il soit permis à l'honorable M. Pelletier de démissionner
comme membre du comité des privilèges et élections

Ordonné.—Que l'honorable M. LeBlanc fasse partie du comité des
privilèges et élections.

Proposé par M. Allard, secondé par M. Major, et—

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Copie du contrat
passé entre le gouvernement de la province de Québec et les révé-
rendes Sœurs de la Providence, pour l'entretien des aliénés à l'Asile St-
Jean-de-Dieu, en date du 13 mars 1897.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 178) amendant
la loi des licences de Québec.

M. Tellier, appuyé par M. St. Pierre, propose que ce bill soit mainte-
nant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Cham-
bre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité
de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 176) pour
étendre la juridiction territoriale de la cour supérieure et de la cour de
circuit du district de Québec.

M. Roy (Kamouraska), appuyé par M. de Grosbois, propose que ce
bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Cham-
bre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité
de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 182) amendant
les articles 549 et 677 du Code de procédure civile.

M. Hutchinson, appuyé par M. Weir, propose que ce bill soit mainte-
nant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Cham-
bre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité
de législation.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent et il
est—

Résolu.—Que cette Chambre se forme en comité général, demain, pour
considérer certaines résolutions concernant le fonds de bâties et des jurés.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le
Bill (M du Conseil législatif) amendant la loi concernant les jurés ; et,

après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Taschereau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 155) amendant l'article 599 du Code de procédure civile; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Caron (Maskinongé) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Gouin dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur:—Les rapports pour l'année expirant le 30 juin 1902, indiquant les recettes et frais d'exploitation des chemins de fer qui ont été subventionnés par la Législature de Québec et adressés à l'honorable Ministre de la Colonisation et des Travaux publics de la province de Québec, conformément aux dispositions de l'acte de la Législature de Québec, 1 Edouard VII, chapitre 2.

(Document de la session No 76).

Aussi, rapports et statistiques de certains chemins de fer, en conformité des art. 5176 et suivants des statuts refondus de la Province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1902.

(Document de la session No 75).

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 mars 1903, pour la production d'un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item: Divers en général, \$11,380.73, à la page 11 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant: 1. Les divers montants payés; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements; 3. La date de ces divers paiements; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

(Document de la session No 67.)

L'honorable M. Robitaille, Secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre: Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 mars 1903 pour la production des documents en rapport avec la contestation faite par le gouvernement de la réclamation de madame Demers contre la succession de L.-J. Demers, insolvable, et l'Événement.

(Document de la session No 68.)

Réponse à une adresse, en date du 16 mars 1903, pour la production de tous ordres en conseil, papiers, correspondance, comptes en détail, documents en rapport avec le paiement fait à la "Belmont Retreat", de la somme de \$1,000, mentionnée à la page 256 des comptes publics de cette province, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

(Document de la session No 69.)

Réponse à une adresse, en date du 19 mars 1903, demandant copie de tous ordres en conseil, documents, papiers et correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et toute personne, à propos du pont Shaw, dans la paroisse de Saint-Sauveur, comté de Terrebonne, depuis 1880.

(Document de la session No 70.)

Réponse à une adresse, en date du 4 mars 1903, demandant la copie d'un état détaillé de la somme de \$46,001.23, mentionnée dans les comptes publics, pour 1902, comme ayant été dépensée en vertu de l'article 60 Victoria, chapitre 3, (écoles élémentaires); 2. Copie de tous arrêtés du conseil au sujet de ces dépenses.

(Document de la session No 71.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1903, pour la production d'un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item; chemins de colonisation, \$90,000, mentionné à la page 7 de l'état des recettes et des dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant: 1. Les divers montants payés; 2. Les noms des municipalités ou des personnes à qui ces divers paiements ont été faits; 3. La date de ces paiements.

(Document de la session No 72.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1903, pour la production de comptes en détail, papiers, correspondance et documents en rapport avec le paiement de \$500.00 pour câblegrammes à Londres, mentionné à la page 252 des comptes publics de la province de Québec pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

(Document de la session No 73.)

Réponse à une adresse, en date du 10 mars 1903, pour la production de tous papiers, correspondance, documents, comptes en détail et ordres en conseil relativement à l'item de \$650.00, mentionné à la page 218 des comptes publics de cette province, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902, comme ayant été payé à l'honorable S.-N. Parent, premier ministre, pour dépenses de voyage.

(Document de la session No 74.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, le 24 mars 1903

L'honorable M. Duffy, président du comité de législation, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement, savoir :

Bill (No 169) amendant la loi concernant les tribunaux civils relativement aux Iles-de-la-Madeleine ;

Bill (No 174) détachant du comté de Drummond le territoire compris dans la paroisse de Saint-Joachim de Courval et l'annexant au comté d'Yamaska pour toutes fins ;

Bill (No 175) amendant le Code de procédure civile concernant la cour de magistrat de district ;

Votre comité a aussi examiné le bill suivant, et l'a adopté avec amendements :

Bill (No 172) amendant les articles 59a et 130 du Code civil.

Votre comité a enfin examiné le bill (No 161) amendant les articles 314 et 332 du Code de procédure civile et l'a rejeté. ”

M. Chauret, président du comité spécial du Code municipal, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le Bill (No 181) amendant les articles 272 et 847 du Code municipal et l'a adopté avec amendement. ”

M. Tessier, président du comité des bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (No 45) détachant une partie de la municipalité de Saint-Casimír pour la constituer en corporation de ville sous le nom de Grandboisville ;

Bill (No 93) constituant en corporation la compagnie de la Comédie Française de Montréal.

Votre comité a examiné aussi le bill (No 131) confirmant et ratifiant la vente des immeubles appartenant à la faillite de Robert Forsyth, et a l'honneur de le rapporter sans amendement,

Quant au Bill (No 73) donnant effet à un acte d'Antoine Masson et autres, résiliant un acte de donation, votre comité trouve que le préambule, tel que formulé, n'a pas été prouvé."

M. de Grosbois, président du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec amendements, savoir :

Bill (No 91) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer du comté de Lévis ;

Bill (No 90) amendant la charte de la Compagnie canadienne d'Eclairage électrique."

Ordonné,—Que M. Duhamel ait la permission de présenter un Bill (No 193) amendant le Code municipal relativement à l'entretien, l'hiver, des chemins de front.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Duhamel ait la permission de présenter un Bill (No 196) amendant les articles 716, 742, 746 et 746a du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Duhamel ait la permission de présenter un Bill (No 194) amendant le code scolaire relativement à la présentation du serment et aux publications et significations.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (No 197) amendant le Code de procédure civile relativement à la vente des biens des mineurs.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Du consentement unanime de la Chambre, le nom de M. de Grosbois est substitué à celui de M. Cochrane comme promoteur du Bill (No 93), constituant en corporation la compagnie de la Comédie Française de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné le 18 mars dernier, sur la motion proposée pour la deuxième lecture du Bill (No 2) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative

Et la proposition étant faite : Que ce bill soit maintenant lu, la deuxième fois, elle est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu, la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue maintenant en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

A six heures, M. l'Orateur reprend le fauteuil, déclare qu'il est six heures et le quitte aussitôt jusqu'à sept heures et demie, ce soir.

Sept heures et demie p. m.

Bills privés, conformément à la règle 19.

M. l'Orateur rend sa décision sur la question d'ordre soulevée, hier, au sujet de la motion pour la troisième lecture du bill (No 68) amendant la charte de la cité de Québec, comme suit, savoir :

" Objection a été faite, hier, que ce bill est hors d'ordre parce qu'il contient des clauses non couvertes par les avis donnés.

" C'est à la Chambre de décider, si les circonstances sont telles qu'il y a lieu de ne pas insister sur l'application rigoureuse de la règle relative aux avis. Les autorités, sur ce point, sont formelles et les précédents nombreux.

" Certains précédents conseillent la référence, de nouveau, au comité des ordres permanents. Dans certains cas, les circonstances la justifiant de ce faire, la Chambre a pris sur elle-même de décider la suspension de la règle et de ne pas tenir compte de l'insuffisance des avis.

" La Chambre a donc l'alternative soit, si elle n'est pas suffisamment informée, de référer le bill au comité des ordres permanents, soit, si elle est d'opinion que les avis et la publicité sur ce bill ont été assez amples pour que personne ne soit pris par surprise et pour qu'aucun intérêt privé ne puisse être affecté, de décider elle-même la suspension de la règle.

“ La Chambre a, seule, le droit de décider, et l'Orateur n'a point là-dessus de ligne de conduite à lui tracer.”

M. Roy (Kamouraska) propose, secondé par M. Taschereau : Que la règle 51ième de cette Chambre soit suspendue quant au bill (No 68) amendant la charte de la cité de Québec et que l'ordre du jour appelle la troisième lecture du dit bill.

L'honorable M. Pelletier soulève l'objection qu'avis n'a pas été donné de cette motion.

Alors, M. Roy (Kamouraska) demande la permission de retirer la dite motion et de la déposer sur le bureau de la Chambre, comme avis de motion,—ce qui est agréé.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 58) concernant la Compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général, pour considérer le Bill (No 99) accordant certains pouvoirs à la “ New Richmond Lumber Company ” ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

L'examen du Bill (No 2) concernant l'élection des députés à l'Assemblée législative est repris en comité général. M. l'Orateur reprend le fauteuil et, M. Roy (Kamouraska) fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 39) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Marie-Joseph-Norbert-René Faribault à la pratique de la profession de notaire, après examen, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendement faits par le Conseil législatif au Bill (No 40) constituant en corporation “ The Montreal Steel Works, Limited ”, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné, — Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 47) constituant en corporation les Frères Mineurs Capucins de Québec, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné, — Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 104) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Patrick Dobbin à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit, maintenant, lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, — la Chambre se divise, — et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu, la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 121) autorisant Joseph Stern à pratiquer la chirurgie dentaire dans cette province.

M. Weir, appuyé par M. Hutchinson, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, — la Chambre se divise, — et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

Les bills qui suivent sont, conformément à l'ordre du jour, lus, respectivement, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (No 59) constituant en corporation le Crédit Municipal Canadien.

Bill (No 32) constituant en corporation la ville de Roberval.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1903, pour la production de tous papiers, correspondance, documents, contrats, soumissions, comptes en détail, en rapport avec l'item : Palais de Justice de Hull, \$3,151.09, mentionné à la page 157 des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1902.

(Document de la session No 77.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1903, pour la production de tous papiers, correspondance, documents, contrats, sou-

missions et comptes en détail en rapport avec l'item : Palais de Justice et prison d'Ottawa, \$17,116.83, mentionné à la page 269 des comptes publics de cette province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1902.

(Document de la session No 78.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 mars 1903, pour la production d'une copie du contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les révérendes Sœurs de la Providence, pour l'entretien des aliénés à l'Asile St-Jean de Dieu, en date du 13 mars 1897.

(Document de la session No 79)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 11 mars 1903, pour la production d'un état détaillé démontrant le coût des réparations, agrandissements, ameublements et toutes dépenses quelconques faites en rapport avec les appartements de l'Orateur du Conseil législatif et ceux occupés jusqu'à sa mort par feu S. S. Hatt, le dit état faisant voir combien il y a maintenant de chambres à la disposition du dit Orateur et combien de dépenses ont été faites en rapport avec chacune de ces chambres, depuis trois ans.

(Document de la session No 80.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1903, pour la production de tous papiers, correspondance, documents, contrats, soumissions et comptes, en rapport avec l'item de \$950.00: Palais de Justice, Kamouraska, mentionné à la page 157 des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1902.

(Document de la session No 81.)

Réponse à une adresse, en date du 16 mars 1903, demandant copie de tous ordres en conseil, contrats, papiers, correspondance, documents et comptes en détail, relativement aux items:—François Parent, poser une chaine, etc., \$1,123.05, et pavage, etc., \$1,837.41, mentionné à la page 146 des comptes publics de cette province, pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1902.

(Document de la session No 82.)

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1903, pour la production de tous papiers, correspondance, documents, contrats, soumissions et comptes en détail, en rapport avec l'item de \$10,000 pour l'Ecole normale Laval, mentionné à la page 157 des comptes publics de la province pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

(Document de la session No. 83.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 25 mars 1903

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par l'honorable M. LeBlanc,—deux pétitions de Dame Paul Lussier et autres, de Montréal.

Par M. Cochrane,—la pétition de J.-G. Laviolette et autres, de Montréal.

L'honorable M. Duffy, président du comité de législation, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement, savoir :

Bill (No 178) amendant la loi des licences de Québec.

Bill (No 176) étendant la juridiction de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit du district de Québec,

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec amendement :

Bill (No 182) pour amender les articles 549 et 677 du Code de procédure civile.

Votre comité a, de plus, examiné le bill (No 167) amendant le Code de procédure civile relativement à l'entrée des actions à l'assignation et à l'exécution des jugements, et l'a rejeté. ”

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné la pétition de “ The Montreal Technical Institute ” demandant une loi la constituant en corporation et a trouvé que les avis requis ont été publiés.

Quant à la pétition de J.-P. Brennan, demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, votre comité a l'honneur d'informer votre honorable Chambre que le pétitionnaire ne désire pas présenter son projet de loi. ”

M. de Grosbois, président du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Le promoteur du bill (No 113) constituant en corporation la “ Rural Light Heat and Power Company ” ayant déclaré qu’il désirait ne pas procéder avec ce bill, votre comité recommande à votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de le retirer. ”

M. Cardin, du comité des bills privés, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu’il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill (No 71) amendant la charte de la cité de St-Hyacinthe ;

Bill (No 72) amendant la charte de la cité de St-Henri ;

Bill (No 116) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Alexandre-Charles Girard au nombre de ses membres ;

Bill (No 62) constituant en corporation le “ Montreal Hunt Club ” ;

Et Bill (No 65) constituant en corporation la compagnie d’assurance sur la vie “ La Sauvegarde. ”

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l’honneur de les rapporter sans amendement :

Bill (No 80) ratifiant et validant un certain acte de cession par l’Œuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Marie Magdeleine du Cap-de-la-Magdeleine aux révérends Pères Oblats de l’Immaculée Conception de Marie ;

Bill (No 122) constituant en corporation la congrégation “ Beth Israël ” (Maison d’Israël).

Votre comité a enfin examiné le bill (No 98) interprétant le testament de feu Owen McGarvey, augmentant les pouvoirs des exécuteurs, pourvoyant au paiement des legs et contenant des dispositions relatives à l’administration et à la liquidation de la succession—auquel il a fait certains amendements qu’il soumet à la considération de votre honorable Chambre.”

M. Chauret, du comité spécial du Code municipal, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit, savoir :

“ Votre comité a examiné le bill suivant et l’a adopté sans amendement :

Bill (No 190) amendant l'article 680 du Code municipal.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés avec amendements :

Bill (No 187) amendant l'article 287 du Code municipal ;

Et Bill (No 173) amendant les articles 291 et 1081 du Code municipal."

Ordonné,—Que M. Cochrane ait la permission de présenter un Bill (No 140) constituant en corporation "The Montreal Technical Institute."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un Bill (No 192) amendant la loi concernant la fermeture des magasins à bonne heure.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (No 199) amendant le Code municipal relativement à la désignation des propriétés, à la convocation du bureau des délégués, à l'avis de nomination du maire, et à la fermeture d'un chemin, en vertu de l'article 762a du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (No 200) accordant certains pouvoirs aux conseils de cités, villes et villages, concernant les timbres de commerce.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Petit ait la permission de présenter un Bill (No 150) détachant du comté du Saguenay le canton Dumas et l'annexant au comté de Chicoutimi, pour toutes fins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lane ait la permission de présenter un Bill (No 149) amendant l'article 121 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill (No 148) amendant le Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill (No 147) amendant l'article 774 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu l'avis suivant de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de Portneuf, et qu'il a adressé son mandat au greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer un nouveau bref d'élection pour le dit district électoral.

Québec, 24 mars 1903.

L'honorable H.-B. RAINVILLE,

Orateur de l'Assemblée législative,

Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de Portneuf, par suite de l'acceptation, par l'honorable Jules Tessier, député du dit district électoral, de la charge de sénateur pour la division de LaDurantaye, dans la province de Québec.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

(Signé) S.-N. PARENT,

Député de St-Sauveur.

“ ADÉLARD TURGEON,

Député de Bellechasse

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Prévost.—1. M. Napoléon Pelletier est-il à l'emploi du gouvernement ?

2. Quel est son salaire ?

3. Dans quel département est-il employé ?

4. Quand a-t-il été nommé à son emploi actuel ?

5. L'honorable L.-P. Pelletier était-il alors membre du gouvernement ?

6. Les deux susdits MM. Pelletier sont-ils parents ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille.—1. Oui ; 2. \$1400.00 comme employé spécial et \$200.00 comme secrétaire du surintendant médical de l'asile de Beauport ; 3. Département du Secrétaire et Régistrare de la Province ; 4. Le 11 mars 1897 ; 5. Oui ; M. Nap. Pelletier est le frère de l'honorable L.-P. Pelletier.

Par M. Prévost.—1. M. Jules Côté est-il à l'emploi du gouvernement ?

2. Quand a-t-il été nommé ?

3. Quel est son salaire ?

4. Lors de sa nomination, l'honorable E.-J. Flynn était-il membre du gouvernement ?

5. Est-il parent de l'honorable E.-J. Flynn ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. Oui, dans le département des Terres, Mines et Pêcheries ; 2. Le 5 décembre 1892 ; 3. \$1500.00 ; 4. Oui, en qualité de Commissaire des Terres de la Couronne ; 5. Il est le beau-frère de l'honorable E.-J. Flynn.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par l'honorable M. Pelletier, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien mettre devant cette Chambre : Copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents quelconques, en rapport avec la diminution de droits de coupe de bois qui peut avoir été faite par le gouvernement, en faveur de toutes personnes ou compagnies possédant des limites à bois dans cette province, depuis trois ans.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. LeBlanc, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous ordres en conseil, papiers, correspondance et documents se rapportant à la nomination de conseillers municipaux nommés par le Lieutenant-Gouverneur, depuis deux ans, dans la paroisse de Saint-Nicolas, dans le comté de Lévis.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant

cette Chambre :—Copie de tous ordres en conseil, papiers, baux, permis d'occupation, permis de location, ventes, promesses de vente, et tous autres papiers, correspondance et documents en rapport avec la rivière Moisie, tant pour la partie d'icelle où se fait la pêche à la ligne que pour l'estuaire de la dite rivière.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance au sujet d'aucune réclamation du gouvernement contre le comté de Nicolet, pour l'entretien des aliénés.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute requête et de toute correspondance au sujet de l'extension du délai pour la construction du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental, et au sujet d'aucune demande de subsides par cette compagnie.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes requêtes, de toute correspondance depuis le 26 mars 1902, au sujet du parachèvement de la construction d'un chemin de fer sur la rive sud du fleuve St-Laurent, spécialement dans les comtés de Yamaska, Nicolet et Lotbinière.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 169), amendant la loi concernant les tribunaux civils relativement aux Iles-de-la-Madeleine ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 174) détachant du comté de Drummond le territoire compris dans la paroisse de St-Joachim de Courval et l'annexant au comté d'Yamaska, pour toutes fins ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tourigny fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 175) amendant le Code de procédure civile relativement à la cour des magistrats de district ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur

reprend le fauteuil, et M. Caron (L'Islet) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill, soit, maintenant, lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 172) amendant les articles 59a et 180 du Code civil; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Laferté fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill, soit, maintenant, lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur la motion proposée, jeudi, le 19 mars dernier :—Que le bill (No 168) amendant la loi de l'Instruction publique relativement aux appels, soit lu, une deuxième fois.

Et la question étant posée, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu, une deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 180) amendant le Code de procédure civile relativement à la juridiction de la cour des commissaires.

M. Blanchard, appuyé par M. Kennedy, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu, la deuxième fois.

M. Blanchard propose, appuyé par M. Cardin,—et la motion est soumise par M. l'Orateur,—Que le bill soit renvoyé au comité général de la Chambre, demain.

M. Taschereau propose, en amendement, appuyé par M. Roy (Kamou-raska): Que le bill ne soit pas renvoyé au comité général de la Chambre, demain, mais qu'il soit renvoyé au comité de législation.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Chénervet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Morin (Charlev),</i>	<i>Saint-Pierre,</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Pelletier (Dorc.),</i>	<i>Tuschereau,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Prévost,</i>	<i>Tellier et</i>
<i>Delaney,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robitaille,</i>	<i>Tessier.—25</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Roy (Kamour.),</i>	
<i>Duhamel,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Roy (Montmagny),</i>	
<i>Dupuis,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Smith,</i>	

CONTRE :

Messieurs :

<i>Allard,</i>	<i>Caron (Mataue),</i>	<i>Giard,</i>	<i>Neault,</i>
<i>Blouin,</i>	<i>Champagne,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Parent</i>
<i>Bissonnette</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>(Montcalm),</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin (Iberv.),</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bissonnette</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Gosselin (Missisq.),</i>	<i>Pilon,</i>
<i>(Soulanges),</i>	<i>Coccarane,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Daigneault,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Caron (l'Islet),</i>	<i>Dion,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Walker et</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Dorris,</i>	<i>Major,</i>	<i>Weir.—38.</i>

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est de nouveau soumise et est adoptée, et il est—
Ordonné,— Que ce bill soit renvoyé au comité général de la Chambre, pour être examiné, demain

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 186) amendant l'article 804 du Code civil.

M. Dorris, appuyé par M. Caron (L'Islet), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu, la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (N, du Conseil législatif) amendant la loi concernant les halles au beurre et au fromage.

M. Hutchinson, appuyé par M. Weir, propose que ce bill soit, maintenant, lu, la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu, la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 184) amendant la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu, la deuxième fois et renvoyé en comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 191) amendant l'article 599 du Code de procédure civile.

M. Mackenzie, appuyé par M. Cochrane, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu, la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 181) amendant les articles 272 et 847 du Code municipal.

Le bill est, en conséquence, lu, la deuxième fois et renvoyé au comité général pour être considéré, demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (F) autorisant le partage de la succession de feu Maria Morrin, pour lequel il demande son concours.

M. Taschereau propose, appuyé par M. Tanguay, et il est—

Ordonné,—Que le bill (F) autorisant le partage de la succession de feu Maria Morrin, soit lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la première fois et renvoyé à demain pour la deuxième lecture

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer la résolution concernant le fonds de bâtisses et des jurés.

L'honorable M. Duffy informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution qu'il la recommande à sa considération.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que les grands jurés, dans tous les districts de la province, pourront être payés de l'indemnité à laquelle ils ont droit, à même le fonds de bâtisses et des jurés.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Champagne rapporte, alors, cette résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Que les grands jurés, dans tous les districts de la province, pourront être payés de l'indemnité à laquelle ils ont droit, à même le fonds de bâtisses et des jurés.

Ordonné,—Que la dite résolution soit lue, une deuxième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 15) amendant la loi concernant la protection des bois contre le feu.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit, maintenant, lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la lecture du bill (No 18) amendant la loi de la pharmacie.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 6) relatif à l'indépendance de la Législature.

L'honorable M. Duffy, appuyé par l'honorable M. Guerin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, — la Chambre se divise, — et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

L'honorable M. Robitaille dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre en date du 3 mars 1903, pour la production de tous les comptes d'impressions, produits par la Compagnie d'Imprimerie du "Soleil", par Ernest Pacaud et par l'établissement du "Herald" de Montréal, depuis la dernière session.

(Document de la session No 84.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 mars 1903, pour la production de l'enquête tenue par M. Jodoin, en 1895, sur les employés de la prison de Montréal.

(Document de la session No 85.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 mars 1903, pour la production de tous comptes, transports et documents produit au département des Terres, Mines et Pêcheries, par le révérend M. Thivierge, pour des dettes qui lui auraient été dues par des employés de ce département.

(Document de la session No 86.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1903, pour la production de tous papiers, correspondance, documents, soumissions et comptes en détail par rapport à l'item : Jos. Thibeault, travaux divers de menuiserie et de peinture, \$1,076.83, mentionné à la page 152 des comptes publics de la province, pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1902.

(Document de la session No 87.)

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1903, pour la production de tous papiers, correspondance, documents, contrats, soumissions et comptes en détail, en rapport avec l'item : Palais de justice et prison de la Malbaie, \$2,424.08, mentionné à la page 156 des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

(Document de la session No 88.)

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, reprend le débat ajourné le 19 mars dernier, sur la motion alors proposée : Que M. l'Orateur laisse le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Sœurs de Charité de Québec, relativement au maintien des aliénés dans les asiles de Beauport et de Saint-Ferdinand d'Halifax.

A six heures, M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Sept heures et demie p. m.

En vertu de la 19^e règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 76) constituant en corporation l'Hôpital Alexandra; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit, maintenant, lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 60) concernant la construction de la cathédrale de Saint-Hyacinthe; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Girard fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit, maintenant, lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour, appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 99) accordant certains pouvoirs à la " New Richmond Lumber Company "; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit, maintenant, lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 44) constituant en corporation la compagnie de tramway de Valleyfield; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin (St-Hyacinthe) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 45), détachant une partie de la municipalité de Saint-Casimir, pour la constituer en corporation de ville, sous le nom de Grandboisville.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se constitue en comité général.)

M. Roy (Kamouraska), propose en amendement, appuyé par M. Champagne : Que tous les mots après " que " soit retranchés et remplacés par les suivants : Le bill soit de nouveau renvoyé au comité des bills privés pour reconsidération.

Et l'amendement étant soumis à la Chambre, il est résolu dans l'affirmative.

La motion principale ainsi amendée, étant alors soumise, elle est résolue dans l'affirmative.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 93) constituant en corporation la compagnie de la Comédie Française de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 134) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (No 91) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer de

Lévis ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy (Montmagny) fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (No 131) confirmant et ratifiant la vente de certains immeubles appartenant à la succession insolvable de Robert Forsyth ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (No 90) amendant la charte de la Compagnie Canadienne d'éclairage électrique ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill K du Conseil législatif, constituant en corporation les Ecoles Royales d'Agriculture.

Le bill est, en conséquence, lu, une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 49) constituant en corporation la compagnie électrique " Red

Falls "; et, après avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gosselin (Iberville) fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

M. Cochrane propose, appuyé par M. Mackenzie, et la motion est soumise à la Chambre :—Que le bill (No 41) amendant la charte de la "Montreal Stock Yards Company", soit de nouveau inscrit sur l'ordre du jour pour être considéré en comité général.

M. de Grosbois propose, en amendement, secondé par M. Roy (Kamou-raska), que le dit bill ne soit pas inscrit pour comité général, mais renvoyé de nouveau, au comité des bills privés, pour reconsidération.

Et l'amendement étant soumis à la Chambre, il est résolu dans l'affirmative.

Ordonné,—Que le bill soit de nouveau renvoyé au comité des bills privés.

Le débat ajourné le 19 mars dernier, sur la motion alors proposée : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (et que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Sœurs de la Charité de Québec, relativement au maintien des aliénés dans les asiles de Beauport et de Saint-Ferdinand d'Halifax), est repris.

Et la motion étant, de nouveau, faite : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. Robitaille informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général.

(EN COMITÉ.)

Résolu,—Que le contrat ci-après récité, relatif au soin, à la garde et à l'entretien des aliénés dans les asiles de Beauport et de St-Ferdinand d'Halifax, passé le 23 février 1903, devant Maître Louis-Philippe Sirois, notaire, entre le gouvernement et les Sœurs de la Charité de Québec, soit approuvé et ratifié.

CONTRAT

L'An mil neuf cent trois, le vingt-trois de février, devant Louis-Philippe Sirois, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec, comparaissent :

Sa MAJESTÉ LE ROI, ici représenté par l'honorable Amédée Robitaille, de la cité de Québec, avocat, conseil du roi, secrétaire et registraire de la province de Québec, autorisé à l'effet des présentes par un arrêté du Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, en conseil, No 92, en date du dix-neuf de février courant, approuvé le vingt et un de février courant par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et dont copie est annexée à la minute des présentes ; et

LES SŒURS DE LA CHARITÉ DE QUÉBEC, corps politique incorporé, ayant son siège d'affaires en la cité de Québec, ici représentées par Dame Marie-Julie Auger, de la cité de Québec, en religion sœur Ste-Hélène, supérieure générale des Sœurs de la Charité, spécialement autorisée à l'effet de cet acte par une résolution du conseil des Sœurs de la Charité en date du vingt et un de février courant, approuvée le vingt-deux de février courant par Sa Grandeur Monseigneur Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec, et dont copie, portant cette approbation, a été annexée à la minute de cet acte, après avoir été reconnue véritable par sœur Ste-Hélène et signée par elle et le notaire soussigné, ce jour.

LESQUELS font le contrat suivant :

I

TITRE DE CE CONTRAT

Ce contrat peut être cité sous le nom de " Contrat relatif aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans les asiles de Beauport et de St-Ferdinand d'Halifax."

II

DÉFINITIONS

Dans ce contrat, à moins que le texte n'exige une interprétation différente :

- (a) l'expression " gouvernement " signifie " Sa Majesté " l'une des parties à ce contrat ;
- (b) l'expression " les Sœurs " signifie les Sœurs de la Charité de Québec, l'autre partie à ce contrat ;

- (c) l'expression "malades" signifie les personnes idiotes et aliénées, de l'un et de l'autre sexe, confiées aux sœurs ;
- (d) l'expression "asile" employée seule s'applique à celui de Beauport et à celui de St-Ferdinand d'Halifax ;
- (e) l'expression "gardien" comprend les gardiennes, religieuses ou laïques ;
- (f) l'expression "médecins" signifie les médecins nommés par le gouvernement de la province de Québec ;
- (g) les expressions "inspecteurs" "visiteurs" signifient les inspecteurs des asiles, prisons, etc., nommés par le gouvernement de la province.

III

SOIN ET ENTRETIEN DES MALADES

Les Sœurs s'engagent envers le gouvernement, pour le terme de vingt-cinq ans qui commencera à courir le huit d'avril prochain, à recevoir et loger, dans leur asile, tous les malades qui leur seront confiés par le gouvernement, à les nourrir, vêtir et entretenir, chauffer et éclairer convenablement, leur donner tous les soins qui leur seront nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et leur fournir les soins médicaux que leur état exigera, le tout, aux conditions ci-après stipulées.

IV

NOURRITURE, ETC., INDIQUÉS DANS LA CÉDULE

La nourriture et les vêtements donnés, ainsi que les lits et la literie fournis aux malades par les Sœurs, ne devront, dans aucun cas, être d'une qualité inférieure, et dans des quantités moindres que celles décrites dans la cédule annexée à la minute de ce contrat signée par les parties et par le notaire.

V

TRAITEMENT A DONNER

Les Sœurs s'engagent à donner aux malades qui leur seront confiés au moins les mêmes soins et à leur procurer au moins le même confort, les mêmes amusements et récréations, la même sollicitude, en un mot, à les traiter en tout points, au moins aussi bien qu'elles l'ont fait pendant toute la durée de leur contrat avec le gouvernement, contrat qui expirera le sept d'avril prochain.

Les Sœurs s'engagent en outre à améliorer la tenue générale de leur asile à mesure que la science et l'expérience feront connaître les améliorations qu'il convient d'apporter au traitement des aliénés, sujet néanmoins à ce qui est mentionné dans l'article suivant.

VI

CERTAINES DÉPENSES A ÊTRE REMBOURSÉES

Si, par suite des ordres du surintendant médical ou des règlements faits en vertu des lois de cette province concernant les aliénés et les asiles d'aliénés, il est imposé aux Sœurs des dépenses plus considérables que celles résultant de ce qui est spécifiquement mentionné dans les articles trois (3), quatre (4), cinq (5), sept (7), neuf (9) et onze (11) de ce contrat et dans la cédule annexée, ces dépenses additionnelles, après avoir été approuvées au préalable par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, seront payées par le gouvernement, en sus du prix de ce contrat.

VII

VÊTEMENTS ET TRAVAIL DES MALADES

Les vêtements des malades devront correspondre aux différentes saisons, de manière à permettre aux malades de sortir, tous les jours, autant que possible.

Le travail des malades devra être généralisé comme moyen de guérison.

VIII

GARDIENS

Les gardiens devront être en nombre suffisant pour qu'il n'y ait pas, en moyenne, plus de douze malades confiés aux soins et garde de chacun d'eux. Ces gardiens devront savoir lire, écrire, compter, et n'avoir pas moins de vingt et un ans et pas plus de soixante-cinq ans.

Cette dernière disposition ne s'appliquera pas aux gardiens compétents actuellement employés.

IX

VISITE DES MÉDECINS INSPECTEURS, ETC.

Les Sœurs donneront toutes les facilités possibles aux médecins du gouvernement, aux visiteurs et inspecteurs des asiles, et leur donneront tout leur concours, de manière à leur faciliter leur œuvre et l'accomplissement de leurs devoirs.

X

PRIX DE L'ENTRETIEN DE CHAQUE MALADE

Le gouvernement s'engage envers les Sœurs à leur payer, au bureau du trésorier de la province de Québec, une somme de cent dix piastres par année, par tête, pour chaque malade qu'elles garderont à l'avenir pour lui, et pour tout le temps de l'internement seulement de ce malade.

Ces paiements s'effectueront par versements trimestriels, dont le premier se fera le premier de juillet prochain, et les autres de trois mois en trois mois, sans interruption jusqu'à l'expiration de ce contrat.

Cependant, le montant annuel payable par le gouvernement ne sera jamais pour une somme moins élevée que celle payable pour le minimum des malades fixé par l'article suivant.

XI

NOMBRE MINIMUM DES MALADES

Le gouvernement s'engage envers les Sœurs à mettre et tenir en tout temps, pendant la durée de ce contrat, sous les soins des sœurs, au moins huit cent cinquante malades, comprenant dans ce nombre ceux qui sont déjà à St-Ferdinand d'Halifax.

Cependant, lorsque les Sœurs auront fait à l'Asile de Beauport des agrandissements et additions qui leur permettront d'y recevoir au moins deux cents malades, en plus du nombre de ceux qui y sont actuellement logés et soignés, ce nombre minimum sera alors porté de huit cent cinquante à mille malades.

XII

SERVICE DES CHAPELAINS

Le gouvernement paiera le service des chapelains nécessaires à l'asile, mais les sœurs devront nourrir et loger ces chapelains, si elles en sont requises.

XIII

TRANSPORT DES MALADES

Les malades ainsi confiés aux soins et à la garde des Sœurs seront transportés et livrés à l'asile aux frais et dépens du gouvernement ou des parties intéressées, sauf le recours du gouvernement contre les personnes, corporations ou municipalités qui y sont tenues suivant la loi.

XIV

ÉVASION DES MALADES

Si, après leur arrivée à l'asile, des malades s'échappent ou s'éloignent de l'asile, les Sœurs devront, à leurs propres frais, faire toutes les diligences et perquisitions nécessaires pour les retrouver et les ramener à l'asile.

XV

AVIS EN CAS D'ÉVASION

Chaque fois qu'un malade s'échappera ou s'éloignera ainsi de l'asile, les Sœurs devront donner au Secrétaire de la province un avis dans lequel

elles mentionneront le nom de ce malade, la date de son évasion, celle de son retour ou le fait qu'il n'a pu être retrouvé.

XVI

AVIS DANS LE CAS DE DÉCÈS

Dans le cas de décès d'un malade, les Sœurs devront donner au Secrétaire de la province un avis mentionnant le nom de ce malade et la date de son décès.

XVII

FRAIS D'INHUMATION

Lors du paiement de chaque trimestre, le gouvernement paiera aux sœurs une somme additionnelle de trois piastres pour frais d'inhumation et autres frais funéraires de chaque malade décédé à l'asile pendant ce trimestre.

XVIII

ASSURANCES SUR LA PROPRIÉTÉ

Les sœurs devront assurer les meubles et immeubles de l'Asile de Beauport pour un montant de cent cinquante mille piastres au moins.

Si le gouvernement est d'opinion que ce montant d'assurance n'est pas assez élevé pour sauvegarder les droits de la province, il pourra effectuer des assurances pour un montant additionnel, mais alors il paiera la prime de cette assurance qu'il effectuera ainsi.

XIX

RÈGLEMENT DE RÉCLAMATION EN LITIGE

Les Sœurs, par deux contrats de prêt, reçus par Cyrille Tessier, notaire, l'un, le dix-huit avril mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et l'autre, le trente janvier mil huit cent quatre-vingt-quinze, ont reconnu devoir au gouvernement la somme de quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-quinze piastres et soixante centins. Cette somme avait été avancée par le gouvernement pour payer le coût de réparations et améliorations faites à l'Asile de Beauport, d'après l'ordre du surintendant médical. Les Sœurs ont toujours prétendu que ces dépenses devaient être payées par le gouvernement. Celui-ci au contraire a toujours maintenu que les sœurs devaient les payer. Lors de la signature des actes de prêts ci-dessus mentionnés, il avait été entendu, entre le gouvernement et les sœurs, que le fait de signer ces actes de prêt ne changerait rien à la position respective des parties quant à leurs prétentions, que la question débattue resterait

en suspens pour être décidée plus tard, soit par les tribunaux, soit par arbitrage ou du consentement mutuel des parties.

Dans le but de régler définitivement cette réclamation, les parties font la transaction suivante : les sœurs paieront au gouvernement, en la manière ci-après fixée, la somme de vingt-cinq mille piastres, et le gouvernement leur donne une quittance pour le surplus.

Dans le but de s'acquitter de cette dette de vingt-cinq mille piastres, les sœurs autorisent le gouvernement à retenir, sur chacun des versements trimestriels qui leur sont payables, aux termes de l'article dix ci-dessus, la somme de deux cent cinquante piastres, jusqu'au parfait remboursement de ce capital de vingt-cinq mille piastres.

XX

AUTRE RÉCLAMATION

Il restait dû au gouvernement une somme de sept mille cinq cents piastres pour balance d'un prêt de cinquante mille piastres fait aux anciens propriétaires, le dix-sept février mil huit cent soixante-quinze. Les Sœurs, lors de leur acquisition de l'asile, s'étaient chargées de payer cette somme au gouvernement, à l'acquit des anciens propriétaires, avec intérêt à quatre et demi ($4\frac{1}{2}\%$). Les Sœurs s'engagent envers le gouvernement à rembourser cette somme de sept mille cinq cents piastres dans deux ans de cette date et à lui en payer les intérêts à compter du sept avril prochain, au taux de quatre et demi pour cent, l'an. Pour payer ces intérêts s'élevant annuellement à trois cent trente-sept piastres et cinquante centins (\$337.50), les Sœurs autorisent le gouvernement, tant qu'elles n'auront pas remboursé ce capital, à retenir sur chacun des versements trimestriels qui leur sont payables au terme de l'article dix ci-dessus, la somme de quatre-vingt-quatre piastres et trente-sept centins. Les Sœurs s'engagent en outre à payer au gouvernement cinq années d'arrérages d'intérêt au sept d'avril prochain (le surplus leur étant remis) sur cette somme de sept mille cinq cents piastres, soit : seize cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins. Dans le but de s'acquitter envers le gouvernement de la dite somme de seize cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, montant des arrérages d'intérêts, les Sœurs autorisent le gouvernement à retenir sur chacun des versements trimestriels qui leur sont payables comme susdit, la somme de seize piastres et quatre-vingt-sept cents, jusqu'au payement complet de cette somme.

XXI

PRÊT DE LA " STANDARD LIFE INSURANCE COMPANY "

Par la loi cinquante sept Victoria, chapitre sept (57 V., ch. 7) le gouvernement a garanti le payement en capital et intérêt d'un prêt de quatre-vingt-dix mille piastres fait aux sœurs par la *Standard Life Insurance Company*, remboursable en trente ans, du vingt-neuf juin mil huit cent quatre-

vingt-treize, avec intérêt aux taux de quatre et demi pour cent, l'an. Lorsque le gouvernement a donné cette garantie, il n'a pas été pourvu au fonds d'amortissement pour assurer le paiement de cette dette par les Sœurs. Dans le but de créer ce fonds d'amortissement, les Sœurs s'engagent envers le gouvernement à déposer en fidéicommiss, dans une banque dont le choix sera approuvé par le gouvernement, une somme de trois mille piastres, tous les ans, sans aucune interruption, pendant vingt ans, à compter du 8 d'avril prochain. A défaut des Sœurs de se conformer à cette obligation, le gouvernement est autorisé à retenir cette somme de trois mille piastres par année sur les versements payables aux Sœurs.

Il est convenu que, dans le cas où les Sœurs voudraient retirer ce montant en dépôt comme fonds d'amortissement, elles pourront le faire après avoir substitué d'autres garanties de paiement approuvées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

XXII

RÉSILIATION DE CE CONTRAT

Les Sœurs auront le droit de mettre fin à ce contrat, après avoir donné un avis préalable de leur intention à cet effet au moins deux ans d'avance, et à l'expiration de ces deux années.

XXIII

DÉFENSE DE TRANSPORTER CE CONTRAT

Les Sœurs ne pourront transporter ce contrat sans un arrêté du Lieutenant-Gouverneur en conseil acceptant ce transport.

XXIV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Pour tout ce qui n'est pas spécialement mentionné et réglé dans ce contrat, les parties s'en rapportent à la loi de la province de Québec, concernant les aliénés et les asiles d'aliénés, et notamment pour le traitement médical et les pouvoirs et attributions du surintendant médical, de son assistant et des médecins internes.

Ces pouvoirs et ces attributions sont cependant limités par le droit qu'ont les propriétaires d'administrer leur établissement au point de vue de l'ordre, de la discipline et de l'économie, de diriger leurs employés et de contrôler toutes les dépenses, pourvu que l'exercice de ce droit n'entrave aucunement le traitement médical, moral et physique des malades tel que défini par l'article trois mil cent quatre-vingt-sept des Statuts refondus de Québec, édicté par la loi cinquante-sept Victoria, chapitre trente-trois, section cinq. (57 V., ch. 33, s. 5).

XXV

RATIFICATION

Le présent contrat devra être ratifié par une loi de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session.

FAIT à Québec sous le numéro neuf mille sept cent cinquante-deux des minutes du notaire soussigné.

EN FOI de quoi les parties ont signé avec le notaire après lecture faite.

(Signé) SR. M. JULIE AUGER dite STE-HÉLÈNE, Supr.
 " AM. ROBITAILLE.
 " L. P. SIROIS, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

L. P. SIROIS, N. P.

CÉDULE

RÈGLEMENT CONCERNANT LA NOURRITURE ET LES RATIONS DES HOMMES
ET DES FEMMES

Pain de blé par jour.....	20	onces
Patates, carottes, navets et autres légumes.....	20	"
Viande, bœuf, mouton ou lard, de première qualité, pour les malade ordinaires.....	6	"
Pour les malades qui peuvent travailler ou pour ceux qui sont tranquilles.....	8	"
La même quantité de poisson par jour si on le désire.		
Beurre, par jour.....	2	"
Soupe à la viande ou aux légumes, par jour.....	2	chopines
Thé et café avec lait.....	1½	"
Et les assaisonnements nécessaires.		

La préparation de la nourriture sera variée, et il y aura au moins trois repas par jour pour chaque malade et une variété, dans la nourriture, autant que possible, chaque jour, avec aussi des fruits ou du dessert, une fois par jour.

HABILLEMENT POUR LES HOMMES

Chemises.....	par année	4
Chemises de dessous en flanelle.....	"	2
Chemises de dessus en coton.....	"	2

Bas de laine.....	par année	3 paires.
Chaussons de coton.....	"	3 "
Souliers.....	"	3 "
Pantalons d'été.....	"	2 "
Pantalons d'hiver....	"	2 "
Pour les malades qui détériorent leurs habillements :		
Pantalons d'été.....	"	4 paires.
Pantalons d'hiver.....	"	4 "
Bretelles.....	"	1 "
Caleçons de coton.....	"	2 "
Caleçons de laine.....	"	2 "
Cravates d'été.....	"	2 "
Cravates d'hiver.....	"	2 "
Habits d'été.....	"	2 "
Habits d'hiver.....	"	2 "
Vestes d'été.....	"	2 "
Vestes d'hiver....	"	2 "
Chapeau d'été.....	"	1 "
Casque d'hiver.....	"	1 "
Mouchoirs de poche.....	"	3 "
Capot d'hiver.....	"	1 "
Chaussures d'hiver.....	"	1 paire.

POUR LES FEMMES

Chemises.....	"	4
Chemises de dessous en flanelle.....	"	2
Chemises de dessous en coton.....	"	2
Chaussons de laine.....	"	3 paires.
Chaussons de coton.....	"	3 "
Jarrettières.....	"	1 "
Souliers.....	"	3 "
Jupons d'été.....	"	2
Jupons d'hiver.....	"	2
Robes de coton pour été.....	"	2
Robes de laine pour hiver.....	"	2
Châles d'été.....	"	2
Châles d'hiver.....	"	2
Tabliers.....	"	4
Bonnets de jour.....	"	3
Bonnets de nuit.....	"	3
Mouchoirs.....	"	3
Chapeau d'été.....	"	1
Chapeau d'hiver.....	"	1
Caleçons d'été.....	"	2 paires.
Caleçons d'hiver.....	"	2 "
Casque d'hiver.....	"	1
Vêtement de dessus pour sortie d'hiver.....	"	1

ITERIE

Lit de fer, matelas en laine, matelas en crin ou matelas en laine et en crin, matelas en paille, oreiller en laine et oreiller en crin, taies d'oreillers, au moins deux par lit, draps de lit au moins quatre par lit, couvertes de laine, au moins quatre pour chaque lit, une couverture piquée, une chaise, un vase de nuit, des lits spéciaux pour les malades négligents et épileptiques.

CECI EST LA CÉDULE dont il est fait mention en le contrat ci-devant écrit des autres parts entre les Sœurs de la Charité de Québec d'une part, et Sa Majesté représentée par l'honorable Amédée Robitaille, secrétaire de la province, d'autre part, passé devant le notaire soussigné, ce vingt-trois février mil neuf cent trois, sous le No 9752, signé et paraphé le même jour par les parties et le notaire soussigné.

(Signé) SR M. JULIE AUGER dite STE-HÉLÈNE, Supre.
" AMD. ROBITAILLE.
" L. P. SIROIS, N. P.

Vraie copie,

L. P. SIROIS, N. P.

A UNE ASSEMBLÉE du Conseil des Sœurs de la Charité de Québec, ce vingt et unième jour de février mil neuf cent trois, il a été résolu que sœur Marie-Julie Auger dite Ste-Hélène, supérieure générale, soit autorisée à signer pour et au nom des Sœurs de la Charité de Québec, le contrat avec le gouvernement de la province, pour la garde et l'entretien des aliénés, lequel a été communiqué au conseil de la communauté, et qui est par le présent approuvé.

(Signé) Sr C. DESCHÈNES, dite STE-CHRISTINE, Asste.
" Sr A. GAGNÉ, dite St-ALEXIS, Mtesse des nov.
" Sr M.-E. SIROIS, dite STE-THÉODORE,, Dépre.
" Sr M. BELLENGER, dite STE-AGATHE DE JÉSUS, Hosp.

Vu et approuvé :

Archevêché de Québec, 22 février 1903.

(Signé) † L. N., Arch. de Québec.

Cette résolution a été annexée à la minute No 9752, du répertoire du notaire soussigné, après avoir été signée par les parties et le notaire, ce vingt-trois février mil neuf cent trois.

(Signé) Sr M.-JULIE AUGER dite STE-HÉLÈNE, Supre.

“ AMD. ROBITAILLE.

“ L. P. SIROIS, N. P

Vraie copie,

L. P. SIROIS, N. P.,

No 92.

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil Exécutif, en date du 19 fév. 1903, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 21 fév. 1903

Concernant un contrat avec les Sœurs de la Charité de Québec, pour la garde des aliénés

L'honorable Secrétaire de la province dans un mémoire en date du dix-neuf février (1903), recommande qu'il soit autorisé à signer le contrat, dont le projet est annexé au mémoire susdit, étant le contrat entre le gouvernement et les Sœurs de la charité de Québec, pour la garde, l'entretien, et le soin des aliénés.

Certifié,

(Signé)

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil Exécutif.

Vraie copie,

L. P. SIROIS, N. P.

Résolution à rapporter.

M l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Major fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Major, en conséquence, fait rapport de la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Que le contrat ci-après récité, relatif au soin, à la garde et à l'entretien des aliénés dans les asiles de Beauport et de St-Ferdinand d'Halifax, passé le 23 février 1903, devant Maître Louis-Philippe Sirois, notaire, entre le gouvernement et les Sœurs de la Charité de Québec, soit approuvé et ratifié.

CONTRAT

L'An mil neuf cent trois, le vingt-trois de février, devant Louis-Philippe Sirois, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec, comparaissent :

SA MAJESTÉ LE ROI, ici représenté par l'honorable Amédée Robitaille, de la cité de Québec, avocat, conseil du roi, secrétaire et registraire de la province de Québec, autorisé à l'effet des présentes par un arrêté du Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, en conseil, No 92, en date du dix-neuf de février courant, approuvé le vingt et un de février courant, par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et dont copie est annexée à la minute des présentes ; et

LES SŒURS DE LA CHARITÉ DE QUÉBEC, corps politique incorporé, ayant son siège d'affaires en la cité de Québec, ici représentées par Dame Marie-Julie Auger, de la cité de Québec, en religion sœur Ste-Hélène, supérieure générale des Sœurs de la Charité, spécialement autorisée à l'effet de cet acte par une résolution du conseil des Sœurs de la Charité, en date du vingt et un de février courant, approuvée le vingt-deux de février courant par Sa Grandeur Monseigneur Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec, et dont copie, portant cette approbation, a été annexée à la minute de cet acte, après avoir été reconnue véritable par sœur Ste-Hélène et signée par elle et le notaire soussigné, ce jour.

LESQUELS font le contrat suivant :

I

TITRE DE CE CONTRAT

Ce contrat peut être cité sous le nom de " Contrat relatif aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans les asiles de Beauport et de St-Ferdinand d'Halifax."

II

DÉFINITIONS

Dans ce contrat, à moins que le texte n'exige une interprétation différente :

- (a) l'expression " gouvernement " signifie " Sa Majesté " l'une des parties à ce contrat ;
- (b) l'expression " les sœurs " signifie les Sœurs de la Charité de Québec, l'autre partie à ce contrat ;

- (c) l'expression "malades" signifie les personnes idiotes et aliénées, de l'un et de l'autre sexe, confiées aux sœurs ;
- (d) l'expression "asile" employée seule s'applique à celui de Beauport et à celui de St-Ferdinand d'Halifax ;
- (e) l'expression "gardien" comprend les gardiennes, religieuses ou laïques ;
- (f) l'expression "médecins" signifie les médecins nommés par le gouvernement de la province de Québec ;
- (g) les expressions "inspecteurs" "visiteurs" signifient les inspecteurs des asiles, prisons, etc., nommés par le gouvernement de la province.

III

SOIN ET ENTRETIEN DES MALADES

Les Sœurs s'engagent envers le gouvernement, pour le terme de vingt-cinq ans qui commencera à courir le huit d'avril prochain, à recevoir et loger, dans leur asile, tous les malades qui leur seront confiés par le gouvernement, à les nourrir, vêtir et entretenir, chauffer et éclairer convenablement, leur donner tous les soins qui leur seront nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et leur fournir les soins médicaux que leur état exigera, le tout, aux conditions ci-après stipulées.

IV

NOURRITURE, ETC., INDIQUÉS DANS LA CÉDULE

La nourriture et les vêtements donnés, ainsi que les lits et la literie fournis aux malades par les Sœurs, ne devront, dans aucun cas, être d'une qualité inférieure, et dans des quantités moindres que celles décrites dans la cédule annexée à la minute de ce contrat signée par les parties et par le notaire.

V

TRAITEMENT A DONNER

Les Sœurs s'engagent à donner aux malades qui leur seront confiés au moins les mêmes soins et à leur procurer au moins le même confort, les mêmes amusements et récréations, la même sollicitude, en un mot, à les traiter en tous points, au moins aussi bien qu'elles l'ont fait pendant toute la durée de leur contrat avec le gouvernement, contrat qui expirera le sept d'avril prochain.

Les Sœurs s'engagent en outre à améliorer la tenue générale de leur asile à mesure que la science et l'expérience feront connaître les améliorations qu'il convient d'apporter au traitement des aliénés, sujet néanmoins à ce qui est mentionné dans l'article suivant.

VI

CERTAINES DÉPENSES A ÊTRE REMBOURSÉES

Si, par suite des ordres du surintendant médical ou des règlements faits en vertu des lois de cette province concernant les aliénés et les asiles d'aliénés, il est imposé aux Sœurs des dépenses plus considérables que celles résultant de ce qui est spécifiquement mentionné dans les articles trois (3), quatre (4), cinq (5), sept (7), neuf (9) et onze (11) de ce contrat et dans la cédule annexée, ces dépenses additionnelles, après avoir été approuvées au préalable par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, seront payées par le gouvernement, en sus du prix de ce contrat.

VII

VÊTEMENTS ET TRAVAIL DES MALADES

Les vêtements des malades devront correspondre aux différentes saisons, de manière à permettre aux malades de sortir, tous les jours, autant que possible.

Le travail des malades devra être généralisé comme moyen de guérison.

VIII

GARDIENS

Les gardiens devront être en nombre suffisant pour qu'il n'y ait pas, en moyenne, plus de douze malades confiés aux soins et garde de chacun d'eux. Ces gardiens devront savoir lire, écrire, compter et n'avoir pas moins de vingt et un ans et pas plus de soixante-cinq ans.

Cette dernière disposition ne s'appliquera pas aux gardiens compétents actuellement employés.

IX

VISITE DES MÉDECINS INSPECTEURS, ETC.

Les Sœurs donneront toutes les facilités possibles aux médecins du gouvernement, aux visiteurs et inspecteurs des asiles, et leur donneront tout leur concours, de manière à leur faciliter leur œuvre et l'accomplissement de leurs devoirs.

X

PRIX DE L'ENTRETIEN DE CHAQUE MALADE

Le gouvernement s'engage envers les Sœurs à leur payer, au bureau du trésorier de la province de Québec, une somme de cent dix piastres par année, par tête, pour chaque malade qu'elles garderont à l'avenir pour lui, et pour tout le temps de l'internement seulement de ce malade.

Ces paiements s'effectueront par versements trimestriels, dont le premier se fera le premier de juillet prochain, et les autres de trois mois en trois mois, sans interruption jusqu'à l'expiration de ce contrat.

Cependant, le montant annuel payable par le gouvernement ne sera jamais pour une somme moins élevée que celle payable pour le minimum des malades fixé par l'article suivant.

XI

NOMBRE MINIMUM DES MALADES

Le gouvernement s'engage envers les Sœurs à mettre et tenir en tout temps, pendant la durée de ce contrat, sous les soins des sœurs, au moins huit cent cinquante malades, comprenant dans ce nombre ceux qui sont déjà à St-Ferdinand d'Halifax.

Cependant, lorsque les Sœurs auront fait à l'Asile de Beauport des agrandissements et additions qui leur permettront d'y recevoir au moins deux cent malades, en plus du nombre de ceux qui y sont actuellement logés et soignés, ce nombre minimum sera alors porté de huit cent cinquante à mille malades.

XII

SERVICE DES CHAPELAINS

Le gouvernement paiera le service des chapelains nécessaires à l'asile, mais les Sœurs devront nourrir et loger ces chapelains, si elles en sont requises.

XIII

TRANSPORT DES MALADES

Les malades ainsi confiés aux soins et à la garde des Sœurs seront transportés et livrés à l'asile aux frais et dépens du gouvernement ou des parties intéressées, sauf le recours du gouvernement contre les personnes, corporations ou municipalités qui y sont tenues suivant la loi.

XIV

ÉVASION DES MALADES

Si, après leur arrivée à l'asile, des malades s'échappent ou s'éloignent de l'asile, les Sœurs devront, à leurs propres frais, faire toutes les diligences et perquisitions nécessaires pour les retrouver et les ramener à l'asile.

XV

AVIS EN CAS D'ÉVASION

Chaque fois qu'un malade s'échappera ou s'éloignera ainsi de l'asile, les Sœurs devront donner au Secrétaire de la province un avis dans lequel

elles mentionneront le nom de ce malade, la date de son évasion, celle de son retour ou le fait qu'il n'a pu être retrouvé.

XVI

AVIS DANS LE CAS DE DÉCÈS

Dans le cas de décès d'un malade, les Sœurs devront donner au Secrétaire de la province un avis mentionnant le nom de ce malade et la date de son décès.

XVII

FRAIS D'INHUMATION

Lors du paiement de chaque trimestre, le gouvernement paiera aux Sœurs une somme additionnelle de trois piastres pour frais d'inhumation et autres frais funéraires de chaque malade décédé à l'asile, pendant ce trimestre.

XVIII

ASSURANCES SUR LA PROPRIÉTÉ

Les Sœurs devront assurer les meubles et immeubles de l'Asile de Beauport pour un montant de cent cinquante mille piastres au moins.

Si le gouvernement est d'opinion que ce montant d'assurance n'est pas assez élevé pour sauvegarder les droits de la province, il pourra effectuer des assurances pour un montant additionnel, mais alors il paiera la prime de cette assurance qu'il effectuera ainsi.

XIX

RÈGLEMENT DE RÉCLAMATION EN LITIGE

Les Sœurs, par deux contrats de prêt, reçus par Cyrille Tessier, notaire, l'un, le dix-huit avril mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et l'autre, le trente janvier mil huit cent quatre-vingt-quinze, ont reconnu devoir au gouvernement la somme de quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-quinze piastres et soixante centins. Cette somme avait été avancée par le gouvernement pour payer le coût de réparations et améliorations faites à l'Asile de Beauport, d'après l'ordre du surintendant médical. Les Sœurs ont toujours prétendu que ces dépenses devaient être payées par le gouvernement. Celui-ci, au contraire, a toujours maintenu que les Sœurs devaient les payer. Lors de la signature des actes de prêts ci-dessus mentionnés, il avait été entendu, entre le gouvernement et les Sœurs, que le fait de signer ces actes de prêt ne changerait rien à la position respective des parties quant à leurs prétentions, que la question débattue resterait en suspens pour être décidée plus tard, soit par les tribunaux, soit par arbitrage ou du consentement mutuel des parties.

Dans le but de régler définitivement cette réclamation, les parties font la transaction suivante : les Sœurs paieront au gouvernement, en la manière ci-après fixée, la somme de vingt-cinq mille piastres, et le gouvernement leur donne une quittance pour le surplus.

Dans le but de s'acquitter de cette dette de vingt-cinq mille piastres, les Sœurs autorisent le gouvernement à retenir, sur chacun des versements trimestriels qui leur sont payables, aux termes de l'article dix ci-dessus, la somme de deux cent cinquante piastres, jusqu'au parfait remboursement de ce capital de vingt-cinq mille piastres.

XX

AUTRE RÉCLAMATION

Il restait dû au gouvernement une somme de sept mille cinq cents piastres pour balance d'un prêt de cinquante mille piastres fait aux anciens propriétaires, le dix-sept février mil huit cent soixante-quinze. Les Sœurs, lors de leur acquisition de l'asile, s'étaient chargées de payer cette somme au gouvernement, à l'acquit des anciens propriétaires, avec intérêt à quatre et demi ($4\frac{1}{2}\%$). Les Sœurs s'engagent envers le gouvernement à rembourser cette somme de sept mille cinq cents piastres dans deux ans de cette date, et, à lui en payer les intérêts à compter du sept avril prochain, au taux de quatre et demi pour cent, l'an. Pour payer ces intérêts s'élevant annuellement à trois cent trente-sept piastres et cinquante centins (\$337.50), les Sœurs autorisent le gouvernement, tant qu'elles n'auront pas remboursé ce capital, à retenir sur chacun des versements trimestriels qui leur sont payables au terme de l'article dix ci-dessus, la somme de quatre-vingt-quatre piastres et trente-sept centins. Les Sœurs s'engagent en outre à payer au gouvernement cinq années d'arrérages d'intérêt au sept d'avril prochain (le surplus leur étant remis) sur cette somme de sept mille cinq cents piastres, soit : seize cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins. Dans le but de s'acquitter envers le gouvernement de la dite somme de seize cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, montant des arrérages d'intérêts, les Sœurs autorisent le gouvernement à retenir sur chacun des versements trimestriels qui leur sont payables comme susdit, la somme de seize piastres et quatre-vingt-sept centins, jusqu'au payement complet de cette somme.

XXI

PRÊT DE LA " STANDARD LIFE INSURANCE COMPANY "

Par la loi cinquante-sept Victoria, chapitre sept (57 V., ch. 7) le gouvernement a garanti le payement en capital et intérêt d'un prêt de quatre-vingt-dix mille piastres fait aux sœurs par la *Standard Life Insurance Company*, remboursable en trente ans, du vingt-neuf juin mil huit cent quatre-vingt-treize, avec intérêt au taux de quatre et demi pour cent, l'an. Lorsque le gouvernement a donné cette garantie, il n'a pas été pourvu au fonds d'amortissement pour assurer le payement de cette dette par les

Sœurs. Dans le but de créer ce fonds d'amortissement, les Sœurs s'engagent envers le gouvernement à déposer en fidéicommis, dans une banque dont le choix sera approuvé par le gouvernement, une somme de trois mille piastres, tous les ans, sans aucune interruption, pendant vingt ans, à compter du huit d'avril prochain. A défaut des Sœurs de se conformer à cette obligation, le gouvernement est autorisé à retenir cette somme de trois mille piastres par année sur les versements payables aux Sœurs.

Il est convenu que, dans le cas où les Sœurs voudraient retirer ce montant en dépôt comme fonds d'amortissement, elles pourront le faire après avoir substitué d'autres garanties de paiement approuvées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

XXII

RÉSILIATION DE CE CONTRAT

Les Sœurs auront le droit de mettre fin à ce contrat, après avoir donné un avis préalable de leur intention à cet effet au moins deux ans d'avance, et à l'expiration de ces deux années.

XXIII

DÉFENSE DE TRANSPORTER CE CONTRAT

Les Sœurs ne pourront transporter ce contrat sans un arrêté du Lieutenant-Gouverneur en conseil acceptant ce transport.

XXIV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Pour tout ce qui n'est pas spécialement mentionné et réglé dans ce contrat, les parties s'en rapportent à la loi de la province de Québec, concernant les aliénés et les asiles d'aliénés, et notamment pour le traitement médical et les pouvoirs et attributions du surintendant médical, de son assistant et des médecins internes.

Ces pouvoirs et ces attributions sont cependant limités par le droit qu'ont les propriétaires d'administrer leur établissement au point de vue de l'ordre, de la discipline et de l'économie, de diriger leurs employés et de contrôler toutes les dépenses, pourvu que l'exercice de ce droit n'entrave aucunement le traitement médical, moral et physique des malades tel que défini par l'article trois mille cent quatre-vingt-sept des Statuts refondus de Québec, édicté par la loi cinquante-sept Victoria, chapitre trente-trois, section cinq. (57 V., ch. 33, s. 5).

XXV

RATIFICATION

Le présent contrat devra être ratifié par une loi de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session.

FAIT à Québec sous le numéro neuf mille sept cent cinquante-deux des minutes du notaire soussigné.

EN FOI de quoi les parties ont signé avec le notaire après lecture faite.

(Signé) SR M. JULIE AUGER dite STE-HÉLÈNE, Supr.
 " AMD. ROBITAILLE.
 " L. P. SIROIS, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

L. P. SIROIS, N. P.

CÉDULE

RÈGLEMENT CONCERNANT LA NOURRITURE ET LES RATIONS DES HOMMES
ET DES FEMMES

Pain de blé.....	20	onces
Patates, carottes, navets et autres légumes	20	"
Viande, bœuf, mouton ou lard, de première qualité, pour les malades ordinaires.....	6	"
Pour les malades qui peuvent travailler ou pour ceux qui sont tranquilles.....	8	"
La même quantité de poisson par jour si on le désire.		
Beurre, par jour....	2	"
Soupe à la viande ou aux légumes, par jour	2	chopines
Thé et café avec lait	1½	"
Et les assaisonnements nécessaires.		

La préparation de la nourriture sera variée, et il y aura au moins trois repas par jour pour chaque malade et une variété dans la nourriture, autant que possible chaque jour, avec aussi des fruits ou du dessert une fois par jour.

HABILLEMENT POUR LES HOMMES

Chemises	par année	4	
Chemises de dessous en flanelle	"	2	
Chemises de dessus en coton.....	"	2	
Bas de laine.....	"	3	paires.
Chaussons de coton	"	3	"
Souliers.....	"	3	"
Pantalons d'été.....	"	2	"
Pantalons d'hiver.....	"	2	"

Pour les malades qui détériorent leurs habillements :

Pantalons d'été.....	par année	4 paires.
Pantalons d'hiver.....	"	4 "
Bretelles.....	"	1 "
Caleçons de coton.....	"	2 "
Caleçons de laine.....	"	2 "
Cravates d'été.....	"	2
Cravates d'hiver.....	"	2
Habits d'été.....	"	2
Habits d'hiver.....	"	2
Vestes d'été.....	"	2
Vestes d'hiver.....	"	2
Chapeau d'été.....	"	1
Casque d'hiver.....	"	1
Mouchoirs de poche.....	"	3
Capot d'hiver.....	"	1
Chaussures d'hiver.....	"	1 paire.

POUR LES FEMMES

Chemises.....	par année	4
Chemises de dessous en flanelle.....	"	2 "
Chemises de dessous en coton.....	"	2 "
Chaussons de laine.....	"	3 paires.
Chaussons de coton.....	"	3 "
Jarretières.....	"	1 "
Souliers.....	"	3 "
Jupons d'été.....	"	2
Jupons d'hiver.....	"	2
Robes de coton pour été.....	"	2
Robes de laine pour hiver.....	"	2
Châles d'été.....	"	2
Châles d'hiver.....	"	2
Tabliers.....	"	4
Bonnets de jour.....	"	3
Bonnets de nuit.....	"	3
Mouchoirs.....	"	3
Chapeau d'été.....	"	1
Chapeau d'hiver.....	"	1
Caleçons d'été.....	"	2 paires.
Caleçons d'hiver.....	"	2 "
Casque d'hiver.....	"	1
Vêtement de dessus pour sortie d'hiver.....	"	1

LITERIE

Lit de fer, matelas en laine, matelas en crin ou matelas en laine et en crin, matelas en paille, oreiller en laine et oreiller en crin, taies d'oreil-

lers, au moins deux par lit, draps de lit, au moins quatre par lit, couvertes de laine, au moins quatre pour chaque lit, une couverture piquée, une chaise, un vase de nuit, des lits spéciaux pour les malades négligents et épileptiques.

CECI EST LA CÉDULE dont il est fait mention en le contrat ci-devant écrit des autres parts entre les Sœurs de la Charité de Québec d'une part, et Sa Majesté représentée par l'honorable Amédée Robitaille, secrétaire de la province, d'autre part, passé devant le notaire soussigné, ce vingt-trois février mil neuf cent trois, sous le No 9752, signé et paraphé le même jour par les parties et le notaire soussigné.

Signé, Sr M. JULIE AUGER di e STE-HÉLÈNE, Supre.

" AMD. ROBITAILLE.

" L. P SIROIS, N. P.

Vraie copie,

L. P. SIROIS, N. P.

A UNE ASSEMBLÉE du conseil des Sœurs de la Charité de Québec, ce vingt et unième jour de février mil neuf cent trois, il a été résolu que sœur Marie-Julie Auger dite Ste-Hélène, supérieure générale, soit autorisée à signer pour et au nom des Sœurs de la Charité de Québec, le contrat avec le gouvernement de la province, pour la garde et l'entretien des aliénés, lequel a été communiqué au conseil de la communauté, et qui est par le présent approuvé.

(Signé) Sr C. DESCHÈNES dite STE-CHRISTINE, Asste.

" Sr A. GAGNÉ dite ST-ALEXIS, Mtesse des nov.

" Sr M.-E. SIROIS dite STE-THEODORE, Dépre.

" Sr M. BELLENGER dite STE-AGATHE DE JÉSUS, Hosp.

Vu et approuvé :

Archevêché de Québec, 22 février 1903.

(Signé) † L. N., Arch. de Québec.

Cette résolution a été annexée à la minute No 9752, du répertoire du notaire soussigné. après avoir été signée par les parties et le notaire, ce vingt-trois février mil neuf cent trois.

(Signé) Sr M. JULIE AUGER dite STE-HÉLÈNE, Supre.
" AMD. ROBITAILLE.
" L. P. SIROIS, N. P.

Vraie copie,

L. P. SIROIS, N. P.

No 92.

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 19 fév. 1903, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 21 fév. 1903.

Concernant un contrat avec les Sœurs de la Charité de Québec, pour la garde des aliénés.

L'honorable Secrétaire de la province dans un mémoire en date du dix-neuf février (1903), recommande qu'il soit autorisé à signer le contrat, dont le projet est annexé au mémoire susdit, étant le contrat entre le gouvernement et les Sœurs de la Charité de Québec, pour la garde, l'entretien et le soin des aliénés.

Certifié,

(Signé) GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil Exécutif.

Vraie copie,

L. P. SIROIS, N. P.

Ordonné,—Que cette résolution soit lue, une deuxième fois, demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (No 63) concernant les compagnies de téléphone électrique, sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 35) amendant la charte de la cité de Sherbrooke ;

Bill (No 38) autorisant le bureau des commissaires des écoles protestantes de Sherbrooke à emprunter de l'argent et à émettre des obligations

Bill (No 100) validant la vente faite par les héritiers de L.-P. Macpherson à N.-G. Kirouac et W.-C. Kirouac ;

Bill (No 101) prolongeant en faveur de Herbert Molesworth Price tous les droits et privilèges accordés à George Benson Hall par la loi 38 Victoria, chapitre 98.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 38) autorisant le bureau des commissaires des écoles protestantes de Sherbrooke à emprunter de l'argent et à émettre des obligations, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 35) amendant la charte de la cité de Sherbrooke, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 100) validant la vente faite par les héritiers de L. P. Macpherson à N. G. Kirouac et W. C. Kirouac, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 101) prolongeant en faveur de Herbert Molesworth Price tous les droits et privilèges accordés à George Benson Hall par la loi 38 Victoria, chapitre 98, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

M. de Grosbois propose, appuyé par M. Roy (Kamouraska) et il est *Résolu*,—Que la recommandation du rapport du comité des chemins de fer relative au retrait du bill (No 113), constituant en corporation la " Rural, Light Heat and Power Company," soit adoptée.

Résolu,—Que l'honoraire payé pour ce bill soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 26 mars 1903.

M. Chauret, du comité du Code municipal, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec certains amendements, savoir :

Bill (No 170) amendant l'article 291 du Code municipal ;

Et bill (No 166) amendant l'article 698 du Code municipal. ”

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports des bills privés soit prolongé jusqu'au troisième jour d'avril prochain. ”

Résolu, — Que cette Chambre adopte ce rapport.

Ordonné, — Que M. Delaney ait la permission de présenter un Bill (No 145) amendant les articles 716 et 746a du Code municipal

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné, — Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (No 146), amendant l'article 1301 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Duffy remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que M. l'Orateur lit comme suit :

(Tous les députés se tenant debout, la tête découverte.)

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, les estimations supplémentaires des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1903, et celles des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1904, conformément aux dispositions de la section 54

de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ces estimations à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, 26 mars 1903.

Resolu.—Que ce message et les estimations qui l'accompagnent soient renvoyés au comité des subsides.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Flynn.—1. Quelle est la somme totale dépensée par le gouvernement pour l'achat de la propriété, la construction et autres travaux de l'école Normale Laval, sur le chemin Sainte-Foye, Québec ?

2. Sur cette somme, combien pour l'acquisition de la propriété ; combien pour le coût de construction et autres travaux ?

3. Y a-t-il d'autres dépenses encourues par le gouvernement, pour et en rapport avec cette propriété, et qui ne sont pas comprises dans les chiffres ci-dessus ; et, dans l'affirmative, quelles sont ces dépenses et quel en est le montant ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :

1. Somme totale dépensée.....	\$55,817 67
2. Acquisition de la propriété.....	\$ 9,000 00
Bâtiment en brique, haussé d'un étage et converti en école modèle.....	8,565 18
Grande annexe a l'Ecole Normale (nouvelle bâtisse en pierre) coût de la construction...	25,000 00
Diverses dépenses réparties sur tous les bâtiments, ameublement compris.....	13,252 49
	<hr/>
	\$55,817 67
3. Pour entretien, taxes, etc, du 19 mars 1901 au 25 mars 1903	\$ 4,444 63
Pour assurances.....	673 50
	<hr/>
	\$5,118 13

Par M. Delaney.—1. Quelqu'un a-t-il demandé au gouvernement, ou à l'un de ses membres, la nomination d'un inspecteur des écoles protestantes, aux Iles-de-la-Madeleine ?

2. Dans l'affirmative, quand et par qui a été fait cette demande ?

3. A-t-on pris quelques mesures relativement à telle demande ?

4. Le gouvernement a-t-il l'intention de nommer un tel inspecteur ?
5. Le gouvernement a-t-il le pouvoir de nommer cet inspecteur en vertu de l'article 79 de la loi scolaire ?
6. Dans la négative, qui a ce pouvoir ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—1. Oui.

2. Par M. le Dr Delaney, député des Iles-de-la-Madeleine.

3. Oui, le Dr Delaney a été requis de fournir, si possible, une requête ou autre document, faisant voir le désir des protestants à ce sujet, et la compétence de la personne recommandée à cette charge.

4. Oui, quand l'information requise sera donnée.

5. Le gouvernement a ce pouvoir.

Par M. Giard.—A même quel crédit, ou en vertu de quelle autorisation législative, le gouvernement a-t-il dépensé la somme \$2,193.09, mentionnée à la page 9 de l'état des recettes et paiements, sous le titre : travaux publics extraordinaires. "Ecole Normale Laval, Urselines, Québec, département des Institutrices, \$2,193.09" ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—Le gouvernement a fait face à cette dépense au moyen d'un mandat spécial émis sous l'autorité d'un ordre en conseil portant la date du 26 novembre 1902.

Proposé par M. Bissonnette (Montcalm), secondé par M. Blanchard, et
Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie d'une liste des noms des différentes sociétés de secours mutuel et de bienfaisance, faisant affaires dans la province de Québec, qui ont déposé entre les mains de l'inspecteur des dites sociétés ou du Secrétaire de la province, les rapports respectifs de leurs opérations, pour l'année expirée le 15 mars 1903.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copies de tous arrêtés du conseil, contrats, correspondance, depuis le 4 décembre 1901, au sujet de la conversion de la dette de la province.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Proposé par M. Chauret, secondé par M. Major, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie des minutes de la dernière assemblée du conseil d'agriculture de la province de Québec.

Proposé par M. Roy (Montmagny), secondé par M. Blouin, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie de tous

comptes présentés par le notaire V. W. Larue au gouvernement de la province de Québec, ou à l'un des départements, pour réception de l'acte de vente de l'asile de Beauport par le sénateur Landry et autres aux Sœurs de la Charité de Québec, et copie des documents constatant quel montant a été payé, par le gouvernement de la province de Québec, au dit notaire pour réception du dit acte.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 180) amendant le Code de procédure civile relativement à la juridiction de la cour des commissaires ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Neault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée ; Ce bill sera-t-il lu la troisième fois ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 181) amendant les articles 272 et 847 du code municipal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy (St-Jean) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 178) amendant la loi des licences de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (No 176) pour étendre la juridiction territoriale de la cour supérieure et de la cour de circuit du district de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 182) amendant les articles 549 et 677 du code de procédure civile; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gosselin (Missisquoi) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 171) amendant la loi 62 Vict., ch. 28, section 47.

M. Weir, appuyé par M. Hutchinson, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois, —

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, — la Chambre se divise, — et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu, la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer une allocation à l'Université Laval, à l'occasion de son jubilé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tessier fait rapport que le comité a passé une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue, de nouveau, demain, en comité des subsides.

M. Tessier rapporte alors la dite résolution laquelle est lue comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer une allocation à l'Université Laval, à l'occasion de son jubilé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

Ordonné,—Que cette résolution soit lue, une deuxième fois, demain.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Ordonné,—Que l'ordre de renvoi du Bill (No 171) amendant la loi 62 Victoria, chapitre 28, section 47, au comité de législation, soit rescindé.

Ordonné,—Que l'ordre de cette Chambre pour la deuxième lecture du bill (No 171) amendant la loi 62 Victoria, chapitre 28, section 47, soit rescindé.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 13) amendant la loi de la pharmacie ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Resolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (No 6) relatif à l'indépendance de la Législature.

A six heures M. l'Orateur reprend le fauteuil, déclare qu'il est six heures et le quitte aussitôt jusqu'à 7 heures et demie p. m.

Sept heures et demie p. m.

En vertu de la 19^{ème} règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

M. Cardin, président *pro temp.* du comité des bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité, a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement, savoir :

Bill (No 54) autorisant Herménégilde-C. Demers à exercer la profession de pharmacien dans la province de Québec ;

Bill (No 81) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Adélard Provencher au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 123) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste-Rosario Page, à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill (No 119) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Dame Irma LeVasseur au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 61) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Georges Côté à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill (No 34) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J.-Alfred Dauth au nombre de ses membres ;

Bill (No 118) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Victor Painchaud au nombre de ses membres ;

Bill (No 104) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Patrick Dobbin à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill (No 97) autorisant Arthur-William Stackhouse à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

Bill (No 121) autorisant Joseph Stern à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

Bill (No 78) autorisant et ratifiant, de nouveau, l'exécution de la loi I Edouard VII, chapitre 48, concernant le règlement de la ville de Salisbury de Valleyfield ;

Bill (No 89) déclarant définitif le partage des biens de la succession de feu Dame Angèle-Appolline-Delphine Cimon, et pour autres fins ;

Votre comité a examiné aussi les bills suivants auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (No 106) autorisant le collège des médecins et chirurgiens à admettre Joseph-Georges Larue parmi ses membres ;

Bill (No 138) autorisant Albert J. N. Lacaillade à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

Bill (No 33) érigeant en ville le village de Dorval ;

Bill (No 130) concernant la paroisse de Saint-Michel-Archange, Montréal ;

Bill (No 129) constituant en corporation l'Hôpital Guay de Saint-Joseph de Lévis ;

Et bill (No 125) refondant la charte de la Société des Artisans Canadiens-Français.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports des bills privés soit prolongé jusqu'au troisième jour d'avril prochain.

Votre comité a enfin examiné le bill (No 82) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre George Bigué à la pratique de la médecine et de la chirurgie et à l'honneur de le rapporter sans amendement."

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 49) constituant en corporation la compagnie électrique " Red Falls " ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Delaney fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 80) ratifiant et validant un certain acte de cession par l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Sainte-Marie Madeleine, du Cap-de-la-Madeleine, aux révérends Pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 122), constituant en corporation la Congrégation " Beth Israël " (Maison d'Israël) ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 71), amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe ; et, après

avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bissonnette (Soulanges), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 72) amendant la charte de la cité de Saint-Henri; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 65) constituant en corporation la compagnie d'assurance sur la vie "La Sauvegarde"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 62) constituant en corporation le "Montreal Hunt Club"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Morin (Charlevoix), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 98) interprétant le testament de feu Owen McGarvey, étendant les pouvoirs des exécuteurs, pourvoyant au paiement des legs, et édictant des dispositions pour l'administration et la liquidation de la succession; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gosselin (Missisquoi), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 116) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Alexandre-Charles Girard au nombre de ses membres ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cochrane fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : ce bill sera-t-il lu la troisième fois ?—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont lus, conformément à l'ordre du jour, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (No 140) constituant en corporation "The Montreal Technical Institute" ;

Bill (F du Conseil) autorisant le partage provisoire de la succession de feu Maria Morrin.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 100), validant la vente faite par les héritiers de L. P. Macpherson à N. G. Kirouac et W. C. Kirouac, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 101), prolongeant en faveur de Herbert Molesworth Price tous les droits et privilèges accordés à George Benson Hall, par la loi 38 Victoria, chapitre 98, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre reprend l'examen, en comité général, du Bill (No 6), relatif à l'indépendance de la Législature.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait certains amendements.

Et la question étant posée: Ces amendements seront-ils lus la première fois maintenant?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus la première fois.

Et la question étant posée: Ces amendements seront-ils lus la deuxième fois maintenant?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

La question étant posée: Ces amendements seront-ils adoptés?—La Chambre se divise et cette question est aussi résolue dans l'affirmative.

Resolu,—Que cette Chambre adopte ces amendements.

Et la motion étant proposée et soumise à la Chambre: Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois,—

L'honorable M. Flynn, appuyé par l'honorable M. Pelletier, propose, en amendement:—Que tous les mots après "que" soit retranchés et remplacés par les suivants: "le bill soit renvoyé de nouveau au comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender en retranchant le mot "permanent" des articles 3 et 4."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

POUR:

Messieurs:

<i>Bissonnette</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Tellier.—9.</i>
(Soulanges),	<i>Flynn,</i>	<i>Pelletier (Dorch.),</i>	
<i>Caron (L'Islet),</i>	<i>Giard,</i>	<i>St-Pierre et</i>	

CONTRE:

Messieurs:

<i>Allard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Roy (Kam.),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dorris,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy (Montm.),</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Morin (Charlev.),</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gosselin (Iberv.),</i>	<i>Pelletier (Sherb.),</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Gosselin (Missiq.)</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Tourigny et</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Prévost,</i>	<i>Turgeon.—41.</i>
<i>Delâge,</i>			

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, M. Tellier propose, en amendement, secondé par M. Chicoyne : —Que tous les mots après “ que ” soient retranchés et remplacés par les suivants : “ le bill soit renvoyé de nouveau au comité général de cette Chambre avec instruction de l'amender généralement de manière à mieux assurer l'indépendance des membres de cette Législature.”

Cet amendement étant aussi mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Bissonnette</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>St-Pierre et</i>
(Soulanges),	<i>Flynn,</i>	<i>Pelletier (Dorch.),</i>	<i>Tellier.—9.</i>
<i>Caron (L'Islet),</i>	<i>Giard,</i>		

CONTRE :

Messieurs :

<i>Allard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Diop,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Roy (Kam.),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dorris,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy (Montm.),</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Morin (Charlev.),</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gosselin (Iberv.),</i>	<i>Pelletier (Sherb.),</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Gosselin (Missisq.)</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Tourigny et</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Prévost,</i>	<i>Turgeon.—41</i>
<i>Delâge,</i>			

Cet amendement est, en conséquence, rejeté.

Et la motion principale est, ensuite, adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture d'une résolution concernant le fonds de bâties et des jurés, rapportée du comité général de la Chambre, le 25 mars dernier.

La dite résolution est, conséquemment, lue la deuxième fois et adoptée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un Bill (No 14) concernant le fonds des bâtisses et des jurés.

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 50) amendant la charte de la ville de Sainte-Cunégonde de Montréal ;

Bill (No 69) constituant en corporation la compagnie d'assurance mutuelle des beurreries et fromageries de la province de Québec.

Et Bill (No 75) amendant la charte de "The Montreal protestant House of Industry and Refuge."

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 50), amendant la charte de la ville de Sainte-Cunégonde de Montréal, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 69), constituant en corporation la compagnie d'assurance mutuelle des beurreries et fromageries de la province de Québec, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 75), amendant la charte de "The Montreal Protestant House of Industry and Refuge," et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné, — Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution, rapportée du comité général, mercredi, le 25 mars dernier, concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Sœurs de la Charité de Québec, relativement au maintien des aliénés dans les asiles de Beauport et de St-Ferdinand d'Halifax.

Et la question étant posée : Cette résolution sera-t-elle lue la deuxième fois maintenant ? — La Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Allard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bissonnette (Mont.),</i>	<i>Dion,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Roy (Kamour.),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dorris,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Roy (Montmagny),</i>
<i>Caron (l'Islet),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Morin (Charlev.),</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gosselin (Iberv.),</i>	<i>Pelletier (Sherb.),</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin (Missis.),</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Tourigny et</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turgeon.—42.</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Guerin,</i>		

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bissonnette</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>St-Pierre et</i>
<i>(Soulanges).</i>	<i>Guard,</i>	<i>Pelletier (Dorch.),</i>	<i>Tellier.—8.</i>
<i>Chicoyne,</i>			

Ainsi, la question est résolue dans l'affirmative.

La dite résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois.

Et la question étant posée : Cette résolution sera-t-elle adoptée ? — La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

La résolution est alors adoptée.

Ordonné.—Que l'honorable M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 12), concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Sœurs de la charité de Québec, relativement au maintien des aliénés dans les asiles de Beauport et de St-Ferdinand d'Halifax.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 35), amendant la charte de la cité de Sherbrooke; et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 38), autorisant le bureau des commissaires des écoles protestantes de Sherbrooke à emprunter de l'argent et à émettre des obligations; et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. Roy (Kamouraska) propose, secondé par M. de Grosbois, et la motion est soumise à la Chambre: Que la 51ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle s'applique à l'insuffisance des avis donnés pour le Bill (No 68), amendant la charte de la cité de Québec et que la troisième lecture du bill soit maintenant appelée.—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative

Et la question étant posée: Ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Robitaille dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir:

Réponse à une adresse, en date du 19 mars 1903, demandant copie de tous ordres en conseil, papiers, correspondance, documents en rapport avec les 447 milles carrés de limites à bois possédés par M. Théodore Lamontage, sur la Côte du Nord, et faisant voir ce qu'il est advenu de ces limites depuis que M. Lamontage en est le propriétaire.

(Document de la session No 29)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 mars 1903, pour la production d'un état détaillé des recettes et des dépenses de la commission des chemins à barrières de Montréal, depuis le 30 décembre 1896.

(Document de la session No 90.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1903, pour la production de tous contrats, demandes de soumissions, de tous papiers, correspondance, documents et comptes en détail, en rapport avec le paiement de \$3,267.76 fait à P. de Courcy, mentionné à la page 267 des comptes publics, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

(Document de la session No 91.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 mars 1903, pour la production de toute correspondance au sujet d'aucune réclamation du gouvernement contre le comté de Nicolet, pour l'entretien des aliénés.

(Document de la session No 92.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 mars 1903, pour la production d'un état démontrant : 1. Les dates des nominations des membres du comité protestant du conseil de l'Instruction publique, de leur profession et résidence.

2. Le nombre des instituteurs et institutrices sans diplômes employés dans les écoles publiques protestantes, en 1901-1902 et 1902-1903.

(Document de la session No 93.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 mars 1903, pour la production : 1. D'une copie de la liste des livres approuvés par le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique. 2. Copie des cours d'études avec les noms des auteurs ou compilateurs et des éditeurs des livres qui en font partie.

(Document de la session No 94.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 mars 1903, pour la production : 1. D'une copie de la lettre du département de l'Instruction publique adressée au Dr Peterson, le 27 septembre 1900, et copie de la réponse du Dr Peterson ;

2. Copie des documents relatifs au fonds des licences de mariages, que le secrétaire du comité a reçu l'ordre, à l'assemblée du comité du 4 octobre 1901, de remettre au comité, à son assemblée suivante, et qui ont été remis en conséquence à l'assemblée du comité du 29 novembre 1901.

(Document de la session No 95.)

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 mars 1903, pour la production de copie des comptes d'impressions payés par le gouvernement aux diverses personnes ou compagnies, propriétaires de journaux, depuis 1892 à 1897.

(Document de la session No 96.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 27 mars 1903.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Mme Paul Lussier et autres, s'opposant à l'élargissement de la rue Notre-Dame, à Montréal;

Et de Mme Paul Lussier et autres, s'opposant à l'élargissement de la rue St-Antoine, à Montréal.

La pétition de J.-G. Laviolette et autres, de Montréal, demandant que certaines clauses du Bill (No 107) amendant la charte de la cité de Montréal ne deviennent pas loi, est lue.

M. l'Orateur déclare que cette pétition est irrégulière, vu qu'elle est adressée à la fois à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et aux deux Chambres de cette Législature.

M. de Grosbois, président du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit:

" Votre comité a examiné le Bill (No 139) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Montréal et Baie James et l'a adopté sans amendement.

Le promoteur du Bill (No 86) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de jonction de Napierville, ayant déclaré qu'il désirait ne pas procéder sur ce bill, votre comité recommande à votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de le retirer, et que les sommes par lui payées au comptable de l'Assemblée législative lui soient remises, moins le coût de l'impression et de la traduction du dit bill."

Résolu.—Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. Cardin, président *pro temp.* du comité des bills privés, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill (No 36) constituant en corporation la "Olivet Baptist Church of Montreal";

Bill (No 37) constituant en corporation la " Westmount Baptist Church " ;

Bill (No 87) concernant les successions de Denis Dufort et de Dame Duchesneau, son épouse ;

Bill (No 85) amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital protestant de Sherbrooke ;

Et (Bill K) constituant en corporation les Ecoles royales d'agriculture."

" Votre comité a aussi examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (No 127) amendant la charte de l'Association St-Jean-Baptiste de Montréal.

Et Bill (No 117) constituant en corporation l'Association de l'exposition industrielle de Montréal."

M. Chauret, président du comité du Code municipal, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le Bill (No 162) amendant le titre IV du Livre II du Code municipal, concernant les fonds municipaux, et l'a adopté sans amendement."

Ordonné,—Que M. Chênevert ait la permission de présenter un Bill (No 143) amendant les articles 4653 et 4696 des statuts refondus.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Dorris ait la permission de présenter un Bill (No 29) amendant l'article 330 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Cooke ait la permission de présenter un Bill (No 27) amendant les articles 136, 1092 et 1406 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Fiset ait la permission de présenter un Bill (No 30) amendant les articles 1339 et 5551 des statuts refondus.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cardin ait la permission de présenter un Bill (No 28) abrogeant les articles 590 et 591 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné, Que M. Roy (St-Jean) ait la permission de présenter un Bill (No 144) amendant les articles 698 et 776 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du code municipal.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 81) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Adélarde Provencher au nombre de ses membres, après examen ; et, après avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin (Charlevoix) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois ?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 54) autorisant Herménégilde P. Demers à exercer la profession de pharmacien dans la province de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Décarie fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois ?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 119) autorisant le collège des médecins et des chirurgiens de la province de Québec à admettre Dame Irma LeVasseur au nombre de ses membres, après examen ; et, après avoir siégé quelque temps, M.

l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois ?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 61) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Georges Côté au nombre de ses membres ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. Blanchard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois ?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 34) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J. Alfred Dauth à la pratique de la médecine et la chirurgie ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Prévost fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois ?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 118) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Victor Painchaud au nombre de ses membres ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Prévost fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 104) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Patrick Dobbin à la pratique de la médecine et de la chirurgie; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Prévost fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée: ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 97) autorisant Arthur W. Stackhouse à exercer la profession de chirurgien-dentiste; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Prévost fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée: ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 121) autorisant Joseph Stern à la pratique de la chirurgie dentaire dans cette province; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Prévost fait rapport que le comité a examiné le bill et lui enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée: ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 106) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Georges LaRue au nombre de ses membres; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Prévost fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant faite : ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois ?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 188) autorisant Albert J. N. Lacaillade à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. l'évêque fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois ?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 128) autorisant le collège des médecins et des chirurgiens de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste Rosario Page comme l'un de ses membres ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chénavevert fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant posée : ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois ?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 78) autorisant et ratifiant de nouveau l'exécution de la loi 1 Edouard VII, chapitre 48, concernant le règlement No 162, des règlements de la ville de Salaberry de Valleyfield ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier (Sherbrooke) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 89) déclarant définitif le partage des biens de la succession de feu dame Angèle-Apolline-Delphine Cimon et pour d'autres fins ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Girard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 33) érigeant en ville le village de Dorval ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 130) concernant la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Godbout fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 129) constituant en corporation l'Hôpital Guay de St-Joseph de Lévis ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (Montmagny) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 82) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre George Bigué à la pratique de la médecine et de la chirurgie ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur

reprend le fauteuil et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre procède à examiner, de nouveau, la résolution rapportée du comité des subsides le 26 mars dernier, et cette résolution est lue la deuxième fois comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer une allocation à l'Université Laval de Québec, à l'occasion de son jubilé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

Résolu,—Que cette Chambre adopte cette résolution.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 12) concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Sœurs de la Charité de Québec, relativement au maintien des aliénés dans les asiles de Beauport et de Saint-Ferdinand d'Halifax.

L'honorable M. Robitaille, appuyé par l'honorable M. Gouin, propose, —et la motion étant soumise à la Chambre :—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Et la motion étant faite :—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET REPONSE.

M. Bissonnette (Soulanges).—1. Existe-t-il une école du soir à Valleyfield ? 2. Dans l'affirmative, cette école est-elle ouverte maintenant ? 3. Quels en sont les professeurs ? 4. Quel est leur salaire respectif ? 5. Quelle est la moyenne de l'assistance des élèves, pour les années 1901, 1902 et 1903 respectivement ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—Oui.

2. L'école était ouverte, d'après le rapport de février reçu le 3 mars courant.

3. S. A. M. Vébert, Alfred Martin.

4. Un dollar par soir de classe.

5. Il n'y avait pas d'école en 1901-02. En 1902-03, l'assistance moyenne des élèves est de 93 élèves par mois.

Par M. Bissonnette (Soulanges).—1. Le gouvernement a-t-il reçu les \$50,000 de la ville de Valleyfield, pour aider à la construction d'un palais de justice dans cette ville ? 2. Dans l'affirmative, quand cette somme a-t-elle été reçue ? 3. Comment figure-t-elle dans les comptes publics ? 4. Le palais de justice est-il maintenant prêt ? 5. Quels en ont été les entrepreneurs ? 6. Quel a été le coût de la bâtisse ? 7. Quel est le coût du terrain ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—1. Oui.

2. Le 23 mai 1901.

3. Elle figure à la page 12 des comptes publics pour l'année financière 1900-01, sous le titre "Fonds en Fideicommiss, ville de Salaberry de Valleyfield, dépôt en vertu de l'Edouard VII, Chap. 4, \$50,000.00". Elle figure aussi au tableau de la page 16 du même volume sous le titre "Emprunts temporaires et dépôts, ville de Salaberry de Valleyfield, \$50,000.00."

4. Il le sera bientôt.

5. Les entrepreneurs de la construction de l'édifice sont MM. J. Préfontaine et T. Bélanger.

6. \$34,423.15.

7. \$9,000.00.

Par M. Bissonnette (Soulanges).—Quel est le nom du geôlier de la prison de Beauharnois ? Quand a-t-il été nommé ? A la suggestion de qui a-t-il été nommé ?

Réponse par l'honorable M. Duffy.—1. Alphonse Reid. 2. 9 octobre 1902. 3. A la demande de M. F. A. Dupuis, député du comté de Châteauguay, dans le district de Beauharnois.

Par M. Giard.—M. A. Campeau, contre-maitre des travaux sur le chemin Gouin, mentionné à la page 82 des procès-verbaux de cette Chambre, est-il M. Michel Campeau, autrefois huissier de Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—Oui.

Par M. Giard.—1. Quelles sont les sommes payées par le secrétaire du comté de Napierville au gouvernement de la province de Québec, pour l'entretien des aliénés, depuis dix ans ? 2. S'il existe tels paiements, à quelle date ont-ils été faits ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :

\$9.82 payé le 31 mai 1893.

\$52.61 payé le 23 janvier 1894.

\$89.01 payé le 3 août 1895.

\$50.00 payé le 23 juin 1896.

\$131.50 payé le 14 juin 1897.

\$258.11 payé le 7 août 1901.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Y a-t-il des prisonniers qui attendent leur procès dans la prison de Beauharnois ? 2. Dans l'affirmative, depuis quand ces prisonniers attendent-ils leur procès ?

Réponse par l'honorable M. Duffy : 1. Oui, William Long ;

2. Il a subi son procès au terme de mars et d'avril 1903, a été trouvé coupable de meurtre, le verdict a été rejeté et un nouveau procès ordonné par la cour d'appel. Il n'a pas subi son second procès au terme de mai 1903, parce qu'il était trop malade pour assister en cour à son procès qui a été ajourné, à sa demande, jusqu'au prochain terme.

Par l'honorable M. LeBlanc,—1. Quand ont eu lieu les deux derniers termes criminels à Beauharnois ? 2. Combien ont-ils coûté à la province ? 3. Combien ont-ils duré, chacun ? 4. Qui a été le substitut du procureur général, pendant ces deux termes ?

Réponse par l'honorable M. Duffy ; 1. Le 8 mars 1902 et le 9 mars 1903.

2. Le terme de 1902 a coûté \$10,552.58. Il ne nous est pas possible de donner le coût du terme de 1903, vu que les rapports n'ont pas encore été produits :

3. Du 8 mars 1902 au 5 mai 1902, du 9 mars 1903 au 13 mars 1903 ;

4. Pour le terme de 1902, M. E. Brossoit, C. R. Pour le terme de 1903, M. D. McAvoy, avocat.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Quel est le substitut du procureur général durant le présent terme des assises criminelles à Beauharnois ? 2. A la suggestion de qui a-t-il été nommé ? 3. Est-il à salaire fixe ? 4. Quels sont ses émoluments ?

Réponse par l'honorable M. Duffy : 1. Pour le terme qui s'est terminé le 13 mars 1903, M. McAvoy.

2. A la demande de M. Achille Bergevin, député du comté de Beauharnois, et de M. F. X. Dupuis, député du comté de Châteauguay ;

3. Non.

4. Dix piastres par jour, pendant quatre jours, pour préparer le terme, et vingt piastres par jour durant le terme, en vertu de l'ordre en conseil No 138 du 20 juillet 1868.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Les requêtes verbales de M. Prévost, député de Terrebonne, demandant de l'argent pour aider au prolongement du chemin de la côte Sainte-Marianne, dans la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, jusque dans la paroisse de Saint-Janvier, dans le comté de Terrebonne, ont-elles été faites officiellement ? 2. Dans l'affirmative, à quelles dates ont-elles été faites ? 3. Quel est le montant d'argent demandé ? 4. Quel montant d'argent le gouvernement a-t-il payé.

Réponse par l'honorable M. Gouin : 1. Oui, au département de la Colonisation et au bureau du gouvernement à Montréal ; 2. Dans le cours des années 1901 et 1902 ; 3. \$200.00 ; 4. Rien n'a encore été payé.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 43) constituant en corporation la compagnie électrique Saint-George; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill

Et la question étant faite: Ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois,—la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 185) amendant l'article 2342 des statuts refondus.

M. Fiset, appuyé par M. Neault, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 197) amendant le Code de procédure civile relativement à la vente des biens de mineur.

M. Chauret, appuyé par M. Major, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 194) amendant le Code scolaire, relativement à la prestation du serment et aux publications et significations.

M. Duhamel, appuyé par M. Prévost, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

Lundi, 30 mars 1903.

Du consentement unanime de la Chambre, le nom de M. Roy (Montmagny) est substitué à celui de M. Roy (Kamouraska), comme promoteur du bill (No 188) déclarant insaisissable une partie du salaire des membres de la corporation des pilotes pour le havre de Québec et en aval.

Ordonné,—Que M. Girard ait la permission de présenter un Bill (No 26) amendant l'article 561 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Roy (St-Jean) ait la permission de présenter un Bill (No 201) amendant le Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (H) amendant le Code de procédure civile concernant les procès par jury, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 52) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic ;

Et Bill (No 57) amendant la charte de la compagnie "The Sherbrooke Gas and Water Company" et changeant son nom.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (No 48) édictant des dispositions additionnelles concernant la succession de Horace Dryden Clark.

Bill (No 56) érigeant une nouvelle municipalité de village dans la municipalité du village de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest.

Bill (No 63) concernant la Société historique du comté de Brome et confirmant l'acquisition de certaines propriétés.

Bill (No 64) amendant la charte de la "Shawinigan Falls Terminal Railway Company."

Bill (No 70) autorisant l'admission de Paul d'Aigneaux à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen.

Bill (No 109) constituant en corporation la Congrégation des Servantes de Jésus-Marie.

Et bill (No 112) constituant en corporation "The Murray Bay Convalescent Home."

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 52) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 57) amendant la charte de la compagnie "The Sherbrooke Gas and Water Company" et changeant son nom; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, et il est—

Ordonné,—Que le Bill (H) du Conseil législatif amendant le Code de procédure civile, soit maintenant lu la première fois.

En conséquence, le bill est lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (No 49) constituant en corporation la compagnie électrique "Red Falls"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Prévost fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée; Ce bill sera-t-il lu la troisième fois?—la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 86) constituant en corporation "The Olivet Baptist Church of Montreal"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 37) constituant en corporation "The Westmount Baptist Church"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 87) concernant les successions de Denis Dufort et de dame Julie Duchesneau, son épouse; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pelletier (Sherbrooke) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 85) amendant la loi constituant en corporation l'hôpital protestant de Sherbrooke; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cooke fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (K) du Conseil législatif constituant en corporation les Ecoles Royales d'Agriculture; et après avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur

reprend le fauteuil, et M. Weir fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 127) amendant la charte de l'Association St-Jean-Baptiste de Montréal; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (Kamouraska) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 117) constituant en corporation l'Association de l'Exposition industrielle de Montréal; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Caron (Matane) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 189) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Montréal et Baie James; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy (St-Jean) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

M. Bissonnette (Soulanges).—Combien y a-t-il d'hôteliers depuis 1900, qui ont enfreint la loi des licences dans le district de Beauharnois ? Combien y en a-t-il qui ont payé l'amende ? Y en a-t-il dont la sentence a été suspendue ? Dans l'affirmative, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Duffy.—1. 22. 2. 21. 3. Oui, Louis Prégent. 4. Sentence suspendue par la cour.

Par M. Giard.—1. Y a-t-il un ou plusieurs messieurs Parent à l'emploi du gouvernement ?

2. Dans l'affirmative, quels sont leurs noms ?

3. Quels sont leurs salaires respectifs ?

4. Quand ont-ils été nommés à leur emploi actuel ?

5. L'honorable S. N. Parent était-il alors membre du gouvernement ?

6. Les messieurs Parent à l'emploi du gouvernement ont-ils quelque lien de parenté avec le premier ministre et, dans l'affirmative, quels sont ces liens de parenté ?

Réponse par l'honorable M. Rohitaille.—1. Plusieurs.

2. O. M. Parent, Léon Parent, Joseph Parent et Victor Parent.

3. O. M. Parent reçoit \$800.00 au service du département des Terres, Mines et Pêcheries ; Léon Parent et Victor Parent reçoivent chacun \$1.50 par jour, comme menuisiers, et Joseph Parent, \$1.25 par jour comme journalier au département de la Colonisation et des Travaux publics.

4. O. M. Parent a été nommé le 17 juillet 1902 ; Léon Parent en mai 1888 ; Victor Parent en octobre 1897, et Joseph Parent, en mars 1890.

5. L'honorable M. Parent était membre du gouvernement lorsque O. M. Parent et Victor Parent ont été nommés.

6. Il n'y a que O. M. Parent qui ait des liens de parenté avec le premier ministre, c'est son frère. Avec les trois autres il n'a aucun lien de parenté.

Par M. Saint-Pierre.—1. Le gouvernement a-t-il donné aux porteurs de licences une garantie que le tarif pour le bois de pulpe devrait être maintenu jusqu'en 1910 ?

2. Si telle garantie a été donnée, est-elle par écrit et indépendante de l'ordre en conseil du 1er juin 1901 ?

3. Quelle est la nature de cette garantie ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—Aucune telle garantie n'a été donnée.

Par M. Morin (Charlevoix).—1. La commission des chemins à barrières de la rive nord fait-elle un rapport annuel de ses opérations ?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ses recettes et ses dépenses annuelles depuis 1896 ?

3. Quelle somme doit-elle en capital pour débentures privilégiées ?

4. Quelle somme doit-elle pour débentures non privilégiées ?

5. Combien y a-t-il d'intérêts dûs sur ces deux sortes de débentures ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—1. Oui.

2. Dépenses :		Recettes.
\$35,078 83	1896	\$44,987 56
30,626 29	1897	44,371 66
30,893 40	1898	44,408 52
27,565 13	1899	42,426 89
31,559 07	1900	42,186 68
31,363 91	1901	41,279 25
29,306 95	1902	41,923 70

\$216,393 58 moy. \$30,913 37 moy. \$43,076 32 \$301,534 26

3. Débentures privilégiées :

Avec le public.....\$191,200 00

Gouvernement de la Puissance :

(contesté) 6,000 00

Total... \$197,200 00

5. Débentures non privilégiées :

Avec le public..... \$249,928 00

Gouvernement de la Puissance :

(contesté) \$52,000 00

Total...\$301,928 00

5. Arrérages d'intérêt :

Débentures avec le public. Classe privilégiée. Intérêt payé au 31 décembre 1902.

Avec le gouvernement (contesté) 6,000, 43 ans à 6%,..... \$15,480 00

Débentures avec le public, classe non privilégiée :

Arrérages d'intérêt sur \$249,928.00 19½ à 6%,..... 292,415 76

Avec le gouvernement, classe non privilégiée (contesté)

Arrérages d'intérêt sur \$52,000, 43 ans à 6%,..... 134,160 00

Total des arrérages d'intérêt \$412,055 76

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie d'un état détaillé se rapportant à l'item de \$860.50 pour la conférence interprovinciale.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de l'opinion de Lafleur, McDougall et MacKay, pour laquelle le gouvernement paraît avoir payé cent dollars et qui se rapporte au droit d'imposer des taxes sur les transferts de stocks.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 190) amendant l'article 680 du Code municipal.

M. Mackenzie, appuyé par M. Cochrane, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain, pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 187), amendant l'article 287 du code municipal.

M. Dorris, appuyé par M. Caron (L'Islet), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 173) amendant les articles 291 et 1081 du Code municipal.

M. Chauret, appuyé par M. Major, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain, pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 170) amendant l'article 291 du Code municipal.

M. Walker, appuyé par M. Gillies, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain, pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 166) amendant l'article 698 du Code municipal.

M. Prévost, appuyé par M. Duhamel, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain, pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 162) amendant le titre IV du livre II du Code municipal, relativement aux ponts municipaux.

M. Weir, appuyé par M. Hutchinson, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain, pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général, le Bill (No 2), relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy (Kamouraska) fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1903, pour la production d'un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Dépenses générales, département des Terres, Mines et Pêcheries, \$70,000, à la page 7 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés; 2. Les noms des personnes à qui ont été fait ces paiements; 3. La date de ces divers paiements; 4. Pour quelles raisons ont été faits ces paiements.

(Document de la session No 97).

Réponse à une adresse, en date du 3 mars 1903, demandant copie de tous arrêtés en Conseil, correspondance et documents relatifs à tout arrangement avec la cité de Montréal, pour ce qui concerne les amendes payées à la Cour des Records.

(Document de la session No 98).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1903, pour la production de tous papiers, correspondance, documents, contrats, soumissions et comptes en détail, en rapport avec l'item : Paiement fait à McGoun et England, \$1,299.00, mentionné à la page 273 des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1902.

(Document de la session No 99.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1903, pour la production d'un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Commission pour assister à l'avancement de la colonisation et du déve-

loppement de l'industrie forestière, \$4,150.00, page 11 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

(Document de la session No 100.)

Réponse à une adresse, en date du 25 mars 1903, pour la production de tous ordres en conseil, papiers, correspondance et documents se rapportant à la nomination de conseillers municipaux nommés par le Lieutenant-Gouverneur, depuis deux ans, dans la paroisse de St-Nicolas, dans le comté de Lévis.

(Document de la session No 101.)

Réponse à une adresse, en date du 16 mars 1903, pour la production de tous ordres en conseil, comptes en détail, papiers, correspondance et documents, en rapport avec le paiement fait à MM. Guilbault et Chauret, d'une somme de \$1,000, pour le pont entre Ste-Geneviève et l'Île Bizard, mentionné à la page 259 des comptes publics de cette province, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902

(Document de la session No 102.)

Réponse à une adresse, en date du 26 mars 1903, demandant copie de tous arrêtés du conseil, contrats, correspondance, depuis le 4 décembre 1901, au sujet de la conversion de la dette de la province.

(Document de la session No 103.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1903, pour la production d'un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Dépenses contingentes des shérifs, \$197,529.19, à la page 3 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date des divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été fait.

(Document de la session No 104.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1903, pour un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Salaire des magistrats de district, \$10,933.32, à la page 3 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ont été faits ces paiements.

(Document de la session No 105.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1903, pour un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Loyers, assurances, réparations des bâtisses publiques, généralement, \$52,693.72 à la page 9 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les

divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ces divers paiements ont été faits ; 3. La date de ces paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

(Document de la session No 106.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (G) constituant en corporation l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité de la province de Québec, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

M. Delâge propose, appuyé par M. Décarie, et il est—

Ordonné.—Que le bill (G) constituant en corporation l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation de la province de Québec, soit maintenant lu la première fois.

En conséquence, le bill est lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture,

Et la Chambre siège jusqu'après minuit.

Mardi, 31 mars 1903.

Il est proposé par M. Lacombe, appuyé par M. Blanchet, et il est—

Ordonné.—Que toutes les règles de cette Chambre relatives aux pétitions pour bills privés et se rapportant aux bills privés, y compris celles relatives aux dépôts et aux frais d'impression, soient suspendues, et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal, ainsi qu'un bill basé sur la dite pétition, ratifiant un certain contrat passé avec la cité de Montréal, et autorisant les autres corporations municipales à passer des contrats semblables avec le dit hôpital, pour la réception et le traitement des patients souffrant de maladies contagieuses et infectieuses.

M. Lacombe présente, en conséquence, le dit bill (No 142) ratifiant un certain contrat entre la cité de Montréal et l'Hôpital Notre-Dame, lequel est reçu et lu une première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Et la séance a continué jusqu'à minuit et demi, alors que la Chambre s'est ajournée à trois heures, cet après-midi.

Mardi, 31 mars 1903.

M. Cardin, président *pro temp.* du comité des bills privés, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement, savoir :

Bill (No 114) concernant les successions de Jacques Blanchard et de Sarah Déry ;

Bill (No 137) autorisant Emile Boivin à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

Et bill (No 140) constituant en corporation “ The Montreal Technical Institute.”

“ Votre comité a aussi examiné le bill (No 32) constituant en corporation la ville de Roberval, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.”

L'honorable M. Duffy, président du comité de législation, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement, savoir :

Bill (No 168) amendant la loi de l'Instruction publique relativement aux appels ;

Et bill (No 185) amendant l'article 2342 des statuts refondus.

Votre comité a aussi examiné le bill (No 194) amendant la loi de l'Instruction publique, relativement à la prestation du serment et aux publications et significations, et l'a adopté avec amendement.

Votre comité a enfin examiné les bills suivants et les a rejetés, savoir :

Bill (No 165) amendant la loi des licences de Québec.

Et bill (No 184) concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu.”

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné la pétition de “The Citizens Law and Order League of Quebec” demandant une loi la constituant en corporation, et a trouvé que les avis requis ont été donnés.”

M. Chauret, président du comité du Code municipal, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec certains amendements, savoir :

Bill (No. 195) amendant l'article 762a du Code municipal ;

Et bill (No 196) amendant les articles 716, 742, 746 et 746a du Code municipal.”

M. De Grosbois, président du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (No 74) constituant en corporation la compagnie d'électricité de Roberval, et l'a adopté avec plusieurs amendements.”

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 141) constituant en corporation “The Citizens Law and Order League of Quebec.”

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Caron (Maskinongé) ait la permission de présenter un bill (No 202) amendant l'article 496 de la loi de l'Instruction publique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Blanchard ait la permission de présenter un bill (No 203) amendant le Code municipal en abolissant les conseils de comtés.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le bill (No 2) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacombe fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse, en date du 3 mars 1903, demandant copie du jugement du comité judiciaire du Conseil Privé, en Angleterre, sur l'appel touchant l'arbitrage entre la Puissance du Canada, la province d'Ontario et la province de Québec, en vertu de l'acte 54 Vict., chap. 4.

(Document de la session No 107).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 26 mars 1903, pour la production d'une liste des noms des différentes sociétés de secours mutuel et de bienfaisance, faisant affaires dans la province de Québec, qui ont déposé entre les mains de l'inspecteur des dites sociétés ou du Secrétaire de la province, les rapports respectifs de leurs opérations pour l'année expirée le 15 mars 1903.

(Document de la session No 108).

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1903, pour la production d'un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : compte en suspens, \$11,000, à la page 7 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. Pour quelles raisons ont été faits ces paiements.

(Document de la session No 109).

A six heures, M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Sept heures et demie p. m.

En vertu de la 19^{ème} règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (G) du Conseil législatif constituant en corporation l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de la charité dans la province de Québec.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

Il est proposé par M. Chicoyne, appuyé par l'honorable M. Pelletier, et—

Résolu,—Que cette Chambre est d'opinion que, parmi les œuvres dont l'importance s'impose à la plus sérieuse attention de nos gouvernants, l'amélioration des chemins publics mérite d'être placée au premier rang ;

Que, malgré les efforts partiels qui ont été faits jusqu'à présent pour introduire des méthodes plus perfectionnées dans l'ouverture et l'entretien des chemins, efforts que tous les amis du progrès savent apprécier et applaudir, cette Chambre regrette de constater que, dans l'ensemble, notre voirie est encore dans un état déplorable ;

Que la construction des chemins de fer a coûté plus de \$25,000,000 au trésor provincial, a rendu de grands services et largement contribué au développement des ressources du pays en créant de grandes artères de communication entre nos principaux centres d'activité commerciale et industrielle, tout en aidant dans une large mesure au développement de nos intérêts agricoles ;

Que, pour assurer à nos campagnes tous les avantages, offerts par nos différents réseaux de chemins de fer, il serait absolument nécessaire d'améliorer ou transformer nos chemins ruraux de manière à en rendre l'usage commode et facile en tout temps de l'année ;

Que, pour en venir là, il faudrait l'adoption d'une politique à la fois généreuse et énergique, et telle politique, du moment qu'elle serait appliquée suivant un programme large et rendant justice égale à toutes les parties du territoire, ne manquerait pas de recevoir l'appui de cette Chambre et du peuple de cette province, sans distinction d'opinions politiques ;

Que telle politique devrait être considérée comme revêtant un caractère d'intérêt général et au même titre que fut considérée la construction des chemins de fer.

Il est proposé par M. Prévost, appuyé par M. Duhamel, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et l'Union des Municipalités Canadiennes, relativement à l'amélioration des chemins ruraux.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue, de nouveau, en comité général pour considérer le Bill (No 2) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative.

Et la séance se continue jusqu'après minuit, mercredi matin.

Mercredi, 1er avril 1903.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacombe fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement.

Bill (No 15) amendant la loi concernant la protection des bois contre le feu ;

Bill (No 31) amendant la loi constituant en corporation l'Association des gymnastes amateurs de Montréal ;

Et bill (No 153) amendant l'article 3228e des statuts refondus, relativement à l'entretien des aliénés.

Et la Chambre ayant siégé jusqu'à minuit et quinze minutes, s'ajourne à cet après-midi.

Mercredi, 1er avril 1903

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table de la Chambre :

Par M. Hutchinson, la pétition de "The Quebec Provincial Woman's Temperance Union."

M. Cardin, président *pro temp.* du comité des bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le bill (F) du Conseil législatif autorisant le partage provisoire de la succession de feu Maria Morrin, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill (No 120) constituant en corporation "The Real Estate, Title, Guarantee and Trust Company", auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre."

M. Chauret, du comité spécial du Code municipal, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec certains amendements savoir :

Bill (No 198) amendant l'article 582 du Code municipal ;

Et bill (No 193) amendant le Code municipal concernant l'entretien des chemins de front en hiver. "

L'honorable M. Duffy, président du comité de législation, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit, savoir :

"Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec certains amendements :

Bill (No 197) amendant le Code de procédure civile, relativement à la vente des biens de mineur ;

Bill (No 191) amendant l'article 599 du Code de procédure civile.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté :

Bill (No 106) amendant l'article 804 du Code civil. "

M. De Grosbois, président du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité, après avoir examiné le bill (No 126) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer St-Maurice, a trouvé que le préambule, tel que formulé, n'a pas été prouvé."

Ordonné,—Que M. Cardin ait la permission de présenter un Bill (No 204) amendant l'article 53 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Bissonnette (Soulanges).—1. Le département des Terres, Mines et Pêcheries a-t-il prononcé la révocation des ventes faites à certains colons du canton Nemtayé, dans le mois de mars dernier, et au sujet desquels des avis de cancellation et de révocation ont été publiés dans la *Gazette Officielle* du mois de janvier dernier ?

2. Si ces révocations ont été prononcées, quand l'ont-elles été ?

3. Si la révocation n'a pas eu lieu, le gouvernement ou le département des Mines et Pêcheries se propose-t-il de prononcer la dite révocation de cancellation ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1 et 2. Le département n'a pas prononcé la cancellation.

3. Le département a suspendu les procédures en révocation à la demande des intéressés et aussi parce qu'il y a actuellement des procédures pendantes à la cour supérieure du district de Rimouski, par rapport à la vente de ces mêmes lots.

Le département avisera plus tard, après la décision des tribunaux, s'il y a lieu de prononcer la révocation.

Par M. Bissonnette (Soulanges).—Combien les colons paient-ils, par acre, pour des terres de la Couronne sur lesquelles ils désirent s'établir dans la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, dans le comté de Portneuf ?

2. Quel est le prix des mêmes terrains pour les colons du Lac-Saint-Jean, de la Gaspésie et de l'agence de la Chaudière ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. Depuis 1888, les colons de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges paient 50 centins par acre.

2. Depuis 1860, les colons du Lac-Saint-Jean et de la Gaspésie paient 20 centins de l'acre, et les colons de l'agence de la Chaudière paient, depuis 1855, 30 centins à 40 centins par acre, suivant la localité.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Où et par qui le gouvernement fait-il imprimer les bills de la Législature ?

2. Y a-t-il un contrat en cours pour ces impressions ?

3. Quand expire ce contrat ?

4. A l'expiration de ce contrat, le gouvernement se propose-t-il de demander des soumissions publiques au sujet de ces impressions ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. La version française est imprimée par la compagnie d'imprimerie du *Soleil* et la version anglaise par le *Daily Telegraph*.

2. et 3. Il n'y a pas de contrat.

4. Le gouvernement a suivi en cela la règle adoptée en 1875, les comptes n'étant payés qu'après avoir été, au préalable, approuvés par l'Imprimeur du Roi.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Où et par qui le gouvernement fait-il imprimer les ordres du jour, version anglaise et version française ?

2. Y a-t-il un contrat en cours pour ces impressions ?

3. Quand expire ce contrat ?

4. A l'expiration de ce contrat, le gouvernement se propose-t-il de demander des soumissions publiques pour ces impressions ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. La version française est imprimée par la Compagnie d'imprimerie du *Soleil* et la version anglaise par le *Daily Telegraph*.

2. et 3. Il n'y a pas de contrat.

4. Le gouvernement a suivi en cela la règle adoptée en 1875, les comptes n'étant payés qu'après avoir été, au préalable, approuvés par l'Imprimeur du Roi.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Où et par qui le gouvernement fait-il imprimer les procès verbaux du Conseil législatif, versions anglaise et française ?

2. Y a-t-il un contrat en cours pour ces impressions ?

3. Quand expire ce contrat ?

4. A l'expiration de ce contrat, le gouvernement se propose-t-il de demander des soumissions publiques pour exécuter ces impressions ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. La version française est imprimée par la Compagnie d'Imprimerie du *Soleil* et la version anglaise par le *Daily Telegraph*.

2 et 3. Il n'y a pas de contrat.

4. Le gouvernement a suivi en cela la règle adoptée en 1875, les comptes n'étant payés qu'après avoir été, au préalable, approuvés par l'Imprimeur du Roi.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Où et par qui le gouvernement fait-il imprimer les procès verbaux de l'Assemblée législative, versions française et anglaise ?

2. Y a-t-il un contrat en cours pour ces impressions ?

3. Quand expire ce contrat ?

4. A l'expiration de ce contrat, le gouvernement se propose-t-il de demander des soumissions publiques pour ces impressions ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. La version française est imprimée par la Compagnie d'Imprimerie du *Soleil* et la version anglaise par le *Daily Telegraph*.

2 et 3. Il n'y a pas de contrat.

4. Le gouvernement a suivi en cela la règle adoptée en 1875, les comptes n'étant payés qu'après avoir été, au préalable, approuvés par l'Imprimeur du Roi.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Où et par qui le gouvernement fait-il imprimer les comptes publics de la province, versions anglaise et française ?

2. Y a-t-il un contrat en cours pour ces impressions ?

3. Quand expire ce contrat ?

4. A l'expiration de ce contrat, le gouvernement se propose-t-il de demander des soumissions publiques pour ces impressions ?

Réponse par l'honorable M. Duffy.—1. Le "Montreal Herald."

2. Non. Ils sont payés suivant la règle établie depuis plusieurs années, après avoir été, au préalable, approuvés par l'Imprimeur du Roi.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Où et par qui le gouvernement fait-il imprimer le rapport du ministre de l'Agriculture, versions anglaise et française ?

2. Y a-t-il un contrat en cours pour ce travail d'impression ?

3. Quand expire ce contrat ?

4. A l'expiration de ce contrat, le gouvernement se propose-t-il de demander des soumissions publiques pour faire ce travail d'impression ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon.—1. L'établissement d'imprimerie de Dussault & Proulx.

2 et 3. Il n'y a pas de contrat.

4. Le gouvernement s'est conformé à la règle suivie depuis 1875 ; les comptes ne sont payés qu'après avoir été préalablement approuvés par l'Imprimeur du Roi.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Où et par qui le gouvernement fait-il imprimer le rapport du Secrétaire de la province, en anglais et français ?

2. Y a-t-il un contrat en cours pour exécuter ce travail d'impression ?

3. Quand expire ce contrat ?

4. A l'expiration de ce contrat, le gouvernement se propose-t-il de demander des soumissions publiques pour exécuter ce travail d'impression ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille.—1. La compagnie d'imprimerie de Berthier.

2 et 3. Non.

4. Le gouvernement s'est conformé en cela à la règle suivie depuis 1875, les comptes n'étant payés qu'après avoir été, au préalable, approuvés par l'imprimeur du Roi

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Où et par qui le gouvernement fait-il imprimer le rapport des Terres, Mines et Pêcheries, versions anglaise et française ?

2. Y a-t-il un contrat en cours pour exécuter ce travail d'impression ?

3. Quand expire ce contrat ?

4. A l'expiration de ce contrat, le gouvernement se propose-t-il de demander des soumissions publiques pour faire ce travail d'impression ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. La version française est imprimée par la Compagnie d'imprimerie du *Soleil* et la version anglaise par le *Daily Telegraph*.

2 et 3. Il n'y a pas de contrat.

4. Le gouvernement a suivi en cela la règle adoptée en 1875, les comptes n'étant payés qu'après avoir été, au préalable, approuvés par l'Imprimeur du Roi.

L'honorable M. Pelletier.—1. Où et par qui le gouvernement fait-il imprimer le Journal d'Agriculture, versions anglaise et française ?

2. Y a-t-il un contrat en cours pour l'exécution de ce travail ?

3. Quand expire ce contrat ?

4. A l'expiration de ce contrat, le gouvernement se propose-t-il de demander des soumissions publiques pour faire ce travail d'impression ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon.—1. La compagnie de publication de la "Patrie."

2. Oui.

3. Le 30 juin 1903.

4. Le gouvernement considérera alors le meilleur moyen à prendre.

L'honorable M. Pelletier.—1. Où et par qui le gouvernement fait-il imprimer la *Gazette Officielle*, versions anglaise et française ?

2. Y a-t-il un contrat en cours pour l'exécution de ce travail d'impression ?

3. Quand expire ce contrat ?

4. A l'expiration de ce contrat, le gouvernement se propose-t-il de demander des soumissions publiques pour faire ce travail d'impression ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille.—1. A Québec, par la compagnie d'imprimerie du "Soleil."

2. Oui.

3. Le premier juillet 1903.

4. Le gouvernement considérera alors les meilleurs moyens à prendre.

L'honorable M. Pelletier.—1. Où et par qui le gouvernement fait-il imprimer le rapport du ministre de la Colonisation et des Travaux publics, versions anglaise et française ?

2. Y a-t-il un contrat en cours pour ce travail d'impression ?

3. Quand expire ce contrat ?

4. A l'expiration de ce contrat, le gouvernement se propose-t-il de demander des soumissions publiques pour ce travail d'impression ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—1. Le dernier rapport a été imprimé par la Cie d'Imprimerie du "Herald."

2 et 3. Il n'y a pas de contrat.

4. Le gouvernement s'est conformé en cela à la règle suivie depuis 1875, les comptes n'étant payés qu'après avoir été, au préalable, approuvés par l'Imprimeur du Roi.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état indiquant, comté par comté, les sommes réclamées par le gouvernement des différents comtés de la province pour l'entretien des aliénés, avec mention, en chaque cas, des années pour lesquelles ces sommes sont réclamées, si ces comptes du gouvernement sont en tout ou en partie contestés.

Proposé par M. Giard, secondé par M. St. Pierre, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état démontrant quels sont les employés du département des Terres, Mines et Pêcheries dont le salaire est actuellement sous saisie et faisant voir les noms des créanciers, le montant de leur créance, le montant qu'ils ont reçu jusqu'à ce jour, et le montant qu'il reste à payer, ainsi que le montant du jugement originairement obtenu pour chacun d'eux.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous ordres en conseil, papiers, correspondance et documents au sujet de la formation d'arrondissements scolaires dans la paroisse de Saint-Louis de Pintendre, dans le comté de Lévis, et de l'annexion subséquente du même territoire pour les fins d'école à celui de la paroisse de Notre-Dame-des-Victoires.

Proposé par M. Bissonnette (Soulanges), secondé par M. Giard, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous ordres en conseil, papiers, correspondance et documents quelconques, au sujet de la vente de pouvoirs d'eau dans ou près de la paroisse de Notre-Dame-des-Ânges, dans le comté de Portneuf, à des américains, et faisant voir si ces pouvoirs d'eau ont été exploités et tout ce qui a eu lieu à ce sujet.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

M. Bissonnette (Montcalm) propose, appuyé par M. Cochrane, et il est *Résolu*, - Qu'un comité, composé des honorables MM. Duffy et Robitaille et MM. Allard, Bissonnette, Caron (Maskinongé), Cochrane, Cherrier, Daigneault, Dupuis et Tourigny, soit formé pour les raisons suivantes :

1^o Faire une étude critique de la loi actuelle régissant les sociétés de secours mutuels et de bienfaisance dans cette province et de rechercher les moyens de l'améliorer.

2^o D'examiner les projets ou systèmes nouveaux d'administration qui pourront être soumis au dit comité et à la Chambre.

3^o Enfin, de prendre en considération tout ce qui se rapporte aux sociétés de secours mutuels et de bienfaisance, à leur administration et aux garanties qu'elles peuvent offrir à leurs membres, aux porteurs de polices et à tous autres intéressés.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 187) amendant l'article 287 du Code municipal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Caron, (l'Islet) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la proposition étant faite : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois,—

M. Chicoyne propose, en amendement, appuyé par M. St. Pierre, que le mot " maintenant " soit supprimé, et que les mots " dans six mois " soit ajoutés à la fin de la motion.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bissonnette</i>	<i>Cochrane,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Pelletier (Dorch.),</i>
(Soulanges),	<i>Delage,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>St-Pierre,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Taschereau et</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Tellier.—15.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cooke,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bissonnette (Montc.)</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Gosselin (Iberville),</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Gosselin (Missisq.),</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Roy (Kamouraska) ,</i>
<i>Caron (l'Islet),</i>	<i>Dion,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Roy (Montmagny),</i>
<i>Caron (Maskinon.)</i>	<i>Dorris,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Roy (Saint-Jean),</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Morin (Charlevoix),</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Chauvet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Morin (St-Hyacin.),</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Walker et</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—44.</i>

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors soumise. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 190) amendant l'article 680 du Code municipal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cochrane fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 173) amendant les articles 291 et 1081 du Code municipal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Et les amendements étant lus la première fois, il est—

Ordonné,—Que la seconde lecture de ces amendements soit renvoyée à demain.

Sept heures et demie p. m.

En vertu de la 19^{ème} règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 114) concernant les successions de Jacques Blanchard et de Sarah Déry ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 137) autorisant Emile Boivin à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que

le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant faite : Ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois ?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 140) constituant en corporation " The Montreal Technical Institute " ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 82) constituant en corporation la ville de Roberval ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné —Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (No 74) constituant en corporation la compagnie d'électricité de Roberval ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont respectivement lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (No 142) ratifiant un contrat intervenu entre la cité de Montréal et l'hôpital Notre-Dame ;

Et bill (No 141) constituant en corporation " The Citizens Law and Order League of Quebec. "

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (No 170) amendant l'article 291 du Code municipal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gillies fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (No 166) amendant l'article 698 du Code municipal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la motion étant faite : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois,—La Chambre se divise et la proposition est acceptée.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et la Chambre siège jusqu'après minuit.

Jeudi, 2 avril 1903.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 171) amendant la loi 62 Victoria, chapitre 23, section 47.

Ordonné,—Que cet ordre soit rescindé.

Puis, du consentement unanime de la Chambre, permission est donnée de retirer le dit bill.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement.

Bill (No 14) amendant la loi concernant le fond de bâtisses et des jurés.

Bill (No 174) détachant du comté de Drummond le territoire compris dans la paroisse de St-Joachim de Courval et l'annexant au comté de Yamaska pour toutes fins.

Bill (No 175) amendant le Code de procédure civile concernant la cour de magistrats de district.

Et le bill (No 178) amendant la loi des licences de Québec.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 42) constituant en corporation la ville d'Arthabaska.

Et bill (No 92) constituant en corporation "The Montreal North Western Railway Company."

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 42) constituant en corporation la ville d'Arthabaska, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lu, la seconde fois, demain.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 92) constituant en corporation "The Montreal North Western Railway Company", et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 185) amendant l'article 2342 des statuts refondus ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Morin (Charlevoix) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit lu, la troisième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 188) déclarant insaisissable une partie du salaire des membres de la corporation des pilotes pour le havre de Québec et en aval.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

Et, la Chambre ayant siégé jusqu'à une heure moins dix minutes du matin, s'ajourne à cet après-midi.

Jeudi, 2 avril 1903.

M. Cardin, président *pro temp.* du comité des bills privés, présente à la Chambre le quinzisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement, savoir :

Bill (No 136) concernant la commune de Laprairie ;

Bill (G) constituant en corporation l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité, dans la province de Québec ;

Et le bill (No 142) concernant l'Hôpital Notre-Dame, de Montréal.

Aussi le bill (No 115) amendant la charte de la ville de St-Louis, auquel il a fait quelques amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.”

M. Bissonnette (Montcalm), du comité spécial des associations d'assurance mutuelle et de bienfaisance, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a choisi M. Bissonnette (Montcalm) comme son président et recommande que son quorum soit réduit à trois membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

Ordonné,—Que M. Blanchard ait la permission de présenter un Bill (No 205) amendant l'article 176 du code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du code municipal.

Ordonné,—Que M. Morin (St-Hyacinthe) ait la permission de présenter un Bill (No 206) amendant l'article 5790 des statuts refondus de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain, pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Morin (St-Hyacinthe) ait la permission de présenter un Bill (No 207) amendant le code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain, pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Morin (St-Hyacinthe) ait la permission de présenter un Bill (No 208) amendant l'article 482 du code scolaire.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No. 19) amendant les lois concernant l'Instruction publique relativement aux personnes professant la religion judaïque.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Giard.—1. Y a-t-il des bureaux d'enregistrement qui ne sont pas en règle avec le trésor public ?

2. Dans l'affirmative, quels sont-ils et quel est le montant d'arrérages dû par chacun des registrateurs en défaut ?

Réponse par l'honorable M. Duffy : 1. Oui, pour pourcentage (20 %) sur honoraires d'office, en vertu de l'article 1213 S. R. Q. (45 Vict., chap. 19), comme suit :

2. Feu J. C. Auger, Montréal-Est, (décédé):

% pour 1886 (bal).....	\$ 12 05
1887 dito.....	701 11
1888.....	843 93
1889.....	857 87
1890.....	625 75
	<hr/>
	\$3,040 71

Auger et Champagne, Montréal-Est:

% pour 1893 (bal).....	\$ 207 23
------------------------	-----------

W. H. Ryland, Montréal-Ouest (décédé, succession insolvable) :

% pour 1887 (bal).....	\$ 333 38
------------------------	-----------

L. N. Carrier, Lévis :

% pour 1885 (bal).....	\$ 100 00
1886.....	137 42
1887.....	158 88
1888.....	170 44
1889.....	259 54
1890.....	150 75
1891.....	219 88
1892.....	214 28
1893.....	222 40
1894.....	234 72
1895.....	271 45
	<hr/>
	\$2,139 76

Thos. Barron, Argenteuil, démis de ses fonctions :

% pour 1888 (bal).....	\$ 8 10
1893.....	47 51
1897.....	38
	<hr/>
	\$ 55 99

Joseph Mayer, Beauharnois :

% pour 1896.....	\$ 21 63
------------------	----------

Les registrateurs précédents ont contesté la réclamation du gouvernement sur le motif que leur nomination était antérieure à la passation de la loi 45 Vict., chap. 19, imposant le dit pourcentage.

W. H. Lambly, Mégantic :

% pour 1896.....	\$ 157 22
1897.....	176 35
1898.....	197 47
1899.....	140 95
1900.....	320 53
1901.....	285 57
	<hr/>
	\$1,278 09

J. P. Carreau, St-Jean :

% pour 1897.....	\$ 27 74
1898.....	7 11
1900.....	17 66
1901.....	28 13
1902.....	18 92
	<hr/>
	\$ 99 56

P. de Varennes, Labelle :

% pour 1901.....	\$ 143 22
------------------	-----------

Rémillard et Trudel, Québec :

% pour 1890.....	\$ 678 40
------------------	-----------

Honorable Ed. Rémillard, Québec :

% pour 1892 (bal).....	\$ 616 20
1893.....	374 98
	<hr/>
	\$ 991 18

Hurteau et Robert, Chambly, (M. Hurteau décédé) :

% pour 1892.....	\$ 57 80
------------------	----------

Messieurs Lambly, Carreau et de Varennes ont des contre-réclamations qui sont à l'examen.

Par l'honorable M. Pelletier. —1. L'opinion obtenue par le gouvernement sur la légalité de la garantie donnée, en 1893, aux propriétaires de l'Asile de Beauport, a-t-elle été obtenue après une discussion contradictoire à laquelle toutes les parties intéressées auraient été invitées à prendre part, ou est-ce une opinion *ex-parte* ?

2. Est-ce l'intention du gouvernement de donner à une telle opinion toute la valeur d'une interprétation judiciairement obtenue et de refuser aux parties intéressées tout recours judiciaire afin d'obtenir des tribunaux une décision après audition des parties ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille.—1. Les opinions en question ont été obtenues sur l'exposé des faits mentionnés dans la question soumise et produite devant cette Chambre, le 18 mars dernier.

(Document de la session No 36).

2. Le gouvernement donne à cette question toute la valeur attachée à l'opinion des jurisconsultes éminents qui l'ont rédigée, et attend que les parties intéressées lui fassent la demande d'un recours judiciaire pour se prononcer sur cette demande.

Par M. Bissonnette (Soulanges).—Qui a obtenu du gouvernement, en 1900 et 1901, le contrat pour l'impression du livre "Le Guide du Colon"?

2. Quel est l'imprimeur qui a fait l'ouvrage ?

3. Combien a-t-il coûté ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. M. Gabriel Marchand.

2. M. Gabriel Marchand, propriétaire du journal "Le Canada-Français."

3. \$570.93 payés sur l'approbation de l'Imprimeur du Roi.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état constituant et complétant jusqu'à ce jour, et dans la même forme, le document sessionnel No 96, déposé devant cette Chambre le 26 mars 1903, quant à la partie du dit document qui se trouve sur les cinq grandes feuilles qui le terminent, et qui est intitulé : "Statement of accounts for printing paid by the government to the different persons or companies who owned newspapers for fiscal years 1891-1892 to 1896-1897."

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par M. St Pierre, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, documents, etc, échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres ou employés, et toute personne, au sujet de la construction d'un palais de justice à Valleyfield.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous arrêtés en conseil réglant la régie, la direction et l'administration des départements.

Proposé par M. Giard, secondé par M. Tellier, et—

Résolu.—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:—Copie de tous ordres en conseil, documents et correspondance échangée entre le gouvernement, la commission de colonisation ou aucun de leurs membres ou employés, et toutes personnes, à propos de l'octroi d'un billet de location pour le lot No 23, du deuxième rang du canton Dolbeau, en faveur d'Alfred Lajoie, l'occupation du dit lot par le dit Alfred Lajoie, la cancellation du dit billet de location, la vente du dit lot à toutes personnes ou compagnies, et tout ce qui a rapport à cette question.

Ordonné.—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

M. Blanchard propose, appuyé par M. Lane,—et la proposition est soumise par M. l'Orateur :

Qu'il soit résolu, —Que dans l'opinion de cette Chambre, il est à propos d'abolir les conseils de comté et de les remplacer de la manière suivante :

1. Pour le règlement des différends qui s'élèvent entre les municipalités locales : par des arbitres nommés par les municipalités intéressées;

2. Pour les ventes des immeubles pour taxes et cotisations: par le conseil local;

3. Pour les fins de comté : par trois délégués élus annuellement par les conseils des municipalités locales des comtés.

La Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Blanchard,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lane et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Chénevert,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Tessier.—10.</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Cochrane,</i>		

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bergevin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bissonnette (Mont.),</i>	<i>Dorris,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Roy (Montmagny),</i>
<i>Bissonnette</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Morin (Charlev.),</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>(Soulanges),</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Morin (St-Hyac.),</i>	<i>St-Pierre,</i>
<i>Caron (l'Islet),</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Giard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Pelletier (Dorch.),</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Cherrier.</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Pelletier (Sherb.),</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Gosselin (Iberv.),</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Walker et</i>
<i>Daigneault,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Prévost,</i>	<i>Weir.—48.</i>
<i>Décarie,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (No 185) amendant l'article 2342 des statuts refondus.

M. Fiset, appuyé par M. Neault, propose que ce bill soit maintenant lu la troisième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 190) amendant l'article 680 du code municipal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cochrane fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la motion étant soumise : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois,—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 170) amendant l'article 291 du code municipal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hutchinson fait rapport que le comité a rejeté le bill.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits, en comité général au bill (No 173) amendant les articles 291 et 1081 du code municipal.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

Résolu,—Que la Chambre adopte ces amendements.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 162) amendant le titre IV du livre II du code municipal, relativement aux ponts municipaux ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et, M. Hutchinson fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill,—Et les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe, et que son titre soit : Loi amendant certains articles du code municipal.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No. 168) amendant la loi de l'Instruction publique relativement aux appels ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel, fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 194) amendant le code scolaire relativement à la prestation du serment et aux publications et significations ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Prévost fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 197) amendant le code de procédure civile relativement à la vente des biens des mineurs ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Delaney fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (No 168) amendant la loi de l'Instruction publique, relativement aux appels ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend son fauteuil, et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la motion étant faite : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 191) amendant l'article 599 du code de procédure civile ; et,

après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Kennedy fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité le bill (No 197) amendant le code de procédure civile relativement à la vente des biens des mineurs ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés,—

Et la motion étant faite : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative. Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 177) abolissant la mort civile.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 183) amendant la loi concernant la cour de circuit du comté de Drummond.

M. Laferté, appuyé par M. Weir, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 149) amendant l'article 121 du code de procédure civile.

M. Lane, appuyé par M. Blanchard, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 148) amendant le code de procédure civile.

M. Weir, appuyé par M. Laferté, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 146) amendant l'article 1301 du code civil.

M. Chauret, appuyé par M. Major, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 143) amendant les articles 4653 et 4696 des statuts refondus.

M. Chênevert, appuyé par M. de Grosbois, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 27) amendant les articles 136, 1092 et 1406 du code de procédure civile.

M. Cooke, appuyé par M. Neault, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 30) amendant les articles 1338 et 5551 des statuts refondus.

M. Fiset, appuyé par M. Neault, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 150) détachant du comté du Saguenay le canton Dumas et l'annexant au comté de Chicoutimi, pour toutes fins.

M. Petit, appuyé par M. Kennedy, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain, pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 198) amendant l'article 582 du code municipal.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain, pour être considéré en comité général.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse, en date du 16 mars 1903, pour la production de tous ordres en conseil, papiers, correspondance et documents ou comptes en détail, en rapport avec le paiement fait à madame Loupret, \$1,200, mentionné à la page 258 des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902.

(Document de la session No 110.)

Réponse à une adresse, en date du 16 mars 1903, pour la production de tous ordres en conseil, comptes en détail, papiers, correspondance et documents, en rapport avec le paiement de \$184, mentionné à la page 246 des comptes publics de cette Province, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1902, et aussi, en rapport avec le paiement de \$304.60, mentionné à la page 245 des dits comptes publics, comme ayant été payés à messieurs Philéas Corriveau et Arthur Lachance.

(Document de la session No 111.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 mars 1903, pour :
1. Un état indiquant (a) le nombre total des écoles élémentaires protestantes dans la province pour l'année 1901 et 1902 ; (b) le nombre de ces écoles qui sont restées ouvertes dans chaque comté, en la dite année, pendant dix mois, pendant neuf mois, ou pendant une période moins longue pendant la dite année ; (c) le nombre de ces écoles, dans chaque comté, qui n'ont pas été ouvertes durant la dite année.

2. Un état indiquant pour l'année 1901 et 1902 ; (a) le montant du fonds des écoles publiques payé aux écoles publiques protestantes ; (b) le montant payé à l'éducation supérieure protestante, indiquant séparément les sommes reçues.

(Document de la session No 112.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 mars 1903, pour la production d'une copie de toutes communications adressées par l'association des instituteurs protestants au département de l'Instruction publique ou au comité protestant depuis les cinq dernières années.

(Document de la session No 113.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 mars 1903, pour la production de toutes requêtes, de toute correspondance, depuis le 26 mars 1902, au sujet du parachèvement de la construction d'un chemin de fer sur la rive sud du fleuve St-Laurent, spécialement dans les comtés de Yamaska, Nicolet et Lotbinière.

(Document de la session No 114.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 mars 1903, pour la production de toute requête et de toute correspondance au sujet de l'extension du délai pour la construction du chemin de fer dit : l'Atlantique, Québec et Occidental, et au sujet d'aucune demande de subsides par cette compagnie.
(Document de la session No 115.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 26 mars 1903, pour la production de tous comptes présentés par le notaire V. W. Larue au gouvernement de la province de Québec, ou à l'un des départements pour la réception de l'acte de vente de l'Asile de Beauport par le sénateur Landry et autres, aux Sœurs de la Charité de Québec, et copie des documents constatant quel montant a été payé, par le gouvernement de la province de Québec, au dit notaire pour réception du dit acte.
(Document de la session No 116.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 mars 1903, pour la production : 1. D'une copie donnant les noms du président et des membres du sous-comité du comité protestant du conseil de l'Instruction publique, qui ont recommandé les nominations d'assistants-examineurs pour les examens scolaires du mois de juin, pendant les quatre dernières années.

2. Les noms de ces assistants-examineurs.

3. Une copie des règlements concernant ces examens.

(Document de la session No 117.)

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er avril 1903, pour la production d'un état indiquant, comté par comté, les sommes réclamées par le gouvernement des différents comtés de la province pour l'entretien des aliénés, avec mention, en chaque cas, des années pour lesquelles ces sommes sont réclamées, si ces comptes du gouvernement sont en tout ou en partie contestés.
(Document de la session No 118.)

Sept heures et demie p. m.

En vertu de la 19ème règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 125) refondant la charte de la Société des Artisans Canadiens-Français ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Godbout fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

M. Cochrane propose, secondé par M. Bissonnette (Montcalm), et la motion est soumise :—Que ce bill soit lu maintenant une troisième fois.

M. Bergevin propose, en amendement, appuyé par M. Prévost, que ce bill ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais qu'il soit renvoyé au comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender, en retranchant les mots "pourvu que les règlements soient approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil",—

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Allard,</i>	<i>Daignault,</i>	<i>Gosselin (Missisq.),</i>	<i>Pelletier (Sherb.),</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bissonnette</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Prévost,</i>
(Soulanges),	<i>Duhamel,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>St. Pierre,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Muckenzie,</i>	<i>Tellier et</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Morin (St-Hyac.),</i>	<i>Weir.—28.</i>
<i>Cochrane,</i>			

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bissonnette</i>	<i>Cooke,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Roy (Montm.),</i>
(Montcalm),	<i>Delâge,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Blanchard.</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Morin (Charlev),</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Caron (l'Islet),</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pelletier (Dorc.)</i>	<i>Tourigny et</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Robitaille,</i>	<i>Turgeon.—30.</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Roy (Kamouraska.</i>	

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la motion principale étant proposée,—la Chambre se divise, et cette motion est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 120) constituant en corporation "The Real Estate, Titles, Guarantee and Trust Company"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Weir fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (F du Conseil législatif) autorisant le partage provisoire de la succession de feu Maria Morrin; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tanguay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

La Chambre procède à considérer de nouveau, les amendements, faits par le Conseil législatif au Bill (No 42) constituant en corporation la ville d'Arthabaska, et les dits amendements sont lus la deuxième fois,—

Et la motion étant faite : Que cette Chambre adopte ces amendements,—

M. Tourigny propose, appuyé par M. Gosselin (Iberville) et il est

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre ne croit pas devoir concourir dans le dernier amendement relatif à l'entrée en vigueur de la loi, parce que la clause 17 décrète que la première élection du maire et des conseillers doit avoir lieu le premier lundi de juin 1903.

Ordonné—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 92) constituant en corporation la " Montreal North Western Railway Company ", et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (B) amendant la loi du Barreau de la province de Québec ;

Et bill (R) amendant les articles 2152a, 2177 et 2178 du code civil.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill (No 58) concernant la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental ;

Bill (No 169) amendant la loi concernant les tribunaux civils relativement aux Iles-de-la-Madeleine ;

Et bill (No 172) amendant les articles 59a et 130 du code civil.

Et aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (No 95) constituant en corporation "The Empire Trust Company", avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Proposé par l'honorable M. Duffy, appuyé par l'honorable M. Guerin, et—

Ordonné,—Que le bill (B) du Conseil législatif, amendant la loi du Barreau de la province de Québec, soit maintenant lu la première fois.

En conséquence, ce bill est lu la première fois et remis à demain, pour la seconde lecture.

M. Tessier propose, appuyé par M. Cardin, et—

Ordonné,—Que le bill (R) du Conseil législatif, amendant les articles 2152a, 2177 et 2178 du code civil, soit maintenant lu la première fois.

En conséquence, ce bill est lu la première fois et remis à demain, pour la seconde lecture.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (No 95) constituant en corporation "The Empire Trust Company", et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 189) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.

M. Hutchinson, appuyé par M. Weir, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

M. Pelletier (Sherbrooke) propose, appuyé par M. Daignault, et il est—

Ordonné,—Que ce débat soit ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 3 avril 1903.

M. Cardin, du comité des bills privés, présente à la Chambre le seizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité, conformément à l'ordre de renvoi de votre honorable Chambre, a examiné de nouveau le bill (No 45).—Loi détachant une partie de la municipalité de St-Casimir pour la constituer en corporation de ville, sous le nom de Grandboisville, et a trouvé que le préambule de ce bill, tel que formulé, n'a pas été prouvé.

“ Votre comité, après avoir examiné aussi le bill (No 108).—Loi pourvoyant à l'établissement d'une cour de circuit dans la ville de Shawinigan Falls, y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

“ Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports des bills privés soit prolongé au neuvième jour d'avril courant.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Perrault, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports des bills privés soit prolongé au neuvième jour d'avril courant.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Roy (St-Jean), du comité spécial du code municipal, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a rejetés, savoir :

Bill (No 26) amendant l'article 551 du code municipal ;

Et bill (No 144) amendant les articles 698 et 776 du code municipal.”

L'honorable M. Duffy, président du comité de législation, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill (No 188) déclarant insaisissable une partie du salaire des membres de la Corporation des Pilotes pour le havre de Québec et au-dessous, et l'a adopté sans amendement.

" Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés avec certains amendements, savoir :

Bill (No 151) relatif aux privilèges des ouvriers et autres ;

Bill (No 143) amendant les articles 4653 et 4696 des statuts refondus.

" Votre comité a enfin examiné les bills suivants et les a rejetés :

Bill (No 27) pour amender les articles 136, 1012 et 1406 du code de procédure civile ;

Et bill (No 148) pour amender le code de procédure civile."

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (H) du Conseil législatif amendant le code de procédure civile, concernant les jurés.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy (St. Jean) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 19) amendant les lois concernant l'Instruction publique relativement aux personnes professant la religion judaïque.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (B) du Conseil législatif amendant la loi du Barreau de la province de Québec.

L'honorable M. Duffy, appuyé par l'honorable M. Guérin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants pour lesquels il demande son concours :

Bill (O) amendant le code du notariat ;

Et bill (S) amendant l'article 5445 des statuts refondus au sujet des sociétés de construction.

Proposé par M. Chauret, secondé par M. Major, et —

Ordonné,—Que le Bill (O) du Conseil législatif amendant le code du notariat soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à lundi prochain pour sa seconde lecture.

M. Chauret propose, appuyé par M. Major, et il est —

Ordonné,—Que le bill (S) du Conseil législatif amendant l'article 5445 des statuts refondus relatif aux sociétés de construction, soit maintenant lu la première fois.

En conséquence, ce bill est lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 150) détachant du comté de Saguenay le canton Dumas et l'annexant au comté de Chicoutimi, pour toutes fins ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Blanchard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (R) du Conseil législatif amendant les articles 2152a, 2177 et 2178 du code civil.

M. Tessier, appuyé par M. Cardin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Bissonnette (Soulanges).—1. L'école normale Laval des Ursulines au sujet de laquelle le gouvernement a payé \$2,193.07, tel qu'il appert par le document sessionnel No 44, déposé devant cette Chambre, le 16 mars 1903, est-elle la propriété de la province ?

2. Si non, à qui appartient-elle ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—1. Non.

2. Elle appartient aux Ursulines de Québec, mais est à l'usage du gouvernement en vertu d'un arrangement portant la date du 25 août 1857.

Par M. Bissonnette (Soulanges).—1. Combien a coûté, jusqu'à présent, l'impression du volume intitulé " Mon premier Livre " ?

2. A qui le montant d'argent que ce livre a coûté a-t-il été payé ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—1. \$19,276.58.

2. A la compagnie d'imprimerie du " Soleil ".

Par M. Bissonnette (Soulanges).—Quel est le montant total reçu depuis 1899 jusqu'à ce jour par J. B. Pauzé & Cie, en rapport avec le palais de justice de Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—\$17,385.38.

Par M. Giard.—M. Chauret de la société Guilbault & Chauret qui paraît, par le document sessionnel No 102, avoir reçu une somme de \$1,000.00 du gouvernement de cette province, est-il parent, et à quel degré, du député de Jacques-Cartier ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—Le gouvernement n'a par devers lui aucun renseignement à ce sujet.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 136) autorisant le président et les syndics de la commune de Laprairie à louer 200 arpents de la dite commune; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bissonnette (Soulanges) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (No 142) ratifiant un contrat passé entre la cité de Montréal et l'hôpital Notre-Dame; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (G) du Conseil législatif constituant en corporation l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pilon fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (No 115) amendant la charte de la ville de St-Louis; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pilon fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au bill (No 95) constituant en corporation " The Empire Trust Company ", et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Robitaille propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, et il est—

Résolu,—Que lundi prochain, la Chambre se formera en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant la pension de retraite des officiers publics.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 2) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Perrault fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, lundi prochain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendements :

Bill (No 78) autorisant et ratifiant de nouveau l'exécution de la loi 1 Edouard VII, chapitre 48, concernant le règlement No 162 des règlements de la ville de Salaberry de Valleyfield ;

Et bill (No 53) accordant à la corporation de Vaudreuil des pouvoirs spéciaux d'emprunt pour réparations et améliorations à son système d'aqueduc.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur son dernier amendement fait au bill (No 42) constituant en corporation la ville d'Arthabaska, par lequel la 42e clause du bill est retranchée, et qu'il le retire.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

Lundi, 6 avril 1903.

Ordonné.—Que M. Daignault ait la permission de présenter un Bill (No 210) détachant une partie de la paroisse de St-Nazaire d'Acton du comté de Drummond et l'annexant au comté de Bagot, pour les fins électorales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Blanchard ait la permission de présenter un Bill (No 211) amendant les statuts refondus de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 108) pourvoyant à l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit dans la ville de Shawinigan Falls; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Daignault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET REPONSES.

Par M. Bissonnette (Soulanges).—1. Quel salaire ou indemnité reçoit chacun des membres de la Commission de Colonisation ?

2. Quel salaire reçoit le secrétaire de la Commission ?

3. Pendant que le secrétaire de la commission reçoit son salaire comme tel, continue-t-il de retirer son salaire régulier comme employé des Terres, Mines et Pêcheries ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Dix piastres par chaque jour de séance.

2. Cinq piastres par chaque jour de séance.

3. Oui, et c'est pour cette raison que son salaire comme secrétaire de la commission a été fixé à cinq piastres au lieu de dix, par jour.

Par M. Giard.—Monsieur E.-E. Cinq-Mars qui paratt, par le document sessionnel No 33, du 28 février 1902, avoir reçu \$300 du gouvernement pour aller représenter la galerie de la presse à l'exposition de Buffalo, est-il le même M. E.-E. Cinq-Mars qui représente dans la galerie des journalistes le journal "La Presse" ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—Le gouvernement ignore qui représente le journal " La Presse " dans la galerie des journalistes.

Par M. Giard.—M. Charles Deguise, avocat, qui paraît, par le document sessionnel No 97, avoir reçu \$400.00, est-il le même M. Deguise qui fait les rapports du journal " Le Soleil " dans la galerie de la presse ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—Le gouvernement ignore qui fait les rapports du journal " Le Soleil " dans la galerie de la presse.

Par M. Chauret.—1. Quel service M. Napoléon Pelletier, frère de l'honorable L. P. Pelletier, député de Dorchester, rend-il comme secrétaire du surintendant médical de l'asile de Beauport pour retirer, chaque année, en cette qualité, une somme de \$200.00 ?

2. A-t-il quelque connaissance comme aliéniste ?

3. Cette position a-t-elle été créée pour lui ?

4. Lui laisse-t-elle assez de loisir pour remplir ses autres fonctions, au département du Secrétaire Provincial ?

5. Quelles sont ses heures de bureau à l'asile de Beauport ?

6. Quelles sont les recommandations qui ont été faites auprès du gouvernement pour lui donner ce double emploi ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—1. Il agit comme sténographe et claviraghe.

2. Non.

3. Oui.

4. Oui.

5. Tous les deux soirs, à la résidence du surintendant médical.

6. Nous ne trouvons aucune recommandation à ce sujet.

Par M. Giard.—M. L. A. Cannon qui paraît, par le document sessionnel No 97, page 24, avoir reçu du département des Terres de la Couronne la somme de \$392.20, est-il l'associé professionnel du premier-ministre de cette province ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—M. L. A. Cannon fait, avec le premier-ministre de cette Province, partie de la société légale Fitzpatrick, Parent, Taschereau, Roy & Cannon ; mais la somme de \$392.20 a été pour son bénéfice personnel.

Par M. Dion.—1. Existe-t-il, au Nouveau-Brunswick une loi accordant une prime pour l'emploi de rouleaux par les propriétaires de moulins à farine ?

2. Dans l'affirmative, quels ont été les résultats de cette politique au point de vue de la culture du blé et de la qualité de la farine ?

3. Est-ce l'intention du gouvernement d'adopter cette politique ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Oui.

2. Le gouvernement n'a pas d'informations à ce sujet.

3. A l'étude.

Par M. Clapperton.—1. Est-il à la connaissance du gouvernement qu'il existe plusieurs réclamations non payées par le chemin de fer de la Baie des Chaleurs, maintenant le chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur ?

2. Serait-il possible au gouvernement de venir en aide aux réclamants ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—1. Oui.

2. Sous considération.

Par l'honorable M. LeBlanc.—Combien y a-t-il de cordes de bois de pulpe qui ont payé le droit de coupe de 65 cents la corde, durant l'année fiscale finissant le 30 juin 1902 ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—Durant l'année fiscale finissant le 30 juin 1902, 2586 cordes de bois de pulpe ont payé le droit de coupe de 65 centins la corde.

Par l'honorable M. LeBlanc.—Quand et comment l'ordre en conseil du 1er juin 1901, imposant un droit de coupe de 65 cents par corde sur le bois de pulpe a-t-il été porté à la connaissance des intéressés ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—En différentes circonstances, verbalement, depuis le 1er juin 1901, et notamment par la "Gazette Officielle" du 8 juin 1901, qui a publié les règlements.

Proposé par M. Giard, secondé par M. St-Pierre, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie du compte en détail de Charles Deguise, écuyer, avocat, au montant de \$400, en rapport avec la collection des arrérages des censitaires de la seigneurie de La Vacherie.

Proposé par l'hon. M. LeBlanc, appuyé par M. St-Pierre, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état donnant : 1. Les noms de tous les employés permanents et surnuméraires du palais de justice de Montréal, avec leur salaire respectif ; 2. Le montant des recettes provenant de chaque département du palais de justice de Montréal, durant l'année fiscale terminée le 30 juin 1902 ; 3. Les noms des employés du palais de justice de Montréal qui ont eu une augmentation de salaire depuis cinq ans, avec la date et le montant de cette augmentation.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état donnant : 1. Les noms de tous les employés permanents et surnuméraires du palais de justice de Québec ; 2. Le montant des recettes provenant de chaque département du palais de justice de Québec, durant l'année fiscale terminée le 30 juin 1902.

Proposé par M. Hutchinson, appuyé par M. Weir, et

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 36) constituant en corporation "The Olivet Baptist Church of Montreal" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit de l'incorporation d'une église

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 37) constituant "The Westmount Baptist Church", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne une corporation établie pour des fins religieuses.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (L) concernant les cités et villes, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Guerin, et il est

Ordonné,—Que le bill (L) concernant les cités et villes, soit maintenant lu la première fois,

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à demain, pour sa seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 198) amendant l'article 582 du code municipal; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 188) déclarant insaisissable une partie du salaire des membres de la corporation des pilotes, pour le havre de Québec et en aval; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cooke fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill,—

Et les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (No 151) relatif aux privilèges des ouvriers ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tanguay fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (No 143) amendant les articles 4653 et 4696 des statuts refondus ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Laferté fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 195) amendant l'article 762a du code municipal.

M. Godbout, appuyé par M. Delage, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé en comité général.

Résolu,—Que la Chambre se forme, immédiatement, en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill ainsi modifié en comité général soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill,—

Et les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 196) amendant les articles 716, 742, 746 et 746a du Code municipal.

M. Duhamel, appuyé par M. Prévost, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois, et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Prévost fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill,—

Et les amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 193) amendant le code municipal relativement à l'entretien, l'hiver, des chemins de front.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que la Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, alors, se constitue en comité général, et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin (Charlevoix) fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill,—

Et les amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 179) amendant la loi des licences de Québec.

Ordonné,—Que cet ordre soit rescindé.

Puis, du consentement unanime de la Chambre, permission est donnée de retirer le dit bill.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 200) accordant certains pouvoirs aux conseils des cités, villes et villages, concernant les timbres de commerce.

M. Prévost, appuyé par M. Duhamel, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Duffy propose, secondé par l'honorable M. Parent, et il est—

Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

Ordonné,—Que la reprise du débat relatif au Bill (No 200) soit inscrite sur les ordres du jour de mercredi, le 15 avril prochain, comme ordre spécial.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (O) du Conseil législatif amendant le code du notariat.

M. Chauret, appuyé par M. Major, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (S) du Conseil législatif amendant l'article 5445 des statuts refondus de la province de Québec, au sujet des sociétés de construction.

M. Chauret, appuyé par M. Major, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 202) amendant l'article 496 de la loi de l'Instruction publique.

M. Caron (Maskinongé), appuyé par M. Bissonnette (Montcalm), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, une certaine résolution concernant la pension de retraite des officiers publics.

L'honorable M. Robitaille propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Robitaille informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de la dite résolution et la recommande à sa considération.

La Chambre se constitue, alors, en comité général.

(EN COMITÉ.)

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur recommandation du chef d'un département, ajouter au nombre effectif d'années de service d'un commis remplissant les fonctions de chef de branche, ou d'un commis de première classe, tel autre nombre d'années n'excédant pas dix qu'il paraît juste de lui accorder, à la seule condition qu'il soit entré dans le service civil après l'âge de trente ans.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy (Kamouraska) fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné.—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Roy (Kamouraska), en conséquence, fait rapport de la dite résolution, qui est lue comme suit :

Résolu.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur recommandation du chef d'un département, ajouter au nombre effectif d'années de service d'un commis remplissant les fonctions de chef de branche, ou d'un commis de première classe, tel autre nombre d'années n'excédant pas dix qu'il paraît juste de lui accorder, à la seule condition qu'il soit entré dans le service civil après l'âge de trente ans.

Et la question étant posée : Cette résolution sera-t-elle maintenant lue la première fois ? La Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

La résolution est, en conséquence, lue la première fois.

Et la question étant posée : Cette résolution sera-t-elle lue la deuxième fois ? La Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

La résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois.

Résolu.—Que la Chambre adopte cette résolution.

Ordonné.—Que l'honorable M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 20) concernant la pension de retraite des officiers publics.

Il présente alors le dit bill à la Chambre.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la première fois ? La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la deuxième fois ? La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Et la question étant faite : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois ? La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille soixante et sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

2. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les salaires, les contingents, etc., de la bibliothèque, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix-huit mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy (Kamouraska) fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Que cette Chambre se constituera, de nouveau, à la prochaine séance, en comité des subsides.

M. Roy (Kamouraska) rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille soixante et sept piastres et cinquante centins soit accordés à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les salaires, les contingents, etc., de la bibliothèque, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix-huit mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903

Les dites résolutions étant lues une deuxième fois, sont agréées.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre en date du 16 mars 1903, pour la production de tous papiers, correspondance, documents et comptes en détail par rapport à l'item : Honorable Procureur-Général, frais de voyage \$350 00, mentionné à la page 92 des comptes publics de cette province, pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1902.

(Document de la session No 12).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1903, pour la production des instructions données aux agents des terres de la Couronne, dans les régions du Lac-St-Jean, Gaspé, Bonaventure, Dorchester et ailleurs, leur enjoignant de refuser de vendre certaines terres aux colons ou à certains colons, tel qu'expliqué par l'honorable Premier-Ministre, dans sa réponse à l'interpellation qui se trouve à la page 101 des procès-verbaux de cette session.

(Document de la session No 121).

Réponse à une adresse en date du 16 mars 1903, demandant copie de tous ordres en conseil, papiers, correspondance et documents concernant l'agence des terres de la Couronne de Gatineau-Nord et Ottawa-Supérieur, et faisant voir pourquoi il paraît y avoir quatre employés payés par la

province, au chiffre de \$4465.71, tel qu'il appert à la page 203 des comptes publics, pour le dernier exercice financier

(Document de la session No 122).

Réponse à une adresse en date du 16 mars 1903, pour la production de tous ordres en conseil, papiers, comptes en détail, correspondance et documents en rapport avec le paiement fait à M. L. A. Cannon, de \$486.32 mentionné à la page 215 des comptes publics de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1902.

(Document de la session No 123).

Réponse à un ordre de la Chambre en date du 30 mars 1903, pour copie d'un état détaillé se rapportant à l'item de \$860 50 pour la conférence interprovinciale.

(Document de la session No 124).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er avril courant, pour la production d'un état démontrant quels sont les employés du département des Terrés, Mines et Pêcheries dont le salaire est actuellement sous saisie et faisant voir les noms des créanciers, le montant de leur créance, le montant qu'il ont reçu jusqu'à ce jour, et le montant qu'il reste à payer, ainsi que le montant du jugement originairement obtenu pour chacun d'eux.

(Document de la session No 125).

Et réponse à un ordre de la Chambre en date du 2 avril courant, pour la production d'un état continuant et complétant jusqu'à ce jour, et dans la même forme, le document sessionnel No 96, déposé devant cette Chambre le 26 mars 1903, quant à la partie du dit document qui se trouve sur les cinq grandes feuilles qui le terminent, et qui est intitulée : "Statement of accounts for printing paid by the government to the different persons or companies who owned newspapers for fiscal years 1891-1892. to 1896-1897."

(Document de la session No 126).

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 7 avril 1903.

M. Mackenzie propose, appuyé par M. Lacombe, et du consentement unanime de la Chambre, il est

Ordonné,—Que toutes les règles de cette Chambre se rapportant aux pétitions pour bills privés et concernant les bills privés, excepté celles relatives aux dépôts et aux frais d'impression, soient suspendues, et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'honorable Jonathan-S.-C. Würtele, de la cité de Montréal, l'un des juges de la Cour du Banc du Roi, ainsi qu'un bill basé sur la dite pétition, concernant la succession de feu l'honorable Thomas Ryan, pour définir les pouvoirs du dit honorable Jonathan-S.-C. Würtele et pour ratifier un certain acte de vente d'immeuble par lui effectuée.

Et la dite pétition est présentée, lue et reçue.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (No 209) concernant la succession de feu l'honorable Thomas Ryan, définissant les pouvoirs de l'honorable S. C. Würtele et ratifiant un certain acte de vente d'immeuble par lui effectuée.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

L'honorable M. Duffy, président du comité de législation, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

Bill (No 177) abolissant la mort civile.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés avec amendements, savoir :

Bill (No 183) amendant la loi concernant la cour de circuit du comté de Drummond ;

Et bill (B) amendant la loi du Barreau de la province de Québec.

Votre comité a enfin examiné le bill (No 30) amendant les articles 1338 et 5551 des statuts refondus, et l'a rejeté."

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement.

Bill (No 110) érigeant la municipalité de St-Hermenégilde ;

Bill (No 122) constituant en corporation la corporation " Beth Israël " (Maison d'Israël).

Bill (No 129) constituant en corporation l'Hôpital Guay de Saint-Joseph de Lévis ;

Et bill (No 68) amendant la charte de la cité de Québec.

M. Fiset propose, appuyé par M. Pelletier (Sherbrooke)—et la motion est soumise à la Chambre,—Que le bill (No 30), amendant les articles 1338 et 5551 des statuts refondus, soit inscrit au feuillet des ordres du jour pour être considéré en comité général, demain ;

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (L) du Conseil législatif concernant les cités et villes.

L'honorable M. Duffy, appuyé par l'honorable M. Guerin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, —la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (No 151) relatif aux privilèges des ouvriers ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dupuis fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné —Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 192) amendant la loi concernant la fermeture des magasins à bonne heure.

M. Dupuis, appuyé par M. Chauret, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue, immédiatement, en comité général.

La Chambre se forme alors, en comité général, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Proposé par M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la déclaration du demandeur et du jugement de la cour supérieure du district de Québec, renvoyant l'action d'un nommé Boilard contre la compagnie du Pont de Québec et la cité de Québec, demandant la nullité d'un bonus de \$300,000.00 voté par la cité de Québec à la compagnie du Pont

M. Pelletier (Sherbrooke) propose, appuyé par M. Fiset, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 85) amendant la loi constituant en corporation l'hôpital protestant de Sherbrooke soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

—
Sept heures et demie, p. m.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement :

Bill (No 80) ratifiant et validant un certain acte de cession par l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Sainte-Marie-Magdeleine, du Cap-de-la-Magdeleine, aux Révérends Pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 62) constituant en corporation "The Montreal Hunt Trustees";

Bill (No 65) constituant en corporation la compagnie d'assurance sur la vie "La Sauvegarde";

Bill (No 180) concernant la paroisse de St-Michel-Archange, Montréal;

Et bill (No 72), amendant la charte de la cité de St-Henri, avec un amendement dans la version française, seulement.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 62) constituant en corporation "The Montreal Hunt Trustees;" et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 65) constituant en corporation la compagnie d'assurance sur la vie "La Sauvegarde"; et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 130) concernant la paroisse de St-Michel-Archange, Montréal, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer l'amendement fait par le Conseil législatif au Bill (No 72) amendant la charte de la cité de St-Henri; et cet amendement est lu la première fois.

Ordonné,—Que le dit amendement soit lu, la seconde fois, à la prochaine séance.

M. Cardin, du comité des bills privés, présente à la Chambre le dix-septième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le bill (No 107) amendant la charte de la cité de Montréal, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

"Votre comité désire recommander que le dit bill soit imprimé, de nouveau, pour les membres de votre honorable Chambre."

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Duffy, et il est—

Résolu,—Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi, le 14 avril courant.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à mardi prochain.

Mardi, 14 avril 1903.

M. L'Orateur met devant la Chambre:—L'état des affaires de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Aylmer, pour l'année 1902-03.

(Document de la session No 11).

Sur la proposition de M. Tellier et du consentement unanime de la Chambre, il est

Résolu,—Que les règles de cette Chambre soient suspendues en ce qui concerne la pétition de la Chambre de Commerce de Joliette,—

Et la dite pétition, demandant certains amendements au Bill du Conseil législatif concernant les cités et villes, est lue et reçue.

Ordonné,—Que la dite pétition soit renvoyée au comité de législation.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition de "The Quebec Provincial Woman's Temperance Union," demandant l'abolition des licences octroyées aux épiciers pour la vente des liqueurs spiritueuses, est lue et reçue.

M. Cardin, du comité des bills privés, présente à la Chambre le dix-huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit:

"Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (No 84) concernant le village du Boulevard Saint-Paul;

Bill (No 133) constituant en corporation la "Union Stock Yards Company, limited."

Votre comité, conformément à l'ordre de référence de votre honorable Chambre, a examiné de nouveau le préambule du bill (No 41) amendement la charte de la "Montreal Stock Yards Company." Après avoir entendu les parties intéressées, votre comité a déclaré le préambule prouvé, puis, après examen, divers amendements ont été faits au dit bill qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité, après avoir examiné le bill (No 103) concernant la succession de Dame Susannah Lynch, veuve de Edward Quinn, a trouvé que le préambule, tel que formulé, n'a pas été prouvé.

Votre comité a, enfin, examiné le bill (No 141) constituant en corporation: "The Citizens Law and Order League of Quebec," et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports des bills privés soit prolongé jusqu'au 16 avril courant."

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports concernant les bills privés soit prolongé au 16 d'avril courant.”

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

Ordonné,—Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un Bill (No 22) amendant la loi de la chasse de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 10) amendant la loi constituant en corporation les compagnies à fonds social.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Pelletier (Sherbrooke) ait la permission de présenter un Bill (No 212) amendant la loi concernant la santé publique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Major ait la permission de présenter un Bill (No 213) amendant le code de procédure civile relativement à la cour de magistrat de district.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill (No 214) amendant l'article 590 du code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, —et la motion est soumise à la Chambre :—

Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer une résolution concernant certains amendements à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord),—La proposition est adoptée.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ.)

Attendu qu'il a été tenu dans la cité de Québec, les 18, 19 et 20 décembre 1902, une conférence des représentants des provinces de Québec, Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick, Ile-du-Prince-Edouard et Manitoba, dûment accrédités par les gouvernements respectifs de ces provinces à laquelle les résolutions reproduites dans les cédules ci-annexées ont été adoptées;

Attendu que les représentants des provinces d'Ontario et de la Colombie-Anglaise ont subséquemment donné leur adhésion à ces résolutions;

Attendu que le 27 janvier 1903, les représentants de toutes les provinces du Canada, réunis à la capitale de la Confédération, ont présenté ces résolutions au gouvernement du Canada,—qu'il soit en conséquence :—

Résolu—Que cette Chambre adopte les dites résolutions.

CÉDULE A

Attendu que lorsque l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord (1867) et les lois subséquentes qui l'amendent ont été passés, il était impossible de prévoir le développement du Dominion, et de s'entendre sur un mode de distribution des revenus, précis et invariable, qui permit de pourvoir d'une manière suffisante au gouvernement central, tout en laissant aux diverses provinces les moyens d'administrer convenablement leurs affaires locales;

Attendu que c'était l'intention bien évidente des auteurs de l'Acte d'Union, telle qu'exprimée dans les résolutions de Québec, 1864, et au cours des débats à la conférence à laquelle ces résolutions ont été adoptées, de pourvoir financièrement, d'une manière suffisante, à l'administration des affaires du gouvernement central et de celles des diverses provinces;

Attendu que les ressources financières de plusieurs provinces, telles que limitées par les diverses dispositions de l'Acte d'Union et des autres statuts à ce sujet, ne suffisent plus aux dépenses qu'il est nécessaire d'encourir pour gérer les affaires publiques des provinces et pour activer d'une manière efficace leur développement et leur progrès;

Attendu qu'en vertu des diverses lois qui régissent actuellement les arrangements financiers convenus entre les diverses provinces et le Dominion, un subside spécial est payable à chaque province, comme suit :

Ontario	\$ 80,000 00
Québec.....	70,000 00
Nouvelle-Ecosse	60,000 00
Nouveau-Brunswick	50,000 00
Manitoba.....	50,000 00
Colombie-Britannique	35,000 00
Ile-du-Prince-Edouard	30,000 00

Attendu que ce subside a été accordé aux provinces pour le maintien de leurs Législatures, mais qu'il est tout à fait insuffisant pour rencontrer les dites fins, et que, si l'on veut atteindre les fins pour lesquelles

il a été accordé, il sera nécessaire de l'augmenter et de le distribuer entre les diverses provinces comme il est ci-dessous prévu ;

Attendu qu'outre le subside spécial ci-dessus mentionné, l'Acte d'Union et les lois subséquentes accordent aux diverses provinces une allocation annuelle de quatre-vingts centins par tête de la population telle qu'établie, pour les provinces d'Ontario et de Québec, par le recensement de 1861, et pour les provinces de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, de Manitoba, de la Colombie-Anglaise, et de l'Île-du-Prince-Edouard, par le dernier recensement décennal ;

Attendu que ce subside a été accordé aux provinces comme compensation pour leurs droits de douane et d'accise qu'elles ont cédés au gouvernement central ;

Attendu que le revenu du gouvernement fédéral a été, en 1868, de \$13,687,928.00, dont une somme de \$11,580,968.25 provenait des droits de douane et d'accise, et que le revenu en 1900, a été de \$51,029,994.00, dont une somme de \$38,245,223.00 provenait des droits de douane et d'accise ;

Attendu que dans les deux provinces pour lesquelles le recensement de 1861 sert de base au chiffre du subside *per capita*, la population a augmenté comme suit :

PROVINCES	Recensement de 1861	Recensement de 1901	Augmentation
Ontario.....	1,396,091	2,182,947	786,856
Québec.....	1,111,556	1,648,898	537,332

Attendu que cette augmentation de population a fait encourir aux dites provinces de plus lourdes charges dans les dépenses aussi augmentées de l'administration de la justice, de la législation, de l'éducation, de l'entretien des prisons et des asiles, de l'agriculture, des travaux publics, des institutions de charité, etc., ainsi que pour rencontrer les autres besoins urgents que les conditions actuelles leur imposent ;

Attendu qu'il n'a pas été fait d'augmentation correspondante du subside, en dépit de l'accroissement du revenu du gouvernement fédéral ;

Attendu qu'il n'est que juste, si l'on veut mettre les provinces en état de rencontrer les dépenses ainsi augmentées, que le subside annuel *per capita* soit calculé d'après la population des diverses provinces, telle que constatée au recensement décennal précédent, et que sur cette base les subsides à accorder seraient comme suit :

PROVINCES	Population recensement 1861	Subside	Population recensement 1901	Subside	Augmenta- tion
		\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.
Ontario.....	1,396,091	1,116,872 80	2,182,947	1,746,357 60	629,484 80
Québec.....	1,111,566	889,252 80	1,648,898	1,319,118 40	429,865 60
Nouvelle-Ecosse.....		320,000 00	459,574	367,659 20	47,659 20
Nouveau-Brunswick.....		257,010 40	331,120	264,896 00	7,885 60
Manitoba.....		122,004 80	254,947	203,957 60	81,952 80
Colombie-Britannique ..		78,538 40	175,657	140,525 60	61,987 20
Ile-du-Prince-Edouard ..		87,262 40	103,259	82,607 20	.....
Total.....					1,258,835 20

Attendu que plusieurs des provinces ne sont pas en état de pourvoir, au moyen de la taxe ou autrement, au surcroît des dépenses nécessaires, et que l'on ne s'attendait pas à ce qu'elles seraient appelées à payer pour fins locales, plus qu'une quote-part de ces dépenses ;

Et attendu que le subsidé additionnel que donnera le gouvernement du Canada lui sera plus que remboursé par l'augmentation des droits de douane et d'accise perçus, au profit du trésor du Dominion, sur le surcroît de population attiré dans le pays ;

En conséquence, il est—

Résolu :—1. Que cette conférence est d'avis que l'on pourrait trouver, dans la proposition suivante, la base équitable d'une répartition des montants payables annuellement par le Dominion aux diverses provinces, pour le maintien de leurs gouvernements et de leurs législatures, au lieu de l'allocation de quatre-vingts centins, par tête, payée jusqu'à présent, savoir :

(A) Au lieu des montants actuellement payés, les sommes désormais payées annuellement par le Canada aux différentes provinces, pour le maintien de leurs gouvernements et de leurs législatures, devraient être comme suit :

(a) Quand la population est moindre que 150,000	\$100,000
(b) Quand la population est de 150,000 mais n'excède pas 200,000	150,000
(c) Quand la population est de 200,000, mais n'excède pas 400,000	180,000
(d) Quand la population est de 400,000, mais n'excède pas 800,000	190,000
(e) Quand la population est de 800,000, mais n'excède pas 1,500,000	220,000
(f) Quand la population excède 1,500,000	240,000

(B) Au lieu de la somme annuelle par tête actuellement accordée, la somme annuelle payable à l'avenir sera au même taux de quatre-vingts centins par tête, mais d'après la population de chaque province, telle que constatée périodiquement par le dernier recensement décennal, jusqu'à ce que le chiffre de cette population excède 2,500,000 ; et au taux de soixante centins par tête pour l'excédant de cette population au delà de 2,500,000 ;

(C) Le chiffre de la population, tel qu'établi par le dernier recensement décennal, sera adopté, excepté pour la Colombie-Anglaise et Manitoba ; et, pour ces deux provinces, la population qui sera prise pour base sera celle sur laquelle, en vertu des divers statuts à cette fin, sont fixés les paiements annuels qui sont actuellement faits par la Puissance à ces provinces respectives, jusqu'à ce qu'il soit établi par le recensement que la population réelle est plus considérable, et alors ces paiements annuels devront être régis par le chiffre de la population ainsi établi ;

(D) Ces montants devront être ainsi payés et accordés par le Canada aux provinces, semi-annuellement et d'avance.

CÉDULE B

Attendu que cette conférence est d'avis qu'il est juste que le coût de l'administration de la justice criminelle au Canada soit défrayé par le gouvernement fédéral ;—en conséquence, il est—

Résolu, 1.—Qu'en outre de la résolution précédente, le gouvernement du Canada soit prié de prendre en considération la question des frais de l'administration de la justice criminelle ensemble avec les autres questions qui lui sont soumises, et qu'en sus des montants qui pourront être accordés aux provinces d'après les réclamations ci-dessus formulées, chacune d'elles reçoive, à cette fin, une somme proportionnée aux dépenses qu'elle sera obligée de faire de ce chef ; et que cette conférence recommande de plus que toute répartition de ce montant soit basée sur la population de chaque province telle que constatée à chaque recensement décennal, et n'excède pas vingt centins par tête.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chauret fait rapport que le comité a adopté une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Chauret rapporte, en conséquence, la résolution qui est lue comme suit :

Attendu qu'il a été tenu dans la cité de Québec, les 18, 19 et 20 décembre 1902, une conférence des représentants des provinces de Québec, Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick, Ile-du-Prince-Edouard et Manitoba, dûment accrédités par les gouvernements respectifs de ces provinces, à laquelle les résolutions reproduites dans les cédules ci-annexées ont été adoptées ;

Attendu que les représentants des provinces d'Ontario et de la Colombie-Anglaise ont subséquemment donné leur adhésion à ces résolutions ;

Attendu que le 27 janvier 1903, les représentants de toutes les pro-

vinces du Canada, réunis à la capitale de la Confédération, ont présenté ces résolutions au gouvernement du Canada,—qu'il soit, en conséquence—

Résolu—Que cette Chambre adopte les dites résolutions.

CEDULE A

Attendu que lorsque l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord (1867), et les lois subséquentes qui l'amendent ont été passés, il était impossible de prévoir le développement du Dominion, et de s'entendre sur un mode de distribution des revenus, précis et invariable, qui permit de pourvoir d'une manière suffisante au gouvernement central, tout en laissant aux diverses provinces les moyens d'administrer convenablement leurs affaires locales;

Attendu que c'était l'intention bien évidente des auteurs de l'Acte d'Union, telle qu'exprimée dans les résolutions de Québec, 1864, et au cours des débats à la conférence à la quelle ces résolutions ont été adoptées, de pourvoir financièrement, d'une manière suffisante, à l'administration des affaires du gouvernement central et de celles des diverses provinces;

Attendu que les ressources financières de plusieurs provinces, telles que limitées par les diverses dispositions de l'Acte d'Union et des autres statuts à ce sujet, ne suffisent plus aux dépenses qu'il est nécessaire d'encourir pour gérer les affaires publiques des provinces et pour activer d'une manière efficace leur développement et leur progrès;

Attendu qu'en vertu des diverses lois qui régissent actuellement les arrangements financiers convenus entre les diverses provinces et le Dominion, un subside spécial est payable à chaque province comme suit :

Ontario.....	\$ 80,000 00
Québec.....	70,000 00
Nouvelle-Ecosse.....	60,000 00
Nouveau-Brunswick.....	50,000 00
Manitoba.....	50,000 00
Colombie-Britannique...	35,000 00
Ile-du-Prince-Edouard.....	30,000 00

Attendu que ce subside a été accordé aux provinces pour le maintien de leurs Législatures, mais qu'il est tout à fait insuffisant pour rencontrer les dites fins, et que si l'on veut atteindre les fins pour lesquelles il a été accordé, il sera nécessaire de l'augmenter et de le distribuer entre les diverses provinces comme il est ci-dessous prévu;

Attendu qu'outre le subside spécial ci-dessus mentionné, l'Acte d'Union et les lois subséquentes, accordent aux diverses provinces une allocation annuelle de quatre-vingt centins par tête de la population telle qu'établie, pour les provinces d'Ontario et de Québec, par le recensement de 1861, et pour les provinces de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, de Manitoba, de la Colombie-Anglaise, et de l'Ile-du-Prince-Edouard, par le dernier recensement décennal;

Attendu que ce subside a été accordé aux provinces comme compensation pour leurs droits de douane et d'accise qu'elles ont cédés au gouvernement central;

Attendu que le revenu du gouvernement fédéral a été, en 1868, de \$13,687,928.00, dont une somme de \$11,580,968.25 provenait des droits de douane et d'accise, et que le revenu en 1900, a été de \$51,029,994.00, dont une somme de \$38,245,228.00 provenait des droits de douane et d'accise;

Attendu que dans les deux provinces pour lesquelles le recensement de 1861 sert de base au chiffre du subside *per capita*, la population a augmenté comme suit :

PROVINCES	Recensement de 1861	Recensement de 1901	Augmentation
Ontario.....	1,396,091	2,182,947	786,856
Québec.....	1,111,566	1,648,898	537,332

Attendu que cette augmentation de population a fait encourir aux dites provinces de plus lourdes charges dans les dépenses aussi augmentées de l'administration de la justice, de la législation, de l'éducation, de l'entretien des prisons et des asiles, de l'agriculture, des travaux publics, des institutions de charité, etc., ainsi que pour rencontrer les autres besoins urgents que les conditions actuelles leur imposent ;

Attendu qu'il n'a pas été fait d'augmentation correspondante du subside, en dépit de l'accroissement du revenu du gouvernement fédéral;

Attendu qu'il n'est que juste, si l'on veut mettre les provinces en état de rencontrer les dépenses ainsi augmentées, que le subside annuel *per capita* soit calculé d'après la population des diverses provinces, telle que constatée au recensement décennal précédent, et que sur cette base les subsides à accorder seraient comme suit :

PROVINCES	Population recensement 1861	Subside	Population recensement 1901	Subside	Augmenta- tion
		\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.
Ontario.....	1,396,091	1,116,872 80	2,182,947	1,746,357 60	629,484 80
Québec.....	1,111,566	889,252 80	1,648,898	1,319,118 40	429,865 60
Nouvelle-Ecosse..		320,000 00	459,574	367,659 20	47,659 20
Nouveau-Brunswick....		257,010 40	331,120	264,896 00	7,885 60
Manitoba		122,004 80	254,947	203,957 60	81,952 80
Colombie Britannique...		78,538 40	175,657	140,525 60	61,987 20
Ile du Prince-Edouard..		87,262 40	103,259	82,607 20	.....
Total.....		.....	.....	.....	1,258,835 20

Attendu que plusieurs des provinces ne sont pas en état de pourvoir, au moyen de la taxe ou autrement, au surcroît des dépenses nécessaires, et que l'on ne s'attendait pas à ce qu'elles seraient appelées à payer pour fins locales, plus qu'une quote-part de ces dépenses ;

Et attendu que le subside additionnel que donnera le gouvernement du Canada lui sera plus que remboursé par l'augmentation des droits de douane et d'accise perçus, au profit du trésor du Dominion, sur le surcroît de population attiré dans le pays ;

En conséquence, il est—

Résolu :—1. Que cette conférence est d'avis que l'on pourrait trouver, dans la proposition suivante, la base équitable d'une répartition des montants payables annuellement par le Dominion aux diverses provinces, pour le maintien de leurs gouvernements et de leurs législatures, au lieu de l'allocation de quatre-vingts centins, par tête, payée jusqu'à présent, savoir :

(A) Au lieu des montants actuellement payés, les sommes désormais payées annuellement par le Canada aux différentes provinces, pour le maintien de leurs gouvernements et de leurs législatures, devraient être comme suit :

(a) Quand la population est moindre que 150,000.....	\$ 100,000
(b) Quand la population est de 150,000 mais n'excède pas 200,000.....	150,000
(c) Quand la population est de 200,000, mais n'excède pas 400,000.....	180,000
(d) Quand la population est de 400,000, mais n'excède pas 800,000.....	190,000
(e) Quand la population est de 800,000, mais n'excède pas 1,500,000.....	220,000
(f) Quand la population excède 1,500,000.....	240,000

(B) Au lieu de la somme annuelle, par tête, actuellement accordée, la somme annuelle payable à l'avenir sera au même taux de quatre-vingts centins par tête, mais d'après la population de chaque province telle que constatée périodiquement par le dernier recensement décennal, jusqu'à ce que le chiffre de cette population excède 2,500,000 ; et au taux de soixante centins par tête pour l'excédent de cette population au delà de 2,500,000 ;

(C) Le chiffre de la population, tel qu'établi par le dernier recensement décennal, sera adopté, excepté pour la Colombie-Anglaise et Manitoba ; et, pour ces deux provinces, la population qui sera prise pour base sera celle sur laquelle, en vertu des divers statuts à cette fin, sont fixés les paiements annuels qui sont actuellement faits par la Puissance à ces provinces respectives, jusqu'à ce qu'il soit établi par le recensement que la population réelle est plus considérable, et alors ces paiements annuels devront être régis par le chiffre de la population ainsi établi ;

(D) Ces montants devront être ainsi payés et accordés par le Canada aux provinces, semi-annuellement et d'avance.

CÉDULE B

Attendu que cette conférence est d'avis qu'il est juste que le coût de l'administration de la justice criminelle au Canada soit défrayé par le gouvernement fédéral;—en conséquence il est—

Résolu. 1.—Qu'en outre de la résolution précédente, le gouvernement du Canada soit prié de prendre en considération la question des frais de l'administration de la justice criminelle ensemble avec les autres questions qui lui sont soumises, et qu'en sus des montants qui pourront être accordés aux provinces d'après les réclamations ci-dessus formulées, chacune d'elles reçoive à cette fin une somme proportionnée aux dépenses qu'elle sera obligée de faire de ce chef; et que cette conférence recommande de plus que toute répartition de ce montant soit basée sur la population de chaque province telle que constatée à chaque recensement décennal, et n'excède pas vingt centins par tête."

Ordonné.—Que cette résolution soit lue, une deuxième fois, demain.

Proposé par l'honorable M. Duffy, secondé par l'honorable M. Guérin, et—

Résolu.—Que cette Chambre se formera en comité général, demain, pour considérer certaines résolutions ayant pour objet de faire disparaître des doutes au sujet des droits sur les successions.

Résolu.—Que cette Chambre se formera en comité général, demain, pour considérer certaine résolution ayant pour objet de faire disparaître certains doutes au sujet des taxes sur les corporations et les compagnies commerciales.

Proposé par l'honorable M. Parent, secondé par l'honorable M. Turgeon, et—

Résolu.—Que cette Chambre se formera en comité général, demain, pour considérer une certaine résolution concernant la loi de la chasse de Québec.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 mars 1903, pour la production de toute correspondance échangée entre toutes personnes quelconques et la Commission de Colonisation au sujet des subsides à des compagnies de chemin de fer, et notamment au sujet de la construction d'un chemin de fer dans le comté de Dorchester.

(Document de la session No 119).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars dernier, pour un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Pensions, service civil, \$29,651.05, à la page 11 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2 Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

(Document de la session No 127.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 mars dernier, pour la production d'un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Bureau Provincial d'Hygiène, \$10,500, à la page 11 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

(Document de la session No 128)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1^{er} mars 1903, pour un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Dépenses de voyage des magistrats de district, \$6,599.11, page 3 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour qui ont été faits ces paiements.

(Document de la session No 129.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 2 avril courant, pour la production de copie de toute correspondance, documents, etc., échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres ou employés, et toute personne au sujet de la construction d'un palais de justice à Valleyfield.

(Document de la session No 130.)

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 avril courant, pour la copie de la déclaration du demandeur et du jugement de la cour supérieure du district de Québec, renvoyant l'action d'un nommé Boilard contre la compagnie du Pont de Québec et la cité de Québec, demandant la nullité d'un bonus de \$300,000.00 voté par la cité de Québec à la compagnie du Pont.

(Document de la session No 131)

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (No 2) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative.

A six heures, M. l'Orateur prend le fauteuil, déclare qu'il est six heures et quitte aussitôt le fauteuil jusqu'à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie, P. M.

En vertu de la 19^{ème} règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au bill (No 62) constituant en corporation "The Montreal Hunt Trustees," et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au bill (No 65) constituant en corporation la compagnie d'assurance sur la vie "La Sauvegarde"; et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le dit bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au bill (No 130) concernant la paroisse Saint-Michel-Archange de Montréal; et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au bill (No 72) amendant la charte de la cité de Saint-Henri; et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et la séance se continue jusqu'à après-miduit.

Mercredi, 15 avril 1903.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 209) concernant la succession de feu l'honorable Thomas Ryan et définissant les pouvoirs de l'honorable Jonathan-S.-C. Wurtele.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

La Chambre reprend, en comité général, l'étude du Bill (No 2) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Perrault fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 28) abrogeant les articles 590 et 591 du code de procédure civile.

M. Cardin, appuyé par M. de Grosbois, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 206) amendant l'article 5790 des statuts refondus de Québec.

M. Morin (St-Hyacinthe), appuyé par M. Daignault, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 207) amendant le code de procédure civile.

M. Morin (St-Hyacinthe), appuyé par M. Daignault, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 208) amendant l'article 482 du code scolaire.

M. Morin (St-Hyacinthe), appuyé par M. Daignault, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Qui a été chargé de défaire l'arc qui a été construit près du Parlement, pour les fêtes qui eurent lieu à Québec lors de l'arrivée du Duc d'York ?

2. Combien le gouvernement a-t-il payé pour la démolition de cet arc ?

3. A qui le bois qui avait servi pour la construction de cet arc a-t-il été remis ou à quel usage a-t-il été employé ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—1. Ce sont les ouvriers attachés au service du département de la Colonisation et des Travaux publics qui ont fait la démolition de cet arc de triomphe.

2. Le gouvernement n'a rien payé spécialement pour cette démolition.

3. Le bois a été employé dans l'exécution de travaux à l'Hôtel du gouvernement et à Spencer Wood. Une certaine partie a servi à l'érection d'un autel sur la Terrace Dufferin lors de la célébration de la messe de la Saint-Jean-Baptiste, le 23 juin dernier, mais a été remise au gouvernement. Il reste encore quelques pièces décoratives de cet arc de triomphe dans la cour de l'Hôtel du gouvernement.

Par M. Moïin (Charlevoix).—1. Quel est le nom des membres composant le bureau de direction de la commission des chemins à barrières de la rive nord ?

2. Ces membres sont-ils nommés par les porteurs de débentures ou par le gouvernement ?

3. Sont-ils nommés à vie ou pour un certain temps ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille.—1. MM. G.-G. Stuart, Ulric Tessier, Gaspard Lemoine, A. St-Amand et J.-E. Bédard.

2. MM. G.-G. Stuart, Ulric Tessier et Gaspard Lemoine sont nommés par les porteurs de débentures, et MM. A. St-Amand et J.-E. Bédard sont nommés par le gouvernement.

3. Par les porteurs de débentures, pour deux ans, et par le gouvernement, durant bon plaisir.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Quels sont les taux de commission et de courtage payés par le gouvernement sur chaque opération faite pour convertir la dette, en vertu de la 60e Victoria, chapitre 2, depuis 1897, inclusivement ?

2. A combien se sont élevés les autres frais de chacune de ces opérations, depuis la même date ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—1. Du 13 avril 1897 au 30 juin 1899, aucune commission ou courtage n'a été payée par le gouvernement sur les \$7,333,297.31 de bons des différents emprunts convertis, durant cette période, en \$9,048,725.03 d'obligations inscrites émises aux prix de 90 pour cent.

Du 30 juin 1899 au 6 avril 1903, $\frac{1}{2}$ pour cent de commission et $\frac{1}{4}$ pour cent de courtage, se montant à \$1,194.27 ont été payés par le gouvernement sur les \$159,237.34 de bons des divers emprunts, convertis durant cette période en \$187,336.45 d'obligations inscrites, émises à 95 pour cent.

2. Du 13 avril 1897 au 30 juin 1899, commutation des droits de timbres 5/8 par cent sur \$9,048,725.03 d'obligations inscrites, \$56,554.52.

AUTRES CHARGES

Droits du revenu de l'intérieur et honoraires de notaire, \$130.54.

Du 30 juin 1899 au 6 avril 1903, commutation des droits de timbres 5/8 par cent sur \$187,336.45 d'obligations inscrites, \$1,170.86.

AUTRES CHARGES

Droits du revenu de l'intérieur et honoraires de notaire, \$32.00.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Combien y a-t-il de cordes de bois de pulpe qui n'ont payé qu'un droit de coupe de 40 cts par corde, durant l'année fiscale terminée le 30 juin 1902 ?

2. Quelles sont les personnes ou compagnies qui ont payé ce droit de coupe ?

4. Quel est le montant que ces personnes ou compagnies ont ainsi payé respectivement ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. 118,273 cordes;

2. et 3. Gilmour & Hughson, \$10; Estate McLaren \$1.210; Estate Chs. Logue, \$.80.40; E. B. Eddy & Co., \$2,163.20; J. C. Wilson, \$14; Riordan Paper Mills, \$16,943.60; Laurentide Pulp Co., \$16,068.80; Royal Paper Mills, \$5,705.20; F. Dubuc, \$10.40; A. Leclerc, \$14.40; Dominion Paper Co., \$642.40; Z. Robichaud, \$8.00; P. Allard, \$4.00; D. Hardy, \$1.00; G. Duval, \$17.60; Fraserville Pulp Co., \$294; H. L. Madlock & Co., \$60.80; Cie de Pulpe de Chicoutimi, \$3,232.80; H. Touchette, \$4.40; Howard & Craig, \$3.60; Brompton Pulp Co., \$160.40; Quebec Bank, \$207.20; N. P. Tanguay, \$100.00.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Y a-t-il des personnes ou compagnies qui n'ont pas encore payé les droits de coupe sur le bois de pulpe qu'elles doivent au gouvernement, en vertu de l'ordre en conseil passé à ce sujet. le 1er juin 1901, pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1902?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ces personnes ou compagnies?

3. Combien y a-t-il de cordes de bois de pulpe sur lesquelles ces personnes ou compagnies n'ont rien payé, et sur lesquelles elles auraient dû ainsi payer un droit de coupe de 40 cents la corde, pendant la dite année fiscale?

4. Combien y a-t-il de cordes de bois de pulpe sur lesquelles ces personnes ou compagnies n'ont rien payé, et sur lesquelles elles auraient dû ainsi payer un droit de coupe de 65 cents la corde, pendant la dite année fiscale?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1, 2, 3, 4. Non.

Par L'honorable M. Pelletier.—1. Le gouvernement s'est-il engagé à acheter un certain nombre de volumes du livre que doit publier M. Chouinard, au sujet des fêtes de la Société Saint-Jean-Baptiste?

2. Dans l'affirmative, à quelle date, combien de volumes et à quel prix par volume?

3. Ce premier arrangement a-t-il été modifié, et, dans l'affirmative, dans quel sens?

Réponse par l'honorable M. Robitaille.—1 et 2. Oui, le 14 août 1902. 1000 exemplaires à \$1.00 l'exemplaire.

3. L'ouvrage presque terminé ayant été détruit dans l'incendie de l'atelier de M. G.-A. Lafrance, Québec, le 17 février dernier, la société Saint-Jean-Baptiste de Québec, par résolution adoptée le 2 mars et transmise au gouvernement par son résident, l'honorable M. Thomas Chapais, a demandé une aide additionnelle à M. Chouinard et à son éditeur pour leur permettre de reprendre la publication de cet ouvrage qui sera maintenant en deux volumes de 600 pages chacun. Le gouvernement a convenu de prendre 1000 copies de ces 2 volumes à \$1.00 le volume.

Et la Chambre ayant siégé jusqu'à minuit et quart, mercredi matin, s'ajourne à 3 heures cet après-midi.

Mercredi, 15 avril 1903.

M. Cardin, du comité des bills privés, présente à la Chambre le dix-neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (No 59) constituant en corporation le “Crédit Municipal Canadien”, et y a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a examiné le bill (No 209) concernant la succession de feu l'honorable Thomas Ryan et définissant les pouvoirs de l'honorable J.-S.-O. Würtele, exécuteur et fidéicommissaire, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Quant au bill (No 182) concernant la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la cité de Montréal, votre comité est convenu de le mettre de côté parce que les pétitionnaires ne se sont pas conformés à la règle 58 qui exige que le dépôt de \$200.00 pour tout bill privé soit fait après sa seconde lecture.”

M. Chauret, du comité spécial du code municipal, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (No 147) amendant l'article 774 du code municipal, et l'a adopté avec amendements ”.

L'honorable M. Duffy, du comité de législation, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement :

Bill (S) amendant l'article 5445 des statuts refondus au sujet des sociétés de construction :

Et bill (No 202) amendant l'article 496 de la loi de l'Instruction publique.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec certains amendements.

Bill (O) amendant le code du notariat.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a rejetés :

Bill (No 206) amendant l'article 5790 des statuts refondus ;

Bill (No 207) amendant le code de procédure civile ;

Et bill (No 28) abrogeant les articles 590 et 591 du code de procédure civile."

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (No 60) concernant la reconstruction de la cathédrale de Saint-Hyacinthe ;

Bill (No 81) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Adélard Provencher au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 89) déclarant définitif le partage des biens de la succession de feu dame Angèle-Apoline-Delphine Cimon et pour autres fins ;

Bill (90) amendant la charte de la Compagnie Canadienne d'éclairage électrique ;

Bill (No 104) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Patrick Dobbin à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill (No 119) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre dame Irma Levasseur au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 134) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord ;

Bill (No 150) détachant du comté de Saguenay le canton Dumas et l'annexant au comté de Chicoutimi pour toutes les fins ;

Et Bill (No 54) autorisant Herménégilde-C. Demers à exercer la profession de pharmacien dans la province de Québec.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec plusieurs amendements pour lesquels il demande son assentiment, savoir :

Bill (No 34) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J.-Alfred Dauth au nombre de ses membres ;

Bill (No 61) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre George Côté à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill (No 82) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Georges Bigué à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill (No 97) autorisant Arthur-William Stackhouse à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec ;

Bill (No 105) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Fortunat Belleau à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill (No 106) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-George LaRue parmi ses membres ;

Bill (No 116) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Alexandre-Charles Girard au nombre de ses membres ;

Bill (No 118) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Victor Painchaud à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill (No 121) autorisant Joseph Stern à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

Bill (No 128) autorisant le collège des médecins et des chirurgiens de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste-Rosario Page comme l'un de ses membres ;

Bill (No 138) autorisant Albert-J.-N. Lecaillade à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

Bill (No 71) amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (No 34) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J.-Alfred Dauth au nombre de ses membres,—et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 61) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre George Côté à la pratique de la médecine et de la chirurgie,—et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 82) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre George Bigué à la pratique de la médecine et de la chirurgie, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 97) autorisant Arthur-William Stackhouse à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec,—et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 105) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Fortunat Belleau à la pratique de la médecine et de la chirurgie,—et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 116) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Alexandre-Charles Girard au nombre de ses membres,—et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 106) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-George LaRue parmi ses membres,—et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 118) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Victor Painchaud à la pratique de la médecine et de la chirurgie,—et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 121) autorisant Joseph Stern à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec,—et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 128) autorisant le collège des médecins et des chirurgiens de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste-Rosario Page comme l'un de ses membres,—et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 138) autorisant Albert-J.-N. Lecaillade à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec,—et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 71) amendant la charte de la cité de St-Hyacinthe,—et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

Ordonné,—Que M. Godbout ait la permission de présenter un Bill (No 215) abrogeant l'article 329 du code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion proposée le 2 avril dernier : Que le Bill (No 189) amendant la loi concernant les médecins et les chirurgiens soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Pelletier (Sherbrooke) propose, en amendement, appuyé par M. Fiset,—Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois " soient ajoutés à la fin de la motion.

Et un débat s'élève.

Sept heures et demie p. m.

En vertu de la 19ème règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 84) concernant le village du Boulevard St-Paul ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 133) constituant en corporation " The Union Stock Yards Company, limited " ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Charet fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill,—

Et les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 141) constituant en corporation " The Citizens Law and Order League of Quebec " ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé, ce jour, à la motion : Que le bill (No 189) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens soit maintenant lu la deuxième fois ;—lequel amendement se lit comme suit : Que le mot "maintenant", dans la motion principale soit retranché et que les mots "dans six mois" soient ajoutés à la fin de la motion.

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chénevert,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bissonnette</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Gosselin (Iberv.)</i>	<i>Pilon,</i>
(Montcalm),	<i>Clapperton,</i>	<i>Gosselin (Missis.),</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Bissonnette</i>	<i>Cooke,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robitaille,</i>
(Soulanges),	<i>Daignault,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Roy (Kamour.)</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Roy (Montmagny),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delage,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Caron (l'Islet),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>St-Pierre,</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Dion,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Pelletier, (Sherb.)</i>	<i>Turgeon.—48.</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Flynn,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Cochrane,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Weir.—10.</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Pelletier, (Dorc.),</i>	
<i>Giard,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Walker,</i>	

L'amendement est adopté.

Et la motion principale, telle qu'amendée étant soumise, il est *Ordonné*,—Que le bill soit lu, une seconde fois, dans six mois.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion proposée, lundi, le 6 avril dernier à l'effet que le bill (No 200) accordant certains pouvoirs aux conseils de cités, villes et villages, concernant les timbres de commerce, soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Taschereau propose, en amendement, appuyé par M. Perrault :— Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois " soient ajoutés à la fin de la motion

Et la Chambre siège jusqu'après minuit, jeudi matin.

Jeudi 16 avril 1903.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR

Messieurs

<i>Caron, (Matane),</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Walker,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Weir.—17.</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Morin (Charlev.),</i>	
<i>Clapperton,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Perrault,</i>	
<i>Duffy,</i>	<i>Guerin.</i>	<i>Taschereau,</i>	

CONTRE

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Champagne,</i>	<i>Gosselin (Missisq).</i>	<i>Pelletier (Sherb.)</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Cochrane,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Daigneault,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>(Montcalm)</i>	<i>Delâge,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>(Soulanges),</i>	<i>Dion</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Roy, (Kamour.)</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Roy, (Montmag.)</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Morin (St-Hyac.),</i>	<i>Roy, (St-Jean)</i>
<i>Caron (l'Islet),</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Parent,</i>	<i>St-Pierre, et</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Gosselin (Iberv.),</i>	<i>Pelletier, (Dorch.)</i>	<i>Turgeon.—38.</i>

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors soumise,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Et la question étant posée : cette Chambre est-elle prête à se constituer immédiatement en comité général ? La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

La Chambre se constitue alors en comité général, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse en date du 2 avril courant, demandant copie de tous arrêtés en conseil réglant la régie, la direction et l'administration des départements

(Document de la session No 132).

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 210) détachant une partie de la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton du comté de Drummond et l'annexant au comté de Bagot, pour les fins électorales.

M. Daignault, appuyé par M. Bergevin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de la résolution concernant des amendements à l'Acte de l'Amérique-Britannique du Nord, rapportée du comité général, mardi, le 14 avril dernier.

Cette résolution est alors lue la deuxième fois.

Résolu,—Que cette Chambre adopte la dite résolution.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de porter à la connaissance de Son Excellence le Gouverneur-Général pour le Canada, que cette Chambre a adoptée les résolutions de la Conférence interprovinciale, tenue à Québec les 18, 19 et 20 décembre 1902, et présentées au gouvernement du Canada le 27 janvier 1903.

Et la Chambre, ayant siégé jusqu'à minuit et demi, s'ajourne à cet après-midi, à trois heures.

Jeudi, 16 avril 1903.

M. Chauret, président du comité spécial du code municipal, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec des amendements :

Bill (No 204) amendant le code municipal.

Et bill (No 199) amendant le code municipal relativement à la désignation des propriétés, au bureau des délégués, à la nomination du maire et à la fermeture de chemins régie par l'article 762a du code municipal.”

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement :

Bill (No 20) amendant de nouveau la loi concernant la pension de retraite des officiers publics.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec plusieurs amendements pour lesquels il demande son assentiment, savoir :

Bill (No 51) constituant en corporation la ville de Bromptonville.

Et bill (No 111) constituant en corporation la “ Ætna Boiler Inspection and Insurance Company.”

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 51) constituant en corporation la ville de Bromptonville,—et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 111) constituant en corporation “ The Ætna Boiler Inspection and Insurance Company ”,—et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. St-Pierre.—Quel est le montant total de la taxe perçue des compagnies d'assurance sur la vie, en vertu de la loi 63 Victoria, ch. 13, pendant la dernière année fiscale ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—\$33,667.04.

Par l'honorable M. Flynn.—1. Le gouvernement s'est-il conformé aux dispositions de l'acte de 1890, 54 Vict., ch. 88, sections 12, 13, 14, exigeant que cette taxe sur les chemins de fer soit placée en obligations provinciales ou fédérales, employée au rachat des obligations de la province non libérées, ou affectée à l'acquisition d'autres valeurs approuvées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, et prohibant l'emploi de cette taxe pour d'autres fins ?

2. A quelle fin cette taxe perçue jusqu'à présent a-t-elle été employée ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :

1. Oui, autant que possible.

2. La taxe perçue a été employée comme suit :

RECETTES.

Montant total des taxes perçues entre le 1er janvier 1891 et le 16 avril 1903.....	\$100,444 67
--	--------------

PAIEMENTS

Rachat de bons de l'emprunt de 1880, entre le 1er janvier 1891 et le 30 juin 1895.....	\$68,844 42
Frais judiciaires entre le 23 juin 1894 et le 9 octobre 1896 pour la perception des taxes.....	3,206 80

1894.

Novembre 16 — Remboursement de taxes retenues par erreur de H. Beauchemin, sur compte du montant dû par la compagnie du chemin de fer de Montréal et Sorel, en vertu de l'ordre en Conseil No 581, du 13 novembre 1894...	1,990 84
---	----------

1895.

26 novembre.—Remboursement de taxes à la compagnie du chemin de fer de Québec & Lac St-Jean, en vertu de l'Ordre en Conseil No 389, du 25 octobre 1895.....	27,899 04
---	-----------

1896.

17 août.—Remboursement de taxes à la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs en vertu de l'Ordre en Conseil No 206, du 28 juin 1896.....	7,942 05
---	----------

1899

23 février.—Remboursement de taxes à la compagnie du chemin de fer du Grand-Nord, en vertu de l'Ordre en Conseil No 430, du 22 mai 1897.....

1,323 00

\$111,215 15

Balance due par suite du remboursement de fonds des subsides des chemins de fer au fond du revenu consolidé \$ 10,770 48

Par l'honorable M. Flynn.—1 A quel prix et à quelles conditions le département des Terres, Mines et Pêcheries loue-t-il ou accorde-t-il des licences pour :

1. Les pêcheries de saumon, situées à l'estuaire des rivières ?
2. Les pêcheries situées aux pointes des cours d'eau ou voisines des cours d'eau fréquentés par le saumon ?
3. Les pêcheries des pleins ?
4. Existe-t-il une règle générale ou un système au sujet de ces locations ou licences, et dans l'affirmative, depuis quand, et comment ? Est-ce par ordre en conseil ou décision du ministre ?

Réponse par l'honorable M. Parent :

1. Le département ne donne pas de licence pour faire la pêche dans les estuaires des rivières à saumon ;

2. Le département ne donne pas de licence pour faire la pêche au saumon à des distances moindres de 1500 pieds mesurées en ligne droite de l'embouchure d'aucune rivière à saumon ;

3. Le prix des licences de pêche à saumon varie suivant les divisions : Ainsi dans le comté de Bonaventure, on paie 6 centins par brasse de rets. Dans Gaspé, on paie aussi 6 centins, excepté dans les divisions de M. Moïse Aspireau, qui s'étend du Cap des Rosiers à la Pointe à la Renommée, et celle de John Keays, de la Pointe à Maquereau au Coin du Banc, où le prix est fixé à 4 centins et demi par brasse de rets. Sur la Côte Nord, le prix des licences est de \$7 50 par chaque tenture. Dans Rimouski, division de M. Fabien Marin, le prix des licences de pêche est de 5 centins ;

4. Le prix de ces licences a été basé sur les prix autrefois exigés par le département de la Marine et des Pêcheries, à Ottawa, en y ajoutant une augmentation de 25 à 75 pour cent. Ce système existe depuis 1897, et a été établi par décision du ministre.

Par l'honorable M. Flynn.—1 Quelle est la somme totale due au gouvernement sur la vente des terres publiques ? En capital ? En intérêts ?

2. Combien par section est et ouest de la Province ? En capital ? En intérêts ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. La somme totale qui était due au gouvernement sur la vente des terres publiques, à la date du 19 octobre 1897, est de \$830,388 65 dont \$462,823.28 en capital, et \$367,565.37 en intérêts.

2. Le montant dû par la section est de la province était, à cette date, de \$482,377 34 dont \$274,905 12 en capital et \$207,472 22 en intérêts. Le montant dû par la section ouest de la province était, à la même date, de \$348,011 81 dont \$187,911 16 en capital, et \$160,093 15 en intérêts.

Il n'y a pas de rapports généraux de cette nature de date postérieure au 19 octobre 1897. De tels états dont la préparation exige un très long travail, n'ayant été produits que quatre fois : en 1871, 1877, 1893 et 1897.

Proposé par M. Prévost, appuyé par M. Duhamel, et—

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes requêtes, correspondance, mémoires, documents, copies d'actes de jugements où de résolution échangés entre le gouvernement et toute personne, en rapport avec la construction projetée d'un pont sur la rivière du nord, en la ville de Saint-Jérôme.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes correspondance, lettres, documents, estimés, plans au sujet d'un subside à être accordé par le gouvernement pour la reconstruction d'un pont, sur la rivière Jésus, reliant la ville de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne avec l'île Jésus, dans le comté de Laval.

Proposé par l'honorable M. Flynn, appuyé par l'honorable M. Pelletier, et—

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé, par chapitres distincts et séparés, de la somme de \$558,279.16, portée comme recette des Terres, Mines et Pêcheries à l'état des recettes et paiements, produit devant cette Chambre pour l'année courante.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé de la somme de \$1,626,00 mentionnée à la page 12 du rapport du ministre des Terres, Mines et Pêcheries, pour 1902, comme étant le revenu provenant du Parc National des Laurentides, pour cette année, 1902.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé de la somme de \$3,000, dépensée pour le Parc National des Laurentides, du 1er juillet 1902 au 28 février 1903. (Voir page 7 de l'état des recettes et paiements.)

Proposé par l'honorable M. Pelletier, appuyé par l'honorable M. Flynn, et—

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de l'arrangement portant la date du 25 août 1857, entre les Dames Ursulines de Québec et le gouvernement au sujet de l'Ecole Normale Laval des Ursulines.

Résolu.—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous ordres en conseil, papiers, correspondance et documents, quelconques, en rapport avec la nomination du sergent McCarthy, comme chef de la police provinciale, et copie de toutes plaintes faites contre le dit sergent McCarthy, et des affidavits et déclarations solennelles à l'appui des dites plaintes.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la déclaration de l'action dans une cause pendante en cour supérieure et dans laquelle la compagnie du pont de Québec est demanderesse et S.-A. Demers, écr., défendeur.

Proposé par M. Roy (Montmagny), appuyé par M. Mackenzie, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie des lettres, requêtes et documents en rapport avec la demande faite au gouvernement ou à l'un des honorables ministres, par le conseil du comté du Lac Mégantic, de rembourser la dite municipalité du comté de ce qu'elle a payé pour l'organisation du bureau d'enregistrement au Lac Mégantic.

M. Clapperton propose, appuyé par M. Caron (L'Islet),—et la motion est soumise à la Chambre.—Que le bill (No 103) concernant la succession de dame Susannah Lynch, veuve de Edward Quinn, soit de nouveau référé au comité des bills privés, avec instruction de le reconsidérer et de faire rapport.

L'honorable M. Pelletier, soulève la question que la motion n'est pas dans l'ordre : 1. Parceque le délai pour la réception des rapports du comité des bills privés expire aujourd'hui même, 16 avril. (Voir page 328 des procès verbaux). 2. Parceque la Chambre s'est prononcée contre le bill, en approuvant à la séance du 14 avril courant, la motion de l'honorable député de Richelieu pour l'adoption du rapport du comité des bills privés fait à cette Chambre, lequel rapport ainsi adopté déclarait que le bill en question était rejeté (voir page 328 des procès-verbaux).

M. l'Orateur réserve sa décision.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 191) amendant l'article 599 du code de procédure civile ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dorris fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Resolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général, le Bill (No 200) accordant certains pouvoirs aux conseils de cités, villes et villages, concernant les timbres de commerce ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.—

Et les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son assentiment.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 30), amendant les articles 1338 et 5551 des statuts refondus de Québec; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pelletier (Sherbrooke) fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 mars 1903, pour la production de tous documents concernant la location des lacs dans les comtés de Terrebonne et Ottawa. (*Document de la session No 133*).

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 31 mars dernier, pour la production d'une copie de correspondance échangée entre le gouvernement et l'Union des Municipalités Canadiennes, relativement à l'amélioration des chemins ruraux. (*Document de la session No 134*).

Sept heures et demie p. m.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 59) constituant en corporation le "Crédit Municipal Canadien"; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bergeron fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.—

Et les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 209) concernant la succession de feu l'honorable Thomas Ryan et définissant les pouvoirs de l'honorable Jonathan S. C. Wurtele, exécuteur et fidéicommissaire; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Clapperton fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 34) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J. Alfred Dauth à exercer la médecine et la chirurgie, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 61) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à admettre Georges Côté au nombre de ses membres, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 82) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Georges Bigué à la pratique de la médecine et de la chirurgie, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et l'informe que cette Chambre a adopté ses amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 97) autorisant Arthur W. Stackhouse à exercer la profession de chirurgien-dentiste, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et l'informe que cette Chambre a adopté ses amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 105) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Fortunat Belleau à la pratique de la médecine et de la chirurgie, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et l'informe que cette Chambre a adopté ses amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 106) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph LaRue au nombre de ses membres, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 118) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Victor Painchaud au nombre de ses membres, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 121) autorisant Joseph Stern à la pratique de la chirurgie dentaire dans cette province, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 128) autorisant le Collège des médecins et des chirurgiens de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste-Rosario Page comme l'un de ses membres, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 138) autorisant Albert-J.-N. Lacaille à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 71) amendant la charte de la cité de St-Hyacinthe, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et l'informe que cette Chambre a adopté ses amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 107) amendant la charte de la cité de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Et la question étant faite : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois ?

M. Roy (St-Jean), propose, en amendement, appuyé par M. Décarie :
—Que ce bill ne soit pas lu maintenant la troisième fois, mais qu'il soit renvoyé au comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant à la suite de l'article 55 les mots suivants :

“ Nonobstant tout ce que ci-dessus exprimé dans le présent article, la moitié du coût de toutes les expropriations ci-dessus mentionnées sera payée au moyen d'une répartition prélevée sur les propriétaires d'immeubles situés de chaque côté des rues ci-dessus mentionnées, et l'autre moitié de tel coût de telles expropriations sera payé par la cité de Montréal, à moins què, dans chaque cas, la majorité en nombre et en valeur des propriétaires intéressés, de chaque côté des dites rues, consente à des conditions d'expropriation différentes et en convienne avec la cité de Montréal.”

“ Et, de plus, nonobstant les dispositions ci-dessus, la cité ne pourra procéder à ces expropriations à moins d'avoir obtenu, au préalable, le consentement par écrit de la majorité en nombre et en valeur des propriétaires d'immeubles situés de chaque côté des dites rues respectives dans les sections désignées, les signatures des propriétaires étant attestées devant un officier du département des chemins, désigné à cette fin par l'inspecteur de la cité.”

Et l'amendement étant soumis à la Chambre, il est résolu dans la négative.

La motion principale est alors soumise, et il est—

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 177) abolissant la mort civile ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tanguay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 183) amendant la loi concernant la cour de circuit du comté de Drummond ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gosselin (Missisquoi) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (202) amendant l'article 496 de la loi de l'Instruction publique, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (S du Conseil législatif) amendant l'article 5445 des statuts refondus de la province de Québec, au sujet des sociétés de construction ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chénervet fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (O du Conseil législatif) amendant le code du notariat ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill, ainsi amendé, passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et l'informe que cette Chambre a passé ce bill avec des amendements pour lesquels elle demande son assentiment.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Duffy, et il est—

Résolu,—Que, lorsque la Chambre s'ajournera, vendredi prochain, elle soit ajournée à samedi, le 18 avril courant, à trois heures de l'après-midi.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (B du Conseil législatif) amendant la loi du Barreau de Québec; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill, ainsi amendé, passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et l'informe que cette Chambre a passé ce bill avec certains amendements pour lesquels elle demande son assentiment.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer une certaine résolution concernant la loi de la chasse de Québec.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Duffy,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion est soumise à la Chambre et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Parent informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de cette résolution, la recommande à sa considération.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le ministre des Terres, Mines et Pêcheries pourra payer, à même les contingents de son département, une somme de cinq piastres, à toute personne habitant la province de Québec, qui lui transmettra un certificat d'un juge de paix d'un district judiciaire constatant que telle personne a prouvé, sous serment, à sa satisfaction, qu'elle a tué un loup dans ce district et qu'elle lui a présenté le loup ou la tête de ce loup avec la peau et les oreilles entières, et que ce juge de paix a, avant de délivrer le certificat, fait couper et brûler les oreilles et la peau du crâne de tel loup.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant

M. Champagne rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Que le ministre des Terres, Mines et Pêcheries pourra payer, à même les contingents de son département, une somme de cinq piastres, à toute personne habitant la province de Québec, qui lui transmettra un certificat d'un juge de paix d'un district judiciaire constatant que telle personne a prouvé, sous serment, à sa satisfaction, qu'elle a tué un loup dans ce district et qu'elle lui a présenté le loup ou la tête de ce loup avec la peau et les oreilles entières, et que ce juge de paix a, avant de délivrer le certificat, fait couper et brûler les oreilles et la peau du crâne de tel loup

La dite résolution étant lue la second fois est adoptée.

Ordonné,—Que la dite résolution soit renvoyée au comité général qui examinera le bill (No 22) amendant la loi de la chasse de Québec.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général pour considérer certaines résolutions ayant pour objet de faire disparaître des doutes au sujet des droits sur les successions.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent,—et la motion étant soumise :

Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,—

La proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Duffy informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1. Que le mot " bien ", dans le sens des lois 55-56 Victoria, chapitre 17, section 1, 57 Victoria, chapitre 16, sections 2, 3 et 4, 58 Victoria, chapitre 16, et 59 Victoria, chapitre 17, section 1, comprendra tout bien, meuble ou immeuble, réellement situé ou payable dans les limites de la province, soit qu'à l'époque de sa mort, la personne décédée ait ou n'ait pas son domicile dans les limites de la province, ou que la dette soit ou ne soit pas payable dans les limites de la province, ou que la transmission ait lieu dans la province ou hors de ses limites.

Résolu, 2. Que tout transport de biens, par donation entrevifs ou pour une considération insuffisante, effectué dans les douze mois précédant immédiatement la mort de la personne qui l'a fait, sera réputé une transmission sujette aux droits imposés en vertu des dites lois.

Résolu, 3. Que tout transport de biens effectué, en quelque temps que ce soit, par une personne, avant l'année qui a précédé son décès, dans le but d'éluder les dispositions des dites lois, sera, sur preuve du fait, réputé une transmission sujette aux droits imposés en vertu des dites lois.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Champagne rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que le mot " bien " dans le sens des lois 55-56 Victoria, chapitre 17, section 1, 57 Victoria, chapitre 16, sections 2, 3 et 4, 58 Victoria, chapitre 16, et 59 Victoria, chapitre 17, section 1, comprendra tout bien, meuble ou immeuble, réellement situé ou payable dans les limites de la province, soit qu'à l'époque de sa mort, la personne décédée ait ou n'ait pas son domicile dans les limites de la province, ou que la dette soit ou ne soit pas payable dans les limites de la province, ou que la transmission ait lieu dans la province ou hors de ses limites.

Résolu, 2. Que tout transport de biens, par donation entrevifs ou pour une considération insuffisante, effectué dans les douze mois précédant immédiatement la mort de la personne qui l'a fait, sera réputé une transmission sujette aux droits imposés en vertu des dites lois.

Résolu, 3. Que tout transport de biens effectué, en quelque temps que ce soit, par une personne, avant l'année qui a précédé son décès, dans le but d'éluder les dispositions des dites lois, sera, sur preuve du fait, réputé une transmission sujette aux droits imposés en vertu des dites lois.

Ordonné,—Que les dites résolutions soient lues, une seconde fois, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général pour considérer une résolution ayant pour objet de faire disparaître certains doutes au sujet des taxes sur les corporations et les compagnies commerciales.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent,—et la motion étant soumise à la Chambre : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,—la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Parent, informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

La Chambre se constitue, en conséquence, en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'afin de pourvoir aux besoins du service public, chacune des compagnies, sociétés ou associations suivantes faisant des affaires en cette province, en son nom ou par un agent, savoir :

Toute compagnie de navigation ou de bateaux à vapeur, ou toute société ou association, possédant, exploitant ou naviguant un ou des bateaux à vapeur ou vaisseaux entre un port de cette province et tout autre port de cette province, ou d'une autre province, ou d'un autre pays ;

Toute compagnie d'express, société ou association faisant les affaires de messageries et de transport, ainsi que les affaires qui s'y rattachent, pourvu que ces affaires ne soient pas restreintes aux limites d'une cité ou ville ou de son voisinage ;

Devra payer, annuellement, sujet aux dispositions de la loi 59 Victoria, chapitre 15, et de ses amendements, les taxes mentionnées et spécifiées ci-après, comme suit :

SUR LES COMPAGNIES DE BATEAUX A VAPEUR

- (a) Sur toute compagnie de navigation ou de bateaux à vapeur, ou toute société ou association, possédant, exploitant ou naviguant un ou des bateaux à vapeur ou vaisseaux entre un port de cette province et un autre port de cette province, ou d'une autre province ou d'un autre pays, un dixième d'un pour cent sur le montant du capital payé jusqu'à un million de piastres, inclusivement, et vingt-cinq piastres pour chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres de toutes sommes excédant un million de piastres ;
- (b) Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires dans tout autre endroit.

SUR LES COMPAGNIES D'EXPRESS

- (a) Sur toute compagnie d'express, société ou association, faisant des affaires de messagerie et de transport, ainsi que les affaires qui s'y rattachent, un dixième d'un pour cent sur le montant du capital payé jusqu'à un million de piastres, inclusivement, et vingt-cinq piastres pour chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres de toutes sommes excédant un million de piastres ;
- (b) Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires dans tout autre endroit.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Delaney fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Delaney rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Qu'afin de pourvoir aux besoins du service public, chacune des compagnies, sociétés ou associations suivantes faisant des affaires en cette province, en son nom ou par un agent, savoir :

Toute compagnie de navigation ou de bateaux à vapeur, ou toute société ou association, possédant, exploitant ou naviguant un ou des bateaux à vapeur ou vaisseaux entre un port de cette province et tout autre port de cette province, ou d'une autre province, ou d'un autre pays ;

Toute compagnie d'express, société ou association faisant les affaires de messagerie et de transport, ainsi que les affaires qui s'y rattachent, pourvu que ces affaires ne soient pas restreintes aux limites d'une cité ou ville et de son voisinage ;

Devra payer, annuellement, sujet aux dispositions de la loi 59 Victoria, chapitre 15, et de ses amendements, les taxes mentionnées et spécifiées ci-après, comme suit :

SUR DES COMPAGNIES DE BATEAUX A VAPEUR

- (a) Sur toute compagnie de navigation ou de bateaux à vapeur, ou toute société ou association, possédant, exploitant ou naviguant un ou des bateaux à vapeur ou vaisseaux entre un port de cette province et un autre port de cette province, ou d'une autre province ou d'un autre pays, un dixième d'un pour cent sur le montant du capital payé jusqu'à un million de piastres, inclusivement, et vingt-cinq piastres pour chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres de toutes sommes excédant un million de piastres ;
- (b) Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires dans tout autre endroit.

SUR LES COMPAGNIES D'EXPRESS

- (a) Sur toute compagnie d'express, société ou association, faisant des affaires de messagerie et de transport, ainsi que les affaires qui s'y rattachent, un dixième d'un pour cent sur le montant du capital payé jusqu'à un million de piastres, inclusivement, et vingt-cinq piastres pour chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres de toutes sommes excédant un million de piastres ;
- (b) Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires dans tout autre endroit.

Ordonné,—Que la dite résolution soit lue, la deuxième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 10) amendant la loi constituant en corporation les compagnies à fonds social.

L'honorable M. Robitaille, appuyé par l'honorable M. Gouin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pelletier (Sherbrooke) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 116) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Alexandre-Charles Gérard au nombre de ses membre.

Ordonné.—Que cet ordre soit rescindé.

La Chambre permet, ensuite, que le dit bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 2) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative.

Et la séance se continue jusqu'après minuit, vendredi matin.

Vendredi, 17 avril 1903.

Le Comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau demain.

Et la Chambre ayant siégé jusqu'à minuit et trente-cinq minutes s'ajourne à cet après-midi.

Vendredi, 17 avril 1903.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table de la Chambre.

Par M. Mackenzie,—la pétition des contribuables de St. Georges de Windsor.

Ordonné,—Que la dite pétition demandant des amendements à la loi 1 Edouard VII, chap. 39, soit lue et reçue.

Ordonné,—Que la dite pétition soit renvoyée au comité du code municipal.

L'honorable M. Duffy, président du comité de législation, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (No 210) détachant une partie de la paroisse de St-Nazaire d'Acton du comté de Drummond et l'annexant au comté de Bagot, pour les fins électorales, et l'a adopté sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec certains amendements :

Bill (R) amendant les articles 2152a, 2177 et 2178 du code civil.”

Ordonné,—Que M. Caron (L'Islet), ait la permission de présenter un Bill (No 217) concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (No 36) constituant en corporation la “ Olivet Baptist Church of Montreal ” ;

Bill (No 37) constituant en corporation la “ Westmount Baptist Church ” ;

Bill (No 87) concernant les successions de Denis Dufort et de Dame Julie Duchesneau, son épouse.”

Aussi, le Conseil législatif, informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements qu'il soumet à son approbation, savoir :

Bill (No 32) constituant en corporation la ville de Roberval ;

Bill (No 33) érigeant en ville le village de Dorval.

Bill (No 43) constituant en corporation la compagnie électrique Saint-George ;

Bill (No 44) constituant en corporation la Compagnie de tramway électrique de Valleyfield ;

Bill (No 49) constituant en corporation la Compagnie électrique "Red Falls."

Et bill (No 99) accordant certains pouvoirs à la "New Richmond Lumber Company (Limited)".

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 32) constituant en corporation la ville de Roberval,—et ces amendements sont lus, la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 33) érigeant en ville le village de Dorval,—et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 43) constituant en corporation la compagnie électrique Saint-George,—et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 44) constituant en corporation la compagnie de tramway électrique de Valleyfield,—et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 49) constituant en corporation la compagnie électrique "Red Falls," et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 99) accordant certains pouvoirs à la "New Richmond Lumber Company (Limited),"—et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

M. l'Orateur rend sa décision, comme suit, sur la question d'ordre soulevée, à la dernière séance, par l'honorable M. Pelletier (Dorchester), au sujet de la motion de M. Clapperton : Que le bill No 103 concernant la succession de dame Susannah Lynch, veuve de Edward Quinn, soit renvoyé de nouveau au comité des bills privés avec instruction de le reconsidérer et de faire rapport.

"L'objection de l'honorable député de Dorchester est basée sur deux raisons : 1. Le comité des bills privés n'existe plus.

2. Le rapport du comité, constatant le rejet du bill, ayant été adopté, la Chambre s'est prononcée et la même question ne peut plus être soumise pendant cette session.

"Sur le premier point je suis d'opinion que le comité des bills privés n'a point cessé d'exister. C'est un des comités permanents de cette Chambre, et les comités permanents ne cessent d'exister qu'avec la prorogation. Il est vrai que le délai pour la réception des rapports a été limité au 16 avril, mais la Chambre a le pouvoir d'étendre ce délai. Au reste, il sera toujours temps de soulever la question lorsqu'il s'agira de recevoir le rapport, si dans l'intervalle le délai n'est pas prolongé.

"Le deuxième point est fondé sur la règle consacrée par l'usage, qui veut que l'on ne peut proposer une question ou un amendement identique, en substance, à une question qui, pendant la même session, a déjà été résolue dans l'affirmative ou la négative. (Règle 128, Chambre des Communes anglaises.)

"Sur ce second point, je constate que la procédure sur les rapports des comités permanents est fixée par les règles de la Chambre. En vertu de la règle 65, les rapports sont présentés et reçus sans qu'une motion soit nécessaire à cet effet. Bourinot, 9e édition, page 519, dit : "*The reports of the committees relative to private bills are not concurred in, as they are regulated by special standing orders.*"

"Exception est faite seulement dans le cas d'une recommandation spéciale, alors qu'il faut une motion pour faire adopter telle recommandation par la Chambre. Bourinot, page 518 dit : "*Reports containing cer-*

tain opinions or resolutions are frequently concurred in on motion. But when the report does not contain any resolution or other propositions for the consideration of the House, it does not appear that any further proceedings with reference to it, as a report, are necessary."

" Dans le cas présent, le rapport constatant que le préambule du bill n'est pas prouvé, demandait spécialement la prolongation des délais pour la réception des rapports. La Chambre a adopté le rapport, mais je suis d'avis que la Chambre n'a entendu se prononcer que sur l'extension des délais, pour laquelle une demande spéciale lui était faite.

" Pour que la Chambre se prononçât sur le bill, il eut fallu une recommandation spéciale à cet effet, ou une motion formelle, ce qui n'existe point.

" Prétendre le contraire serait dire qu'en adoptant le rapport, la Chambre a non-seulement réjeté le bill (No. 103), mais aussi adopté définitivement tous les bills rapportés favorablement par le même rapport, de telle sorte que ces bills ne pourraient plus être amendés, la Chambre ayant déjà, par l'adoption du rapport, pris une décision à leur égard.

" Ceci démontre que la résolution de la Chambre ne peut s'appliquer qu'à cette partie du rapport qui comporte une recommandation spéciale quant à l'extension des délais.

" Je décide donc :

1. Que le comité des bills privés n'a point cessé d'exister ;
2. Que la Chambre ne s'est pas prononcée sur le mérite du bill.

" En conséquence, la motion est dans l'ordre."

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (No 2) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacombe fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, au cours de la présente séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé les amendements qu'elle a faits au bill (B), intitulé : Loi amendant la loi du Barreau de la province de Québec.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec plusieurs amendements pour lesquels il demande son assentiment, savoir :

Bill (No 77) constituant en corporation la compagnie du chemin de chemin de fer Québec Oriental.

La Chambre considère les amendements faits par le Conseil législatif au bill (No 77) constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Québec Oriental, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier rapporte le bill au Conseil législatif et l'informe que cette Chambre a adopté ses amendements.

Sept heures et demie, p. m.

En vertu de la 19ème règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (No 41) amendant la charte de "The Montreal Stock Yards."

M. Cochrane propose, appuyé par M. Lacombe, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour considérer le bill en comité général.)

La motion est soumise à la Chambre par M. l'Orateur.

M. Roy (Montmagny), propose, en amendement, appuyé par M. Clapperton :—Que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots : "dans six mois" soient ajoutés à la fin de la motion.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR

Messieurs

<i>Champagne</i>	<i>Godbout</i>	<i>Roy (Montm.)</i>	<i>Tanguay et</i>
<i>Clapperton</i>	<i>Hutchinson</i>	<i>Roy, (St-Jean)</i>	<i>Taschereau.—10.</i>
<i>Giard</i>	<i>Lane</i>		

CONTRE

Messieurs

<i>Allard</i>	<i>Daignault</i>	<i>Kennedy</i>	<i>Pelletier (Dorc.)</i>
<i>Bissonnette</i>	<i>DeGrosbois</i>	<i>Lacombe</i>	<i>Petit</i>
(Montcalm)	<i>Delaney</i>	<i>Laferté</i>	<i>Prévost</i>
<i>Bissonnette</i>	<i>Dorris</i>	<i>LeBlanc</i>	<i>Robitaille</i>
(Soulanges)	<i>Duffy</i>	<i>Lemay</i>	<i>Roy (Kamour.)</i>
<i>Blanchard</i>	<i>Duhamel</i>	<i>MacKenzie</i>	<i>St-Pierre</i>
<i>Cardin</i>	<i>Fiset</i>	<i>Morin (Charlev.)</i>	<i>Smith</i>
<i>Chauvet</i>	<i>Gillies</i>	<i>Morin (St-Hyac.)</i>	<i>Tellier et</i>
<i>Chénevert</i>	<i>Goselin (Iberv.)</i>	<i>Neault</i>	<i>Turgeon.—37.</i>
<i>Cochrane</i>	<i>Gouin</i>	<i>Parent</i>	

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors soumise et il est—

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se constitue, en conséquence, en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Blanchard fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements sont lus deux fois et adoptés

Et la motion étant soumise : Que ce bill soit lu la troisième fois maintenant.

M. Roy, (Montmagny), propose en amendement, appuyé par M. Tanguay :—Que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois" y soient substitués.

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR

Messieurs

<i>Champagne</i>	<i>Giard</i>	<i>Roy (Montma.)</i>	<i>Tanguay et</i>
<i>Clapperton</i>	<i>Godbout</i>	<i>Roy (St-Jean)</i>	<i>Taschereau.—10.</i>
<i>Delège</i>	<i>Hutchinson</i>		

CONTRE

Messieurs

<i>Allard</i>	<i>Delaney</i>	<i>Laferté</i>	<i>Petit</i>
<i>Bissonnette</i>	<i>Dorris</i>	<i>LeBlanc</i>	<i>Prévost</i>
(Montcalm)	<i>Duffy</i>	<i>Lemay</i>	<i>Ribitaille</i>
<i>Blanchard</i>	<i>Duhamel</i>	<i>Mackenzie</i>	<i>Roy (Kamour.)</i>
<i>Cardin</i>	<i>Fiset</i>	<i>Morin (Charlev.)</i>	<i>St-Pierre</i>
<i>Chauvet</i>	<i>Gillies</i>	<i>Morin (St-Hyac.)</i>	<i>Smith</i>
<i>Chénevert</i>	<i>Gosselin (Iberv.)</i>	<i>Neault</i>	<i>Tellier et</i>
<i>Cochrane</i>	<i>Gouin</i>	<i>Parent</i>	<i>Turgeon.—36.</i>
<i>Daigneault</i>	<i>Kennedy</i>	<i>Pelletier (Dorc.)</i>	
<i>DeGrosbois</i>	<i>Lacombe</i>		

L'amendement est rejeté.

La motion principale est, alors, adoptée et—

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre considère, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 51) constituant en corporation la ville de Bromptonville; et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné — Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre considère, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 111) constituant en corporation "The Aetna Boiler Inspection and Insurance Company"; et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné, — Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (No 2) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, — Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 22) amendant la loi de la chasse de Québec.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné, — Que la Chambre se constitue en comité général pour considérer ce bill, au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des résolutions concernant les droits sur les successions, rapportées du comité général, jeudi, le 16 avril dernier.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent, — et la motion est soumise à la Chambre par M. l'Orateur, — Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois, —

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent, — et la motion est soumise à la Chambre, — Que l'ordre du jour pour la deuxième lecture des résolutions ayant pour objet de faire disparaître certains doutes au sujet des droits sur les successions soit rescindé et que les dites résolutions soient renvoyées au comité général pour être reconsidérées, —

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Pelletier soulève la question d'ordre que cette motion ne peut être faite parce que la motion pour la deuxième lecture de ces résolutions a été proposée par l'honorable Trésorier de la Province, et

qu'un député ne peut pas proposer deux motions principales successivement avant que la Chambre ait disposé de la première.

M. l'Orateur déclare que, de fait, il a posé la question pour la seconde lecture des résolutions et que la motion pour rescinder l'ordre ne peut pas être faite avant le retrait de la motion pour la deuxième lecture.

L'honorable M. Duffy propose, alors, appuyé par l'honorable M. Parent,—et la motion est soumise par M. l'Orateur :—Qu'il lui soit permis de retirer la motion pour deuxième lecture de ces résolutions ;—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent,—et la motion est soumise à la Chambre : —

Que l'ordre du jour pour la seconde lecture des résolutions ayant pour objet de faire disparaître des doutes au sujet des droits sur les successions soit rescindé et que les dites résolutions soient, de nouveau, renvoyées au comité général de la Chambre pour être reconsidérées. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu,—1. Que le mot " bien," dans le sens des lois 55-56 Victoria, chapitre 17, section 1, 57 Victoria, chapitre 16, sections 2, 3 et 4, 58 Victoria, chapitre 16, et 59 Victoria, chapitre 17, section 1, comprendra tout bien, meuble ou immeuble, réellement situé ou payable dans les limites de la province, soit qu'à l'époque de sa mort, la personne décédée ait ou n'ait pas son domicile dans les limites de la province, ou que la dette soit ou ne soit pas payable dans les limites de la province, ou que la transmission ait lieu dans la province ou hors de ses limites.

Résolu, 2. Que tout transport de biens, par donation entrevifs ou pour une considération insuffisante, effectué dans les douze mois précédant immédiatement la mort de la personne qui l'a fait, sera réputé une transmission sujette aux droits imposés en vertu des dites lois.

Résolu, 3. Que tout transport de biens effectué, en quelque temps que ce soit, par une personne, avant l'année qui a précédé son décès, dans le but d'éluder les dispositions des dites lois, sera, sur preuve du fait, réputé une transmission sujette aux droits imposés en vertu des dites lois.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a amendé les dites résolutions en retranchant les résolutions 2 et 3, et qu'il rapporte, en conséquence, ces résolutions amendées comme suit :

Résolu, 1. Que le mot "bien", dans le sens des lois 55-56 Victoria, chapitre 17, section 1, 57 Victoria, chapitre 16, sections 2, 3 et 4, 58 Victoria, chapitre 16, et 59 Victoria, chapitre 17, section 1, comprendra tout bien, meuble ou immeuble, réellement situé ou payable dans les limites de la province, soit qu'à l'époque de sa mort la personne décédée ait ou n'ait pas son domicile dans les limites de la province, ou que la dette soit ou ne soit pas payable dans les limites de la province, ou que la transmission ait lieu dans la province ou hors de ses limites.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Et la dite résolution ayant été lue une première fois, il est—

Ordonné,—Que la deuxième lecture de cette résolution soit remise à demain.

Et la séance se continue jusqu'après minuit, samedi matin.

Samedi, 18 avril 1903.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 22) amendant la loi de la chasse de Québec; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill,— Et les amendements sont lus deux fois et adoptés

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Flynn.—Combien le gouvernement de cette province a-t-il perçu, année par année, depuis la date de la première vente de cette nature, pour pouvoirs hydrauliques, dits "pouvoirs d'eau" ?

Réponse par l'honorable M. Parent:—Avant l'année 1897, le département des terres de la Couronne ne tenait pas de registre particulier des pouvoirs hydrauliques concédés. Le département a pu, néanmoins, relever les concessions suivantes :

1. La première chute de la rivière des Rapides, dans la Baie des Sept-Isles, côte nord, patentés à M. Molson, de Montréal, le 19 septembre 1863 ;
2. Dans le canton Angers, sur la rivière Escuminac, pouvoir hydraulique concédé à M. J. C. Langelier, en mai 1875, pour la somme de \$75.00 ;

3. Dans le canton Chavigny, pouvoir hydraulique situé en front du lot 1, rang sud-ouest de Chavigny, patenté au Rév. M. Bélanger, curé de Deschambault en 1878. Le prix payé est de \$60 00.

4. Dans le canton Joly, sur le rang "B", l'île à la Chute-aux-Iroquois et le pouvoir hydraulique vendus en 1887 à M. Allyre Dyonnet, au prix de \$75.00 ;

5. En mai 1897, concession du pouvoir hydraulique de la rivière Chicoutimi à la Compagnie de lumière électrique de Chicoutimi. Prix payé \$1,090.00.

Dans la même année, vente de la chute Shawinigan, (voir rapport du commissaire des Terres, Mines et Pêcheries de 1900, page 96)

En 1899, vente des pouvoirs hydrauliques de Grand'Mère, du rapide des Chats, des chutes Pangan, de la chute Caron, (inscrits dans le rapport du commissaire des Terres pour 1900, pages 96 et 97.)

En 1900 des pouvoirs hydrauliques de la rivière Métabetchouan, de la rivière Péribonka, des Grès, de la Grande Décharge sur la rivière Saguenay, (inscrits dans le rapport du commissaire des Terres pour 1900, pages 97 et 98.)

Dans la même année, vente du pouvoir hydraulique de la rivière Châteauguay et du rapide des Chats sur la rivière Ottawa. (Rapporté dans le rapport du commissaire des Terres de 1901, pages 125 et 126.)

Dans l'année 1901, vente des pouvoirs hydrauliques de la Rivière au Sable, de la Petite Cascapédia, de la rivière Chicoutimi, des chutes de la Chaudière, sur la rivière Ottawa, de la rivière St-François (Bulls Head), de la rivière du Lièvre, de la rivière Métabetchouan en front du lot 40 dans le premier rang de Dequen (rapporté dans le rapport du commissaire des Terres de 1901, pages 126, 127, 128, 129 et 130).

Dans cette même année, 1901, vente des pouvoirs hydrauliques de la rivière Batiscan, du lit d'une partie de la rivière du Lièvre, d'une certaine partie du lit de la rivière Chicoutimi et du lit d'une partie de la rivière Ottawa, des rivières Marguerite, Grande-Trinité, Petite-Trinité, Aux Rochers, Calumet. (Rapporté dans le rapport du commissaire des Terres, Mines et pêcheries pour 1902, pages 193 et 194.)

En 1902, vente de la chute Blanche et de la chute des Cascades, sur la rivière Métabetchouan, de portions du lit de la rivière Ottawa, pouvoirs hydrauliques de la rivière Gatineau, de Brewery Creek sur la rivière Ottawa, partie du lit du lac St-François, quatre chutes sur la rivière Des Quinze. (Rapporté dans le rapport du commissaire des Terres, mines et pêcheries pour 1902, pages 195 et 196.)

Par l'honorable M. Flynn.—1. Quelle est la somme totale due au gouvernement, pour arrérages de rente etc., dans les agences dites des biens des Jésuites ?

2. Combien par agence ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1.	\$119,689.35.
2. Seigneurie de Laprairie.....	\$ 1,245 46
Cap de la Madeleine.....	34,009 60
Batiscan.....	22,111 84
Lauzon.....	27,858 00
Notre-Dame-des-Anges, Sillery, St-Gabriel, Bélair, St-Nicholas.....	34,464 45
	<hr/>
	\$ 119,689 35

Par l'honorable M. LeBlanc.—Combien a-t-il été coupé de cordes de bois de pulpe dans la province de Québec, durant l'année fiscale 1901-1902?

Réponse par l'honorable M. Parent.—Durant l'année fiscale 1901-1902, il a été coupé, dans la province de Québec, sur les terres de la Couronne, 200,240 cordes de bois de pulpe.

Par l'honorable M. LeBlanc.—Combien de colons se sont-ils établis sur le chemin Gouin, mentionné au dernier rapport du ministre de la Colonisation et des Travaux publics?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—30 lots ont été vendus jusqu'à aujourd'hui sur le parcours du chemin. Le nombre des résidents peut être d'une dizaine.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Sur quelle quantité de cordes de bois de pulpe coupé en 1901-1902 le gouvernement a-t-il perçu un droit de 65 centins par corde?

2. Quelles sont les personnes ou compagnies qui ont ainsi payé ce droit de 65 centins par corde?

3. Quels sont les montants respectifs ainsi payés par chacune de ces personnes ou compagnies, et la date de ces paiements?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. Sur 40,501 cordes.

2 et 3. St-Maurice Lumber Company (Batiscan), \$3,059.35, en février 1903; St-Maurice Lumber Company (Trois-Rivières), \$12,879.75, en mars 1903; Union Bag & Paper Company, \$1,977.95, en mars 1903; Nordin, \$2,135, en juillet, août et septembre 1902; Harold Kennedy \$398.77, en décembre 1902; Scottstown Mills Company, \$532.85, en mars 1903; Royal Paper Mills, \$111.80, en mars 1903; Frank Dudley, \$111.15, en mars 1903; E. Robitaille, \$19.50, en septembre 1902; F. Tremblay, \$7.80, en décembre 1902; Howard and Craig, \$7.80, en juin 1902; J. McAulay, \$19.50, en décembre 1902; J. K. Van, \$40.30, en janvier 1903; R. McLeod, \$26.00, en janvier 1903; J. A. Molvers, \$14.30, en février 1903; N. Boutin, \$7.80, en février 1903; S. E. Adam, \$14.30 en janvier 1903.

Par M. Tellier.—La compagnie "Equitable" d'assurance contre le feu a-t-elle transmis régulièrement au Trésorier de cette province, depuis

le 1er octobre 1897, les états attestés sous serment qu'elle était tenue de lui produire chaque année, en vertu de l'article 5347, S. R. P. Q. pour rendre compte de sa situation financière ?

2. Quel était l'état de l'actif et du passif de cette compagnie, d'après le dernier état attesté sous serment, qu'elle a produit au bureau de cette province ?

Réponse par l'honorable M. Duffy.—1. La compagnie a été autorisée à faire affaire par le certificat du Trésorier provincial du 29 mai 1901. Le 1er état présenté par la compagnie, conformément à l'article 5347 des S. R. P. Q., est pour l'année finissant le 31 août 1902 et est dûment attestée.

2. Par cet état, l'actif de la compagnie au 31 août 1901, était \$37,852.40, son passif, à la même date, était \$1,874.37.

Par M. Caron, (L'Islet).—Est-ce l'intention du gouvernement de participer à la prochaine exposition de St-Louis ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon.—Aucune décision n'a encore été prise.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Sur quelle quantité de bois de pulpe coupé en 1901-1902, le gouvernement a-t-il perçu un droit de 40 centins par corde ?

2. Quelles sont les personnes ou compagnies qui ont ainsi payé ce droit de 40 centins par corde ?

3. Quelles sont les montants respectifs ainsi payés par chacune de ces personnes ou compagnies, et la date de ces paiements ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. Sur 70,312 cordes.

2. et 3. Laurentide Pulp Company, \$19,771.20 en décembre 1902 ; The Belgo Canadian Pulp Company, \$4,747.83, mars 1903 ; Harold Kennedy, \$1,406.80, en décembre 1902 ; Estate Chs. Logue, \$297.90, décembre 1902 ; Gilmour & Hughson, \$5.40, en avril 1903 ; J. R. Booth, \$107.30, en janvier 1903, \$24.00 en août 1902, et \$56.80 en juillet 1902 ; Edouard Robitaille, \$18.00, en juillet 1902 ; Florentin Soucy, \$74.80, en octobre 1902 ; King Bros, \$19.50, en février 1903 ; R. Turner, \$237.20, en janvier 1903 ; O. C. Morrisset, \$9.00, en novembre 1902 ; Fraserville Company (D. Cooke), \$628.00, en juin 1902 ; R. Laroche, \$712.00, en juin 1902 ; Dominion Paper Company, \$155.00, en décembre 1902 ; H. Groulx, \$2.80, en mai 1902 ; Brompton Pulp Company, \$231.90, en juin 1902 ; P. Duval, \$8.40, en juillet 1902 ; J. Ledoux, \$40.00, en juillet 1902.

Proposé par M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Copie de tous les états et rapports par la compagnie d'Assurance Mutuelle de Montmagny, depuis le 31 août 1897 au 31 août 1902.

Proposé par M. Roy (Kamouraska) appuyé par M. Taschereau, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Copie de l'index alphabétique de toutes les familles de douze enfants qui ont bénéficié de la loi 58 Victoria, chap. 16.—Acte accordant privilège aux pères ou mères de familles ayant douze enfants vivants.

Proposé par M. Chauret, appuyé par M. Dupuis, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Copie d'états et rapports de la compagnie d'assurance mutuelle "Equitable" contre le feu.

M. Clapperton propose, appuyé par M. Caron (L'Islet), et la motion étant soumise à la Chambre,—Que le bill (No 103) concernant la succession de dame Susannah Lynch, veuve de Edward Quinn, soit renvoyé de nouveau au comité des bills privés avec instruction de le reconsidérer et de faire rapport,—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans la négative.

Et la Chambre, ayant siégé jusqu'à minuit et demi, samedi matin, s'ajourne à cet après-midi, à trois heures, p. m.

Samedi, 18 avril 1903.

L'honorable M. Duffy, président du comité de législation, présente à la Chambre, le quatorzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (L du Conseil) concernant les cités et villes, et l'a adopté avec amendements.”

Ordonné,—Que M. Dorris ait la permission de présenter un bill (No 218) amendant les statuts refondus de la province de Québec. Titre VI : “ Pouvoir judiciaire.”

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Dorris ait la permission de présenter un bill (No 219) amendant l'article 771 du code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du code municipal.

Ordonné,—Que M. Fiset ait la permission de présenter un bill (No 220) amendant la loi concernant le flottage des bois.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Allard ait la permission de présenter un bill (No 221) amendant l'article 3407 des statuts refondus de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un bill (No 222) amendant la loi des maîtres et serviteurs.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que le bill soit lu une deuxième fois maintenant.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé les amendements qu'elle a faits au bill (O du Conseil) amendant le code du notariat.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill (No 12) concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Sœurs de la Charité de Québec, relativement au maintien des aliénés dans les asiles de Beauport et de Saint-Ferdinand d'Halifax ;

Bill (No 85) amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital protestant de Sherbrooke;

Bill (No 114) concernant les successions de Jacques Blanchard et de Sarah Déry;

Bill (No 115) amendant la charte de la ville de Saint-Louis;

Bill (No 117) constituant en corporation l'association de l'exposition industrielle de Montréal;

Bill (No 131) confirmant et ratifiant la vente des immeubles appartenant à la faillite de Robert Forsyth;

Bill (No 140) constituant en corporation "The Montreal Technical institute";

Bill (No 142) concernant l'Hôpital Notre-Dame, de Montréal;

Et (Bill No 188) déclarant insaisissable une partie du salaire des membres de la corporation des pilotes pour le havre de Québec et au-dessous.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (No 74) constituant en corporation la Compagnie d'Electricité de Roberval;

Bill (No 91) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer du comté de Lévis octroyée par la loi de cette province, 2 Edouard VII, chapitre 61;

Bill (No 98) interprétant le testament de feu Owen McGarvey, augmentant les pouvoirs des exécuteurs, pourvoyant au paiement des legs et contenant des dispositions relatives à l'administration et à la liquidation de la succession;

Bill (No 120) constituant en corporation la compagnie "The Real Estate, Title, Guarantee and Trust Company";

Bill (No 125) refondant la charte de la société des Artisans Canadiens-Français;

Bill (No 137) autorisant Emile Boivin à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec;

Et bill (No 139) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Montréal et Baie James;

La Chambre considère les amendements faits par le Conseil législatif au bill (No 74) constituant en corporation la compagnie d'Electricité de Roberval; et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à lundi prochain.

La Chambre considère les amendements faits par le Conseil législatif au bill (No 91) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer du comté de Lévis octroyée par la loi de cette province, 2 Edouard VII, chapitre 61 ; et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à lundi prochain.

La Chambre considère les amendements faits par le Conseil législatif au bill (No 98) interprétant le testament de feu Owen McGarvey, augmentant les pouvoirs des exécuteurs, pourvoyant au paiement des legs et contenant des dispositions relatives à l'administration et à la liquidation de la succession ; et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à lundi prochain.

La Chambre considère les amendements faits par le Conseil législatif au bill (No 120) constituant en corporation la compagnie " The Real Estate, Title Guarantee and Trust Company " ; et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à lundi prochain.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par Conseil législatif au bill (No 125) refondant la charte de la société des Artisans Canadiens-français ; et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à lundi prochain.

La Chambre considère les amendements faits par le Conseil au bill (No 137) autorisant Emile Boivin à exercer la profession de chirurgien-dentiste, dans la province de Québec ; et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à lundi prochain.

La Chambre considère les amendements faits par le Conseil au bill (No 139) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Montréal et Baie James ; et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à lundi prochain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre considère les amendements faits en comité général au Bill (No 2) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative.

Les dits amendements sont lus une première et une deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le bill soit lu une troisième fois, lundi prochain.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 32) constituant en corporation la ville de Roberval, et les dits amendements sont lus, la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 43) constituant en corporation la compagnie électrique St-Georges, et les dits amendements sont lus, la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 44) constituant en corporation la compagnie de tramway de Valleyfield, et les dits amendements sont lus, la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 49) constituant en corporation la compagnie électrique "Red Falls," et les dits amendements sont lus, la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 99) accordant certains pouvoirs à la "New Richmond Lumber Company," et les dits amendements sont lus, la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Proposé par M. Chênevert, secondé par M. de Grosbois, et—

Ordonné,—Que l'amende payée pour le Bill (No 128) autorisant le Collège des médecins et des chirurgiens de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste Page, comme l'un de ses membres, soit remise, moins les frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de la résolution ayant pour objet de faire disparaître des doutes au sujet des droits sur les successions, rapportée du comité général, vendredi le 17 avril dernier.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent,—et la motion est soumise à la Chambre,—que cette résolution soit lue la deuxième fois maintenant; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, la résolution est lue la deuxième fois.

Et la motion étant faite et soumise à la Chambre :—Que cette Chambre adopte maintenant cette résolution,—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy, ait la permission de présenter un bill (No 18), ayant pour objet de faire disparaître des doutes au sujet des droits sur les successions.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (R du Conseil) amendant les articles 2152a, 2177 et 2178 du code civil ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Girard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 213) amendant le code de procédure civile relativement à la cour de magistrat de district.

M. Major, appuyé par M. Allard, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 204) amendant l'article 58 du code municipal.

M. Cardin, appuyé par M. Chênevert, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à lundi pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 199) amendant le code municipal relativement à la désignation des propriétés, au bureau des délégués, à la domination du maire, et à la fermeture de chemins régie par l'article 762a du code municipal.

M. Prévost, appuyé par M. Duhamel, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à lundi pour être considéré en comité général.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Major.—1. Y a-t-il eu une ou des demandes pour l'établissement d'une école normale dans la cité de Hull ?

2. Dans l'affirmative, ces demandes ont-elles été faites verbalement ou par correspondance ?

3. Dans l'affirmative, par qui ?

4. Le gouvernement a-t-il l'intention d'aider à l'établissement d'une école normale à Hull ?

5. Dans l'affirmative, quand cette école pourra-t-elle être ouverte ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille ?—Oui.

2. Par correspondance et verbalement.

3. Par les commissaires d'écoles de Hull, le rév. R. P. Valiquette, Ptre, curé, M. C. B. Major, M. P.P., et le comité catholique du conseil de l'Instruction publique.

4. A l'étude.

Par M. Chicoyne.—1. Le gouvernement est-il propriétaire du terrain requis pour la construction d'un palais de justice à Sherbrooke, lequel terrain fut décrit comme suit dans l'acte 2, Edouard VII, chap. 6 : " le site récemment choisi et désigné pour cet objet " ?

2. Dans l'affirmative, quelle est la date de l'acte d'acquisition et devant quel notaire a-t-il été passé ?

3. Est-ce l'intention du gouvernement de dépenser durant l'exercice finissant le 30 juin 1904, la somme de \$15,000 inscrite au budget sous le titre : Nouveau palais de justice à Sherbrooke ?

4. Dans l'affirmative, comment sera-t-elle dépensée, et quelle sera la nature des travaux exécutés avec cette somme ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—1 et 2. Non.

3 et 4. Cette somme n'est pas inscrite au budget.

Par M. Prévost.—1. Des requêtes ont-elles été adressées au gouvernement demandant l'annulation du bail de pêche dans le lac Tremblant ?

3. Quels sont les signataires de ces requêtes ?

4. Ce bail a-t-il été annulé, et quand ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. Une requête a été transmise le 24 juillet 1902.

2. Les signataires de cette requête sont : J. B. B. Prévost, M. P. P., Nap. Charette, marchand ; J. Wilfrid Prévost, M. D. ; Thomas Paquette, hôtelier, Alfred Paquet, rentier ; Jos. Charbonneau, marchand ; Z. Barrette, hôtelier ; ; Nap. Boivin, forgeron ; L. Grégoire, ferblantier ; A. Dery, tailleur ; Léandre Gauthier, marchand ; Henry Guenette, marchand ; Edilon Bernes, cultivateur ; Jules Meilleur, mécanicien ; J. A. Lacasse, cordonnier ; Joseph Dufour, hôtelier, maître de poste ; J. A. Barrette, N. P. ; Moïse Fleurant, Frs. Léonard, J. B. Desormeau, J. B. Laviolette, J. Longpré, hôtelier ; Polycarpe Filiatrault, marchand ; J. B. Roberge, chef de gare, C. P. R., etc. ; Alphonse Label, hôtelier ; Nap. Houette, cultivateur ; Jacques-Léonard, huissier ; adjutor Laurin, boucher ; Magloire Gosselin, propriétaire de moulin à scie ; R. G. Brown, agent ; Williamson & Morrisson & Cie ; Moïse Belec, rentier ; Alcides Desormeau, cultivateur, marchand ; W. Maisonneuve, voiturier ; C. Bisson, bourgeois ; Louis Picher, rentier ; Magloire Lagacé, prop. de moulin à scie ; J. Meilleur, forgeron ; Gédéon Campeau, menuisier ; Nap. Therrien, Z. Bisson, cultivateur ; J. Daoust, P. Charette, agent de section ; A. Dubois, cultivateur ; Omer Renaud, cultivateur ; H. Dubois, cultivateur ; Amable Dufour, rentier ; Edm. Bisson, cultivateur ; Zéphir Meilleur, cultivateur ; Jos. Meilleur, cultivateur ; Pierre Dufour, rentier ; Philias Label, sellier ; Bruno Léonard, cultivateur ; J. R. Larocque, Alphonse Gauthier, fils, cultivateur ; George Brown, Avila Corbeille, bar-tender, Mont-Tremblant ; Jules Boulet, culler ; Joseph Cyr, prop. Mont-Tremblant ; Arthur Robert, touriste, New-York ; Louis Roy,

touriste, N. Y. ; Adolphe Roy, touriste, N.-Y. ; Philémon Robert, touriste, N.-Y. ; Paul Robert, touriste, N.-Y. ; Mme Narcisse Robert, propriétaire ; Wilfrid Lapointe, Midas Lauzon, cultivateur ; Joseph Légaré, Félix X. Sigouin, Joseph X. Sigouin, Joseph Botch, sportman ; Jacques Roy, cultivateur ; Aldège Roy, cultivateur ; Joseph Tremblay, cultivateur ; Michel Maheu, boucher, E. H. Mercier, A. Beaudoin.

3. Oui. Le premier février 1903.

Par M. Major.—1. Y a-t-il une société mutuelle portant le nom d'Union St-Joseph, de la cité d'Ottawa, faisant affaire dans la province de Québec ?

2. Dans l'affirmative, depuis quelle date et en vertu de quelle loi ?

3. A-t-elle fait le dépôt exigé de \$5000 et en quelle année ?

4. A-t-elle fait ses rapports annuels, depuis cette date, tel que l'exige la loi, et à qui ces rapports ont-ils été adressés ?

5. Était-elle autorisée d'adresser ces rapports au Trésorier de la province et, dans l'affirmative, en vertu de quel acte ?

6. Quelle est la date du dernier rapport ?

7. Quelle était le chiffre de ses membres et le montant de son capital lors de son enregistrement et quel est, d'après le dernier rapport, l'effectif et la position financière de la société ?

8. Combien de son capital est placé à la réserve ?

9. Quels sont les noms de ses officiers supérieurs actuellement en fonctions ?

Réponse par l'honorable M. Duffy.—1. Oui. 2. 8 juillet 1898, Québec. Loi 61 Victoria, chapitre 39 et ordre en Conseil du 7 juillet 1898 ; 3. Oui, 1898. 4. Oui, au trésorier de la Province ; 5. Oui, 61 Victoria, chapitre 39, section 4. 6. 27 mars 1903, état de l'année finissant le 31 décembre 1902 ; 7. Aucun renseignement sur le nombre des membres et le montant du capital, lors de l'enregistrement ; Actif \$64 919.20 au 31 décembre 1902. Passif \$3,290.31 au 31 décembre 1902. 8. \$20,245.73. 9. Président-général, O. Durocher ; Directeur-général, F. R. E. Campeau ; Greffier-général, Alp. Dostaler ; Chancelier suprême, L. L. Pinard ; Censeur, A. Allard ; Contrôleur supérieur, A. A. Taillon ; Trésorier-supérieur, L. A. E. St-Pierre ; Receveur-général, S. C. Larose ; Médecin, G. R. Chevrier, M. D.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Quels sont les moyens que le gouvernement a de contrôler toute la coupe du bois de pulpe en cette province de manière à pouvoir prélever les droits de coupe à être perçus en vertu de l'arrêté en conseil du 1er juin 1901, adopté à ce sujet ?

2. Quels sont les noms des personnes chargées de ce contrôle, leur salaire et le lieu de leur résidence ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. Le gouvernement contrôle la coupe du bois, d'abord par des rapports assermentés des porteurs de licences, et ensuite, au moyen de la surveillance exercée par ses officiers, les agents des bois et les gardes-forestiers ;

2. Les noms, le salaire et la résidence des agents et gardes-forestiers chargés de cette surveillance, se trouvent au rapport du ministre des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année 1901-1902, aux pages 3, 4, 5, 14, 15, 16, 17, 23, 24, 25 et 26.

Par M. Tellier.—Quel a été le montant des dépenses d'entretien, de réparation ou d'amélioration des meubles et immeubles de Spencer Wood, pour l'année financière expirant le 30 juin 1898 et pour chacune des autres années financières jusqu'à l'année courante ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :

Années financières.	Meubles.	Immeubles	Total.
1897-98	\$ 7,379 18	\$ 526 95	\$ 8,448 65
1898-99	7,916 31	118 96	8,035 27
1899-00	6,500 00	715 43	7,215 43
1900-01	6,507 00	685 37	6,507 00
1901-02	6,509 50	1,354 56	7,864 06

Dans la rubrique : Meubles, est comprise l'allocation de \$6,500 pour le maintien de Spencer Wood, et sous la rubrique : Immeubles, figure un montant de \$433.00 pour assurances.

Proposé par M. Prévost, appuyé par M. Duhamel, et—

Résolu.—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de tous ordres en conseil, correspondance, mémoires, documents, copies d'actes de procès-verbaux ou de résolutions échangées entre le gouvernement et toute personne en rapport avec le droit de péage sur le pont Shaw, dans le comté de Terrebonne.

Ordonné.—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent, et, du consentement unanime de la Chambre, il est—

Résolu.—Que, vu le budget supplémentaire soumis à cette Chambre pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1903, et l'urgence du paiement de certaines dépenses ayant rapport à l'administration de la justice, (item No 3 du dit budget), une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant d'émettre son mandat en faveur du trésorier de la province pour la somme de \$78,250, et assurant Son Honneur que la Chambre lui en tiendra compte.

Ordonné.—Que cette adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par les membres de cette Chambre faisant partie du Conseil exécutif de la province.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 20 avril 1903

Ordonné,—Que M. Smith ait la permission de présenter un Bill (No 231) amendant l'organisation des tribunaux relativement aux districts de Beauce et d'Arthabaska.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Blouin ait la permission de présenter un Bill (No 16) amendant l'acte 20 Victoria, chapitre 125. Loi pour diviser la commission des chemins à barrières de Québec en deux commissions distinctes, et établir d'autres dispositions à cet effet, et les différents actes qui l'amendent.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (No 224) concernant les appels des jugements rendus par la cour de circuit dans et pour le comté du Lac Mégantic.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tessier ait la permission de présenter un Bill (No 228) amendant la loi concernant l'organisation des tribunaux civils, relativement au district de Rimouski.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 232) amendant la loi des manufactures de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 96), érigeant civilement la paroisse de l'Annonciation, permettant de renouveler un acte de répartition et pourvoyant à sa régie future ;

Bill (No 19) amendant les lois concernant l'instruction publique relativement aux personnes professant la religion judaïque ;

Bill (No 13) amendant la loi de la pharmacie de Québec.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 46) amendant et refondant la loi constituant en corporation la ville de Fraserville.

La Chambre considère les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 96) érigeant civilement la paroisse de l'Annonciation, permettant de renouveler un acte de répartition et pourvoyant à sa régie future, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 19) amendant les lois concernant l'instruction publique relativement aux personnes professant la religion judaïque, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 13) amendant la loi de la pharmacie de Québec, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois demain.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 46) amendant et refondant la loi constituant en corporation la ville de Fraserville, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre considère de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 74) constituant en corporation la Compagnie d'Electricité de Roberval, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 91) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer de Lévis, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 98) interprétant le testament de feu Owen McGarvey, étendant les pouvoirs des exécuteurs, pourvoyant au paiement des legs, et édictant des dispositions pour l'administration et la liquidation de la succession, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 120) constituant en corporation "The Real Estate, Title, Guarantee and Trust Company", et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 125) refondant la charte de la Société des Artisans Canadiens-français, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 137) autorisant Emile Boivin à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 139) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Montréal et Baie James, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Combien coûte maintenant, par année, l'impression du Journal d'Agriculture et d'Horticulture ?

2. Le gouvernement a-t-il reçu une ou des soumissions pour l'impression de ces journaux à partir du 1er juillet prochain, lesquelles soumissions, si elles sont acceptées, permettraient à la province de réaliser une économie de ce chef ?

3. Si telles soumissions ont été reçues, quels en sont les montants respectifs et quels sont les noms des soumissionnaires ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon.—\$20,645.44. (Voir page 161 et 186 des comptes publics de 1901 et 1902).

2. Il a reçu une soumission.

3. La compagnie de publication de "La Patrie" demande que l'impression du "Journal d'Agriculture" lui soit confiée, à partir du 1er juillet prochain, aux conditions suivantes :

Pour une circulation de pas moins de :

40,000 numéros,	25	centins	par	abonnement,	pour	12	mois
50,000	"	23	"	"	"	12	"
60,000	"	22	"	"	"	12	"

Proposé par M. Cardin, appuyé par M. Tessier, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous arrêtés du conseil et autres documents se rapportant à la nomination de M. Vallée, géôlier à la prison de Montréal.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, appuyé par l'honorable M. Flynn, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous ordres en conseil, papiers, correspondance et documents quelconques en rapport avec l'achat par le gouvernement du livre en voie de publication par M. H.-J.-J.-B. Chouinard, au sujet des fêtes de la Saint-Jean-Baptiste.

Proposé par M. Bissonnette (Soulanges), appuyé par M. St-Pierre, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous arrêtés en conseil, documents et correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres ou employés et toutes personnes, compagnies, cités ou corporations, concernant la vente de cette partie du lit de la rivière Ottawa connue sous le nom de "Brigham's Creek" ou "Brewery Creek," à la cité de Hull.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, appuyé par l'honorable M. Flynn, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de toutes soumissions, lettres et documents reçus par le gouvernement en rapport avec les impressions du Journal d'Agriculture et des autres documents officiels.

Proposé par M. Hutchinson, appuyé par M. Weir, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (No 112) constituant en corporation "The Murray Bay Convalescent Home," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Proposé par M. Cochrane, appuyé par M. Clapperton, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (No 126) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Saint-Maurice, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, le dit bill ayant été rejeté.

Proposé par M. Roy (Kamouraska), appuyé par M. Champagne, et

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (No 116) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Charles Girard au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, ce bill ayant été retiré.

Proposé par M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (No 45) détachant une partie de la municipalité de St-Casimir, pour la constituer en corporation de ville sous le nom de Grandboisville, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, le dit bill ayant été rejeté.

M. Cardin propose, appuyé par M. Weir,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que le bill (No 28) abrogeant les articles 590 et 591 du code de procédure civile soit inscrit au feuillet des ordres du jour pour être considéré en comité général, demain;—

La Chambre, alors, se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Blanchard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Parent et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Weir.—10.</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Daigneault,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Bissonnette</i>	<i>Girard,</i>	<i>Morin (Charlev.),</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>(Soulanges),</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Morin (St-Hyac.),</i>	<i>Roy (Kamour.),</i>
<i>Caron (l'Islet),</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pelletier (Dorc.),</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Delège,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Pelletier (Sherb.),</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Delaney,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Tellier et</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Prérost,</i>	<i>Turgeon.—24.</i>
<i>Fiset,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

Proposé par M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (No 103) concernant la succession de dame Susannah Lynch, veuve de Edward Quinn, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, ce bill ayant été rejeté.

M. Weir propose, appuyé par M. Hutchinson,—et la motion étant soumise à la Chambre,—Que l'amende ou honoraire additionnel de \$300.00 payé pour le bill (No 133) constituant en corporation la "Union Stock Yards Company, limited", soit remis;—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 204) amendant l'article 57 du code municipal; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Décarie fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 199) amendant le code municipal relativement à la désignation des propriétés, au bureau des délégués, à la nomination du maire et à la fermeture de chemins régie par l'article 762a du code municipal; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Morin (St-Hyacinthe) fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que ce bill soit adopté.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 147) amendant l'article 774 du code municipal.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 214) amendant l'article 590 du code de procédure civile.

M. Weir, appuyé par M. Hutchinson, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (No 2) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent, que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;—

M. Taschereau propose, en amendement, secondé par M. Tanguay : Que le bill ne soit pas maintenant lu la troisième fois, mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité général de la Chambre pour le reconsidérer,—

Et l'amendement étant soumis à la Chambre, il est accepté.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (L du Conseil législatif) concernant les cités et villes ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe tel qu'amendé.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et l'informe que cette Chambre a passé ce bill avec certains amendements pour lesquels elle demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer, de nouveau, en comité des subsides.

L'honorables M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent,—et la motion est soumise à la Chambre :—que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. Flynn propose, en amendement, appuyé par l'honorable M. Pelletier: "Que tous les mots après "que" dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette de constater que le surplus que l'honorable trésorier réclame pour l'exercice finissant le 30 juin 1902 et qu'il fixe à \$44,837.73 pour les dépenses et recettes ordinaires, mais qui, en déduisant \$11,939.20 pour taxe sur les chemins de fer en vertu de l'acte 54 Victoria, chapitre 88, (1890), amendé par 58 Victoria, chapitre 6, section 1 et par 1 Edouard VII, chapitre 2, (1901), et qui ne peut être considéré comme une recette ordinaire, ne serait que de \$32,907.55, est plus apparent que réel et normal, puisque pour le trouver, il faut compter dans les recettes ordinaires une somme de \$201,002.91, (rapport du Commissaire des Terres, Mines et Pêcheries pour 1902, page 5), au moins, *pour vente de limites à bois*, et que sans cette recette, le déficit serait de \$168,095.38.

Cette Chambre constate du reste que, depuis 1898 inclusivement, le gouvernement a systématiquement cherché à combler ses déficits aux moyens de telles ventes, ainsi qu'en fait foi le tableau suivant, extrait du rapport du dit commissaire pour 1902, appendice No 13, et qui, vu son éloquence même, ne demande pas de commentaires :

VENTE DE LIMITES A BOIS

1897-1898.....	\$ 30,110 48
1898-1899.....	129,023 84
1899-1900.....	339,748 06
1900-1901.....	403,197 72
1901-1902.....	201,483 39
Total.....	\$1,103,562 99

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent, et il est—

Ordonné.—Que ce débat soit ajourné.

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse, en date du 4 mars 1903, demandant copie de tous ordres en conseil et documents quelconques au sujet des difficultés survenues entre les colons de Nemtayé et la compagnie qui a acheté les limites à bois de M.M. King Brothers, et aussi copie de toutes lettres écrites et reçues par les membres de la Commission de Colonisation, à ce sujet.
(Document de la session No 135).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 avril 1903, pour copie d'états et rapports de la compagnie d'assurance mutuelle "Équitable" contre le feu
(Document de la session No 136).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 avril 1903, pour la production de copie de tous les états et rapports par la compagnie d'Assurance Mutuelle de Montmagny, depuis le 31 août 1901 jusqu'au 31 août 1902.
(Document de la session No 137).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1903, pour la production de tous papiers, correspondance, documents, contrats, soumissions et comptes en détail, faisant voir la somme totale payée pendant l'exercice financier se terminant le 30 juin 1902, à monsieur Ernest Pacaud ou au journal "Le Soleil"; à monsieur Frank Carrell, ou au journal le "Daily Telegraph", et à l'établissement du "Herald" de Montréal.
(Document de la session No 138).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 avril 1903, pour un état détaillé, par chapitre distincts et séparés, de la somme de \$556,-279 16, portée comme recettes des Terres, Mines et Pêcheries à l'état des recettes et paiements, produit devant cette Chambre pour l'année courante.
(Document de la session No 139)

Réponse à une adresse, en date du 16 avril 1903, demandant copie de la déclaration de l'action dans une cause pendante en cour supérieure et dans laquelle la compagnie du pont de Québec est demanderesse et S. A. Demers écr, défendeur.
(Document de la session No 140).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 avril 1903, pour une copie de l'arrangement portant la date du 25 août 1857, entre les Dames Ursulines de Québec et le gouvernement au sujet de l'Ecole Normale Laval des Ursulines.
(Document de la session No 141).

Réponse à une adresse, en date du 16 avril 1903, demandant la production de tous ordres en conseil, papiers, correspondance et documents quelconques, en rapport avec la nomination du sergent McCarthy, comme chef de la police provinciale, et copie de toutes plaintes faites contre le dit sergent McCarthy, et des affidavits et déclarations solennelles à l'appui des dites plaintes.
(Document de la session No 142).

Réponse à une adresse, en date du 2 avril 1903, demandant copie de tous ordres en conseil, documents et correspondance échangée entre le gouvernement, la commission de colonisation ou aucun de leurs membres ou employés, et toutes personnes, à propos de l'octroi d'un billet de location pour le lot No 23, du deuxième rang du canton Dolbeau, en faveur d'Alfred Lajoie, l'occupation du dit lot par le dit Alfred Lajoie, la cancellation du dit billet de location, la vente du dit lot à toutes personnes ou compagnies et tout ce qui a rapport à cette question.
(Document de la session No 143.)

Réponse à une adresse, en date du 1 avril 1903, pour la production de tous ordres en conseil, papiers, correspondance et documents au sujet de la formation d'arrondissements scolaires dans la paroisse de Saint-Louis

de Pintendre, dans le comté de Lévis, et de l'annexion subséquente du même territoire pour les fins d'école à celui de la paroisse de Notre-Dame-des-Victoires.

(Document de la session No 144).

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Flynn, et il est—

Résolu,—Que cette Chambre s'ajourne maintenant en signe de deuil, à l'occasion du décès de l'honorable sir Oliver Mowat, lieutenant-gouverneur de la province d'Ontario.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 21 avril 1903.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires de "The Montreal Dispensary," pour l'année 1901.

(Document de la session No. 11).

M. Chauret, président du comité spécial du code municipal, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

"Votre comité ayant vu et examiné la pétition d'un certain nombre de contribuables du township de St-Georges de Windsor, dans le comté de Richmond, présentée par M. McKenzie, M. P. P. pour le comté de Richmond, demandant un amendement à l'article 1080 du code municipal, dans le but de faire disparaître l'amendement fait au dit article par statut 1 Edouard VII, ch 39, et après sérieuse étude de la dite pétition ;

Considérant que le dit amendement à l'article 1080 du code municipal, statut 1 Edouard VII, chapitre 39, qui fait disparaître du dit article les mots "excepté le township de St-Georges de Windsor" était fait par la Législature, sur les instances et à cause d'une résolution du conseil de comté du comté de Richmond, laquelle résolution était appuyée par le maire du dit township dans ce temps :

Considérant qu'il ne s'est pas encore écoulé un laps de temps suffisant, depuis la passation du dit amendement par la Législature, pour donner une expérience complète du fonctionnement du nouveau système aux contribuables de la dite municipalité ;

Et considérant que ce comité, dans le temps, considèra l'amendement comme un pas dans la bonne direction, votre comité, en conséquence, est d'opinion que la demande contenue dans la dite pétition ne devrait pas être accordée et qu'une nouvelle législation ne devrait pas être introduite pour amender encore la loi, tel que demandé par les pétitionnaires et que le nouveau système introduit par l'amendement au dit article 1080 par statut, 1 Edouard VII, chapitre 39, devrait être continué dans le but d'en faire un essai convenable. "

M Hutchinson, président du comité des comptes publics, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a entendu certaines dépositions *in re* Gaynor et Greene et *in re* colons de Nemtayé qu'il soumet à votre honorable Chambre. "

L'honorable M. Duffy, président du comité de législation, présente à la Chambre le quinzième rapport de ce comité comme suit :

"Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement :

Bill (N) amendant la loi concernant les halles au beurre et au fromage ;

Bill (No 213) amendant le code de procédure civile concernant la cour de magistrat de district.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec amendement :

Bill (No 222) amendant la loi des maitres et serviteurs.

Votre comité a enfin examiné le bill (No 214) amendant l'article 590 du code de procédure civile et l'a rejeté."

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, présente :—
Le rapport préliminaire de la Commission de Colonisation.

(Document de la session, No 145).

La Chambre considère les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 19) amendant les lois concernant l'instruction publique relativement aux personnes professant la religion judaïque, et les dits amendements sont lus de nouveau et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 13) amendant la loi de pharmacie de Québec, et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 18) ayant pour objet de faire disparaître des doutes au sujet des droits sur les successions.

L'honorable M. Duffy, appuyé par l'honorable M Parent, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois ;

L'honorable M. Pelletier (Dorchester), soulève la question d'ordre que la motion pour la seconde lecture du dit bill ne peut pas être faite, toute la procédure ayant été viciée par le retrait irrégulier, à la séance de vendredi dernier, de la motion pour la seconde lecture des résolutions. La motion a été déclarée retirée, sur division, contrairement à la 34ième règle qui exige le consentement unanime de la Chambre pour le retrait de toute motion régulièrement soumise.

M. l'Orateur décide comme suit :

" Il est vrai que la 34ième règle dit qu'une motion une fois régulièrement soumise, ne peut être retirée que du consentement unanime de

la Chambre, mais le député qui veut s'opposer au retrait d'une motion, doit le dire lorsque la demande en est faite. Lorsqu'aucune objection n'est soulevée ni aucune opposition manifestée, l'Orateur a le droit, et c'est d'ailleurs l'usage constant, de conclure à l'unanimité de la Chambre sur une question.

" Lorsque j'ai déclaré, vendredi dernier, que de fait j'avais soumis à la Chambre la motion de l'honorable Trésorier pour la seconde lecture des résolutions dont il s'agit maintenant, le proposeur demanda la permission de la retirer. Personne ne me demanda l'application de la 34ième règle par laquelle le consentement unanime de la Chambre était nécessaire pour autoriser le retrait de la motion.

" Au contraire, demande fut faite de déclarer le retrait de la motion permis sur division. Aucune objection n'étant faite à cette dernière demande, j'avais le droit de conclure que la Chambre consentait unanimement à ne pas demander l'application de la 34ième règle et à permettre que la demande de retrait de la motion pour la seconde lecture des résolutions fut déclarée accordée sur division, ce que j'ai fait.

" La procédure a été continuée, et en est rendue à la motion pour la seconde lecture du bill basé sur les résolutions telles qu'amendées et rapportées par le comité général auquel elles avaient été renvoyées de nouveau.

Je décide donc que l'objection n'est pas fondée, et que la motion pour la seconde lecture du bill est dans l'ordre "

Et la motion principale étant, de nouveau, soumise,—

L'honorable M. Pelletier, propose, en amendement, appuyé par M. Tellier :

" Que ce bill ne soit pas lu la deuxième fois, maintenant, mais qu'il soit déclaré que cette Chambre regrette que le gouvernement, au lieu de remplir les promesses faites d'abolir la taxe sur les successions, demande à les étendre et à les augmenter, et qu'elle constate aussi avec regret que le gouvernement a même essayé de faire tomber les donations entre vifs sous l'opération de cette taxe ;—"

Et, l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Bissonnette,
(Soulanges),

Chicoyne,
Flynn,

Giard,
LeBlanc,

Pelletier, (Dorch.),
St-Pierre,
Tellier.—8.

CONTRE

Messieurs

<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Blouin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Roy (Kamou.),</i>
<i>Caron, (Mask),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Roy (Montmag.),</i>
<i>Caron, (Matane),</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Morin (Charlev.),</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Morin (St-Hyac.),</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Walker,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin (Iberv.),</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Weir.—47.</i>
<i>Daignault,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pilon,</i>	

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant alors soumise,—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Et la question est ensuite posée: Ce bill sera-t-il lu la troisième fois maintenant?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné, lundi, le 20 avril dernier, sur l'amendement proposé à la motion: Que M l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se constitue en comité des subsides),—lequel amendement se lisait comme suit:

Cette Chambre est prête à voter les subsides à sa Majesté, mais regrette de constater que le surplus que l'honorable trésorier réclame pour l'exercice finissant le 30 juin 1902 et qu'il fixe à \$44,837.73 pour les dépenses et recettes ordinaires, mais qui, en déduisant \$11,939.20 pour taxe sur les chemins de fer en vertu de l'acte 54 Victoria, chapitre 88, (1890), amendé par 58 Victoria, chapitre 6, section 1 et par 1 Edouard VII, chapitre 2, (1901), et qui ne peut être considéré comme une recette ordinaire, ne serait que de \$32,907.55, est plus apparent que réel et normal, puisque pour le trouver, il faut compter dans les recettes ordinaires une somme de \$201,002.91, (rapport du Commissaire des terres mines et pêcheries pour 1902, page 5), au moins, pour vente de limites à bois, et que sans cette recette, le déficit serait de \$168,095.38.

Cette Chambre constate du reste que depuis 1898 inclusivement, le gouvernement a systématiquement cherché à combler ses déficits aux moyens de telles ventes, ainsi qu'en fait foi le tableau suivant, extrait du rapport du dit commissaire pour 1902, appendice No 13, et qui, vu son éloquence même, ne demande pas de commentaires :

VENTE DE LIMITES A BOIS

1897-1898.....	\$ 30,110 48
1898-1899.....	129,023 34
1899-1900.....	339,748 06
1900-1901.....	403,197 72
1901-1902.....	201,483 39
Total.....	\$1,103,562 99

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bissonnette,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>St-Pierre, et</i>
<i>(Soulanges)</i>	<i>Giard,</i>	<i>Pelletier</i>	<i>Tellier.—8.</i>
<i>Chicoyne,</i>		<i>(Dorchester),</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cochrane,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin, (Iberville)</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Blouin,</i>	<i>Daignault,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Caron (l'Islet),</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy (Kamouraska),</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Delège,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Roy (Montmagny),</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Chauvet,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Morin (Charlevoix)</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Morin (St-Hyac.),</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Fisel,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Weir.—48.</i>

L'amendement est rejeté.

La motion principale est alors adoptée et il est,—

Ordonné — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se constitue, alors, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital-Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile St-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole protestante d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Montreal Maternity", pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Magdalen Asylum", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat catholique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Orphan Asylum", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, aux soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

15. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

16. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

17. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole des aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

18. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

19. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

20. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Montreal Ladies Benevolent Society," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

21. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

22. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Infants' Home," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

23. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Church Home," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

24. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

25. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

26. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

27. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Ladies Hebrew Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

28. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde, pour l'entretien d'enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

29. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, rue Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Résolu.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut du Baron de Hirsch et "Hebrew Benevolent Society of Montreal," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

31. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Sheltering Home," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

32. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut MacKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

33. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Montreal Foundling and Sick Baby Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

34. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

35. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites-Sœurs des Pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

36. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les incurables, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

37. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Western Hospital," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

38. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Hervey Institute," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

39. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Homéopathique de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

40. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

41. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

42. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

43. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

44. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Ladies Protestant Home," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

45. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Male Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

46. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

47. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Female Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

48. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

49. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

50. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

51. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Orphelinat, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

52. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour veuves et infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

53. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

54. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

55. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour enfants trouvés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

56. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour épileptiques, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

57. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's Christian Association", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

58. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, aux soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

59. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

60. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

61. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

62. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur Hôpital de la Maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

63. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

64. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

65. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

66. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

67. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

68. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

69. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Distributing Home," Knowlton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

70. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

71. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Saint-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

72. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide

à l'Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Arthabaskaville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

73. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul, pour vieillards, infirmes et idiots, Baie-Saint-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

74. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

75. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville, Fraserville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

76. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat et Hôpital pour vieillards et malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

77. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-André-Avelin, comté d'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

78. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

79. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Antoine, pour orphelins, infirmes et malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

80. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

81. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Perrault fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la présente séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Perrault rapporte, alors du comité des subsides, les dites résolutions, qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile St-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École protestante d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Montreal Maternity", pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-dix-huit piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Magdalen Asylum," Montreal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat catholique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Orphan Asylum", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, aux soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École

des aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Montreal Ladies Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Infants' Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Church Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Ladies Hebrew Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde, pour l'entretien d'enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, rue Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut du Baron de Hirsch et "Hebrew Benevolent Society of Montréal", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Sheltering Home," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

32. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

33. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Montreal Foundling and Sick Baby Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

34. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

35. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites-Sœurs des Pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

36. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les incurables, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

37. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Western Hospital," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

38. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Harvey Institute," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

39. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Homéopathique de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

40. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

41. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'orphelinat catholique et de l'Asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

42. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

43. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

44. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Ladies Protestant Home," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

45. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Male Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

46. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Female Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

50. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

51. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Orphelinat, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

52. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour veuves et infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

53. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

54. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

55. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour enfants trouvés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

56. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour épileptiques, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

57. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's Christian Association", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

58. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, aux soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

59. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

60. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

61. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

62. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital de la Maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

63. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

64. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

65. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

66. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

67. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

68. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

69. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Distributing Home," Knowlton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

70. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

71. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

72. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Arthabaskaville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

73. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Anne, de la Baie-Saint-Paul, pour vieillards, infirmes et idiots, Baie-Saint-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

74. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

75. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres

soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville, Fraserville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

76. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat et hôpital pour vieillards et malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

77. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-André-Avelin, comté d'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

78. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

79. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Antoine, pour orphelins, infirmes et malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

80. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jean, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

81. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Les dites résolutions ayant été lues une deuxième fois sont adoptées.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent, et il est—

Ordonné.—Que l'ordre du jour comportant la deuxième lecture d'une résolution ayant pour objet de faire disparaître certains doutes au sujet des taxes sur les corporations et les compagnies commerciales, rapportée du comité général, jeudi, le 16 avril dernier, soit rescindé

Ordonné.—Que la dite résolution soit renvoyée au comité général de la Chambre avec instruction de l'amender.

Résolu.—Que cette Chambre se constitue en comité général, maintenant.

La Chambre se constitue, alors, en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu.—Qu'afin de pourvoir aux besoins du service public, chacune des compagnies, sociétés ou associations suivantes faisant des affaires en cette province, en son nom ou par un agent, savoir :

Toute compagnie de navigation ou de bateaux à vapeur, ou toute société ou association possédant, exploitant ou naviguant un ou des bateaux à vapeur ou vaisseaux entre un port de cette province et tout autre port de cette province, ou d'un autre province, ou d'un autre pays ;

Toute compagnie d'express, société ou association faisant des affaires de messagerie et de transport, ainsi que les affaires qui s'y rattachent, pourvu que ces affaires ne soient pas restreintes aux limites d'une cité ou ville et de son voisinage ;

Devra payer, annuellement, sujet aux dispositions de la loi 59 Victoria, chapitre 15, et de ses amendements, les taxes mentionnées et spécifiées ci-après, comme suit :

SUR LES COMPAGNIES DE BATEAUX A VAPEUR

- (a) Sur toute compagnie de navigation ou de bateaux à vapeur, ou toute société ou association possédant, exploitant ou naviguant un ou des bateaux à vapeur ou vaisseaux entre un port de cette province et un autre port de cette province, ou d'une autre province ou d'un autre pays, un dixième d'un pour cent sur le montant du capital payé jusqu'à un million de piastres, inclusivement, et vingt-cinq piastres pour chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres de toutes sommes excédant un million de piastres ;
- (b) Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires, dans tout autre endroit.

SUR LES COMPAGNIES D'EXPRESS.

- (a) Sur toute compagnie d'express, société ou association faisant des affaires de messagerie et de transport, ainsi que les affaires qui s'y rattachent, un dixième d'un pour cent sur le montant du capital payé jusqu'à un million de piastres, inclusivement, et vingt-cinq piastres pour chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres de toutes sommes excédant un million de piastres ;
- (b) Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires, dans tout autre endroit.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy (Kamouraska) fait rapport que le comité lui a enjoint de rapporter la résolution amendée ainsi qu'il suit :

Résolu,—Qu'afin de pourvoir aux besoins du service public, chacune des compagnies, sociétés ou associations suivantes faisant des affaires en cette province, en son nom ou par un agent, savoir :

Toute compagnie d'express, société ou association faisant des affaires de messagerie et de transport, ainsi que les affaires qui s'y rattachent, pourvu que ces affaires ne soient pas restreintes aux limites d'une cité ou ville et de son voisinage ;

Devra payer, annuellement, sujet aux dispositions de la loi 59 Victoria, chapitre 15, et de ses amendements, les taxes mentionnées et spécifiées ci-après, comme suit :

SUR LES COMPAGNIES D'EXPRESS

(a) Sur toute compagnie d'express, société ou association faisant des affaires de messagerie et de transport, ainsi que les affaires qui s'y rattachent, un dixième d'un pour cent sur le montant du capital payé jusqu'à un million de piastres inclusivement, et vingt-cinq piastres pour chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres de toutes sommes excédant un million de piastres;

(b) Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires, dans tout autre endroit.

Ordonné, — Que le rapport soit reçu maintenant.

Et la dite résolution est lue la première fois.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent, — et la motion est soumise à la Chambre, —

Que cette résolution soit maintenant lue la deuxième fois, —

Et un débat s'élève, — Et l'honorable M. Duffy demande la permission de retirer la dite motion, — ce qui est accordé.

L'honorable M. Duffy propose alors, appuyé par l'honorable M. Parent et il est

Ordonné, — Que la dite résolution amendée, soit de nouveau renvoyée au comité général avec instruction de la reconsidérer.

Résolu, — Que cette Chambre se constitue, maintenant, en comité général.

La Chambre se constitue, en conséquence, en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu, — Qu'enfin de pourvoir aux besoins du service public, chacune des compagnies, sociétés ou associations suivantes faisant des affaires en cette province, en son nom ou par un agent, savoir :

Toute compagnie d'express, société ou association faisant les affaires de messagerie et de transport, ainsi que les affaires qui s'y rattachent, pourvu que ces affaires ne soient pas restreintes aux limites d'une cité ou ville et de son voisinage;

Devra payer annuellement, sujet aux dispositions de la loi 59 Victoria, chapitre 15, et de ses amendements, les taxes mentionnées et spécifiées ci-après, comme suit :

SUR LES COMPAGNIES D'EXPRESS

(a) Sur toute compagnie d'express, société ou association faisant des affaires de messagerie et de transport, ainsi que les affaires qui s'y rattachent, un dixième d'un pour cent sur le montant du capital payé jusqu'à un million de piastres, inclusivement, et vingt-cinq piastres pour chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres de toutes sommes excédant un million de piastres;

- (b) Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires, dans tout autre endroit.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Delaney fait rapport que le comité lui a enjoint de rapporter la résolution amendée ainsi qu'il suit :

Résolu,—Qu'afin de pourvoir aux besoins du service public, chacune des compagnies, sociétés ou associations suivantes faisant des affaires en cette province, en son nom ou par un agent, savoir :

Toute compagnie d'express, société ou association étrangère à la province de Québec, faisant les affaires de messagerie et de transport, ainsi que les affaires qui s'y rattachent.

Devra payer, annuellement, sujet aux dispositions de la loi 59 Victoria, chapitre 15, et de ses amendements, les taxes mentionnées et spécifiées ci-après, comme suit :

SUR LES COMPAGNIES D'EXPRESS

- (a) Sur toute compagnie d'express, société ou association étrangère à la province de Québec, faisant des affaires de messageries et de transport, ainsi que les affaires qui s'y rattachent, un dixième d'un pour cent sur le montant du capital payé jusqu'à un million de piastres, inclusivement, et vingt-cinq piastres pour chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres de toutes sommes excédant un million de piastres ;
- (b) Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires dans tout autre endroit.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

La dite résolution ayant été lue la première fois, il est—

Ordonné,—Que la deuxième lecture de cette résolution soit remise à demain.

Proposé par l'honorable M. Flynn, appuyé par l'honorable M. Pelletier, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état indiquant :
1. Les noms des personnes qui ont eu des permis de chasse en vertu de la loi de la chasse, depuis le 1er juillet 1901, avec mention de la date de ces permis, du domicile et de la résidence des personnes qui ont eu ces permis, et la région pour laquelle, dans chaque cas, les permis ont été accordés.

2. Les sommes payées, en chaque cas, pour ces permis.

3. Les noms des personnes qui ont obtenu, durant la même période, des permis de chasse pour des fins scientifiques ou de reproduction durant le temps de la prohibition, les sommes payées pour tels permis, et si ces personnes ont fait le rapport exigé par la loi.

4. Le nombre des poursuites pour infraction à cette loi, dans cette période, le montant des amendes et des confiscations imposées, les per-

sonnes poursuivies, les personnes condamnées, les poursuivants, la nature de la contravention, les juges de paix ou magistrats qui ont agi, ou qui ont prononcé des sentences, et si ces sentences ont été exécutées ou non.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 avril 1903, pour un état détaillé de la somme de \$1,626.00, mentionnée à la page 12 du rapport du ministre des Terres, Mines et Pêcheries, pour 1902, comme étant le revenu provenant du parc national des Laurentides, pour cette année 1902.
(Document de la session No 146.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 avril 1903, pour la production de copie de toute correspondance, lettres, documents, estimés, plans, au sujet d'un subside à être accordé par le gouvernement pour la reconstruction d'un pont sur la rivière Jésus, reliant la ville de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne, avec l'île Jésus, dans le comté de Laval.
(Document de la session No 147.)

Réponse à une adresse, en date du 20 avril 1903, pour la production de tous ordres en conseil, papiers, correspondance et documents quelconques en rapport avec l'achat par le gouvernement du livre en voie de publication par M. H.-J.-J.-B. Chouinard, au sujet des fêtes de la Saint-Jean-Baptiste.
(Document de la session, No 148.)

Sept heures et demie, p. m.

En vertu de la 19ème règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 83) érigeant en ville le village de Dorval; et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (No 96) érigeant civilement la paroisse de l'Annonciation et pour d'autres fins; et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lectures des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 46) amendant et refondant la loi constituant en corporation la ville de Fraserville; et ces amendements sont lus la deuxième fois.

Et la proposition étant faite:—Que cette Chambre adopte les dits amendements, —

M. Dion propose, appuyé par M. Delâge, et il est—

Résolu,—Que cette Chambre adopte dans les amendements faits par le Conseil législatif au dit bill, à l'exception du premier et du dernier amendement faits à la clause 188.

Résolu,—Qu'un message soit, en conséquence, envoyé au Conseil législatif, informant Leurs Honneurs que cette Chambre ne croit pas devoir adopter le premier et le dernier amendement faits à la clause 188 du bill (No 46) amendant et refondant la loi constituant en corporation la ville de Fraserville, parcequ'ils donneraient au conseil de ville le droit d'exempter des taxes municipales et de donner des primes d'encouragement ou *bonus* à des personnes ou corporations ayant des industries manufacturières dans les limites des municipalités voisines.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Proposé par M. Major, appuyé par M. Allard, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre: copie de toutes requêtes, demandes, lettres, copie des résolutions des conseils des comtés de Wright et de Labelle formant le comté d'Ottawa, et des résolutions des conseils des municipalités comprenant les dits comtés de Wright et de Labelle, au sujet de la division du comté d'Ottawa.

M. Hutchinson propose, appuyé par M. Weir,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 31) amendant la loi constituant en corporation l'Association des gymnastes amateurs de Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent,—que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil;

L'honorable M. Pelletier propose, en amendement, appuyé par l'honorable M. Flynn :—Que tous les mots après " que " dans la motion principale soit retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle tient à constater qu'il appert par des documents sessionels et qu'il est de notoriété publique :

1. Que du 1er au 7 mars 1902, le gouvernement de cette province a vendu par l'entremise de son agent, M. Saucier, 24 lots à des colons dans le canton de Nemtaye;

2. Que le 8 mars, les marchands de bois se sont plaints de ces ventes :

3. Que le 3 avril 1902, le surintendant de la branche des ventes, section-est, faisant rapport au premier ministre, disait entr'autres choses : " Je ferai remarquer, en outre, que les curés Messieurs Brillant et Saindon,

“ tiennent à ce que nous tenions ce canton ouvert à la colonisation, et qu’ils feront probablement des protestations assez vives si nous ne ratifions pas la vente de ces lots. Je crois qu’il est préférable de ne ratifier la vente de ces lots qu’après le 1er mai prochain, mais, d’un autre côté, les porteurs de licences n’auront pas le temps d’ici là, de couper le bois.”

4. Que le 30 avril 1902, le même surintendant faisait un nouveau rapport dans lequel on trouve entr’autres choses ce qui suit “ Monsieur Saucier, agent des terres, me transmet une lettre de 22 personnes sollicitant l’achat des lots dans le quatrième rang de Nemtayé; l’agent ajoute que le plus grand nombre des requérants sont des personnes de bonne foi.....je n’ai pas besoin de dire que cette question de Nemtayé est une source d’ennuis et d’embarras pour le département, les mêmes difficultés, les mêmes protestations sont soulevées chaque année; si nous ne vendons pas des lots, on nous reproche amèrement d’enrayer la colonisation, si nous en vendons les porteurs de licences jettent à leur tour des clameurs, et laissent entendre que les lots ne sont pas pris pour le bois On ne peut pas cependant pour plaire à quelques spéculateurs, interdire systématiquement la vente des lots cultivables dans une belle région tendant à se développer.” Au bas de ce rapport, le premier ministre a mis les mots : “ Pris communication ” et a apposé son paraphe.

5. Que le 10 avril 1902, le greffier en loi du département des Terres a fait un rapport disant que le gouvernement était dans le délai de 4 mois pour désapprouver la vente des lots en question si le département était convaincu que les ventes n’auraient pas dû être faites.

6. Que d’après la loi, les lots vendus antérieurement au 30 avril et dont la vente n’est pas formellement désapprouvée dans les quatre mois qui suivent la date du billet de location, sortent des licences des marchands de bois.

7. Que le 15 avril, M. C. A. Langelier, employé du département des Terres, Mines et Pêcheries, suggère que la vente des lots ne soit *approuvée* qu’après le premier mai pour que les porteurs de licences puissent enlever tout le bois dans le cours de l’hiver qui suivrait, et qu’au bas de cette lettre, on trouve le mot “ Approuvée ” avec le paraphe du Premier Ministre lequel cependant n’a été apposé que le 1er mai 1902.

8. Qu’ainsi le département des Terres, au lieu de désapprouver les ventes dans le délai de 4 mois et sans en faire de nouvelles, approuve les dites ventes à la dite date du premier mai, mais en *prétendant apporter à cette approbation une restriction ou condition.*

9. Que le 22 septembre 1902, le greffier en loi du département des Terres fait rapport disant, entr’autres choses, que la proposition de donner effet à ces ventes, à partir du premier mai, est impossible, et il suggère de faire de nouvelles ventes aux mêmes personnes avec le même agent.

10. Qu’au bas de ce rapport, le premier ministre a mis une référence au Procureur-général.

11. Que le même jour, 22 septembre 1902, M. L.-J. Cannon, assistant-procureur général, fait au révérend M. Thivierge, président de la commis-

sion de colonisation, un rapport dont la teneur est à l'effet que les ventes ne pouvaient pas dater du premier mai, attendu que si le ministre des Terres a le droit de *désapprouver* les ventes en question, il n'a pas le droit de mettre à son *approbation* des conditions ni des restrictions.

12. Que le même jour, savoir, le 22 septembre 1902, le même M. Thivierge écrit au curé de la paroisse, lui annonçant qu'il avait gagné un grand point avec le gouvernement, qu'il était faux que les ventes du mois de mars seraient annulées, qu'il était faux qu'elles ne dateraient que du 1er mai, et qu'il était également faux que les marchands de bois resteraient maîtres jusqu'en mars 1903, et que, dans cette même lettre, le même M. Thivierge, ajoutait : " Tous ces lots sont sortis de la licence le 30 avril, donnez-en avis aux intéressés."

13. Que les suggestions du greffier en loi du département des Terres en date du 22 septembre 1902, paraissent avoir été adoptées, vu que, le 29 octobre 1902, l'agent Saucier fait rapport que, d'après les instructions contenues dans une lettre du 28 octobre, laquelle n'est pas au dossier, il a voulu vendre, de nouveau, aux mêmes personnes les lots du canton Nemtayé, mais que les acheteurs n'ont pas voulu se soumettre à cela.

14. Qu'il appert par les affidavits de 6 colons que le même M. Thivierge, ainsi que M. J. C. Langelier, secrétaire de la commission de colonisation, ont dit aux colons réunis qu'ils étaient rois et maîtres sur leurs lots, que les marchands de bois n'avaient rien à y faire, et que s'ils allaient les déranger, *il fallait les chasser à coups de brousse et à coups de pieds dans le postérieur.*

15. Que, par ces affidavits, il appert que le même M. Thivierge a proclamé devant le curé de la paroisse et devant tout un auditoire où se trouvaient les intéressés que les colons auraient justice, et que lui, M. Thivierge, *donnerait sa démission d'une manière éclatante*, si le gouvernement ne réglait pas cette affaire dans le sens voulu par les colons.

16. Que le 23 octobre dernier, le même M. Thivierge écrit de nouveau aux colons leur disant : " Je dois vous dire que les droits des colons seront respectés."

17. Que le 12 novembre 1902, le révérend M. Thivierge, au nom de la commission de colonisation, écrivait aux colons intéressés leur disant qu'il avait mis le premier ministre en demeure de lui dire avant 4 heures, le 10 novembre, ce qu'il avait l'intention de faire, autrement qu'il dirait aux colons de Nemtayé de se protéger, que le premier ministre lui avait répondu en lui disant qu'il avait donné ordre que les colons ne fussent pas dérangés et que la dite lettre du dit M. Thivierge contenait entr'autres choses ce qui suit : " M. Parent m'a promis de régler l'affaire dans le sens " de ma demande et de manière à rendre justice aux colons, mais les " marchands de bois font des efforts inouïs pour gagner leur point."

18. Que se reposant sur tout ce que ci-dessus, les colons qui avaient acheté les terrains en question ont défendu leurs lots et ont résisté aux marchands de bois comme la chose leur avait été conseillée par le gouvernement représenté par MM. Thivierge et Langelier, mais que le même

gouvernement a ensuite donné le concours de la police provinciale pour faire arrêter les colons au criminel, parce qu'ils avaient fait ce qu'un membre de la commission de colonisation et son secrétaire leur avaient conseillé et parce qu'ils avaient compté sur les promesses faites par M. Thivierge et le premier ministre.

19. Qu'il est également notoire et qu'il appert, au même document sessionnel, que le premier ministre de cette province qui avait promis à M. Thivierge de donner raisons aux colons était devenu, par l'entremise de son bureau d'avocat, le représentant rémunéré des marchands de bois américains qui faisait arrêter les colons avec le concours de la police provinciale et qu'ensuite il est arrivé ce qui suit :

20. Que nonobstant les assurances contenues dans la lettre de M. Thivierge du 12 novembre, dans celle du 22 septembre et dans celle du 23 octobre, et nonobstant l'avis de l'assistant-procureur général, en date du 22 septembre, une autre opinion fut obtenue le 13 de décembre 1902, mais, cette fois, de M. Oliver, assistant-procureur général suppléant, à l'effet que les colons avaient tort.

21. Que le 20 décembre, le même J. C. Langelier qui, avec M. Thivierge, avait conseillé aux colons de résister par la violence faisait un rapport à toute éreinte contre les mêmes colons et conseillait la révocation de leurs billets de location.

22. Que le 27 décembre, le greffier en loi du département des Terres fit un nouveau rapport à l'effet que même si les ventes du mois de mars n'avaient pas été désavouées, en temps utile, les ventes pouvaient être révoquées parce que les colons s'étaient, d'après lui, rendus coupables d'abus et, du reste, on pouvait invoquer qu'il y avait eu erreur ou méprise parce que l'agent Saucier n'aurait pas dû concéder les lots en question, *et que le même jour, 27 décembre, le premier ministre approuvait ce rapport et le paraphait.*

23. Que le 3 janvier 1903, l'avis de cancellation des lots en question fut donné.

24. Que le 9 janvier 1903 les colons qui étaient représentés devant les tribunaux par M. Auguste Tessier, député de Rimouski et par M. Fiset, pratiquant tous deux à Rimouski, comme avocats, sous la raison sociale de Tessier & Fiset, protestèrent avec raison contre tout cela par l'entremise de M. Fiset. Qu'un pareil état de choses est excessivement regrettable et mérite la condamnation la plus sévère de la part de cette Chambre".

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Duffy, et il est—

*Ordonné,--*Que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 151) relatif aux privilèges des ouvriers; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tanguay, fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné,--*Que ce bill soit, maintenant, lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 16) amendant l'acte 20 Victoria, chapitre 125, intitulé : Acte pour diviser la commission des chemins à barrières de Québec en deux commissions distinctes et établir d'autres dispositions à cet effet, et les différents actes qui l'amendent.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 224) concernant les appels des jugements rendus par la cour de circuit dans et pour le comté du Lac Mégantic.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

M. Cooke propose, appuyé par M. Neault, et il est—

Ordonné,—Que la moitié des frais de traduction et d'impression ainsi que l'honoraire payé pour le bill (No 80) ratifiant et validant un certain acte de cession pour l'œuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Marie Magdeleine, du Cap-de-la-Magdeleine, aux Révérends Pères Oblats de l'immaculée Conception de Marie, soient remis, attendu qu'il s'agit d'une institution religieuse.

M. MacKenzie propose, appuyé par M. Dorris et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé sur le Bill (No 63) concernant la Société historique du comté de Brome et confirmant l'acquisition de certaines propriétés, soit remis, moins les frais d'impressions et de traduction, attendu qu'il se rapporte à une question d'instruction publique.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a adopté le bill (No 168) amendant la loi de l'Instruction publique relativement aux appels, sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a adopté les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande son concours, savoir :

Bill (No 127) amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal ;

Bill (No 155) amendant le code de procédure civile concernant la saisie des salaires ou gages ;

Et bill (No 180) amendant le code de procédure civile, relativement à la juridiction de la cour des commissaires.

La Chambre considère les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 127) amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal; et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 155) amendant le code de procédure civile concernant la saisie des salaires ou gages; et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 180) amendant le code de procédure civile, relativement à la juridiction de la cour des commissaires; et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 147) amendant l'article 774 du code municipal; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (Kamou-raska) fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

M. Girard propose, appuyé par M. Morin (Charlevoix), et la motion est soumise à la Chambre,—Que l'amende payée pour le bill (No 138) autorisant Albert J.-N. Lacaillade à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec, soit remise;

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative. Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 22 avril 1903.

M. Champagne, du comité des privilèges et élections, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a pris connaissance des trois documents suivants :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Québec, 17 mars 1903.

1. Je, Louis-Philippe Pelletier, de la cité de Québec, avocat, conseil du Roi et député du district électoral de Dorchester à l'Assemblée législative de Québec, crois devoir faire connaître à cette Chambre les faits suivants : Hier soir, le 16 de mars courant, dans la salle du comité des bills privés, dans l'enceinte du Palais Législatif de cette province, pendant que j'étais dans l'exercice de mes devoirs de député, et lorsque je venais de proposer en rapport avec le bill de la cité de Québec, que le maire de cette cité fut éligible directement par les contribuables, au lieu de l'être comme maintenant par le conseil de ville, l'honorable Simon-Napoléon Parent, Premier Ministre de cette province et député à l'Assemblée législative pour la division électoral de Saint-Sauveur, s'élança sur moi, me repoussa rudement et me menaça, avec colère, de plus grande violence, en me disant qu'il allait en finir avec moi.

Je me suis alors croisé les bras en déclarant à M. Parent que je n'étais pas un pugiliste, que j'étais un législateur et qu'un législateur devait avoir d'autres arguments que des coups de poing, et j'ai alors cherché à faire comprendre au Premier Ministre que des actes de violence ne conviendraient ni à lui ni à moi.

M. Parent, sans se calmer, continua de me menacer et m'injurier, en disant que je n'étais pas capable de faire face à un homme, et d'autres injures de même nature. Je crois sincèrement qu'à un moment donné, sans l'intervention de M. Ernest Roy, député à cette Chambre pour la division électoral de Montmagny, que le dit Monsieur Parent se serait porté sur moi à des voies de fait plus considérables encore.

Je revendique, pour les députés de cette Chambre et pour moi en particulier, la liberté de discussion devant les comités de cette Chambre, ainsi que le privilège d'exercer mes devoirs de député sans être exposé aux menaces et aux violences du Premier Ministre de cette province.

La conduite ci-haut relatée de Monsieur Parent à mon égard, porte atteinte à mes privilèges comme député de cette Chambre.”

(Signé) LOUIS-P. PELLETIER,
Député de Dorchester.

2. Je, Simon-Napoléon Parent, premier ministre de la province de Québec, et député du district électoral de St-Sauveur à l'Assemblée législative de Québec, déclare, en réponse à la déclaration faite à la dite Assemblée législative, le 17 mars dernier, par l'honorable Louis-Philippe Pelletier, député du district électoral de Dorchester à la dite Assemblée législative, ce qui suit, savoir :

Je nie avoir jamais porté atteinte aux privilèges de député de l'honorable Louis-Philippe Pelletier.

Québec, 21 avril 1903.

(Signé) S.-N. PARENT,
Député de St-Sauveur.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Québec, 20 avril, 1903.

A Monsieur HECTOR CHAMPAGNE,

Président du Comité des Privilèges et Elections.

Mon cher collègue,

Je comprends que la seule question, dont votre comité reste saisi, est celle qui se rattache à la déclaration faite en Chambre par l'honorable L.-P. Pelletier, le 17 mars 1903.

Comme j'ai moi-même proposé que cette affaire fut renvoyée à votre Comité et que la session touche à sa fin, je prends sur moi de suggérer que les choses en restent-là. D'ailleurs, plusieurs députés ministériels m'ont souvent exprimé le désir de voir cette regrettable difficulté passer par les voies de la conciliation, pour tomber dans l'oubli. C'est aussi l'idée que l'honorable Chef de l'Opposition parut exprimer au cours de la discussion qui suivit la lecture de la dite déclaration.

Je crois que tout le monde serait content si l'incident était considéré comme finalement clos.

Votre tout dévoué,

(Signé) J.-A. CHICOYNE, M. P. P.

L'honorable M. Adélarde Turgeon, ministre de l'Agriculture, propose, appuyé par M. J. Mathias Tellier, député de Joliette, que, vu les documents produits de part et d'autre, et vu les bons rapports personnels qui doivent exister, même entre adversaires politiques, l'incident soit déclaré clos. Adopté.

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

Ordonné.—Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un Bill (No 225) amendant la loi de la pêche de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (No 230) amendant l'article 4529 des statuts refondus, concernant les emprunts.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. LeBlanc.—Quelle est l'assistance moyenne, par jour, à l'école du soir de Valleyfield, depuis l'ouverture de cette école, en 1902 et 1903 ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :

En décembre 1902	115 élèves.....	3 classes	
" janvier 1903	84	"	4 " une anglaise
" février "	50	"	3 "
" mars "	36	"	2 "
" avril "	26	"	1 "

Moyenne, par jour, pendant la période des écoles du soir :—62 élèves.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Le gouvernement ou aucun de ses membres a-t-il promis, verbalement ou autrement, aux porteurs de licence pour la coupe du bois de pulpe en cette province, que les droits de coupe et les conditions fixés par l'arrêté en conseil du 1er juin 1901, resteraient en force pendant un certain temps, ou un certain nombre d'années ?

2. Dans l'affirmative, pour combien de temps, et pour quel nombre d'années ?

3. Cette promesse est-elle verbale ou par écrit ?

4. Dans la dernière affirmative, quelle espèce d'écrit ou document constate cette promesse ?

4. A quelle personne, compagnie ou corporation et à quelle date cette promesse a-t-elle été faite ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1, 2, 3, 4 et 5. Il n'y a rien autre chose que l'article 16 des règlements des bois et forêts adoptés par l'arrêté en conseil du 1er de juin 1901, qui parle par lui-même.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Sur combien de cordes de bois de pulpe le droit de 65 centins la corde a-t-il été appliqué, et sur combien de cordes de bois de pulpe le droit de 40 centins la corde a-t-il été appliqué, pour du bois coupé antérieurement au 1er juin 1901 ?

2. Quelles sont les personnes ou compagnies qui ont payé les dits droits, et les montants payés par chacune d'elles ?

Réponse par l'honorable M. Parent:—Le droit de 65 cents à 33,077 cordes; et le droit de 40 cents à 198 000 cordes

2. Charles Logue, \$516.40; Wilson & Auger, \$26.40; Jos. Tremblay, \$50.00; E. B. Eddy, \$909.60; The Merriton Wood and Pulp Co., \$92.80; The Riordon Paper Mills, \$13,076.80; Diverses personnes (Ottawa-inférieur), \$361.10; Laurentides Pulp Company, \$7,942.40; G. Beaudoin, \$36.80; Dominion Paper Company, \$682.40; A. Leclerc, \$14.40; Royal Paper Mills, \$497.60; J. Duval, \$16.20; D. Cook, \$294.00; H. Kennedy, \$1,798.22; Du Tremblay & Frères, \$4.00; E. T. Hurtubise, \$20.00; Gilmour & Hughson, \$19.20; E. B. Eddy, \$2,053.20; Estate MacLaren, \$1,210.00; Charles Logue, \$430.40; J. R. Booth, \$63.60. Diverses personnes, (Ottawa-inférieur), \$61.80; Riordon Paper Mills, \$16,943.60; J. C. Wilson, \$14.00; Belgo Canadian Pulp Company, \$2,864; Laurentides Pulp Co., \$15,960; Warren Curtis, \$3,041.35; Saint-Maurice Lumber Co., \$14,937.00; Brompton Pulp Co., \$302.40; Scotstown Mills, \$1,369.55; Lake Megantic Pulp Co., \$163.80; N. P. Tanguay, \$158.60; Kings Bros, \$31.67; Compagnie de Pulpe de Chicoutimi, \$3,232.80; F. Reid, \$130.60; Royal Paper Mills, \$4,114.80; Scotstown Mills, \$1,042.40; Lake Megantic Pulp Co., \$4,839.60; Estate Dudley, \$5.60; H. M. Price, \$36.80; P. Desrochers, \$8.80; S. Boissonneau, \$0.80; Royal Paper Mills, \$1,214.80; David Bilodeau, \$5.60; Diverses personnes (Chaudières) \$55.10; Diverses (Chaudières) \$11.70; Diverses personnes (Saguenay), \$43.00.

Par l'honorable M. LeBlanc:—1. Sur les 89,427 cordes de bois de pulpe coupées pendant l'année fiscale 1901-1902, et sur lesquelles il n'a pas été perçu de droits de coupe, combien y en a-t-il de sujettes au droit de 65 centins la corde, et combien y en a-t-il de sujettes au droit de 40 centins la corde?

2. Quelles sont les personnes qui doivent ces droits?

3. Quels sont les montants dus par chacune d'elles?

Réponse par l'honorable M. Parent:—1. 11,045 cordes sont sujettes au droit de soixante-cinq centins et 78,382 au droit de quarante centins.

2 et 3. Belgo Canadian Pulp Company, \$1,039.20; Compagnie de pulpe de Chicoutimi, \$1,754.00; Compagnie de pulpe de Ouatichouan, \$2,288.80; Riordon Paper Mills, \$22,088.80; James MacLaren, \$1,586.40; E. B. Eddy, \$2,595.60; Warren Curtis, \$6,295.65; Atkinson, \$778.05; John Breaky, \$95.55.

Par M. Chicoyne.—Le gouvernement se propose-t-il de dépenser la somme de \$15,000 qui figure dans les appropriations de 1902-1903 pour construction d'un nouveau palais de justice à Sherbrooke?

2. Dans l'affirmative, comment sera employée cette somme et pour quelle fin?

Réponse par l'honorable M. Gouin:—1 et 2. A l'étude.

Proposé par M. St. Pierre, secondé par M. Tellier, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état donnant :

1. La liste de toutes les compagnies d'assurance sur la vie, faisant affaire dans la province de Québec, en vertu de la loi 63 Victoria, chapitre 13 ;
2. Le montant payé par chacune d'elles au gouvernement de cette province, en vertu de cette loi.

Proposé par M. Daignault, secondé par M. Bergevin, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie de toute correspondance, requêtes et autres documents en la possession du gouvernement, concernant la mise en opération de la ligne du chemin de fer du sud-est entre Acton et Sorel, depuis le 14 mars 1902.

M. Blouin propose, appuyé par M. Roy (Montmagny), et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (No 129) constituant en corporation l'hôpital Guay de St-Joseph de Lévis soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, parce que ce bill concerne une institution de charité.

M. Major propose, appuyé par M. Allard, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (No 109) constituant en corporation la congrégation des servantes de Jésus-Marie, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression vu qu'il s'agit d'une institution religieuse.

M. Cochrane propose, appuyé par M. Clapperton,—et la motion est soumise à la Chambre : Que l'honoraire payé pour le bill (No 62) constituant en corporation le "Montreal Hunt Trustees," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'un des objets de cette société est l'amélioration de la race chevaline ;—

La Chambre se divise et la motion est rejetée.

M. Lacombe propose, appuyé par M. Neault, et il est—

Ordonné,—Que l'amende payée pour le bill (No 134) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord soit remise.

M. Major propose, appuyé par M. Allard,—et la motion est soumise à la Chambre—

Que l'honoraire payé pour le bill (No 96) érigeant civilement la paroisse de l'Annonciation et permettant de renouveler un acte de répartition et pourvoyant à sa régie future, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction ;—

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill (No 147) amendant l'article 774 du code municipal, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 210) détachant une partie de la paroisse de St-Nazaire d'Acton du comté de Drummond et l'annexant au comté de Bagot, pour les fins électorales ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné.—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill ;—

Et l'amendement est lu, la première fois.

Ordonné.—Que la seconde lecture de cet amendement soit renvoyée à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 16) amendant l'acte 20 Victoria, chapitre 125, intitulé : Acte pour diviser la commission des chemins à barrières de Québec en deux commissions distinctes et établir d'autres dispositions à cet effet, et les différents actes qui l'amendent ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy (Montmagny) fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné.—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 224) concernant les appels des jugements rendus par la cour de circuit dans et pour le comté du Lac Mégantic ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Blouin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe, et que son titre soit : " Loi concernant les appels des jugements rendus par la Cour de Circuit dans et pour le comté du Lac Mégantic et autres fins."

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (N du Conseil législatif) amendant la loi concernant les halles au beurre et au fromage ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Décarie fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 222) amendant la loi des maîtres et serviteurs ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé ses amendements au bill (R) amendant les articles 2152a, 2177 et 2178 du code civil, sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur le premier et le dernier amendements faits à la clause 188 du bill (No 46) amendant et refondant la loi constituant en corporation la ville de Fraserville, et qu'il les retire.

Aussi, le Conseil législatif, informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande son concours, savoir :

Bill (No 76) constituant en corporation l'Hôpital Alexandra ;

Et bill (No 136) concernant la commune de Laprairie.

La Chambre considère les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 76) constituant en corporation l'Hôpital Alexandra,—et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre considère les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 136) concernant la commune de Laprairie,—et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre considère de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 155) amendant le code de procédure

civile relativement à la saisie des salaires ou gages,—et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 217) concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Robitaille, et il est,—

Résolu,—Que la Chambre se formera en comité général, demain, pour considérer une résolution devant donner effet au transport d'un certain subside accordé à la compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs (maintenant chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur).

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 127) amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est,—

Résolu,—Qu'à partir de demain, inclusivement, les ordres du gouvernement auront priorité sur les ordres du jour.

La Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement à la motion : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se constitue en comité des subsides), proposée le 21 avril dernier,—et lequel amendement se lit ainsi :

“ Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle tient à constater : qu'il appert par les documents sessionels et qu'il est de notoriété publique :

“ 1. Que du 1er au 7 mars 1902, le gouvernement de cette province a vendu par l'entremise de son agent, M. Saucier, 24 lots à des colons dans le canton de Nemtaye ;

2. Que le 8 mars, les marchands de bois se sont plaints de ces ventes ;

3. Que le 3 avril 1902, le surintendant de la branche des ventes, section-est,—faisant rapport au premier ministre, disait entr'autres choses : “ Je ferai remarquer en outre, que les curés Messieurs Brillant et Saindon, “ tiennent à ce que nous tenions ce canton ouvert à la colonisation, et “ qu'ils feront probablement des protestations assez vives si nous ne “ ratifions pas la vente de ces lots. Je crois qu'il est préférable de ne “ ratifier la vente de ces lots qu'après le 1er mai prochain, mais d'un “ autre côté, les porteurs de licences n'auront pas le temps, d'ici là, de “ couper le bois.”

4. Que le 30 avril 1902, le même surintendant faisait un nouveau rapport dans lequel on trouve entr'autres choses ce qui suit : " Monsieur Saucier, agent des Terres, me transmet une lettre de 22 personnes sollicitant l'achat des lots dans le quatrième rang de Nemtayé ; l'agent ajoute que le plus grand nombre des réquérants sont des personnes de bonne foi.....je n'ai pas besoin de dire que cette question de Nemtayé est une source d'ennuis et d'embarras pour le département, les mêmes difficultés, les mêmes protestations sont soulevées chaque année ; si nous ne vendons pas les lots, on nous reproche amèrement d'enrayer la colonisation, si nous en vendons, les porteurs de licences jettent à leur tour des clameurs, et laissent entendre que les lots ne sont pris que pour le bois.....On ne peut pas cependant pour plaire à quelques spéculateurs, interdire systématiquement la vente des lots cultivables dans une belle région tendant à se développer. " Au bas de ce rapport, le premier ministre a mis les mots : " Pris communication " et a apposé son paraphe.

5. Que le 10 avril 1902, le greffier en loi du département des Terres a fait un rapport disant que le gouvernement était dans le délai de 4 mois pour désapprouver la vente des lots en question si le département était convaincu que les ventes n'auraient pas dû être faites.

6. Que d'après la loi, les lots vendus antérieurement au 30 avril et dont la vente n'est pas formellement désapprouvée dans les quatre mois qui suivent la date du billet de location, sortent des licences des marchands de bois.

7. Que le 15 avril M. C. A. Langelier, employé du département des Terres, Mines et Pêcheries suggère que la vente des lots ne soit *approuvée* qu'après le premier mai pour que les porteurs de licences puissent enlever tout le bois dans le cours de l'hiver qui suivrait, et qu'au bas de cette lettre, on trouve le mot " Approuvée " avec le paraphe du Premier Ministre lequel cependant n'a été apposé que le 1er mai 1902.

8. Qu'ainsi, le département des Terres, au lieu de désapprouver les ventes dans le délai de 4 mois et sans en faire de nouvelles, approuve les dites ventes à la dite date du premier mai, mais en *prétendant apporter à cette approbation une restriction ou condition*.

9. Que le 22 septembre 1902, le greffier en loi du département des Terres fait rapport disant, entr'autres choses, que la proposition de donner effet à ces ventes, à partir du premier mai, est impossible, et il suggère de faire de nouvelles ventes aux mêmes personnes avec le même argent.

10. Qu'au bas de ce rapport, le premier ministre a mis une référence au Procureur-général.

11. Que le même jour, 22 septembre 1902, M. L. J. Cannon, assistant-procureur-général, fait au révérend M. Thivierge, président de la commission de colonisation, un rapport dont la teneur est à l'effet que les ventes ne pouvaient pas dater du premier mai, attendu que, si le ministre des Terres a le droit de *désapprouver* les ventes en question, il n'a pas le droit de mettre à son *approbation* des conditions ni des restrictions.

12. Que le même jour, savoir, le 22 septembre 1902, le même M. Thivierge écrit au curé de la paroisse, lui annonçant qu'il avait gagné un grand point avec le gouvernement, qu'il était faux que les ventes du

mois de mars seraient annulées, qu'il était faux qu'elles ne dateraient que du 1er mai, et qu'il était également faux que les marchands de bois resteraient maîtres jusqu'en mars 1903, et que, dans cette même lettre, le même M. Thivierge, ajoutait : "Tous ces lots sont sortis de la licence le 30 avril, donnez-en avis aux intéressés."

13. Que les suggestions du greffier en loi du département des Terres en date du 22 septembre 1902, paraissent avoir été adoptées vu que le 23 octobre 1902, l'agent Saucier fait rapport que, d'après les instructions contenues dans une lettre du 28 octobre, laquelle n'est pas au dossier, il a voulu vendre, de nouveau, aux mêmes personnes les lots du canton Nemtayé, mais que les acheteurs n'ont pas voulu se soumettre à cela.

14. Qu'il appert par les affidavits de 6 colons, que le même M. Thivierge ainsi que M. J. C. Langelier, secrétaire de la commission de colonisation, ont dit aux colons réunis qu'ils étaient rois et maîtres sur leurs lots, que les marchands de bois n'avaient rien à y faire, et que s'ils allaient les déranger, il fallait les chasser à coup de brousse et à coups de pied dans le postérieur.

15. Que, par ces affidavits, il appert que le même M. Thivierge a proclamé devant le Curé de la paroisse et devant tout un auditoire où se trouvaient les intéressés que les colons auraient justice, et que lui, M. Thivierge, *donnerait sa démission d'une manière éclatante*, si le gouvernement ne réglait pas cette affaire dans le sens voulu par les colons.

16. Que, le 23 octobre dernier, le même M. Thivierge écrit de nouveau aux colons leur disant : "Je dois vous dire que les droits des colons seront respectés."

17. Que le 12 novembre 1902, le révérend M. Thivierge, au nom de la commission de colonisation, écrivait aux colons intéressés leur disant qu'il avait mis le premier ministre en demeure de lui dire avant 4 heures, le 10 novembre, ce qu'il avait l'intention de faire, autrement qu'il dirait aux colons de Nemtayé de se protéger, que le premier ministre lui avait répondu en lui disant qu'il avait donné ordre que les colons ne fussent pas dérangés et que la dite lettre du dit M. Thivierge contenait entr'autres choses ce qui suit : "M. Parent m'a promis de régler l'affaire dans le sens de ma demande et de manière à rendre justice aux colons, mais les marchands de bois font des efforts inouïs pour gagner leur point."

18. Que se reposant sur tout ce que ci-dessus, les colons qui avaient acheté les terrains en question ont défendu leurs lots et ont résisté aux marchands de bois comme la chose leur avait été conseillée par le gouvernement représenté par MM. Thivierge & Langelier, mais que le même gouvernement a ensuite donné le concours de la police provinciale pour faire arrêter les colons au criminel, parce qu'ils avaient fait ce qu'un membre de la Commission de Colonisation et son secrétaire leur avaient conseillé et parce qu'ils avaient compté sur les promesses faites par M. Thivierge et par le premier ministre.

19. Qu'il est également notoire et qu'il appert, au même document sessionnel, que le premier ministre de cette province qui avait promis à M. Thivierge de donner raison aux colons était devenu, par l'entremise de son bureau d'avocat, le représentant rémunéré des marchands de bois américains qui faisait arrêter les colons avec le concours de la police provinciale et qu'ensuite il est arrivé ce qui suit :

20. Que nonobstant les assurances contenues dans la lettre de M. Thivierge du 12 novembre, dans celle du 22 septembre et dans celle du 23 octobre, et nonobstant l'avis de l'assistant procureur général en date du 22 septembre, une autre opinion fut obtenue le 13 de décembre 1902, mais, cette fois, de M. Oliver, assistant procureur général suppléant, à l'effet que les colons avaient tort.

21. Que le 20 décembre, le même J. C. Langelier qui, avec M. Thivierge, avait conseillé aux colons de résister par la violence faisait un rapport, à toute éreinte, contre les mêmes colons et conseillait la révocation de leurs billets de location.

22. Que le 27 décembre, le greffier en loi du département des Terres fit un nouveau rapport à l'effet que même si les ventes du mois de mars n'avaient pas été désavouées, en temps utile, les ventes pouvaient être révoquées parce que les colons s'étaient, d'après lui, rendus coupables d'abus et que, du reste, on pourrait invoquer qu'il y avait eu erreur ou méprise parce que l'agent Saucier n'aurait pas dû concéder les lots en question, et que le même jour, 27 décembre, le premier ministre approuvait ce rapport et le paraphait.

23. Que le 3 janvier 1903, l'avis de concellation des lots en question fut donné.

24. Que le 9 janvier 1903 les colons qui étaient représentés devant les tribunaux par M. Auguste Tessier, député de Rimouski et par M. Fiset, pratiquant tous deux à Rimouski comme avocats sous la raison sociale de Tessier & Fiset, protestèrent avec raison contre tout cela par l'entremise de M. Fiset. Qu'un pareil état de choses est excessivement regrettable et mérite la condamnation la plus sévère de la part de cette Chambre."

Au cours du débat, l'honorable M. Parent dépose sur le bureau de cette Chambre : Copies de télégrammes et documents au sujet des difficultés survenues entre les colons de Nemtayé et la compagnie qui a acheté les limites à bois de M.M. King Brothers.

(Document de la session No 135a.)

Et le débat se continuant, l'honorable M. Parent soulève l'objection que l'amendement n'est pas dans l'ordre parceque le paragraphe 19 est rédigé en termes injurieux à son adresse, et à l'appui de sa prétention, il cite la règle 13 de cette Chambre.

L'honorable M. LeBlanc soulève l'objection que la question d'ordre soumise par l'honorable Premier Ministre aurait dû être aussitôt après la proposition de la motion en amendement de l'honorable député de Dorchester par M. l'Orateur.

M. l'Orateur décide comme suit la question d'ordre soulevée par l'honorable député de Laval :

" La question d'ordre peut être soulevée contre toute motion proposée par l'Orateur aussi longtemps que la Chambre n'en a pas disposée. Il est évident que les cas dans lesquels la question d'ordre doit être immédiatement soulevée, sont ceux où des paroles offensantes sont prononcées au cours d'un débat, ou lorsqu'un désordre, au sens des règles de la Chambre, se produit.

Je déclare donc non fondée, l'objection de l'honorable député de Laval."

Relativement à la question d'ordre soulevée par l'honorable Premier Ministre, M. l'Orateur décide comme suit :

" Je citerai d'abord l'extrait suivant du paragraphe 1287 du traité de Cushing, intitulé " Law and practice of Legislative Assemblies."

" 1287. IV. A motion should not be so long and so minute in what it requires, as to render its adoption contrary to the usual custom of the House ; not should it be argumentative and more in the style of a speech than of a motion ; nor should it contain any unnecessary provisions or objectionable words, or be itself unnecessary ; nor be moved for the purpose merely of throwing ridicule or contempt upon some other motion.

" Le paragraphe 1288 se lit comme suit :

" If the language of a motion is offensive either to the House, or to any member, the same proceedings may be had in relation to it, as are proper in the case of disorderly or offensive words used in debate ; and, for the same cause, a motion may either be refused an entry among the minutes, or if already entered, may be expunged "

" La 13ième règle de cette Chambre est basée sur les principes incontestables de la pratique parlementaire dont je viens de citer la définition donnée par l'une des plus fortes autorités sur la matière.

" En vertu de cette règle, toute motion ou tout amendement à une motion, contenant des paroles offensantes à l'adresse de la Chambre ou d'un député, est contraire à l'ordre.

" Je ne citerai qu'un précédent. Je le trouve à la page 954 et suivantes du volume des " Décision des Orateurs " de cette Chambre.

" A la séance du 28 décembre 1893, un amendement fut proposé à la motion d'usage pour le comité des subsides, censurant le gouvernement du jour pour la manière dont il avait distribué l'octroi législatif pour la colonisation entre les comtés de la province. Cet amendement se terminait par le paragraphe suivant :

" Que l'acte du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation en recommandant à l'Exécutif une décision aussi arbitraire est un acte de partisanerie inqualifiable qui tend à punir les électeurs qui ont exercé librement leur droit de suffrage, et dénote que cet honorable Ministre, inspiré plutôt par l'esprit de parti que par le désir de rendre justice à qui de droit, est incapable d'administrer avec impartialité le département important dont il a la charge, et s'est montré indigne de la confiance de cette Chambre."

" L'honorable M. LeBlanc, qui présidait alors les délibérations de cette Chambre, intervint immédiatement après avoir proposé l'amendement, et décida qu'il n'était pas dans l'ordre dans les termes suivants :

" M. l'Orateur déclare : " Que cette motion en amendement n'est pas dans l'ordre, en vertu de la clause 13 des règles de cette Chambre qui prohibe l'usage de paroles offensantes à l'adresse d'aucun des membres de la Chambre."

" Appel ayant été fait de la décision de M. l'Orateur, cette décision fut maintenue par un vote de 43 contre 17.

“ Quant à l'amendement de l'honorable député de Dorchester, auquel objection est prise, je dois d'abord dire que les développements qui lui ont été donnés ne me paraissent pas conformes aux conditions d'une rédaction régulière, telle que définie par l'extrait de Cushing cité plus haut.

“ Mais je m'arrête à la partie fatale de l'amendement, le paragraphe 19, qui se lit comme suit :

“ 19. Qu'il est également notoire et qu'il appert, au même document sessionnel, que le premier ministre de cette province qui avait promis à M. Thivierge de donner raison aux colons était devenu, par l'entremise de son bureau d'avocat, le représentant rémunéré des marchands de bois américains qui faisaient arrêter les colons avec le concours de la police provinciale et qu'ensuite il est arrivé ce qui suit.”

“ Ce paragraphe n'est pas seulement rédigé en termes offensants, contrairement à la 13ième règle de cette Chambre, et à la vraie pratique parlementaire, mais il contient l'accusation la plus grave contre l'honneur personnel de l'honorable Premier Ministre, et comme homme public et comme citoyen. Il est clairement insinué que le Premier Ministre a sacrifié les intérêts des colons en question, pour l'intérêt personnel qu'il trouvait, par son bureau d'avocat, à devenir le représentant rémunéré des marchands de bois américains.

“ Je dois donc décider que l'amendement n'est pas dans l'ordre.”

Et la motion principale étant de nouveau soumise à la Chambre,—

L'honorable M. LeBlanc propose, en amendement, appuyé par M. Giard :

“ Que tous les mots après “ Que ” dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle désire constater qu'il appert, par les documents sessionnels et qu'il est de notoriété publique :

1. Que du 1er au 7 mars 1902, le gouvernement de cette province a vendu par l'entremise de son agent, M. Saucier, 24 lots à des colons dans le canton de Nemtayé;

2. Que le 8 mars, les marchands de bois se sont plaints de ces ventes;

3. Que le 3 avril 1902, le surintendant de la branche des ventes, section-Est, faisant rapport au Premier ministre, disait entr'autres choses : “ Je ferai remarquer en outre, que les curés, Messieurs Brillant et Saindon, tiennent à ce que nous tenions ce canton ouvert à la colonisation, et qu'ils feront probablement des protestations assez vives si nous ne ratifions pas la vente de ces lots. Je crois qu'il est préférable de ne ratifier la vente de ces lots qu'après le 1er mai prochain, mais, d'un autre côté, les porteurs de licences n'auront pas le temps d'ici là, de couper le bois.”

4. Que le 30 avril 1902, le même surintendant faisant un nouveau rapport dans lequel on trouve entr'autres choses ce qui suit : “ Monsieur Saucier, agent des Terres, m'a transmis une lettre de 22 personnes sollicitant l'achat des lots dans le quatrième rang de Nemtayé; l'agent ajoute que le plus grand nombre des requérants sont des personnes de bonne foi..... je n'ai pas besoin de dire que cette question de Nem-

“ tayé est une source d'ennuis et d'embarras pour le département, les mêmes difficultés, les mêmes protestations sont soulevées, chaque année ; si nous ne vendons pas des lots, on nous reproche amèrement d'enrayer la colonisation ; si nous en vendons les porteurs de licences jettent à leur tour des clameurs, et laissent entendre que les lots ne sont pris que pour le bois.....On ne peut pas cependant pour plaire à quelques spéculateurs, interdire systématiquement la vente des lots cultivables dans une belle région tendant à se développer.” Au bas de ce rapport, le premier ministre a mis les mots : “ Pris communication, ” et a apposé son paraphe.

5. Que le 10 avril 1902, le greffier en loi du département des Terres a fait un rapport disant que le gouvernement était dans le délai de 4 mois pour désapprouver la vente des lots en question si le département était convaincu que les ventes n'auraient pas dû être faites.

6. Que d'après la loi, les lots vendus antérieurement au 30 avril et dont la vente n'est pas formellement désapprouvée dans les quatre mois qui suivent la date du billet de location, sortent des licences des marchands de bois.

7. Que le 15 avril, M. C. A. Langelier, employé du département des Terres, Mines et Pêcheries, suggère que la vente des lots ne soit *approuvée* qu'après le premier mai pour que les porteurs de licences puissent enlever tout le bois dans le cours de l'hiver qui suivrait, et qu'au bas de cette lettre, on trouve le mot “ Approuvée ” avec le paraphe du premier ministre, lequel cependant n'a été apposé que le 1er mai 1902.

8. Qu'ainsi, le département des Terres, au lieu de désapprouver les ventes dans le délai de 4 mois et sans en faire de nouvelles, a approuvé les dites ventes, à la dite date du premier mai, mais en *prétendant apporter à cette approbation une restriction ou condition*.

9. Que le 22 septembre 1902, le greffier en loi du département des Terres fait rapport disant entr'autres choses, que la proposition de donner effet à ces ventes, à partir du premier mai, est impossible, et il suggère de faire de nouvelles ventes aux mêmes personnes avec le même argent.

10. Qu'au bas de ce rapport, le premier ministre a mis une référence au procureur-général.

11. Que le même jour, 22 septembre 1902, M. L. J. Cannon, assistant procureur-général, fait au révérend M. Thivierge, président de la commission de colonisation, un rapport dont la teneur est à l'effet que les ventes ne pouvaient pas dater du premier mai, attendu que si le ministre des Terres a le droit de *désapprouver* les ventes en question, il n'a pas le droit de mettre à son *approbation* des conditions ni des restrictions.

12. Que le même jour, savoir : le 22 septembre 1902, le même M. Thivierge, écrit au curé de la paroisse, lui annonçant qu'il avait gagné un grand point avec le gouvernement, qu'il était faux que les ventes du mois de mars seraient annulées, qu'il était faux qu'elles ne dateraient que du premier mai, et qu'il était également faux que les marchands de bois resteraient maîtres jusqu'en mars 1903, et que, dans cette même lettre, le même M. Thivierge, ajoutait : “ Tous ces lots sont sortis de la licence le 30 avril, donnez-en avis aux intéressés.”

13. Que les suggestions du greffier en loi du département des Terres, en date du 22 septembre 1902, paraissent avoir été adoptées vu que le 29 octobre 1902, l'agent Saucier fait rapport que, d'après les instructions contenues dans une lettre du 28 octobre, laquelle n'est pas au dossier, il a voulu vendre, de nouveau, aux mêmes personnes les lots du canton Nemtayé, mais que les acheteurs n'ont pas voulu se soumettre à cela.

14. Qu'il appert par les affidavits de 6 colons, que le même M. Thivierge ainsi que M. J. C. Langelier, secrétaire de la commission de colonisation, ont dit aux colons réunis qu'ils étaient rois et maîtres sur leurs lots, que les marchands de bois n'avaient rien à y faire, et que s'ils allaient les déranger, *il fallait les chasser à coups de brousse et à coups de pied dans le postérieur.*

15. Que, par ces affidavits, il appert que le même M. Thivierge a proclamé devant le curé de la paroisse et devant tout un auditoire où se trouvaient les intéressés que les colons auraient justice, et que lui, M. Thivierge, *donnerait sa démission d'une manière éclatante*, si le gouvernement ne réglait pas cette affaire dans le sens voulu par les colons.

16. Que, le 23 octobre dernier, le même M. Thivierge, écrit de nouveau aux colons leurs disant : " Je dois vous dire que les droits des colons seront respectés."

17. Que, le 12 novembre 1902, le révérend M. Thivierge, au nom de la commission de colonisation, écrivait aux colons intéressés leur disant qu'il avait mis le premier ministre en demeure de lui dire avant 4 heures, le 19 novembre, ce qu'il avait l'intention de faire, autrement qu'il dirait aux colons de Nemtayé de se protéger ; que le premier ministre lui avait répondu en lui disant qu'il avait donné ordre que les colons ne fussent pas dérangés et que la dite lettre du dit M. Thivierge, contenait entr'autres choses, ce qui suit : " M. Parent m'a promis de régler l'affaire dans " le sens de ma demande et de manière à rendre justice aux colons, mais " les marchands de bois font des efforts inouïs pour gagner leur point."

18. Que, se reposant sur tout ce que ci-dessus, les colons qui avaient acheté les terrains en question ont défendu leurs lots et ont résisté aux marchands de bois comme la chose leur avait été conseillée par le gouvernement représenté par MM. Thivierge & Langelier, mais que le même gouvernement a ensuite donné le concours de la police provinciale pour faire arrêter les colons au criminel, parce qu'ils avaient fait ce qu'un membre de la Commission de Colonisation et son secrétaire leur avaient conseillé et parce qu'ils avaient compté sur les promesses faites par M. Thivierge et par le premier ministre.

19. Que, nonobstant les assurances contenues dans la lettre de M. Thivierge du 12 novembre, dans celle du 22 septembre et dans celle du 23 octobre, et nonobstant l'avis de l'assistant procureur-général, en date du 22 septembre, une autre opinion fut obtenue le 13 de décembre 1902, mais, cette fois, de M. Oliver, assistant-procureur-général suppléant, à l'effet que les colons avaient tort.

20. Que le 20 décembre, le même J.-C. Langelier qui, avec M. Thivierge, avait conseillé aux colons de résister par la violence faisait un rapport, à toute éreinte, contre les mêmes colons et conseillait la révocation de leurs billets de location.

21. Que, le 27 décembre, le greffier en loi du département des Terres fit un nouveau rapport à l'effet que même si les ventes du mois de mars n'avaient pas été désavouées, en temps utile, les ventes pouvaient être révoquées parce que les colons s'étaient, d'après lui, rendus coupables d'abus et que, du reste, on pouvait invoquer qu'il y avait eu erreur ou méprise parce que l'agent Saucier n'aurait pas dû concéder les lots en question, *et que le même jour, 27 décembre, le premier ministre approuvait ce rapport et le paraphait.*

22. Que, le 3 janvier 1903, l'avis de cancellation des lots en question fut donné.

23. Que, le 9 janvier 1903, les colons qui étaient représentés devant les tribunaux par M. Auguste Tessier, député de Rimouski et par M. Fiset, pratiquant tous deux à Rimouski comme avocats sous la raison sociale de Tessier & Fiset, protestèrent avec raison contre tout cela par l'entremise de M. Fiset. Qu'un pareil état de choses est excessivement regrettable et mérite la condamnation la plus sévère de la part de cette Chambre;—"

Et un débat s'élève.

M. Roy (Kamouraska), soulève l'objection que la motion n'est pas dans l'ordre parce qu'elle est argumentative.

M. l'Orateur réserve sa décision.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de la résolution ayant pour objet de faire disparaître certains doutes au sujet des taxes sur les corporations et les compagnies commerciales, rapportée du comité général, jeudi le 21 avril dernier,—

Et la résolution est lue la seconde fois.

Résolu,—Que cette Chambre adopte cette résolution.

Ordonné,—Que l'hon. M. Duffy ait la permission de présenter un Bill (No 17) ayant pour objet de faire disparaître certains doutes au sujet des taxes sur les corporations et compagnies commerciales.

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois,—

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la seconde fois ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Et la motion étant faite : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois,—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent, et il est—

Résolu,—Que la Chambre se formera en comité général, demain, pour prendre en considération des résolutions concernant la dette de la province.

Et la séance se continue jusqu'après minuit.

Jeudi, 23 avril 1903.

La Chambre, ayant siégé jusqu'à minuit et quinze minutes, s'ajourne à cet après-midi.

Jeudi, 23 avril 1903.

M. Bissonnette (Montcalm), du comité spécial des associations mutuelles, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit ;

“ Votre comité a pris communication des rapports déposés au département du Secrétaire de la Province et transmis par l'inspecteur actuel des sociétés de secours mutuels, M. J. A. Mercier, ainsi que de la copie des formules dont les dites sociétés se servent pour fournir les renseignements qui leur sont demandés.

M. Philorum Bonhomme a bien voulu faire à votre comité des suggestions mises par écrit et déposées avec le présent rapport.

Il résulte des rapports faits par l'inspecteur des sociétés en question qu'un trop grand nombre de ces sociétés négligent de faire un rapport annuel conformément à la loi ; mais votre comité a constaté avec plaisir que des procédures judiciaires sont actuellement prises contre quatre de ces sociétés récalcitrantes et recommande au gouvernement d'insister pour que les sociétés de secours mutuels voient à se conformer strictement à la loi et aux règlements qui les régissent et notamment fassent un rapport annuel de leurs opérations.”

L'honorable M. Duffy, président du comité de législation, présente à la Chambre le seizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le Bill (No 217) concernant la construction et réparation des églises, presbytères et cimetières, et l'a adopté avec un amendement.”

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un Bill (No 23) concernant la préparation, l'examen, la correction et l'entrée en vigueur de la liste des électeurs dans les cités de Québec, Montréal et Trois-Rivières.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un Bill (No 24) amendant la loi des élections contestées de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 226) amendant le code municipal relativement aux chemins macadamisés.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un Bill (No 229) amendant le code municipal relativement à la révision des rôles d'évaluation.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer une résolution concernant les sociétés d'agriculture du comté d'Ottawa.

L'honorable M. Turgeon propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, —et la motion est soumise à la Chambre :—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La proposition est acceptée.

L'honorable M. Turgeon déclare que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur a pris connaissance de cette résolution qu'il recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ.)

Résolu,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'établir une société d'agriculture dans chacune des sections séparées du comté d'Ottawa tel qu'il est maintenant divisé pour les fins d'enregistrement, et que chaque telle société aura droit, ensuite, à l'octroi fixé par l'article 1668 des statuts refondus.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (Kamouraska) fait rapport que le comité a adopté une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Roy (Kamouraska) rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'établir une société d'agriculture dans chacune des sections séparées du comté d'Ottawa, tel qu'il est maintenant divisé pour les fins d'enregistrement, et que chaque telle société aura droit, ensuite, à l'octroi fixé par l'article 1668 des statuts refondus.

La dite résolution ayant été lue une deuxième fois est adoptée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Turgeon ait la permission de présenter un Bill (No 25) concernant les sociétés d'agriculture du comté d'Ottawa.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit, maintenant, lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer une résolution donnant effet au transport d'un certain subside accordé à la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs (maintenant chemin de fer Atlantique et lac Supérieur).

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Parent, propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,—

Et la proposition étant soumise à la Chambre, elle est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Gouin informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de la dite résolution qu'il recommande à sa considération.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

Attendu que la Banque Nationale a avancé à la compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, afin de lui procurer les moyens de compléter ses travaux, la somme de cinquante mille piastres, en vertu d'un transport que lui avait fait cette compagnie d'une partie des subsides octroyés par la loi 45 Victoria, chapitre 23, section 1, paragraphe (b) ;

Attendu que ce transport a été signifié au gouvernement de cette province le 24 novembre 1897, et a été accepté par l'arrêté en conseil No 884 du 26 novembre 1897, à condition que le paiement de la dite somme ne fût fait qu'après que les travaux auraient été dûment complétés jusqu'au centième mille ;

Attendu que, depuis, ces travaux ont été complétés et acceptés par l'ingénieur du gouvernement,—qu'il soit en conséquence—

Résolu,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer, en argent, à la Banque Nationale, une somme de cinquante mille piastres, à même les subsides accordés par la loi 45 Victoria, chapitre 23, section 1, paragraphe (b) à l'acquit des compagnies du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs et Atlantique et Lac Supérieur.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a adopté une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Dupuis rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

Attendu que la Banque Nationale a avancé à la compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, afin de lui procurer les moyens de complé-

ter ses travaux, la somme de cinquante mille piastres, en vertu d'un transport que lui avait fait cette compagnie d'une partie des subsides octroyés par la loi 45 Victoria, chapitre 23, section 1, paragraphe (b);

Attendu que ce transport a été signifié au gouvernement de cette province le 24 novembre 1897, et a été accepté par l'arrêté en conseil No 884 du 26 novembre 1897, à condition que le paiement de la dite somme ne fût fait qu'après que les travaux auraient été dûment complétés jusqu'au centième mille;

Attendu que, depuis, ces travaux ont été complétés et acceptés par l'ingénieur du gouvernement,—qu'il soit en conséquence—

Résolu,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer, en argent, à la Banque Nationale, une somme de cinquante mille piastres, à même les subsides accordés par la loi 45 Victoria, chapitre 23, section 1, paragraphe (b) à l'acquit des compagnies du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs et Atlantique et Lac Supérieur ;—

Et la motion étant faite : Que cette résolution soit maintenant lue, la deuxième fois,—La Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois.

Et la motion étant faite : Que la Chambre adopte maintenant cette résolution,—La Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Résolu,—Que cette Chambre adopte cette résolution.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (No 223) pour donner effet au transport d'un certain subside accordé, à la compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs (maintenant chemin de fer Atlantique et lac Supérieur.)

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la dette de la province.

L'honorable M. Duffy propose, secondé par l'honorable M. Parent : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;—

Et la proposition étant soumise à la Chambre, elle est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Duffy informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance des dites résolutions qu'il recommande à sa considération.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

Attendu que la dette de la province de Québec, se composant de la dette consolidée, d'emprunts temporaires et d'avances, s'élève actuellement à une somme de plus de trente-six millions de piastres, comprenant

divers emprunts et avances portant différents taux d'intérêt et devenant dus à différentes dates ; et—

Attendu qu'il est à propos d'adopter des dispositions plus efficaces pour consolider ces emprunts et cette dette en une seule et même dette portant intérêt à un taux uniforme ;—qu'il soit, en conséquence,—

Résolu, 1.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, nonobstant tout ce qui est contenu dans les lois 60 Victoria, chapitre 2, et 45 Victoria, chapitre 21, ou toute autre loi, de temps à autre, selon qu'il le jugera opportun, émettre des bons, obligations ou rentes inscrites de la province de Québec en louis sterling, en francs ou en piastres et centins pour un montant n'excédant pas en tout la somme totale nécessaire au rachat de la dette totale de la province, portant un taux d'intérêt n'excédant pas trois et demi pour cent par année, payable semi-annuellement ; et que ces bons, obligations ou rentes inscrites seront rachetables soit après tel avis qui pourra être déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, soit à une époque fixe, ou bien qu'ils constitueront un emprunt à perpétuité, ou seront rachetables en partie d'une manière et en partie de l'autre.

Résolu, 2.—Qu'une partie de ces bons, obligations ou rentes inscrites pourra être vendue afin de réaliser une somme d'argent suffisante pour payer, en tout ou en partie, les emprunts temporaires et toute autre dette flottante de la province.

Résolu, 3.—Que ces bons, obligations ou rentes inscrites pourront aussi être employés à la consolidation et à la conversion des divers emprunts constituant la dette consolidée de la province, en totalité ou en partie, en substituant les effets émis en vertu de la loi à être basée sur ces résolutions aux effets compris dans la dite dette consolidée, et que cette substitution pourra se faire en changeant les effets émis en vertu de la dite loi pour les effets compris dans la dite dette consolidée, ou par la vente des premiers et l'achat des derniers, pourvu que le capital ne soit pas augmenté au-delà du montant représentant la différence entre la valeur alors actuelle des effets portant un taux d'intérêt plus élevé et celle des effets qui leur seront substitués, tel que déterminé par la cinquième de ces résolutions.

Résolu, 4.—Que ces bons, obligations ou rentes inscrites pourront être émis à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil, avec ou sans disposition au sujet d'un fonds d'amortissement pour leur rachat définitif ; ou que si une conversion de la totalité ou d'une partie quelconque de la dite dette consolidée est effectuée en vertu des dispositions de la présente loi, un fonds d'amortissement annuel pourra être créé pour le rachat de l'augmentation de la dette résultant de sa conversion, lequel fonds d'amortissement, aux même taux d'intérêt porté par la dette convertie, fournira, durant le terme de cette dette convertie, si un terme est fixé, et, sinon,

alors dans soixante ans, un montant suffisant pour racheter le montant dont la dette aura été augmentée par la conversion; ou que l'on pourra pourvoir au rachat des bons ou obligations, en principal et intérêt, au moyen d'une annuité, pendant un nombre déterminé d'années.

Résolu, 5.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, de temps à autre, fixer le maximum de la somme à payer pour les effets non actuellement acquittés, compris dans la dite dette consolidée, ou le maximum du taux auquel ils pourront être échangés pour les effets émis en vertu de la loi qui sera basée sur ces résolutions, et qu'il pourra faire tous autres règlements nécessaires pour mettre effectivement à exécution les dispositions de la dite loi; pourvu, toutefois, que les effets actuellement non acquittés ne soient rachetable en vertu de la dite loi, avant de devenir dus et exigibles sauf avec le consentement des porteurs d'iceux, excepté dans les cas où le droit de les racheter est maintenant reconnu par la loi.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Dupuis rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Attendu que la dette de la province de Québec se composant de la dette consolidée, d'emprunts temporaires et d'avances, s'élève actuellement à une somme de plus de trente-six millions de piastres, comprenant divers emprunts et avances portant différents taux d'intérêt et devenant dus à différentes dates; et—

Attendu qu'il est à propos d'adopter des dispositions plus efficaces pour consolider ces emprunts et cette dette en une seule et même dette portant intérêt à un taux uniforme;—qu'il soit, en conséquence,—

Résolu, 1.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, nonobstant tout ce qui est contenu dans les lois 60 Victoria, chapitre 2. et 45 Victoria, chapitre 21, ou toute autre loi, de temps à autre, selon qu'il le jugera opportun, émettre des bons, obligations ou rentes inscrites de la province de Québec en louis sterling, en francs ou en piastres et centins pour un montant n'excédant pas en tout la somme totale nécessaire au rachat de la dette totale de la province, portant un taux d'intérêt n'excédant pas trois et demi pour cent par année, payable semi-annuellement; et que ces bons, obligations ou rentes inscrites seront rachetables soit après tel avis qui pourra être déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, soit à une époque fixe, ou bien qu'ils constitueront un emprunt à perpétuité, ou seront rachetables en partie d'une manière et en partie de l'autre.

Résolu, 2.—Qu'une partie de ces bons, obligations ou rentes inscrites pourra être vendue afin de réaliser une somme d'argent suffisante pour payer, en tout ou en partie, les emprunts temporaires et toute autre dette flottante de la province.

Résolu, 3.—Que ces bons, obligations ou rentes inscrites pourront aussi être employés à la consolidation et à la conversion des divers emprunts constituant la dette consolidée de la province, en totalité ou en partie, en substituant les effets émis en vertu de la loi à être basée sur ces résolutions aux effets compris dans la dite dette consolidée, et que cette substitution pourra se faire en changeant les effets émis en vertu de la dite loi, pour les effets compris dans la dite dette consolidée, ou par la vente des premiers et l'achat des derniers, pourvu que le capital ne soit pas augmenté au delà du montant représentant la différence entre la valeur alors actuelle des effets portant un taux d'intérêt plus élevé et celle des effets qui leur seront substitués, tel que déterminé par la cinquième de ces résolutions.

Résolu, 4.—Que ces bons, obligations ou rentes inscrites pourront être émis à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil, avec ou sans disposition au sujet d'un fonds d'amortissement pour leur rachat définitif; ou que si une conversion de la totalité ou d'une partie quelconque de la dite dette consolidée est effectuée en vertu des dispositions de la présente loi, un fonds d'amortissement annuel pourra être créé pour le rachat de l'augmentation de la dette résultant de sa conversion, lequel fonds d'amortissement, au même taux d'intérêt porté par la dette convertie, fournira, durant le terme de cette dette convertie, si un terme est fixé, et, sinon, alors dans soixante ans, un montant suffisant pour racheter le montant dont la dette aura été augmentée par la conversion; ou que l'on pourra pourvoir au rachat des bons ou obligations, en principal et intérêt, au moyen d'une annuité, pendant un nombre déterminé d'années.

Résolu, 5.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, de temps à autre, fixer le maximum de la somme à payer pour les effets non actuellement acquittés, compris dans la dite dette consolidée, ou le maximum du taux auquel ils pourront être échangés pour les effets émis en vertu de la loi qui sera basée sur ces résolutions, et qu'il pourra faire tous autres règlements nécessaires pour mettre effectivement à exécution les dispositions de la dite loi; pourvu, toutefois, que les effets actuellement non acquittés ne soient rachetable en vertu de la dite loi, avant de devenir dus et exigibles sauf avec le consentement des porteurs d'iceux, excepté dans les cas où le droit de les racheter est maintenant reconnu par la loi.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 225) amendant la loi de la pêche de Québec.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu, — Que cette Chambre se constitue, immédiatement, en comité général

La Chambre se forme alors en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné — Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné, — Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu, — Que le bill passe.

Ordonné, — Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 76) constituant en corporation l'Hôpital Alexandra, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné, — Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 136) concernant la commune de Laprairie; et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné, — Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 231) amendant l'organisation des tribunaux relativement aux districts de Beauce et d'Arthabaska.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu, — Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, — Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 213) amendant le code de procédure civile relativement à la cour de magistrat de district; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 230) amendant l'article 4529 des statuts refondus concernant les emprunts.

Le bill est, en conséquence, lu, la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cochrane fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit, maintenant, lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Robitaille dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse, en date du 3 mars 1903, demandant un état sommaire de toute les dépenses encourues par la province de Québec, depuis 1890, pour l'arbitrage entre la Puissance du Canada, la province d'Ontario et la province de Québec, en vertu de l'acte 54 Vict., chapitre IV.
(Document de la session No 149.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1903, pour la production d'un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Arbitrage (54 Victoria, chapitre IV), \$2,800.49, à la page 11 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le premier juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements; 3. La date de ces divers paiements; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

(Document de la session No 150.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 30 mars 1903, pour la production de copie de l'opinion de Lafleur, McDougall et MacKay, pour laquelle le gouvernement paraît avoir payé cent dollars et qui réfère au droit d'imposer des taxes sur les transferts de stocks.

(Document de la session No 151.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 avril 1903, pour la production des lettres, requêtes et documents, en rapport avec la demande faite au gouvernement ou à l'un des honorables ministres, par le conseil du comté du Lac Mégantic, de rembourser la dite municipalité du comté de ce qu'elle a payé pour l'organisation du bureau d'enregistrement, au Lac Mégantic.

(Document de la session No 152.)

Et réponse à une adresse, en date du 18 avril 1903, demandant la production de tous ordres en conseil, correspondance, mémoires, documents, copies d'actes de procès-verbaux ou de résolutions échangées entre le gouvernement et toutes personnes, en rapport avec le droit de péage sur le pont Shaw, dans le comté de Terrebonne.

(Document de la session No 153.)

Proposé par M. Gillies, appuyé par M. Walker et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Copie de toute correspondance, de toute requête et de tous documents, relativement aux pêcheries dans la baie de Missisquoi.

Proposé par M. Cochrane, appuyé par M. Clapperton et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 122) constituant en corporation la congrégation "Beth Israël" (Maison d'Israël) soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne une corporation religieuse.

Proposé par M. Cochrane, appuyé par M. Clapperton et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 140) constituant en corporation "The Montreal Technical Institute" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill se rapporte à l'instruction publique.

Proposé par M. Cochrane, appuyé par M. Clapperton et—

Ordonné,—Que l'honoraire et l'amende payés pour le Bill (No 76) constituant en corporation "l'Hôpital Alexandra" soient remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit d'une institution de bienfaisance.

Proposé par M. Cochrane, appuyé par M. Clapperton et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 75) amendant la charte de la Maison protestante d'industrie et de refuge, de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne une institution de bienfaisance.

Proposé par M. Cochrane, appuyé par M. Clapperton et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 125) refondant la charte de la société des Artisans Canadiens-Français soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne une institution de bienfaisance.

L'honorable M. Flynn propose, appuyé par l'honorable M. Pelletier et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 47) constituant en corporation les Frères Mineurs Capucins de Québec soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, ce bill concernant une corporation religieuse constituée pour des fins de charité.

M. Décarie propose, appuyé par M. Smith,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 130) concernant la paroisse de St-Michel-Archange, de Montréal soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, parce que ce bill concerne la construction d'une église.

La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Proposé par M. Cherrier, appuyé par M. Delaney et

Ordonné,—Que l'honoraire additionnel payé pour le Bill (No 136) autorisant le président et les syndics de la commune de Laprairie à louer 200 arpents de la dite commune soit remis, attendu que le retard apporté dans la production du dit bill a été causé par la maladie du procureur chargé de sa rédaction.

Proposé par M. Cherrier, appuyé par M. Delaney et—

Ordonné,—Que l'honoraire additionnel payé pour le Bill (No 137) autorisant Emile Boivin à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec soit remis, attendu que le retard apporté dans la production du dit bill a été causé par la maladie du procureur chargé de sa rédaction.

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par M. Tellier et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire additionnel payé pour le Bill (No 131) confirmant et ratifiant la vente de certains immeubles appartenant à la succession insolvable de Robert Forsyth soit remis, vu que le retard, cause de l'amende, ne peut être imputé aux promoteurs du bill.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 221) amendant l'article 3407 des statuts refondus.

M. Allard, appuyé par M. Major, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue, immédiatement, en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général, et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et ces amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que ce bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 107) amendant la charte de la cité de Montréal.

La Chambre considère les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 107) amendant la charte de la cité de Montréal,—et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

M. Cardin propose, secondé par M. Tessier, et,—la motion étant soumise à la Chambre,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie des documents donnant : 1. Les noms des inspecteurs de bouilloires qui ont été admis par les nouveaux examinateurs depuis le 30 mars dernier. 2. Quand et par qui ils ont été admis,—Un débat s'élève,—Et M. Cardin demande la permission de retirer la dite motion, et il est,—

Ordonné,—Que cette motion soit retirée.

Au sujet de la question d'ordre soulevée par l'honorable député de Kamouraska, à la séance d'hier, que l'amendement de l'honorable député de Laval proposé à la motion : "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil," n'est pas dans l'ordre,—

M. l'Orateur s'exprime comme suit :

"Je suis formellement d'opinion que l'amendement n'est pas conforme à la véritable pratique parlementaire telle que je la conçois. Les autorités en la matière disent qu'une motion ne doit pas prendre les proportions d'un discours ou d'un factum. D'un autre côté, je sais que depuis plusieurs années l'usage s'est développé dans cette Chambre de permettre certaines motions dont la rédaction n'est certainement pas dans le vrai sens de la doctrine parlementaire. Cette pratique tend naturellement à s'aggraver. Au point où les travaux de la session en sont rendus, et pour ne pas en retarder la fin, je ne crois pas devoir, pour le moment,

par une décision définitive, faire cesser l'usage que je constate, sans pouvoir l'approuver. Mais ne voulant pas non plus décider le point contrairement à ma conviction, et, attendant une occasion plus favorable de donner à la Chambre mes conclusions basées sur une étude plus complète, je prierai l'honorable député de Kamouraska de retirer la question d'ordre qu'il a soulevée."

L'honorable député de Kamouraska déclare qu'il se rend au désir de M. l'Orateur, et retire en conséquence, l'objection qu'il a faite à l'amendement de l'honorable député de Laval.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé, mercredi le 22 avril courant, lequel amendement était comme suit :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle tient à constater qu'il appert par les documents sessionnels, et qu'il est de notoriété publique :

" 1. Que du 1er au 7 mars 1902, le gouvernement de cette province a vendu par l'entremise de son agent, M. Saucier, 24 lots à des colons dans le canton de Nemtayé :

" 2. Que le 8 mars, les marchands de bois se sont plaints de ces ventes ;

" 3. Que le 3 avril 1902, le surintendant de la branche des ventes, section-Est, faisant rapport au Premier ministre, disait entr'autres choses : " Je ferai remarquer en outre, que les curés, Messieurs Brillant et Saindon, tiennent à ce que nous tenions ce canton ouvert à la colonisation, et qu'ils feront probablement des protestations assez vives si nous ne ratifions pas la vente de ces lots. Je crois qu'il est préférable de ne ratifier la vente de ces lots qu'après le 1er mai prochain, mais, d'un autre côté, les porteurs de licences n'auront pas le temps, d'ici là, de couper le bois."

" 4. Que le 30 avril 1902, le même surintendant faisant un nouveau rapport dans lequel on trouve entr'autres choses ce qui suit " Monsieur Saucier, agent des Terres, me transmet une lettre de 22 personnes sollicitant l'achat des lots dans le quatrième rang de Nemtayé ; l'agent ajoute que le plus grand nombre des requérants sont des personnes de bonne foi.....je n'ai pas besoin de dire que cette question de Nemtayé est une source d'ennuis et d'embarras pour le département ; les mêmes difficultés, les mêmes protestations sont soulevées chaque année ; si nous ne vendons pas des lots, on nous reproche amèrement d'enrayer la colonisation ; si nous en vendons, les porteurs de licences jettent à leur tour des clameurs, et laissent entendre que les lots ne sont pris que pour le bois.....On ne peut pas cependant pour plaire à quelques spéculateurs, interdire systématiquement la vente des lots cultivables dans une belle région tendant à se développer." Au bas de ce rapport, le premier ministre a mis les mots : " Pris communication," et a apposé son paraphe.

" 5. Que le 10 avril 1902, le greffier en loi du département des Terres a fait un rapport disant que le gouvernement était dans le délai de 4 mois pour désapprouver la vente des lots en question si le département était convaincu que les ventes n'auraient pas dû être faites.

" 6. Que d'après la loi, les lots vendus antérieurement au 30 avril, et dont la vente n'est pas formellement désapprouvée dans les quatre mois qui suivent la date du billet de location, sortent des licences des marchands de bois.

" 7. Que le 15 avril M. C. A. Langelier, employé du département des Terres, Mines et Pêcheries, suggère que la vente des lots ne soit *approuvée* qu'après le premier mai pour que les porteurs de licences puissent enlever tout le bois dans le cours de l'hiver qui suivrait, et qu'au bas de cette lettre, on trouve le mot " Approuvée ", avec le paraphe du Premier Ministre, lequel cependant n'a été apposé que le 1er mai 1902.

" 8. Qu'ainsi le département des Terres, au lieu de désapprouver les ventes dans le délai de 4 mois et sans en faire de nouvelles, a approuvé les dites ventes, à la dite date du premier mai, mais en *prétendant apporter à cette approbation une restriction ou condition*.

" 9. Que le 22 septembre 1902, le greffier en loi du département des Terres fait rapport, disant, entr'autres choses, que la proposition de donner effet à ces ventes, à partir du premier mai, est impossible, et il suggère de faire de nouvelles ventes aux mêmes personnes avec le même argent.

" 10. Qu'au bas de ce rapport, le premier ministre a mis une référence au Procureur-général.

" 11. Que le même jour, 22 septembre 1902, M. L.-J. Cannon, assistant procureur-général, fait au révérend M. Thivierge, président de la commission de colonisation, un rapport dont la teneur est à l'effet que les ventes ne pouvaient pas dater du premier mai, attendu que si le ministre des Terres a le droit de *désapprouver* les ventes en question, il n'a pas le droit de mettre à son *approbation* des conditions ni des restrictions.

" 12. Que le même jour, savoir le 22 septembre 1902, le même M. Thivierge écrit au curé de la paroisse, lui annonçant qu'il avait gagné un grand point avec le gouvernement, qu'il était faux que les ventes du mois de mars seraient annulées; qu'il était faux qu'elles ne dateraient que du 1er mai, et qu'il était également faux que les marchands de bois resteraient maîtres jusqu'en mars 1903, et que dans cette même lettre, le même M. Thivierge ajoutait: " Tous ces lots sont sortis de la licence le 30 avril, donnez-en avis aux intéressés."

" 13. Que les suggestions du greffier en loi du département des Terres, en date du 22 septembre 1902, paraissent avoir été adoptées vu que le 29 octobre 1902, l'agent Saucier fait rapport que, d'après les instructions contenues dans une lettre du 28 octobre, laquelle n'est pas au dossier, il a voulu vendre, de nouveau, aux mêmes personnes les lots du canton Nemtayé, mais que les acheteurs n'ont pas voulu se soumettre à cela.

" 14. Qu'il appert par les affidavits de 6 colons, que le même M. Thivierge ainsi que M. J.-C. Langelier, secrétaire de la commission de colonisation, ont dit aux colons réunis qu'ils étaient rois et maîtres sur leurs lots, que les marchands de bois n'avaient rien à y faire, et que s'ils allaient les déranger, *il fallait les chasser à coups de brousse et à coups de pied dans le postérieur*.

" 15. Que, par ces affidavits, il appert que le même M. Thivierge a proclamé devant le curé de la paroisse et devant tout un auditoire, où se trouvaient les intéressés, que les colons auraient justice, et que lui, M. Thivierge, *donnerait sa démission d'une manière éclatante*, si le gouvernement ne réglait pas cette affaire dans le sens voulu par les colons.

" 16. Que, le 23 octobre dernier, le même M. Thivierge écrit de nouveau aux colons, leur disant : " Je dois vous dire que les droits des colons seront respectés."

" 17. Que le 12 novembre 1902, le révérend M. Thivierge, au nom de la commission de colonisation, écrivait aux colons intéressés leur disant qu'il avait mis le Premier ministre en demeure de lui dire avant 4 heures, le 10 novembre, ce qu'il avait l'intention de faire, autrement qu'il dirait aux colons de Nemtayé de se protéger, que le Premier ministre lui avait répondu en lui disant qu'il avait donné ordre que les colons ne fussent pas dérangés et que la dite lettre du dit M. Thivierge contenait entr'autres choses ce qui suit : " M. Parent m'a promis de régler l'affaire dans le " sens de ma demande et de manière à rendre justice aux colons, mais les " marchands de bois font des efforts inouïs pour gagner leur point."

" 18. Que, se reposant sur tout ce que ci-dessus, les colons qui avaient acheté les terrains en question, ont décliné leurs lots et ont résisté aux marchands de bois comme la chose leur avait été conseillée par le gouvernement représenté par MM. Thivierge et Langelier, mais que le même gouvernement a ensuite donné le concours de la police provinciale pour faire arrêter les colons au criminel, parce qu'ils avaient fait ce qu'un membre de la Commission de Colonisation et son secrétaire leur avaient conseillé, et parce qu'ils avaient compté sur les promesses faites par M. Thivierge et par le Premier ministre.

" 19. Que, nonobstant les assurances contenues dans la lettre de M. Thivierge du 12 novembre, dans celle du 22 septembre, et dans celle du 23 octobre, et nonobstant l'avis de l'assistant procureur général, en date du 22 septembre, une autre opinion fut obtenue le 13 de décembre 1902, mais, cette fois, de M. Oliver, assistant-procureur-général suppléant, à l'effet que les colons avaient tort.

" 20. Que le 20 décembre, le même J.-C. Langelier qui, avec M. Thivierge, avait conseillé aux colons de résister par la violence, faisait un rapport, à toute éreinte, contre les mêmes colons et conseillait la révocation de leurs billets de location.

" 21. Que le 27 décembre, le greffier en loi du département des Terres fit un nouveau rapport à l'effet que même si les ventes du mois de mars n'avaient pas été désavouées, en temps utile, les ventes pouvaient être révoquées parce que les colons s'étaient, d'après lui, rendus coupables d'abus et que, du reste, on pouvait invoquer qu'il y avait eu erreur ou méprise parce que l'agent Saucier n'aurait pas dû concéder les lots en question, *et que le même jour, 27 décembre, le Premier ministre approuvait ce rapport et le paraphait.*

" 22. Que le 3 janvier 1903, l'avis de cancellation des lots en question fut donné

" 23. Que le 9 janvier 1903, les colons qui étaient représentés devant les tribunaux par M. Auguste Tessier, député de Rimouski, et par M.

Fiset, pratiquant tous deux à Rimouski, comme avocats, sous la raison sociale de Tessier & Fiset, protestèrent avec raison contre tout cela par l'entremise de M. Fiset. Qu'un pareil état de choses est excessivement regrettable et mérite la condamnation la plus sévère de la part de cette Chambre."

Et la séance se continue jusqu'à minuit.

Vendredi, 24 avril 1903.

L'amendement est, alors, soumis à la Chambre qui se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bissonnette</i>	<i>Giard,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>St-Pierre, et</i>
(Soulanges),	<i>Lane,</i>	<i>Pelletier (Dorch.)</i>	<i>Tellier.—8.</i>
<i>Flynn,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin (Missisq.),</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Daignault,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Bissonnette</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Robitaille,</i>
(Montcalm),	<i>Delâge,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Roy (Kamouraska.)</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Morin (Charlev.),</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Morin (St-Hyac.),</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tourigny</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Pelletier (Sherb.),</i>	<i>Turgeon, et</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin (Iberville),</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—44.</i>
<i>Cochrane,</i>			

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est, de nouveau, soumise, et il est,—

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se constitue, alors, en comité des subsides

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille deux cent treize piastres et soixante et six centins soit accordée à Sa Majesté pour les frais d'administration de la dette publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a passé une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu.—Que cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides, à la prochaine séance.

M. Dupuis rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

1. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille deux cent treize piastres et soixante et six centins soit accordée à Sa Majesté, pour les frais d'administration de la dette publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Ordonné Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à la prochaine séance.

Ordonné.—Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill (No 227) concernant les professions libérales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné.—Que ce bill soit lu une deuxième fois maintenant.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu.—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. LeBlanc fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (P) amendant l'article 1301 du code civil, pour lequel il demande son concours.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande son concours, savoir :

Bill (No 59) constituant en corporation le Crédit municipal canadien ;

Bill (No 84) concernant le village du Boulevard St-Paul.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande son concours :

Bill (No 41) amendant la charte de la " Montreal Stock Yards Company " ;

Et Bill (No 133) constituant en corporation la " Union Stock Yards Company, Limited."

La Chambre considère les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 59) constituant en corporation le Crédit municipal canadien, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 84) concernant le village du Boulevard St-Paul, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 41) amendant la charte de la " Montreal Stock Yards Company " et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 133) constituant en corporation " The Union Stock Yards Company, limited " et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance.

M. Chauret propose, appuyé par M. Dupuis et il est—

Ordonné,—Que le bill (l') du Conseil législatif amendant l'article 1801 du code civil soit lu la première fois maintenant.

En conséquence, le bill est lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon et il est—

Ordonné,—Que l'ordre de ce jour fixant à demain la deuxième lecture du Bill (No 223) pour donner effet au transport d'un certain subside accordé à la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs (maintenant chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur) soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit lu la deuxième fois, maintenant.

En conséquence, le bill est lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Duffy et il est—

Résolu,—Que, lorsque la Chambre s'ajournera, ce soir, vendredi, elle soit ajournée à dix heures et demie de l'avant-midi, demain, samedi.

Et la Chambre ayant siégé jusqu'à une heure moins quinze minutes du matin, s'ajourne à cet après-midi.

Vendredi, 24 avril 1903.

M. Hutchinson, président du comité des comptes publics, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné plusieurs témoins et a l'honneur de soumettre leurs dépositions à votre honorable Chambre. ”

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Duffy et il est—

Ordonné,—Que les dépositions produites avec le rapport du comité des comptes publics soient publiées comme appendice dans les Journaux de la Chambre.

Proposé par M. Cherrier, secondé par M. Delaney et—

Résolu,—Que la réduction de cinq piastres par jour, mentionnée à l'article 149 des statuts refondus de Québec, ne soit pas faite pour dix jours, dans le cas des députés de l'Assemblée législative qui n'auront pas assisté aux séances de la Chambre ou de ses comités, pendant ce nombre de jours, et cet ordre ne vaudra que pour la présente session.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement.

Bill (No 10) amendant la loi constituant en corporation les compagnies à fonds social.

Bill (No 22) amendant la loi de la chasse de Québec.

Bill (No 141) constituant en corporation “ The Citizens Law and Order League of Quebec. ”

Bill (No 191) amendant l'article 599 du code de procédure civile.

Et Bill (No 200) accordant certains pouvoirs aux conseils de cités, villes et villages.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande son concours, savoir :

Bill (No 152) amendant l'article 314 du code de procédure civile.

Et Bill (No 159) pourvoyant à la liquidation des compagnies et corporations non commerciales.

La Chambre considère les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 152) amendant l'article 314 du code de procédure civile et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 159) pourvoyant à la liquidation des compagnies et corporations non commerciales, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 107) amendant la charte de la ville de Montréal, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 133) constituant en corporation "The Union Stock Yards Company", et, les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 41) amendant la charte de la "Montreal Stock Yards Company", et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 59) constituant en corporation le Credit Municipal Canadien, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 84) concernant le village du Boulevard St-Paul, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général afin de considérer une résolution concernant les juges des sessions de la paix.

La motion est soumise à la Chambre et est adoptée.

L'honorable M. Duffy informe la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cet résolution et qu'il la recommande à sa considération.

(EN COMITÉ.)

Attendu que chacune des personnes qui remplissent les fonctions de juge de sessions retire actuellement un traitement de trois mille piastres, en qualité de juge de sessions, et un autre traitement de mille piastres, comme commissaire des licences ;

Attendu qu'il est à propos de consolider ces traitements, à condition que ces juges de sessions remplissent leurs devoirs comme juges des sessions et commissaires des licences, ainsi que tous autres devoirs que leur impose maintenant ou que pourra leur imposer par la suite toute loi de cette province—qu'il soit, en conséquence,—

Résolu,—Que le traitement annuel de chacun des juges des sessions de la paix remplissant ordinairement les devoirs de cette charge, sera de quatre mille piastres ; et que chacun de ces juges sera tenu de remplir les devoirs de juge de sessions et de commissaires des licences, ainsi que tous autres devoirs que lui impose actuellement ou pourra lui imposer par la suite toute loi de cette province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a adopté une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Champagne rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

Attendu que chacune des personnes qui remplissent les fonctions de juge de sessions retire actuellement un traitement de trois mille piastres, en qualité de juge de sessions, et un autre traitement de mille piastres, comme commissaire des licences ;

Attendu qu'il est à propos de consolider ces traitements, à condition que ces juges de sessions remplissent leurs devoirs comme juges des sessions et commissaires des licences, ainsi que tous autres devoirs que leur impose maintenant ou que pourra leur imposer par la suite toute loi de cette province—qu'il soit, en conséquence,—

Résolu,—Que le traitement annuel de chacun des juges des sessions de la paix remplissant ordinairement les devoirs de cette charge, sera de quatre mille piastres ; et que chacun de ces juges sera tenu de remplir les devoirs de juge de sessions et de commissaires des licences, ainsi que tous autres devoirs que lui impose actuellement ou pourra lui imposer par la suite toute loi de cette province.

La résolution ayant été lue deux fois est adoptée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un Bill (No 21) concernant les juges des sessions de la paix.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la deuxième fois, maintenant.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 23) concernant la préparation, l'examen, la correction et l'entrée en vigueur de la liste des électeurs dans les cités de Québec, Montréal et Trois-Rivières.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 24) amendant la loi des élections contestées de Québec.

L'honorable M. Duffy, appuyé par l'honorable M. Parent, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue, alors, en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill,—

Et les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 229) amendant le code municipal relativement à la revision des rôles d'évaluation.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé en comité général

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend l'examen de la résolution rapportée du comité des subsides, jeudi, le 24 avril dernier, et cette résolution est lue, de nouveau, ainsi qu'il suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille deux cent treize piastres et soixante et six centins soit accordée à Sa Majesté pour les frais d'administration de la dette publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Résolu,—Que cette résolution soit adoptée.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des résolutions concernant la dette de la province rapportée du comité général, jeudi le 23 avril dernier.

L'honorable M. Duffy, appuyé par l'honorable M. Guerin, propose que ces résolutions soient maintenant lues la deuxième fois.

L'honorable M. Flynn, appuyé par l'honorable M. Pelletier, propose, en amendement qu'il soit—

Résolu,—Attendu que ces résolutions sont à l'effet d'autoriser, d'une manière générale, et tant pour le présent que pour l'avenir, la conversion de toute la dette de la province, tant consolidée que flottante, y compris même celle déjà convertie, en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 2, qu'elles ne spécifient pas le montant à convertir tant pour la dette consolidée que pour la dette flottante ;

Attendu qu'il appert, par le discours budgétaire de l'honorable Trésorier que la dette flottante était, à la date du 30 juin 1902, de \$2,197,-554,95 ;

Attendu qu'en ce qui regarde cette dernière dette, les résolutions, en réalité, ont pour effet de conférer au gouvernement un pouvoir d'emprunt pour le montant de ces obligations que le parti au pouvoir n'a cessé de condamner lors qu'il était dans l'opposition ;

Attendu que, tout en étant en faveur du principe de la conversion de la dette consolidée de la province, non déjà convertie en vertu de l'acte 60 Vict., Chap. 2, sus-mentionné, et qui peut l'être légalement, elle ne peut cependant accepter ces résolutions dans la forme qu'elles revêtent maintenant et avec l'étendue de pouvoir qu'elles confèrent ;

Que ces résolutions ne soient pas lues maintenant une deuxième fois, mais qu'elles soient renvoyées de nouveau au comité de cette Chambre avec instruction de les amender de manière à spécifier exactement le montant à convertir et à limiter ce pouvoir de conversion à la dette maintenant existante, non compris la dette déjà convertie en vertu de l'acte 60 Vict., chap. 2."

M. Perrault propose, en sous-amendement, appuyé par M. Roy (St-Jean) : Que tous les mots après " en vertu de l'Acte 60 Victoria," dans le premier paragraphe de l'amendement, soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre a pleine confiance que le gouvernement emploiera tous les moyens à sa disposition et exercera tous les privilèges que lui confèrent ces résolutions, pour traiter, au sujet de la dette consolidée et de la dette flottante, de manière à réduire le taux d'intérêt au minimum dans les deux cas,"—

Et la motion en sous-amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cochrane,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Daigneault,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bissonnette (Montc.)</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blouin,</i>	<i>Delâge,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Roy (Kamouraska),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Roy (Saint-Jean),</i>
<i>Caron (l'Islet),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Maskinon.)</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Morin (Charlev.),</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Morin (St-Hyac.),</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Walker et</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin (Iberville),</i>	<i>Pelletier (Sherb.),</i>	<i>Weir.—51.</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Perrault,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bissonnette</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Pelletier (Dorch.),</i>	<i>Tellier.—6.</i>
<i>(Soulanges),</i>	<i>Giard,</i>	<i>St-Pierre et</i>	

Ainsi, le sous-amendement est adopté.

Alors, l'amendement proposé, ainsi amendé, étant soumis à la Chambre,—

M. Dupuis propose, en amendement au dit amendement ainsi amendé, appuyé par M. Allard:—Que les mots suivants soient ajoutés à la fin: "et le gouvernement ayant positivement déclaré qu'il ne convertira que la dette actuellement existante, cette Chambre considère ces résolutions favorables au crédit et aux intérêts de la province."

L'honorable M. Pelletier soulève l'objection que le sous-amendement n'est pas dans l'ordre, parcequ'un sous-amendement ayant été adopté, un autre sous-amendement ne peut pas être proposé.

M. l'Orateur réserve sa décision.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer, de nouveau, en comité des subsides.

L'honorable M. Duffy, appuyé par l'honorable M. Parent, propose:—Et la motion étant soumise à la Chambre,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Bissonnette (Soulanges) propose, en amendement, appuyé par M. St. Pierre:—Que tous les mots après "que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de constater qu'il appert par le document sessionnel No 110, déposé devant cette Chambre le 2 avril 1903, que le gouvernement de cette province a fait un don de \$1200 à Madame Loupret, et ce, sans l'autorisation de la Législature, dans les circonstances suivantes :

Que feu Charles Loupret avait été nommé magistrat de district le 4 avril 1873 ;

Que le 22 avril 1878, le gouvernement libéral de cette époque lança une proclamation abolissant la cour de magistrat de district ;

Qu'en 1882, le dit Charles Loupret fut de nouveau nommé magistrat de district à un salaire de \$1200 qu'il accepta ; que c'est d'ailleurs le même que celui payé pour presque tous les magistrats de district en cette province, et que le dit Loupret a ainsi retiré ce salaire, à part de ses dépenses de voyage, tous les ans, à venir jusqu'à sa mort arrivée le 12 juin 1900.

Que sous prétexte que monsieur Loupret n'avait pas siégé, de 1878 à 1882, le gouvernement actuel a donné à ses héritiers la dite somme de \$1200, sans aucune autorisation législative, et que cela mérite la condamnation de cette Chambre."

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bissonnette</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>St-Pierre et</i>
(Soulanges).	<i>Giard,</i>	<i>Pelletier (Dorch.),</i>	<i>Tellier.—7</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Daigneault,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Bissonnette (Mont.),</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delège,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Roy (Kamour.),</i>
<i>Blouin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Morin (Charlev.),</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Morin (St-Hyac.),</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin (Iberv.),</i>	<i>Pelletier (Sherb.),</i>	<i>Walker et</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Weir.—51.</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Guerin,]</i>	<i>Petit,</i>	

Ainsi, l'amendement est rejeté.

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse, en date du 20 avril courant, demandant copie de tous arrêtés du conseil et autres documents se rapportant à la nomination de M. Vallée, géolier à la prison de Montréal.

(Document de la session No 154).

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 22 avril courant, pour la production de copie de toute correspondance, requêtes et autres documents en la possession du gouvernement, concernant la mise en opération de la ligne du chemin de fer sud-est entre Acton et Sorel, depuis le 14 mars 1902.

(Document de la session No 155).

M. l'Orateur décide ainsi qu'il suit la question d'ordre soulevée par l'honorable M. Pelletier à l'effet qu'un sous-amendement ayant été adopté, un autre sous-amendement ne peut pas être proposé (*in re* Résolutions concernant la dette de la Province) :—

“ Il est parfaitement dans l'ordre de proposer un autre sous-amendement quand la Chambre a disposé d'un premier sous-amendement, soit qu'il soit adopté ou rejeté. Le nombre des sous amendements qui peuvent être ainsi proposés n'est même pas limité. Voici ce que Bourinot dit sur ce point, à la page 391 de la 2e édition :

“ Only two amendments can be proposed at the same time to a question. Some limit is necessary and the usage has grown into law that “ an amendment to an amendment is allowable but that no motion to amend further can be entertained until one of the two amendments is disposed of. There is no limit, however, to the number of amendments to a question, provided they come within these and other rules stated above.”

Je décide donc que le sous-amendement est dans l'ordre ;—

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Allard,	Clapperton,	Guerin,	Pilon,
Bergevin,	Cochrane,	Hutchinson	Prévost,
Bissonnette	Daigneault,	Kennedy,	Robitaille,
(Montcalm),	Décarie,	Lacombe,	Roy (Kam.),
Blanchard,	DeGrosbois,	Laferté,	Roy (Montm.),

<i>Cardin,</i>	<i>Delâge,</i>	<i>Major,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Caron (L'Islet),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Morin (Charlev.),</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Dion,</i>	<i>Morin (St-Hyac.)</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Pelletier (Sherb.),</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Chénévert,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Turgeon, et</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—51.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bissonnette</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>St-Pierre et</i>
<i>(Soulanges),</i>	<i>Giard,</i>	<i>Pelletier (Dorch.),</i>	<i>Tellier.—7.</i>

Ainsi, le dit sous-amendement est adopté.

Et l'amendement, tel qu'amendé, étant soumis à la Chambre,—

M. Allard propose, appuyé par M. Major, que l'amendement proposé tel qu'amendé, soit de nouveau amendé en retranchant dans la deuxième ligne les mots suivants : "d'une manière générale et tant pour le présent que pour l'avenir."

Et ce sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Cochrane,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Daigneault,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Roy, (Kamou.)</i>
<i>Montcalm),</i>	<i>Decarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy (Montmagny).</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delâge,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Caron (L'Islet),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Major,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Caron (Matane.)</i>	<i>Dion,</i>	<i>Morin, (Charlev.)</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Caron, (Maskin.)</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Morin, (St-Hyac.)</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Walker et</i>
<i>Chénévert,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Pelletier (Sherb.)</i>	<i>Weir.—50.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bissonnette</i>	<i>Giard,</i>	<i>Roy (St-Jean.)</i>	<i>Tellier,</i>
(Soulanges),	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier, (Dorch.)</i>	<i>St-Pierre.—8.</i>
<i>Flynn,</i>			

Ainsi, le sous-amendement est adopté.

Alors, l'amendement, tel qu'amendé, étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont appelés et inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Allard,</i>	<i>Cochrane,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Daigneault,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bissonnette (Mont.),</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy (Kamour.),</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Roy (Montmagny)</i>
<i>Cardin,</i>	<i>DeJage,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Caron (l'Islet),</i>	<i>Defaney,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Dion,</i>	<i>Morin (Charlev.),</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Morin (St Hyac.),</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Pelletier (Sherb.),</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Walker et</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Weir.—52.</i>

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bissonnette</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>St-Pierre et</i>
(Soulanges),	<i>Giard,</i>	<i>Pelletier (Dorch.),</i>	<i>Tellier.—7</i>

Ainsi, le dit amendement est adopté.

Alors, la motion principale, telle qu'amendée, étant soumise, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la deuxième fois.

Résolu,—Que ces résolutions soient adoptées.

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy, ait la permission de présenter un Bill (No 11) concernant la dette de la province.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la deuxième fois, demain.

Et la motion étant faite : Que M. l'Orateur quitte le fauteuil, maintenant (pour que la Chambre se constitue en comité des subsides), la proposition est acceptée.

La Chambre se constitue, alors, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a passé une résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue, de nouveau, à la présente séance, en comité des subsides.

M. Allard rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

La dite résolution, ayant été lue la deuxième fois, est adoptée.

Proposé par M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—1. Copie de toutes requêtes, résolutions, de toute correspondance, depuis le 5 mars 1903 jusqu'à ce jour, au sujet de l'émission des billets de location, et de l'époque où les lots vendus à des colons devront être retirés de la licence de coupe de bois.

2. Copie de tous arrêtés en conseil, depuis la même date, relativement à cette question.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de toutes requêtes, résolutions et de toute correspondance, depuis le 5 mars dernier jusqu'à ce jour, au sujet du tarif sur le bois de pulpe, de la conversion du bois en pulpe ou en papier et l'exploitation de ce bois.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer, de nouveau, en comité des subsides.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent:—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Cette motion étant soumise à la Chambre,—

L'honorable M. Pelletier propose, comme amendement, appuyé par l'honorable M. Flynn:—Que tous les mots après "que," dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants: "Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette de constater:

Que, par le Statut 63 Victoria, chapitre 2, section 1, cette province a voté une somme de \$250,000 pour contribuer à la construction du pont de Québec à certaines conditions et entr'autres: 1. Qu'il ne serait payé que 20 % des travaux faits et, dans tous les cas, pas plus de \$30,000 par année. 2. Que le pont serait construit pour les piétons et pour les voitures aussi bien que pour les trains de chemin de fer. 3. Que le pont serait construit suivant les conditions d'un contrat à être passé entre la compagnie du pont et le gouvernement.

Que l'intention évidente de la Législature était que cette somme ne fut payée ni engagée qu'au fur et à mesure que le pont se construirait et que tant que l'honorable H. T. Duffy a présidé au département des travaux publics, il a lui-même interprété et obligé le gouvernement à interpréter de cette manière la loi citée ci-dessus.

Qu'en effet, il appert par le document sessionnel No 21, déposé le 28 février, que M. Duffy a, le 6 juillet 1900, donné instruction aux directeurs des chemins de fer, M. L. A. Vallée, de s'enquérir du coût total de la construction, afin d'établir le pourcentage à payer sur chaque partie d'icelui.

Que le 6 août, l'ingénieur de la compagnie du pont fournissait ce renseignement et déclarait que la sous-structure coûterait \$819,450, et la superstructure \$2,800,000.

Que le 10 août, le dit L. A. Vallée faisait rapport (en se basant sur ces chiffres) que la province aurait, en conséquence, à payer ses \$250,000 comme suit: \$56,600.45 pour la sous-structure et \$193,399.55 pour la superstructure

Que le 21 septembre, un ordre en conseil fut passé adoptant les conclusions de ce rapport.

Que, malgré que la sous-structure seule soit terminée, la province a déjà payée \$90,000 au lieu de \$56,600.

Qu'en outre, le 4 décembre dernier, le ministre des travaux publics a fait un rapport en contradiction de l'ordre en conseil du 21 septembre 1900, dans lequel il déclarait que toute la subvention de \$250,000 était alors gagnée et il recommandait que le gouvernement s'engage à la payer à la banque de Montréal où elle avait été escomptée.

Que ce rapport a été accepté, et qu'un ordre en conseil a été passé en conséquence le 5 décembre dernier.

Que la province devra donc payer les \$250,000 à tout événement et quand même le pont ne serait pas terminé ni fait dans les conditions exigées.

Que malgré le texte formel du statut qui déclarait que la province ne paierait que 20% des travaux faits au fur et à mesure, il est arrivé ce qui suit :

Le 30 novembre 1900, il n'y avait que \$16,250 de travaux faits et la province payait \$16,500. (Voir ordre en conseil de cette date) et que la chose s'est ainsi continuée.

Que, malgré que la compagnie ait déclaré que les travaux de sous-structure ne devraient coûter que \$319,000, elle a reçu jusqu'à présent pour cela :

1. Du gouvernement fédéral.....	\$333,333
2. De la cité de Québec.....	300,000
3. De la province:	
(a) en argent.....	90,000
(b) par escompte à la Banque de Montréal garanti par la province	160,000
	<hr/>
	\$883,333

soit \$64,000 de plus que les travaux devaient coûter.

Que le 27 novembre 1900, l'honorable S. N. Parent a signé, en sa qualité de président de la compagnie du pont (document sessionnel No 21 de 1901), un contrat notarié avec le gouvernement de la province dont il était premier ministre, par lequel il s'engageait à bâtir un pont de première classe, mais que le premier ministre s'étant pratiquement départi de tout le subsidé, il ne lui reste aucun moyen pratique et effectif d'obliger le président de la compagnie du pont à remplir cette obligation.

Qu'en vertu de son contrat avec M. P. Davis (document sessionnel No 21, de 1901), la compagnie du pont a obligé son constructeur à payer à même les subsides fédéral, provincial et municipal, les dépenses contingentes de la compagnie en rapport avec l'ouvrage.

Que par le même contrat, le dit Davis devait recevoir des prix rémunérateurs pour son ouvrage et qui ont dû lui rapporter de bons profits.

Que le même contrat pourvoyait à ce que le constructeur n'aurait droit à aucun extra sans une autorisation écrite et préalable de l'ingénieur, qu'aucune telle autorisation n'existe au dossier et que, cependant, le dit contracteur réclame (document sessionnel No 37 de 1903), \$1,217,359.38, pour ce que l'ingénieur avait représenté devoir coûter \$819,000, et que la compagnie a approuvé ce compte pour faire garantir l'emprunt de \$160,000 à la Banque de Montréal.

Que la compagnie a aussi approuvé une autre réclamation pour à compte sur superstructure et s'élevant à \$199,085, et que ces deux items forment en tout \$1,416,394.

Que par le contrat tout ce qui n'est pas payable en subsides doit l'être en débentures réduites à soixante centins dans la piastre, lesquelles doivent être ensuite achetées au pair par la compagnie.

Qu'ainsi le contracteur doit avoir maintenant reçu en débentures à 60% de leur valeur la différence entre les \$883,000 payées par les gouvernements et la cité de Québec et \$1,416,394, savoir \$533,594.00.

Que pour payer cette somme en débentures à 60% de leur valeur, il a dû falloir en donner pour \$213,258.00 de plus et que les débentures devant être rachetées au pair, le contracteur va donc faire de ce chef seulement un profit de \$213,258.00, en outre de ses profits sur les travaux eux-mêmes.

Qu'en présence de ces chiffres exorbitants cette Chambre n'est pas surprise du refus suggéré par le gouvernement de déposer les documents additionnels qui ont été demandés le 11 mars courant. (Voir procès-verbaux, page 88), lesquels auraient jeté une lumière plus complète sur toute cette affaire.

Que malgré la raison donnée par l'amendement du onze mars, que ces documents n'étaient pas au ministère des Travaux Publics, cette Chambre n'a pas de doute que si le premier ministre dans le but de renseigner la Province comme elle a droit de l'être sur l'emploi des fonds publics, avait demandé au président de la Compagnie du Pont de les lui fournir, ce dernier se serait empressé de les donner.

Qu'il est excessivement regrettable que le premier ministre puisse en cette qualité transiger et contracter avec lui-même, en sa qualité de président de la Compagnie du Pont.

Qu'il est élémentaire que ces deux positions sont incompatibles, et que cette incompatibilité est d'autant mieux démontrée maintenant que le premier ministre mis en cause directement, ainsi que ses associés professionnels, par la motion du onze mars au sujet des argents qu'ils ont pu recevoir n'a pas consenti à faire produire les documents demandés.

Que dans une poursuite maintenant pendante à Québec, dans laquelle la Compagnie du Pont est demanderesse et dont copie est maintenant déposée sur le bureau de la Chambre, cette compagnie allègue que les actionnaires vont retirer de gros dividendes de cette entreprise.

Que le premier ministre est l'un de ces actionnaires au chiffre de \$10,000.00 (voir document sessionnel No 49) mais qu'il n'a payé qu'une infime partie de son stock.

Que si, comme la compagnie l'allègue, ses actionnaires doivent retirer de gros dividendes, il aurait été juste que la Province qui paie \$250,000, obtienne elle aussi une partie de ces dividendes en proportion du montant qu'elle fournit.

Que sur ce point encore, les intérêts du premier ministre, comme actionnaire du Pont, se trouvaient en conflit avec ses devoirs envers la Province et que cette Chambre déplore la faiblesse des autres ministres qui n'ont pas empêché cette regrettable erreur, comme ils auraient pu le faire même au risque de perdre leurs portefeuilles.

Que cette Chambre est d'opinion que cette conduite du premier ministre et celle du gouvernement sont repréhensibles et absolument contraires à l'intérêt public."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bissonnette</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Saint-Pierre et</i>
(Soulanges),	<i>Giard,</i>	<i>Pelletier (Dorc.),</i>	<i>Tellier.—7.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Daigneault,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Roy (Kam.),</i>
<i>Bissonnette</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Roy (Montm.),</i>
(Montcalm),	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Major,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delâge,</i>	<i>Morin (Charlev.),</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Morin St-Hyac.),</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Caron (l'Islet),</i>	<i>Dion,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Caron (Mataue),</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Pelletier (Sherb.),</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Walker et</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—49.</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pilon,</i>	
<i>Cherrier,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Prévost,</i>	

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors adoptée et il est—

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte le fauteuil.

La Chambre se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et les dépenses contingentes du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy (Kamouraska) fait rapport que le comité a passé deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la présente séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Roy (Kamouraska), rapporte, alors, du comité des subsides, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et les dépenses contingentes du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Les dites résolutions, ayant été lues une deuxième fois, sont adoptées.

Ordonné,—Que la copie du bref d'assignation dans la cause de la Compagnie du Pont, demanderesse *vs* Demers, défendeur, No 2184, Cour Supérieure de Québec, fasse partie du document No 37 de cette session.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer, de nouveau, en comité des subsides.

L'honorable M. Duffy propose, secondé par l'honorable M. Parent—et la motion est soumise à la Chambre :—que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;—

Et la Chambre continuant de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;—

Samedi, 25 avril 1903.

M. Tellier propose, en amendement, secondé par l'honorable M. LeBlanc, " Que tous les mots après " que " dans la motion soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle tient à déclarer :

Que la Commission de Colonisation a démontré son impuissance ;

Que les députés et le public ne devraient plus être renvoyés, pour la plus grande partie des demandes qu'ils font au gouvernement, à cette Commission qui est irresponsable au point de vue constitutionnel ;

Que le gouvernement n'est pas justifiable de faire encourir à la province les dépenses d'une telle Commission ;

Que cette Chambre insiste pour que les membres du gouvernement administrent eux-mêmes les affaires publiques sans l'intervention ou l'entremise de MM. Thivierge, Legris et Brodie, les membres actuels de la dite Commission."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bissonnette</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>St-Pierre et</i>
(Soulanges),	<i>Giard,</i>	<i>Pelletier (Dorch.),</i>	<i>Tellier.—7.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Daignault,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Roy (Montmagny),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delage,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Caron (l'Islet.),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Dion,</i>	<i>Morin (Charlev.),</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Pelletier (Sher.),</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—43.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pilon,</i>	

Ainsi l'amendement est rejeté.

La motion principale est, alors, adoptée et il est—
Ordonné.—Que M. l'Orateur quitte le fauteuil.

La Chambre se constitue, en conséquence, en comité des subsides.

(EN COMITÉ).

Résolu.—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille trois cent cinquante sept piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la présente séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Champagne rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille trois cent cinquante sept piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

La dite résolution ayant été lue la seconde fois, est adoptée.

Et la motion étant de nouveau soumise à la Chambre : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;—

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par M. Tellier, comme amendement : Que tous les mots après "que," dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants :

"Cette Chambre est prête à voter les subsides de Sa Majesté, mais elle regrette de constater par les comptes publics de notre Province que les dépenses ordinaires du gouvernement, durant les quatre dernières années, se sont élevées aux montants suivants :

1899	\$4,201,023 21
1900	4,483,385 72
1901	4,516,257 62
1902	4,490,677 32

Faisant un total de..... \$17,641,343 87
soit une dépense annuelle moyenne de \$4,410,335.96.

Il appert par les journaux de cette Chambre qu'à la séance du 21 décembre 1896, feu l'honorable F. G. M. Déchêne présenta, au nom du parti libéral, une motion de non-confiance blâmant le gouvernement conservateur d'alors d'avoir fait les dépenses ordinaires suivantes :

1893	\$3,952,258 75
1894	3,876,990 83
1895	4,043,228 43
1896	4,041,221 66

faisant un total de..... \$15,913,699 67
Soit une dépense annuelle moyenne de..... \$3,978,424 91

Moyenne des dépenses du gouvernement actuel. \$4,410,335 96
Moyenne des dépenses ordinaires du dernier gouvernement conservateur..... \$3,978,424 91

Augmentation..... \$431,911 05

" Cette Chambre voit avec alarme qu'une aussi énorme augmentation dans les dépenses ordinaires du gouvernement, se soit produite sans amener aucun progrès ou aucune amélioration dans l'administration des affaires publiques en cette Province.

Qu'un semblable état de choses est une violation formelle des promesses faites par le parti libéral aux électeurs de cette Province, depuis 1896, et mérite le blâme et la censure de cette Chambre " ;—

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms, étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Bissonnette,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>St-Pierre et</i>
<i>(Soulanges),</i>	<i>Giard,</i>	<i>Pelletier (Dorch.),</i>	<i>Tellier.—7</i>

CONTRE :

Messieurs :

<i>Allard,</i>	<i>Daignault,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delège,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Roy (Kamour.),</i>
<i>Caron (l'Islet),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Major,</i>	<i>Roy (Montmagny),</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Dion,</i>	<i>Morin (Charlev.),</i>	<i>Roy (St-Jean)</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Pelletier (Sherb),</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Petit</i>	<i>Weir.—42.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Guerin,</i>		

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est, alors, adoptée et il est—

Ordonné,—Que M l'Orateur quitte le fauteuil.

La Chambre se constitue, en conséquence, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-huit mille trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté pour payer les impressions et la reliure des deux Chambres de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a passé une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu—Que cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides à la prochaine séance.

M. Champagne rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-huit mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les impressions et la reliure des deux Chambres de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

La dite résolution, ayant été lue la deuxième fois, est adoptée.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (No 16) amendant l'acte 20 Victoria, chapitre 125, intitulé : Loi pour diviser la commission des chemins à barrières de Québec en deux commissions distinctes, et établir d'autres dispositions à cet effet, et les différents actes qui l'amendent ;

Bill (No 17) ayant pour objet de faire disparaître des doutes au sujet des taxes sur les corporations et les compagnies commerciales ;

Bill (No 18) ayant pour objet de faire disparaître des doutes au sujet des droits sur les successions ;

Bill (No 25) amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture ;

Bill (No 197) amendant le code de procédure civile relativement à la vente des biens des mineurs ;

Bill (No 202) amendant l'article 496 de la loi de l'Instruction publique ;

Bill (No 213) amendant le code de procédure civile relativement à la cour de magistrat de district ;

Bill (No 221) amendant l'article 3407 des statuts refondus ;

Bill (No 222) amendant la loi des maîtres et serviteurs ;

Bill (No 224) concernant les appels des jugements rendus par la cour de circuit dans et pour le comté du Lac Mégantic et pour d'autres fins ;

Bill (No 225) amendant la loi de la pêche de Québec ;

Bill (No 230) amendant l'article 4529 des statuts refondus concernant les emprunts ;

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill (No 223) pour donner effet au transport d'un certain subside accordé à la compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs (maintenant chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur) ;

Et bill (No 227) concernant les professions libérales.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (No 204) amendant le code municipal, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 2) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative ;

Et bill (No 6) relatif à l'indépendance de la Législature.

Le Conseil législatif informe aussi l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (U) amendant l'article 53 du code de procédure civile, pour lequel il demande son agrément.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il ne peut pas accepter le premier et le second amendements faits par l'Assemblée législative au bill (L) du Conseil législatif, concernant les cités et villes, parce que ces amendements annuleraient, dans une certaine mesure, l'utilité du bill.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 6) relatif à l'indépendance de la Législature, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 2) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 204) amendant le code municipal, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent, et il est—

Ordonné—Que le bill (U) du Conseil législatif amendant l'article 59 du code de procédure civile soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Duffy, et il est—

Résolu,—Que le paragraphe 2 de la 57^e règle de cette Chambre soit remplacé par le suivant :

" 2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemin de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903,] ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements. (B. 615, 639, 657)."

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 217) concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Kennedy fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 228) amendant la loi concernant l'organisation des tribunaux civils, relativement au district de Rimouski.

M. Tessier, appuyé par M. Cardin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et remis à la prochaine séance pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 232) amendant la loi des manufactures de Québec.

M. Lacombe, appuyé par M. Caron (Maskinongé), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et remis à la prochaine séance pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 226) amendant le code municipal relativement aux chemins macadamisés.

M. Lacombe, appuyé par M. Caron (Maskinongé), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et remis à la prochaine séance pour être considéré en comité général.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Bissonnette (Montcalm).—M. E.-D. Bertram fait-il partie de la police provinciale?

Réponse par M. Duffy :—Non.

Et la Chambre ayant siégé jusqu'à une heure et trente-cinq minutes du matin, samedi, s'ajourne à cet après-midi.

Samedi, 25 ^{Avril} mars 1903

Ordonné.—Que M. Blanchard ait la permission de présenter un Bill (No 233) conférant un contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le code municipal en conséquence.

En conséquence, il présente le bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 2) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 6) relatif à l'indépendance de la Législature, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 11) concernant la dette de la province.

L'honorable M. Duffy, appuyé par l'honorable M. Parent, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois,—

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois ?—La Chambre se divise et la proposition est acceptée.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours

Proposé par M. Fiset, appuyé par M. Neault, et—

Ordonné.—Que l'honoraire payé pour le bill (No 108) pourvoyant à l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit dans la ville de Shawinigan Falls soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Proposé par M. Roy (Montmagny), appuyé par M. Mackenzie, et—

Ordonné.—Que l'honoraire payé pour le bill (No 88) concernant l'admission de J. F. Leclerc à la pratique du droit soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, ce bill ayant été retiré.

Proposé par M. Décarie, appuyé par M. Smith, et—

Ordonné.—Que l'honoraire payé pour le bill (No 55) constituant en corporation la municipalité de la paroisse de la Côte St-Paul soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que le bill a été rejeté.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier, et—

Ordonné.—Que l'honoraire payé pour le bill (No 73) donnant effet à un acte d'Antoine Masson et autres, résiliant un acte de donation soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté par le comité des bills privés.

Proposé par M. Mackenzie, appuyé par M. Roy (Montmagny), et—

Ordonné.—Que l'honoraire payé pour le bill (No 209) concernant la succession de feu l'honorable Thomas Ryan, et définissant les pouvoirs de l'honorable Jonathan S. C. Wurtele, exécuteur et fidéicommissaire soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, ce bill ayant été rejeté.

Proposé par M. de Grosbois, appuyé par M. Chênevert, et—

Ordonné.—Que l'honoraire payé pour le bill (No 93) constituant en corporation la Compagnie de la Comédie française de Montréal soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, ce bill ayant été retiré, au Conseil législatif.

Proposé par M. Petit, secondé par M. Kennedy, et—

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de toute correspondance, requête et tous autres documents relativement aux difficultés survenues entre les colons du lac des Commissaires et le club Nonantum.

L'honorable M. Robitaille, du comité des impressions, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre son rapport, comme suit :

Votre comité a choisi l'honorable M. Robitaille pour son président, et recommande que les documents suivants soient imprimés, savoir :

Nos 21. Conversion de la dette.

22. Limites à bois vendues ou sous licences.

34. Gaynor et Greene.

35. " "

37. Compagnie du Pont de Québec, avec la copie du bref d'assignation *in re* compagnie du Pont de Québec, demanderesse, vs. Demers

38. Subsidés de chemin de fer.

40. Réduction des droits sur le bois exporté aux Etats-Unis.

41. Cèdre et bardeau de cèdre.

42. Diamètre minimum du bois.
43. Loyer de terrains—droits sur les bois.
44. Atlantic and Western Ry Company.
49. Compagnie du Pont de Québec.
51. Somme de \$46,001.23. Ecoles élémentaires.
53. Compagnie du Pont de Québec.
65. Ecoles élémentaires.
66. Colons de Nemtayé.
68. Madame Demers.
71. Ecoles élémentaires.
84. Compagnie d'Imprimerie du *Soleil*.
89. T. Lamontagne.
91. P. de Courcy.
93. Comité protestant du Conseil de l'instruction publique.
96. Impressions.
99. McGoun and England.
102. Guilbault et Chauret, \$1,000.00.
103. Conversion de la dette de la province.
110. Madame Loupret.
111. Philéas Corriveau et Arthur Lachance.
112. Ecoles protestantes élémentaires.
115. Atlantic Quebec and Western Ry.
116. M. Larue, N. P.
119. Subsidés aux compagnies de chemins de fer.
123. L. A. Cannon, \$436.82.
135. Colons de Nemtayé.
- 135a. Colons de Nemtayé.
138. M. E. Pacaud, *Le Soleil*.
140. Compagnie du Pont de Québec.
143. Alfred Lajoie.
145. Commission de colonisation.
159. Documents concernant la division du comté d'Ottawa.
 21. De l'année 1901.
 54. De l'année 1902.

Et le Rapport des opérations minières.

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer, de nouveau, en comité des subsides.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion étant soumise à la Chambre,—

M. St-Pierre propose comme amendement, appuyé par M. Giard.—Que tous les mots après "que" dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants :

"Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle constate que la richesse forestière de la province de Québec est la plus belle partie de son actif ;

Qu'un droit de coupe de \$1.90 avait été imposé comme payable sur tout le bois coupé et destiné à l'exportation aux Etats-Unis afin d'encourager la fabrication de ce bois dans toute la province ;

Que l'imposition de ce droit était dans l'intérêt public ;

Que pour réussir à vendre une partie de notre patrimoine national tous les ans, et se procurer des enchérisseurs américains, le gouvernement actuel a réduit ce droit de coupe de \$1 90 à 65 centins ;

Qu'il en résulte que nos forêts sont maintenant livrées à la dévastation et que la plus grande partie de notre bois s'en va aux Etats-Unis, appauvrissant ainsi la Province au profit des étrangers ;

Que si un droit de coupe suffisant était imposé, il se construirait dans cette province un grand nombre de manufactures de pulpe et de papier, que cela donnerait de l'encouragement à nos ouvriers et à nos colons et ferait faire un pas immense à la Province dans la voie du progrès sous tous les rapports ;

Qu'au lieu d'adopter cette politique, le gouvernement a commis l'explicable erreur de s'engager, pour dix ans, sans autorisation législative à ne pas élever ce droit de coupe à plus de 65 centins ;

Que le gouvernement est invité à changer sa politique sur ce point, sans délai, de manière à protéger nos bois et forêts d'une manière plus efficace. "

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bissonnette,</i>	<i>Giard,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>St-Pierre et</i>
<i>(Soulanges),</i>	<i>Lane,</i>	<i>Pelletier, (Dorch.)</i>	<i>Tellier.—8.</i>
<i>Flynn,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Pelletier (Sherb),</i>	<i>Weir,—23.</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robitaille,</i>	

Ainsi, cet amendement est rejeté.

La motion principale est alors adoptée et il est—

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
La Chambre se constitue, en conséquence, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour acheter des livres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la présente séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Champagne rapporte, alors, la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour acheter des livres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

La dite résolution, ayant été lue la deuxième fois, est adoptée.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Guerin, et il est—

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre n'insiste pas sur le premier et le deuxième amendement faits au bill (L) "Loi concernant les cités et les villes", et adopte l'amendement fait au septième amendement.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer, de nouveau, en comité des subsides.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent,—que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion étant soumise à la Chambre,—

L'honorable M. LeBlanc propose, en amendement, appuyé par M. Tellier :—Que tous les mots après "que" dans la motion principale soit retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette de constater par le document No 143 et par la preuve faite devant le comité des comptes publics :

Que le lot No 23, du deuxième rang du canton Dolbeau, Lac-Saint-Jean, a été concédé par le gouvernement à un nommé Alfred Lajoie, le 26 septembre 1899.

Que le dit Alfred Lajoie a pris possession de son lot, y a fait environ 8 arpents de défrichements et y a bâti une maison. Que la compagnie de pulpe de Péribonca, dont l'honorable Amédée Robitaille, secrétaire de cette province, est actuellement l'avocat et le président, convoitant le lot appartenant au dit Lajoie, a demandé au gouvernement de révoquer et annuler la concession faite au dit Alfred Lajoie, afin de l'obtenir pour elle-même.—Que, pour arriver à cette fin, la dite compagnie chargea un nommé Adélard Harvey, journalier, de Roberval, de faire un prétendu arpentage sur le lot No 23, bien qu'il existât un arpentage officiel avec des bornes régulières bien visibles ;

Que le dit Harvey qui n'avait aucune qualification pour faire un pareil travail, surtout en présence d'un arpentage officiel existant, prit sur lui de faire un nouveau mesurement et d'établir une ligne de division entre le lot 23 et le lot 24, et que cette nouvelle ligne de division irrégulière, injuste, illégale et contradictoire aux poteaux de l'arpentage officiel, se trouvait à placer sur le lot No 24 une très grande partie des travaux et améliorations faits par le dit Lajoie sur le lot No 23 ;

Que cette opération a été justement dénoncée le 16 mars 1902, par M. J. N. Gastonguay, officier du département de la colonisation et des travaux publics, tel qu'il appert à la page 122 du rapport du ministre de la colonisation et des travaux publics, dans les termes suivants :

" Tout dernièrement, un individu qui n'est pas arpenteur et qui n'a aucune autorité pour établir les limites des propriétés est allé établir, *ex parte*, les lignes de certains lots de nos colons. Dans un endroit où les poteaux de l'arpentage primitif sont à peu près tous visibles, le monsieur en question a ignoré tous ces poteaux et a procédé, à sa façon, à une division *de novo*. Il s'en est suivi un déplacement général pour les colons sur les lots desquels il a opéré, et d'après ces lignes nouvelles, nos colons se trouvent à perdre, l'un sa maison, l'autre son petit champ, et se voit repoussé sur un terrain où il n'y a pas un pouce de terre faite. Et comme conséquence de cela, on demande de révoquer la vente des lots ainsi déterminés là où il n'y a pas d'améliorations.

Pour être certains que les colons de cette région ne seront pas traités avec injustice, il serait bon, je crois, de voir à ce que rien ne soit fait avant d'avoir, sur la question, un rapport circonstancié fait par une personne compétente.

J'ai l'honneur d'être,

Votre bien humble serviteur,

(Signé) J. N. GASTONGUAY."

Que la compagnie de pulpe de Péribonca s'est basée sur cette opération de Harvey et s'est adressée au gouvernement par l'entremise de l'honorable M. Amédée Robitaille, pour faire dépouiller le dit Lajoie.

Que l'agent des Terres de la Couronne a fait rapport au gouvernement, le 9 octobre 1901, qu'il y avait des défrichements sérieux sur le lot en question.

Que le révérend Monsieur Bergeron, alors curé de la paroisse de Mistassini, écrivit au premier ministre le 8 octobre 1901, une lettre de protestation qui contient entr'autres choses, ce qui suit :

" Alfred Lajoie, le propriétaire du lot No 23, 2^e rang, township Dolbeau, a acquis son lot, il y aura deux ans en janvier ou février prochain, et l'a travaillé de bonne foi, avant même qu'il fut question de bâtir une manufacture de pulpe à Péribonca. Il l'a défriché et, aujourd'hui, il a un abatis brûlé et préparé de huit arpents, il possède une maison bâtie sur son lot et on va lui enlever tout cela sous prétexte de favoriser l'industrie de la pulpe, sans les dédommagements que méritent son travail et la situation avantageuse où il se trouve. Si on a besoin absolument de son terrain, il y a un moyen légitime de l'acquérir. Qu'on l'achète, qu'on lui paye, et alors tout rentrera dans l'ordre. Mais qu'on ne se l'approprie pas comme un voleur, sans rémunération suffisante. Je ne crois pas qu'on soit rendu assez loin pour avoir fait des lois autorisant le vol pour n'importe quelle industrie."

Le 6 décembre 1901, le même M. Bergeron, écrivait au département des Terres une autre lettre de protestation qui contient entr'autres choses les paragraphes suivants :

" A M. E. E. TACHÉ,

Sous-Ministre des Terres de la Couronne.

Monsieur,

J'ai déjà constaté bien des fois la vérité de ce qu'a dit Lafontaine dans la fable du loup et de l'agneau : " La raison du plus fort est toujours la meilleure " : C'est vrai pour le cas que j'ai à plaider au département des Terres pour un de mes paroissiens de Péribonca, que je crois en mon âme et conscience vexé et traité injustement. Mais comme la compagnie de pulpe de Péribonca a des influences au bon endroit, elle a eu facilement raison d'un pauvre colon qui se voit dépouillé du seul bien qu'il possédait, son lot de terre qu'il était à défricher. Et après toutes ces injustices qui se commettent si souvent au détriment de la colonisation, ici et ailleurs, on aura encore l'audace de faire écrire dans les journaux, à grands titres :—En avant la Colonisation. Ce serait plus vrai de dire—En arrière la Colonisation. Il n'y a rien d'étonnant alors qu'on soit obligé, à grands frais, de faire venir les étrangers pour colons nos terres ; on chasse les nôtres d'un domaine qui leur appartient pour faire plaisir ou favoriser une compagnie de capitalistes. Pourtant, " il y a encore des juges à Berlin ". Vous me permettrez bien de vous dire que votre lettre du 25 octobre est pauvre en arguments sérieux. C'est comme au procès de Notre Seigneur : l'un dit ceci, l'autre cela."

Que le 7 de mars 1902, le même révérend M. Bergeron, écrivait une autre lettre dans laquelle se trouve le passage suivant :

“ Un philosophe, tristement célèbre, disait :—“ Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose,” mais j'aime à dire le contraire et c'est le contraire qu'on doit dire :—La vérité partout, et à force de travailler pour elle, on vient à opérer de grandes choses ” ;

Que malgré toutes ces protestations, la puissante compagnie de pulpe de Péribonka a réussi à faire dépouiller le dit Alfred Lajoie de son lot dont la concession avait été faite au dit Lajoie, le 26 septembre 1899, et que le département des Terres a révoquée le 17 avril 1902 ;

Que ne pouvant obtenir justice au département des Terres, le dit Lajoie s'est adressé à M. le chanoine Thivierge, de la Commission de Colonisation le 29 décembre 1902, comme suit :

“ Monsieur THIVIERGE,

Québec,

Monseigneur,

Je m'adresse à vous d'une manière toute spéciale pour vous exposer mon cas dont vous jugerez la gravité et vous demander si vous pouvez y apporter un remède prompt et efficace ; c'est l'honorable ministre de la Colonisation qui m'envoie devant vous, et voici le cas :

Je suis fermier à Péribonka depuis 7 ans. Désireux de faire un patrimoine pour mes enfants, j'ai en 1899 acheté du gouvernement le lot 23 du 2e rang Dolbeau, Lac-St-Jean. Desuite, j'ai commencé à y faire des défrichements, et le printemps dernier j'étais préparé à y semer huit arpents de terre. Alors un riche voisin convoita mon lot. Les poteaux que le gouvernement a fait planter pour marquer ce lot sont bien visibles sur le terrain et je me conformais à ces marques. Cependant un individu qui n'est pas arpenteur vint déranger tout cela ; le lot 23 fut déplacé, rangé dans la forêt voisine, ma terre faite fut transportée au lot voisin et à l'aide de ce bouleversement on fit révoquer la vente qui m'avait été faite. Le riche voisin a acheté le lot 23, et sans mon assentiment on voulut me forcer d'accepter une compensation quelconque. Je fis des protestations, mon curé protesta également, on n'écoula que la fraude et le mensonge, j'ai été évincé et dépossédé brutalement.

Voilà le gros de l'histoire ; je vous prie humblement, monseigneur, de soumettre le cas à la commission dont vous êtes le président, si vous voulez bien m'informer que votre tribunal est disposé à prendre la chose en considération dans le but d'y apporter le plus prompt remède possible.

Je me ferai un devoir de vous transmettre toutes les particularités additionnelles.

Vous comprenez le retard et les dommages que me cause cette éviction

J'ai l'honneur d'être,

Votre très humble serviteur,

(Signé)

ALFRED LAJOIE.”

Que M. le chanoine Thivierge a transmis cette lettre au département des Terres et a demandé en grâce au premier ministre de rendre justice, mais que ses plaintes comme celles de M. Lajoie et celles de M. le curé Bergeron n'ont pas été entendues, et que le département des Terres a répondu à M. le chanoine Thivierge que la vente du lot en question avait été annulée sur les instances de la Compagnie de pulpe de Péribonka qui avait besoin de ce lot-là pour l'installation de ses usines, et que, d'après les renseignements communiqués au département, ce lot contenait très peu d'améliorations, lesquelles, du reste, avaient été remboursées à ce département par dépôts ;

Qu'il résulte de tout ce que ci-haut que le nommé Alfred Lajoie a été injustement dépouillé à la demande de la Compagnie de pulpe de Péribonka dont le président est aujourd'hui un des ministres du gouvernement de cette Province ;

Que cette Chambre croit devoir flétrir cet acte inqualifiable comme il le mérite."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bissonnette</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>St-Pierre et</i>
(Soulanges),	<i>Giard,</i>	<i>Pelletier, (Dorc.),</i>	<i>Tellier.—7.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Roy (Kamour.)</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Roy (Montmagny),</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Morin (Charlev.)</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robitaille,</i>	<i>Weir.—30.</i>
<i>Delège,</i>	<i>Kennedy,</i>		

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors adoptée et il est—

Ordonné.—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se constitue, en conséquence, en comité des subsides.

(EN COMITÉ).

Résolu.—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a passé une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit maintenant reçu.

Résolu,—Qu'au cours de la présente séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

En conséquence, M. Champagne rapporte, la dite résolution, comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

La dite résolution, étant lue une deuxième fois, est adoptée.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (No 204) amendant l'article 57 du code municipal, et les dits amendements sont lus la deuxième fois ;—

M. Tellier propose, alors, appuyé par M. St-Pierre, et il est—

Résolu,—Que cette Chambre adopte les dits amendements à l'exception du dixième.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre ne croit pas devoir adopter le dixième amendement, parce qu'il n'a plus sa raison d'être après l'adoption du bill (No 229) amendant le code municipal relativement à la revision des rôles d'évaluation.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer, de nouveau, en comité des subsides.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent :—
Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. Pelletier propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Flynn, que tous les mots après "que", dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette de constater : Qu'il appert par les documents sessionnels et l'enquête faite devant le comité des Comptes publics ;

Qu'il y a des compagnies possédant des limites à bois achetées du gouvernement qui n'ont jamais payé les droits de coups de \$1.90 pendant que ces droits étaient en force ;

Que la province perd de ce chef un montant considérable ;

Que le surintendant des gardes-forestiers de cette province, J.-C. Langelier, a été entendu devant le comité des Comptes publics et qu'il résulte de son témoignage que le gouvernement est pratiquement à la merci des compagnies intéressées quant à la quantité de bois sur lesquelles elles paient des droits de coupe ;

Qu'il y a lieu de croire, d'après le même témoignage, que plusieurs compagnies trompaient le gouvernement pour payer moins de droits de coupe qu'elle n'en doivent ;

Que cette Chambre regrette que le gouvernement ait toléré et tolère un tel état de choses "

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bissonnette</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Saint-Pierre, et</i>
(Soulanges),	<i>Giard,</i>	<i>Pelletier, (Dorch.),</i>	<i>Tellier,—7.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Roy (Kamour.),</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Roy (Montmagny),</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Morin</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Girard,</i>	(Charlevoix),	<i>Taschereau,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Turgeon, et</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—30</i>
<i>Delège,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Robitaille,</i>	

L'amendement est rejeté.

La motion principale est alors adoptée, et il est

Ordonné.—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'élection pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la présente séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Champagne rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'élection pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

La dite résolution, ayant été lue la deuxième fois, est adoptée.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent : Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil, (et que la Chambre se forme en comité des subsides).

L'honorable M. LeBlanc propose, comme amendement, appuyé par M. Tellier : Que tous les mots après " que " dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette de constater qu'il appert par les documents sessionnels et par la preuve faite devant le comité des comptes publics :

Que deux personnages, du nom de John F. Gayner et Benjamin D. Greene, étaient accusés d'un crime contre les lois des Etats-Unis d'Amérique, et qu'ils s'étaient enfuis de leur pays pour chercher un refuge à Québec ;

Que sur une plainte faite par Marion Irwin, Ecr., représentant spécial du Procureur-général des Etats-Unis, un mandat fut émané contre eux par un commissaire d'extradition et qu'en exécution de ce mandat, les dits Gaynor et Greene furent arrêtés à Québec, pour être conduits devant le dit commissaire d'extradition à Montréal ;

Que cette arrestation causa beaucoup d'émoi, et que, craignant le résultat d'un procès en extradition qui pourrait les livrer à la justice criminelle de leur pays, ces accusés qui sont réputés être très-riches, cherchèrent par tous les moyens à s'y soustraire ;

Que dans les circonstances, il était du devoir du gouvernement du Canada et de celui de la province de Québec d'intervenir et de contribuer à amener les accusés devant les tribunaux afin que justice fut faite ;

Que connaissant ces principes élémentaires de l'administration de la justice et craignant les conséquences de leur application, les dits Gaynor et Greene ont cru qu'ils pouvaient paralyser les pouvoirs publics en ce pays et qu'à cette fin, ils ont retenu les services, comme avocats, de deux des associés du ministre de la justice du Canada et du premier ministre

de cette Province ainsi que l'un des avocats du bureau d'avocats connu sous le nom de Rainville, Archambeault & Gervais, le dit M. Archambeault, l'un d'eux, étant Procureur général de cette Province ;

Que pendant que les associés professionnels du premier ministre se mettaient ainsi à la disposition des accusés, le Procureur général n'accusait même pas réception d'une demande officielle qui lui était faite de se faire représenter devant le tribunal ;

Que non seulement les ministres manquaient par là à leurs devoirs, mais qu'ils laissaient mettre tout le rouage de l'administration de la justice au service des accusés, et ce, à tel point, que la prison elle-même s'ouvrit mystérieusement et que l'hôtel Château Frontenac devint le lieu d'incarcération des dits Gaynor et Greene, avec un geôlier nouveau et choisi spécialement pour eux parmi les membres de la police provinciale ;

Qu'avec toutes ces influences et tout ce pouvoir administratif autour d'eux, les dits Gaynor et Greene ont pu produire un scandaleux avortement judiciaire qui est une tache dans l'histoire de cette Province ;

Que les dits Gaynor et Greene n'ont pas encore eu leur procès en extradition et sont en liberté ;

Qu'ils devraient être sans délai traduits devant le commissaire d'extradition qui les a fait arrêter, afin que le peuple des Etats-Unis reçoive de nous la justice à laquelle il a droit de s'attendre et afin que le peuple de cette Province ne soit pas sous l'impression qu'il y a dans cette Province une justice pour les riches et une autre pour les pauvres."

Et, l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bissonnette,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>St-Pierre et</i>
(Soulanges),	<i>Giard,</i>	<i>Pelletier (Dorch.),</i>	<i>Tellier.—7.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Roy (Kamour),</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Roy (Montmagny).</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Morin (Charl.)</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robitaille,</i>	<i>Weir.—30.</i>
<i>Delâge,</i>	<i>Kennedy,</i>		

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors adoptée et il est—

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte le fauteuil maintenant.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement du greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la présente séance, cette Chambre se constituera, de nouveau, en comité des subsides.

M. Champagne rapporte alors, du comité des subsides, la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement du greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

La dite résolution, ayant été lue la deuxième fois, est adoptée.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité des subsides.)

M. Giard propose, comme amendement, appuyé par M. Bissonnette (Soulanges) : Que tous les mots après "que" dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle tient à déclarer qu'il appert par les documents sessionnels déposés devant cette Chambre, ainsi que par les réponses aux interpellations, que le gouvernement actuel fait faire toutes les impressions de la Législature, celles des départements, celles de la *Gazette Officielle*, du *Journal d'Agriculture*, par des établissements d'imprimerie qui publient des journaux en cette province ; et que pas une seule de ces impressions ni un seul des contrats en rapport avec icelles ne sont donnés après des demandes de soumissions publiques ;

Que cette pratique a toujours été considérée par le parti maintenant au pouvoir comme étant contraire à l'intérêt public et violemment dénoncée ;

Que l'un de ces établissements d'imprimerie, notamment celui du journal *Le Soleil*, fait ainsi des impressions pour un montant énorme et qui s'est élevé l'an dernier à au moins \$50,000.00 ;

Que les prix accordés pour ces impressions sont exagérés, et que, si tous ces travaux étaient accordés après demande de soumissions publiques et au plus bas soumissionnaire, la Province économiserait, de ce chef, une somme considérable ;

Qu'en outre, le désir d'avoir ces contrats sans soumissions et à des prix exorbitants est de nature à fausser l'opinion des journalistes qui bénéficient de ce patronage indu, de les engager à tout approuver ce que font les ministres même quand leurs actes sont des plus condamnables ;

Qu'avec ce système, les ministres se servent de l'argent public pour faire leur éloge personnel, faire publier leur portraits régulièrement et fausser l'opinion publique ;

Et cette Chambre croit qu'à l'avenir, tous ces travaux d'impression devraient faire l'objet de demandes de soumissions publiques et que les contrats devraient être accordés aux plus bas soumissionnaires.

Et elle invite le gouvernement à agir en conséquence."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bissonnette,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>St-Pierre, et</i>
(Soulanges),	<i>Giard,</i>	<i>Pelletier, (Dorch.)</i>	<i>Tellier.—7.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Roy, (Montmag.)</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Morin (Charlev.),</i>	<i>Tuschereau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—30.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Guerin.</i>	<i>Robitaille,</i>	
<i>Delage,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Roy, (Kamour.)</i>	

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors adoptée et il est—

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte le fauteuil maintenant.

La Chambre se constitue, en conséquence, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'impression, la reliure et la distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la présente séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Champagne rapporte, alors, la dite résolution qui est lue comme suit:

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'impression, la reliure et la distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

La dite résolution, ayant été lue la deuxième fois, est adoptée.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent: Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

M. Bissonnette (Soulanges) propose, comme amendement, appuyé par M. St-Pierre: Que tous les mots après "que" dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de constater qu'il appert par le document sessionnel No 102, déposé devant cette Chambre, le 30 mars 1903, que Guilbault et Chaurest ont fait, en 1901 et 1902, des travaux de construction d'un pont à l'île Bizard;

Qu'ils ont reçu à ce sujet tout le montant que le département des Travaux publics leur devait;

Qu'après l'avènement du gouvernement présidé par feu l'honorable M. Marchand, les dits Guilbault et Chaurest ont essayé, à diverses reprises, de se faire payer quelque chose en outre du montant qu'ils avaient déjà reçu, mais qu'ils n'ont pas réussi;

Qu'après l'avènement du gouvernement actuel au pouvoir, les dits Guilbault et Chaurest, par l'entremise du député de Jacques-Cartier, renouvelèrent leur demande, et qu'ils ont réussi à obtenir un ordre en conseil leur accordant une somme de \$1,000.00 en outre de ce qu'il leur avait déjà été payé par le gouvernement comme étant tout ce qui leur était dû.

Que cette Chambre croit devoir condamner ce paiement qui a été fait sans aucune autorisation législative."

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre, se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bissonnette</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Saint-Pierre et</i>
(Soulanges),	<i>Giard,</i>	<i>Pelletier (Dorc.)</i>	<i>Tellier.—7.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Roy (Montm),</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Morin (Charlev.),</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—30.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robitaille,</i>	
<i>Delège,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Roy (Kamour.),</i>	

L'amendement est rejeté.

La motion principale est alors adoptée et il est—

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Ordonné,—Que cette Chambre se constitue de nouveau en comité des subsides dans le cours de la présente séance.

En conséquence, M. Champagne rapporte la résolution qui est lue comme suit :

Résolu.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

La dite résolution ayant été lue la deuxième fois est adoptée.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité des subsides.)

M. Bissonnette (Soulanges) propose, en amendement, appuyé par M. Giard : Que tous les mots après "que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de constater qu'il appert par les documents sessionnels et par l'enquête faite devant le comité des comptes publics que la police provinciale sert à des fins pour lesquelles elle n'a pas été créée et pour lesquelles elle ne devrait pas être employée ;

Que les magistrats de district voyagent, aux dépens du trésor public, au bénéfice des clients de certains avocats bien connus et en faveur auprès du gouvernement, lesquels lui dictent, sans même alléguer de raisons, quels magistrats devront juger les personnes qu'ils veulent faire arrêter, et recusent de leur seule autorité les magistrats ayant résidence et juridiction là où le procès doit se faire ;

Que dans l'affaire des colons de Nemtayé, il a suffi aux clients du bureau d'avocat du Premier ministre de lui écrire une lettre pour faire descendre une escouade de dix hommes de police à Rimouski et pour les faire accompagner, aux frais de la province, par le magistrat de district du district de Terrebonne ;

Qu'il suffisait à un associé professionnel du Premier Ministre, M. L. A. Cannon, de télégraphier à son père, M. L. J. Cannon, assistant-procureur-général, d'envoyer six hommes de police additionnels avec des menottes destinées aux colons, pour que cet ordre fut de suite exécuté ;

Que les télégrammes à ce sujet, tout comme les frais de voyage du magistrat de district de Terrebonne, ont été payés par le trésor public ;

Que, dans l'affaire Gaynor et Greene, le même Monsieur Cannon a obtenu sur sa garantie verbale de remboursement, l'envoi, sur tous les points de la partie ouest de la province, des télégrammes dont on n'a fait rembourser le coût à Gaynor et Greene que quand M. L. J. Cannon a admis, devant le comité des comptes publics, que ce réemboursement n'avait pas encore eu lieu ;

Que, sur la même garantie verbale, une escouade de la police provinciale est partie en bateau spécial pour courir après les clients du bureau d'avocats du Premier Ministre et du Procureur-Général, et qu'elle a ensuite fait un voyage en char spécial de Montréal à Québec, en compagnie des accusés et de leurs avocats ;

Qu'à bord de ce char spécial, les accusés faisaient boire et manger la police et leur servait même du gin et autres boissons, et que, de retour à Québec, ils leur donnèrent un pourboire en argent de \$20 00);

Qu'en outre, deux des membres de la police provinciale reçurent des accusés, l'un un autre pourboire de \$5.00, et l'autre un paiement régulier pour avoir couché pendant 40 nuits au Château Frontenac, auprès de ces hommes qui étaient ici des fugitifs de la justice criminelle de leur pays, et qui n'en recevaient pas moins l'aide et le concours de toute la hiérarchie officielle à l'emploi du département du Procureur-Général.

Qu'un pareil état de choses mérite la censure de cette Chambre."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bissonnette</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Saint-Pierre et</i>
(Soulanges),	<i>Giard,</i>	<i>Pelletier (Dorch).</i>	<i>Tellier.—7.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Roy (Montm)</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Morin (Charlev).</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Girard,</i>	<i>P'arent,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Chaurer,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—30.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robitaille,</i>	
<i>Delège,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Roy (Kamour).</i>	

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors adoptée, et il est—

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-six mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les frais d'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

3. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt-sept mille sept cent quatre-vingt-onze piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements du juge des sessions de la paix de Québec et de son assistant; des magistrats de police de Montréal et ceux de leurs employés, les dépenses contingentes, y compris le traitement du grand connétable de Montréal et de son député, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

4. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'inspection des bureaux publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

5. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses de l'éducation supérieure; cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être appliqué par le Secrétaire de la province à l'achat d'ouvrages publiés dans cette province pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à cette somme de cinq pour cent, et \$10,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique de Montréal, en vertu de la loi 57 Vict., chap. 23, art. 17.

\$4,000 de cette somme seront payées à l'Université Laval, Québec, comme compensation pour avoir mis fin au loyer de l'école Normale, et la somme de \$2,000 en sus des \$10,000 ci-dessus sera payée à l'école polytechnique de Montréal, et la somme de \$2,000 sera payée à l'éducation chez les protestants de la manière qui sera déterminée par le comité protestant de l'instruction publique, dans la proportion d'une moitié aux écoles dans les municipalités pauvres, et d'une moitié aux académies.

Sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200 00 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures, académies, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

6. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté pour les "High Schools" de Québec et de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

7. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux "High Schools" dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, de Montréal, et \$2,000 pour l'école de médecine et chirurgie de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

8. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses des écoles publiques: cinq pour cent de la part des catholiques, dans cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

9. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit

accordée à Sa Majesté pour les écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

10. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

11. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille six cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

12. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les instituteurs mis à la retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

13. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les livres à être donnés en prix et pour fournitures scolaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

14. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles des sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

15. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'école des sourds muets du Mile-End, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

16. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles des sourdes-muettes des Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

17. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

18. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

19. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais d'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

20. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au musée scolaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

21. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le rapport du Surintendant de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

22. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles du soir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

23. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

24. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté comme une aide au Monument Natio-

nal. Montréal, sous le contrôle de l'Association St-Jean-Baptiste, (2 Ed. VII, ch. 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'école de navigation, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la reliure et le renouvellement des archives canadiennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre vingt-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les sociétés de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'immigration, bureaux de Montréal et Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à "The Women's National Immigration Society," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Women's Protective Immigration Society," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour publication des cartes géographiques, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille trois cent vingt-neuf piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les loyers, assurances, réparations des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

35. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille sept cent trente sept piastres et quatre-vingt-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les assurances des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

36. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les taxes sur édifices publics en général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

37. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les inspections et les explorations, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour l'inspection des chemins de fer, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les réparations aux palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent vingt-six piastres et soixante-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour loyers des palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille deux cent quatre-vingt-trois piastres et dix centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les assurances sur les palais de justice et les prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le terrassement, nivellement et l'ameublement du palais de justice et de la prison de Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la construction d'un édifice à Montréal, pour l'usage des bureaux d'enregistrement et autres bureaux publics de la cité, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

44. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer un achat de terrain, à Spencer Wood, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

45. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux cercles agricoles, encouragement à l'agriculture, en général, et amélioration aux chemins ruraux, y compris les crédits en vertu de 60 Vict., Chap. 4, et 63 Vict., chap 2, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

46. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Horticulture, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil d'Agriculture pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

50. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'association laitière de la province de Québec et la mise en opération de l'école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe et pour l'inspection des syndicats de beurreries et fromageries, S. R. Q., Articles 1753a et 1753e, (54 Vict., Chap. 20, et O. C. No 75, du 24 janvier 1891), pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

51. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les syndicats de beurreries et fromageries, S. R. Q. Art. 1753a et 1753e (54 Vict., Chap. 20, et 63 Vict. Chap. 16), pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

52. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme subventions à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages, pour des concours de produits laitiers, et les inspecteurs de beurrieres et de fromageries de la Province, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

53. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement à la culture des arbres fruitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

54. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

55. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

56. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Poultry Association," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

57. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Mérite Agricole de la Province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

58. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la fête des arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

59. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

60. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme contribution au coût de l'entretien de l'Institut impérial de Londres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

61. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les expositions, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

62. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'Association agricole des cantons de l'Est. (Exposition de Sherbrooke), 60 Vict., Chap. 9, et O. C. No. 584 du 18 octobre 1902, deuxième paiement sur 4 paiements égaux, 1er paiement, en vertu du dit O. C., ayant été fait durant l'exercice financier de 1902-1903 et étant compris dans l'item "Exposition," colonne 1902-1903, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

63. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la construction d'une nouvelle école d'industrie laitière à St-Hyacinthe; ameublement, machines et parachèvement de la bâtisse, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

64. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses générales du département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

65. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses du service de la chasse et de la pêche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

66. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes en suspens, département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

67. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la protection des forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

68. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication de cartes régionales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

69. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le service d'enregistrement (cadastre), département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

70. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les arpentages, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

71. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles, et autres dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

72. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme subvention à la Retraite Belmont, Institut MacKay, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

73. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses des écoles de réforme et d'industrie y compris les dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

74. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., en vertu de 68 Vict., chap. 3, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

75. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

76. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trente cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les salaires et les dépenses contingentes des registrateurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

77. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la *Gazette Officielle*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

78. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection des sociétés de secours mutuel, frais de voyage, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

79. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit.

accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses diverses, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

80. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil d'hygiène provincial, (1 Ed. VII, c. 19), pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

81. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le vaccin (y compris \$500 pour l'inspection), pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

82. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses exigées par l'"Acte des établissements industriels de Québec," (57 Vict., chap. 80), pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

83. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et l'allocation pour loyer de bureau de l'agent en France, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

84. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'annuité à Mlle Marie-Régina Drolet, résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

85. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

86. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et les frais de voyage de l'officier spécial, Côte Nord du St-Laurent (G. C. No 51, du 31 janvier 1896), pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

87. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le salaire du greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, en vertu de la loi 1, Ed VII, chap. 31.—"Loi de Québec relative aux différends ouvriers", pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

88. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de tir de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

89. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer un an d'intérêt au 30 juin 1904, à 3%, par année, sur \$25,000, prix d'achat de la cour à bois, achetée à Québec, pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

90. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

91. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les cercles agricoles et l'encouragement à l'agriculture en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

92. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit

accordée à Sa Majesté, pour l'encouragement à l'industrie laitière, l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromage, et au concours de produits laitiers, inspecteurs de beurreries et fromagies de la province, etc., etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1903

93. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903

94. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer au chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, en règlement d'une réclamation pour droit de passage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

95. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer deux ans d'intérêt au 15 juin 1903, à 3 p. c. par année, sur \$25,000; prix d'achat d'un clos à bois, Québec, acquis pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Ordonné,—Que cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides à la prochaine séance.

M. Champagne rapporte alors du comité des subsides plusieurs résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-six mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les frais d'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-sept mille sept cent quatre-vingt-onze piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements du juge des sessions de la paix de Québec et de son assistant; des magistrats de police de Montréal et ceux de leurs employés, les dépenses contingentes, y compris le traitement du grand connétable de Montréal et de son député, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'inspection des bureaux publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses de l'éducation supérieure: cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province;

et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être appliqué par le Secrétaire de la province à l'achat d'ouvrages publiés dans cette province pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à cette somme de cinq pour cent, et \$10,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique de Montréal, en vertu de la loi 57 Vict., chap. 23, art. 17.

\$4,000 de cette somme seront payées à l'Université Laval, Québec, comme compensation pour avoir mis fin au loyer de l'école Normale, et la somme de \$3,000 en sus des \$10,000 ci-dessus sera payée à l'école polytechnique de Montréal, et la somme de \$2,000 sera payée à l'éducation chez les protestants de la manière qui sera déterminée par le comité protestant de l'instruction publique, dans la proportion d'une moitié aux écoles dans les municipalités pauvres, et d'une moitié aux académies.

Sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures, académies, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté pour les "High Schools" de Québec et de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux "High Schools", dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, de Montréal, et \$2,000 pour l'école de médecine et de chirurgie de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques, dans cette somme, sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille six cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les instituteurs mis à la retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer des livres à être donnés en prix et pour fournitures scolaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit

accordée à Sa Majesté pour les écoles des sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

15. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'école des sourds-muets du Mile-End, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

16. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles des sourdes-muettes des Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

17. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

18. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

19. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais d'Instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

20. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au musée scolaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

21. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le rapport du Surintendant de l'Instruction publique pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

22. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles du soir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

23. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

24. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au Monument National, Montréal, sous le contrôle de l'Association St-Jean-Baptiste, (2 Ed. VII, ch. 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

25. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'école de navigation, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

26. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la reliure et le renouvellement des archives canadiennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

27. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures, y compris l'enseignements des beaux arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

28. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre vingt-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

29. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les sociétés de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

30. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'immigration, bureaux de Montréal et Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

31. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à "The Women's National Immigration Society," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

32. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Women's Protective Immigration Society," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

33. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour publication de cartes géographiques, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

34. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille trois cent vingt-neuf piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les loyers, assurances, réparations des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

35. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept mille sept cent trente sept piastres et quatre vingt-quinze centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les assurances des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

36. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les taxes sur édifices publics, en général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

37. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les inspections et les explorations, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

38. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour l'inspection des chemins de fer, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

39. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les réparations aux palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

40. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent vingt-six piastres et soixante-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour loyers des palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

41. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille deux cent quatre-vingt-trois piastres et dix centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les assurances sur les palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

42. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le terrassement, nivellement et l'ameu-

blement du palais de justice et de la prison de Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la construction d'un édifice, à Montréal, pour l'usage des bureaux d'enregistrement et autres bureaux publics de la cité, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904

44. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer un achat de terrain, à Spencer Wood, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

45. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux cercles agricoles, encouragement à l'agriculture, en général, et amélioration aux chemins ruraux, y compris les crédits en vertu de 60 Vict., Chap. 4, et 63 Vict., Chap. 2, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

46. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société d'Horticulture, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour le Conseil d'Agriculture pour l'année financière finissant le 30 juin 1904

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

50. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'association laitière de la province de Québec et la mise en opération de l'école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe et pour l'inspection des syndicats de beurreries et fromageries, S. R. Q. Art. 1753a et 1753e, (54 Vict., Chap. 20, et O. C. No 75, du 24 janvier 1891), pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

51. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les syndicats de beurreries et fromageries, S. R. Q. Art. 1753a et 1753e (54 Vict., Chap. 20, et 63 Vict., Chap. 16), pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

52. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme subventions à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages, pour des concours de produits laitiers, et les inspecteurs de beurreries et de fromageries de la province, etc, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

53. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement à la culture des arbres fruitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

54. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

55. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents

piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

56. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Poultry Association," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

57. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Mérite Agricole de la Province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

58. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la fête des arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

59. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

60. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme contribution au coût de l'entretien de l'Institut impérial de Londres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

61. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les expositions, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

62. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'Association agricole des cantons de l'Est, (Exposition de Sherbrooke), 60 Vict., Chap. 9, et O. C. No 584 du 18 octobre 1902, deuxième paiement sur 4 paiements égaux, 1er paiement en vertu du dit O. C., ayant été fait durant l'exercice financier de 1902-1903 et étant compris dans l'item "Exposition," colonne 1902-1903, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

63. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la construction d'une nouvelle école d'industrie laitière à St-Hyacinthe; ameublement, machines et parachèvement de la bâtisse, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

64. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses générales du département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

65. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses du service de la chasse et de la pêche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

66. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes en suspens, département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

67. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la protection des forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

68. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication de cartes régionales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

69. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le service d'enregistrement (cadastre), dépar-

tament des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

70. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les arpentages, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

71. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

72. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme subvention à la Retraite Belmont, Institut MacKay, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

73. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses des écoles de réforme et d'industrie y compris les dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

74. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., en vertu de 63 Vict., chap. 3, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

75. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

76. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les salaires et les dépenses contingentes des registrateurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

77. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la *Gazette Officielle*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

78. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection des sociétés de secours mutuel, frais de voyage, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

79. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses diverses, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

80. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil d'hygiène provincial, (1 Ed. VII, c. 19), pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

81. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le vaccin (y compris \$500 pour l'inspection), pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

82. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses exigées par l' "Acte des établissements industriels de Québec," (57 Vict., chap. 30), pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

83. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et l'allocation pour loyer

de bureau de l'agent en France, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

84. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'annuité à Melle Marie-Régina Drolet, résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

85. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

86. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement et les frais de voyage de l'officier spécial, Côte Nord du St-Laurent (O. C. No 51, du 31 janvier 1896), pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

87. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le salaire du greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, en vertu de la loi 1, Ed. VII, chap. 31.—“Loi de Québec relative aux différends ouvriers”, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

88. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

89. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer un an d'intérêt au 30 juin 1904, à 3%, par année, sur \$25,000, prix d'achat de la cour à bois, achetée à Québec, pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

90. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

91. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les cercles agricoles et l'encouragement à l'agriculture, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

92. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encouragement à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromage, et au concours de produits laitiers, inspecteurs de beurrieres et fromagies de la province, etc., etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

93. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

94. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer au chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, en règlement d'une réclamation pour droit de passage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

95. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer deux ans d'intérêt au 15 juin 1903, à 3 p. c. par année, sur \$25,000; prix d'achat d'un clos à bois, Québec, acquis pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

Les dites résolutions, ayant été lues la deuxième fois, sont adoptées.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité général dans le but de considérer certaines résolutions relatives aux voies et moyens à prendre pour payer les subsides accordés à Sa Majesté.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté la somme de \$121,417.50 pour les dépenses de l'année financière expirant le 30 juin mil neuf cent trois, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

2. *Résolu*,—Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,266,344.97 pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil neuf cent quatre, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant

Ordonné,—Que cette Chambre se constituera, de nouveau, en comité, à sa prochaine séance

M. Champagne rapporte alors les deux résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté la somme de \$121,417.50 pour les dépenses de l'année financière expirant le 30 juin mil neuf cent trois, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

2. *Résolu*,—Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté la somme de \$2,266,344.97 pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil neuf cent quatre, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Les dites résolutions, ayant été lues la deuxième fois, sont adoptées.

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1903 et le 30 juin 1904 et pour d'autres fins du service public.

En conséquence il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis au cours de la présente séance pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (No 11) concernant la dette publique, sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill (No 21) concernant les juges des sessions de la paix.

Bill (No 23) concernant la préparation, l'examen, la correction et l'entrée en vigueur de la liste des électeurs dans les cités de Québec, Montréal et Trois-Rivières.

Bill (No 24) amendant la loi des élections contestées de Québec.

Bill (No 217) amendant la loi concernant la construction, la réparation des églises, des presbytères et des cimetières.

Et bill (No 229) amendant le code municipal relativement à la revision des rôles d'évaluation,

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur le dixième amendement fait au bill (No 204) amendant le code municipal, et qu'il le retire

Proposé par M. Major, secondé par M. Allard et—

Ordonné,—Que la moitié de l'honoraire payé pour le bill (No 61) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Georges Côté à la pratique de la médecine et de la chirurgie) soit remise, moins les frais d'impression et de traduction.

Proposé par M. Taschereau, secondé par M. Tanguay et—

Ordonné,—Que la moitié de l'honoraire payé pour le bill (No 104) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Patrick Dobbin à la pratique de la médecine et de la chirurgie soit remise, moins les frais d'impression et de traduction.

Proposé par M. Taschereau, secondé par M. Tanguay et—

Ordonné,—Que la moitié de l'honoraire payé pour le bill (No 105) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Fortunat Belleau à la pratique de la médecine et de la chirurgie soit remise, moins les frais d'impression et de traduction.

Proposé par M. Taschereau, secondé par Q. Tanguay et—

Ordonné,—Que la moitié de l'honoraire payé pour le bill (No 106) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Georges LaRue au nombre de ses membres soit remise, moins les frais d'impression et de traduction.

Proposé par M. Cherrier, secondé par M. Major, et—

Ordonné,—Que la moitié de l'honoraire payé pour le bill (No 157) autorisant Emile Boivin à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec soit remise, moins les frais d'impression et de traduction.

Proposé par M. Major, appuyé par M. Cherrier, et—

Ordonné,—Que la moitié de l'honoraire payé pour le bill (No 97) autorisant Arthur-William Stackhouse à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec soit remise, moins les frais d'impression et de traduction.

Proposé par M. Cooke, appuyé par M. Neault, et—

Ordonné,—Que la moitié de l'honoraire payé pour le bill (No 81) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Adélaïde Provencher au nombre de ses membres, après examen soit remise, moins les frais d'impression et de traduction.

Proposé par M. Neault, appuyé par M. Cooke, et—

Ordonné,—Que la moitié de l'honoraire payé pour le bill (No 82) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre George Bigué à la pratique de la médecine et de la chirurgie soit remise moins les frais d'impression et de traduction.

Proposé par M. Roy (Montmagny), appuyé par M. Mackenzie, et—

Ordonné,—Que la moitié de l'honoraire payé pour le bill (No 118) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Victor Painchaud au nombre de ses membres soit remise, moins les frais d'impression et de traduction.

Proposé par M. Girard, appuyé par M. Prévost, et—

Ordonné,—Que la moitié de l'honoraire payé pour le bill (No 54) autorisant Herménégilde P. Demers à exercer la profession de pharmacien dans la province de Québec soit remise, moins les frais d'impression et de traduction.

Proposé par M. Girard, appuyé par M. Prévost et—

Ordonné,—Que la moitié de l'honoraire payé pour le bill (No 138) autorisant Albert-J.-N. Lacaille à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec soit remise, moins les frais d'impression et de traduction.

Proposé par M. Bergevin, appuyé par M. Girard, et—

Ordonné,—Que la moitié de l'honoraire payé pour le bill (No 34) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J.-Alfred Dauth à exercer la médecine et la chirurgie soit remise, moins les frais d'impression et de traduction.

Proposé par M. Duhamel, appuyé par M. Bergevin, et—

Ordonné,—Que la moitié de l'honoraire payé pour le bill (No 39) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre M. J.-N.-R. Faribeault à la pratique de la profession de notaire, après examen, soit remise, moins les frais d'impression et de traduction.

Proposé par M. Weir, secondé par M. Tessier, et—

Ordonné,—Que la moitié de l'honoraire payé pour le Bill (No 121), autorisant Joseph Stern à la pratique de la chirurgie dentaire dans cette province soit remise, moins les frais d'impression et de traduction.

Proposé par M. Tessier, secondé par M. Cardin, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance et de tous documents relativement aux difficultés qui ont existé entre le Dr Bouillon et le colonel Irwin au sujet du droit de pêche dans la rivière de Matane.

L'honorable M. Robitaille dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 6 avril 1903, pour la production du compte en détail de Charles Deguise, écuyer, avocat, au montant de \$400,00 en rapport avec la collection des arrérages des censitaires de la seigneurie de LaVacherie.

(Document de la session No 156).

Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 16 avril 1903, pour la production de copie de toutes requêtes, correspondance, mémoires, documents, copies d'actes de jugements ou de résolutions échangés entre le gouvernement et toute personne, en rapport avec la construction projetée d'un pont sur la rivière du Nord, en la ville de Saint-Jérôme.

(Document de la session No 157)

Et réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 16 avril courant, pour un état détaillé de la somme de \$3,000, dépensée pour le Parc National des Laurentides, du 1er juillet 1902 au 20 février 1903. (Voir page 7 de l'état des recettes et paiements.)

(Document de la session No 158.)

M. Pelletier (Sherbrooke) propose, appuyé par M. Petit : Que l'honoraire payé pour le bill (No 38) autorisant le bureau des commissaires des écoles protestantes de Sherbrooke à emprunter de l'argent et à émettre des débentures soit remis, moins les frais d'impression et de traduction. La motion est soumise à la Chambre par M. l'Orateur. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans la négative.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent, et il est—

Ordonné,—Que le Bill (No 8) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1903 et le 30 juin 1904, et pour d'autres fins du service public, soit, maintenant, lu, la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Il est proposé par l'honorable M. Guerin, appuyé par l'honorable M. Pelletier, et—

Résolu,—Qu'attendu qu'il est de l'intérêt de l'Empire Britannique que les citoyens de ses différentes parties soient heureux et satisfaits ;

Et attendu que l'Irlande n'a pas été dans cette situation depuis nombre d'années ;

Résolu : 1. Que l'Assemblée législative de la province de Québec, province qui a bénéficié des bienfaits d'un gouvernement autonome, voit avec la plus grande satisfaction les mesures que le parlement de la Grande Bretagne adopte en ce moment dans le but de faire disparaître tout mécontentement résultant des lois qui existent actuellement en Irlande, au sujet de la tenure des terres, et désire de plus exprimer l'espoir sincère que dans un prochain avenir, le parlement de la Grande Bretagne accordera une forme de gouvernement autonome qui satisfera les désirs patriotiques du peuple irlandais, et augmentera ainsi sa loyauté et son dévouement à l'Empire, de même que l'établissement d'un gouvernement autonome en ce pays a créé un lien indissoluble d'union entre le Canada et la mère patrie ;

Résolu : 2. Que copie de ces résolutions soit envoyée à Son Excellence le Gouverneur Général pour être transmise au Très Honorable Joseph Chamberlain, Secrétaire d'Etat pour les Colonies, et que M. l'Orateur soit autorisé à envoyer une copie au Très Honorable A. J. Balfour, et une copie à Monsieur John Redmond, M. P.

L'honorable M. Parent dépose sur la table de la Chambre :—Un état des travaux de la présente session, comme suit :

L'ouverture de cette session a eu lieu le 26 février 1903, étant la troisième session du dixième parlement.

Proposeur de l'Adresse en réponse au discours du Trône : M. Delâge, secondateur de l'Adresse en réponse au discours du Trône : M. Smith.

La prorogation a eu lieu le 25 avril 1903.

Nombre de jours de la session à cette date.....	59
Nombre de séances.....	40
La Chambre a voté.....	30 fois
Pétitions présentées.....	117
Adresses et ordres de la Chambre ordonnés.....	176
Documents mis devant la Chambre : réponses aux adresses et aux ordres de la Chambre.....	131
Ordonnés, à la dernière Session.....	5

Bills présentés à l'Assemblée législative.....	221
Présentés par le gouvernement.....	30
Bills publics	92
Bills reçus du Conseil législatif.....	14
Avis de motions ayant rapport aux interpellations.....	164
" " se rapportant aux bills.....	113
" " se rapportant aux adresses et aux ordres.....	170
" " se rapportant aux résolutions.....	15
La Chambre en comité général sur résolutions.....	18 fois
La Chambre en comité général sur les subsides	17 fois
La Chambre en comité général pour divers projets de loi.....	219 fois

RAPPORTS FAITS PAR DES COMITÉS PERMANENTS

Comité spécial chargé de préparer la liste des comités permanents	1
Bills privés.....	19
Chemins de fer.....	11
Ordres permanents.....	14
Législation et lois expirantes.....	16
Comptes publics.....	3
Impressions	1
Privilèges et élections.....	2
Agriculture, immigration et colonisation.....	1
Industries.....	1

COMITÉS SPÉCIAUX

Comité pour considérer le code municipal.....	11
Comité sur la loi régissant les sociétés de secours mutuel, etc.....	2

E. R. ALLEYN,
Greffier des archives.

Québec, 25 avril 1903.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement :

Bill (No 3) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1903 et le 30 juin 1904, et pour d'autres fins du service public.

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par l'entremise de Frank Pennée, écuyer, gentilhomme-huissier de la Verge Noire, qui s'exprime comme suit :

M. L'ORATEUR,

"Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement dans la salle des séances du Conseil législatif."

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne, alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

- B Loi amendant la loi du Barreau de la province de Québec.
- F Loi autorisant le partage provisoire de la succession de feu Maria Morrin.
- G Loi constituant en corporation l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec.
- H Loi amendant le Code de procédure civile concernant les procès par jury.
- K Loi constituant en corporation " Les Ecoles Royales d'Agriculture."
- L Loi concernant les cités et villes.
- M Loi amendant la loi concernant les jurés.
- N Loi amendant la loi concernant les halles au beurre et au fromage.
- O Loi amendant le code du notariat
- R Loi amendant l'article 2178 du Code Civil.
- S Loi amendant l'article 5445 des Statuts refondus au sujet des sociétés de construction.
- 2 Loi relative à l'élection des députés à l'Assemblée Législative de Québec.
- 4 Loi relative au contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul, de Montréal.
- 5 Loi concernant l'Ecole polytechnique.
- 6 Loi relative à l'indépendance de la Législature.
- 7 Loi autorisant la constitution en corporation des associations de pêcheurs pour l'exploitation de la boëtte.
- 8 Loi amendant la loi des différends ouvriers de Québec.
- 9 Loi amendant la loi relative aux établissements industriels.
- 10 Loi amendant la loi constituant en corporation les compagnies à fonds social.
- 11 Loi concernant la dette de la province.
- 12 Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Sœurs de la Charité de Québec, relativement au maintien des aliénés dans les asiles de Beauport et de St-Ferdinand d'Halifax.
- 13 Loi amendant la loi de pharmacie de Québec.
- 14 Loi amendant la loi concernant les fonds des bâtisses et des jurés.
- 15 Loi amendant la loi concernant la protection des bois contre le feu.
- 16 Loi amendant l'acte 20 Victoria, chapitre 125, intitulé: " Acte pour diviser la Commission des chemins à barrières de Québec, en deux commissions distinctes, et établir d'autres dispositions à cet effet," et les différents actes qui l'amendent.

-
- 17 Loi ayant pour objet de faire disparaître des doutes au sujet des taxes sur les corporations et les compagnies commerciales.
 - 18 Loi ayant pour objet de faire disparaître des doutes au sujet des droits sur les successions.
 - 19 Loi amendant les lois concernant l'instruction publique relativement aux personnes professant la religion judaïque.
 - 20 Loi amendant de nouveau la loi concernant la pension de retraite des officiers publics.
 - 21 Loi concernant les juges des sessions de la paix.
 - 22 Loi amendant la loi de chasse de Québec.
 - 23 Loi concernant la préparation, l'examen, la correction et l'entrée en vigueur de la liste des électeurs dans les cités de Québec, Montréal et Trois-Rivières.
 - 24 Loi amendant la loi des élections contestées de Québec.
 - 25 Loi amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture.
 - 31 Loi amendant la loi constituant en corporation L'Association des Gymnastes Amateurs de Montréal.
 - 32 Loi constituant en corporation la ville de Roberval.
 - 33 Loi érigeant en ville le village de Dorval.
 - 34 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J. Alfred Dauth au nombre de ses membres.
 - 35 Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke.
 - 36 Loi constituant en corporation la *Olivet Baptist Church of Montreal*.
 - 37 Loi constituant en corporation la *Westmount Baptist Church*.
 - 38 Loi autorisant le bureau des commissaires des écoles protestantes de Sherbrooke à emprunter de l'argent et à émettre des obligations.
 - 39 Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Marie-Joseph-Norbert-René Faribault à la pratique de la profession de notaire, après examen.
 - 40 Loi constituant en corporation la compagnie: *The Montreal Steel Works, Limited*.
 - 41 Loi amendant la charte de la *Montreal Stock Yards Company*.
 - 42 Loi constituant en corporation la ville d'Arthabaska.
 - 43 Loi constituant en corporation la compagnie électrique Saint-Georges.
 - 44 Loi constituant en corporation la compagnie de tramway électrique de Valleyfield.
 - 46 Loi amendant et refondant la loi constituant en corporation la ville de Fraserville.
 - 47 Loi constituant en corporation les Frères Mineurs Capucins de Québec.
 - 48 Loi édictant des dispositions additionnelles concernant la succession de Horace Dryden Clark.
 - 49 Loi constituant en corporation la compagnie électrique "Red Falls."
 - 50 Loi amendant la charte de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal.
 - 51 Loi constituant en corporation la ville de Bromptonville.
 - 52 Loi amendant la charte de la compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic.

-
- 53 Loi accordant à la corporation du village de Vaudreuil des pouvoirs spéciaux d'emprunt pour réparations et améliorations à son système d'aqueduc.
 - 54 Loi autorisant Herménégilde C. Demers à exercer la profession de pharmacien dans la province de Québec.
 - 56 Loi érigeant une nouvelle municipalité de village dans la municipalité du village de Notre-Dame-de-Grâce Ouest.
 - 57 Loi amendant la charte de la compagnie " The Sherbrooke Gas and Water Company," et changeant son nom.
 - 58 Loi concernant la compagnie du chemin de fer Atlantique Québec et Occidental.
 - 59 Loi constituant en corporation le Crédit Municipal Canadien.
 - 60 Loi concernant la reconstruction de la cathédrale de Saint-Hyacinthe.
 - 61 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Georges Côté à la pratique de la médecine et de la chirurgie.
 - 62 Loi constituant en corporation le *Montreal Hunt Trustees*.
 - 63 Loi concernant la Société Historique du comté de Brome et confirmant l'acquisition de certaines propriétés.
 - 64 Loi amendant la charte de la *Shawinigan Falls Terminal Railway Company*.
 - 65 Loi constituant en corporation la compagnie d'assurance sur la vie, La Sauvegarde
 - 68 Loi amendant la charte de la cité de Québec.
 - 69 Loi constituant en corporation la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des beurreries et fromageries de la province de Québec.
 - 70 Loi autorisant l'admission de Paul d'Aigneaux à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen.
 - 71 Loi amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.
 - 72 Loi amendant la charte de la cité de Saint-Henri.
 - 74 Loi constituant en corporation la compagnie d'électricité de Roberval.
 - 75 Loi amendant la charte de la Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal.
 - 76 Loi constituant en corporation l'Hôpital Alexandra.
 - 77 Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec-Oriental
 - 78 Loi autorisant et ratifiant de nouveau l'exécution de la loi 1 Edouard VII, chapitre 48, concernant le règlement No 162 des règlements de la ville de Salaberry de Valleyfield.
 - 80 Loi ratifiant et validant un certain acte de cession par l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Sainte-Marie Magdeleine, du Cap-de-la-Madeleine, aux Révérends Pères Oblats de l'Immaculée-Conception de Marie.
 - 81 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Joseph Adélaide Provencher au nombre de ses membres, après examen.
 - 82 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre George Bigué à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

-
- 83 Loi définissant plus clairement les pouvoirs des exécuteurs des testaments et codicile de feu l'honorable Alexander Cross.
 - 84 Loi concernant le village du Boulevard Saint-Paul.
 - 85 Loi amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital protestant de Sherbrooke.
 - 87 Loi concernant les successions de Denis Dufort et de Dame Julie Duchesneau, son épouse.
 - 89 Loi déclarant définitif le partage des biens de la succession de feu Dame Angèle-Appolline-Delphine Cimon, et autres fins.
 - 90 Loi amendant la charte de la compagnie canadienne d'éclairage électrique.
 - 91 Loi amendant la charte de la compagnie du chemin de fer du comté de Lévis octroyé par la loi de cette province, 2 Edouard VII, chapitre 61.
 - 92 Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer *The Montreal Northern Railway Company*.
 - 95 Loi constituant en corporation *The Empire Trust Company*.
 - 96 Loi érigeant civilement la paroisse de l'Annonciation, permettant de renouveler un acte de répartition, et pourvoyant à sa régie future.
 - 97 Loi autorisant Arthur William Stackhouse à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.
 - 98 Loi interprétant le testament de feu Owen McGarvey, augmentant les pouvoirs des exécuteurs, pourvoyant au paiement des legs, et contenant des dispositions relatives à l'administration et à la liquidation de la succession.
 - 99 Loi accordant certains pouvoirs à la *New Richmond Lumber Company, Limited*.
 - 100 Loi validant la vente faite par les héritiers de L. T. Macpherson à MM. N. G. Kirouac et W. G. Kirouac.
 101. Loi prolongeant en faveur de Herbert Molesworth Price, tous les droits et privilèges accordés à Georges Benson Hall, par la loi 38, Victoria, chapitre 98.
 - 104 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Patrick Dobbin à la pratique de la médecine et de la chirurgie.
 - 105 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Fortunat Belleau à la pratique de la médecine et de la chirurgie.
 - 106 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-George LaRue parmi ses membres.
 - 107 Loi amendant la charte de la cité de Montréal.
 - 109 Loi constituant en corporation La Congrégation des Servantes de Jésus-Marie.
 - 110 Loi érigeant la municipalité de Saint-Herménégilde.
 - 111 Loi constituant en corporation la compagnie *Etna Boiler Inspection and Assurance Company*.
 - 112 Loi constituant en corporation *The Murray Bay Convalescent Home*.
 - 114 Loi concernant les successions de Jacques Blanchard et Sarah Déry.
 - 115 Loi amendant la charte de la ville de Saint-Louis.

-
-
- 117 Loi constituant en corporation l'Association de l'Exposition industrielle de Montréal.
- 118 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Victor Painchaud à la pratique de la médecine et de la chirurgie.
- 119 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Dame Irma LeVasseur au nombre de ses membres, après examen.
- 120 Loi constituant en corporation la compagnie *The Real Estate Title Guarantee and Trust Company*.
- 121 Loi autorisant Joseph Stern à exercer la profession de chirurgien-dentiste, dans la province de Québec.
- 122 Loi constituant en corporation "La Congrégation Beth Israël", (Maison d'Israël).
- 125 Loi refondant la charte de la Société des Artisans Canadiens-français.
- 127 Loi amendant la charte de l'association Saint-Jean-Baptiste de Montréal.
- 128 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste-Rosario Page, médecin et chirurgien.
- 129 Loi constituant en corporation l'Hôpital Guay de Saint-Joseph de Lévis.
- 130 Loi concernant la paroisse de Saint-Michel-Archange, Montréal.
- 131 Loi confirmant et ratifiant la vente des immeubles appartenant à la faillite de Robert Forsyth.
- 133 Loi constituant en corporation la *Union Stock Yards Company, Limited*.
- 134 Loi amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord.
- 136 Loi concernant la commune de Laprairie.
- 137 Loi autorisant Émile Boivin à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.
- 138 Loi autorisant Albert-J.-N. Lacaillade à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.
- 139 Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Montréal et Baie James.
- 140 Loi constituant en corporation *The Montreal Technical Institute*.
- 141 Loi constituant en corporation *The Citizens Law and Order League of Quebec*.
- 142 Loi concernant l'hôpital Notre-Dame de Montréal
- 150 Loi détachant du comté de Saguenay le canton de Dumas et l'annexant au comté de Chicoutimi, pour toutes les fins.
- 152 Loi amendant l'article 314 du Code de procédure civile.
- 153 Loi amendant l'article 3228e des Statuts refondus, relativement à l'entretien des aliénés.
- 155 Loi amendant l'article 599 du Code de procédure civile.
- 159 Loi concernant la liquidation des compagnies et corporations non commerciales.
- 163 Loi concernant les compagnies de téléphone électrique.
- 168 Loi amendant la loi de l'instruction publique relativement aux appels

-
- 169 Loi amendant la loi concernant les tribunaux civils relativement aux Iles-de-la-Madeleine.
- 172 Loi amendant les articles 59a et 130 du Code civil.
- 174 Loi détachant du comté de Drummond, le territoire compris dans la paroisse de Saint-Joachim de Courval et l'annexant au comté de Yamaska, pour toutes fins.
- 175 Loi amendant le Code de procédure civile concernant la cour de magistrat de district.
- 178 Loi amendant la loi des licences de Québec.
- 188 Loi déclarant insaisissable une partie du salaire des membres de la corporation des pilotes pour le hâvre de Québec et au-dessous.
- 191 Loi amendant l'article 599 du Code de procédure civile.
- 197 Loi amendant le Code de procédure civile relativement à la vente des biens des mineurs.
- 200 Loi donnant certains pouvoirs aux conseils des cités, villes, villages et paroisses.
- 202 Loi amendant l'article 496 de la loi de l'instruction publique.
- 204 Loi amendant le Code Municipal.
- 213 Loi amendant le Code de procédure civile concernant la cour de magistrat de district.
- 217 Loi amendant la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières.
- 221 Loi amendant l'article 3407 des Statuts refondus.
- 222 Loi amendant la loi des maîtres et serviteurs.
- 223 Loi pour donner effet au transport d'un certain subside accordé à la compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs (maintenant chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur.)
- 224 Loi concernant les appels des jugements rendus par la cour de circuit, dans et pour le comté du Lac Mégantic et autres fins.
- 225 Loi amendant la loi de la pêche de Québec.
- 227 Loi concernant les professions libérales.
- 229 Loi amendant le Code municipal relativement à la revision des rôles d'évaluation.
- 230 Loi amendant l'article 4529 des Statuts refondus concernant les emprunts.

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée Législative a adressé la parole à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et a présenté à Son Honneur, pour qu'il veuille y donner sa sanction, un bill intitulé :

Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, durant les années fiscales expirant le 30 juin 1903 et le 30 juin 1904, et pour d'autres fins du service public.

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

" Au nom de Sa Majesté, le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de clore la troisième session du dixième parlement de la Législature de la province de Québec, par le discours suivant.

“ Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

En venant vous relever de vos travaux parlementaires, c'est pour moi un vif plaisir de vous offrir mes félicitations pour l'assiduité et l'attention que vous avez apportées à l'accomplissement de vos devoirs publics.

Vous avez adopté un très grand nombre de lois de la plus haute importance, lesquelles contribueront, j'en ai la confiance, au bien-être et à l'avancement du peuple de cette province.

Le rapport préliminaire qui vous a été soumis par la Commission de la Colonisation produira, dans toute la province, l'impression la plus favorable, car il démontre avec quelle sage prudence les Commissaires ont commencé l'étude des graves problèmes dont l'examen leur est confié, et combien ils ont à cœur de recueillir tous les renseignements nécessaires, avant de faire des recommandations qu'un travail plus complet et plus approfondi pourrait plus tard modifier ou même contredire. C'est donc avec une entière confiance que nous attendrons le rapport définitif de cette Commission, qui peut avoir une portée si considérable pour l'avenir de la province.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie des subsides que vous avez votés pour les différents services publics, et je suis convaincu que mon Gouvernement les emploiera avec une intelligente économie.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative.

Au moment où vous vous préparez à retourner dans vos familles, tout en vous renouvelant mes félicitations pour le zèle que vous avez déployé dans l'exercice de vos devoirs, je fais des vœux pour votre bonheur et pour la prospérité de cette province.”

Alors l'honorable Orateur du Conseil Législatif dit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative.

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature soit prorogée jusqu'au jeudi, le quatrième jour de juin prochain, pour y être ici tenue.

Cette Législature provinciale est, en conséquence, prorogée au jeudi, le quatre de juin prochain.

APPENDICE

LISTE DES APPENDICES

ENQUÊTE TENUE DEVANT LE COMITÉ PERMANENT DES COMPTES PUBLICS

A.—Dépositions *in re* Gaynor et Greene.

B.—Dépositions *in re* Colons de Nemtayé.

**C.—Dépositions *in re* Département des Terres de la Couronne
et de la Commission de Colonisation.**

D.—Dépositions *in re* Alfred Lajoie.

APPENDICE A

ENQUÊTE TENUE DEVANT LE COMITÉ PERMANENT DES COMPTES PUBLICS SUR L'AFFAIRE GAYNOR & GREENE

PREMIÈRE SÉANCE

PRÉSIDENCE DE M. HUTCHINSON.

Québec, 16 avril 1903.

FRANÇOIS SYLVAIN, de la cité de Québec, détective, étant dûment assermenté, dépose et dit :

(Par l'honorable M. Pelletier)

Q. Vous êtes un des membres de la police provinciale ?

R. Oui, monsieur.

Q. Avez-vous eu occasion de faire connaissance avec MM. J.-S. Gaynor et B.-D. Greene ?

R. Oui, monsieur. Ils étaient dans la prison de Québec et on m'a demandé.

Q. Qui est allé les chercher à la prison ?

R. C'est moi et le détective Patry qui est membre de la police comme moi ?

Q. Où les avez-vous conduits ?

R. Plusieurs fois à la cour et finalement au Château Frontenac. C'est nous qui les conduisions. Quand il y a eu un ordre de les conduire au Frontenac on les a conduits.

Q. Vous agissez à la cour sous les instructions de M. le juge Chauveau ?

R. Oui, dans ce cas-là c'était aussi le shérif.

Q. Mais vous receviez vos instructions de M. le juge Chauveau ?

R. Oui, quand c'est une affaire de la prison, ça regarde le shérif.

Q. Qui vous a donné instructions de les conduire au Château Frontenac ?

R. Directement, c'est pas moi qui avait l'instruction, c'était le sergent Patry.

Q. Maintenant, pendant que ces messieurs étaient au Frontenac, avez-vous eu quelques ordres écrits ou verbaux ?

R. Je crois qu'il y a eu un ordre d'envoyé, mais c'était Patry qui était en charge. J'ai pas vu l'ordre, mais jamais on sort un prisonnier sans ordre. C'est à Patry, je devais être à la cour criminelle.

Q. Maintenant, pendant combien de temps ces messieurs sont-ils restés au Château Frontenac, avant que le jugement de M. le juge Caron ait été rendu les libérant ?

R. Je ne me rappelle pas.

Q. Avez-vous resté avec eux ?

R. Je les ai gardés pendant quarante jours et quarante nuits.

Q. Vous couchiez-là ?

R. Oui monsieur.

Q. Dans la même chambre ?

R. Non, dans le même passage, mais pas dans la même chambre.

Q. Qui vous payait pour cela ?

R. M. Greene, un des prisonniers, le temps extra que j'ai fait.

Q. Qu'appellez-vous temps extra ?

R. J'ai doublé le temps ordinaire.

Q. Qui aimait mieux que vous veniez à rester là ?

R. M. Greene.

Q. Pourquoi ?

R. M. Greene, parce qu'il parlait français.

Q. Pourquoi M. Greene aimait-il mieux vous avoir qu'un autre ?

R. Je ne sais pas. La seule chose qu'il m'a dite c'est qu'il me comprenait bien et parlait le français.

Q. Qu'est-ce que vous avez fait de l'argent que vous avez reçu de Greene ?

R. Je l'ai gardé.

Q. Êtes-vous allé en bas, à Nemtayé, dans l'affaire des colons ?

R. Non, monsieur, je n'y ai pas été.

Q. Qui était en charge des hommes qui étaient là ?

R. Je ne sais pas. C'est une escorte des hommes qui étaient à la Chambre, et je ne sais pas.

(Transquestionné par M. Cannon)

Q. Sylvain, vous êtes sergent détective dans la police provinciale ?

R. Oui, monsieur.

Q. Patry aussi ?

R. Oui, monsieur.

Q. Maintenant, comme sergent détective, vous êtes attaché spécialement au service de la cour de police ?

R. Oui, monsieur.

Q. Pour ce service, vous êtes sous les ordres de M. le juge Chauveau ?

R. Oui, c'est lui qui nous dirige.

Q. Et tous les jours, dans l'exercice de vos devoirs, vous agissez sous les ordres du juge Chauveau ?

R. Oui, monsieur.

Q. Dans cette affaire de Gaynor et Greene, dont vous venez de parler, avez-vous agi dans l'exercice de vos devoirs ?

R. C'est toujours à la cour qu'on a pris les ordres comme dans les affaires ordinaires.

Q. Dans ce temps-là, Gaynor et Greene étaient à subir un procès ou des procédures judiciaires à Québec ?

R. Oui, monsieur.

Q. Et c'est en rapport avec ces procédures judiciaires que vous avez eu avec eux les rapports que vous avez mentionnés ?

R. Oui, monsieur.

Q. Dans toute cette affaire-là dont vous avez parlé, vous n'avez pas eu de rapport avec le procureur général ou avec moi ?

R. Non, monsieur.

Q. Dans le temps, d'après ce que vous avez pu voir, c'était une affaire ordinaire de la cour.

R. Oui, c'était ordinaire.

Q. On vous a parlé à propos de Gaynor et Greene qui ont été sous votre surveillance au Château Frontenac, c'était pendant les procédures judiciaires qu'il y a eu à Québec que ça eu lieu ?

R. Oui, monsieur.

Q. Y a-t-il plusieurs années que vous êtes sergent détective ?

R. Six ans.

Q. Avez-vous eu occasion, dans vos devoirs, d'avoir des prisonniers, comme cela, sous votre surveillance, à part de Gaynor et Greene ?

R. Non, je ne me rappelle pas.

Q. Vous n'étiez pas dans la police dans le temps de l'affaire Eno ?

R. Ce n'est pas de mon temps.

Q. Vous avez parlé que vous aviez été payé par Greene pour votre temps extra pendant votre surveillance ?

R. Oui monsieur.

Q. Pendant que vous les avez tenus sous votre surveillance, vous étiez en devoir plus longtemps que votre temps ordinaire ?

R. Oui monsieur.

Q. Dites donc qui vous a donné instructions de garder Gaynor et Greene sous votre surveillance ?

R. C'est le shérif.

Q. Le juge Chauveau a-t-il eu connaissance de cela ?

R. Oui, je lui ai parlé de cela ; il m'a dit que c'était correct.

Q. Quand le shérif vous a remis Gaynor et Greene comme vous venez de le dire, est-il à votre connaissance qu'ils étaient sous la garde du shérif ?

R. Oui, parce qu'ils étaient mes prisonniers.

Q. Quand vous avez reçu ces instructions du shérif, vous en avez informé le juge Chauveau sous les ordres duquel vous agissez tous les jours ?

R. Oui ?

Q. A-t-il approuvé cela ?

R. Il m'a dit de continuer jusqu'à nouvel ordre.

(Ré-examiné par l'hon. M. Pelletier)

Q. Le juge Chauveau a-t-il dit quelque chose par écrit ou si c'est une conversation ?

R. Tout ça c'est verbal. Il ne nous donne jamais d'ordre par écrit.

Q. Le juge Chauveau n'avait rien à faire avec les procédures en extradition ?

R. Pas que je connaisse.

Q. Maintenant, vous dites qu'il n'y a rien eu d'extraordinaire au sujet de l'affaire Gaynor et Greene, est-ce que la police a coutume de prendre les prisonniers et de les conduire aux hôtels et de les garder là ?

R. De mon temps je n'ai rien vu d'extraordinaire.

Q. N'est-il pas vrai que c'est la première fois depuis que vous êtes dans la police qu'on a pris des prisonniers à la prison et qu'on les a ainsi conduits dans un grand hôtel ?

R. C'est la première fois, oui monsieur, à ma connaissance.

Q. Est-ce la première fois que vous recevez des ordres des prisonniers pour en avoir soin ?

R. Oui, monsieur.

Q. C'était connu de tout le monde qu'ils étaient au Frontenac ?

R. Je pense qu'il y avait bien du monde qui le savait.

Q. Les journaux en ont parlé ?

R. Oui monsieur.

Q. Bien, avez-vous jamais eu aucun reproche du procureur général au sujet de ce que vous avez fait ?

R. M. Cannon m'en a fait.

Q. M. Archambeault vous en a-t-il fait ?

R. Il n'était pas ici dans le temps. Il a voulu m'envoyer du Château.

Q. Qui ?

R. M. Cannon. Il voulait me faire relever par un autre.

Q. Il voulait donc qu'il y en eut un ?

R. Je ne sais pas s'il voulait qu'il y en eut un, il m'a dit que c'était assez pour moi. Il m'a demandé quel ordre que j'avais d'aller là. J'ai dit que c'était l'ordre du shérif. Là-dessus M. Cannon m'a dit "vous ne deviez pas aller là sans ma permission". J'ai dit : je suis sous l'ordre du juge Chauveau et j'ai suivi les ordres qu'on a l'habitude de suivre.

Q. Comme membre de la police vous relevez du procureur général ?

R. Oui, naturellement.

Q. Ce sont vos chefs ?

R. Oui, c'est M. Cannon qui est notre commissaire.

Q. Quand M. Cannon vous a parlé comme cela, que vous ne deviez pas aller là, avez-vous cessé d'y aller ?

R. Il m'a dit qu'il allait voir à cela, et ensuite le juge Chauveau m'a dit de continuer.

Q. Combien de temps, êtes-vous resté encore à garder Gaynor et Greene après que M. Cannon vous eut parlé comme cela ?

R. Je ne suis pas capable de dire, à peu près la moitié du temps.

Q. Vous les avez gardés une vingtaine de jours après que M. Cannon vous a fait ce reproche ?

R. Oui, à peu près.

Q. Vous n'avez pas eu peur de perdre votre place ?

R. Non.

Q. Ça n'avait pas l'air dangereux ?

R. Je me sentais appuyé par mon chef M. le juge Chauveau.

Q. Mais M. Cannon est au-dessus de M. le juge Chauveau ?

R. Naturellement, oui.

Q. Vous nous avez dit que M. Cannon trouvait que vous aviez été là assez longtemps, vous ?

R. Je ne sais pas, mais il m'a dit que je n'avais pas les ordres d'aller là. J'ai fait rapport au juge Chauveau ; il m'a dit.....

Q. Vous nous avez dit que M. Cannon trouvait que vous aviez été là assez longtemps, vous ?

R. J'ai supposé qu'il a trouvé que ça faisait assez longtemps, et qu'il allait en envoyer un autre. J'étais là par les ordres du juge Chauveau.

Q. Qui vous a fait supposer que M. Cannon voulait vous faire remplacer par un autre ?

R. Je ne sais pas trop, mais je savais bien qu'il n'était pas pour laisser personne avec les prisonniers. Je devais être remplacé.

Q. Patry a-t-il été payé par les prisonniers ?

R. Je ne crois pas.

Q. Vous n'avez pas partagé avec lui ?

R. Il était en Europe dans ce temps-là.

Q. Etes-vous un de ceux qui sont montés courir après Gaynor et Greene ?

R. Oui.

Q. A bord d'un petit bateau ?

R. Oui.

Q. Quel est le nom de ce petit bateau-là ?

R. C'était un toueur de la basse ville.

Q. Est-ce le juge Chauveau qui vous a dit de courir après Gaynor et Greene ?

R. Oui.

Q. Vous n'avez pas eu d'autres instructions qui venaient d'ailleurs ?

R. Non.

Q. Avez-vous été payé pour cela ?

R. Non, il y a eu quelques piastres, mais ce n'était pas de la part des prisonniers.

Q. Qui ?

R. Je ne sais pas, mais je sais bien que quelqu'un m'a donné deux piastres pour avoir passé la nuit. Je sais que ça venait par les hommes de police ; il y en a un qui m'a donné deux piastres. Je crois que c'est Patry, mais je ne suis pas positif.

Q. Y en a-t-il d'autres qui en ont eu ?

R. Je ne sais pas.

Q. Qui a payé les dépenses de ce voyage ?

R. Je ne sais pas, c'était loin de moi cela.

Je soussigné, sténographe, certifie que la déposition ci-haut est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ARTH. DIONNE,

Sténographe.

CHARLES LANCTOT, de la cité de Québec, Conseil du Roi et officier spécial en loi, étant dûment assermenté sur les Saints Evangiles, dépose et dit :

(Par l'honorable M. Pelletier)

Q. Quand M. L. J. Cannon, le député procureur général, est absent, quel est celui qui le remplace ?

R. C'est généralement moi, en vertu d'une lettre d'instructions que j'ai chaque fois qu'il s'absente.

Q. Vous vous rappelez de l'affaire Gaynor et Greene ?

R. Les grandes lignes, oui.

Q. Je vois dans le document sessionnel No. 34 déposé devant cette Chambre le 11 mars, qu'un grand nombre de dépêches aux greffier de la paix, grands constables, chefs de police de toutes les parties de la province depuis Québec jusqu'aux frontières ont été envoyées qui sont signées " Charles Lanctot, assistant-procureur-général suppléant." Ce monsieur, Lanctot là, c'est vous ?

R. Me permettez-vous de regarder les dépêches ? Oui, j'ai envoyé ces dépêches qui apparaissent au dossier.

Q. M. le procureur-général était absent de Québec ?

R. Oui.

Q. M. Cannon était absent ?

R. M. Cannon était absent.

Q. Voulez-vous nous dire à la demande de qui vous avez envoyé toutes ces dépêches ?

R. A la demande d'un des avocats de Gaynor et Greene, M. L. A. Cannon et à la demande du juge Chauveau, juge des sessions de la paix.

Q. M. L. A. Cannon dont vous parlez est l'un des membres de la société légale Fitzpatrick, Parent, Taschereau, Roy & Cannon ?

R. Je sais que son nom apparaît dans cette société.

Q. Je ne vois rien ici au dossier, M. Lanctot, qui a été mis devant la Chambre, au sujet des dépenses que nécessiterait cette affaire ?

R. Avant d'envoyer ces dépêches et après avoir communiqué avec M. le juge Chauveau, j'ai déclaré à M. L. A. Cannon que je n'agirais pas à moins qu'il ne s'engage de payer toutes les dépenses qui seraient encourues dans cette affaire, et j'ai ensuite envoyé les dépêches.

Q. Cet engagement de M. Cannon a-t-il été verbal ou par écrit ?

R. Verbal.

Q. Vous n'avez jamais eu de reproche du procureur général ?

R. Je ne crois pas en avoir mérité et, de fait, je n'en ai pas eu.

Q. Toutes les dépêches qui apparaissent ici, qui a payé cela ?

R. Le lendemain, je crois, ou le surlendemain, M. Cannon a repris la direction du bureau et je ne sais pas ensuite comment les dépenses encourues dans cette affaire ont été payées. J'ai fait part à l'assistant-procureur général de l'arrangement qui était intervenu entre moi et M. L. A. Cannon.

Q. Je vois au bas des dépêches les mots " Charge dept " ?

R. C'était afin de ne pas faire de déboursés dans le moment. Mon intention était ensuite de faire un compte quand nous recevions celui de la compagnie de télégraphe.

(*Transquestionné par M. Cannon*)

Q. Quand vous avez été informé, en premier lieu, de cette affaire de Gaynor et Greene qui fait le sujet des dépêches dont vous avez parlé, comment vous a-t-on parlé de l'affaire et de quoi avez-vous compris qu'il s'agissait ?

R. M. L. A. Cannon est venu au bureau et m'a dit que des personnes dont je ne connaissais pas même l'existence avant étaient kidnappées par des détectives américains, lesquels les auraient mis à bord d'un vaisseau qui était à la basse ville et que l'on les emportait du côté de Montréal. M. Cannon m'exprimait la crainte que ces détectives ne portassent avec eux les prisonniers aux Etats-Unis. Au moment où nous étions à discuter cette question, le téléphone a sonné et le juge Chauveau m'a répété la substance de ce que me disait M. Cannon.

Q. Et le juge Chauveau a-t-il demandé l'intervention du département ?

R. Le juge Chauveau m'a alors annoncé que M. Cannon viendrait me voir à mon bureau. Je lui ai dit qu'il y était et il m'a répété la même chose que m'avait dite M. Cannon et m'a demandé de faire tout en mon possible pour empêcher que l'offense qu'on croyait dans le moment en voie de commission, c'est-à-dire celle de kidnapping, ne fût complétée.

Q. D'après les informations qui vous ont été données par M. Cannon, l'avocat, et par le juge Chauveau, vous avez compris qu'il s'agissait d'un cas d'enlèvement et que les détectives américains allaient amener ces gens-là aux Etats-Unis ?

R. Je suis arrivé à la conclusion qu'on était à commettre un enlèvement de personne, et ce n'est qu'après être arrivé à cette conclusion que j'ai envoyé les dépêches qui sont au dossier.

Q. Alors, toutes ces dépêches qui sont au dossier sont adressées aux officiers sous le contrôle du procureur général dans les districts situés à l'ouest de Québec ?

R. Croyant que les renseignements qui m'étaient donnés étaient fondés, j'ai essayé d'atteindre les officiers qui habitaient le long des voies de communication par où les détectives américains pourraient conduire leurs prisonniers aux Etats-Unis.

Q. A cette date-là, au moment de l'envoi des télégrammes qui sont au dossier, vous n'aviez aucun renseignement au sujet de procédures en extradition ou de mandats d'arrestation qui auraient été émis contre Gaynor et Greene ?

R. Je ne savais même pas, au moment où M. Cannon m'a parlé, que Gaynor et Greene existaient.

Q. M. le juge Chauveau que vous avez mentionné est le seul juge des sessions de la paix à Québec, et en était le seul juge dans le moment ?

R. Oui.

Q. Alors, s'il y avait eu quelque mandat émis contre Gaynor et Greene, dans le cours ordinaire des choses, M. le juge Chauveau aurait dû en avoir connaissance ?

Q. Je lui ai demandé s'il y avait eu un mandat émis d'un autre district qui lui aurait été présenté pour être endossé par lui. Je ne voulais pas adopter les procédures que j'ai suivies sans être convaincu du fait qu'il n'y avait pas de mandat d'émission. Le juge Chauveau m'a affirmé

qu'aucun mandat émis dans un district étranger lui avait été présenté pour endossement.

Q. Et lui, le juge Chauveau, n'en avait pas émis ?

R. Il n'en avait pas émis puisqu'il me téléphonait pour faire arrêter les personnes qui enlevaient Gaynor et Greene.

Q. Et c'est après avoir pris ces renseignements du juge Chauveau que vous avez cru que vous vous trouviez en face d'un enlèvement ?

R. J'étais convaincu, sur les renseignements que m'avait donnés M. Cannon et M. Chauveau ; et M. Chauveau a confirmé l'impression que m'avait laissée M. Cannon.

Q. A tout événement, après avoir eu les informations que vous avez mentionnées, vous êtes resté convaincu que vous étiez en face d'un cas d'enlèvement illégal ?

R. Oui, et j'ai agi comme le département a coutume d'agir quand il se commet une offense dans une certaine partie du pays. Sur renseignements, celui qui est en charge du département envoie un ou deux hommes de police, le nombre requis, pour découvrir les délinquants et les arrêter.

Q. D'après la connaissance que vous avez des affaires du département, il n'y avait rien d'inusité dans le fait d'envoyer des dépêches et des hommes de police pour arrêter cet acte illégal que vous croyiez qui était à se commettre ?

R. Non, car j'aurais consulté le procureur général.

Q. A ce moment et d'après vos renseignements, l'action que vous avez prise vous paraissait être dans les attributions du département ?

R. Oui, nécessitée par les circonstances.

(Ré-examiné par M. Pelletier).

Q. Outre les avocats dont vous avez parlé comme étant les avocats de Gaynor et Greene n'y en avait-il pas d'autres qui les représentaient ?

R. Je ne me rappelle pas, mais je crois qu'un peu plus tard, l'hon. M. Tessier, sénateur, est venu à mon bureau et m'a répété ce que M. Cannon et M. Chauveau m'avaient dit.

Q. Était-il seul ?

R. Je ne me rappelle pas, et je dois vous dire qu'il est venu un grand nombre de personnes.

Q. Parmi les avocats de Gaynor et Greene n'y avait-il pas M. Gervais, de Montréal ?

R. Non, monsieur.

Q. Je ne vous demande pas s'il est venu, mais s'il était à votre connaissance qu'il était l'un des avocats de Gaynor et Greene. Dans ces cas, n'est-il pas de notoriété publique qu'il l'était ?

R. Je crois qu'en effet il était un des avocats de Gaynor et Greene.

Q. Ce monsieur Gervais est un des membres de la société légale Archambeault, Rainville et Gervais ?

R. Ce nom apparaît dans la raison sociale.

Q. Le monsieur Archambeault dont le nom apparaît dans cette raison sociale est le procureur général ?

R. Oui.

Q. Est-ce que parmi les avocats de Gaynor et Greene il n'y avait pas aussi M. Charles Chauveau, de Québec ?

R. Je l'ai vu aussi avec M. Tessier.

Q. C'est le fils de M. le juge Chauveau ?

R. Oui.

Q. M. Cannon qui est venu vous trouver est le fils de M. Cannon, le député procureur-général ?

R. Oui, monsieur.

Q. Vous n'avez pas vu M. Taschereau, le député de Montmorency, à propos de cette affaire là ?

R. Non, monsieur. Je l'ai vu plus tard, pas le jour de l'envoi des télégrammes, mais je l'ai rencontré plus tard.

Je, soussigné, sténographe, certifie que la déposition ci-haut est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ARTH. DIONNE,

Sténographe.

L.-J. CANNON, de la cité de Québec, assistant-procureur-général et conseil du Roi, étant dûment assermenté, dépose et dit :

(Par l'honorable M. Pelletier)

Q. M. Cannon, qui a payé les dépêches au sujet de l'affaire Gaynor et Greene qui apparaissent au document sessionnel No 34 ?

R. Je ne pourrais pas le dire d'une manière certaine. Au département, comme vous le savez du reste, ayant été procureur général, nous payons nos comptes de télégrammes à la fin de chaque mois. C'est pour cela qu'on met au bas de ces télégrammes "Charge dept." Alors les comptes pour tous les télégrammes du département transmis dans le mois de mai 1902, ont été reçus par moi suivant la règle ordinaire au commencement de juin 1902. Maintenant, de mémoire, je ne peux pas vous dire si ces dépêches étaient dans les comptes, mais d'après ce que j'ai entendu dire à M. Lanctot, dans son témoignage, dans son arrangement avec mon fils, M. L. A. Cannon, il ne voulait pas agir ou faire agir le département en cette affaire à moins que ses clients fassent toutes les dépenses. Ceci devait couvrir les télégrammes comme le reste.

Q. Les avez-vous fait payer ces télégrammes-ci ? Ces télégrammes n'ont pas été remboursés à la province ?

R. Pas à ma connaissance.

Q. S'ils avaient été payés vous en auriez eu connaissance ?

R. Oui, excepté que le remboursement aurait eu lieu pendant que j'aurais été absent du département. A tout événement, pour réponse à la question à savoir si ces dépêches ont été payées par le département ou non, il n'y aurait qu'à faire produire devant ce comité par l'auditeur de la province ou M. Campeau, comptable des contingents, les comptes de télégrammes du département pour le mois de mai 1902.

Q. Vous pourriez vérifier cela et nous le dire ?

R. Oui, en ayant les comptes.

Q. Vous avez transquestionné M. Lanctot et vous lui avez fait dire

que les télégrammes du 15 mai avaient été envoyés parce qu'il y avait un cas supposé de kidnapping. Il a été connu qu'il n'y avait pas de kidnapping, mais que les accusés avaient été arrêtés en vertu d'un mandat du juge Lafontaine ?

R. Ce jour-là, le 15 mai, j'étais à Ottawa et le soir même, je revenais à Québec. Je me trouvais à Montréal. La première nouvelle que j'ai eu de l'affaire a été quand j'ai été appelé au téléphone, à l'hôtel Place Viger. J'ai constaté que c'était mon fils, M. L. A. Cannon qui me téléphonait de Trois-Rivières. Il m'a appris cette affaire de Gaynor et Greene, ce qui s'était passé à Québec, ce matin-là, et c'est après cela que j'ai appris qu'il y avait un mandat d'arrestation émis par M. le magistrat Lafontaine, et dans le courant de cette soirée-là même, j'ai vu M. Lafontaine à l'hôtel Place Viger, et là j'ai compris la position.

Q. M. Lafontaine avait émis un mandat en sa qualité de commissaire d'extradition ayant le droit d'émettre un tel mandat comme tel ?

R. Oui, il disait avoir le droit. Ce droit a été contesté plus tard.

Q. Le droit d'émettre un tel mandat n'a pas été mis en question et ne pouvait pas l'être. Comme question de fait M. Lafontaine avait émis un mandat d'arrestation contre Gaynor et Greene et un commissaire d'extradition a le droit d'émettre un tel mandat ?

R. Dans les limites de sa juridiction.

Q. Avait-il juridiction ?

R. Bien, ça c'est une question légale.

Q. Oui, mais vous êtes député procureur général ?

R. Oui, sur une plainte écrite et dans les limites de sa juridiction.

Q. Mais un commissaire d'extradition a-t-il juridiction pour une offense comme celle dont Gaynor et Greene était accusée ?

R. Dans l'espèce, le juge Caron a décidé que non.

Q. Je vous demande, comme député procureur-général si, d'une manière abstraite, je ne vous parle pas du jugement du juge Caron qui a été jugé, de là, je vous demande si, d'une manière abstraite, des gens qui sont accusés d'avoir volé de l'argent aux Etats-Unis peuvent être valablement arrêtés sur un mandant d'arrestation émané par un commissaire d'extradition comme Lafontaine ?

R. Je crois que le vol est une des offenses mentionnées dans le traité d'extradition entre l'Angleterre et les Etats-Unis.

Q. En deux mots, je vous demande si un commissaire, tel que l'était le juge Lafontaine peut, d'une manière abstraite, émettre un mandat d'arrestation dans une affaire comme celle dont il s'agit. Outrepassé-t-il ses pouvoirs en émettant un mandat d'arrestation. En d'autres termes, M. Lafontaine, comme commissaire d'extradition, est-il l'officier ou un des officiers ou magistrats auquel on devrait s'adresser pour faire arrêter les accusés étrangers dans les affaires d'extradition ?

R. Oui.

Q. Il est nommé pour toute la Puissance ?

R. Oui, pour tout le Canada par le gouvernement du Canada, et dans l'acte d'extradition, il y a une clause spéciale.

Q. Vous dites que vous avez appris toute cette affaire-là par le téléphone le jour en question ?

R. Le 15 de mai, le soir, je pense.

Q. Vous saviez avant cela qu'il y avait ici deux messieurs des Etats-Unis qui étaient fugitifs de leur pays ? C'était connu à Québec ?

R. Je ne me rappelle pas jusqu'à quel point ; je crois que je le savais personnellement, mais pas officiellement. Je crois l'avoir entendu dire, mais je ne connaissais rien officiellement.

Q. Vous avez appris le 15 de mai ce que vous nous avez dit. Après le 15 de mai, après que vous avez eu constaté que ces gens-là étaient arrêtés en vertu d'un mandat émis par un commissaire d'extradition, voulez-vous nous dire si la police provinciale qui est sous votre contrôle a continué à aider aux avocats de Gaynor et Greene pour les ramener à Québec ?

R. Après le 15 de mai il y a eu plusieurs mandats ou brefs émis dans cette affaire de Gaynor et Greene par différents juges. L'exécution de ces mandats et brefs a été confiée, autant que je me rappelle au grand constable Gale qui, d'après les règles ordinaires du département, a requis les services d'un nombre de constables de la police provinciale dont il pouvait avoir besoin pour exécuter ces brefs, et cela a été fait de la manière ordinaire. Quand le grand constable Gale a besoin d'hommes de police pour exécuter des mandats qu'il a en mains, il téléphone au poste central et le sergent en charge envoie à tour de rôle le nombre d'hommes qui sont demandés.

Q. La police provinciale n'a-t-elle pas fait un voyage spécial à Montréal pour aller chercher Gaynor et Greene qui étaient alors à la prison de Montréal et les ramener à Québec ?

R. Je crois que oui, M. Gale et un certain nombre d'hommes de la police ont été à Montréal les chercher.

Q. Gaynor et Greene voulaient revenir à Québec ?

R. Ça me paraissait là le sujet du débat.

Q. Maintenant qui a payé toutes les dépenses de la police en rapport avec cette affaire, à part des télégrammes ?

R. Ce n'est pas le gouvernement.

Q. Qui ?

R. Je n'ai pas eu une connaissance personnelle ni officielle du paiement de ces dépenses à part deux ou trois comptes que j'ai reçus du département et que j'ai transmis à M. L. A. Taschereau, de la société Fitzpatrick, Parent, etc., de la manière mentionnée au dossier dont copie a été produite devant la Chambre.

Q. Vous avez la direction de la police ?

R. Oui.

Q. Alors voici la police qui voyage de Québec à Montréal et qui fait des dépenses ; naturellement vous devez être en position de nous dire qui a payé ces dépenses ?

R. J'ai été informé par M. Gale que ces dépenses avaient été payées par les avocats de Gaynor et Greene.

(Questionné par l'honorable M. Duff)

Q. Le département ne tient pas un compte séparé des télégrammes pour chaque télégramme, mais seulement un compte général des télégrammes envoyés pour chaque compagnie de télégraphe et nous recevons et payons ce compte au commencement de chaque mois à la compagnie. Le livre des

dépenses contingentes du département montre seulement les comptes de télégrammes entre le département et chaque compagnie de télégraphe, mois par mois.

Je ne connais pas la manière dont a été opérée l'enlèvement de Gaynor et Greene à Québec le 15 mai 1902. J'étais alors à Ottawa. J'en ai entendu parler par la suite. Je sais par ce que j'ai entendu dire par différentes personnes, après mon retour d'Ottawa, que l'impression générale à Québec, lors du départ de Gaynor et Greene le 15 mai, était qu'ils avaient été enlevés.

Comme question de pratique, je crois qu'on s'adresse ordinairement à un commissaire en extradition de l'endroit où sont, au moment de l'émission du mandat, les personnes qu'il s'agit d'extrader pour obtenir un mandat d'extradition. A cette date du 15 mai, je sais qu'il y avait à Québec des commissaires d'extradition, savoir M. le juge Chauveau, M. Ludovic Brunet, et les juges de la Cour Supérieure qui sont commissaires d'extradition ex-officio.

Il n'est pas à ma connaissance qu'on se soit adressé, dans ce temps-là, à un des commissaires d'extradition de Québec, ou à un juge de la cour supérieure, à Québec, pour l'émission d'un mandat contre Gaynor et Greene.

Comme question de pratique, quand il s'agit de l'exécution d'un mandat de la cour de police ou des cours siégeant à Québec, le grand constable Gale ne s'adresse pas, dans chaque cas, au procureur général ni à moi, mais assez souvent il demande par le téléphone au sergent en charge le nombre de constables qu'il lui faut pour exécuter les mandats qu'il a en mains.

En outre de cela, les détectives Sylvain et Patry sont tous les jours à la cour de police sous le contrôle et les ordres du juge des sessions de la paix pour les affaires de cette cour.

De la même manière, les ordres du shérif pour les prisonniers qui sont sous son contrôle, sont exécutés par le grand constable, et les constables de la police dont il peut avoir besoin sans référence directement dans chaque cas au département du procureur général.

Comme question de fait et comme question de pratique, il arrive fréquemment que les constables de la police provinciale exécutent des brefs ou des mandats sous le contrôle et la responsabilité des officiers de justice sans que le département ait connaissance de chaque cas.

Lorsque le grand constable Gale est allé à Montréal chercher Gaynor et Greene avec un certain nombre d'hommes de la police provinciale comme je l'ai déjà mentionné, il n'a pas reçu d'instructions spéciales du département du procureur général à ce sujet. Dans cette occasion Gale avait à exécuter certains brefs qui avaient été émis par l'autorité compétente et pouvait les exécuter avec l'aide nécessaire de la police provinciale sans instructions spéciales du département.

Dans cette occasion, le grand constable et les hommes de la police exécutent simplement des ordres d'une cour de justice dans la manière ordinaire et sans autorisation spéciale de notre département pour chaque cas.

On n'a reçu au département aucune plainte contre ce qui avait été fait par la police provinciale.

(Questionné par le Premier Ministre)

Je constate dans le dossier de cette affaire qu'il y a une lettre de M. L. A. Taschereau, de M. Jules Tessier, procureurs de Gaynor et Greene, datée de Montréal, le 18 mai 1902, adressée à l'hon. Horace Archambeault, procureur général sur le fait que Gaynor et Greene sont détenus au Windsor, " nous ne savons pas sous la garde de qui " La lettre ajoute ensuite qu'ils ont demandé à être conduits immédiatement à la prison de Montréal, que cette demande a été faite par écrit au magistrat Lafontaine qui n'a pas voulu y faire droit.

(Par l'honorable M. Pelletier)

Q. Le monsieur Lafontaine dont il est question dans cette lettre, est un commissaire d'extradition ?

R. Oui.

(Par l'honorable M. Gouin)

Q. Vous avez dit, au commencement de votre déposition que vous avez entendu une déclaration de la part de M. Lanctot à l'effet qu'il s'était fait donner une garantie par MM. Gaynor et Greene pour tous les frais qui pourraient être encourus dans cette affaire avant de procéder. Vous venez d'entendre la lecture de la déposition de M. Lanctot à cet égard. Voulez-vous dire si vous persistez à déclarer que M. Lanctot a mentionné le nom de MM. Gaynor et Greene comme étant ceux qui avaient donné cette garantie dans cette circonstance ?

R. Non, je constate par la lecture de cette partie de la déposition de M. Lanctot qui vient d'être faite, que M. Lanctot n'a mentionné que M. L. A. Cannon à qui il a demandé et qui lui a donné cette garantie pour les frais de télégrammes.

Q. Vous avez entendu aussi M. Lanctot déclarer qu'il ne connaissait pas MM. Gaynor et Greene à cette date ?

R. Oui, à cette date.

Q. Et vous savez qu'à cette époque M. Lanctot connaissait très bien M. Cannon ?

R. Oui.

Je soussigné, sténographe, certifie que la déposition ci-haut est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ARTH. DIONNE,

Sténographe.

Suite de la déposition de M. L. J. Cannon in re Gaynor et Greene.

Q. Vous avez maintenant devant vous les comptes du département pour les télégrammes en question ?

R. Oui.

Q. Voulez vous nous dire si les télégrammes envoyés au sujet de l'affaire Gaynor et Greene par votre département ont été payés par la Province ?

R. Je trouve dans le compte de la compagnie de télégraphe Great North Western Co of Canada, pour le mois de mai 1902, à la date du 15, dix télégrammes qui m'ont l'air d'être en rapport avec cette affaire, qui ont été chargés au département et qui ont été payés par le département. Le coût de ces télégrammes s'élève à \$5.30. Le compte en question s'élève en tout à la somme de \$20.10. Il a été transmis par moi de la manière ordinaire au comptable des dépenses contingentes, pour être payé, le 5 juin 1902, il a dû être payé. Je ne connaissais pas à cette date, et je ne connaissais pas avant aujourd'hui, autant que je m'en rappelle, cette entente intervenue entre M. Lanctot et M. L. A. Cannon. Il est encore temps de faire rembourser ce montant et, dans les circonstances, je crois que je vais envoyer le compte aux avocats de Gaynor et Greene pour être payé. Le compte de \$20.10 dont j'ai parlé plus haut, est pour tous les télégrammes du mois du département, mais la partie qui a rapport à l'affaire Gaynor et Greene, s'élève à la somme de \$5.30.

Q. Sans cette enquête-ci la chose aurait été oubliée ?

R. Probablement.

Q. Vous avez parlé tantôt d'une lettre dans laquelle M. Alexandre Taschereau, l'un des avocats de MM. Gaynor et Greene se plaignait. Il y a une autre lettre du 22 mai dans laquelle les avocats qui agissaient contre Gaynor et Greene sollicitaient l'intervention du Procureur Général. Voulez-vous nous dire s'il y a une réponse à cette lettre-là ?

R. Par le dossier il n'appert pas y avoir eu de réponse.

Q. Ce n'est pas l'habitude du département de répondre aux lettres ?

R. Oui quand elles demandent réponse ?

Q. Cette lettre demandait une réponse.

R. Cette lettre était adressée à l'honorable Horace Archambeault, en sa qualité de Procureur Général et parle par elle-même.

Q. On demandait au Procureur Général d'intervenir. Pourquoi n'y a-t-il pas eu de réponse ?

R. En lisant cette lettre je constate que c'est un avis au Procureur Général de certaines procédures faites et de certaines autres procédures à faire dans cette affaire d'extradition de Gaynor et Greene. Cette lettre est signée par MM. MacMaster et Hickson.

Q. Dans cette lettre MM. MacMaster et Hickson disaient qu'il était important qu'il intervienne ?

R. Dans cette lettre ces messieurs disent entre autres choses qu'ils croyaient qu'il serait important que le Procureur Général soit représenté à certaines procédures à être faites le lendemain matin devant M. Lafontaine, à Montréal et à toutes autres procédures subséquentes. Il n'aurait pas été possible, pour le Procureur Général, de répondre en temps utile.

Q. Pourquoi n'y a-t-il pas eu de réponse à cette lettre-là?

R. Je ne le sais pas. Probablement parce que le Procureur-Général n'a pas jugé à propos de le faire.

Q. Est-ce que ce n'est pas l'habitude invariable du département au moins d'accuser réception de toute lettre reçue.

R. Oui, à toutes les lettres reçues au département, mais la lettre dont il s'agit était adressée à l'honorable Horace Archambeault, procureur-général, à Montréal, et elle a dû lui être remise, à Montréal.

Q. Cette lettre n'a été remise au département par le Procureur-Général que plus tard?

R. Oui.

Q. S'il y avait eu une réponse officielle de faite par lui, à Montréal, il l'aurait remise en même temps que la lettre?

R. Oui. Je pourrais ajouter que le dossier constate que le Procureur-Général, dans cette affaire de Gaynor et Greene, ne s'est pas rendu ni à la demande des avocats de la poursuite ni à celle des avocats de la défense et n'est pas intervenu dans les procédures.

Q. Sauf en autant que la police provinciale est intervenue pour aider Gaynor et Greene?

R. J'ai déjà raconté l'action de la police provinciale en cette affaire. Et le déposant ne dit rien de plus.

Je soussigné, sténographe, certifie que les présentes sont une transcription fidèle et exacte des notes prises par moi, à la sténographie, en cette enquête.

OSCAR MORIN,
Sténographe.

DEUXIÈME SÉANCE

PRÉSIDENCE DE M. HUTCHINSON, M. P. P.

Québec, 17 avril 1903.

Suite du témoignage de L.-J. Cannon in re Gaynor et Greene.

(Transquestionné par l'honorable M. Duffy.)

Il appert par les lettres au dossier de la part de M. L.-A. Taschereau et de la part de MM. MacMaster et Hickson que ces messieurs ont demandé au Procureur-Général d'intervenir dans cette affaire de Gaynor et Greene.

J'ai compris que c'était des procédures pour obtenir l'extradition de MM. Gaynor et Greene du Canada aux Etats-Unis, pour une offense commise contre les lois de l'un des Etats-Unis, d'après ce que j'ai compris, sans avoir vu le dossier. Il ne s'agissait pas d'offense commise contre les lois du Canada ni de la province de Québec.

C'était un fait de notoriété publique que ces procédures en extradition avaient été prises par un monsieur Marion Erwin, un officier américain, agissant au nom du Procureur-Général des Etats-Unis, représenté, ici, au pays, par MM. MacMaster et Hickson, avocats, de Montréal. M. MacMaster est un avocat distingué de la province. Je le connais depuis nombre d'années comme tel.

La lettre du 22 mai est signée par MM. MacMaster et Hickson, purement et simplement, sans indication de leur qualité d'avocats de qui que ce soit.

Q. N'est-il pas vrai que la note dans laquelle cette lettre est écrite était de nature à ne pas demander une réponse ?

R. C'est là une matière d'opinion. Il n'y a pas de doute que le ton de la lettre paraît un peu raide. Dans cette lettre, MM. MacMaster et Hickson semblent vouloir indiquer au Procureur-Général ce qu'il est de son devoir de faire dans l'espèce.

Les commissaires en extradition sont nommés par le gouvernement fédéral et sont des officiers du gouvernement fédéral. Les procédures en extradition sont, dans mon opinion, sous le contrôle du gouvernement fédéral puisqu'il s'agit de relations entre le Canada et des pays étrangers, et que, pour ces matières, le Canada et toutes les provinces comprises dans le Canada sont représentés par le gouvernement fédéral.

Il y a eu différentes procédures en rapport avec cette affaire de Gaynor et Greene devant nos tribunaux.

Les procédures en cette affaire, telles que je les ai comprises, sans les avoir vues, mais pour avoir lu les rapports dans les Rapports judiciaires, ont été les suivantes :

Il y a d'abord eu une plainte pour extradition devant M. Lafontaine, commissaire d'extradition, de Montréal, et un mandat émis par lui et exécuté par M. Carpenter, détective en chef de la cité de Montréal.

Dans le cours de l'exécution de ce mandat, des brefs d'*habeas corpus* ont été émis, d'abord par l'honorable juge Andrews, à la réquisition de Gaynor et Greene, et plus tard par M. le juge Caron, encore à la réquisition de Gaynor et Greene. Il y a eu aussi des brefs de *certiorari* d'émis dans le cours des procédures sur les *habeas corpus*.

Dans les différentes procédures, le gouvernement des Etats-Unis, représenté par M. Erwin et MM. MacMaster et Hickson, était parfois partie plaignante, et, d'autres fois, partie défenderesse, et *vice versa*, quant à MM. Gaynor et Greene.

Dans les différentes procédures, les différentes parties étaient représentées par leurs avocats ; c'étaient des avocats éminents de la province.

Q. Trouvez-vous que, dans les circonstances que vous venez de rapporter, il y avait lieu pour le Procureur Général d'intervenir dans cette affaire ?

Objecté à ce que le témoin dise, sous serment, quelle était l'opinion du Procureur-Général, d'abord, parce que si c'était légal d'avoir le bénéfice de cette opinion, le Procureur-Général devrait nous la donner lui-même, et, en second lieu, nous sommes à faire la preuve des faits et la décision de ces faits n'appartient qu'à la Chambre et au public.—Objection maintenue.

Q. Est-ce que le Procureur-Général est intervenu ?

R. Non.

Q. Pourquoi ?

R. Parce qu'il a considéré qu'il n'y avait pas lieu d'intervenir.

(Ré-examiné par M. Pelletier.)

Q. Est-ce qu'il vous l'a dit ?

R. On en a parlé, à plusieurs reprises.

Q. Et il vous a dit qu'il n'y avait pas lieu d'intervenir ?

R. Oui.

Q. Il vous a dit que ça ne regardait pas le Procureur-Général ?

R. Il ne s'est pas servi de ces expressions-là, mais on en a parlé, à plusieurs reprises, et j'ai constaté qu'il était d'avis qu'il n'y avait pas lieu d'intervenir dans ces procédures.

Q. Quand la lettre de MacMaster et Hickson a été reçue, le Procureur-Général s'est-il concerté avec vous à ce sujet ?

R. Je ne me rappelle pas qu'il se soit concerté avec moi immédiatement à la réception de la lettre de MacMaster et Hickson, mais je me rappelle bien qu'on a eu plusieurs conversations au sujet de cette affaire et, au cours de ces conversations, il a mentionné qu'il avait reçu une lettre de MacMaster et Hickson.

Q. Vous avez dit, tantôt, que vous croyiez que le ton de cette lettre pouvait être la cause du fait qu'il n'y a pas eu de réponse ?

R. J'ai dit, tout à l'heure, que le ton de la lettre paraissait un peu raide, et cela pouvait être là une des raisons pour lesquelles le Procureur-Général n'a pas répondu, mais je ne sais pas exactement si c'est oui ou non la raison.

Q. Vous avez parlé de brefs d'*habeas corpus* et de brefs de *certiorari*. Vous savez, n'est-ce pas, qu'il y a eu des brefs d'*habeas corpus* obtenus de M. le juge Andrews et qu'on a fait aussitôt application devant M. le juge Andrews pour des brefs de *certiorari*.

R. Je crois que oui.

Q. Vous savez que sur ces brefs, les accusés ont été amenés à Québec, et que, après audition, le juge Andrews a refusé le bref de *certiorari* et a cassé le bref d'*habeas corpus* ?

R. Je sais que le juge Andrews, par son dernier jugement, a cassé les brefs d'*habeas corpus*, mais je ne me rappelle pas quant au bref de *certiorari*. J'ai lu dans les rapports judiciaires le jugement du juge Andrews, mais je ne puis qu'en parler de mémoire.

Q. Vous savez que, quand le juge Andrews a cassé les brefs d'*habeas corpus*, les intéressés se sont adressés à un autre juge pour en faire émettre de nouveaux ?

R. Je crois que oui.

Q. D'après ce que vous avez dit tantôt à M. Duffy, vous considérez que c'était plutôt au Ministre de la Justice, à Ottawa, d'intervenir qu'au Procureur-Général ?

Objecté à cette question, parceque, sous les lois existantes, les parties étant représentées par des avocats, il n'y avait pas lieu d'intervention de

la part de la Couronne, représentée, soit par le gouvernement fédéral ou par le gouvernement de la province.

L'honorable M. Duffy déclare qu'il consent à réserver son objection.

R. J'ai répondu tout à l'heure quant au Procureur-Général ; quant au Ministre de la Justice, je n'ai pas qualité pour me prononcer là-dessus.

Et le témoin ne dit rien de plus.

Je, soussigné, sténographe, déclare que les présentes sont la transcription fidèle et exacte des notes prises par moi, à la sténographie.

OSCAR MORIN,

Sténographe.

Québec, ce 17 avril 1903.

PRÉSIDENCE DE M. JULES ALLARD, M. P. P.

Québec, 18 avril 1903.

Suite du témoignage de M. L.-J. Cannon in re Gaynor et Greene.

(Par l'hon. M. Pelletier)

Q. Avez-vous reçu, depuis la dernière séance du comité, le coût des télégrammes payés par la Province *in re* Gaynor et Greene ?

R. Je reçois à l'instant un chèque de M. L. A. Cannon, mentionné dans la déposition de M. Lanctot, au montant de \$5.20, pour payer ces télégrammes.

Et le déposant ne dit rien de plus.

Je, soussigné, sténographe, certifie que les présentes sont une transcription fidèle et exacte des notes prises par moi, à la sténographie.

OSCAR MORIN,

Sténographe

PRÉSIDENCE DE M. HUTCHINSON, M. P. P.

Québec, 17 avril 1903.

JOSEPH PATRY, de la cité de Québec, détective, étant dûment assermenté, dépose et dit :

(Par l'honorable M. Pelletier.)

Q. Vous êtes l'un des membres de la police provinciale ?

R. Oui, Monsieur

Q. M. Sylvain, un des membres de la police, nous a dit, hier, que quand Gaynor et Greene ont été transférés de la prison de Québec à l'hôtel Château-Frontenac, c'était vous qui aviez eu des instructions, à cet effet, du shérif. Est-ce le cas ?

R. Je n'étais pas à Québec, dans le temps.

Q. Ce n'est pas vous qui avez eu les instructions du shérif ?

R. Au meilleur de ma connaissance, je n'étais pas à Québec, dans le temps.

Q. Vous n'avez pas gardé Gaynor et Greene au Chateau Frontenac ?

R. Une fois, j'ai eu un ordre de conduire Gaynor de la prison au Château-Frontenac pour une heure ou une heure et quart, et je l'ai retourné à la prison. J'ai eu l'ordre de M. le juge Chauveau, au meilleur de ma connaissance.

Q. Était-ce un ordre écrit ?

R. Je ne pourrais pas vous dire exactement. Je sais que j'avais l'ordre avec le détectif Sylvain lorsqu'on était tous les deux à la cour.

Q. Avez-vous reçu de l'argent en rapport avec vos démarches, cette fois-là ?

R. Je n'ai jamais reçu d'argent à part de \$20.00 que j'ai reçus en descendant de Montréal. Nous étions six hommes et nous avons séparé entre nous. C'est M. Taschereau, l'avocat, qui m'a dit qu'il me donnait les \$20.00 pour mon trouble pour séparer entre les hommes. Une autre fois, j'ai reçu \$5.00. C'est le détective Sylvain qui me l'a donné.

Q. Pourquoi ces cinq piastres ?

R. Sylvain m'a dit que c'était cinq piastres qu'il me donnait à cause du trouble que j'avais eu pour aller chercher Gaynor et Greene à la prison et l'avoir conduit à la cour et de là à la prison.

Q. Votre salaire courrait pendant ce temps-là ?

R. Oui, monsieur.

Q. Vous saviez que c'était de l'argent qui venait de Gaynor et Greene ?

R. Il me l'a dit.

Q. De sorte que vous avez eu pour votre part \$5.00 et le sixième de \$20.00. C'est tout ce que vous avez eu, ça ?

R. Oui, monsieur.

Q. Est-il connu publiquement, dans la force de police, que Sylvain a été payé pour garder Gaynor et Greene ?

R. Je ne sais pas.

Q. Vous en avez entendu parler, vous ?

R. Oui, monsieur ; je ne puis pas l'affirmer.

Q. Vous êtes un de ceux qui ont descendu de Montréal avec Gaynor et Greene ?

R. Oui, monsieur. On était six hommes, avec Gaynor et Greene, ça faisait huit, l'honorable M. Tessier, M. L.-A. Taschereau, l'avocat, M. L.-A. Cannon, l'avocat, M. Chauveau, l'avocat, et M. O'Flaherty.

Q. Aviez-vous un char spécial ?

R. Oui, monsieur.

Q. Qui est-ce qui payait pour ce char ?

R. Je ne sais pas.

Q. C'est pas vous ?

R. Non, monsieur.

Q. Vous avez pris Gaynor et Greene à quel endroit ?

R. Je n'ai pas débarqué du char à Montréal. Ils sont embarqués à la gare Viger. Ils ont embarqué en compagnie du géolier de la prison de Montréal, M. Vallée, et deux autres constables de la prison sont embarqués avec lui et sont descendus à Québec, avec nous. Nous sommes descendus, dans la nuit. Il y avait des rafraîchissements, du ginger ale, du soda, etc., qui a été embarqué, à Trois-Rivières.

Q. Il y avait quelque chose de plus fort que ça ?

R. Oui, j'en ai vu, j'ai pris un verre de gin.

Q. C'était un voyage de plaisir ?

R. C'était pas un voyage de plaisir, c'était du devoir.

Q. Rendus ici, qu'en avez vous fait ?

R. C'est le géolier de Montréal qui en a eu charge.

Q. Où ont-ils été mis ?

R. Je suis allé chez moi, je ne le sais pas.

Q. Le lendemain ils sont revenus à la cour. Vous savez où ils ont été ?

R. Je sais qu'ils avaient été conduits au Château-Frontenac.

Q. Quand il s'agissait de coucher c'était Sylvain ?

R. Pardon, c'était dans ce temps-là le géolier de Montréal et les deux constables. Nous autres, on en a pris charge, à la cour de police.

Q. Avez-vous pris plusieurs coups à bord ?

R. J'en ai pris un ou deux.

(Par M. Cannon.)

Q. Vous dites que vous avez été une fois chercher Gaynor à la prison pour le conduire au Château-Frontenac pour voir sa femme ?

R. Oui, monsieur. C'était vers le 21 mai, j'en ai pris note, dans le temps. Je suis arrivé là vers trois heures et on y est resté jusque vers cinq heures. C'était le 21 mai.

Q. Maintenant, le voyage que vous avez fait à Montréal, à quelle date était-ce ?

R. C'était le 19 mai.

Q. Quand vous êtes en devoir comme ça, en dehors de votre devoir régulier, est-ce extraordinaire que vous receviez quelque chose comme récompense pour vos services ?

R. Non, monsieur. Je reçois quelque fois un cinq piastres, une piastre, etc.

(Par l'honorable M. Pelletier.)

Q. Prétendez-vous dire, M. Patry, que c'est l'habitude des hommes de police de recevoir de l'argent des accusés ?

R. Non, monsieur.

Q. Quand vous voyagez comme détective, en votre qualité d'homme de police, en compagnie de l'accusé, avez-vous l'habitude de recevoir de l'argent des accusés pour vos troubles ?

R. Non, monsieur.

Et le déposant ne dit rien de plus.

Je soussigné, sténographe, certifie que les présentes sont la transcription fidèle et exacte des notes prises par moi, à la sténographie.

(Signé) OSCAR MORIN,
Sténographe.

TROISIÈME SÉANCE

Québec, 23 avril 1903.

PRÉSIDENCE DE M. HUTCHINSON, M. P. P.

HONORÉ GERVAIS, ECR., C.R., avocat, de Montréal, étant dûment assermenté, dépose et dit :

(Par l'honorable M. Duffy.)

Q. Il a été déclaré par M. Lanctôt, dans son examen, que vous étiez, l'été dernier, à l'époque des procédures dans l'affaire Gaynor et Greene, l'un des membres de la société légale Rainville, Archambeault et Gervais. Est-ce vrai, et si oui, jusqu'à quel point ?

R. La société est purement et simplement nominale. L'honorable M. Archambeault n'a pas été membre de la société Rainville, Archambeault & Gervais depuis le jour où il a été choisi comme Procureur-Général de la Province de Québec. Depuis ce temps, il a dissout société avec nous. Il n'a pas touché un centin, et il n'en touchera jamais relativement aux années qui se sont écoulées depuis juin 1897 jusqu'à aujourd'hui. Son nom est resté dans la société et personne ne lui a demandé de le retirer. Moi, j'étais le plus jeune membre de la société ; ce n'était pas à moi à lui demander de retirer son nom de la société. D'ailleurs, c'était un nom qui peut servir d'ornement à un jeune homme.

Q. M. Archambeault a-t-il reçu, recevra-t-il, ou a-t-il droit de recevoir aucune partie quelconque d'aucun honoraire ou montant que vous pourriez avoir reçu pour avoir agi dans l'affaire Gaynor et Greene ?

R. Jamais. Il n'y a aucun droit ; il n'en a pas reçu et n'en recevra rien ; légitimement il ne m'a pas aidé ; il ne peut pas m'en demander. D'ailleurs, M. Archambeault n'a pas mis les pieds à mon bureau plus que quinze fois depuis qu'il est Procureur Général, et quand il y est venu, c'était généralement à l'heure du lunch ; et je ne lui ai pas parlé dans mon bureau plus de trois ou quatre fois, depuis ce temps là. Quand je veux lui parler, je viens à Québec, généralement.

(Transquestionné par l'honorable M. Pelletier.)

Q. Vous êtes en bons termes ?

R. Pas plus en bons termes qu'en mauvais termes. Dans l'affaire Gaynor et Greene, je lui ai téléphoné, tout d'abord, pour lui demander s'il avait quelque objection à me voir occuper, vu qu'il serait peut-être appelé à agir en sa qualité officielle et que ça donnerait peut-être sujet à quelques remarques désagréables pour lui. Là-dessus il m'a répondu : "Je ne suis pas en société avec vous ; je n'ai pas de conseil à vous donner ; i je suis appelé officiellement à faire quelque chose, je le ferai sans m'occuper de vous, alors soyez sans reproches". Et il a fermé le télé-

phone, et je ne l'ai pas vu davantage au sujet de l'affaire Gaynor et Greene.

Q. Vous signez tous les documents, Rainville, Archambeault et Gervais ?

R. Oui, monsieur. C'est une société nominale. De même, M. Rainville n'a pas d'intérêt dans cette société et il voit son nom figurer dans celle-ci, cependant.

Q. Vous gardez ces deux noms-là pour donner du poids et de l'importance au bureau ?

R. Pas tant pour donner du poids que pour faire acte de courtoisie envers ceux qui m'ont fait du bon. D'ailleurs, ce sont des gens qui m'ont admis gracieusement dans leur bureau, et il ne m'appartient pas de leur dire : "Allez-vous-en !"

Q. Si votre société est dissoute, quel droit avez-vous de vous servir de leurs noms ?

R. Les offices de ministre ne payant pas beaucoup, les ministres ne les exerçant pas longtemps, les gouvernements ne restant pas toujours au pouvoir, un homme peut revenir dans la pratique et il est naturel de le lui permettre. C'est ce qu'ont fait la plupart des procureurs généraux tant du Haut et du Bas-Canada que du Canada.

Voyez Lower Canada Jurist, vol. 10, page 280, vous trouverez la Cour du Banc de la Reine, présidée par le juge Drummond, à Montréal, le 28 août 1866, dans la fameuse cause de Lamirande. Cartier qui était alors procureur général du Bas-Canada et qui avait été procureur général du Bas-Canada dans l'administration Taché-McDonald, 1864-65 et dans l'administration Belleau-McDonald, 1865-67, se trouvait en société dans ce temps-là avec M^{tres} Pominville et Betournay. La société était composée comme suit : Cartier, Pominville et Betournay. Dans cette cause de Lamirande, nous lisons ce qui suit : Pominville et Betournay ont agi pour le "French Government". At the appointed hour, on the 24th of August, the petition was presented to the Hon. L. I. Drummond, by J. Doutre, Esqr, Q. C., in the presence of T. K. Ramsay, Esqr, for the Crown, and of F. P. Pominville, Esqr, of the firm of Cartier, Pominville and Betournay, for the French Government.

Q. Dans le cas de Lamirande, M. Pominville représentait la poursuite tandis que dans ce cas vous paraissiez pour la défense ?

R. Oui, mais j'ajoute que dans le cas de Lamirande, il y a eu des critiques contre le ministère de la justice plus acerbes, certainement, que dans le cas de Gaynor et Greene relativement à la façon d'agir de la Couronne. Vous savez que Lamirande a été embarqué à bord d'un "steamer" en partance pour la France et en violation d'un ordre de la Cour du Banc de la Reine, sur un ordre du Gouverneur-Général, lequel d'ailleurs n'a pas été rappelé à cause de cet acte illégal parce que son terme d'office était sur le point d'expirer.

Et le témoin ne dit rien de plus.

Je soussigné, sténographe, certifie que les présentes sont une transcription fidèle et exacte des notes prises par moi, à la sténographie.

(Signé) OSCAR MORIN,
Sténographe

APPENDICE B

ENQUÊTE TENUE DEVANT LE COMITÉ DES COMPTES PUBLICS SUR L'AFFAIRE DES COLONS DE NEMTAYÉ

PREMIÈRE SÉANCE.

Québec, 16 avril 1903

PRÉSIDENTE DE M. HUTCHINSON.

L.-A. CANNON, de la cité de Québec, assistant-procureur-général et Conseil du Roi, étant dûment assermenté, dépose et dit :

(Examiné par l'honorable M. Pelletier.)

Q. Maintenant, M. Cannon, la police provinciale a-t-elle eu l'occasion, dans le cours de l'automne dernier ou en janvier, de descendre opérer l'arrestation de certains colons dans le canton de Nemtayé ?

R. La police provinciale est descendue à Rimouski et à Cedar-Hall sur l'Intercolonial, en compagnie de M. le magistrat Panet-Angers, dans le but d'exécuter certains mandats qu'il s'attendait à émettre en rapport avec des difficultés qui existaient entre une certaine compagnie appelée la " St. Lawrence Terminal Company " et des gens que l'on désignait comme demeurant à Nemtayé.

Q. Voulez-vous nous dire qui a payé les dépenses de la police ?

R. C'est la Compagnie " St-Lawrence Terminal Co. "

Q. Voulez-vous nous dire à la demande de qui vous avez envoyé la police ?

R. A la demande de cette compagnie par une lettre adressée à l'hon. Premier Ministre de la Province et qui a été référée par lui au département du Procureur-Général comme il s'agissait d'affaires relevant de ce département. La lettre en question forme un dossier officiel au département

Q. Pourquoi cette lettre n'a-t-elle pas été déposée avec les autres documents devant la Chambre ?

(Par l'honorable M. Pelletier.)

Q. Vous avez envoyé chercher le dossier dans cette affaire de Nemtayé ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous m'expliquer pourquoi la Chambre ayant ordonné de produire tous papiers en rapport avec cette affaire de Nemtayé, ces papiers-ci n'ont pas été produits devant la Chambre ?

R. Quand des papiers du département sont demandés par un ordre de la Chambre, l'honorable Secrétaire de la Province nous transmet une

copie de cet ordre en nous demandant de faire préparer les documents demandés. Dans le cas actuel, je n'ai pas reçu pareille demande.

Q. Ce dossier-ci fait voir que la police provinciale a été envoyée pour arrêter les colons de Nemtayé à la suite d'une lettre adressée par la "St-Lawrence Terminal Co.", à l'honorable Premier Ministre et référée à votre département ?

R. Oui.

Q. Maintenant, M. Smith, le président de la compagnie demanda en même temps d'envoyer un magistrat étranger au district de Rimouski ?

R. Oui.

Q. Il y a un magistrat de district résidant à Rimouski ?

R. Oui.

Q. Vous vous êtes rendu à cette demande ?

R. Oui.

Q. Vous avez envoyé la police ?

R. Oui, avec le magistrat.

Q. Le magistrat que vous avez envoyé est M. A.-F. Carrier ?

R. J'ai d'abord essayé d'avoir les services de M. le Magistrat Vallée par télégramme du 5 janvier 1903. Ensuite, je trouve sur la chemise du dossier à la date du 8 janvier 1903 : "Constables Gagnon et Turgeon envoyés à Rimouski, etc., avec M. Angers et M. Taschereau, avocat."

Q. Quel M. Taschereau est-ce ça ? de la société légale Fitzpatrick, Parent Taschereau, Roy et Cannon ?

R. Oui. L'entrée continue ensuite : \$20.00, avancées pour les déboursés de voyage à être remboursées par la compagnie.

Q. Ce remboursement a-t-il eu lieu ?

R. Oui. Plus tard monsieur le magistrat Carrier est descendu en rapport avec ces mêmes affaires. Une copie de sa lettre d'instructions est au dossier en date du 28 janvier 1903. Nous avons donné ces instructions cette fois là, parce que M. Angers était malade.

Q. Le magistrat de district de Rimouski était-il malade ?

R. Non, pas à ma connaissance.

Q. Le lendemain du départ de M. Carrier, M. L.-A. Cannon, l'un des membres de la société légale Fitzpatrick, Parent, Taschereau, Roy et Cannon, vous a télégraphié vous demandant d'envoyer six hommes de police de plus avec des "hand cuffs" et vous avez répondu que c'était correct ?

R. Les télégrammes sont au dossier et parlent par eux-mêmes. Le télégramme de M. L.-A. Cannon est dans les termes suivants :

Rimouski, Jan. 23rd, 1903.

L. J. CANNON,
Quebec.

Buteau declares cannot arrest twenty two men without six more police with hand cuffs. Please send them by Maritime to Cedar Hall. All well.

L. A. CANNON.

Et voici la réponse :

Quebec, 23rd January, 1903.

L. A. CANNON, Esq.,

Avocat, Rimouski.

Six men provincial police going by maritime express and will meet Buteau at Cedar Hall, as requested. All well.

L. J. CANNON,

Asst.-Attorney-General.

Q. Avez-vous donné instructions à la police provinciale de faire ce que votre fils demandait ?

R. J'ai seulement donné instructions au chef de la police provinciale d'envoyer six hommes par l'express maritime pour rencontrer le constable Buteau à Cedar Hall, qu'il s'agissait de faire un certain nombre d'arrestations et que Buteau leur expliquerait les détails de l'affaire à Cedar Hall. Je lui dis aussi de leur donner un certain nombre de "handcuffs" pour s'en servir en cas de besoin.

Q. En d'autres termes, vous avez fait ce que votre fils demandait.

R. J'ai donné instructions au chef de police d'envoyer six hommes, tel que je viens de le dire. Ça revient à dire que j'ai fait ce que j'étais demandé de faire.

Et la séance est ajournée à demain, le 17 avril 1903, à 10.30 de l'avant-midi.

Advenant ce vendredi, 17 avril 1903, M. L. J. Cannon continue sa déposition comme suit :

(Par l'honorable M. Pelletier.)

Q. Quels sont les hommes de police qui sont descendus à Nemtayé, et qui était en charge ?

R. Je vois par le dossier du département, à la date du 18 janvier 1903, que les constables Gagnou et Turgeon ont été envoyés à Rimouski et à Cedar Hall, avec M. le magistrat Angers et M. L. A. Taschereau, s'il y avait lieu. Le 15 janvier, j'ai donné instruction au chef McCarthy d'envoyer deux autres constables à Cedar Hall, le lendemain matin, pour aider aux deux constables qui étaient déjà rendus là, et le 23 janvier 1903 j'ai envoyé, ainsi que je l'ai dit hier, six autres hommes pour aider à exécuter les mandats qui avaient été émis dans cette affaire.

Q. Quel était celui qui était en charge de toute cette escouade de police ?

R. Je n'en ai pas d'indice dans le dossier, mais la règle c'est que le plus vieux constable est en charge. Si j'avais les noms des six, je pourrais vous le dire.

La séance est ajournée à demain, samedi, le 18 avril 1903, à 10.30 de l'avant-midi.

Advenant ce 18ème jour d'avril, 1903, M. L.-J. Cannon continue sa déposition comme suit :

(Par l'honorable M. Pelletier.)

Q. M. Cannon, qui a payé les dépenses de voyage et autres pour la police à l'occasion du voyage qu'elle a fait à Nemtayé ?

R. La compagnie dite "The St-Lawrence Terminal Co."

Q. Si je comprends bien, le gouvernement a fait les déboursés et s'est ensuite fait rembourser par les avocats de la "St-Lawrence Terminal Co" ?

R. Oui, pour partie de ces dépenses, au montant de \$41.95.

Q. Qu'avez-vous à dire quant à l'autre partie ?

R. Quant à l'autre partie, elle a été payée hors ma connaissance par la compagnie ou quelqu'un de ses employés, au fur et à mesure qu'elles se faisaient, les dépenses de pension en bas, les frais de voyage, etc.

Q. Avez-vous eu un rapport de ce que les hommes de police ont fait ?

R. Un rapport verbal, oui.

Q. Rapport verbal, seulement ?

R. Oui.

Q. Qui a payé les dépenses de M. le magistrat Carrier ?

R. C'est le gouvernement comme toujours. Quand les magistrats de districts voyagent ils sont payés à même la partie du budget qui est affecté à ce but.

Q. Vous êtes vous fait rembourser par la compagnie ?

R. Non.

Q. Par qui ont été payés les télégrammes qui sont entrés dans le dossier comme "Charge Département" ?

R. Je vois dans le dossier que j'ai envoyé trois télégrammes en rapport avec cette affaire de Nemtayé, et ces télégrammes ont été payés par le département, car je considérais que c'était des dépenses ordinaires du département.

(Par M. Prévost.)

Q. A combien s'élève le coût de ces télégrammes ?

R. A environ une piastre, plus ou moins.

(Par l'honorable M. Duffy.)

Q. Ces dépenses de voyage de M. Carrier lui ont-elles été payées de Montréal ou de Québec ?

R. J'ai maintenant par devers moi le compte de M. le magistrat de district A. F. Carrier pour "voyage à Rimouski les 22, 23, 24 et 25 janvier 1903, pour voyage, chars, télégrammes et pension, \$23 50". Ce compte est daté à Québec le 27 janvier 1903. Comme M. Carrier était de passage à Québec, le 22 janvier 1903, quand je lui ai écrit une lettre d'instructions de se rendre à Rimouski afin de recevoir certaines plaintes et émettre certains mandats d'arrestation, en rapport avec des bris de paix commis dans la limite à bois Nemtayé No 1, par certaines personnes qui voulaient empêcher les gens employés par la compagnie dite "St-Lawrence Termi-

nal Co." d'y faire des billots. J'en conclus que M. Carrier a chargé ses frais de voyage de Québec et non pas de Montréal.

Et le déposant ne dit rien de plus.

Je soussigné, sténographe, certifie que les présentes sont une transcription fidèle et exacte des notes prises par moi, à la sténographie.

(Signé) OSCAR MORIN,
Sténographe.

DEUXIÈME SÉANCE

Québec, 18 avril 1903.

PRÉSIDENTENCE DE M. JULES ALLARD, M. P. P.

CONSTABLE HILAIRE TURGEON, de la cité de Québec, membre de la police provinciale, étant dûment assermenté, dépose et dit :

(Par l'honorable M. Pelletier)

Q. Vous êtes un membre de la police provinciale ?

R. Oui, monsieur.

Q. Vous êtes un de ceux qui sont descendus à Nemtayé ?

R. Oui, monsieur.

Q. Qui est-ce qui vous a payé pour ça ?

R. J'ai reçu \$20.00 du sergent McCarthy, pour descendre, le chef de police. J'ai reçu le restant de l'argent qu'il nous a fallu pour les dépenses de pension, chars, etc., de M. l'avocat Taschereau. Il m'a donné ça en bas en disant : Vous allez rester ici, c'est nous autres, la compagnie, qui allons payer les dépenses.

Q. Vous étiez sous les ordres de M. Taschereau, là, ?

R. Oui, monsieur. On est parti avec les ordres de M. Cannon, et rendus là, c'est M. Taschereau qui nous disait quoi faire. Quand il y avait quelque chose il télégraphiait à M. Cannon. Pas directement, M. Taschereau n'est pas resté longtemps, mais M. French, le foreman de la compagnie.

Q. Mais vous autres, les hommes de police, ce sont les avocats de la compagnie qui vous disaient quoi faire ?

R. Oui monsieur, tant qu'ils ont été là, mais quand ils ont été partis, ça été M. French, le représentant de la compagnie. Quand M. Taschereau est parti, il nous a dit : ce que M. French vous dira de faire, vous le ferez.

Q. Et vous l'avez fait ?

R. Oui, monsieur.

Q. Combien avez-vous arrêté de colons ?

R. On a arrêté treize personnes. Il y avait des gens du village qui n'avaient pas d'affaires aux colons et qui étaient venus là. On avait 23 "warrants" mais la compagnie n'a pas voulu qu'on en arrête plus.

- Q. Vous les avez amenés à Rimouski ?
R. Oui, monsieur.
Q. Qui a payé les dépenses pour les amener à Rimouski ?
R. C'est M. French qui a donné de l'argent à Buteau. C'est Buteau qui a payé les dépenses.
Q. Avez-vous eu quelque paiement extra pour votre trouble ?
R. Non, monsieur. On a eu rien que nos dépenses.
Q. Y en a-t-il d'autres qui ont eu plus que leurs dépenses ?
R. Je ne pense pas. Ce n'est pas l'habitude d'en avoir. S'il en a été reçu, je n'en ai pas entendu parler.
Q. Vous avez descendu des menottes ?
R. On a descendu des menottes pour les pieds et pour les mains.
Q. Les avez-vous montrées, là-bas, en bas ?
R. Oui monsieur.
Q. Ça été su que vous aviez des menottes ?
R. Oui, monsieur, on les a montrées aux personnes et elles ont dit : pas besoin de ça, on va s'en aller tranquillement.
Q. Qu'est-ce que vous en avez fait, à Rimouski, des prisonniers ?
R. On les a amenés à la cour, les avocats ont parlé ensemble et ils ont été admis à caution et ils sont en allés.
Q. Quel est le magistrat qui les a admis à caution ?
R. C'est M. Caron, le magistrat de là, à Rimouski.
Q. M. Carrier n'a rien eu à faire avec ça ?
Q. Je l'ai vu, là, mais je ne sais pas. On m'a dit que c'est lui qui a levé les warrants, mais je n'en ai pas eu connaissance.

(Par M. Cannon.)

- Q. Quand vous êtes descendu, le constable Gagnon est descendu avec vous ?
R. Oui, monsieur.
Q. A part de vous, M. le magistrat Panet-Angers y était-il ?
R. Oui, monsieur.
Q. Vous êtes descendu avec monsieur l'avocat Taschereau, M. le magistrat Panet-Angers et Gagnon ?
R. Oui, monsieur.
Q. Et d'après vos instructions qu'est-ce que vous alliez faire ?
R. On y allait pour maintenir l'ordre, c'est les ordres qu'on avait.
Q. Quand vous êtes arrivés là, vous avez été dans les chantiers ?
R. Oui, monsieur.
Q. Avez-vous constaté qu'il y avait du trouble et qu'il y avait besoin d'amener la police ?
R. Oui, monsieur. On y est allé rien que huit jours après être rendus là, car plusieurs se sont rendus à notre maison de pension, à Cedar Hall pour se faire admettre à caution. M. Taschereau a été les trouver à Amqui. Ils sont venus se livrer d'eux-mêmes.
Q. Quand les deux autres hommes de police sont descendus plus tard vous rencontrer à Cedar Hall, y avait-il besoin d'eux ?

R. Ils étaient venus là environ dix ou onze, il y avait des jeunes gens qui avaient été admis à caution qui étaient encore dans la "gang". Ils étaient à la tête. Je suis avancé et je leur ai demandé de se disperser. Ils nous ont menacés. "Il faut que vous partiez d'ici, on a pas besoin de vous autres. On est trop loin des villages, c'est nous qui faisons les lois, vous allez partir." Ils étaient dix ou onze. J'ai dit à M. French : faites donc demander de l'aide, et deux autres hommes sont descendus et plus tard ils sont arrivés là 70 au chantier où on était, nous quatre. Il y en avait 85 armés de haches, de fusils etc. ; c'est là dessus qu'on a demandé les six autres et l'autorité, car M. Taschereau nous avait dit : faites pas de prisonniers.

Q. Quand les six autres sont arrivés, ils étaient 70 environ ?

R. Oui, monsieur.

Q. Quand vous allez pour faire des arrestations, pour faire du devoir, c'est l'usage d'apporter des menottes ?

R. On apporte toujours des menottes, en cas de besoin.

(Par l'honorable M. Pelletier.)

Q. Ils ne vous ont pas touchés, pas battus ?

R. Non, monsieur, ils ont dit seulement qu'ils voulaient clairer le chantier.

Q. Vous ont-ils dit qui les avait conseillés de résister ?

R. Il y avait un M. Michaud qui était en tête. Il a dit que les prêtres et toute la population les avaient conseillés de résister.

Q. A-t-il parlé de M. Thivierge ?

R. Oui, monsieur, et de M. J. C. Langelier, qui leur avaient conseillé de résister.

Et le témoin ne dit rien de plus.

Je, soussigné, sténographe, certifie que les présentes sont une transcription exacte des notes prises par moi, à la sténographie.

(Signé) OSCAR MORIN,
Sténographe.

APPENDICE C

ENQUÊTE TENUE DEVANT LE COMITÉ PERMANENT DES COMPTES PUBLICS in re DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE ET COMMISSION DE COLONISATION.

PREUVE in re DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE

PREMIÈRE SÉANCE.

Québec, 18 avril 1903.

PRÉSIDENTE DE M. JULES ALLARD, M. P. P.

M. J.-C. LANGELIER, de la cité de Québec, surintendant des Gardes Forestiers, étant dûment assermenté, dépose et dit :

(Par l'honorable M. Pelletier.)

Q. Quel est votre emploi ?

R. Surintendant des gardes forestiers.

Q. C'est vous qui, en cette qualité, vous occupez des droits de coupe de bois ?

R. Oui, monsieur.

Q. Ça relève de votre charge ?

R. Oui, monsieur.

Q. Voulez-vous nous dire si le bois de pulpe qui est écorcé dans le pays avant d'être emporté, paie 65 c. ou 40 c. de coupe ?

R. 65 c.

Q. Vous êtes sûr de ça ?

R. C'est le tarif.

Q. Tout le monde le paie-t-il le tarif, comme question de fait ?

R. Je n'en sais rien. Je n'ai qu'à voir si la coupe est faite conformément aux règlements et à vérifier la quantité.

Q. D'après ce que vous pouvez voir, les gens qui coupent du bois sur les limites paient-ils la coupe d'une manière bien correcte sur tout le bois qu'ils coupent ?

R. Je n'en sais rien, personnellement.

Q. Quelle est votre opinion à ce sujet ?

R. Je n'ai pas d'opinion à exprimer à ce sujet vu que c'est un fait facile à constater par les employés du département chargés de la perception des droits et de la comptabilité.

Q. N'avez-vous pas raison de croire que certaines compagnies s'arrangent pour tromper le département et payer moins de droits de coupe qu'ils n'en doivent ?

R. Oui, je crois que oui qu'il y en a quelques-unes dans ce cas-là ?

Q. Veuillez donc les nommer ?

R. Dans la partie où j'ai à voir à la préparation des comptes à part de la surveillance des comptes, notamment la région du St-Maurice, il y a la *St-Maurice Lumber Co.* ; Warren Curtis, La Compagnie de Moulins Tourville, avec lesquelles j'ai eu un peu de difficultés au sujet des quantités coupées par ces établissements.

Q. Prenons, par exemple, la *St-Maurice Lumber Co.*, n'avez-vous pas raison de croire, comme surintendant des gardes-forestiers, parce que vous avez pu constater que, si ces gens-là payaient les droits de coupe complets et comme il faut, ils devraient au gouvernement un montant considérable ?

R. Je ne saurais dire. Je ne sais pas exactement s'ils ont payé. Quant au paiement, je ne connais personnellement que ce qui appert dans le rapport du commissaire et c'est en bloc.

Q. Vous n'avez jamais vérifié, au département, ce qu'ils paient ?

R. C'est absolument en dehors de mes attributions. Je puis ajouter que pour la *St-Maurice Lumber Co.* et Warren-Curtis, nous avons un cas particulier. Autrefois, ils ne prenaient que les billots de dix pouces de diamètre au petit bout, alors il restait par là des quantités considérables de bois dans la forêt qui se perdaient. Alors j'ai reçu instruction du département et tout particulièrement de l'honorable Commissaire des Terres de voir à ce que tout le bois fût payé. On n'enlevait pas ce bois-là. On me représentait que ces petits billots-là faisaient beaucoup de trouble et était une perte complète. Je leur ai répondu qu'il était facile de les utiliser en les écorçant pour en faire du bois de pulpe. Depuis ce temps-là, la *St-Maurice Lumber Co.*, ne fait pour ainsi dire que du madrier de choix. On laisse les croûtes un peu plus épaisses afin de pouvoir les transformer en bois de pulpe qui est expédié aux Etats-Unis.

Q. Combien de bois de pulpe, à peu près, au meilleur de votre idée, la *St-Maurice Lumber Co.*, expédie-t-elle aux Etats-Unis, chaque année ?

R. On ne peut pas constater la quantité exacte.

Q. Pourquoi ?

R. Parce qu'il faudrait tenir un homme constamment sur les lieux afin d'établir jour par jour la quantité de barges qu'ils chargent de bois de pulpe, et le gouvernement fédéral nous refuse l'accès aux livres de douane. On ne peut contrôler le chiffre exact, c'est un chiffre approximatif.

Q. Alors les droits de coupe se paient aussi d'une manière approximative ?

R. Sur des rapports assermentés par les gérants des compagnies

Q. De sorte que, quant à la perception des droits de coupe vous êtes complètement au pouvoir des compagnies ?

R. Oui, naturellement, ce que je dis ici ne s'applique qu'au bois de pulpe expédié aux Etats-Unis.

Q. D'après ce que vous voyez et les difficultés que vous avez avec ces gens-là, n'est-il pas évident que si la province pouvait contrôler exac-

tement ces quantités-là, ces compagnies-là paieraient plus d'argent qu'elles n'en paient?

R. C'est possible.

Q. D'après ce que vous avez constaté, en y regardant aussi près que possible comme vous le faites, ne croyez-vous pas que la *St-Maurice Lumber Co.* devrait au gouvernement de ce chef une somme dépassant \$100,000.00?

R. Je ne sais pas ce qu'elle a payé.

Q. Pouvez-vous nous donner une idée de ce que ces compagnies devraient, si elles étaient contrôlées comme il faut, de plus qu'elles ne paient?

R. Je ne sais pas ce qu'elles paient exactement. Il faudrait que je référerai aux documents et aux chiffres. Je le ferai d'ici à lundi et je continuerai alors mon témoignage.

Et la séance est alors ajournée à mardi, a. m., le 21 avril 1903, à 10 h. 30.

Je, soussigné, certifie que les présentes sont une transcription fidèle des notes prises par moi, à la sténographie.

OSCAR MORIN,

Sténographe.

DEUXIÈME SÉANCE

Québec, 21 avril 1903.

PRÉSIDENCE DE M. HUTCHINSON, M. P.P.

Suite de la déposition de M. J.-C. Langelier, in re Département des Terres, Mines et Pêcheries.

(Questionné par l'honorable M. Pelletier.)

Q. Etes-vous maintenant en état de répondre aux questions que je vous ai posées, M. Langelier?

R. Voici ce qu'ils ont payé sur le bois de pulpe : *Laurentide Pulp Co.*, 49,428 cordes à 40c., \$19,771.20 ; *Belgo Canadian Pulp Co.*, 14,477 cordes, à 40c., \$4,747.83 ; *St-Maurice Lumber Co.*, (à Batiscahan), 12,397 cordes, à 55c., \$12,879.75 ; Warren-Curtis, 9,701 cordes, à 65c., ce montant n'est pas encore payé ; Union Bag and Paper Co., 3,043 cordes, à 65c., \$1,977.95.

Q. Ceci est tout ce qui concerne la région du St-Maurice?

R. Oui, monsieur.

Q. La *Laurentide Pulp Co.* n'exporte-t-elle pas de bois de pulpe aux Etats-Unis?

R. Je ne sais pas.

Q. Mais ceci est de votre ressort, de votre charge comme surintendant des gardes-forestiers?

R. J'ai à constater les quantités de bois faites, une fois que le bois est fait, je n'ai pas à me tenir à la *Laurentide Pulp Co.* pour voir s'il est exporté ou non. Il faudrait un officier spécial

Q. Il n'y en a pas.

R. Non.

Q. La *Belgian Canadian Pulp Co.* exporte-t-elle du bois de pulpe ?

R. Je ne le crois pas.

Q. Croyez-vous que la *Laurentide Pulp Co.* en exporte ?

R. Ça peut arriver qu'elle en exporte. Souvent les "booms" cassent et quand le bois est descendu en bas de Trois-Rivières, ils peuvent en exporter pour en tirer le meilleur parti possible.

Q. Vous constatez ce qui en est dans le bois ?

R. Oui, et dans le moulin aussi.

Q. Mais ces compagnies peuvent exporter du bois aux Etats-Unis sans que vous le sachiez ?

R. Certainement.

Q. Le droit de 65 cts est chargé sur la quantité qui est compté dans le bois ?

R. Oui, dans le bois surtout, et qu'on vérifie au moulin. C'est sur le rapport assermenté du "jobber."

Q. Et ensuite, il est fait une réduction de 25 cts. lorsque le bois est manufacturé dans le pays ?

R. Oui.

Q. Alors quel moyen avez-vous de constater si ce bois est manufacturé dans le pays ou non ?

R. Nous recevons les affidavits des porteurs de limites ou de licences.

Q. Alors, sur ces affidavits les 25 cts sont remis ?

R. Oui.

Q. Est-ce que ces 65 cts-ci sont payés de fait après le mesurage dans le bois, ou si le paiement ne se fait qu'après que le bois est manufacturé ?

R. Après que le bois est manufacturé. Les rapports se font dans le courant de l'été.

Q. Avez-vous des officiers du département qui vérifient les déclarations faites par la compagnie, sur les lieux ?

R. C'est moi, sur les lieux. Quand il y a doute, je prends pour le département. Si je ne suis pas parfaitement sûr des quantités, alors je les augmente au meilleur de ma connaissance, et je charge double coupe, et, par ce moyen nous forçons les compagnies à nous produire les documents qui peuvent manquer dans leurs rapports. Comme à cette saison-ci, tous les employés de ces compagnies se dispersent, souvent ils oublient de donner les affidavits voulus, alors dans ce cas nous chargeons double coupe. Ensuite, il arrive très souvent que dans les quantités, nous constatons qu'il se trouve du bois fait par les colons sur des terres patentées et les rapports ne mentionnent pas cela ainsi qu'il est exigé par les règlements. Alors nous déduisons tout ce bois-là. Quand les porteurs de licences fournissent les affidavits et toutes les indications voulues pour constater la provenance de ce bois-là, naturellement le département le réduit sur leur compte de droits de coupe.

Q. Je crois que vous n'avez pas compris ma question. Je veux savoir si vous vérifiez vous même sur les lieux les quantités assermentées par les compagnies, de manière à être certain que leurs déclarations sont correctes.

R. Autant que possible.

Q. L'autre jour, lorsque vous avez été examiné, la question suivante vous a été posée : De sorte que, quant à la perception des droits de coupe, vous êtes complètement au pouvoir des compagnies ? Et vous avez répondu : Oui. Comment expliquez-vous cette réponse avec celle que vous venez de donner ?

R. La réponse n'était pas complète.

Q. De sorte que vous dites maintenant que vous comptez vous-même dans chaque cas le bois sur les lieux pour vérifier si les déclarations des compagnies sont correctes ?

R. Oui, autant que possible. Vous comprenez qu'un homme qui dans une année est obligé de parcourir 10,000 milles de terrain ne peut pas compter ça billot par billot.

Q. Avez-vous, dans aucun cas, compté ces billots vous-même ?

R. Oui monsieur, très souvent, compté et mesuré.

Q. Prenez le cas de la *Laurentian Pulp Co.*

R. Pour quelle année ?

Q. Pour l'année qui nous occupe, 1901-1902.

R. Non, monsieur, je ne les ai pas comptés, un par un.

Q. Le département s'en est-il rapporté à la déclaration de la compagnie ?

R. Oui, monsieur. J'ai contrôlé autant que j'ai pu et j'ai raison de les croire corrects.

Q. Vous ne les avez pas contrôlés sur les lieux ?

R. Oui, dans les chantiers.

Q. N'est-il pas vrai, à votre connaissance, qu'on fait assermenter des déclarations par des "jobbers" et par d'autres, dans une langue que ne parlent ni ne comprennent ces "jobbers" ?

R. Pas dans ma région.

Q. Ça se fait-il ailleurs ?

R. Ça peut arriver, mais nous voyons toujours, autant que possible à ce que ceux qui ont donné ces déclarations sachent ce qu'ils ont juré.

Q. Mais ça ne se fait pas en votre présence ?

R. Non. Mais quand ils ont donné ces déclarations, ils sont obligés de produire des certificats assermentés des quantités prises sur chaque lot. Alors nous vérifions tous ces documents-là.

Q. Mais, revoyez-vous les "jobbers" qui ont fait ces déclarations-là, pour savoir s'ils les ont comprises ?

R. Non.

Q. N'est-il pas à votre connaissance que ces déclarations sont souvent sur des blancs imprimés et qu'on les fait signer et assermenter en blanc ?

R. Pas dans cette division-là. C'est arrivé quelquefois dans d'autres régions mais bien rarement.

Q. N'est-il pas vrai que ces quantités-là sont remplies en crayon de plomb ?

R. Oui. Les livres des chantiers sont souvent tenus en crayon de plomb, c'est fait dans le bois et ils n'ont pas ce qu'il faut pour écrire.

Q. Les déclarations ne sont pas faites dans le bois ?

R. Oui, monsieur. Souvent pour exempter du trouble à un "foreman," un agent se rend dans le bois et fait signer ses papiers.

Q. Maintenant, ces billots sont comptés dans les "booms" ?

R. Oui.

Q. N'est-il pas possible qu'après que ces bois sont ainsi comptés, que les compagnies en exportent aux Etats-Unis, hors votre connaissance ?

R. Pas sur le St-Maurice, car tous les billots sont comptés et assortis par des employés du département des Travaux Publics d'Ottawa, et depuis cinq ou six ans, nous avons la permission du département des Travaux Publics d'Ottawa d'avoir communication de tous les comptes tenus par ces employés.

Q. Mais pour les cas où vous n'avez pas un contrôle par le moyen des Travaux Publics d'Ottawa, est-ce qu'il n'est pas possible qu'après que ces billots sont comptés dans les "booms", que les compagnies en exportent aux Etats-Unis hors la connaissance du gouvernement ?

R. Je ne sais pas. C'est possible. C'est possible mais bien peu probable. D'abord il ne s'en exporte pas en état de billots.

Q. Il y a des gens qui font du bois de pulpe et le font écorcer avant de l'exporter ?

R. Oui, depuis quelques années surtout.

Q. Faites-vous payer les droits de coupe avant l'écorçage ?

R. Oui, avant l'écorçage.

Q. Alors si les compagnies déclarent que ce bois n'est pas destiné à l'exportation, vous faites payer 40 cts ?

R. Oui.

Q. Et après que ce bois est écorcé, vous ne vous en occupez plus ?

R. Non.

Q. N'est-il pas vrai qu'il y a une très grande quantité de bois écorcé qui est exporté aux Etats-Unis ?

R. Ah oui, dans toute la province. Tous les bois des colons et des seigneuries s'exportent écorcés.

Q. Il y a du bois qui se coupe sur les limites qui s'exporte écorcé ?

R. Pas beaucoup.

Q. Les propriétaires de moulins ou les compagnies qui transmettent des affidavits des "jobbers", donnent-ils leurs propres affidavits ?

R. Ah oui.

Q. Dans chaque cas ?

R. Ah oui. Si c'est une compagnie qui possède des bureaux, il y a des formules particulières, si c'est une compagnie incorporée, c'est le gérant ordinairement.

Q. D'après ce que vous connaissez de ce qui se passe, pour la *St-Maurice Lumber Co*, est-ce que cette compagnie n'exporte pas aux Etats-Unis plus de bois que celui qui est mentionné dans les déclarations ?

R. Je ne suis pas prêt à répondre à ça sous serment.

Q. Vous nous avez dit l'autre jour que vous étiez sous cette impression-là ?

R. Je ne voudrais pas prendre cette impression-là pour des faits.

Q. Sur le St-Maurice vous avez beaucoup de lots patentés et de lots de terres seigneuriales qui font du bois d'exportation lesquels ne sont pas sujets aux droits de coupe pour la Couronne ?

R.

Q. Mais n'avez-vous pas eu, déjà, des scrupules de conscience sérieux

au sujet du montant que la *St-Maurice Lumber Co.* pourrait devoir au gouvernement ?

R. J'ai eu de la misère avec eux-autres pour les amener à la raison.

Q. Au sujet de quoi ?

R. C'était pour la séparation en bois de pulpe et autre bois. Avant 1897, je ne sais trop pourquoi, la *St-Maurice Lumber Co.*, faisait toujours rapport pour le bois, "unmerchantable" à 40 c., et le bois "merchantable" à 65 c. Ce système a continué un an et demi ou deux ans, il n'y avait aucune raison pour faire de distinction.

Q. Je voudrais savoir si vous avez des difficultés avec eux au sujet des quantités ?

R. Nous avons eu des difficultés, mais ils ont fourni les documents voulus pour établir les quantités

Q. N'avez-vous pas déjà déclaré que la *St-Maurice Lumber Co.* devait des montants considérables au gouvernement ?

R. Je ne m'en rappelle pas.

Q. Est-il possible que vous ayez fait une telle déclaration ?

R. C'est possible, mais je ne m'en rappelle pas.

Q. Si c'est possible, il faudrait donc qu'il y aurait quelque chose ?

R.

Q. Vous avez pu vous tromper ?

R. Oui.

Q. Le fait est que vous l'avez dit.

R. Je ne m'en rappelle pas.

Q. N'avez-vous pas déclaré que si la *St-Maurice Lumber Co.* payait tout ce qu'elle doit, qu'elle devrait à la province un montant considérable dépassant \$100,000.

R. C'est possible, mais je ne m'en rappelle pas.

Q. Vous ne voudriez pas jurer que vous n'avez pas dit ça ?

R. Je ne m'en rappelle pas.

Q. N'avez-vous pas dit que la compagnie devait au delà de \$250.000.00 ?

R. C'est possible, mais je ne m'en rappelle pas.

Q. Comment se fait-il que vous auriez fait une pareille déclaration ?

R. A qui est-ce que je l'aurais faite ? Je ne m'en rappelle pas. J'ai pu le dire comme ça.....

Q. Mais si vous avez pu le dire, il faut que vous ayez eu des doutes sérieux dans votre esprit ?

Q. Je n'ai plus de doute, car nous avons travaillé, correspondu, et j'ai fait mon possible, et nous avons eu des déclarations assermentées des agents de la compagnie *St-Maurice*.....

Q. Si le gouvernement avait quelqu'un sur les lieux pour compter le bois qui part pour les Etats-Unis, est-ce que ça ne serait pas plus satisfaisant ?

R. Oui, il n'y a pas de doute.

Q. Maintenant si vous aviez accès à la douane, est-ce que ça ne serait pas un autre moyen de contrôle ?

R. Oui, ça serait un moyen unique.

Transquestionné par l'hon. M. Parent

Q. On vous a fait dire dans votre témoignage : " N'avez-vous pas raison de croire que certaines compagnies s'arrangent pour tromper le département et payer moins de droits de coupe qu'elles n'en doivent, et vous avez répondu : Oui, je crois que oui ; il y en a quelques uns dans ce cas-là, et vous avez nommé notamment la *St-Maurice Lumber Co.*, Warren-Curtis, la compagnie de Moulins Tourville ; voulez-vous dire par cela que les compagnies ne vous ont pas payé, donné dans leurs rapports les véritables quantités de bois fait sur les terres de la Couronne, ou si cela a rapport à certains petits bois que ces compagnies laissaient dans la forêt ?

R. C'était surtout à propos du bois que ces compagnies laissent dans la forêt ; des fois aussi c'était parce qu'elles oubliaient de nous fournir quelques-uns des documents qui doivent toujours accompagner les rapports que les compagnies regardaient comme inutiles et qu'il nous faut exiger pour nous conformer aux règlements.

Q. Quand vous avez commencé à agir comme surintendant des gardes-forestiers, c'est-à-dire en 1897, avez-vous été à même de constater que le système observé par ces compagnies que vous venez de mentionner, était contraire à l'intérêt de la province, en ce sens qu'on ne rendait pas compte de ces bois laissés dans la forêt comme susdit, et que les difficultés que vous avez eues avec ces compagnies étaient surtout pour les amener à changer ce système et de rendre compte de ce bois au gouvernement ?

R. Oui. C'était là la grande cause de difficultés de les forcer de rendre compte de tout le bois qu'elles utilisaient.

Q. Une autre difficulté que vous avez rencontrée avec ces compagnies était relativement au bois coupé sur les lots patentés ou des seigneuries, n'est-ce pas ?

R. Oui.

Q. Quand vous alliez compter ou mesurer ce bois, vous constatiez assez souvent qu'il y avait plus de bois que dans les rapports faits ?

R. Oui.

Q. Et les compagnies, à votre demande, étaient forcées de prouver la provenance de la différence ?

R. Oui, certainement.

Q. Et, lorsque les rapports assermentés, appuyés de documents, vous étaient soumis et démontraient que la différence provenait de ces terrains là non sujets aux droits de la Couronne, vous certifiez les comptes comme corrects ?

R. Oui, nous faisons les déductions résultant des faits établis.

Q. Vous avez mentionné trois noms ; mais c'est arrivé pour d'autres ?

R. Oui.

Q. Vous avez eu la même chose avec Price Bros ?

R. Oui, aussi avec M. Farmer et autres

Q. Mais, dans chaque cas, vous avez réussi à avoir satisfaction de ces maisons-là ?

R. Oui.

Q. Dans la province de Québec, il ne s'exporte pas de billots aux Etats-Unis ?

R. Pas que je sache.

Q. Le bois de pulpe est mis en petit bois ?

R. En bois de quatre pieds.

Q. Et dans la région du St-Maurice on le met en petit bois ?

R. Oui, en bois de quatre pieds ou de deux pieds, de manière à pouvoir donner la longueur voulue pour des fibreuses.

Q. On vous a fait dire aussi, quant à la perception des droits de coupe sur le bois de pulpe exporté aux États-Unis : " Vous êtes complètement au pouvoir des compagnies " ; Voulez-vous dire que vous n'exercez pas, soit vous-même, soit les employés du département moins de contrôle de surveillance que pour les autres bois qui sont manufacturés dans le pays, ou si vous prenez les mêmes précautions pour contrôler ces bois-là ?

R. Nous prenons les mêmes précautions pour contrôler ce bois-là, et même plus de précautions pour ce bois-là, mais c'est un contrôle plus difficile.

Q. C'est un contrôle plus difficile surtout par le fait qu'il s'en coupe plus sur les lots patentés ou sur les terres seigneuriales que d'autres bois marchand sur les limites ?

R. Les chemins de fer en charroient. Un colon a fait un char de bois, de huit, dix ou douze cordes et il en vend à un commerçant. On n'a aucun moyen de contrôler que par les compagnies de chemins de fer qui refusent souvent de donner ces renseignements-là.

Q. Quant aux manufacturiers que vous venez de mentionner, vous êtes obligé de vous en rapporter, à part de la surveillance que vous donnez aux rapports assermentés des " cullers," " jobbers " ou gérants des compagnies ?

R. Oui.

Q. Avez-vous raison de croire que ces rapports assermentés, produits au département et appuyés par des documents, comme vous l'avez dit, sont inexacts ?

R. Non, je crois que ces gens sont dignes de foi sous serment.

Q. Une fois que ces informations sont obtenues, tout est correct ?

R. Oui.

Q. Alors, vous n'avez pas raison de croire que depuis que vous avez le contrôle du St-Maurice que le département ait été fraudé dans la perception des droits de coupe, ou autrement, par ces compagnies ?

R. Non, je ne crois pas.

Q. Est-il pratiquement possible, M. Langelier, vu l'état des choses qui se passent, d'avoir un contrôle plus complet que vous avez aujourd'hui ?

R. Non, tant que nous n'aurons pas accès aux livres de douane.

Q. Le contrôle aujourd'hui est-il plus ou moins sévère qu'autrefois ?

R. Il est plus sévère.

Q. Même en ayant accès aux livres de douane, vous ne pourriez pas par les livres de douane contrôler les rapports assermentés qui sont produits par les compagnies ?

R. Les livres de douanes nous donneraient la quantité exacte de ce qui est exporté, mais ne nous donneraient pas la provenance. Quant à la provenance, voici les rapports que nous leur faisons signer aux compagnies : (Je produis comme Exhibit "A") et j'indique les deux parties

qui se rapportent au bois de pulpe. C'est du nouveau; il n'y a qu'un an ou deux que nous l'avons.

(Par l'honorable M. Pelletier.)

Q. Ces formules-là ont été préparées surtout par rapport au bois de pulpe?

R. Oui. C'est un travail considérable pour les compagnies de distinguer le bois de pulpe de l'autre.

(Par l'honorable M. Parent.)

Q. Mais vous avez dit aussi que vous faisiez payer les droits de coupe avant d'écorcer et qu'ensuite vous ne vous en occupez plus?

Q. Oui. Nous prenons la mesure en billots, et sur la quantité rapportée en billots nous prenons six cents pieds pour une corde de bois de pulpe.

Q. Avez-vous raison de croire qu'une fois la mesure prise avant d'écorcer, il s'en exporte plus qu'une écorcée?

R. C'est à peu près la même quantité, mais ça ne fait rien. Le bois est mesuré, et celui qui est déclaré comme bois de pulpe.

Q. Dans tous les cas, que les droits de coupe soient payés avant l'écorçage ou après, ça ne fait rien pour le département?

R. Non, car le bois est toujours mesuré d'écorce à écorce, et une corde de bois de pulpe est de 120 pieds, ou à peu près 120 pieds de mesure de planches.

Q. Quand on vous a demandé si vous n'auriez pas dit à quelqu'un que si le département avait fait payer à la *St-Maurice Lumber Co.* tout ce qu'elle aurait dû payer, que le département aurait eu \$100,000 et même plus, et que vous avez répondu que vous ne vous en rappeliez pas, mais que c'était possible; comme question de fait, et vous basant sur les rapports et la correspondance et les documents produits au département, à votre demande, comme surintendant des gardes-forestiers depuis 1897, est-il possible que cette compagnie en particulier doive une somme quelconque au département?

R. Non, je ne pense pas.

Q. Et, si une telle chose avait été dite, ça aurait été en badinant?

R. C'est plutôt une matière d'impression, ou quelque chose comme ça.

Q. Si vous aviez eu une impression semblable, serait-elle disparue aujourd'hui après les rapports que vous avez eus et les documents que vous avez eus?

R. Oui, depuis l'enquête que nous avons tenue dernièrement. Les employés du département m'informent qu'ils ont fait payer tout.

Q. Si telle chose avait été dite, ça n'aurait pas été provoqué seulement par l'administration de 1897, mais depuis nombre d'années avant?

R. Oui.

(Par l'honorable M. Pelletier.)

Q. Quand avez-vous tenu cette enquête qui vous a enlevé cette mauvaise impression au sujet de la *St-Maurice Lumber Co*?

R. Depuis trois ou quatre mois. C'est M. Blouin qui a fait des

recherches spéciales et qui m'informe qu'ils ont tous payé régulièrement

Q. Ca fait trois ou quatre mois que votre mauvaise impression est partie ?

R. Oui, une couple de mois.

Et le témoin ne dit rien de plus.

Je soussigné, sténographe, certifie que les présentes sont une transcription fidèle et exacte des notes prises par moi, à la sténographie.

(Signé) OSCAR MORIN,

Sténographe

M. ROBERT F. GRANT, de la cité des Trois-Rivières, gérant de la *St-Maurice Lumber Co.*, étant dûment assermenté, dépose et dit :

(Par l'honorable M. Parent.)

Q. Vous êtes le gérant de la *St-Maurice Lumber Co.* ?

R. Oui, monsieur.

Q. Votre principale place d'affaires est à Trois-Rivières ?

R. Oui, monsieur.

Q. Depuis combien d'années êtes-vous gérant de cette compagnie ?

R. Depuis 1891.

Q. M. Langelier, surintendant des gardes forestiers, a dit l'autre jour, en réponse à M. Pelletier que certaines compagnies s'arrangeaient pour frauder le département et payer moins de droits de coupe qu'elles n'en doivent, et notamment la *St. Maurice Lumber Co.* Voulez-vous nous dire si oui ou non la *St. Maurice Lumber Co.*, a, en aucun temps, depuis cette date, fait des rapports au département des Terres de la Couronne, ou à aucun de ses employés, à Trois-Rivières ou à Québec, faux ou inexacts tendant à frauder la province des droits de coupe qui pouvaient lui être dûs ?

R. Les rapports, depuis que je suis représentant de la *St. Maurice Lumber Co.*, ont toujours été exacts, et M. Langelier est venu dans notre bureau et j'ai mis les blancs de recours des "cullers" et nos livres à sa disposition, et il nous a fait le compliment que c'était l'office qui donnait le plus de satisfaction au département ; tout ce qu'il avait à faire c'était de voir une page dans le livre, et nous avons tout devant nous bien clair.

Q. Depuis 1897, depuis que l'administration actuelle est au pouvoir, avez-vous eu une surveillance plus sévère ou moins sévère qu'autrefois.

R. Nous avons eu une surveillance plus sévère.

Q. Et vous avez toujours donné satisfaction au département en produisant au département les pièces justificatives quand M. Langelier ou d'autres vous en demandaient ?

R. Oui, monsieur. Nous avons toujours donné pleine satisfaction.

Q. Et vous ne devez rien au département ?

R. Non, monsieur. La *St-Maurice Lumber Co.* ne doit rien au département.

Q. Avez-vous toujours rendu un compte fidèle des droits de coupe payables au gouvernement pour le bois de pulpe exporté aux Etats-Unis ?

R. Oui, monsieur. Nous avons toujours fait un rapport exact.

Q. Et si quelqu'un avait dit que si la *St. Maurice Lumber Co.* devait payer au département tout ce qu'elle devait, elle devrait au moins \$100,000.00 ?

R. J'aurais dit que cette personne-là n'était pas un homme d'affaires et ça n'aurait pas été la vérité non plus. Je considère que les droits qu'on paie aujourd'hui sur le bois de pulpe est réellement plus que le commerce peut nous permettre de payer.

Q. C'est-à-dire que les bénéfices à réaliser ne sont pas proportionnés aux dépenses que vous avez à encourir ?

R. Non, monsieur. Je considère que les prix aujourd'hui sont trop élevés pour la qualité de bois que nous avons.

(*Par l'honorable M. Pelletier.*)

Q. Comment se fait-il que vous vous trouvez ici ce matin ?

R. Je suis venu ici par affaire.

Q. Quelqu'un vous a-t-il demandé d'être témoin ?

R. Personne m'a demandé d'être ici comme témoin. Je suis venu ici avec M. Farmer et le Premier Ministre nous a dit de rentrer.

Q. Pourquoi ?

R. Je ne pourrais pas dire. Parce qu'il avait besoin de nous, je suppose.

Q. Les rapports au sujet desquels M. Langelier a dit ce que comporte la question du Premier Ministre, tantôt, à savoir que vous vous arrangiez pour tromper le département, ces rapports sont assermentés par vous ?

R. Les rapports fournis au département sont assermentés par nous, c'est moi qui les assermente, les rapports au département. À part les rapports au département, il y a aussi les rapports des "cullers" et des mesureurs, c'est nous qui les payons.

Q. M. Langelier compte-t-il le bois dans vos booms ?

R. Non, monsieur.

Q. Exportiez-vous du bois de pulpe aux Etats-Unis lorsque les droits étaient de \$1.90 ?

R. Oui, monsieur.

Q. Vous en avez exporté pendant tout le temps pendant lequel les droits étaient à \$1.90 ?

R. Oui, monsieur.

Q. Vous rappelez vous de la date à laquelle les droits ont été réduits à 65 cts. ?

R. Je ne me rappelle pas bonnement. Je ne pourrais pas dire exactement.

Q. Etiez-vous présent à la vente des limites de juin 1901 ?

R. Oui, monsieur.

Q. Vous vous rappelez que c'est à cette vente que le ministre des Terres a annoncé cette réduction ?

R. Oui, monsieur.

Q. Vous aviez du bois de pulpe de coupé pendant l'hiver précédent ?

R. Oui, monsieur.

Q. Avez-vous payé \$1.90 ou 65 cts. pour le bois que vous aviez coupé pendant l'hiver précédent de ce mois de juin ?

R. Je ne pourrais pas dire à quel moment on a commencé à payer cet extra.

Q. Quand les droits ont été réduits, vous aviez du bois de coupé ?

R. Je ne suis pas capable de répondre exactement. Je pense qu'on a payé l'excédent sur ce bois-là, mais je ne suis pas certain. Je pourrais savoir si j'étais au bureau, mais ici je ne puis pas vous donner ces renseignements. Au meilleur de ma connaissance, nous avons payé.

Q. N'avez-vous pas payé le nouveau droit de 65 c. sur du bois coupé avant la réduction du tarif ?

R. Je pense que nous avons payé de l'excédent ; les 40c. que nous payons aujourd'hui et 25c. pour le bois exporté aux Etats-Unis.

Q. Vous avez payé 65c. pour du bois qui avait été coupé pendant l'hiver 1901-1902 ?

R. Je ne puis pas vous répondre à cette question-là. Au meilleur de ma connaissance nous avons payé 65c. par corde.

(Par l'honorable M. Parent.)

Q. Vos rapports de "cullers" assermentés, et de "jobbers", c'étaient la même chose en 1897, c'était la même pratique suivie ?

R. Oui, monsieur.

Q. Pouvez-vous dire combien vous avez payé de droits sur le bois de pulpe exporté en 1900-1901 ?

R. Au meilleur de ma connaissance nous avons payé 65c. par corde.

Q. Savez-vous quel montant vous avez payé ?

R. Non, monsieur. En référant à nos livres je pourrais dire.

(Par l'honorable M. Pelletier.)

Q. Vous ne connaissez pas tout le montant total, mais vous avez payé sur le pied de 65 cts ?

R. Oui, monsieur.

(Par l'honorable M. Parent.)

Q. Avez-vous fait plus de bois de pulpe depuis que le tarif est à 65 cts. ?

R. Oui, monsieur.

Q. Pendant que le tarif était à \$1.90 vous achetiez plus sur les lots patentés et seigneuriaux ?

R. Oui.

Q. Vous n'auriez pas pu continuer à payer à \$1.90 pour le bois sur vos limites ?

R. Au prix que nous payons aujourd'hui, c'est plus que le commerce permet de payer.

Q. Si le prix avait continué à \$1.90 ?

R. On aurait été contraint de discontinuer.

(Par l'honorable M. Pelletier.)

Q. Jurez-vous que si les droits de coupe étaient restés à \$1.90, que vous auriez cessé d'exporter aux Etats-Unis ?

R. Je ne sais pas si la compagnie aurait voulu marcher avec une perte. Je parle par mon expérience.

Q. Jurez-vous, M. Grant, que pendant que vous exportiez aux Etats-Unis, à \$1.90, vous perdiez de l'argent ?

R. Nous n'avons jamais payé \$1 90, c'est 65c.

Q. Même pendant que c'était à \$1.90 ? Ça ne vous a jamais atteint, ça ?

R. Nous avons payé 65c.

Q. Depuis 1897, avez-vous jamais payé \$1.90 ?

R. Non, monsieur.

Q. Avez-vous jamais payé \$1.00 la corde ?

R. Non.

Q. Et vous avez fait du bois tous les ans, exporté du bois de pulpe tous les ans ?

R. Oui.

(Par l'honorable M. Parent.)

Q. Vous déclarez qu'en payant \$1.90 la corde, que vous n'auriez pas pu faire ce commerce-là sur les Terres de la Couronne ; achetez-vous une grande quantité de bois sur les lots patentés et seigneuriaux ?

R. Beaucoup plus que sur nos limites.

Q. Il y avait toujours des gens qui étaient prêts à vous en vendre ?

R. Plus qu'on en avait besoin.

Q. Vous auriez pu bien des fois prendre plus de contrats que vous en aviez besoin ?

R. Oui, monsieur.

(Par l'honorable M. Pelletier.)

Q. De sorte que s'il y avait des droits à \$1.90, il y aurait beaucoup moins de bois qui s'en irait aux Etats-Unis que maintenant ?

R. Oui, monsieur

Et le témoin ne dit rien de plus.

Je soussigné, sténographe, certifie que les présentes sont une transcription fidèle des notes prises par moi, à la sténographie.

(Signé) OSCAR MORIN,
Sténographe.

PREUVE *in re* RAPPORT DE LA COMMISSION DE COLONISATION

M. LE CHANOINE THIVIERGE, étant assermenté, dépose et dit :

(Par l'honorable M. Pelletier.)

- Q. Vous êtes un des membres de la Commission de la Colonisation ?
 R. Oui, monsieur.
 Q. Votre rapport au sujet du Trans-Canada est-il prêt ?
 R. C'est à M. le Président à répondre pour ça.
 Q. M. le Président ne connaît rien là-dedans ?
 R. C'est le Président de la Commission.
 Q. Qui est le Président de la Commission ?
 R. C'est M. Legris.
 Q. Ça doit être à votre connaissance si'il y a un rapport ?
 R. Nous avons travaillé à un rapport.
 Q. L'avez-vous signé ?
 R. Pas seulement sur le Trans-Canada. On a travaillé sur tous les chemins de fer qui demandent des subsides.
 Q. Est-ce qu'il y a un rapport de signé sur tous les chemins de fer ?
 R. Je crois que oui.
 Q. L'avez-vous signé, et quand ?
 R. Je ne puis pas préciser la date.
 Q. Est-ce hier ?
 R. Ce n'est pas hier, ni avant hier, c'est la semaine dernière.
 Q. Au commencement de la semaine ou au milieu ?
 R. Je n'ai pas remarqué. C'est au milieu de la semaine dernière, je ne puis pas préciser le jour.
 Q. De sorte que vous ne pouvez pas nous dire quand vous l'avez signé ?
 R. Je ne puis pas dire la date que j'ai signé le rapport. Il a été remis entre les mains du président.
 Q. Ça fait-il six, ou sept ou huit jours ?
 R. À peu près ça.
 Q. Qu'est-ce que vous recommandez là dedans au sujet du Trans-Canada ?
 Objecté à cette question parce que le rapport fait par les commissaires devra se faire au Lieutenant-Gouverneur en Conseil dont le devoir sera de le soumettre aux Chambres.
 Objection maintenue.
 Q. Avez-vous objection à nous donner une copie de votre rapport ?
 R. Ce n'est pas à moi de vous donner une copie.
 Q. Vous êtes vous consultés avec le Premier Ministre avant de faire et de signer ce rapport ?
 R. Pas moi, monsieur.
 Q. Quelque autre membre de la Commission s'est-il consulté avec le Premier Ministre à ce sujet-là ?
 R. Je n'ai pas vu. Je ne puis pas dire d'une manière certaine. Le Président a dit qu'il verrait le Premier Ministre.

Q. Le Président a dû vous dire s'il avait vu le Premier Ministre, oui ou non ?

R. Je n'ai pas revu le Président.

O. Quand est-il parti, le Président ?

R. Il est parti samedi soir, je pense.

Q. Vous-même, M. Thivierge, avez-vous jamais eu aucune conversation avec le Premier Ministre au sujet de ce que le rapport devrait contenir ?

R. Je ne puis pas dire autrement que non.

Q. Vous déclarez que vous n'avez jamais dit un mot au Premier Ministre et qu'il ne vous en a jamais dit un mot au sujet de votre rapport.

R. Non, jamais aucune conversation.

Q. Vous n'avez jamais eu de conversation avec le Premier Ministre au sujet des besoins des différents chemins de fer ?

R. Non.

Q. Jamais un mot ?

R. Non.

Q. Le rapport a-t-il été retardé quant à la signature, quand il a été prêt ?

R. Je ne connais rien de ça, aucun retard.

Q. Depuis quand le rapport est-il prêt ?

R. Le rapport, on l'a travaillé de jour en jour jusqu'à la fin de la semaine dernière.

Q. Vous venez de dire que ça faisait cinq, six ou sept jours qu'il était signé ?

R. Pas signé, on l'a travaillé.

Q. Si vous l'avez signé il y a cinq jours il devait être prêt avant ?

R. Je n'ai pas remarqué la date qu'on l'a signé.

Q. Il y a-t-il eu du délai entre le moment où le rapport a été terminé et où il a été signé ?

Objecté à cette question par le Premier Ministre. Sur une question posée par le président à l'honorable M. Pelletier, l'objection est maintenue.

Il est objecté à ce qu'on procède d'avantage à moins que le rapport ne soit produit devant le comité, parceque ça n'a pas rapport aux comptes publics, et ce qui peut être prouvé maintenant quant aux faits qui concernent le rapport ne peut être qu'en autant qu'un rapport est devant le gouvernement.

En conséquence, l'honorable M. Pelletier fait application pour que le rapport soit mis devant le comité.

L'honorable M. Parent déclare que l'honorable Secrétaire de la Province vient justement de l'informer que le rapport vient de lui être remis, vers onze heures ce matin, et qu'il sera soumis à la Chambre cet après-midi.

Objection maintenue.

Et le témoin ne dit rien de plus.

Je, soussigné, sténographe, certifie que les présentes sont la transcription fidèle des notes prises par moi, au moyen de la sténographie.

(Signé) OSCAR MORIN,
Sténographe.

TROISIÈME SÉANCE.

Québec, 23 avril 1903.

PRÉSIDENCE DE M. HUTCHINSON M. P. P.

M. J. C. LANGEЛИER, de la cité de Québec, secrétaire de la commission de colonisation, étant dûment assermenté, dépose et dit :

(Par l'honorable M. Pelletier)

Q. Vous êtes le Secrétaire de la Commission de la Colonisation.

R. Oui, monsieur.

Q. Je vois que vous n'avez pas signé le Rapport de la Commission Pourquoi n'avez-vous pas signé ce rapport ?

R. Je n'ai pas cru que c'était nécessaire. Pour dire la vérité, c'est par inadvertance. Du moment que vous attirez mon attention j'irai au bureau du Lieutenant-Gouverneur et je le signalerai.

Q. Avant ce rapport-là, monsieur, est-ce qu'il y a eu un autre projet de rapport dans lequel il y avait une référence à des subsides possibles pour des chemins de fer ?

R. Oui.

Q. Ce projet de rapport a-t-il été signé ?

R. Les notes que nous avons préparées, oui, mais pas comme rapport. Nous nous sommes entendus sur un certain nombre de points. Dans le cas où la commission accorderait des subsides en terres, nous nous sommes entendus sur un certain nombre de compagnies, quand notre étude serait finie.

Q. Combien de subsides accordiez-vous au Trans-Canada dans ce projet ?

Objecté à cette question parce que ce comité n'a pas juridiction dans la matière et le rapport ne peut avoir rien à faire avec la présente enquête, et parceque le rapport des commissaires et leurs actes en rapport, ne sont pas des matières pour investigation à cet étage des affaires de ce comité.

Objection maintenue.

L'honorable M. Pelletier en appelle au comité de la décision du président et la décision est maintenue sur division.

L'honorable M. Pelletier propose que la preuve et le procès verbal soient rapportés devant la Chambre.

Et le témoin ne dit rien de plus.

Je soussigné, sténographe, certifie que les présentes sont une transcription fidèle et exacte des notes prises par moi, à la sténographie.

(Signé) OSCAR MORIN,

Sténographe.

APPENDICE D.

ENQUÊTE TENUE DEVANT LE COMITÉ PERMANENT DES COMPTES PUBLICS SUR L'AFFAIRE ALFRED LAJOIE

PREMIÈRE SÉANCE.

Québec, 21 avril 1903.

PRÉSIDENTE DE M. HUTCHINSON, M. P. P.

M. E.-E. TACHÉ, de la cité de Québec, sous-ministre des Terres, Mines et Pêcheries, étant dûment assermenté, dépose et dit :

(Par l'honorable M. LeBlanc.)

Q. Avez-vous eu connaissance de la concession d'un lot portant le No 23 du 2e rang du canton Dolbeau à un nommé Alfred Lajoie ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous nous dire comment la vente ou la location de ce lot a été faite à Lajoie et comment il en a été mis en possession ?

R. Vous n'avez qu'à référer au rapport du surintendant qui vous le dira.

La vente de ce lot No 23 du 2e rang de Dolbeau a dû être faite suivant la coutume du département et la loi, sur une demande de Alfred Lajoie à l'agent des Terres, M. Geo. Audet, lequel est agent des Terres pour la division du Lac St-Jean, partie ouest, et qui a dû délivrer lui-même le billet de location à M. Lajoie et faire rapport du tout au Département pour l'approbation du ministre. Je n'ai pas ce rapport, mais je le produirai.

Et le témoin ne dit rien de plus.

Je, soussigné, sténographe, certifie que les présentes sont une transcription fidèle des notes prises par moi, à la sténographie, et j'ai signé.

[(Signé)

OSCAR MORIN,

Sténographe.

DEUXIÈME SÉANCE.

Québec, 23 avril 1903.

PRÉSIDENCE DE M. HUTCHINSON, M. P. P.

L'honorable M. LeBlanc propose que M. P.-H. Dumais, arpenteur, de Chambord, soit assigné comme témoin, pour demain matin. Accordé.

M. JOSEPH-NARCISSE GASTONGUAY, surintendant des travaux de colonisation. étant dûment assermenté, dépose et dit :

(Par l'honorable M. LeBlanc.)

Q. Vous êtes un employé du département ?

R. Oui, Monsieur.

Q. Qu'est-ce que vous faites ?

R. Je suis surintendant des travaux de colonisation.

Q. Avez-vous une profession vous-même ?

R. Je suis arpenteur et ingénieur civil.

Q. Est-ce vous qui avez fait le rapport contenu à la page 122 du dernier rapport général du ministre de la colonisation et des travaux publics, et dans l'affirmative, voulez-vous me dire quel est l'individu, non arpenteur, qui serait allé faire de l'ouvrage d'arpenteur par là et quels sont les colons du bord de la Péribonca visés dans votre rapport ?

R. C'est un M. Hervé, de Roberval, qui est allé tirer les lignes dont je parle dans cette lettre-là.

Q. Quel est son nom de baptême ?

R. A. Hervé.

Q. Adélard Hervé ?

R. Peut-être Adélard Hervé.

Q. Quel est le nom du colon sur le lot de qui il a fait ce travail ?

R. Il n'a pas fait de travail rien que sur un lot. Il a délimité cinq ou six lots dans les cantons Dolbeau et Dalmas.

Q. Pouvez-vous nous dire, de mémoire, les numéros des lots dans Dolbeau et Dalmas ?

R. Dans Dolbeau c'est sur les lots 23 et 24, je crois ; et dans Dalmas c'est sur les lots depuis 17 à 21.

Q. Pour nous limiter au canton Dolbeau, au lot sur lequel il a travaillé, pouvez-vous nous dire quelle espèce de travail il a fait ?

R. Il a tiré les lignes latérales du lot.

Q. A-t-il posé des bornes ?

R. Pas que je sache. Il les a pickettées, mis des jalons, avec un poteau à chaque extrémité.

Q. Y avait-il déjà des bornes ?

R. Il y avait les lots de l'arpentage officiel.

Q. Avez-vous contrôlé et l'ouvrage fait par cet Hervé et l'arpentage officiel, depuis que Hervé est passé là ?

R. Après que Hervé eut tiré les lignes, un nommé Alfred Lajoie a attiré mon attention sur cette affaire. J'étais dans la localité et il m'a dit ça. Je suis passé par là le lendemain et j'ai constaté que des lignes toutes neuves avaient été tirées chaque côté des deux lots dans Dolbeau, et là, j'ai constaté que ces lignes n'étaient pas basées sur les poteaux de l'arpentage officiel.

Q. Voulez-vous nous dire quel effet ça avait par rapport au lot ?

R. C'avait pour effet de déplacer les lots. Ils ne se trouvent plus dans la position que leur avait donnée l'arpentage officiel.

Q. Est-ce que le déplacement ainsi opéré par l'ouvrage d'Hervé et constaté par vous, était considérable quant au lot No 23 ?

R. C'était passablement considérable.

Q. Quel effet ça-t-il eu ?

R. Ça eu pour effet de mettre sur le lot 24 un morceau de terre que Lajoie avait fait sur le lot 23.

Q. Quelle grandeur à peu près ?

R. Il y avait de terre faite, à peu près quatre arpents, et environ 4 arpents d'aoattis, savoir, huit arpents en tout.

Q. Avait-il une bâtisse là ?

R. Je n'ai pas vu de bâtisse sur le lot.

Q. Quand êtes-vous allé faire cette exploration-là ?

R. C'était au printemps dernier, pas longtemps avant la date de cette lettre-ci ; j'ai écrit cette lettre-ci aussitôt que j'ai été de retour à Québec ; ça devait être au commencement de mars 1902.

Q. Les faits mentionnés dans cette lettre sont-ils vrais ?

R. Ils le sont.

Q. Vous dites que vous avez vu les poteaux de l'arpentage officiel du lot No 23. D'après ce que vous avez vu et examiné vous-même, Alfred Lajoie avait-il bien travaillé sur le lot 23 ou sur le lot 24 ?

R. Sur le lot 23, d'après les poteaux de l'arpentage officiel.

Q. Avez-vous pas vu les traces, des vestiges d'une bâtisse de 16 x 16 qui avait existé avant que vous alliez là, sur le lot No 23 ?

R. Non, je ne les ai pas vus.

(Transquestionné par l'honorable M. Robitaille.)

Q. Vous êtes allé là le printemps dernier ?

R. Au commencement de mars dernier.

Q. Vous avez vu Alfred Lajoie ?

R. Oui.

Q. C'est lui qui vous a dit qu'Hervé avait tiré les lignes ?

R. Oui.

Q. Les faits que vous mentionnez dans votre lettre du 16 mars 1902, vous ont été fournis par Lajoie ?

R. Oui.

Q. Et c'est sur les dires de Lajoie que vous avez écrit cette lettre ?

R. Sur ses dires et sur ce que j'ai vu sur les lieux.

Q. Vous savez que la cancellation du lot No 23 était demandée depuis le mois de juillet 1901 ?

R. Non, je ne le savais pas dans le temps.

Q. Vous ne savez pas dans quel état était le lot 23 lorsque la demande de cancellation a été faite ?

R. Non, monsieur.

Q. Avez-vous vu sur ce lot des traces d'une maison ?

R. Non.

Q. Voulez-vous nous dire où vous avez vu qu'un des colons avait perdu sa maison, et sur quel lot ?

R. Je crois que c'est sur le lot 17 ou 18 du canton Dalmas ?

Q. Comme question de fait vous n'avez pas vu de maison bâtie par Lajoie, sur le lot 23, et il n'a pas perdu de maison ?

R. Pas à ma connaissance.

Q. Ce que vous mentionnez là, dans votre lettre, ne s'applique pas du tout au lot 23 du canton Dolbeau ?

R. Ça s'applique au canton Dalmas. L'un perd sa maison et l'autre son petit champ.

Q. Quand vous êtes allé sur les lieux, au mois de mars, vous dites avoir constaté qu'il y avait quatre arpents d'abattis et quatre arpents de terre propre à la culture ?

R. Ils m'ont paru passablement terminés. Il y avait encore un peu de neige dans le bois. Et l'autre en abattis seulement. C'était en dehors de la ligne établie par Hervé. Ce petit morceau se trouve transporté sur le lot 24 au lieu de 23.

Q. Etes-vous bien certain qu'il y avait quatre arpents d'abattis et quatre arpents de terre prête à être cultivée ?

R. C'est ce que j'ai jugé à l'œil.

Q. Avez-vous fait des opérations de bornage ?

R. Non.

Q. Aucune ?

R. Non.

Q. Pouvez-vous dire, comme question de fait, dans quel état était le lot No 23 quand la demande de cancellation a été faite, au mois de juillet dernier ?

R. Non, je ne puis préciser.

Et le témoin ne dit rien de plus.

Je, soussigné, sténographe, certifie que les présentes sont une transcription fidèle et exacte des notes prises par moi, au moyen de la sténographie.

(Signé)

OSCAR MORIN,

Sténographe.

Vu le refus trois fois réitéré, de M. J. C. Langelier, de se rendre à la convocation du comité des comptes publics, il est fait motion que le président lui envoie un avis par écrit que s'il ne se rend pas immédiatement, il fera motion en Chambre cet après-midi, pour que M. Langelier soit emprisonné pour refus d'obéir aux ordres d'un comité de cette Chambre.

Il est décidé d'envoyer un avis, par écrit, que le président signe, et qui est porté par le secrétaire.

TROISIÈME SÉANCE.

PRÉSIDENTE DE M. HUTCHINSON.

*Continuation du témoignage de M. E.-E. Taché.**(Par l'honorable M. LeBlanc.)*

Q. Lorsque vous avez annulé le billet de location du No 23 du canton Dolbeau à Alfred Lajoie, avez-vous eu la permission et l'approbation du Premier ministre pour ce faire ?

R. La annulation de la vente a été autorisée par le ministre sur un rapport du surintendant, M. Rouillard.

Q. Alors, quand vous avez annulé cette vente vous aviez l'approbation du Premier ministre ?

R. On a commencé par annoncer la annulation, et comme il n'y a pas eu d'opposition valable dans les deux mois, la annulation a été définitivement prononcée.

Q. Est-ce l'habitude de donner du délai aux colons de bonne foi, pour payer ?

R. Quelques fois, dans certaines circonstances.

Q. N'est-il pas vrai que ça se fait dans la plupart des cas où il y a des retardataires qui sont de bonne foi ?

R. Pas toujours, mais ça se fait pour de bonnes raisons.

Q. Quels sont les paiements faits par Alfred Lajoie ?

R. Il y a un versement.

Q. Pouvez-vous jurer qu'il n'y a pas deux versements ?

R. D'après le rapport, il n'y en a eu qu'un seul.

Q. Quand devenait dû le deuxième versement ?

R. Septembre, en 1900. La vente a été faite en septembre 1899.

Q. Les défrichements exigés par la loi avaient été faits ?

R. Ils avaient été faits sur le lot 23 d'après les rapports, il y avait fait simplement un abattis, mais le plus fort était sur le lot voisin le No 24.

Q. D'après les rapports ?

R. Oui, d'après les rapports.

Q. Les rapports d'Audet ?

R. Les rapports de différentes personnes.

Q. Les rapports d'Audet basés sur un mesurage fait par un nommé Hervé ?

R. Attendez un peu, il y a un nommé Larose....., il est bon de vous dire qu'un bon nombre de colons ont pris des lots depuis quelques années dans les environs de chutes, il y en a un nombre considérable dans le district du Lac St-Jean, et ce, dans un but de spéculation.

Q. Jurez-vous que Alfred Lajoie a pris un lot dans les environs d'une chute, dans un but de spéculation ?

R. Ça paraît comme ça, parce que cet homme-là était engagé par M. Beemer et

Q. Qui vous a dit qu'il était engagé par M. Beemer ?

R. C'est le rapport de M. Audet.

Q. Voulez-vous me montrer le rapport de M. Audet, où il est dit ça ?

R. D'après le rapport de M. Audet, je constate qu'il est dit que M. Lajoie était employé sur la ferme de M. Beemer, a demandé un billet de location pour le lot No. 2, situé dans le voisinage de cette ferme, afin de pouvoir s'établir là avec sa famille, et l'agent ajoute : " Je crois que c'est un colon de bonne foi. "

Q. Croyez-vous, M. Taché, vous-même, que Alfred Lajoie, d'après ce que vous avez vu, était un colon de bonne foi ?

R. Il peut se faire mais d'après tout ce que je vois dans le dossier, ça semblerait un homme qui voudrait prendre son lot là parce que c'était près d'une chute.

Q. Avez-vous des raisons valables pour croire que c'est un colon de mauvaise foi ?

R. Je ne puis pas dire que c'est un colon de mauvaise foi.

Q. Lorsque des colons font des défrichements comme ceux que Lajoie avait faits, est-ce l'habitude de leur donner du temps pour faire leurs paiements ?

R. Pas dans les circonstances où se trouve M. Lajoie.

Q. Est-ce que quelqu'un lui a demandé de faire un deuxième paiement ?

R. On ne leur demande jamais. Ils paient quand ils veulent, dans toute la Province, on leur dit que s'ils veulent payer, on leur fait des remises, mais jamais on annule pour non paiement ; j'ajoute que dans le Lac-St-Jean, il a été donné un ordre général à l'effet que lorsque des lots sont dans les environs d'une chute, de annuler quand toutes les conditions ne sont pas remplies, justement pour prévenir des cas comme celui-là.

Q. Et vous avez prononcé la cancellation après en avoir reçu l'ordre du Premier Ministre ?

R. Oui, comme dans l'ordinaire des choses. Je produis copie du rapport de l'agent, dans lequel se trouve la déclaration solennelle d'Alfred Lajoie et le compte rendu des recettes provenant des terres publiques pour le mois de septembre, dans lequel se trouve la vente faite à M. Lajoie. Ce rapport est de l'agent du Lac-St-Jean, M. George Audet.

Je produis aussi copie des documents suivants :

A. Rapport de George Audet, agent des Terres du Lac-St-Jean, à l'honorable Ministre des Terres M. et P., en date du 19 août 1901, accompagné de la déclaration de Ulric Truchon, en date du 6 août 1901 ; de celle de Philémon Guay et Jules Fortin, en date du 23 juillet 1901 ; ainsi que celle de Thomas Tremblay, en date du 6 août 1901.

(Transquestionné par l'honorable M. Robitaille.)

Q. Ces documents, pourquoi ne les avez-vous pas produits ?

R. Les documents que je produis maintenant, n'ont pas été produits en premier lieu, parcequ'ils renferment différentes matières étrangères à celle qui nous occupe, et traitent, en général, de la colonisation pour le Lac-St-Jean.

Q. Vous avez dit que le département avait constaté qu'un grand nombre de personnes cherchaient à avoir des lots par spéculation ?

R. Oui.

Q. Vous avez dit que vous étiez sous l'impression que Lajoie était employé sur la terre de M. Beemer. Voulez-vous référer à la lettre de Alfred Lajoie en date du 29 décembre dernier et produite dans le dossier, et dire si Alfred Lajoie ne déclare pas lui-même dans cette lettre qu'il est fermier à Péribonka depuis sept ans ?

R. En référant à cette lettre, on y voit que M. Lajoie dit lui-même : " je suis fermier à Péribonka, depuis sept ans."

Q. Le billet de location qui est remis au colon, n'est-il pas sujet à certaines conditions, entr'autres qu' l'acquéreur devra prendre possession de la terre ainsi vendue dans les six mois de la date de la vente et continuer d'y résider et de l'occuper soit lui-même, soit par d'autres, pendant au moins deux ans, à compter de ce temps. C'est une des conditions, n'est-ce pas ?

R. Oui.

Q. De plus, il doit faire des défrichements et se bâtir une maison dans les six mois pour aller résider là ?

R. Oui.

Q. N'est-il pas vrai, M. Taché, que vous avez reçu, le ou vers le 3 juillet 1901, un certificat du garde-forestier de l'endroit, déclarant qu'il a fait l'inspection du lot No 23, 2ème rang Dolbeau, et a constaté que Alfred Lajoie n'avait rien fait sur son lot ?

R. Par le certificat de ce nommé Potvin, garde-forestier, donné le trois juillet 1901, il appert qu'il a fait l'inspection du dit lot No 23 et qu'à cette époque le nommé Alfred Lajoie n'avait rien fait sur le dit lot et n'y résidait pas.

Q. Le 8 juillet, avez-vous reçu une recommandation de George Audet, l'agent des terres du Lac-St-Jean ?

R. Oui, nous avons eu une recommandation de M. Audet qui faisait rapport que les améliorations requises n'existaient pas sur le lot et demandait la résiliation de la vente.

Q. L'avis public a été donné, n'est-ce pas ?

R. Oui.

Q. Le 20 août, vous avez écrit à Audet, lui demandant s'il connaissait des objections à la cancellation de la vente du lot No 23 ?

R. Nous avons écrit ce que nous écrivons dans des cas semblables.

Q. En réponse, il vous a écrit, le 12 septembre 1901, la lettre mentionnée au dossier, dans laquelle il dit qu'il va se rendre sur les lieux ?

R. Oui.

Q. Le 9 octobre, il vous a fait un rapport de sa visite ?

R. Oui.

Q. Dans ce rapport de M. Audet du 9 octobre, n'est-il pas vrai que nous lisons ceci : " M. Lajoie me dit avoir environ quatre arpents d'abattis dont une partie a été faite avant que je lui aie donné avis que la vente de ce lot était annoncée pour cancellation " ?

R. Oui.

Q. Dans le cas actuel, avez-vous agi d'une autre manière que vous avez l'habitude de suivre généralement pour la cancellation des lots ?

R. Non, nous avons suivi absolument la même procédure, suivie en pareil cas. D'après les rapports reçus, on a annoncé la cancellation de la vente et ensuite on a procédé à la cancellation de la vente.

Q. Maintenant, les documents démontrent que les améliorations s'élevaient d'une piastre à dix piastres. et la Cie de Pulpe de Péribonka a déposé au département une somme de \$50.00 ?

R. Oui, monsieur.

Q. Est-ce que cette somme a été transmise au Lac-St-Jean.

R. Je ne puis pas vous dire dans le moment. Je ne crois pas. Je pourrais constater la chose, de suite.

(Transquestionné par M. LeBlanc)

Q. Avez-vous jamais reçu le rapport d'aucun arpenteur ayant examiné le lot No 23 et ayant constaté qu'il y avait une erreur dans les limites de ce lot et le travail fait par Lajoie avant de canceler la vente de ce lot ?

R. Je ne crois pas, au meilleur de ma connaissance; non.

Q. Voulez-vous examiner le dossier et nous dire oui ou non si vous avez reçu un rapport d'un arpenteur à ce sujet ?

R. Il est question d'un arpentage fait par un M. Hervé. Je n'ai pas reçu le rapport d'un arpenteur constatant que les travaux n'ont pas été faits sur le lot No 23, mais bien sur le lot No 24. Le seul rapport de mesurage que nous ayons au dossier, est celui d'un nommé Adélard Hervé, journaliste, résidant à Roberval, qui déclare avoir fait des mesures et avoir trouvé que les défrichements faits n'ont pas été faits sur le lot No 23 mais bien sur le lot No 24. C'est-à-dire, on nous a fait rapport de ça; il n'est pas nécessaire pour prononcer une cancellation de vente d'avoir un rapport d'arpenteur et c'est bien rare que nous en ayons. Ce n'est que dans des difficultés tout-à-fait spéciales, nous nous basons toujours sur le rapport de l'agent et c'est lui qui est responsable de ces recommandations-là.

Q. N'avez-vous pas reçu, monsieur, en date du 9 octobre 1901, un rapport de l'agent des terres du Lac-St-Jean, M. Georges Audet, recommandant qu'un délai soit accordé à M. Lajoie pour parfaire des améliorations du lot No 23 ?

R. Oui, monsieur Audet recommandait du délai pour tous les colons du Lac-St-Jean.

Q. N'est-il pas vrai que dans les circonstances, vu les lettres de M. l'abbé Bergeron, curé de Mistassini et Péribonka, vu les déclarations de Philémon Guay, et Jules Fortin; vu surtout le rapport de M. Gastonguay, ingénieur du département des Travaux-Publics, et le fait qu'il y avait contradiction dans les différents rapports reçus quant aux limites véritables du lot No 23, il aurait été préférable d'avoir un rapport d'un arpenteur avant de décider la cancellation de ce lot ?

R. Je ne vois pas qu'un rapport d'un arpenteur fut nécessaire. Je suis d'avis que la cancellation de vente a été prononcée dans l'intérêt de la province, comme bien d'autres cancellations de lots, au Lac-St-Jean, situés dans des conditions analogues.

Q. N'est-il pas vrai que cette cancellation a été faite dans l'intérêt unique de la Cie de Pulpe Péribonka ?

R. Je suis d'avis qu'il était à propos de faire cette cancellation-là

afin d'encourager une industrie nouvelle, propre à aider considérablement à la colonisation dans cet endroit-là.

Q. N'est-il pas vrai que la cancellation a été faite à la demande et pour l'intérêt de la Cie de Pulpe de Péribonka ?

R. Elle a été demandée par l'agent et nous l'avons faite sur la recommandation de l'agent des Terres.

Q. N'est-il pas vrai que l'agent vous a fait rapport que c'était la Cie de Pulpe de Péribonka qui lui demandait la cancellation ?

R. La compagnie l'a certainement demandé.

Q. N'est-il pas vrai qu'en dehors des employés du gouvernement et de la compagnie de Pulpe de Péribonka, personne ne demandait cette cancellation ?

R. Il y a l'agent.

Q. En dehors des employés du gouvernement, y en a-t-il d'autres qui l'ont demandé ?

R. Non.

Q. Quelle est la personne qui auprès du gouvernement représentait les intérêts de la compagnie de Pulpe de Péribonka, à ce sujet, pour solliciter tout ce qui s'est fait ?

R. M. Potvin, le secrétaire de la compagnie est venu souvent au département, à ce sujet. Vous voulez faire allusion à M. Robitaille, mais je ne l'ai jamais vu à ce sujet là, il n'est jamais venu au département à ce sujet là.

(Par l'honorable M. Robitaille.)

Q. Voulez-vous référer à cette note et nous dire ce que vous y constatez ?

R. Cette note est une lettre signée par M. Engène Rouillard et elle se lit comme suit : "Je constate par nos livres qu'à la date du 23 avril 1902 nous avons transmis à l'agent des Terres, Audet, pour être remise à M. Lajoie, ancien propriétaire du lot No 23, 2e rg Dolbeau, la somme de \$50.00. M. Lajoie a dû toucher cette somme, car dans le cas contraire l'agent nous eut fait rapport."

(Signé)

EUG. ROUILLARD.

Je vois que c'est un rapport qui vient d'être fait par le surintendant.

(Par l'honorable M. Parent)

Q. On vous a parlé du curé Bergeron. Par le dossier produit devant la Chambre, on constate qu'il a pris un grand intérêt à cette affaire de cancellation, n'est-ce pas ?

R. Oui, très grand. Il appert, par les lettres, qu'il agissait pour Lajoie tout le temps.

Q. Dans sa lettre, adressée au ministre le 8 octobre 1901, on y trouve ces mots-ci relativement au lot No 23, 2e rang Dolbeau. "Si on a absolument besoin de son terrain il y a moyen légitimement de l'acquérir en l'achetant. Qu'on lui paie et alors tout rentrera dans l'ordre ?"

R. Oui.

Q. Par ces mots que je viens de lire, le département devait-il comprendre qu'en payant à Lajoie la valeur des améliorations faites sur ce lot, qu'il serait satisfait ?

R. Oui, certainement.

Q. Il y a aussi au dossier, un certificat du même curé et de Ephrem Hébert, signé conjointement, où il est dit qu'il y a une bâtisse située " invraisemblablement " sur le lot et que l'ouvrage qui a été fait là était fait avant la cancellation. Par cet allégué, pouvons-nous croire qu'il y avait une bâtisse ?

R. Il y avait un autre document constatant que la maison était sur le lot No 24.

Q. On voit par ces mots " vraisemblablement " que le curé lui-même n'était pas certain qu'il y avait une maison ou non ?

R. Oui.

Q. En référant à la lettre de Alfred Lajoie en date du 27 janvier 1902, on y trouve ces mots-ci : " Je suis prêt à vous vendre des emplacements, mais pour vous en donner, non, je ne donne pas mon terrain pour rien ". Par cette lettre Alfred Lajoie donnait raison au département de conclure que du moment que nous payions ou faisons payer à Alfred Lajoie la valeur des améliorations faites sur le lot, il ne s'opposait pas à une vente ?

R. Certainement qu'il ne s'opposait pas à une cession en faveur de la compagnie.

Q. En référant au rapport du surintendant de la branche des ventes section est, M. Rouillard, en date du 9 avril 1902, nous y trouvons ceci, que les prétendus travaux faits sur le lot No 23, 2e rang, canton Dolbeau, ont été examinés par quatre arbitres qui ont fixé la valeur des améliorations sur le lot à la somme d'une piastre. Maintenant, par une lettre du 21 février 1902, adressée à l'abbé Bergeron, de Mistassini, signée E. E. Taché, son sous-ministre, nous constatons que le Département des Terres informait le dit curé que Onézime Tremblay, Joseph Girard et Antoine Hervé ont transmis au département une déclaration solennelle établissant que les travaux de défrichement faits sur le lot No 23, canton Dolbeau, ne représentaient que la valeur d'une piastre ; d'autre part l'informant aussi que la compagnie de Pulpe de Péribonka désirant en finir et régler à l'amiable si possible au sujet de ce lot, était prête à verser une somme de \$50.00 en règlement final, malgré que le lot ne contenait aucune amélioration appréciable ?

R. Oui, c'est vrai.

Q. A cette lettre que vous avez adressée au curé Bergeron le 21 février comme susdit, le dit curé vous a répondu par une lettre du 7 de mars dans laquelle nous trouvons entr'autres ce qui suit :

" M. E. TACHÉ,

" Monsieur,

" Je tiens à vous dire que je n'ai pas encore déposé les armes et malgré ce que vous me dites dans votre lettre, le lot 23-2 Dolbeau doit encore appartenir à M. Alfred Lajoie, car, enfin, les choses qui se sont passées au sujet de ce lot ont-elles été faites suivant la loi ? Peut-on

répondre de l'arpentage, surtout quand il a été fait par un arpenteur sans licence."

Comme question de fait, est-il de pratique au département, y a-t-il même quelque chose dans la loi qui exige que pour la cancellation d'un lot, que le département fasse faire au préalable des arpentages du lot en question ou autres lots semblables ?

R. Non. Parce que l'inspection, sur laquelle on se base ordinairement vient des agents ou des gardes forestiers qui ne sont pas arpenteurs.

Q. Dans le cas actuel, avant de procéder à la cancellation du dit lot, le département a exigé un rapport du garde forestier, tel qu'on le constate par le rapport de Potvin en date du 3 juillet 1901, corroboré par le rapport subséquent de l'agent des Terres, M. Audet ?

R. Oui.

Q. Et conformément à ce rapport, et vu l'évaluation faite de la valeur des travaux d'amélioration sur le dit lot par des arbitres, et vu l'offre du montant de \$50.00 déposé entre les mains du département par la Cie. de Pulpe de Péribonka pour être remise au dit Alfred Lajoie comme règlement final, le surintendant de la branche-est, M. Rouillard, a recommandé au ministre la révocation du lot en question et de remettre à M. Lajoie les \$50.00 comme susdit ?

R. Certainement, comme je l'ai déjà dit, le ministre n'a pris action que lorsque tout ceci a été fait régulièrement par le surintendant de la branche.

Q. Nous ne trouvons rien au dossier à part du fait que vous avez informé le curé Bergeron le 21 février 1902 et la lettre du dit curé en date du 7 mars 1902, établissant que Alfred Lajoie, ou le dit curé Bergeron, ait fixé un prix quelconque pour démontrer que le prix offert n'était pas suffisant. Il n'appert pas, d'après le dossier, que le curé Bergeron ait produit au département aucune demande à l'effet que M. Lajoie était prêt à accepter cette somme ou une autre somme ?

R. Non.

Q. Dans des cas analogues n'est-ce pas l'habitude lorsqu'une personne trouve que le montant offert n'est pas suffisant, de fixer un montant elle-même ?

R. Oui, ou bien de référer à un arbitrage.

Q. Par votre lettre du 21 février 1902, informant le curé Bergeron que des arbitres avaient fixé à \$1.00 la valeur des améliorations, en réponse à votre lettre il ne s'est pas plaint des arbitres, mais simplement de l'arpentage. Il n'a pas été question de la valeur ?

R. Non.

Q. A-t-il demandé au département de procéder à un arpentage régulier ?

R. Non.

(Par l'honorable M. LeBlanc.)

Q. N'est-il pas vrai qu'on vous a suggéré, par une lettre de M. P. A. Potvin, secrétaire-trésorier de la Cie de Pulpe de Péribonka, de faire faire un arpentage ?

R. C'est vrai, mais ce n'est pas le curé, c'est la compagnie elle-même.

Q. N'est-il pas vrai que tous les rapports des améliorations faites sur

le lot No 23 sont basés sur la conviction que les défrichements n'ont pas été faits sur le lot No 23 mais sur le lot No 24 ?

R. Les documents parlent pour eux-mêmes. Il faudrait que je les repasse.

Q. Voulez-vous les regarder s. v. p. ?

R. La grande partie des défrichements a été fait sur le lot 24 et non le No 23.

Q. N'est-il pas vrai que l'évaluation d'une piastre sur les travaux du lot No 23 est basée sur la prétention que la plus grande partie des travaux faits ont été faits sur le No 24 ?

R. Oui.

(Par l'honorable M. Robitaille.)

Q. Après qu'un avis de cancellation a été donné, si le colon veut faire de l'abattis, peut-il demander une indemnité pour ça ?

R. Non.

Q. Vous avez trouvé dans le rapport de l'agent des Terres en date du mois d'août 1901, qu'Alfred Lajoie lui a déclaré avoir sur le lot 23 quatre arpents d'abattis dont une partie faite avant la cancellation ?

R. Voici ce que je trouve dans le rapport de l'agent des Terres, Geo. Audet, en date du 9 octobre 1901 : " Monsieur Lajoie me dit qu'il a " défriché à peu près quatre arpents dont une partie était faite avant que " je lui aie donné avis que la vente de ce lot était annulée par cancella- " tion, et le reste, après. "

Q. Trouvez-vous dans vos documents aucun mot, aucune note, disant que la somme de \$50.00 payée par la Cie de Pulpe de Péribonka, et déposée au département, est insuffisante ?

R. Non.

Q. Pensez-vous que c'est une indemnité légitime pour les améliorations faites ?

R. Oui.

Et le témoin ne dit rien de plus.

Je, soussigné, sténographe, certifie que les présentes sont une transcription fidèle et exacte des notes prises par moi, à la sténographie.

(Signé)

OSCAR MORIN,

Sténographe.

ERRATA

Dans l'*Appendice D*, page 565, 24^e ligne, au lieu de : 23,—lire : 24

Page 568, 33^e ligne, au lieu de : recommandait,—lire : recommanderait

Page 570, 7^e ligne, au lieu de : “ invraisemblablement ”, lire :
“ vraisemblablement ”

INDEX

DU

TRENTE - SEPTIEME VOLUME

3 ED. VII, 1903

ACTE DE L'AMÉRIQUE BRITANNIQUE DU NORD:—Résolution concernant certains amendements à l'—308. Résolution rapportée et lue la 1ère fois, 312; adoptée, message à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, 330.

Adresses :

1. Au Lieutenant-Gouverneur:—En réponse au discours du Trône à l'ouverture de la session, 24. Réponse, 124.
2. Priant Son Honneur d'émettre son mandat pour \$78,250.00, 367.
3. A Son Excellence le Gouverneur-Général:—Priant d'accorder un gouvernement autonome à l'Irlande, 508.

"ÆTNA BOILER INSPECTION AND INSURANCE CO.":—Loi constituant en corporation la.—Voir *Bills*, 111.

AGRICULTURE:—Rapport du Commissaire de l'agriculture de la province de Québec pour 1902, 12.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION:—Comité de l'—, nommé, 24, 26. Premier rapport, 39.

AGRICULTURE:—Sociétés d'—:—Loi concernant les—. Voir *Bills*, 25

ALEXANDRA, HÔPITAL:—:—Loi constituant en corporation l'—. Voir *Bills*, 76.

ALIÉNÉS :—Voir *Bills*, 153.

—Loi amendant la loi concernant les asiles d'—Voir *Bills*, 157.

—Voir *Documents*, *item*, 243.

—Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Sœurs de la Charité de Québec, relativement au maintien des aliénés dans les asiles de Beauport et de St-Ferdinand d'Halifax. Voir *Bills*, 12.

ANNONCIATION :—Loi érigeant civilement la paroisse de l'Annonciation, permettant de renouveler un acte de répartition et pourvoyant à sa régie future. Voir *Bills*, 96.

ARBITRAGE —Voir *Documents*, *items* 4 et 5.

ARCHER & CIE :—Voir *Documents*, *item* 6.

ARPENTAGES :—Voir *Documents*, *item* 7.

ARPIN, CHS. :—Voir *Documents*, *item* 8.

*ARRONDISSEMENTS SCOLAIRES :—Voir *Documents*, *item* 9.

ARTHABASKA :—Loi constituant en corporation la ville d'—Voir *Bills*, 42.

ARTHABASKA :—Loi amendant la loi concernant l'organisation des tribunaux des districts de Beauce et d'—. Voir *Bills*, 231.

ARTISANS CANADIENS-FRANÇAIS :—Loi refondant la charte de la société des—. Voir *Bills*, 125.

Assemblée Législative :

1. La Chambre se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur, à la barre du Conseil, à l'ouverture de la session, 1 ; à la clôture de la session, 505.
2. La Chambre ajourne comme marque de respect à la mémoire de l'honorable F. G. Déchéne, 12.
3. La Chambre siège après minuit, 255, 260, 4-1.
4. Motion d'ajournement, débat, 163.
5. Devant siéger le samedi, 341, 440.

6. Adresse un message de félicitation et de vénération à S. S. Léon XIII, 84. Réponse, 44.

7. Ajourne en honneur de la fête nationale des Irlandais, 130.

8. Ajourne par respect pour la mémoire de feu le Très Honorable Sir Oliver Mowat, 377.

ASSOCIATION D'ASSURANCE MUTUELLE DES ÉVÊCHÉS, MAISONS D'ÉDUCATION ET DE CHARITÉ :—Voir *Bills*, G.

ASSOCIATION SAINT JEAN-BAPTISTE :—Loi amendant la charte de—Voir *Bills*, 127.

ASSURANCE MUTUELLE :—Loi concernant la compagnie d'—contre le feu de la cité de Montréal. Voir *Bills*, 132.

ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU :—Loi relative aux compagnies d'—. Voir *Bills*, 184.

ASSURANCE SUR LA VIE :—Compagnies d'—: Voir *Documents*, item 11.

ATLANTIQUE ET LAC SUPÉRIEUR. Voir *Bills*, 223.

ATLANTIQUE, QUÉBEC ET OCCIDENTAL :—Loi concernant la compagnie du chemin de fer—. Voir *Bills*, 58. Voir aussi, *Documents*, items 12 et 13.

BAIE-DES-CHALEURS, CHEMIN DE FER DE LA :—Loi pour donner effet au transport d'un certain subside accordé à la compagnie du—, (maintenant chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur). Voir *Bills*, 223.

BARREAU :—Bill amendant la loi du—de la province de Québec. Voir *Bills*, B.

BATISSES PUBLIQUES :—Voir *Documents*, items 14 et 15.

BEAUCÉ :—Loi concernant l'organisation des tribunaux des districts de—et d'Arthabaska. Voir *Bills*, 231.

BEAUPORT :—Voir *Bills*, 12. Voir, aussi, *Documents*, items 16 et 17.

BELLEAU, JOS. FORTUNAT :—Loi l'admettant à la pratique de la médecine. Voir *Bills*, 105.

“ BELMONT RETREAT :”—Voir *Documents*, item 18.

" BETH ISRAEL " :—Loi constituant en corporation la congrégation.—Voir *Bills*, 122

BEURRERIES ET FROMAGERIES :—Loi constituant en corporation la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des beurreries et fromageries de la province de Québec. Voir *Bills*, 69.

BIBLIOTHÉCAIRES CONJOINTS :—Voir *Documents*, *item* 19.

BIBLIOTHÈQUE :—Comité conjoint de la—de la Législature. Membres nommés par le Conseil, 103. Membres nommés par l'Assemblée, 104.

BIGUÉ, GEORGES :—Loi l'admettant à la pratique de la médecine. Voir *Bills*, 82.

BILLETS DE LOCATION :—Voir *Documents*, *item* 21.

Bills :

B. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi du Barreau de la province de Québec, (l'hon. M. Duffy), 1^{ère} lecture, 286 ; 2^{ème} lecture sur division, renvoi au comité de Législation, 289 ; rapporté, 303 ; considéré, amendé, passé, 341 ; message du Conseil acceptant les amendements faits par l'Assemblée législative, 350 ; sanctionné, 505, (3 Ed. VII, ch. 34).

F. Bill (du Conseil législatif) autorisant le partage provisoire de la succession de feu Maria Morrin, (M. Taschereau), pétition, 18, 51 ; 1^{ère} lecture, 190 ; renvoyé au comité des bills privés, 229 ; rapporté, 262 ; considéré, rapporté, passé, 284 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 137).

G. Bill (du Conseil législatif) constituant en corporation l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, (M. Delâge), pétition, 36, 132 ; 1^{ère} lecture, 255 ; renvoyé au comité des bills privés, 259 ; rapporté, 273 ; considéré, passé, 291 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 94).

H. Bill (du Conseil législatif) amendant le Code de procédure civile concernant les procès par jury, (l'hon. M. Duffy), lu 1^{ère} fois, 248 ; 2^{ème} fois, considéré en comité général, rapporté et passé, 288 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 54).

K. Bill (du Conseil législatif) constituant en corporation " Les Ecoles Royales d'Agriculture ", (M. Hutchinson), pétition, 36, 51 ; lu 1^{ère} fois, 162 ; renvoyé au comité des bills privés, 195 ; rapporté, 237 ; considéré et passé, 250 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 105).

BILLS :—*Suite.*

L. Bill (du Conseil législatif) concernant les cités et villes, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 296 ; 2ème lecture sur division, référé, 304 ; rapporté, 359 ; considéré, amendé, passé, 374 ; message du Conseil refusant d'accepter le premier et le second amendements faits au bill, 462 ; l'Assemblée législative n'insiste pas sur ces amendements, 469 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 38).

M. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi concernant les jurés, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 130 ; 2ème lecture sur division, 156 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 173 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 28).

N. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi concernant les halles au beurre et au fromage, (M. Hutchinson), 1ère lecture, 130 ; 2ème lecture sur division, référé, 190 ; rapporté, 373 ; considéré, passé, 410 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 44).

O. Bill (du Conseil législatif) amendant le Code du Notariat, (M. Chauret), 1ère lecture, 289 ; 2ème lecture sur division, référé, 299 ; rapporté, 322 ; considéré, amendé, passé, 340 ; message du Conseil acceptant les amendements de l'Assemblée, 359 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 35).

P. Bill (du Conseil législatif) amendant l'article 1301 du Code Civil, (M. Chauret), 1ère lecture, 440.

R. Bill (du Conseil législatif) amendant l'article 2178 du Code Civil, (M. Tessier), 1ère lecture, 286 ; 2ème lecture, référé, 230 ; rapporté, 347 ; considéré, passé, 364 ; amendements adoptés par le Conseil, 411 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 49)

S. Bill (du Conseil législatif) amendant l'article 5445 des Statuts réfundus, au sujet des sociétés de construction, (M. Chauret), 1ère lecture, 289 ; 2ème lecture sur division, référé, 299 ; rapporté, 322 ; considéré, passé, 340 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 43).

U. Bill (du Conseil législatif) amendant l'article 59 du Code de procédure civile, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 468.

1. Bill relatif à la prestation des serments d'office, (l'hon. M. Parent), 1ère lecture, 6.

2. Bill relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative de Québec, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 53 ; motion pour 2ème lecture ; débat, reprise du débat, débat ajourné, 123 ; reprise du débat, 130 ; 2ème lecture, renvoyé au comité général, considéré en comité, rapport de progrès, considéré de nouveau en comité général, rapport de progrès, 179 ; considéré de nouveau en comité général, rapport de progrès, 254 ; considéré de nouveau en comité général, rapport de progrès, 259, 260, 317, 318,

BILLS :—*Suite.*

346, 350, 353 ; amendements agréés, 362 ; amendement à motion pour 3e lect. ; renvoyé en comité général considéré, amendé, rapporté et passé, 374 ; passé par Conseil, 462, 465 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 9).

3. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1903 et le 30 juin 1904, et pour d'autres fins du service public, (l'hon. M. Duffy), présenté, 499 ; lu 2ème et 3ème fois, passé, 502 ; passé par le Conseil, 504 ; sanctionné, 510. (3 Ed. VII, ch. 1).

4. Bill relatif au contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal, (l'hon. M. Robitaille), 1ère lecture, 86 ; 2ème lecture, 3ème lecture et passé, 98 ; passé par le Conseil législatif, 156 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 5).

5. Bill concernant l'Ecole polytechnique, (l'hon. M. Robitaille), 1ère lecture, 58 ; 2ème lecture et renvoyé en comité général, considéré en comité général, rapport de progrès et permis de siéger de nouveau, 86 ; de nouveau en comité général, amendé, rapporté, amendements lus 2 fois et adoptés, 88 ; 3ème lecture et passé, 98 ; passé par le Conseil législatif, 156 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 17)

6. Bill relatif à l'indépendance de la Législature, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 161 ; 2ème lecture sur division, 191 ; considéré en comité général, 225 ; de nouveau en comité général, amendé, rapporté, 230 ; amendements lus 2 fois sur division, adoptés, sur division, M. Duffy propose la 3ème lecture—Motion Flynn pour que ce bill ne soit pas lu la 3e fois, mais renvoyé en comité général pour amendement, cette motion rejetée après vote de la Chambre—Motion Tellier pour renvoyer le bill en comité général pour l'amender avant la 3ème lecture, rejetée après vote de la Chambre, 230 ; motion principale adoptée, 231 ; 3ème lecture et passé, 231 ; passé par le Conseil, 462 ; agréé, 465 ; sanctionné, 505 (3 Ed. VII ch. 8).

7. Bill autorisant la constitution en corporation des associations de pêcheurs pour l'exploitation de la boëtte, (l'hon. M. Parent), 1ère lecture, 58 ; 2ème lecture, 78 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 86 ; passé par le Conseil, sans amendement, 104 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 45).

8. Bill amendant la loi des différends ouvriers de Québec, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 59 ; 2ème lecture, 78 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 86 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 130 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 25.)

9. Bill amendant la loi relative aux établissements industriels, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 88 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 104 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 30).

BILLS :—*Suite.*

10. Bill amendant la loi constituant en corporation les compagnies à fonds social, (l'hon. M. Robitaille), 1ère lecture, 308 ; 2ème lecture, considéré, passé, 346 ; passé par le Conseil, 441 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 41).

11. Bill concernant la dette de la province, (l'hon. M. Duffy), présenté, 452 ; 2ème lecture sur division, passé, 435 ; passé par le Conseil, 500 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 2).

12. Bill concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Sœurs de la Charité de Québec, relativement au maintien des aliénés dans les asiles de Beauport et de St. Ferdinand d'Halifax, (l'hon. M. Robitaille), 1ère lecture, 234 ; 2ème lecture sur division, 243 ; 3ème lecture sur division et passé, 243 ; passé par le Conseil, 360 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 4).

13. Bill amendant la loi de pharmacie de Québec, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 161 ; 2ème lecture, considéré en comité général, rapporté, 225 ; 3ème lecture et passé, 225 ; passé par le Conseil, avec amendements, 379 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 36).

14. Bill amendant la loi concernant le fonds de bâtisses et des jurés, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 232 ; 2ème lecture, 3ème lecture et passé, 232 ; passé par le Conseil, 271 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 29).

15. Bill amendant la loi concernant la protection des bois contre le feu, (l'hon. M. Parent), 1ère lecture, 161 ; 2ème lecture et renvoyé en comité général, 191 ; considéré en comité général, rapporté, 191 ; 3ème lecture et passé, 191 ; passé par le Conseil, 261 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 21).

16. Bill amendant l'acte 40 Victoria, chapitre 125, intitulé : " Acte pour diviser la Commission des chemins à barrières de Québec, en deux commissions distinctes, et établir d'autres dispositions à cet effet," et les différents actes qui l'amendent, (M. Blouin), présenté, 368 ; renvoyé au comité des bills privés, 403 ; considéré, amendé, rapporté, passé, 410 ; passé par le Conseil, 461 ; sanctionné, 505. (3 Ed. VII, ch. 79).

17. Bill ayant pour objet de faire disparaître des doutes au sujet des taxes sur les corporations et les compagnies commerciales, (l'hon. M. Duffy), présenté, 2ème et 3ème lecture sur division, passé, 420 ; passé par le Conseil, 461 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 19).

18. Bill ayant pour objet de faire disparaître des doutes au sujet des droits sur les successions, (l'hon. M. Duffy), présenté, 363 ; question d'ordre soulevée à la 2ème lecture, renvoyée par M. l'Orateur, 379 ; amendement proposé, amendement rejeté, 380 ; 2ème et 3ème lecture, sur division, passé, 381 ; passé par le Conseil, 461, sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 20).

BILLS :—*Suite.*

19. Bill amendant les lois concernant l'instruction publique relativement aux personnes professant la religion judaïque, (l'hon. M. Robitaille), présenté, 274 ; lu 2ème fois, renvoyé au comité général, considéré, rapporté et passé, 228 ; passé par le Conseil, avec amendements, 369 ; agréés, 379 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 16).

20. Bill amendant de nouveau la loi concernant la pension de retraite des officiers publics, (l'hon. M. Robitaille), 1ère lecture, 300 ; 2ème lecture sur division, 3ème lecture sur division et passé, 300 ; passé par le Conseil, 331 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 12).

21. Bill concernant les juges des sessions de la paix, (l'hon. M. Duffy), 1ère et 2ème lectures, passé, 444 ; passé par le Conseil, 500 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 27.)

22. Bill amendant la loi de chasse de Québec, (l'hon. M. Parent), présenté, 308 ; 2ème lecture et référé, 353 ; considéré, amendé, rapporté, passé, 355 ; passé par le Conseil, 441 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 23).

23. Bill concernant la préparation, l'examen, la correction et l'entrée en vigueur de la liste des électeurs, dans les cités de Québec, Montréal et Trois-Rivières, (l'hon. M. Duffy), présenté, 422 ; lu 2ème fois, considéré, rapporté et passé, 444 ; passé par le Conseil, 500 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 10).

24. Bill amendant la loi des élections contestées de Québec, (l'hon. M. Duffy), présenté, 422 ; 2ème lecture sur division, 444 ; considéré, amendé, rapporté et passé, 445 ; passé par le Conseil, 500 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 11).

25. Bill amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture, (l'hon. M. Turgeon), présenté, lu la 1ère, 2ème et 3ème fois, passé, 423 ; passé par le Conseil, 461 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 24).

26. Bill amendant l'article 561 du Code municipal, (M. Girard, Rouville), présenté et renvoyé au comité du code municipal, 247 ; rapporté, rejeté, 287.

27. Loi amendant les articles 136, 1092 et 1406 du Code de procédure civile (M. Cooke), présenté, 237 ; 2ème lecture, 281 ; rapporté, rejeté, 288.

28. Bill abrogeant les articles 590 à 593 du Code de procédure civile, (M. Cardin), 1ère lecture, 238 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 318 ; rejeté, 323 ; motion pour le remettre sur les ordres du jour, rejetée, 372.

29. Bill amendant l'article 230 du code municipal (M. Dorris), présenté, 237.

BILLS :—*Suite.*

30. Bill amendant les articles 1338 [et 5551 des Statuts refondus, (M. Fiset), présenté, 238 ; 1ère lecture, sur division, référé, 281 ; rapporté, 303 ; remis sur les ordres du jour pour comité, 304 ; considéré, rapport de progrès, 336.

31. Bill amendant la loi constituant en corporation l'Association des Gymnastes Amateurs de Montréal, (M. Hutchinson), pétition, 38 ; 1ère lecture, 92 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 112 ; rapporté sans amendement, 131 ; considéré en comité général, rapporté, 148 ; 3ème lecture et passé, 148 ; passé par le conseil, 261 ; honoraire remis sur division, 399 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 127).

32. Bill constituant en corporation la ville de Roberval, (M. Tanguay), pétition, 43 ; 1ère lecture, 132 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 180 ; rapporté, 257 ; considéré, passé, 270 ; passé par le conseil, avec amendement, 348 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 71).

33. Bill érigeant en ville le village de Dorval, (M. Chauvet), pétition, 57 ; 1ère lecture, 98 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 116 ; rapporté avec amendement, 226 ; considéré en comité général, rapporté, 242 ; 3ème lecture et passé, 242 ; passé par le Conseil, avec amendement, 348 ; sanctionné, 506. (3, Ed. VII, ch. 73).

34. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J. Alfred Dauth au nombre de ses membres, (M. Bergevin), pétition, 17 ; 1ère lecture, 48 ; paragraphe 5, règle 57 de la Chambre suspendue, 95 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité des bills privés, 149 ; rapporté sans amendement, 226 ; considéré en comité général, rapporté, 239 ; 3ème lecture et passé, 239 ; passé le Conseil avec amendements, 324 ; remise de la moitié de l'honoraire, 501 ; sanctionné, 506. (3, Ed. VII, ch. 144).

35. Bill amendant la charte de la cité de Sherbrooke, (M. Pelletier, (Sherbrooke) ; pétition, 37 ; 1ère lecture, 46 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 55 ; rapporté avec amendements, 63 ; considéré en comité général, rapporté, 88 ; 3ème lecture et passé, 88 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 219 ; 1ère lecture des amendements, 219 ; amendements lus 2ème fois et adoptés, 234 ; sanctionné, 506 (3 Ed. VII, ch. 66).

36. Bill constituant en corporation la "Olivet Baptist Church of Montreal," (M. Hutchinson), pétition, 36 ; 1ère lecture, 133 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 151 ; rapporté sans amendements, 236 ; considéré en comité général, rapporté, 249 ; 3ème lecture et passé, 249 ; passé par le Conseil, 347 ; honoraire remis, 295 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 112).

BILLS :—*Suite.*

37. Bill constituant en corporation la "Westmount Baptist Church," (M. Hutchinson), pétition, 36 ; 1ère lecture, 133 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 151 ; rapporté sans amendement, 237 ; considéré en comité général, rapporté ; 3ème lecture et passé, 249 ; passé par le Conseil, 347 ; honoraire remis, 96 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 113).

38. Bill autorisant le Bureau des Commissaires des écoles protestantes de Sherbrooke à emprunter de l'argent et à émettre des obligations, (M. Pelletier, Sherbrooke), pétition, 37 ; 1ère lecture, 46 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 55 ; rapporté avec amendements, 63 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 89 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 219 ; 1ère lecture de ces amendements, 219 ; amendements lus la 2ème fois et adoptés, 234 ; motion pour remise d'honoraire rejetée, 502 ; sanctionné, 506, (3 Ed. VII, ch. 18).

39. Bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec, à admettre Marie-Joseph-Norbert-Réné Faribault à la pratique de la profession de notaire, après examen, (M. Duhamel), pétition 17 ; 1ère lecture, 46 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 55 ; rapporté sans amendement, 63 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 89 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 162 ; 2ème lecture de ces amendements, 170 ; la moitié de l'honoraire remis, 502 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 140).

40. Bill constituant en corporation la compagnie : "The Montreal Steel Works, Limited", (M. Hutchinson), pétition 36 ; 1ère lecture, 48 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 55 ; rapporté avec amendements, 91 ; considéré en comité général, rapporté, 111 ; 3ème lecture et passé, 111 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 162 ; 1ère lecture de ces amendements, 162 ; 2ème lecture de ces amendements, 179 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 100).

41. Bill amendant la charte de la "Montreal Stock Yards Company", (M. Cochrane), pétition, 42 ; 1ère lecture, 53 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 60 ; préambule non prouvé, 139 ; motion Cochrane pour réinsérer le bill sur l'ordre du jour pour comité général, 196 ; amendement de Grosbois pour renvoi du bill au comité des bills privés, 196 ; rapporté, 307 ; motion pour renvoi à 6 mois rejetée, 351 ; considéré, amendé, motion pour renvoi à 6 mois rejetée, lu la 3ème fois, passé, 352 ; passé par le Conseil, 439 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 98).

42. Bill constituant en corporation la ville d'Arthabaska, (M. Tournigny), pétition, 44 ; 1ère lecture, 52 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 59 ; rapporté avec amendement, 131 ; considéré en comité général, rapporté, 131 ; 3ème lecture et passé, 148 ; passé par le Conseil avec amendements, 271 ; amendements lus la 1ère fois, 272 ;

BILLS :—*Suite*

message au Conseil l'informant que la Chambre ne peut accepter ces amendements, 285 ; le Conseil n'insiste pas sur ces amendements, 292 ; sanctionné, 506. (3 Ed. 7, ch. 70).

44. Bill constituant en corporation la compagnie de tramway électrique de Valleyfield, (M. Bergevin), pétition, 42 ; 1ère lecture, 53 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer et canaux, 100 ; rapporté avec amendements, 755 ; considéré en comité général, passé, 193 ; par le Conseil, 348, 362 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 81).

45. Bill détachant une partie de la municipalité de Saint-Casimir pour la constituer en corporation de ville, sous le nom de Grandboisville, (M. Taschereau), pétition, 43 ; 1ère lecture, 91 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 112 ; rapporté un amendement, 177 ; motion Taschereau pour comité général, amendement Roy pour renvoyer ce bill au comité général, adopté, 194 ; rapporté, préambule non prouvé, 287 ; honoraire remis, 372 ; pétition adverse, 154.

46. Bill amendant et refondant la loi constituant en corporation la ville de Rivière-du-Loup, (M. Dion), pétition, 17 ; 1ère lecture, 92 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 112 ; rapporté avec un amendement, 139 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 159 ; passé par Conseil avec amendements, amendement lus la 1ère fois, 369 ; 2ème fois, 398 ; message au Conseil refusant d'adopter le 1er et le dernier amendements, 399 ; Conseil retire ces amendements, 411 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 69).

47. Bill constituant en corporation Les Frères Mineurs Capucins de Québec, (l'hon. M. Flynn), pétition, 17 ; 1ère lecture, 45 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 55 ; rapporté avec amendements, 63 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 88 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 162 ; 1ère lecture de ces amendements, 162 ; 2ème lecture de ces amendements, 180 ; honoraire remis, 432 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 126).

48. Bill édictant des dispositions additionnelles concernant la succession de Horace Dryden Clark, (M. Cochrane), pétition, 42 ; 1ère lecture, 53 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 60 ; rapporté avec amendements, 139 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 159 ; passé par le Conseil législatif, 247 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 131).

49. Bill constituant en corporation la Compagnie Electrique Red Falls, (M. Tourigny), pétition, 18 ; 1ère lecture, 45 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 99 ; rapporté avec amendements, 127 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 195 ; considéré de nouveau en comité général, rapport de progrès, 227 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture sur division et passé, 248 ; passé par le

BILLS :—*Suite.*

Conseil avec amendements, 348 ; amendements lus la 1ère fois, 349 ; adoptés, 362 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 91).

50. Bill amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, (M. Décarie), pétition, 17 ; 1ère lecture, 47 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 55 ; rapporté avec amendements, 102 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus 2 fois et adoptés, 3ème lecture et passé, 115 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus 2 fois et adoptés, 232 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 63.)

51. Bill constituant en corporation la ville de Bromptonville, (M. MacKenzie), pétition, 18 ; 1ère lecture, 46 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 99 ; rapporté avec amendements, 154 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 166 ; par le Conseil avec amendements, amendements lus et adoptés, 331, 353 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 72.)

52. Bill amendant la charte de la compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, (M. Smith), pétition, 37 ; 1ère lecture, 52 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer et canaux, 60 ; rapporté avec amendements, 102 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 145 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 247 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 248 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 84.)

53. Bill accordant à la corporation du village de Vaudreuil des pouvoirs spéciaux d'emprunt pour réparations et améliorations à son système d'aqueduc, (M. Pilon), pétition, 57 ; 1ère lecture, 103 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 116 ; rapporté sans amendement, 154 ; considéré en comité général, rapporté, 165 ; 3ème lecture et passé, 165 ; passé par le Conseil, 292 ; sanctionné, 506. (3 Ed. VII, ch. 74.)

54. Bill autorisant Herménigilde-C. Demers à exercer la profession de pharmacien dans la province de Québec, (M. Girard), pétition, 59 ; 1ère lecture, 92 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité des bills privés, 159 ; rapporté sans amendement, 225 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture sur division et passé, 238 ; passé par le Conseil, 323 ; la moitié de l'honoraire remis, 501 ; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 150.)

55. Bill constituant en corporation la municipalité de la paroisse de la Côte Saint-Paul, (M. Décarie), pétition, 17 ; 1ère lecture, 92 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 112 ; rapporté avec amendements, 139 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 165 ; honoraire remis, 466.

56. Bill érigeant une nouvelle municipalité de village dans la municipalité du village de Notre-Dame de Grâce Ouest, (M. Décarie), pétition 13 ; 1ère lecture, 92 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés.

)

BILLS :— Suite.

112 ; rapporté 131 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, pris en considération, amendement lu 2 fois et adopté, 148 ; 3ème lecture et passé, 148 ; passé par le Conseil législatif, sans amendement, 247 ; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 75.)

57. Bill amendant la charte de la compagnie *The Sherbrooke Gas and Water Company* et changeant son nom, (M. Pelletier), pétition, 37 ; 1ère lecture, 46 ; 2ème lecture et référé, 55 ; rapporté avec amendements, 127 ; considéré en comité général, rapporté, 147 ; 3ème lecture et passé, 147 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 247 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 248 ; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 93.)

58. Bill concernant la compagnie du chemin de fer Atlantique Québec et Occidental (M. Allard), pétition, 37 ; 1ère lecture, 47 ; 2ème lecture, et renvoyé au comité des chemin de fer, 56 ; rapporté avec amendements, 126 ; considéré en comité général, rapporté, 164 ; 3ème lecture et passé, 179 ; passé par le Conseil, 285 ; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 85).

59. Bill constituant en corporation le Crédit Municipal Canadien, (M. Taschereau), pétition, 37 ; 1ère lecture, 93 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 180 ; rapporté, 322 ; considéré, amendé, passé, 336 ; passé par le Conseil avec amendements, 439 ; adoptés, 442 ; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 106.)

60. Bill concernant la construction de la cathédrale de St-Hyacinthe, (M. Morin, St-Hyacinthe), pétition, 43 ; 1ère lecture, 51 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 116 ; rapporté avec amendements, 154 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, 193 ; 1ère et 2ème lecture des amendements, 193 ; 3ème lecture et passé, 193 ; par le Conseil, 323 ; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 108).

61. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre George Côté à la pratique de la médecine et de la chirurgie, (M. Tourigny), pétition, 37 ; 1ère lecture sur division, paragraphe 5, règle 57 suspendu, 95 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité des bills privés, 149 ; rapporté sans amendement, 226 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 239 ; passé par le Conseil avec amendements, 324, 325, 336 ; moitié de l'honoraire remis, 500 ; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 143).

62. Bill constituant en corporation le *Montreal Hunt Club*, (M. Cochrane), pétition, 57 ; 1ère lecture, 133 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 150 ; rapporté sans amendement, 183 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 228 ; passé par le Conseil avec amendements, 305, 306, 317 ; motion pour remise d'honoraire rejeté, 409 ; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 107).

BILLS :—*Suite.*

63. Bill concernant la Société Historique du comté de Brôme et confirmant l'acquisition de certaines propriétés, (M. Mackenzie), pétition, 18; 1ère lecture, 58; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 83; rapporté sans amendement, 127; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 146; passé par le Conseil législatif sans amendement, 247; honoraire remis, 403; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 124).

64. Bill amendant la charte de la *Shawinigan Falls Terminal Railway Company*, (M. Mackenzie), pétition, 43; 1ère lecture, 53; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 83; rapporté sans amendement, 126; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 147; passé par le Conseil législatif sans amendement, 248; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 86).

65. Bill constituant en corporation la compagnie d'assurance sur la vie, La Sauvegarde, (M. Bergevin), pétition, 42; 1ère lecture, 133; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 151; rapporté avec amendements, 188; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 228; par le Conseil avec amendements, 305, 306, 317; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 95.)

✓ 68. Bill amendant la charte de la cité de Québec, (M. Roy, Kamouraska), pétition, 37; 1ère lecture, 67; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 99; rapporté avec amendements, 127; considéré en comité général, rapporté, 163; question d'ordre à la 3ème lecture, décision de l'Orateur, motions Roy, Pelletier, LeBlanc et Prévost, 163; motion Roy pour suspension de la 51 règle et pour la 3ème lecture de ce bill, objection Pelletier qu'avis n'a pas été donné; M. Roy dépose sa motion comme avis de motion, décision de l'Orateur; motion Roy, Kamouraska, pour suspension de la 51ème règle à l'égard d'insuffisance des avis donnés, adoptée sur division, 178; 3e lecture sur division et passé, 234; par le Conseil, 304; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 61).

69. Bill constituant en corporation la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des beurreries et fromageries de la province de Québec, (M. Cherrier), pétition, 42; 1ère lecture, 64; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 99; rapporté avec amendements, 127; considéré en comité général, amendé, rapporté, pris en considération, de nouveau en comité général, amendements lus deux fois et adoptés, 3ème lecture et passé, 147; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus deux fois et adoptés, 232; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 96).

70. Bill autorisant l'admission de Paul D'Aigneaux à la pratique de la profession d'arpenteur après examen, (M. Tanguay), pétition, 43; 1ère lecture sur division, paragraphe 5, règle 57, suspendu, 96; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 99; rapporté sans amendement, 127; considéré en comité général sur division, rapporté, 3ème lecture sur divi-

BILLS :—*Suite.*

sion et passé. 146; passé par le Conseil législatif, 248; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 155).

71. Bill amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe, (M. Morin), pétition, 43; 1ère lecture, 92; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 112; rapporté avec amendements, 183; considéré en comité général rapporté, 3ème lecture et passé, 227; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 324; amendements lus et adoptés, 326, 338; sanctionné, 338. (3 Ed. VII, ch. 65).

72. Loi amendant la charte de la cité de Saint-Henri (M. Décarie), pétition, 17; 1ère lecture, 47; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 83; rapporté avec amendements 183; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 228; passé par le Conseil législatif, 305, 306, 318; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 64).

73. Bill donnant effet à un acte d'Antoine Masson et autres, résiliant un acte de donation, (l'hon. M. LeBlanc), pétition, 18; 1ère lecture, 53; 2ème lecture renvoyé au comité des bills privés, 99; préambule non prouvé, 177; honoraire remis, 466

74. Bill constituant en corporation la Compagnie d'Electricité de Roberval, (M. Tanguay), pétition, 18; 1ère lecture, 132; 2ème lecture renvoyé au comité des chemins de fer, 151; rapporté, 258; considéré et passé, 270; passé par le Conseil législatif avec amendements, 360; amendements lus et adoptés, 361, 369; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 92).

75. Bill amendant la charte de la Maison protestante d'Industrie et de Refuge de Montréal, (M. Cochrane), pétition, 50; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 89; rapporté sans amendement, 147; considéré en comité général, rapporté, 3e lecture et passé, 146; passé par le Conseil législatif avec amendements, 232; amendements lus 2 fois et passé, 232; honoraire remis, 431; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 120).

76. Bill constituant en corporation l'Hôpital Alexandra, (M. Cochrane), pétition, 36; 1ère lecture, 45; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 59; rapporté avec amendements, 154; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 193; par le Conseil avec amendements, amendements lus la 1ère fois, 411; adoptés, 429; honoraire remis, 431; sanctionné, 500. (3 Ed. VII, ch. 116).

77. Bill constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec Oriental, (M. Tessier), pétition, 37; 1ère lecture, 45; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 83; rapporté avec un amendement, 138; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 161; par le Conseil avec amendements, 350; adoptés, 351; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 82).

BILLS :—*Suite.*

78. Bill autorisant et ratifiant de nouveau l'exécution de la loi 1 Edouard VII, chapitre 48, concernant le règlement No 162 des règlements de la ville de Salaberry de Valleyfield, (M. Bergevin), pétition, 42 ; 1ère lecture, 93 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 112 ; rapporté sans amendement, 226 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 241 ; par le Conseil, 292 ; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 68).

80. Bill ratifiant et validant un certain acte de cession par l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine, du Cap de la Madeleine, aux Révérends Pères Oblats de l'Immaculée-Conception de Marie, (M. Cooke), pétition, 17 ; 1ère lecture, 47 ; 2ème lecture renvoyé au comité des bills privés, 116 ; rapporté sans amendement, 183 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 227 ; par le Conseil, 105 ; honoraire et la moitié du coût de l'impression et de la traduction remis, 403 ; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 109).

81. Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Adélard Provencher au nombre de ses membres après examen, (M. Cooke), pétition, 17 ; 1ère lecture, 47 ; paragraphe 5, règle 57 suspendu, 95 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité des bills privés, 149 ; rapporté sans amendement, 225 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture sur division et passé, 238 ; par le Conseil, 323 ; la moitié de l'honoraire remis, 403 ; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 109).

82. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre George Bigué à la pratique de la médecine et de la chirurgie, (M. Neault), pétition, 43 ; 1ère lecture, 52 ; paragraphe 5, règle 57, suspendue, 96 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité des bills privés, 149 ; rapporté sans amendement, 227 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 242 ; par le Conseil avec amendements, 324 ; amendements lus et adoptés, 325, 337 ; la moitié de l'honoraire remis, 501 ; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 142).

83. Bill définissant plus clairement les pouvoirs des exécuteurs des testaments et codicile de feu l'honorable Cross, (M. Hutchinson), pétition, 36 ; 1ère lecture, 47 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 55 ; rapporté sans amendement, 91 ; considéré en comité général, 3ème lecture et passé 111 ; passé par le Conseil législatif, 161 ; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch. 132.)

84. Bill concernant le village du Boulevard Saint-Paul, (M. Décarie), pétition, 43 ; 1ère lecture, 133 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 151 ; rapporté, 307 ; considéré et passé, 327 ; par le Conseil avec amendements ; amendements lus 1ère fois, 439 ; adoptés, 443 ; sanctionné, 508 ; pétition adverse, 138. (3 Ed. VII, ch. 76).

BILLS :—*Suite.*

85. Bill amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital protestant de Sherbrooke (M. Pelletier, Sherbrooke), pétition, 43; 1ère lecture, 159; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 159; rapporté, 237; considéré et passé, 249; honoraire remis, 305; par le Conseil, 360; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch. 117).

86. Bill amendant la loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer de Jonction de Napierville, (M. Dorris), pétition, 36; 1ère lecture, 128; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer et canaux, 151; rapporté avec la recommandation de permettre le retrait du bill, 236.

87. Bill concernant les successions de Denis Dufort et de Dame Julie Duchesneau, son épouse (M. Champagne), pétition, 50; 1ère lecture, 66; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 99; rapporté, 239; considéré et passé, 249; par le Conseil, 347; sanctionné, 507. (3 Ed. VII, ch. 133).

88. Bill concernant l'admission de J.-F. Leclerc à la pratique du droit, (M. Roy, Montmagny), pétition, 57; 1ère lecture, 66; paragraphe 5, règle 57 suspendu, 97; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 99; honoraire remis, 466.

89. Bill déclarant définitif le partage des biens de la succession de feu Dame Angèle-Appoline-Delphine Cimon et autres fins, (M. Morin, Charlevoix), pétition, 18; 1ère lecture, 92; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 112; rapporté, 226; considéré et passé, 242; par le Conseil, 323; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch. 130)

90. Bill amendant la charte de la Compagnie Canadienne d'Eclairage Electrique, (M. Blouin), pétition, 42; 1ère lecture, 65; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 151; rapporté avec amendements, 177; considéré en comité général, amendé, rapporté, 1ère et 2ème lecture de l'amendement, 3ème lecture et passé, 195; par le Conseil, 323; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch. 89).

91. Bill amendant la charte de la compagnie de chemin de fer du comté de Lévis, octroyée par la loi de cette province, 2 Edouard VII, chapitre 61, (M. Blouin), pétition, 42; 1ère lecture, 65; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 116; rapporté avec amendements, 177; considéré en comité général, amendé et rapporté, 194; 3ème lecture et passé, 194; par le Conseil avec amendements, 360; amendements lus 1ère fois, 361; adoptés, 370; sanctionné, 507. (3 Ed VII, ch. 88).

92. Bill constituant en corporation la compagnie du chemin de fer *The Montreal North Western Railway Company*, (M. Weir), pétition, 38; 1ère lecture, 64; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 100;

BILLS :—*Suite.*

rapporté, 126 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 158 ; par le Conseil, 271 ; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch. 83).

93. Bill constituant en corporation *La Compagnie de la Comédie Française de Montréal* (M. Cochrane), pétition, 57 ; 1ère lecture, 66 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 89 ; rapporté avec amendements, le nom de M. de Grosbois est substitué à celui de M. Cochrane comme promoteur du bill, 177 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 194 ; honoraire remis, 466.

95. Bill constituant en corporation *The Empire Trust Company*, (M. Mackenzie), pétition, 43 ; 1ère lecture, 58 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 99 ; rapporté avec amendements, 127 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 147 ; par le Conseil, 286, 292 ; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch. 103).

96. Bill érigeant civilement la paroisse de l'Annonciation, permettant de renouveler un acte de répartition et pourvoyant à sa régie future, (M. Major), pétition 18 ; 1ère lecture, 93 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 112 ; rapporté avec amendements, 131 ; considéré en comité général, rapporté ; 3ème lecture et passé, 149 ; par le Conseil avec amendements, 368 ; amendements lus la 1ère fois, 369 ; adoptés, 398 ; honoraire remis sur division, 409 ; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch. 110).

97. Bill autorisant Arthur William Stackhouse à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, (M. Major), pétition, 18 ; 1ère lecture, 93 ; paragraphe 5, règle 57 suspendue, 97 ; 3ème lecture et renvoyé au comité des Bills privés, 116 ; considéré en comité général, rapporté ; 3e lecture et passé, 240 ; par le Conseil avec amendements 324 ; amendements lus la 1ère fois, 322 ; adoptés, 337 ; la moitié de l'honoraire remise, 501 ; sanctionné, 108. (3 Ed. VII, ch. 153).

98. Bill interprétant le testament de feu Owen McGarvey, augmentant les pouvoirs des exécuteurs, pourvoyant au paiement des legs et contenant des dispositions relatives à l'administration et à la liquidation de la succession, (M. Hutchinson), pétition 43 ; 1ère lecture, 65 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 99 ; rapporté avec amendements, 183 ; considéré et passé, 228 ; par le Conseil, 360 ; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch. 136).

99. Bill accordant certains pouvoirs à la *New Richmond Lumber Company limited*, (M. Taschereau), pétition, 37 ; 1ère lecture, 52 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 59 ; rapporté sans amendement, motion Taschereau pour comité général, amendement LeBlanc, déclaré hors d'ordre, motion Taschereau adoptée, bill considéré de nouveau en comité général, progrès, 158 ; considéré de nouveau en comité

BILLS :—*Suite.*

général, amendé, rapporté, 1ère et 2ème lecture de l'amendement, 3ème lecture et passé, 193 ; par le Conseil, 342 ; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch. 101).

100. Bill validant la vente faite par les héritiers de L. T. Macpherson à MM. N. G. Kirouac et W. C. Kirouac, (M. Taschereau), pétition, 37 ; 1ère lecture, 52 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 59 ; rapporté, 102 ; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 115 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 219 ; 1ère lecture de ces amendements, 219 ; amendements lus la 2ème fois et adoptés, 229 ; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch. 135).

101. Bill prolongeant en faveur de Herbert Molesworth Price, tous les droits et privilèges accordés à George Benson Hall par la loi 38 Victoria, chapitre 98, (M. Taschereau), pétition, 37 ; 1ère lecture, 52 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 59 ; rapporté, 102 ; considéré, rapporté, 9 ; 3ème lecture et passé, 115 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 219 ; 1ère lecture de ces amendements, 219 ; amendements lus 2ème fois et adoptés, 229 ; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch. 138).

103. Bill concernant la succession de Dame Susannah Lynch, veuve de Edward Quinn, (M. Taschereau), pétition, 37 ; 1ère lecture, 52 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 89 ; rapporté (préambule non prouvé), 307 ; motion pour le renvoyer au comité. Question d'ordre, 335 ; question d'ordre déclarée non fondée, 349 ; motion pour le renvoi au comité, rejetée, 358 ; honoraire remis, 373.

104. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Joseph-Patrick Dobbin à la pratique de la médecine et de la chirurgie, (M. Taschereau), pétition 37 ; 1ère lecture, 66 ; paragraphe 5, règle 57, suspendu, 97 ; 2ème lecture sur division et référé au comité des bills privés, 180 ; rapporté, 226 ; considéré, rapporté ; 3ème lecture sur division et passé, 240 ; passé par le Conseil, 323 ; la moitié de l'honoraire remis, 500 ; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch 145).

105. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens à admettre Joseph-Fortunat Belleau à la pratique de la médecine et de la chirurgie. (M. Taschereau), pétition, 37 ; 1ère lecture, 57 ; paragraphe 5, règle 57, suspendu, 96 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 99 ; rapporté, 154 ; considéré, rapporté, reçu ; 3ème lecture sur division, passé, 165 ; passé par le Conseil, 324 ; amendements lus et adoptés, 325 et 337 ; la moitié de l'honoraire remis, 500 ; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch. 141).

106. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens à admettre Joseph-Georges LaRue parmi ses membres, (M. Taschereau), pétition, 37 ; 1ère lecture, 57 ; paragraphe 5, règle 57 suspendu, 96 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité des bills privés, 150 ; rapporté, 226 ; considéré

BILLS :—Suite.

rapporté, 241 ; 3ème lecture sur division et passé, 241 ; passé par le Conseil, 324 ; amendements lus et adoptés, 326, 337 ; la moitié de l'honoraire remis, 501 ; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch. 146).

107. Bill amendant la charte de la cité de Montréal, (M. Cochrane), pétition, 43 ; 1ère lecture, 132 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 159 ; rapporté, 306 ; considéré, amendé, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 339 ; par le Conseil avec amendements, 433 ; amendements lus et adoptés, 433, 442 ; sanctionné, 508 ; petitions adverses, 236. (3 Ed. VII, ch. 62).

108. Bill pourvoyant à l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit dans la ville de Shawinigan Falls, (M. Fiset), pétition, 18 ; 1ère lecture, 46 ; motion pour 2ème lecture, objection Cooke maintenue et bill déclaré hors d'ordre, 83 ; motion pour réinscription sur le feuillet des ordres pour 2ème lecture, la partie ayant trait à l'établissement d'un bureau d'enregistrement étant retranchée, 141 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 159 ; rapporté, 287 ; considéré, passé, 293 ; honoraire remis, 465.

109. Bill constituant en corporation La Congrégation des Servantes de Jésus-Marie, (M. Major), pétition, 18 ; 1ère lecture, 66 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 89 ; rapporté, 131 ; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 148 ; passé par le Conseil législatif, 248 ; honoraire remis, 409 ; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch. 125).

110 Bill érigeant la municipalité de Saint-Herménégilde, (M. St-Pierre), pétition, 18 ; 1ère lecture, 46 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 55 ; rapporté, 131 ; considéré, amendé, rapporté, 1ère et 2ème lecture des amendements, 3ère lecture et passé, 164 ; par le Conseil, 304 ; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch. 77).

111 Bill constituant en corporation la compagnie *Ætna Boiler Inspection and Insurance Company*, (M. Pelletier, Sherbrooke), pétition, 50 ; 1ère lecture, 64 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 99 ; rapporté avec amendements, 131 ; considéré, amendé, rapporté, amendements lus 2 fois et adoptés, 3ème lecture et passé, 164 ; par le Conseil, 331 ; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch. 97).

112. Bill constituant en corporation *The Murray Bay Convalescent Home*, (M. Hutchinson), pétition, 37 ; 1ère lecture, 65 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 99 ; rapporté, 127 ; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 146 ; passé par le Conseil, 243 ; honoraire remis, 372 ; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, chap. 119.)

113. Bill constituant en corporation la *Rural Light, Heat and Power Company*, (M. Caron, Maskinongé), pétition, 18 ; 1ère lecture, 58 ;

BILLS :—*Suite.*

2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 116; sur motion de M. Caron, il est ordonné que l'ordre de la Chambre du 16 soit rescindé et que ce bill soit renvoyé au comité des chemins de fer, 157; rapporté, 183; motion de Grosbois pour retirer ce bill et pour faire remettre honoraires payés, motion adoptée et bill retiré, 103; honoraire remis, 219.

114. Bill concernant les successions de Jacques Blanchard et de Sarah Déry, (M. Roy, Kamouraska), pétition, 51; 1ère lecture, 103; 2ème lecture et renvoyé au comité des comptes publics, 116; rapporté, 257; considéré et passé, 269; par le Conseil, 360; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch. 129).

115. Bill amendant la charte de la ville de St-Louis, (M. Décarie), pétition 43; 1ère lecture, 92; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 150; rapporté, 273; considéré et passé, 291; par le Conseil, 360; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, chap. 67).

116. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Alexandre-Charles Girard au nombre de ses membres, (M. Roy, Kamouraska), pétition, 51; 1ère lecture, 66; motion pour suspendre paragraphe 5, règle 57, adoptée sur division, 123; 2ème lecture sur division et envoyé au comité des bills privés, 150; rapporté avec amendements, 183; considéré, 3ème lecture sur division et passé, 229; par le Conseil avec amendements, 324; amendements lus 1ère fois, bill retiré, 346; honoraire remis, 372.

117. Bill constituant en corporation l'Association de l'Exposition industrielle de Montréal, (M. Cochrane), pétition, 50; 1ère lecture, 133; 2ème lecture sur division et référé au comité des bills privés, 166; rapporté avec amendements, 237; considéré, rapporté, passé, 249; par le Conseil, 360; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch. 104).

118. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Victor Painchaud au nombre de ses membres, (M. Roy, Montmagny), pétition, 43; 1ère lecture, 139; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 159; rapporté, 226; considéré, rapporté, 3ème lecture sur division et passé, 240; par le Conseil avec amendements, 324; amendements lus et adoptés, 326, 338; la moitié de l'honoraire remise, 501; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch. 149).

119. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre dame Irma LeVasseur au nombre de ses membres, après examen, (M. Roy, Kamouraska), pétition, 57; 1ère lecture, 102; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 116; rapporté, 226; considéré, rapporté, 3ème lecture sur division et passé, 239; par le Conseil, 323; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch. 147).

BILLS :— Suite.

120. Bill constituant en corporation la compagnie *The Real Estate Title Guarantee and Trust Company*, (M. Hutchinson), pétition, 50 ; 1ère lecture, 65 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 99 ; rapporté, 262 ; considéré et passé, 284 ; par le Conseil avec amendements, 360 ; amendements lus et adoptés, 361, 370 ; sanctionné, 508. (3 Ed. VII, ch., 102).

121. Bill autorisant Joseph Stern à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, (M. Weir), pétition, 44 ; 1ère lecture, 103 ; paragraphe 5, règle 57, suspendue sur division, 123 ; 2ème lecture sur division et référé au comité des bills privés, 180 ; rapporté, 226 ; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 240 ; par le Conseil avec amendements lus deux fois 316 ; adoptés, 338 ; la moitié de l'honoraire remise, 502 ; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 154).

122. Bill constituant en corporation " La Congrégation Beth Israël " (Maison d'Israël), (M. Cochrane), pétition, 50 ; 1ère lecture, 103 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 116 ; rapporté, 183 ; considéré, rapporté et passé, 227 ; par le Conseil, 304 ; honoraire remis, 431 ; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 114).

125. Bill refondant la charte de la Société des Artisans Canadiens-Français, (M. Cochrane), pétition, 50 ; 1ère lecture, 103 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 116 ; rapporté, 227 ; considéré, rapporté, lu 3ème fois sur division, 284 ; par le Conseil avec amendements, amendements lus 1ère fois, 361 ; adoptés, 370 ; honoraire remis, 431 ; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 122).

126. Bill constituant en corporation, la " Compagnie de chemin de fer Saint-Maurice ", (M. Cochrane), pétition, 50 ; 1ère lecture, 133 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 151 ; préambule non prouvé, 263 ; honoraire remis, 342.

127. Bill amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, (M. Roy, St-Jean), pétition, 57 ; 1ère lecture, 134 ; 2ème lecture sur division et référé au comité des bills privés, 166 ; rapporté avec amendements, 237 ; considéré, rapporté, passé, 250 ; par le Conseil, 403 ; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 121).

128. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste-Rosario Page médecin et chirurgien, (M. DeGrosbois), pétition, 36 ; 1ère lecture, 47 ; paragraphe 5, règle 57, suspendu, 96 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 116 ; rapporté, 225 ; considéré, amendé, rapporté, amendements lus 2 fois et adoptés, 3ème lecture et passé, 238 ; par le Conseil, 324 ; honoraire remis, 363 ; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 148).

BILLS :—*Suite.*

129. Bill constituant en corporation l'Hôpital Guay de Saint-Joseph de Lévis, (M. Blouin), pétition, 17 ; 1ère lecture, 133 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 141 ; rapporté avec amendements, 227 ; considéré, rapporté, passé, 242 ; par le Conseil, 304 ; honoraire remis, 409 ; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 118).

130. Bill concernant la paroisse de Saint-Michel-Archange, Montréal, (M. Décarie), pétition, 84 ; 1ère lecture, 139 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 159 ; rapporté avec amendements, 226 ; considéré, rapporté, passé, 242 ; par le Conseil, 305 ; honoraire remis, sur division, 432 ; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 111).

131. Bill confirmant et ratifiant la vente des immeubles appartenant à la faillite de Robert Forsyth, (l'hon. M. LeBlanc), pétition, 50 ; 1ère lecture, 66 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 199 ; rapporté, 177 ; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 195 ; par le Conseil, 360 ; honoraire remis, 432 ; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 134).

132. Bill concernant la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de la cité de Montréal, (M. Lacombe), pétition, 43 ; 1ère lecture, 155 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 166 ; rapporté, rejeté, 322.

133. Bill constituant en corporation la *Union Stock Yards Company, Limited*, (M. Weir), pétition, 57 ; 1ère lecture, 65 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 112 ; rapporté, 307 ; considéré, amendé, passé, 327 ; honoraire remis, 373 ; par le Conseil avec amendements, 439 ; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 99).

134. Bill amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord, (M. Lacombe), pétition, 718 ; 1ère lecture, 64 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemin de fer, 112 ; rapporté avec amendements, 126 ; considéré, amendé et rapporté, 1ère et 2ème lecture des amendements, 3ème lecture et passé, 194 ; par le Conseil, 323 ; amende remise, 409 ; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 87).

136. Bill concernant la commune de Laprairie, (M. Cherrier), pétition, 50, 63 ; 1ère lecture, 64 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 116 ; rapporté, 273 ; considéré, rapporté, passé, 291 ; par le Conseil avec amendements, 411 ; amende remise, 432 ; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 78).

137. Bill autorisant Emile Boivin à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, (M. Cherrier), pétition, 50 ; 1ère lecture, 64 ; paragraphe 5, règle 57, suspendue, 96 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité des bills privés, 150 ; rapporté, 257 ; considéré, rapporté et passé, 269 ; par le Conseil, amendé, 361, 370 ; amende remise, 432 ; la moitié de l'honoraire remise, 501 ; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 151).

BILLS :— Suite.

138. Bill autorisant Albert-J.-N. Lacaillade à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, (M. Girard), pétition, 50, 155 ; 1^{ère} lecture, 155 ; 2^{ème} lecture sur division et référé au comité des bills privés, 166 ; rapporté avec amendements, 226 ; considéré, rapporté, 3^{ème} lecture sur division et passé, 338 ; la moitié de l'honoraire remise, 501 ; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 152).

139. Bill constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Montréal et Baie James, (M. Perrault), pétition, 43 ; 1^{ère} lecture, 155 ; 2^{ème} lecture et référé au comité des chemins de fer, canaux, 166 ; rapporté, 236 ; considéré, rapporté, 3^{ème} lecture et passé, 241, 250 ; par le Conseil, 361 ; sanctionné, 509. (3 Ed VII, chap. 80).

140. Bill constituant en corporation *The Montreal Technical Institute*, (M. Cochrane), pétition, 154 ; 1^{ère} lecture, 184 ; 2^{ème} lecture et référé au comité des bills privés, 229 ; rapporté, 257 ; considéré, rapporté, 3^{ème} lecture et passé, 270 ; par le Conseil, 360 ; honoraire remis, 431 ; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 123).

141. Bill constituant en corporation *The Citizens' Law and Order League of Quebec*, (M. Taschereau), pétition, 154 ; 1^{ère} lecture, 258 ; 2^{ème} lecture et renvoyé au comité des bills privés, 270 ; rapporté, 307 ; considéré et passé, 327 ; par le Conseil, 431 ; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 128).

142. Bill concernant l'hôpital Notre-Dame de Montréal, (M. Lacombe), pétition, 255 ; règles suspendues, 1^{ère} lecture, 255 ; renvoyé au comité des bills privés, 270 ; rapporté, 273 ; considéré et passé, 291 ; par le Conseil, 369 ; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 115).

143. Bill amendant les articles 4653 et 4696 des Statuts refondus, (M. Chauret), 1^{ère} lecture, 237 ; 2^{ème} lecture sur division et renvoyé au comité des bills privés, 281 ; rapporté, 288 ; considéré, rapporté, passé, 297.

144. Bill amendant les articles 698 et 776 du Code municipal, (M. Roy, St-Jean), 1^{ère} lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 238 ; rapporté, rejeté, 287.

145. Bill amendant les articles 716 et 746a du Code municipal, (M. Delaney), 1^{ère} lecture et référé au comité du Code municipal, 220.

146. Bill amendant l'article 1301 du Code civil, (M. Chauret), 1^{ère} lecture, 220 ; lu 2^{ème} fois sur division et renvoyé au comité de législation, 281.

BILLS :— *Suite.*

147. Bill amendant l'article 774 du Code municipal, (M. Weir), 1ère lecture et référé au comité du Code municipal, 185; rapporté, 322; lu la 2ème fois, 373; considéré, progrès, 404; considéré de nouveau, comité se lève, 409.

148. Bill amendant le Code de procédure civile, (M. Weir), 1ère lecture, 185, lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité de législation, 280; rapporté, rejeté, 288.

149. Bill amendant l'article 121 du Code de procédure civile, (M. Lane), 1ère lecture, 184; lu la 2ème fois et renvoyé au comité de législation, 280.

150. Bill détachant du comté de Saguenay le canton Dumas et l'annexant au comté de Chicoutimi pour toutes les fins, (M. Petit), 1ère lecture, 184; la 2ème fois sur division, 281; considéré, passé, 289; par le Conseil, 323; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 6.)

151. Bill relatif aux privilèges des ouvriers et autres, (M. Taschereau), 1ère lecture, 24; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 156; rapporté, 288; considéré, rapport de progrès, 296; considéré de nouveau, progrès, 304; considéré et passé, 402.

152. Bill amendant l'article 314 du Code de procédure civile (M. Taschereau), 1ère lecture, 40; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 97; rapporté avec un amendement, 132; considéré, rapporté, 14; 3ème lecture et passé, 144; par le Conseil avec amendements, 441, 442; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 53.)

153. Bill amendant l'article 3228e des Statuts refondus, relativement à l'entretien des aliénés, (M. Taschereau), 1ère lecture, 40; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 97; rapporté avec un amendement, 127; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 144; passé par le Conseil législatif, sans amendement, 269; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 31).

154. Bill amendant l'article 549 du Code de procédure civile, (M. Hutchinson), lu la 1ère fois, 40.

155. Bill amendant l'article 599 du Code de procédure civile, (M. Lacombe), 1ère lecture, 48; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 105; rapporté avec amendements, 154; considéré, rapporté, passé, 174; passé par le Conseil législatif avec amendements, 403, 404, 411; sanctionné, 509 (3 Ed. VII, ch. 57).

156. Bill amendant l'article 314 du Code de procédure civile, relativement aux témoins, (M. Mackenzie), 1ère lecture, 48; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 97; rapporté, rejeté, 127.

BILLS :—*Suite.*

157. Bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés, (M. Caron, L'Islet), 1ère lecture, 53.

158. Bill amendant la loi concernant les médecins vétérinaires, (M. Delâge), 1ère lecture, 59 ; retiré du consentement de la Chambre, 144.

159. Bill concernant la liquidation des compagnies et corporations non commerciales, (M. Taschereau), 1ère lecture, 59 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 198 ; rapporté avec amendements, 138 ; considéré, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 156 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 441, 442 ; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 48).

160. Bill amendant l'article 2098 du Code civil, (l'hon. M. Flynn), 1ère lecture, 59 ; 2ème lecture et renvoyé au comité de législation, 123.

161. Bill amendant les articles 314 et 332 du Code de procédure civile, (M. Weir), 1ère lecture, 67 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 144 ; rapporté, rejeté, 176.

162. Bill amendant le titre IV du Livre II du Code municipal, concernant les ponts municipaux, (M. Weir), 1ère lecture, 67 ; l'article 31 ordre du jour pour 2ème lecture du bill est rescindé et le bill envoyé au comité du Code municipal, 98 ; rapporté, 237 ; 2ème lecture sur division, 254 ; considéré, amendé, passé avec changement dans le titre, 278.

163. Bill concernant les compagnies de téléphone électrique, (M. Tellier), 1ère lecture, 69 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 98 ; rapporté, 126 ; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 143 ; passé par le Conseil législatif, 218 ; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 42).

164. Bill amendant l'article 1317 du Code de procédure civile, (M. Bissonnette, Montcalm) ; 1ère lecture, 67 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 98 ; rapporté, rejeté, 127.

165. Bill amendant la loi des licences de Québec, (M. Roy, Kamouraska), 1ère lecture, 94 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 144 ; rapporté, rejeté, 257.

166. Bill amendant l'article 698 du Code municipal, (M. Prévost), 1ère lecture et renvoyé au comité du code municipal, 114 ; rapporté avec amendements, 220 ; 2ème lecture sur division, 253 ; considéré, rapporté, 3ème lecture sur division et passé, 271.

BILLS : — Suite.

167. Bill amendant le Code de procédure civile relativement à l'entrée des actions, à l'assignation et à l'exécution des jugements, (M. Prévost), 1ère lecture, 114 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 145 ; rapporté, rejeté, 182.

168. Bill amendant la loi de l'Instruction publique relativement aux appels, (M. Prévost), 1ère lecture, 144 ; motion pour 2ème lecture, débat, 145 ; reprise du débat, 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 183 ; rapporté, 357 ; considéré, progrès, 279 ; considéré, rapporté et passé, 279 ; passé par le Conseil, 403 ; sanctionné, 509. (3 Ed. VII, ch. 14).

169. Bill amendant la loi concernant les tribunaux civils relativement aux Iles de la Madeleine, (M. Delaney), 1ère lecture, 93 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 145 ; rapporté, 176 ; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 187 ; par le Conseil, 285 ; sanctionné, 510. (3 Ed. VII, ch. 26).

170. Bill amendant l'article 291 du Code municipal, (M. Walker), 1ère lecture et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 93 ; rapporté avec amendements, 220 ; 2ème lecture sur division, 253 ; considéré, rapport de progrès, 270 ; considéré de nouveau, rapporté, rejeté, 278.

171. Bill amendant la loi 62 Victoria, chapitre 28, section 47, (M. Weir), 1ère lecture, 94 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation. Ordre pour renvoyer le bill et pour 2ème lecture rescindé, 225 ; retiré du consentement de la Chambre, 271.

172. Bill amendant les articles 59a et 130 du Code civil, (M. Weir), 1ère lecture, 94 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 157 ; rapporté avec amendements, 176 ; considéré et passé, 188 ; par le Conseil, 285 ; sanctionné, 510. (3 Ed. VII, ch. 47).

173. Bill amendant les articles 291 et 1081 du Code municipal, (M. Chauret), 1ère lecture et renvoyé au comité du code municipal, 94 ; rapporté avec amendements, 184 ; 2ème lecture, sur division, 253 ; considéré, amendé, rapporté, amendements lus 1ère fois, 269 ; amendements lus 2ème fois, 278 ; 3ème lecture et passé, 278.

174. Bill détachant du comté de Drummond le territoire compris dans la paroisse de Saint-Joachim de Courval et l'annexant au comté de Yamaska, pour toutes fins, (M. Allard), 1ère lecture, 103 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 145 ; rapporté, 176 ; considéré, rapporté, passé par le comité de législation, 271 ; sanctionné, 510 ; pétition en faveur du bill, 138. (3 Ed. VII, ch. 7).

BILLS :—*Suite.*

175. Bill amendant le Code de procédure civile concernant la cour de magistrat de district, (M. Clapperton) 1ère lecture, 134 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 157 ; rapporté, 176 ; considéré, rapporté, passé, 187 ; passé par le comité de législation, 271 ; sanctionné, 510. (3 Ed. VII, ch. 51).

176. Bill pour étendre la juridiction territoriale de la Cour supérieure et de la Cour de circuit du district de Québec, (M. Roy, Kamouraska), 1ère lecture, 115 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 173 ; rapporté, 182 ; considéré, rapporté, une 3ème lecture et passé, 223.

177. Bill abolissant la mort civile, (M. Taschereau), 1ère lecture, 115 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 280 ; rapporté, 303 ; considéré, passé, 339.

178. Bill amendant la loi des licences de Québec, (M. Tellier), 1ère lecture 114 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 173 ; rapporté, 182 ; considéré, rapporté une 3ème lecture et passé, 223 ; passé par le Conseil de législation, 271 ; sanctionné, 510. (3 Ed. VII, ch. 13)

179. Bill amendant la loi des licences de Québec, (M. Roy, Kamouraska), 1ère lecture, 114 ; retiré du consentement de la Chambre, 298.

180. Bill amendant le Code de procédure civile, relativement à la juridiction de la cour des commissaires, (M. Blanchard), 1ère lecture, 114 ; 2ème lecture sur division, motion Taschereau pour renvoi au comité législatif, motion rejetée après vote de la Chambre, motion Blanchard adoptée pour renvoyer le bill au comité général de la Chambre, 188 ; considéré, rapporté, 2ème lecture sur division et passé, 233 ; par le Conseil avec amendements, 1ère lecture des amendements, 404.

181. Bill amendant les articles 292 et 847 du Code municipal, (M. Perrault), 1ère lecture et renvoyé au comité du code municipal, 140 ; rapporté avec amendements, 176 ; 2ème lecture, sur division, 190 ; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 223.

182. Bill amendant les articles 549 et 677 du Code de procédure civile, (M. Hutchinson), 1ère lecture, 128 ; 2ème lecture sur division et référé au comité législatif, 173 ; rapporté avec amendements, 182 ; considérée, rapporté, 119 ; 3ème lecture et passé, 214.

183. Bill amendant la loi concernant la juridiction de la cour de circuit du comté de Drummond (M. Laferté), 1ère lecture, 128 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 280 ; rapporté avec amendements, 303 ; considéré, passé, 340.

BILLS :—*Suite.*

184. Bill relatif aux compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, (M. Taschereau), 1ère lecture, 155 ; 2ème lecture sur division et référé au Conseil législatif, 190 ; rapporté, rejeté, 257.

185. Bill amendant l'article 2312 des Statuts refondus, (M. Fiset), 1ère lecture, 143 ; 2ème lecture sur division et référé au Conseil législatif, 246 ; rapporté sans amendement, 257 ; considéré, rapporté, 272 ; 3ème lecture sur division et passé, 278.

186. Bill amendant l'article 804 du Code civil, (M. Dorris), 1ère lecture sur division, 140 ; 2ème lecture et référé au Conseil législatif, 189 ; rapporté, rejeté, 262.

187. Bill amendant l'article 287 du Code municipal, (M. Dorris), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 139 ; rapporté sans amendement, 184 ; 2ème lecture sur division, 253 ; motion Chicoyne pour renvoi à 6 mois, rejeté après vote, motion principale adoptée sur division, 3ème lecture et passé, 268.

188. Bill déclarant insaisissable une partie du salaire des membres de la Corporation des Pilotes pour le Hâvre de Québec et au-dessous, (M. Roy, Kamouraska), 1ère lecture, 141 ; motion Roy, (Montmagny), pour substituer son nom à celui de Roy, (Kamouraska), 247 ; 2ème lecture et renvoyé au comité de législation, 272 ; rapporté, 288 ; considéré, amendé, rapporté, amendements lus 2 fois et adoptés, 3ème lecture et passé, 296 ; par le Conseil, 360 ; sanctionné, 510. (3 Ed. VII, ch. 56).

189. Bill amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens, (M. Hutchinson), 1ère lecture, 161 ; motion pour 2ème lecture, débat ajourné, 286 ; renvoi à 6 mois proposé, 327 ; amendements adoptés, 328.

190. Bill amendant l'article 680 du Code municipal, (M. Mackenzie), 1ère lecture et référé au comité du Code municipal, 156 ; rapporté sans amendement, 183 ; 2ème lecture sur division, 253 ; considéré, rapport de progrès, 269 ; considéré de nouveau, rapporté, 3ème lecture sur division, passé, 278.

191. Bill amendant l'article 599 du Code de procédure civile, (M. Mackenzie), 1ère lecture, 156 ; 2ème lecture sur division et référé au comité législatif, 190 ; rapporté avec amendements, 262 ; considéré, rapport de progrès, 229 ; considéré de nouveau, passé, 335 ; passé par le Conseil législatif, 441 ; sanctionné, 510. (3 Ed. VII, ch. 55).

192. Bill amendant la loi concernant la fermeture des magasins à bonne heure, (M. Dupuis), 1ère lecture, 184 ; 2ème lecture, sur division, considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 304.

BILLS :— Suite.

193. Bill amendant le Code municipal relativement à l'entretien d'hiver des chemins de front, (M. Duhamel), 1ère lecture et référé au comité du Code municipal, 177 ; rapporté avec amendements, 262 ; 2ème lecture, considéré, amendé, amendements lus 2 fois et adoptés, 3ème lecture et passé, 298.

194. Bill amendant la loi de l'instruction publique relativement à la prestation du serment et aux publications et significations, (M. Duhamel), 1ère lecture, 177 ; 2ème lecture sur division et référé au comité législatif, 246 ; rapporté, 257 ; considéré, rapporté, passé, 279. ***

195. Bill amendant l'article 762a du Code municipal. (M. Godbout), 1ère lecture et renvoyé au comité du code municipal, 161 ; rapporté avec amendements, 258 ; 2ème lecture sur division, considéré, amendé, rapporté, amendements lus 2 fois et adoptés, 3ème lecture et passé, 297.

196. Bill amendant les articles 716, 742, 746 et 746a du code municipal, (M. Duhamel), 1ère lecture et référé au comité du code municipal, 177 ; rapporté avec amendements, 258 ; 2ème lecture sur division, considéré, amendé, rapporté, amendements lus 2 fois et adoptés, 3ème lecture et passé, 297.

197. Bill amendant le Code de procédure civile, relativement à la vente des biens de mineur, (M. Chauret), 1ère lecture, 178 ; 2ème lecture sur division et référé au comité législatif, 245 ; rapporté avec amendements, 262 ; considéré, rapport de progrès, 279 ; considéré de nouveau, amendé, rapporté, amendement lu 2 fois et adopté, 3ème lecture sur division et passé, 280 ; par le Conseil, 461 ; sanctionné, 510. (3 Ed. VII, ch. 58).

198. Bill amendant l'article 582 du Code municipal, (M. Caron, l'Islet), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 161 ; rapporté avec amendements, 262 ; 2ème lecture, considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 296.

199. Bill amendant le Code municipal relativement à la désignation des propriétés, au bureau des délégués, à la nomination du maire et à la fermeture de chemins régie par l'article 762a du Code municipal, (M. Prévost), 1ère lecture et référé au comité du Code municipal, 184 ; rapporté, 331 ; 2ème lecture sur division, référé, 364 ; considéré, amendé, passé, 373.

200. Bill donnant certains pouvoirs aux conseils des cités, villes et villages, (M. Prévost), 1ère lecture, 174 ; motion pour 2ème lecture, débat ajourné, ordre spécial, 298 ; renvoi à 6 mois proposé, rejeté ; lu la 2ème fois, sur division, considéré, progrès, 329 ; considéré de nouveau, amendé, passé, 335 ; par le Conseil, 441 ; sanctionné, 510. (3 Ed. VII ch. 39).

BILLS :—*Suite.*

201. Bill amendant le Code municipal, (M. Roy, St-Jean), 1ère lecture et référé au code municipal, 247.

202. Bill amendant l'article 406 de la loi de l'instruction publique, (M. Caron, Maskinongé), 1ère lecture, 258 ; 2e lecture, sur division, et renvoyé au comité de législation, 299 ; rapporté, 322 ; considéré, passé, 340 ; par le Conseil, 461 ; sanctionné, 510. (3 Ed VII, ch. 15).

204. Bill amendant l'article 57 du Code municipal, (M. Cardin), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 263 ; rapporté, 331 ; lu la 2ème fois sur division, référé, 364 ; considéré, passé, 373 ; par le Conseil, amendé, 462, 474, 500 ; sanctionné, 510. (3 Ed. VII, ch. 60).

205. Bill amendant l'article 176 du Code municipal, (M. Blanchard), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 273.

206. Bill amendant l'article 5790 des Statuts refondus, (M. Morin, St-Hyacinthe), 1ère lecture, 273 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation 318 ; rapporté, rejeté, 333.

207. Bill amendant le Code de procédure civile, (M. Morin, Saint-Hyacinthe), 1ère lecture, 273 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 319 ; rapporté, rejeté, 322.

208. Bill amendant l'article 482 de la loi de l'Instruction publique, (M. Morin, St-Hyacinthe), 1ère lecture, 274 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 319.

209. Bill concernant la succession de feu l'Honorable Thomas Ryan, et définissant les pouvoirs de l'honorable Jonathan S. C. Wurtele, exécuter et fideicommissaire, (M. MacKenzie), pétition, 303 ; 1ère lecture, règles de la Chambre ayant été suspendues, 303 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 318 ; rapporté, 322 ; considéré, passé, 336 ; honoraire remis, 466.

210 Bill détachant une partie de la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton du comté de Drummond, et l'annexant au comté de Bagot pour les fins électorales, (M. Daignault), 1ère lecture, 293 ; 2ème lecture sur division, référé, 330 ; rapporté, 347 ; considéré, amendé, 409 ; passé, 410.

211. Bill amendant les statuts refondus de la province de Québec, (M. Blanchard), 1ère lecture, 293.

212. Bill amendant la loi de la santé publique, (M. Pelletier, Sherbrooke), 1ère lecture, 308.

BILLS :— *Suite.*

213. Bill amendant le Code de procédure civile concernant la cour de magistrat de district, (M. Major), 1ère lecture, 308; 2ème lecture, référé, 363; rapporté, 379; considéré, passé, 430; par le Conseil, 461; sanctionné, 510. (3 Ed. VII, ch. 52.)

214. Bill amendant l'article 590 du Code de procédure civile, (M. Weir), 1ère lecture, 308; 2ème lecture, sur division, 373; référé, 374; rapporté, rejeté, 379.

215. Bill abrogeant l'article 329 du Code de procédure civile (M. Godbout), 1ère lecture, 326.

217. Bill amendant la loi concernant la construction et la réparation des églises, des presbytères et des cimetières, (M. Caron, L'Islet), 1ère lecture, 347; référé, 412; rapporté, 422; considéré, passé, 463; par le Conseil, 500; sanctionné, 510. (3 Ed. VII, ch. 32.)

218. Bill amendant le titre VI " Pouvoir judiciaire " des Statuts refondus, (M. Dorris), 1ère lecture, 359.

219. Bill amendant l'article 771 du Code municipal, (M. Dorris), 1ère lecture, référé, 359.

220. Bill amendant la loi concernant le flottage des bois, (M. Fiset), 1ère lecture, 359.

221. Bill amendant l'article 3407 des Statuts refondus, (M. Allard), 1ère lecture, 359; 2ème lecture, sur division, considéré, amendé, 432; passé, 433; par le Conseil, 461; sanctionné, 510. (3 Ed. VII, ch. 33.)

222. Bill amendant la loi des maîtres et serviteurs, (M. Lacombe), 1ère lecture, 2ème lecture, référé, 359; rapporté, 379; considéré, 410; amendé, passé, 411; par le Conseil, 461; sanctionné, 510. (3 Ed. VII, ch. 46).

223. Bill pour donner effet au transport d'un certain subside accordé à la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs (maintenant chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 425; ordre pour la 2ème lecture à une séance prochaine, rescindé, lu la 2ème et 3ème fois, passé, 440; par le Conseil, 462; sanctionné, 510. (3 Ed. VII, ch. 3).

224. Bill concernant les appels des jugements rendus par la Cour de circuit dans et pour le comté du Lac Mégantic, (M. Roy, Montmagny), 1ère lecture, 368; référé, 403; considéré, passé avec titre changé, 410; par Conseil, 461; sanctionné, 510. (3 Ed. VII, ch. 50).

BILLS :— Suite.

225. Bill amendant la loi de la pêche de Québec, (l'hon. M. Parent), 1ère lecture, 407 ; 2ème lecture considéré, amendé, passé, 429 ; par le Conseil, 461 ; sanctionné, 510. (3 Ed. VII, ch. 22).

226. Bill amendant le Code municipal relativement aux chemins macadamisés, (M. Lacombe), 1ère lecture, 422 ; 2ème lecture sur division, référé, 464.

227. Bill concernant les professions libérales, (l'hon. M. Pelletier), 1ère et 2ème lecture, référé, considéré, passé, 438 ; passé par le Conseil législatif, 462 ; sanctionné, 510. (3 Ed. VII, ch. 37).

228. Bill amendant la loi concernant l'organisation des tribunaux civils relativement au district de Rimouski, (M. Tessier), 1ère lecture, 368 ; 2ème lecture sur division, référé, 463.

229. Bill amendant le Code municipal relativement à la revision des rôles d'évaluation, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 423 ; 2ème lecture, référé, considéré, passé, 445 ; passé par le Conseil législatif, 500 ; sanctionné, 510 (3 Ed. VII, ch. 59).

230. Bill amendant l'article 4529 des Statuts refondus, concernant les emprunts, (M. Mackenzie), 1ère lecture, 407 ; 2ème lecture, référé, rapporté, passé, 480 ; par le Conseil, 462 ; sanctionné, 510. (3 Ed. VII, ch. 40).

231. Bill amendant la loi concernant l'organisation des tribunaux des districts de Beauce et d'Arthabaska, (M. Smith), 1ère lecture, 368 ; 2ème lecture, référé, considéré, passé, 429.

232. Bill amendant la loi des manufactures de Québec, (M. Lacombe), 1ère lecture, 368 ; 2ème lecture, sur division, référé, 464.

233. Bill conférant un contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal, (M. Blanchard), 1ère lecture, 465.

Bills : — DIVERSES PROCÉDURES :

1. Bill présenté et lu *pro forma* avant la considération du discours du Trône, 6.
2. Considération d'un bill interrompue par M. l'Orateur qui reprend le fauteuil, 163, 178.
3. 2ème lecture d'un bill ordonné comme ordre spécial, 136.
4. Renvoi à 6 mois proposé à la seconde lecture, adopté, 328.

BILLS :—(Diverses procédures)—*Suite.*

5. Passé sans être considéré par un comité, 271.
6. Comité se lève sans faire rapport, 409.
7. Bill subit ses 3 lect. et est adopté à la même séance, 232, 300
8. Bill remis sur l'ordre du jour, 304.
9. Bills retirés, 144, 271.

Bills privés :—

1. Comité des bills privés. Premier rapport, 39. Autres rapports sur divers bills : 63, 91, 102, 127, 131, 138, 176, 182, 225, 236, 257, 262, 273, etc.
2. Un député substitué à un autre comme promoteur d'un bill, 178.
3. Demandant qu'un bill soit rejeté, le dépôt exigé par la règle 58 n'ayant pas été fait, 322.
4. Honoraires remis, 295, 296.
5. Que le délai pour la présentation soit prolongé, 131, 132. Pour la réception des rapports, 220, 225.
6. Que le préambule d'un bill n'a pas été prouvé, 139, 177.
7. Bill replacé sur les ordres du jour, 141.

BLANCHARD, JACQUES :—Loi concernant les successions de—et de Sarah Déry. Voir *Bills* 114.

BÔETTE :—Loi constituant en corporation des associations de pêcheurs pour l'exploitation de la—. Voir *Bills*, 7.

BOILARD :—Voir *Documents*, item 22.

BOIS DE LA COURONNE :—Voir *Documents*, items 23, 24, 25, 68, 69.

BOIS DE PULPE :—Voir *Documents*, item 25.

BOIVIN, EMILE :—Loi pour l'admettre à la profession de dentiste. Voir *Bills*, 137.

BOUILLOIRES, INSPECTEURS DE:—Motion à l'effet qu'il soit mis devant la Chambre : 1^o Les noms des inspecteurs de bouilloires qui ont été admis par les nouveaux examinateurs depuis le 30 mars dernier. Motion retirée, 433.

BOULEVARD ST-PAUL:—Loi concernant le village du—. Voir *Bills*, 84.

BRENNAN, JOHN PIERCE:—Loi pour l'admettre à la pratique de la médecine. Voir *Bills*, 135.

BROMPTONVILLE:—Loi constituant en corporation la ville de—. Voir *Bills*, 51.

BUDGETS:—Budget supplémentaire des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1903 et budget des dépenses pour l'année financière 1904. Voir *Documents*, item 26.

CABLEGRAMME A LONDRES:—Voir *Documents*, item 27.

CANNON, L.-A.:—Voir *Documents*, item 28.

CÈDRE:—Voir *Documents*, item 23.

CERCLES AGRICOLES:—Voir *Documents*, item 29.

CHASSE:—Résolution concernant la loi de la—. 316 ; comité, 341 ; rapportée, adoptée, 342. Voir *Bills*, 22.

CHASSE: Loi amendant la loi de la—. Voir *Bills*, 22.
—Voir *Documents*, item 30.

CHATEAUGUAY ET NORD:—Loi amendant la charte de la compagnie du chemin de fer—. Voir *Bills*, 134.

CHEMINS A BARRIÈRES:—Voir *Documents*, items 31 et 32.

CHEMINS A BARRIÈRES. COMMISSION DE:—Loi amendant l'acte 20 Victoria, chapitre 125, intitulé: " Acte pour diviser la— de Québec, en deux commissions distinctes, et établir d'autres dispositions à cet effet ", et les différents actes qui l'amendent. Voir *Bills*, 16.

CHEMINS DE FER:—Voir *Documents*, items 34, 35, 36, 37, 38 et 39.
—Voir *Comités*.

CHEMINS DE FRONT: Loi amendant le Code municipal relativement à l'entretien d'hiver des—. Voir *Bills*, 193.

CHEMINS MACADAMISÉS:—Loi amendant le code municipal relativement aux—. Voir *Bills*, 226.

CHEMINS PUBLICS :—Résolution à l'effet qu'il est nécessaire d'améliorer les—. Motion adoptée, 259.

CHEMINS RURAUX :—Voir *Documents*, items 40 et 41.

CHOVINARD, H. J. J. B. :— Voir *Documents*, item 42.

CIMON, DAME A. A. DELPHINE :—Loi déclarant définitif le partage des biens de la succession de—Voir *Bills*, 89.

CITÉS ET VILLES :—. Voir *Bills*, L.

"CITIZENS' LAW AND ORDER LEAGUE" :—Loi constituant en corporation la—de Québec. Voir *Bills*, 141.

CLARK, HORACE DRYDEN :—Loi édictant des dispositions additionnelles concernant la succession de—. Voir *Bills*, 48.

CODE CIVIL :—

Loi amendant l'article 1301. Voir *Bills*, 146.

Loi amendant l'article 2098. Voir *Bills*, 160.

Loi amendant les articles 29a et 130. Voir *Bills*, 172.

Lai amendant l'article 804. Voir *Bills*, 186.

Loi amendant l'article 1301. Voir *Bills*, P.

Loi amendant l'article 2178. Voir *Bills*, R.

Loi amendant le—. Voir *Bills*, T.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—

Loi amendant les articles 136, 1,092, 1,406. Voir *Bills*, 27.

Loi abrogeant les articles 590 à 593. Voir *Bills*, 28.

Loi amendant le —. Voir *Bills*, 148.

Loi amendant l'article 121. Voir *Bills*, 149.

Loi amendant l'article 314. Voir *Bills*, 152, 156.

Loi amendant l'article 599. Voir *Bills*, 155.

Loi amendant les articles 314 et 382. Voir *Bills*, 161.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—*Sulte.*

Loi amendant l'article 1817. Voir *Bills*, 164.

Loi amendant le—. Voir *Bills*, 167, 175, 180, 197, 207, 213.

Loi amendant les articles 549 et 677. Voir *Bills*, 182.

Loi amendant l'article 599. Voir *Bills*, 191.

Loi amendant l'article 590. Voir *Bills*, 214.

Loi amendant le—. Voir *Bills*, *H*.

Loi amendant l'article 59. Voir *Bills*, *U*.

CODE DU NOTARIAT :—Voir *Bills*, *O*.**CODE MUNICIPAL :—**

Loi amendant l'article 561. Voir *Bills*, 26.

Loi amendant les articles 698 et 776. Voir *Bills*, 144.

Loi amendant les articles 716 et 746a. Voir *Bills* 145.

Loi amendant les articles 774. Voir *Bills*, 147.

Loi amendant le titre 18 du livre II. Voir *Bills*, 162.

Loi amendant l'article 698. Voir *Bills*, 166.

Loi amendant l'article 291. Voir *Bills*, 170.

Loi amendant les articles 291 et 1081. Voir *Bills*, 173.

Loi amendant les articles 272 et 847. Voir *Bills*, 181.

Loi amendant l'article 287. Voir *Bills*, 187.

Loi amendant l'article 680. Voir *Bills*, 190.

Loi amendant le—Voir *Bills*, 193, 226, 229.

Loi amendant l'article 762a. Voir *Bills*, 195.

Loi amendant les articles 716, 742, 746 et 746a. Voir *Bills*, 196.

Loi amendant l'article 582. Voir *Bills*, 198.

CODE MUNICIPAL :—Suite.

Loi amendant le—et l'article 762a. Voir *Bills*, 199.

Loi amendant l'article 57. Voir *Bills*, 204.

Loi amendant l'article 176. Voir *Bills*, 205.

CODE MUNICIPAL, (Comité du) :—Voir *Comités*.

COLLIN, RÉMI—:— Voir *Documents*, item 44.

COLONISATION :—Voir *Documents*, items 33, 45, 46, 47, 48 et 49.

COMÉDIE FRANÇAISE :—Loi constituant en corporation la compagnie de la
—de Montréal. Voir *Bills*, 93.

Comités :

1. Résolutions pour la nomination des divers comités permanents pour la présente session, 24. Comité spécial pour préparer les listes des membres devant composer ces comités, 24. Rapport, 26. Voir *Agriculture*, *Bills privés*, *Chemins de fer*, *Comptes publics*, *Industries*, *Législation*, *Ordres permanents*, *Privilèges et Elections*.
2. Comités conjoints. Voir *Bibliothèque*. *Impressions*.
3. Comités spéciaux. Voir *Comité concernant les sociétés de secours mutuel*. *Code municipal*.
4. Liste des membres devant composer les divers comités spéciaux. Rapports, 26.
5. Comité recommande la réimpression d'un bill, 306.

RAPPORTS DES DIFFÉRENTS COMITÉS PERMANENTS :

1. *Agriculture*, *Immigration et Colonisation* :—Premier rapport, 39.
2. *Bills privés* :—Premier rapport, 39 ; deuxième, 63 ; troisième, 91 ; quatrième, 102 ; cinquième, 127 ; sixième 131 ; septième, 135 ; huitième, 154 ; neuvième, 176 ; dixième, 178 ; onzième, 225 ; douzième, 235 ; treizième, 257 ; quatorzième, 262 ; autres rapports, 273, 287, 306, 307, 322.
3. *Chemins de fer et Canaux* :—Premier rapport, 44 ; autres rapports 102, 126, 138, 155, 177, 183, 236, 258, 263.
4. *Comptes publics* :—Premier rapport, 39 ; second, 378 ; troisième, 441.

RAPPORTS DES DIFFÉRENTS COMITÉS PERMANENTS :—*Suite.*

5. *Industrie* :—Premier rapport, 64.
6. *Législation et lois expirantes* :—Premier rapport, 38 ; autres rapports, 126, 132, 138, 154, 176, 182, 257, 262, 287, 303, 322, 347, 359, 378, 422.
7. *Ordres permanents* :—Premier rapport, 38 ; autres rapports, 41, 51, 63, 91, 102, 132, 138, 155, 182, 220, 254, 257, 308.
8. *Privilèges et élections* :—Premier rapport, 39 ; membre démissionne et est remplacé par un autre, 173 ; deuxième, 405.

COMITÉS CONJOINTS :

9. *Bibliothèque* :—Membres nommés par le Conseil, 71 ; par l'Assemblée, 71.
10. *Impressions* :—Premier rapport, 320: 466

COMITÉS SPÉCIAUX :

11. *Code municipal* :—Premier rapport, 128 ; autres rapports, 176, 183, 220, 237, 258, 262, 287, 322, 331, 378.
12. *Sociétés de secours mutuel* :—Comité nommé, 267 ; premier rapport, 273 ; deuxième, 422.

COMMISSION DE COLONISATION :—Voir *Documents*, item 49.

COMMISSION D'ÉCONOMIE INTÉRIEURE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—
Voir *Documents*, item 50 .

COMPAGNIES :—Loi amendant la loi constituant en corporation les compagnies à fonds social. Voir *Bills*, 10. .

COMPAGNIE CANADIENNE D'ÉCLAIRAGE ÉLECTRIQUE :—Loi amendant la charte de la—. Voir *Bills*, 90.

COMPAGNIES ET CORPORATIONS NON COMMERCIALES :—Loi concernant la liquidation des—. Voir *Bills*, 159.

COMPTES EN SUSPENS :—Voir *Documents*, item 52.

COMPTES PUBLICS. COMITÉ DES :—Nommé, 24, 26 ; 1er rapport, 39 ; 2ème rapport soumettant les dépositions dans l'affaire Gaynor et Greene, et dans l'affaire des colons de Nemtayé, 378 ; 3ème rapport soumettant d'autres dépositions et recommandant l'impressions de ces dépositions dans le Journal de la Chambre, 411.

COMPTES PUBLICS :—Voir *Documents*, item, 53.

CONFÉRENCE INTERPROVINCIALE :—Voir *Documents*, item, 54.

CONSEILS DE COMTÉ : Motion à l'effet qu'il est à propos d'abolir les—, (M. Blanchard). Motion rejetée après vote, 277.

CONSEILS DES CITÉS, VILLES ET VILLAGES : Loi donnant certains pouvoirs aux—, Voir *Bills*, 200.

Conseil législatif :

Messages au Conseil :—

1. Nommant les membres de l'Assemblée devant faire partie des comités conjoints de la bibliothèque, 104 ; des impressions, 104.
2. L'Assemblée déclinant d'adopter certains amendements faits par le Conseil, 285, 399.
8. N'insiste pas sur certains amendements, 469

Messages du Conseil :—

4. Nommant les membres du Conseil devant faire parties des comités conjoints de la bibliothèque, 103 ; des impressions, 140.
5. Adoptant des bills de l'Assemblée avec ou sans amendement, 104, 130, 156, 161, 218, 282, 247, 260, 271, 285, 192, etc.
6. Communiquant ses bills et demandant le concours de l'Assemblée, 130, 162, 190, 247, 255, 285, etc.
7. Accepte les amendements faits par l'Assemblée à ses bills, 350 359, 411.
8. N'insiste pas sur ses amendements, 292, 411, 500.
9. Déclinant d'adopter des amendements faits par l'Assemblée législative, 462.

CONTINGENTS :—Voir *Documents*, item 56.

CORPORATIONS COMMERCIALES :—Voir *Documents*, item 57.

CORPORATION ET COMPAGNIES COMMERCIALES :—Résolutions ayant pour objets de faire disparaître des doutes au sujet des taxes sur les—. La chambre en comité général, 343 ; résolutions rapportées, lues la 1ère fois, 345 ; ordre pour la 2ème lecture rescindé, comité, 394 ; rapportées, 395 ; motion pour 2ème lecture rescindée, comité, 396 ; résolutions rapportées, lues la 1ère fois, 397 ; adoptées, bill présenté, 420. Voir *Bills*, 17.

CORPORATIONS ET COMPAGNIES COMMERCIALES :—Loi ayant pour objet de faire disparaître des doutes au sujet des taxes sur les—. Voir *Bills*, 17.

CORPORATIONS MUNICIPALES :—Etat tabulaire des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des—. Voir *Documents*, item 58.

CORRIVEAU, PHILÉAS :—Voir *Documents*, item 59.

COTÉ, GEORGES :—Loi l'admettant à la profession de médecin. Voir *Bills*, 61.

COTE ST-PAUL :—Loi constituant en corporation la municipalité de la paroisse de la—. Voir *Bills*, 55.

COUR DES COMMISSAIRES :—Voir *Bills*, 180.

COUR SUPÉRIEURE ET COUR DE CIRCUIT :—Loi pour étendre la juridiction territoriale des—du district de Québec. Voir *Bills*, 176, 103.

CRÉDIT MUNICIPAL CANADIEN :—Loi constituant en corporation le—. Voir *Bills*, 59.

CROSS, ALEXANDER :—Loi définissant plus clairement les pouvoirs des exécuteurs des testament et codicile de feu l'honorable—. Voir *Bills*, 23.

DAIGNEAUX, PAUL :—Loi l'admettant à la profession d'arpenteur. Voir *Bills*, 70.

DAUTH, I. ALFRED :—Loi l'admettant au nombre des médecins. Voir *Bills*, 34.

DECOURCY, P. :—Voir *Documents*, item 60.

DEGUISE, CHS :—Voir *Documents*, item 61.

DEMERS, HERMÉNÉGILDE, C. :—Loi l'admettant à la profession de pharmacien. Voir *Bills*, 54.

DEMERS, MADAME:—Voir *Documents*, item, 62.

DÉPARTEMENTS:—Voir *Documents*, item, 63.

DÉPUTÉS:

1. Prennent leur siège, 6.
2. Député démissionne comme membre d'un comité, 173.
3. Député substitué à un autre comme promoteur d'un bill, 247.
4. Loi relative à l'élection des députés à l'Assemblée législature. Voir *Bills*, 2.

DETTE, CONVERSION DE LA:—Voir *Documents*, items 64 et 65.

DETTE:—Résolutions concernant la—de la province, 421; comité, 425; rapportées, lues 1ère fois, 427; amendement et sous-amendement proposés, adoptés, autre sous-amendement proposé, question d'ordre, 446; M. l'Orateur déclare la question d'ordre non-fondée, 449; sous-amendement adopté sur division, 449; autre sous-amendement adopté sur division, 450; amendement et question principale adoptés, 2ème lecture, 451; bill présenté, 452. Voir *Bills*, 11.

—Loi concernant la dette de la province. Voir *Bills*, 11.

Voir *Documents*, item 66.

DIVERS EN GÉNÉRAL:—Voir *Documents*, item 67.

DOBBIN, JOSEPH PATRICK:—Loi l'admettant à la pratique de la médecine. Voir *Bills*, 104.

Documents par ordre alphabétique :	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
MIS DEVANT LA CHAMBRE :—Relatifs à—		
REMARQUE —Le chiffre à gauche du document n'est pas le numéro de ce document, mais, est mis comme numéro de référence.		
1. <i>Agriculture</i> :—Rapport du Commissaire de l'—, pour 1902.....(<i>Document No 3</i>)	Par ordre du Lieut.-Gouv.	12

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<p>2. <i>Aliénés</i> : — Copie du contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les révérendes Sœurs de la Providence pour l'entretien des aliénés à l'Asile St-Jean de Dieu, en date du 18 mars 1897. (<i>Document No 79</i>).</p>	Par ordre 173	181
<p>3. <i>Aliénés</i> :—Etat indiquant, comté par comté, les sommes réclamées par le gouvernement des différents comtés de la province pour l'entretien des aliénés, avec mention, en chaque cas, des années pour lesquelles ces sommes sont réclamées, si ces comptes du gouvernement sont en tout ou en partie contestés.....(<i>Document No 118</i>).</p>	Par ordre 266	283
<p>4. <i>Arbitrage</i> :—Jugement du comité judiciaire du Conseil Privé, en Angleterre, sur l'appel touchant l'arbitrage entre la Puissance du Canada, la province d'Ontario et la province de Québec, en vertu de l'acte 54 Vict, chap. 4. (<i>Document No 107</i>).</p>	Ordre 32	259
<p>5. <i>Arbitrage</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Arbitrage (54 Victoria, ch. IV); \$2,800.00, à la page 11 de l'état des recettes et des dépenses de la province de Québec. (<i>Document No 150</i>).</p>	Par ordre 108	430
<p>6. <i>Archer & Cie</i> :—Documents et comptes en détail se rapportant à l'item : Archer & Cie, charbon, \$1143.03, mentionné à la page 144 des comptes publics de cette province. (<i>Document No 60</i>).</p>	Par adresse 121	153
<p>7. <i>Arpentages</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Arpentages, \$50,000.</p>	Par ordre 119	

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
8. <i>Arpin, Chs</i> :—Documents se rapportant à la destitution de Charles Arpin comme shérif du district d'Iberville.	Par adresse 158	
9. <i>Arrondissements scolaires</i> :— Documents au sujet de la formation d'arrondissements scolaires dans la paroisse de Saint-Louis de Pintendre, dans le comté de Lévis, et de l'annexion subséquente du même territoire, pour les fins d'école, à celui de la paroisse de Notre-Dame-des-Victoires. (<i>Document No 144.</i>)	Par adresse 267	376
10. <i>Assurance mutuelle de Montmagny</i> :— Etats et rapports faits par la compagnie d'Assurance Mutuelle de Montmagny, depuis le 31 août 1897 au 31 août 1902.....(<i>Document No 137.</i>)	Par ordre 359	375
11. <i>Assurance sur la vie. Compagnies d'</i> :— Liste de toutes les compagnies d'assurance sur la vie, faisant affaire dans la province de Québec, en vertu de la loi 68 Victoria, chapitre 13, et le montant payé par chacune d'elle au gouvernement de cette province, en vertu de cette loi.	Par ordre 408	
12. <i>Atlantique Québec et Occidental</i> :—Documents au sujet de la mise en vigueur de l'Acte I Édouard VII, chapitre 63, intitulé: Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental. (<i>Document No 48</i>)	Par adresse 106	136
13. <i>Atlantique, Québec et Occidental</i> :—Requête et correspondance au sujet de l'extension du délai pour la construction du chemin de fer dit l'Atlantique, Québec et Occidental et au sujet d'aucune demande de subsides par cette compagnie.....(<i>Document No 115.</i>)	Par ordre 187	282

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
14. <i>Bâtisses publiques</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Loyers, assurances, réparations des bâtisses publiques, généralement, \$52,693.72. (Document No 106).	Par ordre 108	255
15. <i>Bâtisses publiques</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Taxes sur les bâtisses publiques dans la cité de Québec, \$7,594.00, à la page 9 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec. (Document No 46).	Par ordre 109	125
16. <i>Beauport, Asile de</i> :— Documents en rapport avec le contrat pour l'entretien des aliénés à l'Asile de Beauport, dont il est question dans le discours du Trône.....(Document No 36.)	Par adresse 33	118
17. <i>Beauport, Asile de</i> :— Copie de tous comptes présentés par le notaire V.-W. Larue au gouvernement de la province de Québec, pour réception de l'acte de vente de l'asile de Beauport par le sénateur Landry et autres, aux Sœurs de la Charité de Québec. (Document No 116.)	Par ordre 222	283
18. " <i>Belmont Retreat</i> :"—Document en rapport avec le paiement fait à la " Belmont Retreat " de la somme de \$1000, mentionné à la page 256 des comptes publics de cette province, pour 1902. (Document No 69.)	Par adresse 120	175
19. <i>Bibliothécaire conjoint</i> :—Copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents se rapportant à la nomination d'un bibliothécaire-conjoint pour la bibliothèque de cette Législature.....(Document No 18.)	Adresse de la dernière session	15

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
20. <i>Bibliothèque</i> :—Rapport des bibliothécaires de la Législature pour 1902-3.	111ème règle	19
21. <i>Billets de location</i> :—Requêtes, résolutions et correspondance, depuis le 5 mars 1903 jusqu'à ce jour, au sujet de l'émission des billets de location, et de l'époque où les lots vendus à des colons devront être retirés de la licence de coupe de bois.	Par adresse 452	
22. <i>Boilard</i> :—Déclaration du demandeur et du jugement de la cour supérieure du district de Québec, renvoyant l'action d'un nommé Boilard contre la compagnie du Pont de Québec et la cité de Québec..(<i>Document No 131.</i>)	Par ordre 305	317
23. <i>Bois de cèdre</i> :—Arrêtés du conseil depuis 1878, inclusivement, touchant le droit de couper, par les porteurs de licences, le bois de cèdre et la fabrication de bardeaux de cèdre en cette province.....(<i>Document No 41.</i>)	Par adresse 61	124
24. <i>Bois de la Couronne</i> :—Arrêtés du conseil depuis 1878, inclusivement, fixant le diamètre minimum du bois que les porteurs de licences ont droit de couper sur les limites sous licences. (<i>Document No 42.</i>)	Par adresse 61	124
25. <i>Bois de pulpe</i> :—Requêtes, résolution et correspondance depuis le 5 mars dernier jusqu'à ce jour, au sujet du tarif sur le bois de pulpe, de la conversion du bois en pulpe ou en papier et l'exploitation de ce bois.	Par ordre 453	
26. <i>Budgets</i> :—Budget supplémentaire des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1902 et budget des dépenses pour l'année financière 1903. (<i>Document No 1.</i>)	Message	220

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
27. <i>Cablegrammes à Londres</i> :—Documents en rapport avec le paiement de \$500 pour câblegrammes à Londres. (<i>Document No 73.</i>)	Par ordre 122	175
28. <i>Cannon, L.-A.</i> :—Documents en rapport avec le paiement fait à M. L.-A. Cannon, de \$486.82, mentionné à la page 215 des comptes publics de la province.....(<i>Document No 128.</i>)	Par adresse 120	301
29. <i>Cercles agricoles</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item: Cercles agricoles et améliorations des chemins, \$35,000, à la page 5 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec.	Par ordre 109	
30. <i>Chasse, permis de</i> :—Etat indiquant les noms des personnes qui ont eu des permis de chasse en vertu de la loi de la chasse, depuis le 1er juillet 1901, etc., etc.	Par ordre 397	
31. <i>Chemins à barrières de l'île Jésus</i> :—Etat des affaires de la Compagnie des—, (<i>Document No 10.</i>)	Par acte	35
32. <i>Chemins à barrières de Montréal</i> :—Etat détaillé des recettes et des dépenses de la commission des chemins à barrières de Montréal, depuis le 30 décembre 1896.....(<i>Document No 90.</i>)	Par ordre 83	235
33. <i>Chemins de Colonisation</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item: Chemin de colonisation, \$90,000. (<i>Document No 72.</i>)	Par ordre 119	175
34. <i>Chemins de fer; Statistiques</i> :—Rapport et statistiques de certaines compagnies de chemin de fer au 30 juin 1902, conformément à l'article 5176 des S. R. P. Q. et suivants..(<i>Document No 75.</i>)	Statut	174

DOCUMENTS :— <i>Suite</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
35. <i>Chemins de fer, Subsidés aux</i> :—Correspondance échangée entre toutes personnes et la Commission de Colonisation au sujet de subsides par les compagnies de chemin de fer, et notamment au sujet de la construction d'un chemin de fer dans le comté de Dorchester.....(<i>Document No 119</i>).	Par ordre 49	316
36. <i>Chemins de fer subventionnés</i> :—Rapports pour l'année expirant le 30 juin 1902, indiquant les recettes et frais d'exploitation des chemins de fer qui ont été subventionnés par la Législature de Québec, conformément aux dispositions de l'acte de la Législature de Québec, 1 Edouard VII, chapitre 2. (<i>Document No. 55</i>).	Par ordre du Lieut-Gouv.	174
37. <i>Chemins de fer, Subventions aux</i> :—Arrêtés du conseil, rapports et correspondance depuis le 10 mars 1902, ayant trait à des demandes de subventions pour chemins de fer. (<i>Document No. 38</i>).	Par adresse 41	113
38. <i>Chemin de fer Sud-Est</i> :—Documents en la possession du gouvernement, concernant la mise en opération de la ligne du chemin de fer sud-est entre Acton et Sorel, depuis le 14 mars 1902 (<i>Document No 155</i>).	Ordre 409	449
39. <i>Chemin de fer sur la rive sud du St-Laurent</i> :—Requêtes et correspondance depuis le 26 mars 1902, au sujet du parachèvement de la construction d'un chemin de fer sur la rive sud du fleuve St-Laurent, spécialement dans les comtés de Yamaska, Nicolet et Lotbinière.....(<i>Document No. 114</i>).	Par ordre 187	282

UMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
40. <i>Chemins ruraux</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Amélioration des chemins ruraux \$6,000, à la page 7 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec.	Par ordre 108	
41. <i>Chemins ruraux</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et l'Union des Municipalités Canadiennes, relativement à l'administration des chemins ruraux. (<i>Document No 134</i>).	Par ordre 260	386
42. <i>Chouinard, H.-J.-J.-B.</i> :—Documents en rapport avec l'achat par le gouvernement du livre en voie de publication par M. H.-J.-J.-B. Chouinard au sujet des fêtes de la Saint-Jean-Baptiste. (<i>Document No 148</i>).	Par adresse 371	398
43. <i>Club Nonantum</i> :—Documents relatifs aux difficultés survenues entre les colons du lac des Commissaires et le club Nonantum.	Par ordre 466	
44. <i>Collin, Rémi</i> :—Correspondance relative à une réclamation de Rémi Collin, colon de Ste-Lucie, comté de Terrebonne.	Par ordre 49	
45. <i>Colonisation</i> :—Arrêtés en conseil passés depuis la dernière session en rapport avec la distribution et la dépense des deniers de colonisation et, aussi, pour un état démontrant la distribution, comté par comté, des octrois votés pour la colonisation pour l'année courante.....(<i>Document No 31</i>).	Par adresse 54	90
46. <i>Colonisation et Industrie forestière</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Commission pour aider à l'avancement de la colonisation		

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNES.	PRÉ- SENTÉS.
et au développement de l'industrie forestière, \$4,150.00, page 11 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec.....(<i>Document No 100</i>)	Ordre 119	254
47. <i>Colonisation et travaux publics</i> :—Rapport du Commissaire de la—de la province de Québec, pour 1902 (<i>Document No 8</i>).	Par ordre du Lieut-Gouv.	12
48. <i>Colons</i> :—Copie des instructions données aux agents des terres de la Couronne, leur enjoignant de refuser de vendre certaines terres aux colons ou à certains colons.....(<i>Document No 121</i>).	Par ordre 122	301
49. <i>Commission de Colonisation</i> :—Documents en rapport avec la première et la seconde Commission de Colonisation, et aussi, pour production d'un état des dépenses encourues par la première commission et la seconde, jusqu'à date.	Par adresse 32	
50. <i>Commission d'Economie intérieure de l'Assemblée législative</i> :—Rapport du Conseil Exécutif concernant cette Commission.....(<i>Documents Nos 16, 16a</i>).	Message	11, 38
51. <i>Compagnie d'Exposition de Montréal</i> :—Copie du jugement du 15 février 1902, et de tous documents en rapport avec le paiement de \$18,004 29, fait à la "Montreal Exposition Company."	Par ordre 119	
52. <i>Comptes en suspens</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Comptes en suspens, \$11,000, à la page 7 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec. (<i>Document No 109</i> .)	Par ordre 110	259

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
53. <i>Comptes publics</i> :—Etat des—de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1902...(<i>Document No 2</i>).	Par ordre du Lieut-Gouv.	12
54. <i>Conférence interprovinciale</i> :—Etat détaillé se rapportant à l'item de \$860.50 pour la conférence interprovinciale. (<i>Document No 124</i>).	Par ordre 258	302
55. <i>Conseil d'Agriculture</i> :—Copie des minutes de la dernière assemblée du conseil d'agriculture de la province de Québec.	Par ordre 222	
56. <i>Contingents</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Contingents, \$30,050.	Par ordre 107	
57. <i>Corporations commerciales</i> :—Liste des corporations commerciales sujettes à la taxe directe en vertu de la loi 59 Vict., chap. 15 et de la loi 63 Vict, chap. 13.	Ordre 33	
58. <i>Corporations municipales</i> :—Etat tabulaire (art. 4619 S. R.) des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des—, au Secrétaire de la Province. (<i>Document No 15</i> .)	Statut	11
59. <i>Corriveau P, et Arthur Lachance</i> :—Documents en rapport avec le paiement de \$184, mentionné à la page 246 des comptes publics de cette province, pour 1902, et aussi en rapport avec le paiement de \$304.60, mentionné à la page 245 des dits comptes publics, comme ayant été payés à messieurs Philéas Corriveau et Arthur Lachance.....(<i>Document No 111</i> .)	Par adresse 120	282
60. <i>De Courcy, P.</i> :—Documents en rapport avec le paiement de \$3,267.76 fait à P. de Courcy..(<i>Document No 91</i> .)	Par ordre 123	235

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
61. <i>DeGuise, Chs</i> :—Compte en détail de Charles DeGuise, écuyer, avocat, au montant de \$400, en rapport avec la collection des arrérages des censitaires de la seigneurie de la Vacherie. (Document No 156.)	Par ordre 295	502
62. <i>Demers, Madame L.-J.</i> :—Documents en rapport avec la contestation faite par le gouvernement, de la réclamation de Madame Demers contre la succession de L. J. Demers, insolvable, et l' <i>Evénement</i>.....(Document No 68.)	Par ordre 135	174
63. <i>Départements, Administration des</i> : — Arrêtés en conseil réglémentant la régie, la direction et l'administration des départements...(Document No 132.)	Par adresse 276	330
64. <i>Dette, Conversion de la</i> : — Arrêtés en Conseil, correspondance, etc., depuis le 11 mai 1897, relatifs à la réduction des obligations de la province, soit pour la dette consolidée, soit pour la dette flottante, etc, etc.	Par adresse 100	
65. <i>Dette, Conversion de la</i> :—Arrêtés du conseil, contrats, correspondance, depuis le 4 décembre 1901, au sujet de la conversion de la dette de la Province.....(Document No 103).	Par adresse 222	255
66. <i>Dette publique.</i> : — Arrêtés du conseil, contrats et correspondance, depuis le 29 décembre 1897, au sujet de la conversion de la dette autorisée par le statut 60 Vict., chap. 2. (Document No 21.)	Par adresse de la dernière session	15
67. <i>Divers en général</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Divers en général, \$11,380.73, à la page 11 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec.. (Document No 67.)	Par ordre 108	174

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
68. <i>Droits de coupe de bois</i> :— Documents en rapport avec la diminution des droits de coupe sur le bois exporté aux Etats-Unis ou ailleurs. (<i>Document No 40</i>).	Par adresse 49	164
69. <i>Droits de coupe de bois</i> :— Documents en rapport avec la diminution de droits de coupe de bois qui peut avoir été faite par le gouvernement, en faveur de toutes personnes ou compagnies possédant des limites à bois dans cette province, depuis trois ans.	Par adresse 186	
70. <i>Ecole de Réforme</i> :— Documents et correspondance se rapportant au contrat pour l'Ecole de Réforme dont il est question dans le discours du Trône. (<i>Document No 25</i>)	Par ordre 34	49
71. <i>Ecoles dans les municipalités pauvres</i> :— Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Ecoles dans les municipalités pauvres, \$13,000 à la page 5 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec (<i>Document No 63</i>).	Par ordre 106	160
72. <i>Ecoles du soir</i> :— Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Ecoles du soir \$10,621.74, à la page 5 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec.....(<i>Document No 56</i>).	Par ordre 106	152
73. <i>Ecoles élémentaires</i> :— Etat détaillé de la somme de \$46,001.23, mentionnée dans les comptes publics, pour 1902, comme ayant été dépensée en vertu de l'article 60 Victoria, chapitre 3, (écoles élémentaires). (<i>Documents Nos 51, 71</i>).	Par adresse 41	151, 175

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
74. <i>Ecoles élémentaires</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Ecoles élémentaires (60 Vict., ch. 3), \$39,-308.57, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; Pour quelles raisons ces paiements ont été faits.....(<i>Document No 65</i>)	Par ordre 106	160
75. <i>Ecoles élémentaires protestantes</i> :—Etat indiquant le nombre total des écoles élémentaires protestantes dans la Province pour l'année 1901 et 1902, etc.	Par ordre 143	
76. <i>Ecole normale Laval</i> :—Documents en rapport avec l'item de \$10,000 pour l'Ecole normale Laval. (<i>Document No 83</i>).	Par ordre 119	181
77. <i>Ecole normale Laval des Ursulines de Québec</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Ecole normale Laval des Ursulines de Québec, département des Institutrices, \$2,193.09. (<i>Document No 44</i>).	Par ordre 111	124
78. <i>Ecoles modèles et académies</i> :—Copie du règlement affectant les écoles modèles et les académies, par l'addition d'une année supplémentaire au cours d'études suivi auparavant, etc., etc.	Par ordre 142	
79. <i>Ecoles supérieures</i> :—Lettre de J. A. Dresser, se plaignant de l'inspecteur des écoles supérieures, ainsi que copie de toutes résolutions, etc., adoptées ou reçues par le dit comité, relativement aux dites plaintes	Par ordre 143	
80. <i>Employés du département des Terres, Mines et Pêcheries</i> :—Etat démontrant quels sont les employés du département des Terres, Mines et Pêcheries		

DOCUMENTS.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
dont le salaire est actuellement sous saisie et faisant voir les noms des créanciers, le montant de leur créance, etc.....(Document No 125.)	Par ordre 267	302
81. <i>Enfants, Familles de douze</i> —: Copie de l'index alphabétique de toutes les familles de douze enfants qui ont bé- néficié de la loi 53 Victoria, chap. 16.	Ordre 359	
82. <i>Equitable, Compagnie d'assurance</i> —: Copie d'états et rapports de la com- pagnie d'assurance mutuelle "Equi- table" contre le feu. (Document No 136.)	Par ordre 359	375
83. <i>Exposition, Terrain de l'</i> —: Etat démon- trant s'il y a une partie du terrain de l'exposition de Montréal qui a été vendue depuis le 30 juin 1897, etc.	Ordre 141	
4. <i>Forêts</i> —:Etat détaillé des sommes payées à même l'item: Protection des forêts, \$17,000.....(Document No 50.)	Par ordre 108	137
85. <i>Gatineau-Nord et Ottawa-Supérieur</i> —: Documents concernant l'agence des terres de la Couronne de Gatineau- Nord et Ottawa-Supérieur, et faisant voir pourquoi il paraît y avoir quatre employés payés par la province, au chiffre de \$4465.71, tel qu'il appert à la page 203 des comptes publics, pour le dernier exercice financier. (Document No 122.)	Par adresse 121	301
86. <i>Gaynor et Greene</i> —:Etat des dépenses encourues par la police provinciale en rapport avec J.-F. Gaynor et B.-D. Greene et faisant voir par qui ces dépenses ont été payées. (Document No 80.)	Par ordre 54	90

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
87. <i>Gaynor et Greene</i> :—Documents en rapport avec John-F. Gaynor et Benjamin-D. Greene, et au sujet des procédures en extradition qui ont été prises contre eux .....(<i>Documents Nos 34, 35</i>).	Par adresse 49	90,100
88. <i>Gazette Officielle</i> :—Rapport du Conseil Exécutif concernant la distribution de la.....(<i>Document No 13</i>).	Message	11
89. <i>Gingras, Jos.</i> :—Documents et comptes en détail ayant rapport à l'item : Jos. Gingras, charbon, \$1,400.17, mentionné à la page 144 des comptes publics de cette province....(<i>Document No 62</i>).	Par adresse 120	153
90. <i>Guilbault et Chauret</i> :—Documents en rapport avec le paiement fait à MM. Guilbault et Chauret, d'une somme de \$1,000, pour le pont entre Ste-Geneviève et l'île Bizard, mentionné à la page 259 des comptes publics de cette province, pour 1902. (<i>Document No 102</i>).	Par adresse 120	255
91. <i>Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur</i> :—Documents en rapport avec la demande d'augmentation d'octroi faite par l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur.	Par ordre 106	
92. <i>Hull</i> :—Documents en rapport avec l'item : Palais de Justice de Hull, \$3,151.09.....(<i>Document No 77</i>).	Par ordre 122	180
93. <i>Hygiène, Bureau provincial d'</i> — : Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Bureau Provincial d'Hygiène, \$1,500, à la page 11 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec.....(<i>Document No 128</i>).	Ordre 110	317
94. <i>Impressions</i> :—Etat continuant et complétant jusqu'à ce jour, le document sessionnel No 96, intitulé : "Statement of accounts for printing paid by the		

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
government to the different persons or companies who owned newspapers for fiscal years 1891-1892. to 1896-1897." (<i>Document No 126</i>)	Par ordre 276	302
95. <i>Impressions</i> :—Comptes d'impressions produits par la Compagnie d'Imprimerie du <i>Soleil</i> , par M. Ernest Pacaud. et par l'établissement du <i>Herald</i> , de Montréal, depuis la dernière session. (<i>Document No 84</i>).	Par ordre 84	192
96. <i>Impressions</i> :—Comptes d'impressions payés par le gouvernement aux diverses personnes ou compagnies propriétaires de journaux depuis 1892 à 1897.....(<i>Document No 96</i>).	Par ordre 49	235
97. <i>Impressions</i> :—Etat de tous les comptes d'impressions payés par le gouvernement depuis 1897, jusqu'à ce jour, aux diverses personnes ou compagnies propriétaires de journaux et de tous comptes payés aux mêmes personnes ou compagnies pour reliure.	Par ordre 55	
98. <i>Impressions</i> :—Documents faisant voir les sommes payées aux propriétaires de journaux : "Le Soleil", le "Daily Telegraph", le "Herald" ou à leurs propriétaires, pendant l'exercice financier 1902.....(<i>Document No 138</i>).	Par ordre 122	376
99. <i>Impressions</i> :—Soumissions, lettres et documents reçus par le gouvernement en rapport avec les impressions du Journal d'Agriculture et des autres documents officiels.	Par ordre 372	
100. <i>Imprimeur du Roi</i> :—Rapport de l'—. (<i>Document No 12</i>).	Message	10

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
101. <i>Industriels, Etablissements</i> —: Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Acte des Etablissements Industriels de Québec, \$7,785.06, à la page 11 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec. (Document No 55).	Ordre 110	152
102. <i>Institutions littéraires, de bienfaisance, hôpitaux, etc., etc.</i> :—Rapports annuels, etc., des institutions mis devant la Chambre..... (Document No 11).	35, 67, 128, 307, 378	
103. <i>Instruction publique</i> :— Rapport du Surintendant de l'— pour l'année 1901-1902.. (Document No 9)	Par ordre du Lt-Gouv.	100
104. <i>Instruction publique</i> :—Copie de toutes communications adressées par l'Association des instituteurs protestants au département de l'Instruction publique ou au comité protestant depuis les cinq dernières années. (Document No 113).	Par ordre 142	282
105. <i>Instruction publique</i> :—Liste des livres approuvés par le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique et copie des cours d'études, avec les noms des auteurs ou compilateurs et des éditeurs des livres, qui en fait partie. (Document No 94).	Par ordre 142	235
106. <i>Instruction publique</i> :— Copie donnant les noms du président et des membres du sous-comité du comité protestant du conseil de l'Instruction publique qui ont recommandé les nominations d'assistants-examineurs pour les examens scolaires du mois de juin, pendant les quatre dernières années. Noms de ces assistants-examineurs. Copie des règlements concernant ces examens (Document No 117.)	Par ordre 142	283

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
107. <i>Instruction publique</i> :—Etat des dépenses contingentes du comité protestant du conseil de l'Instruction publique et des dépenses faites depuis les cinq dernières années sur le fonds du règlement des biens des jésuites.	Par ordre 141	
108. <i>Instruction publique</i> :—Copie de la lettre du rév. E. S. Howard adressée au département de l'Instruction publique, des rapports du secrétaire et du sous-comité, le tout tel que rapporté à une assemblée du comité protestant de l'Instruction publique.	Par ordre 143	
109. <i>Instruction publique</i> :—Copie de la lettre du département de l'Instruction publique adressée au Dr Peterson, le 27 septembre 1900, et copie de la réponse du Dr Peterson, et copie des documents relatifs au fonds des licences de mariages.....(<i>Document No 95</i>)	Par ordre 142	235
110. <i>Instruction publique</i> :—Etat des dates des nominations des membres du comité protestant du conseil de l'Instruction publique, de leur profession et résidence, et du nombre des instituteurs et institutrices sans diplôme employés dans les écoles publiques protestantes en 1901-1902 et 1902-1903. (<i>Document No 93</i>).	Par ordre 142	235
111. <i>Instruction publique</i> :—Copie d'une lettre de M. W. J. Messenger demandant, au nom de certains principaux, une modification au cours d'études dans les académies et écoles modèles, ainsi que copie de toutes résolutions, correspondance ou rapports reçus à ce sujet par le dit comité ou par tout sous-comité.	Par ordre 143	

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
112. <i>Jésus, Pont sur la rivière</i> —: Documents au sujet d'un subside à être accordé par le gouvernement pour la reconstruction d'un pont, sur la rivière Jésus..... (Document No 147).	Par ordre 334	398
113. <i>Kamouraska</i> :—Documents en rapport avec l'item de \$950: Palais de Justice de Kamouraska, page 157 des comptes publics.... (Document No 81).	Par ordre 122	181
114. <i>Lac-Mégantic, Bureau d'enregistrement au</i> —: Documents en rapport avec la demande faite au gouvernement, par le conseil du comté du Lac Mégantic, de rembourser la dite municipalité du comté de ce qu'elle a payé pour l'organisation du bureau d'enregistrement au Lac-Mégantic. (Document No 152).	Par ordre 335	431
115. <i>Lacs</i> :—Documents concernant la location des lacs dans les comtés de Terrebonne et Ottawa....(Document No 133).	Par ordre 33	336
116. <i>Lafleur, McDougall et MacKay</i> :—Copie de l'opinion de Lafleur, McDougall et MacKay pour laquelle le gouvernement paraît avoir payé cent dollars et qui réfère au droit d'imposer des taxes sur les transferts de stocks. (Document No 151).	Par ordre 253	431
117. <i>Lajoie, Alfred</i> :—Documents et correspondance échangée entre le gouvernement, la société de colonisation et toutes personnes, à propos de l'octroi d'un billet de location pour le lot No 23 du deuxième rang du canton Dolbeau, en faveur de Alfred Lajoie, etc..... (Document No 143.)	Par adresse 277	376

CUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
118. <i>Lamontagne, Théodore</i> : — Documents en rapport avec les 447 milles carrés de limites à bois possédés par M. Théodore Lamontagne, sur la côte du nord, et faisant voir ce qu'il est advenu de ces limites depuis que M. Lamontagne en est le propriétaire. (<i>Document No 89</i>).	Par adresse 141	234
119. <i>Larose, Louis</i> : — Documents et comptes en détail relativement à l'item : Louis Larose, réparer avenues, etc., \$406.98, page 146 des comptes publics de la Province..... (<i>Document No 59</i>)	Par adresse 121	153
120. <i>Laval, Ecole Normale</i> : — Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Ecole Normale Laval, chemin Ste-Foye, annexe, \$28,250.68, à la page 9 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec..(<i>Document No 45</i>).	Par ordre 109	125
121. <i>Limites à bois</i> : — Etat des limites à bois vendues ou sous licence, dans la province de Québec; les noms des acheteurs primitifs, des propriétaires actuels, des dates et prix d'achats. (<i>Document No 22</i>).	Ordre de la dernière session	25
122. <i>Limites de bois</i> : — Copie de tous arrêtés du conseil depuis le 1er juin 1901, inclusivement, au sujet du tarif pour la rente foncière, les droits de coupe et la prime sur les transferts de limites, et rapports et correspondances à ce sujet, depuis la même date. (<i>Document No 43</i>).	Par adresse 61	124
123. <i>Loupret, Madame</i> : — Documents ou comptes en détail, en rapport avec le paiement fait à madame Loupret, \$1,200, page 258 des comptes publics de la province de Québec, pour 1902. (<i>Document No 110</i>)	Par adresse 120	282

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
124. <i>Magistrats de districts</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Dépenses de voyage des magistrats de districts, \$6,599.11...(Document No 129).	Par ordre 111	316
125. <i>Magistrats de districts. Salaire des</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Salaire des magistrats de districts, \$10,938.82. (Document No 105).	Par ordre 110	255
126. <i>Malbaie</i> :—Documents en rapport avec l'item : Palais de Justice et prison de la Malbaie, \$2,424.08. (Document No 88).	Par ordre 122	192
127. <i>Mandats spéciaux</i> :—Etats des mandats spéciaux (Art. 785 S. R. Q.) préparés par l'auditeur.	Statut	20
128. <i>Matane</i> :—Documents et lettres patentes au sujet de l'incorporation d'une compagnie de mines dans le comté de Matane, dans la paroisse de Matane.....(Document No 47).	Par adresse 121	136
129. <i>Matane, Rivière</i> :—Documents relatifs aux difficultés qui ont existé entre le Dr Bouillon et le colonel Irwin, concernant le droit de pêche dans la rivière Matane.	Par ordre 502	
130. <i>McCarthy</i> :—Documents en rapport avec la nomination du sergent McCarthy comme chef de la police provinciale, et copie de toutes plaintes faites contre le dit sergent McCarthy et des affidavits et déclarations solennelles à l'appui des dites plaintes. (Document No 142.)	Par adresse 334	376
131. <i>McGill, Ecole Normale</i> :—Etat indiquant le nombre de professeurs, d'élèves, leurs noms, etc., etc.	Par ordre 142	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
132. <i>McGoun et England</i> :—Documents en rapport avec l'item : Paiement fait à —\$1,299.00. ....(<i>Document No 99.</i>)	Par ordre 123	254
133. <i>Mérite agricole</i> :— Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Mérite Agricole Provincial, \$3,500, à la page 7 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec.	Par ordre 107	
134. <i>Missisquoi, Pêcheries dans la baie de</i> :— Correspondance, requête et documents relativement aux pêcheries dans la baie de Missisquoi.	Par ordre 431	
135. <i>Moisie, Rivière</i> :— Documents en rapport avec la rivière Moisie.	Par adresse 186	
136. <i>Montigny. Canton de</i> :— Documents et correspondance échangée entre le gouvernement et les colons du canton de Montigny, dans le comté d'Ottawa, concernant les difficultés survenues entre les dits colons et les détenteurs ou propriétaires de limites à bois, dans le dit canton.....(<i>Document No 17.</i>)	Adresse de la dernière session	15
137. <i>Nemtoyé</i> :— Documents quelconques au sujet des difficultés survenues entre les colons de Nemtoyé et la compagnie qui a acheté les limites à bois de MM. King Brothers, et aussi copie de toutes lettres écrites et reçues par les membres de la Commission de Colonisation, à ce sujet. (<i>Documents Nos 66, 135, 135a.</i>)	Par adresse 40	160, 375, 415
138. <i>Nicolet</i> :— Correspondance au sujet de toutes réclamations du gouvernement contre le comté de Nicolet pour l'entretien des aliénés. (<i>Document No 92.</i>)	Par ordre 187	235.

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
139. <i>Nord, Pont sur la rivière du -</i> : Documents et correspondance échangée entre le gouvernement et toute personne, en rapport avec la construction projetée d'un pont sur la rivière du Nord, en la ville de Saint-Jérôme. (<i>Document No 157.</i>)	Par ordre 334	502
140. <i>Officiers publics</i> :—Etat des cautionnements donnés par les—, depuis le 21 février 1902 jusqu'au 21 février 1903, inclusivement. (Art. 633. S. R. Q.) (<i>Document No 28.</i>)	Statut	67
141. <i>Orateur du Conseil législatif</i> :—Etat détaillé du coût des réparations, agrandissements, ameublements, etc., en rapport avec les appartements de l'Orateur du Conseil législatif. (<i>Document No 80.</i>)	Par ordre 83	181
142. <i>Ottawa</i> :—Documents en rapport avec l'item : Palais de Justice et prison d'Ottawa, \$17,116.83. (<i>Document No 78.</i>)	Par ordre 119	180
143. <i>Ottawa, Division du comté d'</i> —: Requêtes, lettres, copie des résolutions des conseils des comtés de Wright et de Labelle formant le comté d'Ottawa, et des résolutions des conseils des municipalités comprenant les dits comtés de Wright et de Labelle, au sujet de la division du comté d'Ottawa. (<i>Document No 159.</i>)	Par ordre 399	
144. <i>Ottawa, Rivière d'</i> —: Documents et correspondance échangée entre le gouvernement et toutes personnes concernant la vente de cette partie du lit de la rivière Ottawa connue sous le nom de "Brigham's Creek" ou "Brewery Creek," à la cité de Hull.	Adresse 371	

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
145. <i>Palais de Justice de Montréal</i> :—Etat donnant : 1. Les noms de tous les employés permanents et surnuméraires du palais de justice de Montréal, avec le montant de leur salaire respectif; 2. Le montant des recettes provenant de chaque département, durant l'année fiscale terminée le 30 juin 1902; 3. Les noms des employés qui ont eu une augmentation de salaire depuis cinq ans, avec la date et le montant de cette augmentation.	Par ordre 295	
146. <i>Palais de Justice de Québec</i> :—Etat donnant : 1. Les noms de tous les employés permanents et surnuméraires du palais de justice de Québec; 2. Le montant des recettes provenant de chaque département du palais de justice, Québec, durant l'année fiscale terminée le 30 juin 1902.	Par ordre 295	
147.— <i>Palais de justice et prisons</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Réparations des palais de justice et des prisons, \$14,492.77. (<i>Document No 54</i>).	Par ordre 107	152
148. <i>Parc National des Laurentides</i> :—Etat détaillé de la somme de \$3,000, dépensée pour le Parc National des Laurentides, du 1er juillet 1902 au 28 février 1903.....(<i>Document No 158</i>).	Par ordre 334	502
149. <i>Parc National des Laurentides</i> :—Etat détaillé de la somme de \$1,626,00, mentionnée à la page 12 du rapport du ministre des Terres, Mines et Pêcheries, pour 1902, comme étant le revenu provenant de ce parc (<i>Document No 146</i>).	Par ordre 354	398

UMENTS :—*Suite.*

150. *Parent, François* : — Documents et comptes en détail, relativement aux items : François Parent, poser une chaîne, etc., \$1.123.05, et pavage, etc., \$1,837.41, page 146 des comptes publics de cette Province.
(*Document No 82*).

Par adresse
121

181

151. *Parent, l'hon. S. N.* : — Documents, comptes en détail et ordres en conseil relativement à l'item de \$650, page 218 des comptes publics pour 1902, comme ayant été payé à l'honorable S. N. Parent, Premier Ministre, pour dépenses de voyage. (*Document No 74*).

Par adresse
121

175

152. *Pauzé* : — Documents et correspondance en rapport avec les travaux de peinture qui ont été faits à Montréal, au palais de justice, par un nommé Pauzé ; aussi, copie de toutes les soumissions qui ont été demandées à ce sujet et copie du contrat qui a été fait avec M. Pauzé.....(*Document No 39*).

Par ordre
34

124

153. *Pêcheries* : — Arrêtés du conseil, rapports et correspondance, depuis le 10 février 1902, entre le gouvernement de cette Province et celui du Canada, au sujet des droits de pêche, dans les eaux maritimes et fluviales et au sujet de toutes réclamations par le gouvernement de cette Province contre le gouvernement du Canada et ayant trait aux pêcheries.

Par adresse
41

154. *Pensions, service civil* : — Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Pensions, service civil, \$29,651.05.
(*Document No 127.*)

Par ordre
111

316

DOCUMENTS :—*Suite.*

155. *Pont de Québec* :—Liste des actionnaires de la compagnie du Pont de Québec et du montant souscrit par chacun d'eux, ce que chaque actionnaire a payé, ce que cette entreprise a coûté et faisant voir la provenance de l'argent avec lequel chaque item des dépenses a été payé, ce que le contracteur, M. P. Davis, a payé depuis qu'il a signé son contrat, soit au bureau de direction de la compagnie, soit à quelqu'un des officiers de la compagnie, soit à la société légale Fitzpatrick, Parent, Taschereau, Roy et Cannon; ou à l'un quelconque de ses membres, etc., etc.

(*Document No 49.*)

ORDONNÉS.

PRE-
SENTÉS.

Par ordre
84

136

156. *Pont de Québec* :—Copie de la déclaration de l'action dans une cause pendante en cour supérieure et dans laquelle la compagnie du Pont de Québec est demanderesse et S. A. Demers, défendeur. (*Document No 37.*)

457

157. *Pont de Québec* :—Etat des sommes payées à même l'item : " Quebec Bridge Co.", subsides à la Cie du Pont de Québec, \$30,000. (*Document No 53.*)

Par ordre
107

151

158. *Pont de Québec* :—Documents en rapport avec les divers montants que la compagnie du Pont de Québec a reçus de la province jusqu'à ce jour.

(*Document No 37*)

Par ordre
62

113, 457

159. *Pont de Québec, Compagnie du* :—Contrat passé entre la compagnie du pont et M. P. Davis, produit dans la cause de la cour supérieure de ce district, dans laquelle la dite compagnie est demanderesse, et S. A. Demers, écr., défendeur.....(*Document No 38*).

Par ordre
61

90

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
160. <i>Pont de Québec</i> :—Déclaration de l'action dans une cause pendante, en cour supérieure, et dans laquelle la compagnie du pont de Québec est demanderesse, et S. A. Demers, écr., défendeur..... (Document No 140.)	Ordre 334	376
161. <i>Pont. rivière du Nord</i> :— Documents concernant un pont actuellement en construction sur la rivière du Nord, reliant les deux rives, en la ville de Saint-Jérôme..... (Document No 20).	Par ordre de la dernière session	15
162. <i>Pont Shaw</i> :—Documents et correspondance échangée entre le gouvernement et toute personne à propos du pont Shaw, dans la paroisse de Saint-Sauveur, comté de Terrebonne, depuis 1880..... (Document No 70).	Par adresse 141	175
162. <i>Pont Shaw</i> :—Documents et correspondance échangée entre le gouvernement et toute autre personne en rapport avec le droit de péage sur le pont Shaw, dans le comté de Terrebonne..... (Document No 153)	Par ordre 367	431
164. <i>Portage-du-Fort</i> :— Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Subsidés au pont du Portage-du-Fort, \$5,000.	Par ordre 110	
165. <i>Poursuites pour ventes de liqueurs, sans licence</i> :—Etat faisant voir: 1. Combien de poursuites pour ventes de boissons sans licence ont été intentées dans la province, depuis l'année 1900 inclusivement. 2. Quel est le nombre de causes qui ont été suspendues, et pourquoi elles l'ont été 3. Quelles sont celles dans lesquelles jugement n'a pas été exécuté, et pour quelles raisons tels jugements n'ont pas été exécutés.	Par ordre 55	

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
166. <i>Pouvoirs d'eau</i> :—Documents au sujet de la vente de pouvoirs d'eau dans ou près de la paroisse Notre-Dame-des-Anges, dans le comté de Portneuf, à des Américains, et faisant voir si ces pouvoirs d'eau ont été exploités et tout ce qui a eu lieu à ce sujet.	Par adresse 267	
167. <i>Prison de Montréal</i> :—Enquête tenue par M. Jodoin, en 1895, sur les employés de la prison de Montréal. (Document No 85.)	Par ordre 83	192
168. <i>Prisons et Asiles</i> :—Trente-deuxième rapport des inspecteurs des—de la province de Québec pour 1901. (Document No 4.)	Statut	12
169. <i>Procureur-Général</i> :— Documents en rapport avec l'item : Honorable Procureur-Général, frais de voyage \$350.00, page 2 des comptes publics. (Document No 120.)	Par ordre 122	301
170. <i>Pruneau, A. R. & Cie.</i> :—Documents en rapport avec l'item : A. R. Pruneau & Cie, charbon, \$447.00, page 144 des comptes publics de cette province..... (Document No 58).	Par adresse 120	152
171. <i>Recettes et dépenses</i> :—Etat détaillé des recettes et des dépenses de toutes sources depuis le 1er juillet dernier jusqu'au 1er mars 1903. (Document No 28).	Par ordre 34	83
172. <i>Recorders, Cours de</i> :—Documents relatifs à tout arrangement avec la cité de Montréal, pour ce qui concerne les amendes payées à la Cour des Recorders.....(Document No 98).	Adresse 32	254
173. <i>Secrétaire et Régistrare de la Province</i> :—Rapport du pour l'exercice finissant le 30 juin 1902 .(Document No 6).	Statut	12

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
174. <i>Secrétaires-trésoriers</i> :—Liste des greffiers ou secrétaires-trésoriers qui n'ont pas fait rapport annuel depuis 1888, suivant article 1152 des statuts refondus de la province de Québec et liste des amendes recouvrées de ce chef par le département du revenu.	Par ordre 33	
175. <i>Service civil</i> :—Copie des rapports du Conseil Exécutif concernant des nominations dans le—. (<i>Document No 14</i> .)	Message	11
176. <i>Shérifs</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item: Dépenses contingentes des shérifs, \$197,529.19. (<i>Document No 104</i> .)	Par ordre 107	255
177. <i>Shérif de Montréal, député</i> :—: Documents au sujet de la nomination du député-shérif à Montréal, et pour la production d'un état faisant voir pourquoi et au bénéfice de qui le salaire du député-shérif a été réduit à \$1400.00 ?..... (<i>Document No 27</i> .)	Par adresse 32	62
178. <i>Sociétés d'agriculture</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item: Sociétés d'agriculture, \$50,000, à la page 7 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec. (<i>Document No 64</i> .)	Par ordre 109	160
179. <i>Sociétés de secours mutuel</i> :—Liste des noms des différentes sociétés de secours mutuel et de bienfaisance, faisant affaires dans la province de Québec, qui ont déposé entre les mains de l'inspecteur des dites sociétés ou du Secrétaire de la Province, les rapports respectifs de leurs opérations, pour l'année expirée le 15 mars 1903. (<i>Document No 108</i> .)	Par ordre 222	259

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
180. <i>Sociétés de secours mutuel</i> :—Rapports transmis au gouvernement par l'inspecteur des sociétés de secours mutuel nommé en vertu de l'acte 62 Victoria, chapitre 32, depuis que le dit acte a été mis en opération. (<i>Document No 52</i>).	Par ordre 100	151
181. <i>Statistiques municipales</i> :—Statistiques et rapports municipaux pour 1901. (<i>Document No 8</i>).	Statut	12
182. <i>St-Nicholas</i> :—Documents se rapportant à la nomination de conseillers municipaux nommés par le Lieutenant-Gouverneur, depuis deux ans, dans la paroisse de St-Nicholas, dans le comté de Lévis. (<i>Document No 101</i>)	Par adresse 186	255
183. <i>Terres, Mines et Pêcheries</i> :—Rapport du Commissaire des—de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1902.....(<i>Document No 5</i>).	Statut	11
184. <i>Terres, Mines et Pêcheries</i> :—Etat détaillé, par chapitres distincts et séparés, de la somme de \$556,279.16, portée comme recettes des Terres, Mines et Pêcheries à l'état des recettes et paiements produit devant cette Chambre pour l'année courante. (<i>Document No 139</i>)	Par ordre 334	376
185. <i>Terres, Mines et Pêcheries</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Dépenses générales, département des Terres, Mines et Pêcheries, \$70,000, à la page 7 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec .....(<i>Document No 97</i>).	Par ordre 109	254

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
186. <i>Thibeault Jos.</i> :—Documents par rapport à l'item : Jos. Thibeault, travaux divers de menuiserie et de peinture, \$1,066.83, mentionné à la page 152 des comptes publics de la province, pour 1902.....(<i>Document No 87</i>).	Ordre 122	192
187. <i>Thivierge, Rév. M.</i> :—Documents au sujet d'un prêt d'argent fait par M. Thivierge, membre de la commission de colonisation, à M. Alarie, ex-employé du Secrétariat de la Province, et maintenant employé au greffe de la cour supérieure.....(<i>Document No 32</i>).	Par ordre 54	90
188. <i>Thivierge, Rév. M.</i> :—Documents produits au département des Terres, Mines et Pêcheries par le révérend M. Thivierge au sujet de dettes contractées envers lui par des employés de ce département.....(<i>Document No 86</i>).	Par ordre 62	192
189. <i>Travaux publics</i> :—Rapport général du ministre des—de la province de Québec pour 1902...(<i>Document No 7</i>).	Statut	12
190. <i>Trois-Rivières, Prison des</i> :—Documents en rapport avec l'item : Prison des Trois-Rivières, \$3,820 des comptes publics.....(<i>Document No 61</i>).	Par ordre 122	153
191. <i>Ursulines. Ecole Normale Laval des</i> :—Copie de l'arrangement portant la date du 25 août 1857, entre les Dames Ursulines de Québec et le gouvernement, au sujet de l'Ecole Normale Laval des Ursulines. (<i>Document No 141</i>).	Par ordre 334	376
192. <i>Vallée, Alexandre</i> :—Rapports faits sur la conduite de Alexandre Vallée, autrefois garde à la prison de Montréal, en 1895 et 1902, ainsi que de toute correspondance s'y rapportant. (<i>Document No 26</i>).	Par ordre 38	56

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
193. <i>Vallee, M.</i> :—Copie de tous arrêtés du conseil et autres documents se rapportant à la nomination de M. Vallée, géôlier à la prison de Montréal. (<i>Document No 151</i>).	Par adresse • 371	449
194. <i>Valleyfield</i> :—Documents en rapport avec l'item : Palais de Justice et prison de Valleyfield, \$17,788.15 (<i>Document No 57</i>).	Par ordre 119	152
195. <i>Valleyfield, Palais de Justice à</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et toute personne au sujet de la construction d'un palais de justice à Valleyfield....(<i>Document No 130</i>).	Par ordre 276	317
196. <i>Vincent & Cie</i> :—Documents au sujet des sommes d'argent payées soit à Joseph E. Vincent, ou soit à Vincent & Cie, en rapport avec les impressions du gouvernement.	Par ordre 61	
197. <i>Volontaires</i> :—Correspondance au sujet d'un octroi ou concession de terres en faveur des volontaires qui ont servi en 1866 ou en 1870, à l'occasion des incursions sur la frontière canadienne. (<i>Document No 19</i>).	Ordre de la dernière session	15

DORVAL :—Loi érigeant en ville le village de —. Voir *Bills*, 83.

DROITS DE COUPE DE BOIS :—Voir *Documents*, items 68 et 69.

DRUMMOND, COMTÉ DE :—Loi amendant la loi concernant la juridiction de la Cour de circuit du —. Voir *Bills*, 183.

DRUMMOND, COMTÉ DE :—Voir *Bills*, 174, 183, 210.

DUFORT, DENIS :—Loi concernant les successions de — et de Dame Julie Duchesneau, son épouse. Voir *Bills*, 87.

DUMAS, CANTON:—Loi détachant du comté de Saguenay le canton Dumas, et l'annexant au comté de Chicoutimi pour toutes les fins. Voir *Bills* 150.

ÉCOLES:—Voir *Documents, items* 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 120.

ÉCOLE POLYTECHNIQUE:—Résolutions concernant l'—, 62; comité, rapportées, adoptées, 80. Voir *Bills*, 5.

ÉCOLE POLYTECHNIQUE:—Loi concernant l'—. Voir *Bills*, 5.

ÉCOLES ROYALES D'AGRICULTURE:—Voir *Bills*, K.

EGLISES, PRESBYTÈRES ET CIMETIÈRES:—Loi concernant la construction des—. Voir *Bills*, 217.

ELECTEURS:—Loi concernant la préparation, l'examen, la correction et l'entrée en vigueur de la liste des électeurs dans les cités de Québec, Montréal et Trois-Rivières. Voir *Bills*, 23.

ELECTIONS:—Certificats du greffier en chancellerie au sujet de l'élection des députés élus pour les comtés de Québec-Centre, L'Islet, Soulanges et Stanstead. 4.

ELECTIONS CONTESTÉES:—Loi amendant la loi des —de Québec. Voir *Bills*, 24.

"EMPIRE TRUST COMPANY, THE—":—Loi constituant en corporation— Voir *Bills*, 95.

EMPLOYÉS DU DÉPARTEMENT DES TERRES, MINES ET PÊCHERIES:— Voir *Documents, item* 80.

EMPRUNTS:—Voir *Bills*, 230.

ENFANTS, FAMILLES DE DOUZE:——. Voir *Documents, item* 81.

EQUITABLE, COMPAGNIE D'ASSURANCE:——. Voir *Documents, item* 82.

EVALUATION, RÔLES D':—Loi amendant le Code municipal relativement à la révision des—. Voir *Bills*, 229.

EXPOSITION DE MONTRÉAL, COMPAGNIE D'—:—. Voir *Documents, item* 51.

EXPOSITION INDUSTRIELLE DE MONTRÉAL:—Loi constituant en corporation l'association de l'—. Voir *Bills*, 117.

EXPOSITION, TERRAIN DE L':——. Voir *Documents, item* 83.

FARIBAULT, M.-J.-N.-RÈNÉ :—Loi l'admettant au nombre des notaires. Voir *Bills*, 39.

FERMETURE A BONNE HEURE :—Loi concernant la—. Voir *Bills*, 192.

FONDS DE BATISSES ET DES JURÉS :—Résolutions concernant le—, 173. Rapportées, lues 1ère fois, 191. Adoptées, 231. Voir *Bills*, 14.

FONDS DES BATISSES ET DES JURÉS :—Loi concernant le—. Voir *Bills*, 14.

FORÊTS :—Loi concernant la protection des—contre le feu. Voir *Bills*, 15. Aussi, *Documents*, item 84.

FORSYTH, ROBERT :—Loi confirmant et ratifiant la vente des immeubles appartenant à la faillite de—. Voir *Bills*, 131.

FRÈRES MINEURS CAPUCINS DE QUÉBEC :—Loi constituant en corporation les—. Voir *Bills*, 47.

GATINEAU-NORD :—Voir *Documents*, item 85.

GAYNOR ET GREENE :—Voir *Documents*, items 86, 87. Aussi, *Appendice*.

GAZETTE OFFICIELLE :—Voir *Documents*, item 88.

GINGRAS, JOS. :—Voir *Documents*, item 89.

GIRARD, CHS ALEXANDRE :—Loi autorisant le barreau à l'admettre au nombre de ses membres. Voir *Bills*, 116.

GRANDBOISVILLE :—Voir *Bills*, 45.

GUILBAULT ET CHAURET :—Voir *Documents*, item 90.

GYMNASTES, ASSOCIATION DES :—Loi amendant la loi constituant en corporation l'Association des Gymnastes Amateurs de Montréal. Voir *Bills*, 31.

HALLS AU BEURRE ET AU FROMAGE :—Voir *Bills* N.

HÔPITAL GUAY :—Loi constituant en corporation l'—de St. Joseph de Lévis. Voir *Bills*, 129.

HÔPITAL NOTRE-DAME :—Loi concernant l'—de Montréal. Voir *Bills*, 142.

HÔTEL-DIEU DU SACRÉ-CŒUR :—Voir *Documents*, item 91.

HULL :—Voir *Documents*, item 92.

HYGIÈNE :—Voir *Documents*, item 93.

ILES-DE-LA-MADELEINE :—Loi amendant la loi concernant les tribunaux civils relativement aux—. Voir *Bills*, 169.

IMPRESSIONS, COMITÉ CONJOINT DES— :—. Voir *Comité*.

—Documents devant être imprimés :

Nos 21, 22, 34, 37, 38, 40, 41, 42, 43, 48, 49, 51, 53, 65, 66, 68, 71, 84, 89, 91, 93, 96, 99, 102, 103, 110, 111, 112, 115, 116, 119, 123, 135, 135-a 138, 140, 143, 145, 159, 21 de 1901, 54 de 1902, et le rapport des opérations minières, 467.

IMPRESSIONS : Voir *Documents*, items 94, 95, 96, 97, 98, 99.

IMPRIMEUR DU ROI :—Rapport de l'—. Voir *Documents*, item 100.

INDUSTRIES :—Voir *Comités*.

INDUSTRIE FORESTIÈRE :—Voir *Documents*, item 46.

INDUSTRIELS, ETABLISSEMENTS— :—Loi amendant la loi relative aux—. Voir *Bills*, 9. Voir, aussi, *Documents*, item 101.

INSTITUTIONS DE BIENFAISANCE, ETC. :—Rapports annuels déposés devant la Chambre. Voir *Documents*, item 102.

INSTRUCTION PUBLIQUE : Rapport du Surintendant pour 1901-1902. Voir *Documents*, item 103. Voir, aussi, *Documents*, items 104, 105, 106, 107, 108 109, 110, 111.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Voir, *Bills*, 19.—Amendant la loi de l'—relativement aux appels. Voir *Bills*, 168 —Amendant la loi relative à la prestation du serment et aux publications et significations. Voir *Bills*, 194. Amendant l'article 496. Voir *Bills*, 202.—Amendant l'article 482. Voir *Bills*, 208.

Interpellations au ministère :

Agriculture :—Par qui et dans quel établissement le gouvernement fait-il imprimer le rapport du ministre de l'— ? 265.

Aliénés :—Quels sont les comtés qui doivent des arrérages au gouvernement pour l'entretien des aliénés ? 134.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Arc :— Qui a été chargé de défaire l'arc construit en l'honneur de la visite du Duc de York ? 319.

Assurance sur la vie :—Quelle est la somme totale collectée des compagnies d'— ? 332.

Baie-des-Chaleurs, Chemin de fer de la :—Le gouvernement sait-il qu'il existe des réclamations non payées par le— ? 295.

Beauce :—Combien ce comté doit-il pour l'entretien des aliénés ? 169.

Beauharnois :—Y a-t-il des prisonniers qui attendent leur procès dans la prison de— ? 244.

Beauharnois :—Quel est le geôlier de la prison de— ? 244.

Beauharnois :—Combien y a-t-il d'hôtelliers qui ont enfreint la loi des licences dans le district de— ? 251.

Beauharnois :—Quel est le substitut du Procureur Général à— ? 245.

Beauharnois :—Quand ont eu lieu les deux derniers termes criminels à —, etc. ? 245.

Beauport :—Au sujet de la légalité de la garantie donnée, en 1893, aux propriétaires de l'Asile de—, 276.

Beauport :—Le gouvernement a-t-il été en pourparlers avec quelque communauté religieuse au sujet de l'entretien des aliénés de l'Asile de— ? 53.

Béique, F.-L. :—A-t-il produit un compte, etc. ? 169.

Bellechasse :—Quel est le montant dû par ce comté pour l'entretien des aliénés ? 170.

Bertrand, E.-D. :—Fait-il partie de la police provinciale ? 464.

Bills :—Par qui et dans quel établissement sont-ils imprimés ? 264.

Bois de pulpe :—Au sujet du—, 251, 295, 320, 321, 357, 358, 366, 407, 408.

Bonaventure :—Que doit ce comté pour l'entretien des aliénés ? 170.

Bureaux d'enregistrement :—Y en a-t-il qui sont endettés envers le gouvernement ? 274.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Campeau :—Le contremaître des travaux sur le chemin Gouin est-il M. Michel Campeau ? 244.

Cannon, M. L. A. :—Est-il l'associé professionnel du Premier Ministre ? 294.

Cap de la Madeleine :—Quel est le montant collecté par l'agent des biens des Jésuites à Trois-Rivières, pour arrérages dûs par les censitaires de la seigneurie du— ? 49.

Carrier, M. A. F. :—A-t-il été à Rimouski pour l'affaire des colons de Nemtayé, etc. ? 60, 80, 31.

Chambly, Comté de :—Combien doit-il pour l'entretien des aliénés ? 169.

Champlain, Comté de :—Combien doit-il pour l'entretien des aliénés ? 171.

Chauret, M. :—Est-il parent du député de Jacques-Cartier ?—290.

Chemin de fer de la Rive-Sud :—Le gouvernement sait-il qu'il ne fonctionne plus ? 29.

Chemin de fer du Nord :—Le gouvernement doit-il réclamer le paiement de la balance due par le— ? 28.

Chemin Gouin :—Quels sont les directeurs des travaux et combien de colons sont établis sur le— ? 81, 357.

Chemins à barrières de la rive Nord :—La Commission des—fait-elle un rapport annuellement ? 251.

Chemins à barrières de la rive Nord :—Quels sont les noms des membres de la Commission des— ? 319.

Chemins de colonisation :—Quel montant a été dépensé et payé par le gouvernement pour les— ? 79.

Chemins de fer :—Le gouvernement sait-il que des—subventionnés ne possèdent pas un nombre suffisant de wagons ? 134.

Chemins de fer :—Le montant de la taxe sur les chemins de fer a-t-il été placé en débentures provinciales ou fédérales ? 332.

Chouinard, H. J. J. B. :—Le gouvernement s'est-il engagé à acheter des exemplaires du livre de M.— ? 321.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Suite.

Cinq-Mars, M. — : —Est-il le représentant de "La Presse" ? 293.

Colonisation et Travaux Publics :—Par qui et dans quel établissement est imprimé le rapport du Ministre de la— ? 266.

Comité protestant du Conseil de l'Instruction publique :—Le gouvernement a-t-il eu connaissance d'une résolution passée par le— ? 167.

Commission de colonisation :—Quel salaire reçoivent les membres de la— ? 293.

Comptes publics :—Le gouvernement doit-il se conformer à la résolution de l'Assemblée législative pour ce qui concerne la distribution des— ? 28.

Comptes publics :—Où sont-ils imprimés ? 265.

Comités-Unis, Chemin de fer des :—Le gouvernement a-t-il été informé qu'il ne fonctionne plus ? 29.

Conseil de l'Instruction publique :—Ses séances sont-elles publiques ? 141.

Conseil Législatif :—Quelles ont été les dépenses du—de 1892 à 1902 ? 105.

Contrats :—Le gouvernement a-t-il demandé l'opinion de jurisconsultes sur la question des— ? 172

Côté, M. J — : —Est-il à l'emploi du gouvernement ? 186.

Côte Ste-Marianne, chemin de la — : —Au sujet du,— 81, 245.

Deguisse, M. Charles — : —Est-il représentant du "Soleil" ? 294.

Dette :—Quelle commission a été payée par le gouvernement pour la conversion de la— ? 320.

Ecoles —Au sujet du chauffage des maisons d'—. 78.

Ecoles techniques :—Le gouvernement a-t-il l'intention d'établir des— ? 30

Equitable, La Cie d'Assurance Mutuelle l' — : —A-t-elle envoyé régulièrement ses rapports ? 357.

Etablissements industriels :—Le gouvernement peut-il donner les noms des personnes qui ont compilé la brochure relative aux— ? 40.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Exposition de St-Louis :—Le gouvernement a-t-il l'intention d'être représenté à l'— ? 358.

Flynn, Hon. E.-J. :—Quel montant a-t-il été payé pour ses dépenses de voyage ? 140.

Gaspé, comté de :—Quel montant doit-il pour l'entretien des aliénés ? 170.

Gatineau-Nord :—Pourquoi l'agence des terres dans—coûte-t-elle \$4,-465.31 ? 118.

Gaynor et Greene :—Au sujet des procédures dans l'affaire de— 31.

Gazette Officielle :—Par qui est-elle imprimée ? 266.

Gendron, F.-A. :—Est-il le beau-frère du Premier Ministre ? 168.

Gendron, L.-A. :—Est-il frère ou parent de F.-A. Gendron ? 118.

Gendron, R.-M. :—Est-il parent de F.-A. Gendron ? 117.

" Guide du Colon " :—Qui a obtenu le contrat pour l'impression du— ? 276.

Harper, M. J. M. :—Fait-il partie du service civil ? 167.

Hull :—A-t-on demandé l'établissement d'une école normale à— ? 364

Huntingdon, Comté de :—Combien doit-il pour l'entretien des aliénés ? 169.

Iberville, Comté d' :—Combien doit-il pour l'entretien des aliénés ? 170.

Iles-de-la-Madeleine :—A-t-on demandé la nomination d'un inspecteur pour les écoles protestantes des— ? 221.

Instruction publique :—Le gouvernement a-t-il intention d'amender la loi de l'— ? 29.

Instruction publique :—Des plaintes ont-elles été formulées au sujet des appels au Conseil de l'— ? 171.

" International Paper Co. " :—Cette compagnie a-t-elle toujours payé les droits de coupe ? 30.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Jésuites, Biens des :—Quelle est la somme due pour arrérages, etc., par les agences des—? 356.

Joliette :—Le gouvernement a-t-il été prié de contribuer à la construction d'un chemin de fer partant de—? 135.

Joliette, Société d'agriculture, No 2 du comité de :—A-t-elle reçu des octrois du gouvernement? 81.

Journal d'agriculture :—Combien coûte l'impression du—? 371.

Journal d'agriculture —Par qui et dans quel établissement est imprimé le—? 266.

Labelle :—Quelle somme doit ce comté pour l'entretien des aliénés? 171.

Lasleur, M. :—A-t-il présenté un compte au gouvernement? 168.

Laprairie :—Quelle somme doit ce comté pour l'entretien des aliénés? 169.

Laval :—Quelle est la somme dépensée pour l'achat de l'Ecole Normale—? 221.

Laval :—L'école Normale Laval des Ursulines est-elle la propriété du gouvernement, etc.? 290, 222.

Laval :—Combien doit ce comté pour l'entretien des aliénés? 169.

Lévis :—Que doit ce comté pour l'entretien des aliénés? 169.

Limites à bois :—Doit-il y avoir une vente de—, cette année? 30.

Limites à bois :—Le gouvernement a-t-il l'intention de suivre la politique suivie dans Ontario pour ce qui concerne la vente des—? 30, 54.

L'Islet :—Que doit ce comté pour l'entretien des aliénés? 170.

Livres d'écoles :—Le gouvernement doit-il donner suite à sa politique de distribution gratuite de livres d'écoles? 30.

Maskinongé :—Que doit ce comté pour l'entretien des aliénés? 171.

Missisquoi :—Que doit ce comté pour l'entretien des aliénés? 170.

"Mon Premier Livre" :—Combien a coûté l'impression du volume—? 290. Doit-il être suivi d'autres volumes? 30.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite*

Montagne Tremblante :—Des requêtes ont-elles été envoyées demandant la résiliation du bail pour les droits de pêche dans le lac de la— ? 365.

Montmagny :—Que doit ce comté pour l'entretien des aliénés ? 170.

Montmagny, Cie d'assurance de— :—A-t-elle transmis des rapports assermentés ? 117.

Municipalités scolaires :—Le gouvernement doit-il augmenter les octrois aux— ? 30.

Napierville :—Que doit ce comté pour l'entretien des aliénés ? 170.

Nemtoyé :—Le gouvernement a-t-il annulé les ventes faites à certains colons de— ? 263.

Nemtoyé :—Est-ce avec l'autorisation du gouvernement que la police provinciale est allée arrêter les colons de— ? 29.

Notre-Dame des Anges :—Combien les colons paient-ils par acre pour les terres publiques dans la paroisse de— ? 263.

Offenses criminelles :—Le gouvernement se charge-t-il des frais d'enquêtes préliminaires devant le magistrat dans les poursuites pour— ? 80.

Ordres du Jour :—Par qui sont-ils imprimés ? 264.

Pacifique Canadien :—Le gouvernement a-t-il l'intention d'exiger le paiement de la balance due par le chemin de fer— ? 28.

Parent, MM. :—Sont-ils plusieurs à l'emploi du gouvernement ? 251.

Pauzé & Cie :—Quel montant ont-ils reçu pour travaux ?—290.

Pêcheries :—A quel prix le gouvernement accorde-t-il des licences pour les pêcheries de saumons ? 333.

Pelletier, M. Napoléon :—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 186.

Pelletier, M. Napoléon :—Quel travail fait-il comme secrétaire du surintendant de l'Asile de Beauport ? 294.

Pont de Québec :—Quel est le montant payé par le gouvernement à la compagnie du— ? 61.

Pontiac :—Que doit ce comté pour l'entretien des aliénés ? 171.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Pont Shaw :—Le tarif de péage sur le—a-t-il été rappelé ? 140.

Portneuf :—Que doit ce comté pour l'entretien des aliénés ? 169.

Portneuf :—Quel montant a-t-il été dépensé pour des fins de colonisation dans le comté de— ? 53.

Pouvoirs d'eau :—Combien le gouvernement a-t-il perçu pour les — ? 855.

Procès-Verbaux :—Par qui sont-ils imprimés ? 264.

Procureur-Général :—Quel ministre est chargé de l'administration du département du—pendant son absence ? 31.

Québec :—Que doit ce comté pour l'entretien des aliénés ? 169.

Recorders :—Au sujet des amendes payées à la cour des—à Montréal, 29.

Rimouski :—A-t-on demandé l'établissement d'une école normale à— ? 48.

Rimouski :—Que doit ce comté pour l'entretien des aliénés ? 171.

Rouleaux :—Existe-t-il au Nouveau-Brunswick une loi accordant une prime pour, l'emploi des—dans les moulins à farine ? 294

Sabourin, T. P. et L. A. Gendron :—Quel est le montant des salaires reçus respectivement par MM.— ? 118.

St-Jean :—Que doit ce comté pour l'entretien des aliénés ? 170.

"St Maurice Lumber Co." :—Cette compagnie doit-elle quelque montant au gouvernement ? 29.

Secrétaire de la Province :—Qui imprime le rapport du— ? 265.

Sherbrooke :—Quels ont été les sommes mises à la disposition des constructeurs du palais de justice de— ? 117.

Sherbrooke :—Le gouvernement est-il propriétaire du terrain nécessaire pour la construction du palais de justice de—, etc. ? 264, 408.

Sirois M :—A-t-il présenté un compte ? 168.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Sœurs de la Charité :—Quel est le notaire qui a passé le contrat entre le gouvernement et les— ? 172.

Spencer-Wood :—Quel est le montant dépensé pour l'entretien de—, en 1898 ? 366.

Stanstead :—Que doit ce comté pour l'entretien des aliénés ? 171.

Témiscouata :—Que doit ce comté pour l'entretien des aliénés ? 171.

Terres de la Couronne :—Les agents ont-ils reçu instruction de ne pas vendre des terres aux colons dans la région du Lac-St-Jean ? 94.

Terres, Mines et Pêcheries :—Qui imprime le rapport du département des— ? 265.

Terres publiques :—Quelles sont les personnes qui ont offert \$1.50 par acre pour 25,000,000 d'acres de— ? 60.

Terres publiques :—Quel est le montant dû au gouvernement pour des— ? 333.

Trans-Canada :—Au sujet du chemin de fer le—. 28, 60.

Union St-Joseph de la cité d'Ottawa :—Existe-t-il une société de ce nom ? 365.

Valleyfield :—Y a-t-il une école du soir à— ? 243.

Valleyfield :—Quelle est l'assistance aux écoles du soir de— ? 407.

Valleyfield :—Le gouvernement a-t-il reçu \$50,000 pour la construction d'un palais de justice dans— ? 244.

Volontaires :—Est-ce l'intention du gouvernement d'octroyer gratuitement des terres publiques aux— ? 157.

Wright :—Que doit ce comté pour l'entretien des aliénés ? 171.

IRLANDE :—Résolution à l'effet que la province de Québec exprime l'espoir que l'Angleterre accordera, dans un avenir prochain, un gouvernement autonome à l'—. Message à Son Excellence le Gouverneur Général, 503.

ISRAÉLITES :—Loi amendant les lois concernant l'instruction publique relativement aux personnes professant la religion juïque. Voir *Bills*, 19.

JÉSUS, PONT SUR LA RIVIÈRE—: Voir *Documents*, *item* 112.

JUGES DES SESSIONS DE LA PAIX :—Résolution concernant les—, comité, rapportée, 443; adoptée, 444; bill présenté, 444. Voir *Bills*, 21.

JUGES DES SESSIONS DE LA PAIX :—Voir *Bills*, 21.

JURY, PROCÈS PAR—:— Voir *Bills*, *H*, *M*.

KAMOURASKA, PALAIS DE JUSTICE A—: Voir *Documents*, *item* 118.

KIROUAC, N. G. ET W. C.—:—Loi validant la vente faite par les héritiers de L. T. Macpherson à—. Voir *Bills*, 100.

LACAILLADE, ALBERT. J. N.—: Loi pour l'admettre à la profession de dentiste. Voir *Bills*, 138.

LACHANCE, ARTHUR :—Voir *Documents*, *item* 59.

LAC MÉGANTIC, BUREAU D'ENREGISTREMENT AU—: Voir *Documents*, *item* 114.

LACS, LOCATION DES—:— Voir *Documents*, *item* 115.

LAFLEUR, McDOUGALL ET MACKAY :—Voir *Documents*, *item* 115.

Lajoie, ALFRED—: Voir *Documents*, *item* 117.

LAMONTAGNE, THÉODORE—: Voir *Documents*, *item* 118.

LAPRAIRIE :—Loi concernant la commune de— Voir *Bills*, 136.

LAROSE, LOUIS—: Voir *Documents*, *item* 119.

LARUE, GEORGES—: —Loi l'admettant à la pratique de la médecine. Voir *Bills*, 106.

LAVAL, ECOLE NORMALE—: Voir *Documents*, *items* 76, 77, 120, 191.

LECLERC, J. F.—: Loi concernant l'admission de—à la pratique du droit. Voir *Bills*, 88.

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—Comité permanent de—. Voir *Comités*.

LÉGISLATURE :—Lois relative à l'indépendance de la Législature. Voir *Bills*, 6.

LÉON XIII :—Message de félicitation et de vénération à Sa Sainteté—, à l'occasion du 25ème anniversaire de son pontificat, 34. Réponse du Cardinal Rampolla, 44.

LEVASSEUR, DAME IRMA— : Loi l'admettant à la pratique de la médecine. Voir *Bills*, 119.

LÉVIS :—Loi amendant la charte de la compagnie du chemin de fer du comté de— Voir *Bills*, 91.

LICENCES :—Loi amendant la loi des—de Québec. Voir *Bills*, 165, 178, 179.

Lieutenant-Gouverneur :

1. Son discours à l'ouverture de la session, 6; motion pour une adresse à Son Honneur, débat, ajourné, 14; reprise du débat, 24. Voir *Adresse*.

2. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre à certaines mesures, 68, 87, etc.

3. Son discours à la clôture de la session, 511.

Messages de Son Honneur :

4. Invitant la Chambre à se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif, à l'ouverture de la session, 1; à la clôture de la session, 505.

5. Accusant réception de l'adresse en réponse au discours du Trône, 124.

6. Transmettant des documents à la Chambre, 10, 11, 38, 220. Voir *Documents*.

7. Message à Son Honneur le—le priant de transmettre les résolutions adoptées concernant des amendements à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 330.

LIMITES A BOIS :—Voir *Documents*, items 121, 122.

LIQUEURS ENIVRANTES :—Motion à l'effet d'empêcher la vente des—dans l'enceinte du Palais Législatif. Motion rejetée, 135.

LOTBINIÈRE ET MÉGANTIC :—Loi amendant la charte de la compagnie du chemin de fer—. Voir *Bills*, 52.

LOUPRET, MADAME :— Voir *Documents*, item 123.

LYNCH. DAME SUSANNAH—:—Loi concernant la succession de—, veuve de Edward Quinn. Voir *Bills*, 103.

MAGISTRATS DE DISTRICT :—Voir *Documents*, items 124, 125.

MAGISTRATS DE DISTRICT. COUR DES—:—Loi amendant le Code de procédure civile concernant la—. Voir *Bills*, 175, 213.

MAISON PROTESTANTE D'INDUSTRIE ET DE REFUGE :—Loi amendant la charte de la—. Voir *Bills*, 75.

MAITRES ET SERVITEURS :—Loi amendant la loi des—. Voir *Bills*, 222.

MALBAIE :—Voir *Documents*, item 126.

MANDATS SPÉCIAUX :—Voir *Documents*, item 127.

MANUFACTURES :—Loi amendant la loi des—de Québec. Voir *Bills*, 232.

MASSON, ANTOINE—: Loi donnant effet à un acte d'Antoine Masson résiliant un acte de donation. Voir *Bills*, 73.

MATANE :—Voir *Documents*, items 128, 129.

MCCARTHY, SERGENT—:—Voir *Documents*, item 130.

MCGARVEY, OWEN—:—Loi interprétant le testament de feu Owen McGarvey, augmentant les pouvoirs des exécuteurs, pourvoyant au paiement des legs et contenant des dispositions relatives à l'administration et à la liquidation de la succession. Voir *Bills*, 98.

MCGILL:—Voir *Documents*, item 131.

MCGOUN ET ENGLAND :—Voir *Documents*, item 132.

MÉDECINS ET CHIRURGIENS :—Loi amendant la loi concernant les—. Voir *Bills*, 189.

MÉGANTIC, LAC—: Loi concernant les appels des jugements rendus par la cour de circuit dans et pour le comté du—. Voir *Bills*, 224.

MÉRITE AGRICOLE :—Voir *Documents*, item 133.

MINEURS :—Loi concernant la vente des biens des—. Voir *Bills*, 197.

MISSISQUOI, PÊCHERIES DANS LA BAIE DE—: Voir *Documents*, item 134.

MOISIE, RIVIÈRE—: Voir *Documents*, item 135.

MONTMAGNY :—Voir *Documents*, items 10, 106.

MONTREAL :—Loi amendant la charte de la cité de—. Voir *Bills*, 107.
Aussi, *Bills*, 23, 107. Aussi, *Documents*, items 145, 167.

MONTREAL ET BAIE JAMES :—Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer—. Voir *Bills*, 189.

" MONTREAL HUNT CLUB " :—Loi constituant en corporation le—. Voir *Bills*, 62.

" MONTREAL NORTH WESTERN RAILWAY COMPANY. THE " :—Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer—. Voir *Bills*, 92.

" MONTREAL STEEL WORKS, LIMITED " :—Loi constituant en corporation la—. Voir *Bills*, 40.

" MONTREAL STOCK YARDS CO. THE " :—Loi amendant la charte de—. Voir *Bills*, 41.

" MONTREAL TECHNICAL INSTITUTE " :—Loi constituant en corporation la—. Voir *Bills*, 140.

MORRIN, MARIA :— Voir *Bills*, F.

MORT CIVILE :—Loi abolissant la—. Voir *Bills*, 177, 234.

" MURRAY BAY CONVALESCENT HOME, THE " :—Loi constituant en corporation—. Voir *Bills*, 112.

NAPIERVILLE :—Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Jonction de—. Voir *Bills*, 86.

NEMTAYÉ :—Voir *Documents*, item 137. Aussi, *Appendice*.

" NEW RICHMOND LUMBER CO. " :—Loi accordant certains pouvoirs à la—. Voir *Bills*, 99.

NICOLET :—Voir *Documents*, item 138.

NONANTUM, CLUB :— Voir *Documents*, item 43.

NORD, PONT SUR LA RIVIERE DU :— Voir *Documents*, item 139.

NOTRE-DAME DE GRACES, OUEST :—Loi érigeant une nouvelle municipalité de village dans la municipalité du village de—. Voir *Bills*, 56.

OFFICIERS PUBLICS :—Résolution concernant la pension de retraite des—, 295 ; comité, 299 ; rapportée, lue la 1ère et la 2ième fois, sur division, adoptée, bill présenté, 300. Voir *Bills*, 20.

OFFICIERS PUBLICS :—Loi amendant de nouveau la loi concernant la pension des—. Voir *Bills*, 20. Voir aussi, *Documents*, item 140.

"OLIVET BAPTIST CHURCH OF MONTREAL" :—Loi constituant en corporation la—. Voir *Bills*, 36.

ORATEUR :

1. Il se rend, avec la Chambre, auprès du Lieutenant-Gouverneur dans la salle du Conseil législatif, à l'ouverture de la session, 1 ; à la clôture de la session, 505.
2. Il fait rapport du discours du Trône, 6.
3. Communique à la Chambre divers rapports, 10, 38, 103, etc.
4. Informe la Chambre qu'il a reçu avis que des vacances sont survenues dans les comtés de L'Islet, Québec-Centre et Soulanges, 2 ; Portneuf, 185. Qu'il a été émis des mandats pour de nouvelles élections, 2, 185.
5. Décide que certaines pétitions ne peuvent être reçues, 114, 236.
6. Présente le bill des subsides, 510.
7. Informe la Chambre qu'il a reçu les certificats d'élections pour les comtés de Lévis, Québec-Centre, Soulanges et Stanstead, 3.

ORATEUR DU CONSEIL LÉGISLATIF :—Voir *Documents*, item 141.

ORDRES DU JOUR :—

1. Ordres rescindés, 225, 440.
2. Débat sur un bill, ordre spécial, 136, 298.

ORDRES PERMANENTS :—Comité spécial permanent des.—Voir *Comités*.

ORDRES SESSIONNELS :—

1. Que les ordres du gouvernement aient préséance, 412.
2. Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre. Voir *Documents*.

3. Que certaines règles soient suspendues, 95, 96, 128.

4. Avis de motion pour ordre spécial, 136.

OTTAWA :—Voir *Documents*, items 142, 143, 144.

OTTAWA-SUPÉRIEUR :—Voir *Documents*, item 85.

OUVRIERS :—Loi relative aux privilèges des—. Voir *Bills*, 151.

OUVRIERS :—Loi amendant la loi des différends ouvriers de Québec. Voir *Bills*, 8.

PAGE, I. B. R. :—Loi l'admettant à la pratique de la médecine. Voir *Bills*, 128.

PAINCHAUD. VICTOR :—Loi l'admettant à la pratique de la médecine. Voir *Bills*, 118.

PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL :—Voir *Documents*, item 145.

PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC :—Voir *Documents*, item 146.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS :—Voir *Documents*, item 147.

PARC NATIONAL DES LAURENTIDES :—Voir *Documents*, items 148, 149.

PARENT, FRANÇOIS :—Voir *Documents*, item 150.

PARENT, L'HON. S. N. :—Voir, *Documents*, item 151.

PAUZÉ :—Voir *Documents*, item 152.

PÊCHE :—Loi amendant la loi de la—de Québec. Voir *Bills*, 225.

PÊCHERIES :—Voir *Documents*, item 153.

PENSIONS, SERVICE CIVIL :—Voir *Documents*, item 154.

PERMIS DE CHASSE : Voir *Documents*, item 30.

PÉTITIONS :—Voir pages 17, 36, 114, 138, 182, 236, 307, 347, etc., etc.

PHARMACIE :—Loi amendant la loi de la—. Voir *Bills*, 13.

PILOTES :—Loi déclarant insaisissable une partie du salaire des membres de la Corporation des Pilotes pour le Hâvre de Québec et au-dessous. Voir *Bills*, 188.

PONT DE QUÉBEC :—Voir *Documents*, items 22, 155, 156, 157, 158, 159, 160.

PONT-RIVIÈRE DU NORD :—Voir *Documents*, item 161.

PONT SHAW :—*Documents*, items 162, 163.

PONTS MUNICIPAUX :—Voir *Bills*, 162.

PORTAGE-DU-FORT :—Voir *Documents*, item 164.

POUVOIRS D'EAU :—Voir *Documents*, item 166.

PRICE, HERBERT MOLESWORTH :—Loi prolongeant en faveur de Herbert Molesworth Price tous les droits et privilèges accordés à George Benson Hall par la loi 38 Victoria, chapitre 98. Voir *Bills*, 101.

PRISON DE MONTRÉAL :—Voir *Documents*, item 167.

PRISONS ET ASILES :—32ème rapport de l'Inspecteur des—. Voir *Documents*, item 168.

PRIVILÈGES :—L'hon. M. Pelletier soulève une question de—. Renvoyée au comité des privilèges et élections, 128. Rapport du comité, 405.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS. COMITÉ DES :—. Voir *Comités*.

PROCLAMATIONS :—V à XIII.

PROCUREUR GÉNÉRAL :—. Voir *Documents*, item 169.

PROFESSIONS LIBÉRALES :—Loi concernant les—. Voir *Bills*, 227.

PROVENCHER, JOSEPH ADÉLARD :—Loi l'admettant à la profession d'avocat. Voir *Bills*, 81.

PRUNEAU, A. R. ET CIE. :— Voir *Documents*, item 170.

QUÉBEC :—Loi amendant la charte de la cité de—. Voir *Bills*, 68. Voir aussi, *Bills*, 23, 68.

QUÉBEC ORIENTAL :—Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer—. Voir *Bills*, 77.

QUESTIONS D'ORDRE:

L'hon. M. LeBlanc, au cours du débat sur l'adresse en réponse au discours du Trône, soulève la question d'ordre que l'hon. Premier Ministre n'a pas le droit de lire son discours. M. l'Orateur déclare la question d'ordre non fondée, 14.

QUESTIONS D'ORDRE :—*Suite.*

- A une interpellation faite par l'hon. M. Pelletier, l'hon. M. Duffy soulève une question d'ordre en disant que cette interpellation est irrégulière parce qu'elle est hypothétique et demande l'expression de certaines opinions, 60. M. l'Orateur maintient la question d'ordre, 79.
- A la motion pour seconde lecture d'un bill, M. Cooke soulève la question d'ordre que ce bill ayant pour effet l'imposition de charges publiques, requiert, par message, la recommandation de la Couronne. M. l'Orateur maintient la question d'ordre, 83.
- M. l'Orateur décide qu'une interpellation de M. Giard est irrégulière parce qu'elle est de nature à provoquer un débat, 118.
- M. l'Orateur décide: Qu'avant de proposer une motion pour amender un bill en comité général, la Chambre doit décider s'il doit quitter le fauteuil. De plus, une motion ne peut être proposée donnant instruction au comité général d'amender un bill privé conformément à un avis donné suivant la règle 67, 158.
- A la motion pour troisième lecture d'un bill, M. Prévost soulève la question d'ordre que l'hon. M. Pelletier n'a pas le droit, à cette phase, de parler sur la motion, ni sur un amendement qu'il dit avoir l'intention de proposer. M. l'Orateur décide que, par la question posée, la Chambre n'est appelée qu'à décider si la motion pour la troisième lecture du bill sera proposée à la présente séance, demain ou un jour ultérieur, 163.
- A un amendement proposé à la 3ème lecture d'un bill, M. Prévost soulève la question d'ordre que les avis requis par la 51ème règle de cette Chambre n'ont pas été publiés pour les fins de cet amendement. M. l'Orateur maintient la question d'ordre, 164.
- A la motion pour 3ème lecture d'un bill, l'hon. M. LeBlanc soulève l'objection que le bill est hors d'ordre parcequ'il contient plusieurs clauses qui ne sont pas couvertes par les avis, M. l'Orateur décide que c'est à la Chambre à déclarer si les avis sont assez amples pour que personne ne soit pris par surprise et pour qu'aucun intérêt privé ne puisse être affecté, 178.
- A la motion demandant la suspension de la règle 51 et appelant la troisième lecture d'un bill, objection est faite qu'aucun avis de cette motion n'a été donné. La motion est retirée et déposée sur la table comme avis de motion, 179.

QUESTIONS D'ORDRE :—*Suite.*

- Objection est faite à la motion pour renvoyer de nouveau un bill à un comité permanent pour les raisons suivantes : parceque le délai pour recevoir les rapports de ce comité sont expirés et parceque le rapport rejetant ce bill a été adopté par la Chambre. M. l'Orateur réserve sa décision, 335. M. l'Orateur déclare le point d'ordre non fondé, 350.
- L'hon. M. Pelletier soulève la question d'ordre que la motion pour deuxième lecture de certaines résolutions ayant été proposée, une autre motion, ayant pour effet de rescinder cet ordre, ne peut être proposée avant qu'on ait disposé de la première. M. l'Orateur maintient la question d'ordre, 353.
- A la motion pour deuxième lecture d'un bill, l'hon. M. Pelletier soulève la question d'ordre que cette motion ne peut être proposée attendu que la procédure a été viciée par le retrait irrégulier de la motion pour la seconde lecture des résolutions sur lesquelles ce bill est basé, la dite motion ayant été retirée contrairement à la règle 34. M. l'Orateur déclare l'objection non fondée, 379.
- A un amendement fait à la motion appelant la Chambre à se constituer en comité des subsides, l'hon. P. Parent soulève l'objection que cet amendement est irrégulier parceque le paragraphe 19 contient des termes injurieux à son adresse, 415. M. l'Orateur maintient la question d'ordre, 416.
- L'hon. M. LeBlanc soulève l'objection qu'une question d'ordre, se plaignant de termes injurieux adressés à un député dans un amendement proposé, n'est pas régulière, parcequ'elle aurait dû être soulevée immédiatement après que l'amendement a été proposé. M. l'Orateur déclare l'objection non fondée, 415.
- A un amendement fait à la motion appelant la Chambre à se constituer en comité des subsides, M. Roy (Kamouraska) soulève l'objection que cette motion n'est pas dans l'ordre parcequ'elle est argumentative, 42. Objection retirée à la demande de M. l'Orateur, 433.
- L'hon. M. Pelletier soulève l'objection qu'un sous-amendement n'est pas dans l'ordre, parcequ'un sous-amendement antérieur ayant été adopté, un autre sous-amendement ne peut être proposé, 447. M. l'Orateur déclare cette objection non fondée, 449.

"REAL ESTATE TITLE GUARANTEE AND TRUST COMPANY":—
Loi constituant en corporation la—. Voir *Bills*, 120.

RECETTES ET DÉPENSES:— Voir *Documents*, item 171.

RECORDERS:— Voir *Documents*, item 172.

"RED FALLS" COMPAGNIE ÉLECTRIQUE:— Loi constituant en corporation la—. Voir *Bills*, 49.

RÈGLES DE LA CHAMBRE:—

1. Règle 57, paragraphe 5, suspendue, 95, 96, 123.
2. Règle 51, suspendue, 234.
3. Règles suspendues pour ce qui concerne une pétition et un bill, 255, 303.
4. Paragraphe 2 de l'article 57 des règles de la Chambre amendé, 463.

RIMOUSKI:—Loi amendant la loi concernant l'organisation des tribunaux civils relativement au district de Rimouski.—Voir *Bills*, 228.

RIVIÈRE-DU-LOUP:—Loi amendant et refondant la loi constituant en corporation la ville de la— Voir *Bills*, 46.

ROBERVAL:—Loi constituant en corporation la ville de— Voir *Bills*, 32.

ROBERVAL, COMPAGNIE D'ÉLECTRICITÉ DE:— Loi constituant en corporation la—. Voir *Bills*, 74.

"RURAL LIGHT, HEAT AND POWER COMPANY":—Loi constituant en corporation la—. Voir *Bills*, 113.

RYAN, L'HON THOMAS:— Loi concernant la succession de feu— et définissant les pouvoirs de l'honorable Jonathan S. C. Würtele, exécuter et fideicommissaire. Voir *Bills*, 209.

SECOURS MUTUEL, SOCIÉTÉS DE:—— Voir *Documents*, items 179, 180.

SECRÉTAIRE ET RÉGISTRARE:—Rapport du—pour l'exercice finissant le 30 juin 1902. Voir *Documents*, item 173.

SECRÉTAIRES-TRÉSORIERS:— Voir *Documents*, item 174.

SERVICE CIVIL :—Voir *Documents*, item 175.

SHÉRIFS —Voir *Documents*, item 176, 177.

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE :—Voir *Documents*, item 178.

SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION :—Voir *Bills*, S.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUEL :—Comité concernant les—:—Voir *Comités*.

STATISTIQUES MUNICIPALES :—Voir *Documents*, item 181.

SAINT-CASIMIR :—Loi détachant une partie de la municipalité de Saint-Casimir, pour la constituer en corporation de ville, sous le nom de Grandboisville. Voir *Bills*, 45.

ST-CHRYSTOSTÔME, CHEMIN DE FER :—Loi concernant la compagnie du —. Voir *Bills*, 67.

STE-CUNÉGONDE DE MONTRÉAL :—Loi amendant la charte de la cité de —. Voir *Bills*, 50.

ST-FERDINAND D'HALIFAX :—Voir *Bills*, 12.

ST-HENRI :—Loi amendant la charte de la cité de—. Voir *Bills*, 72.

ST-HERMÉNÉGILDE :—Loi érigeant la municipalité de—. Voir *Bills*, 110.

ST-HYACINTHE :—Loi concernant la construction de la cathédrale de—. Voir *Bills*, 60.

—Loi amendant la charte de la cité de—. Voir *Bills* 71.

ST-JOACHIM DE COURVAL :—Loi détachant du comté de Drummond le territoire compris dans la paroisse de Saint-Joachim de Courval et l'annexant au comté de Yamaska, pour toutes fins. Voir *Bills*, 174.

ST-LOUIS :—Loi amendant la charte de la ville de—. Voir *Bills*, 115.

STE-MARIE MADELEINE :—Loi ratifiant et validant un certain acte de cession par l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine, du Cap-de-la-Madeleine, aux Révérends Pères Oblats de l'Immaculée-Conception de Marie. Voir *Bills*, 80.

ST-MAURICE :—Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer—. Voir *Bills*, 126.

-
- ST-MICHEL-ARCHANGE :—Loi concernant la paroisse de—, Montréal. Voir *Bills*, 130.
- ST-NAZAIRE D'ACTON :—Loi détachant une partie de la paroisse du comté de Drummond, et l'annexant au comté de Bagot pour les fins électorales. Voir *Bills*, 210.
- ST-NICHOLAS :—Voir *Documents*, *item* 182.
- SAUVEGARDE. LA :— Loi constituant en corporation la compagnie d'assurance sur la vie— Voir *Bills*, 65.
- SERVANTES DE JÉSUS-MARIE :—Loi constituant en corporation la Congrégation des—. Voir *Bills*, 109.
- SESSION :—Tableau des travaux de la—, 503.
- SHAW, PONT—. *Documents*, *items*, 162, 163.
- " SHAWINIGAN FALLS " :—Loi pourvoyant à l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit dans la ville de Shawinigan Falls. Voir *Bills*, 108.
- " SHAWINIGAN FALLS TERMINAL RAILWAY CO. " :—Loi amendant la charte de la—. Voir *Bills*, 64.
- SHERBROOKE :—Loi amendant la charte de la cité de—. Voir *Bills*, 35.
- Loi autorisant le Bureau des Commissaires des écoles protestantes de Sherbrooke à emprunter de l'argent et à émettre des obligations. Voir *Bills*, 38.
 - Loi amendant la charte de la compagnie *The Sherbrooke Gas and Water Company* et changeant son nom. Voir *Bills*, 57.
 - Loi amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital protestant de—. Voir *Bills*, 85.
- SOCIÉTÉ HISTORIQUE :—Loi concernant la Société Historique du comté de Brême, et confirmant l'acquisition de certaines propriétés. Voir *Bills*, 63.
- STACKHOUSE, ARTHUR WILLIAM :—Loi l'admettant à la profession de dentiste. Voir *Bills*, 97.
- STATUTS REFONDUS :—
- Loi amendant les articles 1338 et 5551. Voir *Bills*, 30.
 - Loi amendant les articles 4653 et 4696. Voir *Bills*, 143.

STATUTS REFONDUS :—*Suite.*

Loi amendant l'article 3228e. Voir *Bills*, 153.

Loi amendant l'article 2342. Voir *Bills*, 185.

Loi amendant l'article 5790. Voir *Bills*, 206.

Loi amendant l'article 4529. Voir *Bills*, 230.

Loi amendant l'article 3407. Voir *Bills*, 221.

Loi amendant l'article 5445. Voir *Bills*, S.

STERN, JOSEPH :—Loi l'admettant à la pratique de la chirurgie dentaire.
Voir *Bills*, 121.

Subsides :

1. Estimés supplémentaires pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1903, renvoyés au comité des subsides, 120. (*Document No 1.*)
2. Estimés pour l'année finissant le 30 juin 1904, renvoyés au comité des subsides, 120. (*Document No 1.*)
3. La Chambre devant se former en comité des subsides, 24.
4. La Chambre en comité, 224, 300, 383, 437, 452, 456, 458, 460, 469, etc.
5. Résolutions rapportées, 224, 300, 383, 437, 452, 456, 458, 460, 469, 473, 475, 478, 483.
6. Considération de certaines résolutions remise à plus tard, 224, 438.
7. Amendements proposés à la motion de se constituer en comité des subsides, 375, 382, 399, 453, 474, 457, 417, 434, 459, 469, 476, 447, 480, 482, 467, 478.
8. Voies et moyens, 24. La Chambre en comité, 499, résolutions rapportées, 499; adoptées, 499.
9. Amendement déclaré hors d'ordre, 417.
10. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1903 et le 30 juin 1904 et pour d'autres fins du service public. Voir *Bills*, 2 et 3. (3 Ed. VII, ch. 1.)

SUCCESSIONS, DROITS SUR LES—:—Résolutions concernant les—, 316 ; comité, 342 ; rapportées, 1ère lecture, 343 ; débat sur motion pour deuxième lecture, questions d'ordre, 353, 354 ; motion pour deuxième lecture retirée ; renvoyées en comité, considérées, 354 ; rapportées, amendées, lues 1ère fois, 355 ; lues deuxième fois, bill présenté, 363.

SUCCESSIONS :—Loi ayant pour objet de faire disparaître des doutes au sujet des droits sur les—. Voir *Bills*, 18.

TÉLÉPHONE ÉLECTRIQUE :—Loi concernant les compagnies de—. Voir *Bills*, 163.

TERRES, MINES ET PÊCHERIES :—Voir *Documents*, item 80, 183, 184, 185.

TERRES PUBLIQUES :—Motion à l'effet de mettre devant la Chambre les documents relatifs à l'offre de \$1.50 par acre pour 25,000,000 d'acres de—faite au premier ministre. Motion retirée, 62.

THIBEAULT, JOS — :—. Voir *Documents*, item 186.

THIVIERGE, RÉVD. M.— :—. Voir *Documents*, items 187, 188.

TRAVAUX PUBLICS :—Rapport général du ministre des—de la province pour 1902. Voir *Documents*, item 189.

TROIS-RIVIÈRES :—Voir *Bills*, 23. Aussi, *Documents*, item 190.

“UNION STOCK YARDS COMPANY” :—Loi constituant en corporation la—. Voir *Bills*, 133.

VALLÉE, ALEXANDRE—: Voir *Documents*, items 192, 193.

VALLEYFIELD :—Loi constituant en corporation la compagnie de tramway électrique de Valleyfield. Voir *Bills*, 44.

—Loi autorisant et ratifiant de nouveau l'exécution de la loi 1 Edouard VII, chapitre 48, concernant le règlement No 162 des règlements de la ville de Salaberry de Valleyfield. Voir *Bills*, 78.

—Voir *Documents*, items 194, 195.

VAUDREUIL :—Loi accordant à la corporation du village de Vaudreuil des pouvoirs spéciaux d'emprunt pour réparations et améliorations à son système d'aqueduc. Voir *Bills*, 53.

VÉTÉRINAIRES, MÉDECINS—: Loi amendant la loi concernant les.—.
Voir *Bills*, 158.

VINCENT & CIE :—Voir *Documents*, *item*, 196.

VOIES ET MOYENS :—Voir *Subsides*.

VOLONTAIRES :—Voir *Documents*, *item*, 197.

WESTMOUNT BAPTIST CHURCH :—Loi constituant en corporation
la—. Voir *Bills*, 37.

WURTELE, L'honorable J. S. C —:—Voir *Bills*, 209.

YAMASKA, COMTÉ DE—:—Voir *Bills*, 174.